

# Journal officiel des Communautés européennes

N° 119

Novembre 1969

Édition de langue française

## Débats du Parlement européen

Session 1969-1970

Compte rendu in extenso des séances

### Sommaire

**Séance du lundi 24 novembre 1969** ..... 1

Reprise de la session, p. 1 — Excuses, p. 1 — Composition de la commission de contrôle, p. 1 — Renvoi en commission, p. 2 — Dépôt de documents, p. 2 — Décision sur l'urgence, p. 4 — Ordre du jour des prochaines séances, p. 4 — Règlement concernant les tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route, p. 5 — Directives concernant certaines caractéristiques des véhicules à moteur, p. 9 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 17.

**Séance du mardi 25 novembre 1969** ..... 18

Adoption du procès-verbal, p. 19 — Élection d'un président de groupe, p. 19 — Règlement concernant le régime d'échanges de marchandises résultant de la transformation de produits agricoles, p. 19 — Relations des Communautés avec l'Amérique latine, p. 21 — Décision concernant les relations commerciales des États membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires, p. 36 — Modification de l'ordre du jour, p. 58 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 59.

**Séance du mercredi 26 novembre 1969** ..... 60

Adoption du procès-verbal, p. 61 — Communication de M. le Président, p. 62 — Élection d'un président de groupe, p. 62 — Communication de M. le Président, p. 62 — Convention d'association C.E.E. - E.A.M.A. et accord d'association C.E.E. - Tanzanie, Ouganda et Kenya, p. 62 — Budget des Communautés européennes pour 1970, p. 67 — Élection d'un vice-président, p. 76 — Budget des Communautés européennes pour 1970 (suite), p. 76 — Questions orales n°s 5/69 et 6/69 avec débat : Fonctionnement des comités institués par le droit communautaire dérivé, p. 91 — Budget des Communautés européennes pour 1970 (suite), p. 100 — Question orale n° 12/69 avec débat : Poursuite de la recherche communautaire dans le cadre d'Euratom, p. 113 — Question orale n° 14/69 avec débat : Fixation du budget d'Euratom, p. 113 — Dépôt et vote d'une proposition de résolution, p. 135 — Directives concernant les tracteurs agricoles, p. 135 — Modification de l'ordre du jour, p. 138 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 138.

## AVIS AU LECTEUR

En même temps que l'édition en langue française paraissent des éditions dans les trois autres langues officielles des Communautés : l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'édition en langue française contient les textes originaux des interventions faites en langue française et la traduction en français de celles qui ont été faites dans une autre langue. Dans ce cas, une lettre figurant immédiatement après le nom de l'orateur indique la langue dans laquelle il s'est exprimé : (A) correspond à l'allemand, (I) à l'italien et (N) au néerlandais.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition publiée dans la langue de l'intervention.

(Suite)

### Séance du jeudi 27 novembre 1969 ..... 139

Adoption du procès-verbal, p. 140 — Dépôt de documents, p. 140 — Question orale n° 7/69 avec débat : Fonctionnement de l'accord international sur les céréales, p. 141 — Modification de l'ordre du jour, p. 147 — Rapprochement des législations dans la Communauté, p. 147 — Rapprochement des législations dans la Communauté (suite), p. 156 — Protection et uniformité juridiques dans le domaine de la législation douanière et commerciale, p. 160 — Règlement relatif aux conséquences dans le secteur agricole de la réévaluation du deutsche mark, p. 163 — Activité de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille, p. 174 — Recommandation concernant la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils, p. 185 — Règlement concernant les jus de fruits et produits similaires, p. 190 — Règlements concernant le transport en transit des viandes fraîches et des animaux des espèces bovine et porcine, p. 197 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 198.

### Séance du vendredi 28 novembre 1969 ..... 199

Adoption du procès-verbal, p. 200 — Dépôt de documents, p. 200 — Modification de l'ordre du jour, p. 201 — Règlement concernant le classement des carcasses de porcs, p. 201 — Règlement sur l'organisation commune des marchés du sucre, p. 202 — Règlements concernant le secteur des fruits et légumes, p. 202 — Règlement concernant le secteur des agrumes communautaires, p. 219 — Règlement relatif aux conditions du concours du F.E.O.G.A., p. 225 — Règlement sur l'organisation commune des marchés des produits transformés à base de fruits et légumes, p. 226 — Règlement relatif aux certificats d'importation et d'exportation, p. 226 — Calendrier des prochaines séances, p. 226 — Adoption du procès-verbal, p. 227 — Interruption de la session, p. 227.

## SÉANCE DU LUNDI 24 NOVEMBRE 1969

### Sommaire

1. Reprise de la session .....	1	MM. Posthumus, président de la commission des transports ; Bousquet, Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes .....	6
2. Excuses .....	1	Adoption d'une proposition de résolution .....	9
3. Composition de la commission de contrôle .....	1	9. Directives concernant certaines caractéristiques des véhicules à moteur. — Discussion d'un rapport de M. Cousté, fait au nom de la commission des transports : M. Cousté, rapporteur .....	9
4. Renvoi en commission .....	2	MM. Richartz, Posthumus, président de la commission des transports, Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes .....	14
5. Dépôt de documents .....	2	Adoption d'une proposition de résolution .....	17
6. Décision sur l'urgence .....	4	10. Ordre du jour de la prochaine séance ..	17
7. Ordre du jour des prochaines séances ....	4		
8. Règlement concernant les tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route. — Discussion d'un rapport de M. De Gryse, fait au nom de la commission des transports : M. De Gryse, rapporteur .....	5		

### PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

(La séance est ouverte à 17 h 05)

**M. le Président.** — La séance est ouverte.

#### 1. Reprise de la session

**M. le Président.** — Je déclare reprise la session du Parlement européen, qui avait été interrompue le 3 novembre dernier.

#### 2. Excuses

**M. le Président.** — MM. Hougardy et Furler s'excusent de ne pouvoir participer à la séance d'aujourd'hui.

MM. Cantalupo et Radoux s'excusent de ne pouvoir participer à la présente période de session.

#### 3. Composition de la commission de contrôle

**M. le Président.** — J'ai reçu du président en exercice du Conseil des Communautés européennes la lettre suivante :

« Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que conformément à l'article 22 du traité instituant un Conseil unique et une Commission unique des Communautés européennes, le Conseil a, lors de sa session du 29 octobre 1969, procédé à la nomination du président et des membres de la Commission de contrôle.

Ceux-ci ayant fait connaître leur accord, la Commission de contrôle est ainsi composée :

**Président**

Président : M. Freddi, conseiller près la Cour des comptes ; Membres : M. Bernard, conseiller référendaire à la Cour des comptes ; M. De Staercke, commissaire aux comptes de la C.E.C.A. ; M. Duhr, conseiller de légation ; M. Hartig, Ministerialdirigent au ministère fédéral des finances ; M. Simons, professeur de droit à Rotterdam.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

H.J. De Koster »

Acte est donné de cette communication.

#### 4. Renvoi en commission

**M. le Président.** — J'informe le Parlement que « l'Avis de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur la réforme du Fonds social européen qui avait été renvoyé le 6 octobre 1969 à la commission des affaires sociales et de la santé publique pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets et à la commission économique, est également renvoyé pour avis à la commission de l'agriculture.

#### 5. Dépôt de documents

**M. le Président.** — Depuis l'interruption de la session j'ai reçu les documents suivants :

##### a) du Conseil des Communautés européennes :

- le projet de budget des Communautés européennes pour l'exercice 1970 (doc. 141/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets ;

##### b) de la Commission des Communautés européennes des demandes de consultation sur :

- les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

I. une directive concernant la réalisation de la liberté d'établissement et de la libre prestation des services pour les activités non salariées relevant du commerce de gros du charbon et les activités d'intermédiaires du commerce et de l'industrie dans le même domaine ;

II. une directive relative aux modalités des mesures transitoires dans le domaine des activités non salariées relevant du commerce de gros du charbon et des activités d'intermédiaires du commerce et de l'industrie dans le même domaine (doc. 142/69) ;

Ce document a été renvoyé à la commission juridique pour examen au fond et, pour avis, à la commission économique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative :

- à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions de gaz polluants et provenance des moteurs à allumage commandé équipant les véhicules à moteur

- à la proposition modifiée de directive du Conseil concernant le rapprochement de législations des États membres relatives à la réception des véhicules à moteur et leur remorques (doc. 143/I et II/69-70) ;

ce document a été renvoyé à la commission des transports pour examen au fond et, en ce qui concerne la partie I, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique et à la commission juridique, et, en ce qui concerne la partie II, pour avis, à la commission juridique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement instituant des mesures particulières temporairement applicables aux fonctionnaires de la Commission des Communautés européennes rémunérés sur les crédits affectés au budget de recherches et d'investissement (doc. 144/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 1009/67 CEE portant organisation commune de marché dans le secteur du sucre (doc. 145/69)

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un décision relative à l'organisation de moyen d'action de la Communauté en matière de développement régional et note sur la politique régionale dans la Communauté

et annexes à la note sur la politique régionale dans la Communauté :

- I. la politique régionale dans les différents pays membres de la Communauté ;



**Président**

**II. bilan analytique et évolution régionale dans la Communauté (doc. 146/69) ;**

ce document a été renvoyé à la commission économique pour examen au fond et, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique et à la commission de l'agriculture.

- la communication complémentaire de la Commission au Conseil concernant le remplacement des contributions financières des États membres par des ressources propres et l'accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen (doc. 147/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets pour examen au fond et, pour avis, à la commission politique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif aux mesures à prendre dans le secteur agricole à la suite de la réévaluation du mark allemand (doc. 148/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets et à la commission économique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement reportant la date d'extension du champ d'application des certificats d'importation, d'exportation ou de préfixation à toute la Communauté (doc. 152/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement complétant le règlement (CEE) n° 865/68 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes par certaines dispositions relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation (doc. 153/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des relations économiques extérieures.

**c) des commissions parlementaires, les rapports suivants :**

- un rapport de M. De Winter, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur les relations des Communautés avec l'Amérique latine (doc. 139/69) ;
- un rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés eu-

ropéennes au Conseil relative à un règlement portant détermination de la grille communautaire de classement des carcasses de porc (doc. 140/69) ;

- un rapport de M. Behrendt, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

— un règlement relatif à des normes sanitaires concernant les viandes fraîches transportées à travers le territoire d'un État membre vers un autre État membre ;

— un règlement relatif à des normes de police sanitaire concernant les animaux des espèces bovine et porcine transportés à travers le territoire d'un État membre vers un autre État membre (doc. 149/69) ;

- un rapport de M. De Gryse, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant modification de l'article 5 du règlement (CEE) n° 1174/68 du Conseil du 30 juillet 1968 relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les États membres (doc. 150/69) ;

- un rapport de M. Bergmann, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur le sixième rapport de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille (doc. 151/69) ;

- un rapport de M. Jarrot, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une recommandation sur l'utilisation de la monographie professionnelle européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils (doc. 154/69) ;

- un rapport de M. Boersma, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dénominations textiles (doc. 155/69) ;

- un rapport de M. Romeo fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1059/69 déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (doc. 156/69) ;

**Président**

- un rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision concernant l'uniformisation progressive des accords relatifs aux relations commerciales des États membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires (doc. 157/69) ;
- un rapport de M. Scardaccione, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes communautaires (doc. 158/69) ;
- un rapport de M. Mauk, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à six règlements concernant le secteur des fruits et légumes (doc. 159/69) ;
- un rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget des Communautés européennes pour l'exercice 1970 (doc. 160/69) ;

**6. Décision sur l'urgence**

**M. le Président.** — Je propose au Parlement de décider que les rapports qui n'ont pu être déposés dans le délai prévu par la réglementation du 11 mai 1967 soient discutés selon la procédure d'urgence.

Il n'y a pas d'opposition ?...

L'urgence est décidée.

**7. Ordre du jour des prochaines séances**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre des travaux.

Dans sa réunion du 10 novembre dernier, le bureau élargi avait établi un projet d'ordre du jour qui vous a été distribué. Ayant été saisi de nombreuses demandes de modification, le bureau élargi a décidé, dans la réunion qu'il vient de tenir, de vous proposer le nouveau projet d'ordre du jour suivant :

*Cet après-midi :*

- rapport de M. De Gryse, sur l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicable aux transports de marchandises par route ;
- rapport de M. Cousté sur les caractéristiques des véhicules à moteur.

*Mardi 25 novembre 1969*

*de 9 h à 11 h :*

- réunions des groupes politiques ;

*à 11 h :*

- réunion du Comité des présidents, suivie d'une réunion du bureau ;

*à 15 h 30 :*

- rapport de M. Romeo sur les échanges de marchandises résultant de la transformation de produits agricoles ;
- rapport de M. De Winter sur les relations des Communautés avec l'Amérique latine ;
- rapport de M. Kriedemann sur l'uniformisation des accords de relations commerciales des États membres avec les pays tiers.

*Mercredi 26 novembre 1969*

*de 9 h à 11 h :*

- réunions des groupes politiques ;

*à 11 h et 15 h :*

- présentation par le président en exercice du Conseil de ministres, de la convention d'association C.E.E. - E.A.M.A. et de l'accord d'association avec la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya ;
- rapport de M. Achenbach sur la ratification par les Parlements nationaux de la convention C.E.E. - E.A.M.A. et de l'accord d'Arusha ;
- rapport de M. Aigner sur le projet de budget des Communautés pour 1970 ;
- questions orales n°s 5/69 et 6/69 avec débat de la commission des affaires sociales et de la commission juridique à la Commission et au Conseil des Communautés sur le mode de fonctionnement des Comités institués par le droit communautaire dérivé ;
- question orale n° 12/69 avec débat de la commission de l'énergie, à la Commission des Communautés sur la poursuite de la recherche communautaire dans le cadre d'Euratom ;
- question orale n° 14/69 avec débat de la commission des finances à la Commission des Communautés sur le budget d'Euratom ;
- rapport de M. Jozeau-Marigné sur les tracteurs agricoles.

**Président**

*Jeudi 27 novembre 1969*

*9 h à 10 h 30 :*

- réunions des groupes politiques ;

*10 h 30 et 14 h 30 :*

- question orale n° 7/69 avec débat de la commission des relations économiques extérieures à la Commission des Communautés sur le fonctionnement de l'accord international sur les céréales.
- exposé de M. von der Groeben sur la politique de la Commission des Communautés dans le domaine du rapprochement des législations ;
- rapport de M. Dittrich sur le rapprochement des législations dans la Communauté ;
- rapport de M. Lautenschlager sur la protection juridique et l'uniformité juridique dans le domaine de la législation douanière et commerciale ;
- rapport de M. Bergmann sur le sixième rapport de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille ;
- rapport de M. Jarrot sur l'utilisation de la monographie professionnelle pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils.

*Vendredi 28 novembre 1969*

*10 h :*

- rapport de M. Mauk sur six règlements du secteur des fruits et légumes ;
- rapport de M. Scardaccione sur l'amélioration de la production et de la commercialisation des agrumes ;
- rapport de M. Richarts sur les carcasses de porcs ;
- éventuellement, rapport de M. Mauk sur les régimes d'importation des produits transformés à base de fruits et légumes ;
- éventuellement, rapport sur les conditions du concours du F.E.O.G.A. ;
- éventuellement, rapport de M. Mauk sur une modification du règlement n° 865 sur les fruits et légumes ;
- rapport sur les certificats d'importation, d'exportation ou de préfixation ;
- rapport de M. Ricci sur la fabrication et le commerce des jus de fruits ;
- rapport de M. Behrendt sur deux règlements concernant les normes sanitaires applicables à certaines viandes.

*Il n'y a pas d'opposition ?...*

*Il en est ainsi décidé.*

**8. Règlement concernant les tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. De Gryse, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement modifiant l'article 5 du règlement (CEE) n° 1174/68 du Conseil du 30 juillet 1968 relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les États membres (doc. 150/69).

La parole est à M. De Gryse qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. De Gryse, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, mes chers collègues, la proposition de règlement qui vous est présentée ici a un caractère hautement technique. Son importance pour le secteur des transports n'est certes pas négligeable. Elle n'a pas appelé de réserves de la part de votre commission qui a été unanime à l'adopter en même temps que le rapport.

Le règlement proposé a pour but de modifier l'article 5 du règlement de base de juillet 1968, relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route. En ce qui le concerne, le règlement de base ouvre la possibilité, en dérogation au régime général, de conclure des contrats particuliers comportant l'application de prix de transport en dehors des limites supérieure et inférieure des fourchettes. Cette possibilité, qui doit rester une exception à la règle, est subordonnée, dans le règlement de base de juillet 1968, à deux conditions ; il faut que les contrats particuliers soient réellement nécessaires pour faire face à la concurrence, et qu'ils portent sur un tonnage d'au moins 500 tonnes en trois mois. L'article 5 du règlement de base est formulé en des termes très généraux et il est évident que ce texte s'applique aussi bien à des contrats particuliers portant sur des prix de transport se situant en dessous de la limite inférieure, qu'à des contrats portant sur des prix dépassant la limite supérieure, c'est-à-dire des contrats justifiant l'application de prix supérieurs aux tarifs maximums fixés.

Ce n'était pas là le but initialement poursuivi par la Commission qui voulait éviter surtout la conclusion de contrats particuliers à des tarifs en dessous de la limite inférieure, cela afin de prévenir notamment toute concurrence ruineuse entre les transporteurs. En d'autres termes, la portée de l'article 5 était plus large que prévue à l'origine puisque cet article s'appliquait également à des contrats portant sur des tarifs dépassant la limite supérieure.

**De Gryse**

Voilà le point sur lequel la Commission veut revenir dans sa proposition. Elle part en effet du principe que les transports par route présentent souvent des caractéristiques techniques spéciales, entraînant des coûts supérieurs aux coûts moyens sur la base desquels les tarifs ont été fixés conformément à l'article 8 paragraphe 1 du règlement de base. C'est le cas par exemple lorsqu'il faut prendre particulièrement soin des marchandises pendant leur acheminement, lorsqu'il faut créer des installations spéciales pour le transport, lorsqu'il faut renforcer les mesures de prudence par exemple en augmentant ou en diminuant la vitesse, ou encore lorsqu'il faut parer à des dangers exceptionnels. Tous ces facteurs peuvent être si différents qu'il n'est pas possible d'en tenir compte lors de la fixation des tarifs. Il faut donc pouvoir proposer, dans ces cas, une tarification spéciale, grâce notamment à la conclusion de contrats particuliers. Cette possibilité est toutefois limitée, puisque le règlement de base de juillet 1968 stipule expressément que de tels contrats particuliers ne peuvent porter que sur un tonnage d'au moins 500 tonnes en trois mois. Cela signifie donc que bien souvent ces transports ne pourront être assurés du fait que le tonnage minimum n'est pas atteint. C'est ce qui a amené la Commission à proposer une modification à l'article 5. Elle consiste simplement à supprimer la prescription du tonnage minimum afin que des contrats particuliers puissent intervenir qui justifient l'application de prix supérieurs aux maxima.

La modification de la proposition a donc pour but de permettre, sans aucune limitation de quantité ni de durée, la fixation par contrat de prix supérieurs aux tarifs maximums prévus, lorsque cette augmentation est justifiée par les exigences de la concurrence.

Je tiens à souligner qu'il n'est pas possible de convenir des prix de transport en dessous de la limite inférieure pour des tonnages n'atteignant pas 500 tonnes en trois mois. En l'occurrence, en effet, le risque d'une concurrence ruineuse entre transporteurs demeure.

Monsieur le Président, la modification proposée, je le répète, a une portée limitée, mais elle n'est pas pour autant dépourvue d'importance. Elle nous paraît pleinement justifiée du point de vue technique aussi bien qu'économique. C'est pourquoi votre commission a adopté la modification à l'unanimité, de même que l'amendement proposé au texte, qui n'a d'ailleurs pas rencontré d'objection de la part de l'exécutif. C'est pourquoi je demande au Parlement d'adopter la modification proposée.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Posthumus.

**M. Posthumus, président de la commission des transports.** — (N) Monsieur le Président, en ma qualité de président de la commission des transports, je tiens

à adresser un mot de gratitude au rapporteur. Comme il l'a déjà dit, nous avons affaire ici à une proposition de règlement assez technique, et je suis d'avis que des propositions techniques ne doivent pas faire l'objet d'une discussion détaillée en assemblée plénière.

Mais il y a, dans la proposition de résolution, un point qui relève de la politique des transports. Je veux parler de la modification que le rapporteur a proposée à l'article 5, et que la commission des transports a d'ailleurs fait sienne. Nous sommes naturellement impatients de connaître à ce sujet l'avis de M. Bodson, membre ici présent de la Commission européenne.

Le rapporteur a déclaré, à juste titre, que ce régime de contrats particuliers est un régime d'exception et qu'il doit également pouvoir s'appliquer aux contrats particuliers de nature très technique qui permettent d'appliquer un tarif dépassant la limite supérieure.

Je voudrais ajouter une remarque personnelle. Je me rends compte en effet que l'opinion n'est pas encore unanime sur ce point. Le problème de la tarification dans le domaine des transports devient de moins en moins pressant à mesure que se précise la réglementation de la capacité. En effet, si l'on arrive à réglementer judicieusement la capacité globale du marché, le risque diminue de voir appliquer des tarifs de dumping.

Cela étant, j'espère que l'exécutif accordera dorénavant une attention bien plus grande encore à la réglementation de la capacité. C'est grâce à ce système beaucoup moins bureaucratique et beaucoup moins administratif que nous atteindrons l'objectif que nous poursuivons aujourd'hui à l'aide de la tarification.

Je répète, Monsieur le Président, que je suis très reconnaissant au rapporteur du travail qu'il a effectué. Ces questions techniques mettent souvent les rapporteurs à une rude épreuve. Ils doivent en effet les apprécier sous l'angle de l'ensemble de la politique des transports. C'est donc bien volontiers que nous recommandons au Parlement d'adopter la proposition de résolution de M. De Gryse.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousquet.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais vous parler du même problème que MM. De Gryse et Posthumus. Je profite de cette occasion pour remercier très chaleureusement M. De Gryse du travail considérable et très technique qu'il a accompli.

Il résulte de l'application de l'article 5 du règlement du Conseil du 30 juillet 1968 relatif à l'instauration d'un système de tarifs à fourchettes applicables aux transports de marchandises par route entre les États membres, que tous les tarifs compris à l'intérieur de la fourchette — celle-ci représentant la différence

**Bousquet**

entre la limite supérieure et la limite inférieure des prix, dont la marge est de 23 % — ne sont pas soumis à publicité.

En effet, tous les tarifs compris à l'intérieur de la fourchette doivent couvrir les risques résultant de l'abus d'une position dominante par le jeu de tarifs supérieurs à la fourchette. En même temps, les tarifs de la fourchette doivent assurer une rentabilité convenable aux transporteurs. Il faut donc s'en tenir à la fourchette pour éviter une concurrence ruineuse et assurer une rentabilité valable aux transporteurs.

La fourchette est fixée d'accord entre États membres, ceux-ci prenant en considération les conditions d'une saine concurrence, bien entendu ; mais la publicité entraîne forcément certaines pertes de temps qui ne seraient pas justifiées dès lors que la fourchette est respectée.

Il n'en est pas de même des transports comportant des caractéristiques exceptionnelles. C'est sur ce point que doit, je pense, porter tout notre attention, car il revêt un intérêt fondamental. Ces transports peuvent provoquer de graves accidents. Il s'agit de transports spéciaux particulièrement délicats entraînant des manipulations diverses ou toute autre cause non commune aux transports normaux. Les transports exceptionnels disposaient par le jeu de l'article 5 du règlement du 30 juillet 1968, de la possibilité de bénéficier de contrats particuliers entre transporteurs et contractants. Ainsi, était ouverte la possibilité d'application de prix en dehors des limites inférieure et supérieure de la fourchette. En même temps, les alinéas 2 et suivants de l'article 5 prévoient, contrairement à ce qui se passe pour la fourchette, une publicité détaillée intéressant les transports exceptionnels en raison même de leur caractère. La conclusion de ce type de contrat a été prévue par l'article 5 dans trois cas : premièrement, circonstances dont il n'a pas été tenu compte lors de la fixation normale des tarifs de la fourchette ; deuxièmement, exigences de la concurrence et, troisièmement, validité du contrat pour une certaine durée avec un tonnage minimum.

Ainsi, la conclusion de ce type de contrat a-t-elle été subordonnée, en ce qui concerne le tonnage, à un minimum de 500 tonnes en trois mois, aussi bien lorsqu'il s'agit de tarifs en dessous qu'au-dessus de la fourchette.

A la réflexion, il est apparu que certains transports à caractère très spécial risquaient de ne pouvoir être réalisés lorsqu'ils présentent des sujétions telles que la limite supérieure de la fourchette ne permet pas de couvrir leur coût et que leur tonnage est insuffisant : au moins de 500 tonnes, par exemple.

Il en est résulté une proposition de la Commission au Conseil intéressant ce type de transport. Cette proposition permet de compléter ou de modifier l'article 5 du règlement du Conseil du 30 juillet 1968.

Elle autorise la conclusion de contrats particuliers dans le cas où certains transports à caractère spécial risqueraient de ne pouvoir être exécutés dans la limite des tarifs de la fourchette.

La commission des transports, sur la proposition de M. De Gryse, a modifié le texte de l'article 5 tel qu'il a été proposé par la Commission européenne. Il semble que son objectif ait été le suivant.

Premièrement, les prix des transports en dessous de la limite inférieure de la fourchette sont admis pour un tonnage d'au moins 500 tonnes en trois mois.

A ce titre, M. De Gryse admet la légitimité de contrats particuliers, conclus en dessous de la fourchette, si ces contrats correspondent aux exigences de la concurrence, bien entendu, ou si ces mêmes contrats sont conclus pour une certaine durée.

Deuxièmement, par contre, les prix des transports au-dessus de la limite supérieure de la fourchette, ne devraient pas être soumis, selon le rapporteur et selon la commission des transports, à des conditions spéciales aussi rigoureuses que celles prévues par la Commission européenne.

Il y a donc une légère divergence de vues entre la Commission européenne et les propositions qu'elle a faites, et la commission des transports et le rapport présenté en son nom par M. De Gryse.

La Commission européenne envisage que lorsque les contrats particuliers comportent l'application de prix au-dessus de la fourchette, ces contrats doivent porter sur des prestations de transport entraînant des coûts moyens sensiblement supérieurs aux prix de la fourchette.

En conclusion, la formule de M. De Gryse est plus vague peut-être et d'une interprétation moins stricte que le texte de la Commission. Ce dernier peut paraître plus opportun parce qu'il protège mieux l'utilisateur en évitant les abus éventuels de la position dominante.

Par ailleurs, la position de la Commission européenne est beaucoup plus nette que celle de la commission des transports en ce qui concerne la rigueur des dispositions en matière de publicité, dispositions auxquelles mon gouvernement est très attaché. Ces dispositions s'estompent quelque peu dans la proposition de M. De Gryse et notamment à la page 7 de son rapport, où il est question de la modification de l'article 5 du règlement. Dans les discussions portant sur la modification du règlement, certaines délégations, vous le savez, se sont opposées, pour les transports particuliers, à l'obligation de publicité détaillée des contrats, alors que la Commission, dans sa proposition ne remet nullement cette notion en cause. Nous estimons, nous Français, que ce point est important. En effet, en assurant la transparence du marché, la publicité rigoureuse des contrats se présente comme un garant de la concurrence dans le domaine

**Bousquet**

des transports et cette publicité rigoureuse a été l'un des points fondamentaux de l'accord de la France au règlement tarifaire.

Je ne veux pas en dire plus sur ces points très complexes ; mais je tiens à insister pour ma part sur l'intérêt que présente dans les circonstances actuelles l'adoption du texte de la Commission. Peut-être un compromis pourrait-il être trouvé entre la formule de M. De Gryse, celle de la commission des transports, et celle de la Commission européenne. Je pense que ce compromis n'est pas trop difficile à réaliser. Les préférences du côté français vont au texte de la Commission.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Bodson.

**M. Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la proposition sur laquelle votre Haute Assemblée est appelée à se prononcer tend uniquement — Monsieur le rapporteur De Gryse l'a dit — à corriger le règlement tarifaire sur un seul point, qui n'avait pas été mis en lumière lors de l'adoption de ce règlement par le Conseil en juillet dernier. Il s'agit non pas de régler différemment un problème tranché déjà par le Conseil dans ledit règlement, mais simplement d'y apporter une solution respectant l'esprit de ce dernier et s'intégrant entièrement dans l'économie du système tarifaire instauré.

L'importance de ce problème peut, à première vue, paraître assez secondaire ; pourtant, le rapporteur l'a souligné, elle est indispensable.

Vous avez, en effet déjà approuvé, en juin 1964 et en janvier 1966, le principe de l'admission des contrats particuliers comportant des prix de transport en dehors des limites supérieures et inférieures des fourchettes, lorsque la conclusion de tels contrats se trouve justifiée par des circonstances dont il n'a pas été tenu compte lors de la fixation des tarifs. Il est vrai qu'à l'époque les propositions de la Commission ne prévoyaient à cet égard aucune condition de tonnage et de durée minimum. Cette condition y a été introduite par le Conseil, lors de l'adoption du règlement tarifaire, dans le seul but de limiter le recours aux contrats particuliers au-dessous de la limite inférieure des fourchettes, lesquels aux yeux de certains ministres, représentaient le principal danger en la matière. Or, selon le libellé de l'article 5 du règlement de 1968, cette condition s'applique à tous les contrats particuliers, donc également à ceux qui comportent des prix au-dessus de la limite supérieure des fourchettes.

Il est apparu, au cours des négociations entre les États membres en vue de l'établissement de tarifs, qu'il était impossible de tenir compte dans les tarifs de toutes les variétés de circonstances pouvant se

présenter dans les tarifs routiers et notamment des caractéristiques de certains transports plus ou moins spécialisés entraînant des coûts sensiblement supérieurs aux coûts moyens sur lesquels sont basés les prix des tarifs. Comme il s'agit de transports non courants, il est à craindre que la condition de 500 tonnes en trois mois soit souvent difficile à remplir par l'usager, qui pourrait alors se trouver dans l'impossibilité de faire effectuer les transports en question, faute de pouvoir convenir avec le transporteur d'un prix parfaitement justifié supérieur au tarif.

C'est là le seul motif de la proposition de la Commission qui vise à renoncer à la condition de tonnage minimum pour les transports de l'espèce. Toutes les autres règles des contrats particuliers restent applicables. La Commission a entendu ainsi rester entièrement dans le cadre du règlement de juillet 1968, en respectant les principes de la justification et de la publicité des prix, qui sont les éléments fondamentaux du régime tarifaire instauré.

Dans cette optique et compte tenu du fait qu'il s'agit de transports sortant de l'ordinaire sans être pour autant des transports exceptionnels régis par l'article 16 du règlement de juillet 1968, la Commission a jugé nécessaire, pour éviter les abus éventuels de position dominante qui pourraient justement se produire en l'espèce, de préciser que ceux-ci devront comporter des coûts sensiblement supérieurs aux coûts moyens.

Il ne saurait évidemment être question ici, comme d'aucuns l'ont voulu dans d'autres instances, de profiter de notre proposition sur un point que le Conseil aurait incontestablement réglé en ce sens, s'il avait été mis en lumière lors de l'adoption du règlement tarifaire, pour remettre en cause la structure même du régime instauré.

Monsieur le Président, je me plais à constater que le rapport présenté au nom de la commission des transports par M. De Gryse, que je félicite ici de son travail, conclut à l'approbation de notre proposition. Il y a trois paragraphes, mais le troisième résume les deux autres et contient l'essentiel de la question. M. De Gryse estime donc inutile de préciser le critère des coûts pour les contrats particuliers comportant des prix au-dessus des fourchettes tarifaires et suggère de se borner à modifier le règlement de manière à limiter la condition de 500 tonnes en trois mois aux seuls contrats conclus au-dessous des fourchettes tarifaires.

Je puis me déclarer d'accord sur le texte proposé par la commission. Quant à sa motivation, j'éprouve quelque hésitation, mais je pense qu'elle disparaîtra bientôt. Vous vous rappelez, en effet, le rapport de la commission spécialisée du Comité économique et social. Elle avait envisagé le problème tout à fait autrement. Selon elle, il eut été préférable, pour éviter toute ambiguïté, de parler de suppléments au tarif pour désigner les prestations spéciales non pré-

**Bodson**

vues dans les tarifications et de réserver le terme de contrats particuliers aux contrats comportant des prix en dessous de la fourchette.

« Supplément », qu'est-ce à dire ? Nous ne connaissons ici que des tarifs, des tarifs de base avec ce que vous pouvez appeler des suppléments, mais il s'agit alors d'autres tarifs. Ces tarifs situés au-dessus des fourchettes tombent, naturellement, comme tous les tarifs, sous le régime de la publicité. Car il est certain que personne n'a osé toucher à l'alinéa 2 de l'article 5, paragraphe 2, qui dit clairement : « Le transporteur doit communiquer sans délai après leur conclusion les contrats particuliers » et au deuxième alinéa, qui se lit : « Il joint à la communication du contrat tous les éléments qui en justifient la conclusion et les prix convenus ». Ce texte — à lui seul — peut déjà donner satisfaction à M. Bousquet car il prévoit, avec tous les détails, la publication. Nous pouvons donc nous fier à cet article. On ne peut pas dire que je change la proposition de la Commission en enlevant les deux premiers paragraphes pour ne laisser que le troisième ; je pense que tout est contenu dans la proposition telle qu'elle y est présentée. S'il y avait des doutes — il pourrait s'en présenter lors de la discussion au Conseil des dispositions relatives à la publication des détails, encore que le règlement, auquel il n'a pas été apporté d'autre modification, contienne tout cela — il suffirait qu'un débat approfondi eût lieu à ce sujet. La suite des événements nous permettra d'en juger.

Je voudrais encore dire un mot à ce sujet à M. Posthumus. Il a raison de dire que les tarifs ne règlent pas toutes les questions de transport et qu'il faut d'abord un règlement sur la capacité. J'ajouterais qu'il faudrait aussi réglementer l'accès à la profession et surtout harmoniser toutes les taxes, de manière à ne plus traiter les automobilistes et les transporteurs comme des gens taillables et corvéables à merci, mais à les taxer sur la base du coût réel, c'est-à-dire des frais que pose l'infrastructure. Nous arrivons finalement à la conclusion que la fourchette doit quand même exister pour éviter d'une part la concurrence ruineuse, d'autre part la position dominante.

Je conclus donc que si le gouvernement français — comme M. Bousquet nous l'a dit — éprouve certaines hésitations, l'article que j'ai cité ou encore la discussion qui aura lieu sur la nécessité de la publication des tarifs spéciaux doivent lui donner tous les apaisements souhaités.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. Bodson. Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

## 9. Directives concernant certaines caractéristiques des véhicules à moteur

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Cousté, fait au nom de la commission des transports, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur des directives concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à certaines caractéristiques des véhicules à moteur (doc. 137/69).

La parole est à M. Cousté qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Cousté, rapporteur.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le document 137, qui vient d'être distribué et que j'ai l'honneur de présenter au nom de la commission des transports, est si volumineux — 40 pages ! — que vous avez dû être tentés de ne point le lire. Il est cependant intéressant que je vous signale tout de suite l'importance qu'il y a lieu d'attacher, non pas à ce rapport, mais aux travaux de la commission des transports qui, sous la présidence de M. Posthumus, a adopté à l'unanimité le rapport que j'ai présenté.

Celui-ci, vous le savez, est l'expression de l'avis de la commission des transports sur dix directives — je dis bien : dix ! — que la Commission des Communautés européennes a transmises au Conseil et qui sont relatives à un certain nombre de caractéristiques des véhicules automobiles, des camions et des remorques.

Mes explications seront liées aux quatre documents que la Commission des Communautés européennes nous avait adressés. Nous avons ces documents entre les mains depuis quelques mois. Je me permets donc de vous les rappeler pour l'intelligence des problèmes qui nous sont soumis. Il s'agit des documents 129, 132 et 203 de 1968 et 4 de 1969. Chacun de ces documents contient des propositions très précises d'harmonisation dans le domaine qui nous intéresse. Ces travaux, engagés par la Commission des Communautés européennes dans le secteur des véhicules à moteur se fondent tous sur le même article 100 du traité de Rome.

L'examen comparé des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres dans ce secteur a permis de constater des divergences qui étaient à l'origine des entraves aux échanges et qui justifiaient donc l'action entreprise par la Commission européenne en matière d'harmonisation.

Pour la facilité des choses, et, j'espère, pour leur compréhension, je présenterai en quatre points les observations de notre commission unanime.

Ces points sont nécessairement liés aux documents qui nous ont été présentés. Le premier point se rapporte donc essentiellement au document 129/68 dont je vous rappellerai le titre, comme je le ferai du reste

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 5.



## Costé

pour chacune de ces propositions, car je veux éviter d'entrer dans les détails techniques, sans quoi nous serions encore ici demain matin. Le premier document concerne des propositions de directives concernant 1° la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ; 2° les dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse des véhicules à moteur et de leur remorque ; 3° le niveau sonore admissible et le dispositif d'échappement des véhicules à moteur ; 4° certains équipements des véhicules à moteur et de leurs remorques.

Permettez-moi de vous rappeler que suivant un régime déjà en vigueur dans les États membres les véhicules à moteur sont soumis à deux procédures de contrôle : l'une dite d'homologation de certains dispositifs destinés à être montés sur les véhicules, l'autre dite de réception obligatoire par type. La Commission propose donc de mettre en œuvre une procédure de réception de la Communauté économique européenne par type de véhicule ainsi que, parallèlement à ce qui se passe dans les États membres, une procédure d'homologation propre à la Communauté économique européenne pour certains dispositifs qui ne font pas l'objet de prescriptions techniques harmonisées sur le plan international. Je voudrais m'expliquer ici sur le mot « international » : il s'agit, dans notre esprit, des règlements adoptés par la Commission économique pour l'Europe, commission des Nations unies, qui siège à Genève.

La mise en œuvre d'une formule de réception de portée communautaire suppose l'élaboration d'une directive générale définissant la procédure de réception elle-même, ainsi que l'élaboration d'un certain nombre de directives particulières arrêtant les prescriptions techniques dont le contrôle s'inscrit dans ladite réception et qui en constituent le cadre pratique.

Les conséquences de cette première directive, qui en fait contient quatre aspects, sont donc juridiques et administratives : simplification de la procédure, instauration d'un critère de reconnaissance réciproque des réceptions. Elles sont également d'ordre économique : réduction des coûts de fabrication des véhicules et des remorques ainsi que des prix qui en dérivent, stabilité des investissements et donc des prévisions économiques de tous les acheteurs dans la Communauté économique européenne.

Voilà l'objet même et les conséquences de ces directives.

Je voudrais, avant d'aborder quelques aspects politiques sur lesquels la Commission a bien voulu marquer son accord, faire remarquer que dans la proposition de directive relative aux dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse, la Commission se réfère à des règlements élaborés à Genève par la Commission économique pour l'Europe, en ce sens que ne sont pris en considération dans le cadre de la réception communautaire que les dispositifs revêtus de la marque d'homologation apposée en application de

ces règlements. Si, pour les prescriptions de fabrication, la proposition de directive fait référence aux règlements de Genève, pour les prescriptions de montage elle prévoit des prescriptions faisant l'objet de l'annexe et dont le respect conditionne également la réception communautaire du véhicule en ce qui concerne évidemment son équipement, son dispositif d'éclairage et sa signalisation lumineuse.

La référence à des solutions internationales — règlements de Genève — ne peut donc que présenter, et ceci est important, un avantage supplémentaire, du fait que ces solutions offrent une aire d'action plus large que la Communauté, puisqu'il s'agit d'une action européenne au sens large du mot : intéressant un très grand nombre d'États, elles favorisent donc une très grande circulation des biens.

En ce qui concerne les propositions de directives relatives au niveau sonore admissible et au dispositif d'échappement et à certains équipements, comme le réservoir de carburant et l'ensemble des dispositifs de protection arrière des véhicules, la Commission des Communautés européennes a élaboré elle-même les solutions techniques. En effet, la Commission économique pour l'Europe, qui siège à Genève, n'a pas encore abouti à des règlements en la matière, alors que ces parties d'équipements sont prises en considération précisément pour la procédure de réception par type de véhicule, objet de la directive. Cette solution n'interdit donc pas le recours à des solutions internationales ; encore faut-il que ces solutions internationales de Genève existent. C'est pourquoi, sans attendre — et elle a eu raison — la Commission est allée de l'avant. La mise en œuvre d'une politique commune des transports dans le cadre communautaire exige, entre autres, une solution commune sur le plan de la construction des véhicules à moteur, comme celle proposée dans les directives soumises à l'approbation de notre Parlement.

Il y a lieu d'ailleurs de souligner que sur le modèle de fiche dans la proposition de directive relative à la réception des véhicules figurent les poids et les dimensions des véhicules, et qu'à cet égard ladite fiche se réfère à des dispositions communautaires.

Permettez-moi dès lors d'attirer votre attention, malgré le caractère un peu technique de mon exposé, sur le fait qu'il est extrêmement urgent que la question des poids et des dimensions des véhicules routiers et de certaines conditions techniques complémentaires, au sujet de laquelle la Commission de Bruxelles a déjà transmis une proposition au Conseil de ministres le 21 mai 1984 — je dis bien 1984 ! — fasse l'objet à bref délai d'une décision du Conseil des ministres. Ceci me permettra de faire — tout à l'heure, en conclusion — un certain nombre de remarques de nature politique.

En effet, si, au cours des sessions du Conseil de 1984 et de 1985, les États membres ont marqué leur ac-



## Cousté

cord de principe sur tous les points de la proposition de la Commission, ils n'ont pu s'accorder sur les limites des poids sur les essieux simples et doubles pas plus que sur les limites d'inscription en courbe. Nous sommes donc dans une situation qui, sur ce point, arrête l'harmonisation, notamment pour les poids lourds, et nous avons, en Europe, un retard énorme sur le grand marché des États-Unis ; ceux-ci, depuis longtemps, vous le savez, ont su dépasser les contingences particulières pour rechercher ce que nous devons rechercher en Europe : l'efficacité industrielle et les prix de revient les plus favorables.

Je voudrais maintenant en venir, et ceci retiendra plus facilement votre attention, à quelques considérations politiques sur ce premier document.

La commission a bien voulu me suivre et je l'en remercie encore. Ce que je vous dis, en effet, est l'expression non de mon sentiment personnel, mais de celui de la commission parlementaire des transports.

Ces considérations concernent : la méthode d'harmonisation dite « optionnelle », le lien avec la sécurité routière et la création du Comité pour l'élimination des entraves techniques.

La première de ces considérations se rapportera donc à la méthode même d'harmonisation choisie par la Commission des Communautés européennes : la méthode dite « optionnelle ». Il faut préciser que l'expression « optionnelle » ne signifie pas que les fabricants de véhicules et d'accessoires peuvent choisir entre la législation nationale et la législation communautaire ; ils doivent se soumettre obligatoirement, bien qu'après un certain délai, à la législation communautaire, s'ils veulent que leurs produits circulent dans le Marché commun. Par contre, s'ils réservent leur production au marché strictement intérieur, ils peuvent continuer à s'en tenir à la législation nationale.

Il ne faut pas oublier que les propositions soumises à votre examen ont des conséquences immédiates très importantes sur le plan industriel. Toutefois il faut rappeler, comme le Comité économique et social l'a fort bien fait dans son avis, qu'il est opportun que « la procédure communautaire offre aux fabricants, sans aucune discrimination bureaucratique ou administrative, l'accès au marché communautaire dans des conditions égales pour tous les concurrents ». C'est l'esprit même du traité de Rome.

La commission des transports a longuement débattu de l'opportunité pour la Communauté de recourir au régime dit « optionnel ». Tout en reconnaissant que des raisons pratiques sont à la base du régime proposé par la Commission des Communautés européennes, notre commission des transports a estimé que seule une législation communautaire doit constituer le but final de toute harmonisation des législations nationales. C'est pour cette raison qu'elle a décidé unanimement d'insérer dans le texte de la directive

sur la réception — le document 129/68 — un article 14-bis nouveau très clair prévoyant que « dans un délai de cinq ans à compter de la publication au Journal officiel des Communautés européennes de la présente directive, la Commission soumet au Conseil une nouvelle proposition concernant l'adoption d'un régime communautaire unique — chaque mot a son importance : *un régime communautaire unique* — pour tous les États membres ».

C'est dans le même souci que nous avons été amenés à modifier les articles 5 ou 6, selon les cas, des propositions de directives regroupés dans le document n° 129/68. La Commission des Communautés européennes avait prévu ceci, je cite : « Les États membres ne peuvent abroger le régime existant pour laisser en vigueur les seules dispositions conformes à la présente directive qu'après trois ans à compter de la publication au Journal officiel des Communautés européennes. »

Par contre, dans le nouveau texte qui vous est proposé par la commission des transports, vous lirez : « Les États membres abrogent — c'est-à-dire doivent abroger — le régime existant pour laisser en vigueur les seules dispositions conformes à la présente directive au plus tard après trois ans à compter de la publication de celle-ci au Journal officiel des Communautés européennes. »

Ma deuxième observation concerne la circulation routière et plus précisément la sécurité. Si ces directives concernant l'harmonisation des règlements relatifs à la réception et aux caractéristiques des pièces des véhicules automobiles, des camions et des remorques sont importantes du point de vue de ceux qui fabriquent les véhicules et les accessoires — je suppose que mes remarques me vaudront quelques répliques de la part du commissaire chargé de la politique industrielle, M. Colonna — elles concernent également la sécurité, c'est-à-dire la vie de chacun et de chacune des Européens.

C'est dans cette perspective que notre commission des transports a considéré les propositions de la Commission de la C.E.E. Il est facile de comprendre l'importance pour la sécurité routière d'une harmonisation communautaire. Il serait toutefois difficile pour le Parlement européen d'attendre, pour prendre position, qu'une harmonisation complète des conditions techniques soit mise au point. La commission des transports considère que la position qu'elle prend au sujet des différentes propositions d'harmonisation de la Commission des Communautés européennes n'a qu'un caractère provisoire, car on peut toujours espérer faire mieux. Ce que toutefois la Commission n'a pas voulu, au nom de la Communauté européenne, et que la commission des transports n'a pas voulu, au nom du Parlement européen, — et elle espère être suivie — c'est attendre, dans un souci de perfectionnisme, le dernier état des techniques. Nous avons voulu nous emparer de la situation actuelle et

## Coûté

faire en sorte qu'elle soit néanmoins un progrès par rapport aux disparités que nous connaissons. C'est pourquoi ce programme général d'harmonisation devrait être achevé. Après quoi nous réexaminerons complètement le problème pour l'inscrire dans le cadre beaucoup plus large du renforcement de la sécurité qui doit être assurée aux Européens.

La troisième considération de caractère politique concerne l'efficacité des solutions proposées par la Commission des Communautés européennes. Ces solutions doivent être constamment adaptées aux progrès techniques. La construction de véhicules est un domaine où la recherche, l'initiative et l'innovation sont très grandes. Il importe donc qu'il y ait un Comité pour l'élimination des entraves techniques qui soit constamment à même de suivre la réalité du changement, c'est-à-dire du progrès technique. C'est pourquoi le Comité pour l'élimination des entraves techniques aux échanges des produits industriels dont il est question à l'article 12 de la directive concernant la réception, pourrait être très efficace à la condition — et ceci me permet de rendre hommage à un membre éminent de ce Parlement — que la procédure prévue par le Parlement européen dans le rapport de M. Armengaud soit suivie d'effet et ne reste pas lettre morte. C'est pourquoi, reprenant les conclusions et les modifications apportées par notre commission, puis par le Parlement européen, au programme général de suppression des entraves techniques aux échanges, un nouveau considérant a été ajouté à la proposition de directive, afin de modifier en ce sens l'article 12, modification qui a également été acceptée par notre commission unanime.

J'ai ainsi terminé avec ce premier document qui concerne quatre directives.

Je voudrais maintenant présenter le document 132/68, qui vise le rapprochement des législations des États membres relatives à certains éléments et caractéristiques des véhicules à moteur — rétroviseurs, champ de visibilité, essuie-glace, lave-glace, — à la prise de courant des véhicules à moteur pour l'alimentation des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse de la remorque enfin — ce qui concerne directement la sécurité —, à l'avertisseur acoustique.

Ces trois propositions s'inscrivent dans le cadre de la procédure de réception communautaire. Elles précisent, pour les éléments ou caractéristiques du véhicule auquel elles se réfèrent, les prescriptions techniques détaillées et les méthodes de contrôle auxquelles les véhicules à moteur et leurs remorques sont soumis lorsque la réception est demandée.

Ayant constaté qu'il existe pour la construction des véhicules à moteur des prescriptions techniques nationales différentes dont le but principal est de garantir la sécurité de la circulation routière et que la disparité de ces dispositions législatives réglementaires et administratives forment des obstacles aux

échanges internationaux à l'intérieur de notre Communauté, la Commission des Communautés européennes a procédé, sur la base de l'article 100 que j'évoquais tout à l'heure, à l'harmonisation de ces prescriptions, en vue notamment de permettre la mise en œuvre, pour chaque véhicule, de la procédure de réception communautaire.

Dans ce cas et en ce qui concerne ce document, la Commission a fait largement recours, et elle a eu raison, au règlement de la Commission économique pour l'Europe de Genève, notamment — et j'attire votre attention sur ce point — dans le cas des dispositifs d'éclairage et de signalisation lumineuse, dans les trois propositions qui constituent le document que nous examinons.

Il n'a toutefois pas été possible d'adopter le même système, du fait que les travaux menés à Genève pour ces éléments ou caractéristiques n'ont pas toujours abouti à un règlement.

Dès lors, dans l'élaboration des prescriptions qui sont contenues dans les directives qui font l'objet du deuxième document que je vous présente, la Commission des Communautés européennes a suivi — et ceci est très important — la procédure habituelle, à savoir qu'elle a tenu compte, pour l'essentiel, des travaux menés par son groupe de travail, auxquels participent des experts gouvernementaux, ainsi que des avis des milieux professionnels intéressés. Je dis ceci à l'intention du Parlement, pour que le Parlement comprenne bien que la Commission, dans ces domaines techniques, n'est pas isolée, coupée de la réalité et de la connaissance des experts ou des industriels, et que, dès lors, notre sanction politique, parlementaire n'est pas élaborée, n'est pas donnée, sans que véritablement l'ensemble des procédures aient été suivies. Je voulais sur ce point rendre hommage à la Commission.

La proposition de directive concernant la prise de courant dont je vous ai parlé à l'instant, destinée à l'alimentation de l'équipement électrique de la remorque, mérite peut-être, et vous m'en excuserez, une remarque particulière. L'harmonisation envisagée peut être considérée comme un premier pas sur la voie de la normalisation des liaisons mécaniques, électriques, pneumatiques, entre véhicules à moteur et remorques ou semi-remorques. Cette normalisation apparaît très importante, car elle permet l'interchangeabilité des remorques dans l'ensemble de l'Europe et, de ce fait, elle facilite la mise en œuvre de formes rationnelles de coopération entre entreprises de transport, quelle que soit la nationalité de ces entreprises.

L'harmonisation des dispositions techniques dans le domaine des véhicules à moteur présente un très grand intérêt dans le cadre de la politique commune des transports, et j'y reviendrai quelques instants dans ma conclusion. Il y a lieu de souligner à cet égard deux aspects de cette politique commune, qui

**Cousté**

sont directement liés à l'action communautaire d'harmonisation technique : celui de la sécurité de la circulation routière, et celui de l'élimination des distorsions de concurrence entre les transporteurs de différents pays.

En effet, toute l'harmonisation des mesures visant à l'amélioration de la sécurité routière ne peut que faciliter l'intégration des différents systèmes nationaux de transports et en même temps — et ceci est capital, et je suis sûr que sur ce point vous serez sensibles à la perspective européenne — alléger les coûts pour la collectivité, c'est-à-dire pour les Européens.

Sur le plan de la concurrence, l'harmonisation des conditions techniques de construction et d'essai des équipements et pièces de véhicules à moteur, en rapprochant les coûts de ceux-ci dans les différents pays, peut contribuer en outre sensiblement à l'égalisation des conditions de départ.

Dès lors, et c'est mon dernier mot sur ce deuxième document, dans le souci d'arriver à une législation communautaire unique dans les plus brefs délais, la commission des transports a décidé de modifier de la même manière que dans le document précédent les articles 5 des directives 1 et 2 et l'article 11 de la directive 3 de ce document.

Et j'en arrive maintenant au troisième document qui nous est soumis et qui contient deux directives : le document 203/68, qui a pour objet, vous le savez, de rapprocher les législations des États membres relatives au freinage de certaines catégories de véhicules à moteur et de leurs remorques, et également de rapprocher les législations des États membres relatives aux entrées et sorties des véhicules, c'est-à-dire les portes, les marchepieds, etc.

Les deux directives qui font l'objet de la présente proposition et du présent document s'inscrivent dans le cadre de la procédure de réception de portée communautaire.

En outre, le champ d'application, permettez-moi de vous le dire — ce sera ma seule observation importante sur ce document et elle sera très brève —, le champ d'application, dis-je, est le plus large possible. En effet, il s'applique aux véhicules à moteur affectés au transport des personnes, aux véhicules à moteur affectés au transport des marchandises, aux remorques et aux semi-remorques. Le principe de l'harmonisation est toujours basé, bien sûr, comme je l'ai dit tout à l'heure pour le premier groupe de directives, sur la méthode optionnelle examinée auparavant, et les différents articles des deux propositions de directives répondent également à un souci de sécurité.

J'estime donc, et la commission des transports a été de mon avis, que vu l'extrême technicité de ces deux propositions, et plus particulièrement en ce qui concerne, ainsi que vous l'avez bien compris,

les entrées et les sorties des véhicules et également le freinage — et Dieu sait si le problème du freinage et des essais de freinage sont techniques — nous pouvons nous dispenser de les examiner en détail. J'ajouterai cependant que les problèmes politiques évoqués à propos du premier document ont, là encore, et dans ce document 203/68, toute leur valeur.

Dès lors, nous avons accepté, en commission, de modifier également les articles 6 de la première directive et 4 de la deuxième directive de ce document 203, de manière qu'il y ait cohérence entre les directives précédentes et celles-ci et aussi avec la directive suivante, qui est le dernier document dont je dois encore vous entretenir.

En effet, ce dernier document a trait à une proposition de directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs de direction des véhicules à moteur et de leurs remorques. La présente proposition de directive n° 4/69-70 s'inscrit aussi dans le cadre de la procédure de réception de portée communautaire. Il s'agit des prescriptions techniques de construction, de montage et de contrôle concernant les dispositifs de direction des véhicules à moteur, auxquelles ces dispositifs doivent répondre lorsque la réception communautaire est demandée. J'attire votre attention sur le lien qu'il y a entre ce document et celui que soumettra à votre attention mercredi prochain notre excellent collègue le président Jozeau-Marigné. En effet, le champ d'application de cette directive est étendu à toutes les catégories de véhicules à moteur ayant au moins quatre roues et dont la vitesse maximale par construction dépasse 25 km/h, ainsi qu'à leurs remorques.

Or, précisément, lorsque notre collègue Jozeau-Marigné nous parlera, mercredi prochain, de son rapport, il traitera des tracteurs agricoles, et on sait très bien qu'un problème de vitesse limite se pose en ce qui concerne les tracteurs agricoles : la vitesse maximale envisagée est de 25 km/h. J'attire donc votre attention sur le lien qui existe entre le rapport que je suis en train de présenter et celui que présentera M. Jozeau-Marigné.

Nous avons également modifié l'article 4 de cette proposition de directive, pour tenir compte des arguments que nous avons déjà développés plus haut. C'est ainsi que le délai de trois ans a été également retenu pour cette directive.

Je voudrais maintenant, mes chers collègues, pour conclure, m'évadant quelque peu de cette haute technique, vous faire part de quelques remarques qui paraissent s'imposer. Tout d'abord, l'importance de ces directives ne vous a pas échappé, à vous qui êtes présents ici, mais elle peut échapper à beaucoup de ceux qui doutent que l'Europe se construise. Elles sont à mon avis extrêmement réconfortantes car, non seulement on s'occupe de la sécurité, non

**Cousté**

seulement on s'occupe d'une harmonisation qui doit aboutir à une vision unique des conditions de construction, de contrôle et de réception des véhicules de toutes catégories dans notre Communauté, mais on se préoccupe aussi des nuisances dues à l'échappement des véhicules et notamment des poids lourds. Et à cet égard, je me réjouis de ce que la Commission des Communautés européennes, poursuivant son effort, ait, dès le 14 novembre 1969, déposé un nouveau document qui concerne précisément une directive de rapprochement des législations des États membres relatives aux échappements de gaz polluants en provenance des moteurs à allumage commandé équipant les véhicules à moteur. C'est le document 143 que notre commission devra examiner sous la présidence de M. Posthumus, et qui rejoint précisément, mes chers collègues, ce que je disais il y a quelques jours à l'Assemblée générale des Nations unies à New York. Vous le savez, en effet, un grand problème se pose au monde moderne, c'est celui de la pollution de l'air, de la pollution de l'eau, des conditions inhumaines dans lesquelles vivent les habitants des grands centres. Ces conditions ont des répercussions très graves sur le plan social, car elles disloquent les familles et rendent les gens plus ou moins fous, vous m'excuserez de parler aussi franchement. Nous avons, dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations unies, approuvé la proposition que les Suédois nous avaient faite de tenir en 1972 une conférence sur l'environnement humain.

Je tenais à souligner que notre Communauté, à cet égard montre l'exemple, comme l'ont montré un certain nombre d'États membres en prenant des législations appropriées.

Là encore, si l'on veut être efficace, il importe d'inscrire notre action dans le cadre communautaire. C'est pourquoi, je ne saurais trop me réjouir des propositions que notre Parlement aura également à examiner prochainement.

Je voudrais aussi, en concluant, faire une deuxième remarque fondamentale.

Le 18 juillet 1969, la commission des transports, suivant l'initiative heureuse de son président, a rappelé l'inquiétude que lui cause le fait que, malgré les nombreuses propositions faites par la Commission des Communautés européennes — dont M. Bodson, que je salue ici, est le représentant — en vue de l'élaboration d'une politique commune des transports en Europe, et malgré les avis formulés par notre Parlement, le Conseil de ministres n'a toujours pas pris de décision. Comme par un heureux hasard, le secrétariat de la commission des transports nous remet à l'instant même un document de plusieurs pages, qui comporte, en vue de l'échéance au 31 décembre 1969, le relevé des dispositions arrêtées par le Conseil en matière de politique des transports, des propositions encore en instance devant le Conseil et des propositions que doit encore présenter la

Commission des Communautés européennes. Il y en a des pages !

Il y en a des pages parce que — il faut dire les choses comme elles sont — la politique européenne des transports, comme d'autres politiques européennes, n'avance pas, et nous sommes devant une situation inadmissible. Je le dis avec d'autant plus de liberté que nous conservons l'espoir que les choses changeront un peu. Car si l'on veut que la réunion au sommet des chefs d'État et de gouvernement, les 1<sup>er</sup> et 2 décembre, ait un sens — et il faut qu'elle ait un sens, sinon l'Europe perdra de son poids vis-à-vis des autres continents et notamment vis-à-vis de la force américaine, et aussi de sa valeur de témoignage dans un certain nombre de domaines, parce qu'elle restera fragmentaire, et finalement inefficace — si nous voulons que cette réunion ait un sens, dis-je, il faut que nous achevions l'œuvre entreprise, conformément au traité de Rome. Il faut que nous approfondissions l'union douanière à laquelle nous sommes parvenus depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1968, pour en faire une véritable union économique dans laquelle la politique des transports, comme la politique agricole, comme la politique commerciale, comme la politique sociale ait un sens. Enfin, si l'élargissement doit être réalisé, il faut que nous soyons capables et d'achever et d'approfondir, sinon quel sens aurait cet élargissement ?

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je remercie M. Cousté de son intervention.

M. Cousté a avancé son retour des États-Unis pour être présent aujourd'hui et faire son devoir de rapporteur. Je voudrais l'en remercier et le citer en exemple à l'Assemblée.

La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, je tiens à remercier notre rapporteur de son excellent rapport. C'est un homme extrêmement compétent, son exposé vient de le montrer. Je le remercie également d'être revenu à temps des États-Unis pour présenter son rapport. Je le fais d'autant plus volontiers que ces derniers mois, nous avons souvent connu la situation inverse : les rapporteurs ne sont très souvent présents ni en commission, ni en séance plénière pour présenter leur rapport. C'est une situation regrettable. C'est pourquoi le rapporteur qui s'est donné une telle peine a droit à notre gratitude.

Je n'examinerai pas en détail les dix directives. Je me bornerai à quelques remarques d'ordre politique. Tout un chacun qui a eu une voiture en main sait que la direction, les dispositifs d'éclairage et les freins sont d'une importance vitale non seulement pour ceux qui la conduisent mais aussi pour tous ceux qui s'aventurent sur la route. L'aspect com-

**Richarts**

mercial — sur ce point je suis d'accord avec le rapporteur — est même secondaire. Ce qui est primordial est la sécurité des hommes, celle du conducteur comme celle des autres usagers de la route.

C'est pourquoi il est bon que la Commission s'efforce de parvenir en ce domaine à une harmonisation. Bien sûr, dans la situation dramatique dans laquelle se trouve actuellement la Communauté, nous n'avons aucune raison particulière de chanter victoire. Cependant, dans les conditions actuelles, même le plus petit progrès est un motif de satisfaction. C'est dans le domaine des transports surtout que nous avons besoin d'accomplir de nouveaux progrès, et cela en particulier aujourd'hui où la seule réalisation qui ait pu jusqu'à présent tisser des liens étroits entre les six pays, à savoir la politique agricole commune, est menacée. Si la politique des transports pouvait devenir un nouveau élément moteur de l'Europe, ce serait certainement une grande chose.

Nous devrions encourager en ce sens la Commission qui s'est d'ailleurs efforcée — nous le reconnaissons volontiers — à progresser là où elle pouvait le faire. Elle n'a pas toujours eu du Conseil de ministres l'appui qu'elle aurait mérité. C'est pourquoi la commission des transports indique expressément, au point 1 de sa résolution, que le Conseil doit adopter ses importantes propositions de directives dans les plus brefs délais.

Les termes choisis sont clairs et formels. Malheureusement, le « doit » représente ici plutôt un souhait et n'a pas de force contraignante à l'égard du Conseil. Si celui-ci procédait à un examen de conscience, il serait amené à constater qu'il n'a pas servi de moteur, mais au contraire de frein à la politique commune des transports. Cela devait être dit très clairement. Je ne puis qu'espérer qu'à la conférence au sommet qui aura lieu dans quelques jours, les freins seront desserrés et que, dans le secteur de la politique des transports — pour continuer à employer le jargon des usagers — on appuiera enfin sur l'accélérateur pour avancer. Le temps presse.

Mais, selon les informations qui nous parviennent, c'est le contraire qui va se passer. On nous avait dit que les ministres des transports se réuniraient dans le courant de ce mois. On nous apprend maintenant que, dans le domaine des transports, il ne faut plus rien espérer avant Noël, les ministres ne devant se réunir que le 27 janvier de l'année prochaine.

Monsieur le Président, on nous a habitués à bien des choses. Comme vous le savez, les ministres des transports ne se sont pas réunis depuis un an. Rien d'étonnant, dès lors, que nous ayons du retard dans ce secteur et qu'il y ait d'importantes distorsions de la concurrence. Nous ne pouvons qu'espérer que l'on fasse des progrès aussi bien lors de la conférence au sommet que le 27 janvier prochain. Du point de vue politique, ils sont absolument indispensables.

Je remercie encore une fois le rapporteur de son rapport. Le groupe démocrate-chrétien l'approuvera en même temps que la proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Posthumus.

**M. Posthumus, président de la commission des transports.** — (N) Monsieur le Président, le rapporteur nous a parlé dans le détail des problèmes que nous discutons ici. Son exposé circonstancié nous a montré qu'il s'est longuement penché sur la question. Il part, à juste titre, du principe — auquel se rallie également la commission des transports — que nous avons pour tâche de mettre en avant un certain nombre d'options politiques générales; je songe notamment au nouvel article 14 bis. Je comprends que des propositions de règlement qui revêtent un aspect aussi technique puissent paraître fort complexes à cette assemblée, mais les problèmes dont il s'agit se répercutent sur le milieu social.

Il s'est avéré, dans notre société européenne, que la pollution de l'atmosphère n'est pas due en premier lieu, comme on l'admet généralement, à l'industrie, mais à la circulation automobile. C'est dire combien ces mesures apparemment techniques influent sur la vie et la santé.

A cela s'ajoute que, du point de vue de la technique des transports, de nombreux accessoires de l'automobile peuvent être à l'origine bien souvent de graves dangers et augmenter les risques d'accident.

C'est de cela, au fond, qu'il s'agit lorsque nous discutons de ces propositions d'apparence purement technique.

C'est pourquoi, je partage l'espoir du rapporteur que les mesures proposées ne seront pas seulement appliquées aussi rapidement que possible dans les États membres, mais que dans cinq ans elles aboutiront à une réglementation harmonisée pour toute l'Europe.

A cette remarque d'ordre général, qui m'a semblé nécessaire pour mettre en évidence l'intérêt de la question, j'ajouterai une brève observation à la suite des déclarations de M. Richarts. Il semble bien, en effet, que le Conseil tende à user de moyens dilatoires à l'égard de la Commission et du Parlement européen. Il avait été prévu, initialement, que le Conseil examinerait et, du moins je l'espérais, adopterait un certain nombre de propositions à la fin du mois de novembre. En prévision de cette discussion, la commission des transports avait présenté une question orale faisant ressortir le retard intervenu dans les activités du Conseil. Toutefois, à la demande de celui-ci, l'examen de cette question orale fut reporté. On espérait en effet que le Conseil se réunirait quelques jours après notre session de novembre. Nous avons donc cru bon de satisfaire à cette demande. Nous avons appris ensuite que le Conseil

**Posthumus**

ne se réunirait pas à la fin du mois de novembre, mais seulement vers le 20 décembre. Ayant été bon prince une première fois, le Parlement a estimé ne pas pouvoir refuser une deuxième fois l'ajournement de cette question. Mais voilà que cela continue : on nous dit maintenant que le Conseil ne se réunira que le 27 janvier !

La commission des transports doit se concerter maintenant pour fixer sa position. En tout cas, nous ne sommes pas disposés à renvoyer notre question orale sur les activités du Conseil aux calendes grecques.

Il ne faut pas exagérer. Chaque ajournement de la question ajoute à notre impatience. Mais il n'y a pas que le Parlement qui doit se demander jusqu'à quand il pourra tolérer cet état de choses.

Je voudrais demander à M. Bodson combien de temps encore la Commission européenne acceptera d'être ainsi le jouet du Conseil. Je suppose que M. Bodson ne pourra pas répondre directement sur le fond de la question et qu'il devra consulter ses collègues. Mais ne devrait-il pas soulever, à la Commission, cette question fondamentale : combien de temps encore laisserons-nous abuser de notre patience ?

**M. le Président.** — La parole est à M. Bodson.

**M. Bodson, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je ne voudrais pas entrer dans tous les détails du problème et cela pour la bonne raison que le membre de la Commission chargé de ces questions n'est pas celui qui a les transports dans ses attributions. Il s'agit en effet d'une question technique qui relève de la compétence de M. Colonna, qui ne peut malheureusement assister à la séance d'aujourd'hui. Il était d'ailleurs convaincu que cette question serait à l'ordre du jour mercredi prochain. C'est du moins le vœu qu'il avait exprimé en accord d'ailleurs avec M. Jozeau-Marigné qui, lui aussi, avait demandé le report à mercredi.

Je voudrais, pour ma part, répondre à quelques remarques et notamment à celles qui ont trait à la Commission économique pour l'Europe des Nations unies. Il est vrai qu'à Genève on travaille bien ; on y travaille même beaucoup. Cependant, il est parfois malaisé de trouver un moyen terme entre les opinions exprimées par les délégués de pays très différents.

C'est pourquoi nous avons eu parfois des difficultés. Nous n'aimons pas recommencer des choses qui ont été finalement, après de nombreuses années de préparation, réduites au dénominateur commun le plus petit possible.

Je citerai simplement, à titre d'exemple, le règlement social que nous avons adopté en mars dernier, il y

a donc seulement huit mois, lors du dernier Conseil des ministres des transports. A cette époque, on nous a demandé de rechercher un accord avec l'A.E.T.R., c'est-à-dire le règlement social élaboré à Genève. Or, il est difficile de décider nos partenaires à nous suivre ; ils veulent des temps de conduite plus longs, et cela encore pendant plusieurs années. Dans ces conditions, il me semble très difficile, pour nous, de faire un pas en arrière pour nous adapter à l'A.E.T.R. En effet, la sécurité nous tient beaucoup à cœur. Si on ne peut arrêter une réglementation pour l'Europe entière, qu'on commence au moins par le faire pour les six pays de la Communauté.

Il en est de même dans beaucoup d'autres domaines. Je n'entrerai pas dans le détail des problèmes que posent, par exemple, le poids et les dimensions des véhicules. Cependant, la question a un aspect essentiel, celui de la détérioration des routes. Plus les véhicules sont lourds, plus ils peuvent transporter et plus les dégâts qu'ils causent à la voie publique sont grands. Il s'agit d'une progression arithmétique, sinon géométrique. C'est encore un de ces problèmes auxquels il convient de réfléchir, car les États, avec les charges énormes auxquelles ils doivent faire face, ne peuvent consacrer à la réparation des routes les dizaines de milliards qui chaque année seraient nécessaires.

Il importerait donc, pour ce qui est des poids et des dimensions des véhicules, qu'il y ait, là aussi, une règle générale. Si je puis exprimer une opinion, je dirais qu'à mon avis il faudrait rester un peu en deçà de ce qui est prévu actuellement et ramener par exemple le poids autorisé de 13 à 10 tonnes afin de conserver une marge de sécurité au point de vue de la conservation des routes. Déjà, les véhicules qui transportent 13 tonnes par axe rencontrent des difficultés pour circuler dans différents pays. Il faut donc qu'une réglementation intervienne dans les meilleurs délais.

Je suis d'ailleurs d'accord avec le rapporteur lorsqu'il dit que la méthode d'harmonisation dite « optionnelle » n'est au fond qu'un palliatif.

Cette méthode doit être remplacée par un système obligatoire. Mais là encore, Monsieur le rapporteur, je me demande si les ministres nous suivront. Le Conseil sera-t-il d'accord pour faire autre chose qu'une harmonisation dite « optionnelle », pour faire une harmonisation « obligatoire » ? Je vous laisse le soin d'y réfléchir et d'essayer avec nous de persuader le Conseil.

Je dirai encore un tout dernier mot sur un sujet qui intéresse particulièrement non seulement le Parlement, mais encore la Commission : la question de la sécurité routière. Le rapprochement des législations envisagé aboutira à une amélioration technique, mais il aura aussi comme résultat une réduction du nombre des accidents.

**Bodson**

Vous savez que nous avons eu à déplorer sur les routes de la Communauté en 1966 — et, depuis les chiffres n'ont fait que croître — plus de 50 000 morts et plus de 1 200 000 blessés. Il n'est pas besoin de dire ce que cela représente en termes de misère humaine. Et je ne parle pas des dizaines de milliards qui sont perdus, parce que le potentiel humain est amoindri.

Je vous dirai encore que, selon les statistiques, sur 100 accidents, 30 sont dus à des excès de vitesse, 10 au non-respect de la priorité, 10 à la non-observance du feu rouge et 10 au fait que l'un des conducteurs, au moment du croisement, roulait au milieu de la chaussée. Voilà à quoi sont dus 60 % des accidents, dont la moitié au moins pourraient être évités.

Là encore, nous avons prévu, dans les dispositions concernant l'accès à la profession, la possibilité de donner aux futurs chauffeurs du secteur des transports de marchandises, une formation complète leur permettant de mieux se rendre compte des dangers de la route et de connaître mieux encore les règles à respecter pour y faire face.

En somme, nous voulons, d'une façon générale, influencer aussi bien sur les conditions techniques que sur les êtres humains. Il nous faut combattre cette peste du vingtième siècle, car c'est ainsi qu'il faut appeler les accidents de la circulation routière.

Dans ce contexte, je vous informe comme je l'ai déjà annoncé à la commission des transports que nous sommes en train de faire une étude sur la prévention des accidents. Il n'existe malheureusement pas de panacée en cette matière. Mais il faut que tous les remèdes soient appliqués pour que l'on parvienne enfin à réduire le nombre des accidents.

Enfin, en réponse au président Posthumus, qui se demandait ce que fait la Commission devant l'absence de sessions du Conseil, je rappellerai que le dernier Conseil a eu lieu en mars de cette année. Celui qui avait été prévu pour le mois de juin n'a pu se tenir, celui envisagé pour le mois de juillet non plus. Après les vacances, il fut question de réunir le Conseil en novembre, puis en décembre, et maintenant on parle d'une séance qui aurait lieu les 26 et 27 janvier.

Je puis vous assurer, Monsieur le président Posthumus, que chaque fois que la question de la date ou de l'ajournement de la session du Conseil a été abordée, la Commission s'est insurgée avec beaucoup de véhémence contre l'état actuel des choses et a insisté sur la nécessité de réunir le Conseil. Non seulement elle a insisté sur la nécessité de tenir des séances, mais aussi sur le fait qu'il était indispensable d'y faire des progrès. Si le Conseil avait pris une décision sur toutes les propositions qui ont été adoptées ou modifiées par vous, Messieurs les Parlementaires, nous serions déjà fort avancés. Nous devons donc insister auprès du Conseil pour qu'il se réunisse plus souvent et qu'il fasse les progrès que nous souhaitons.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

*10. Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, mardi 25 novembre 1969, à 15 h 30, avec l'ordre du jour suivant :

— rapport de M. Romeo sur les échanges de marchandises résultant de la transformation de produits agricoles ;

— rapport de M. De Winter sur les relations des Communautés avec l'Amérique latine ;

— rapport de M. Kriedemann sur l'uniformisation des accords de relations commerciales des États membres avec les pays tiers.

La séance est levée.

*(La séance est levée à 18 h 40)*

---

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 7.

## SÉANCE DU MARDI 25 NOVEMBRE 1969

### Sommaire

1. Adoption du procès-verbal .....	19	Amendement n° 4 au paragraphe 5 : M. De Winter .....	35
2. Élection d'un président de groupe ....	19	Rejet de l'amendement n° 4 et adoption du paragraphe 5 .....	35
3. Règlement concernant le régime d'échanges de marchandises résultant de la transformation de produits agricoles.- Discussion d'urgence d'un rapport de M. Romeo, fait au nom de la commission économique : M. Romeo, rapporteur .....	19	Adoption des paragraphes 6 à 9 .....	35
MM. Cointat, Martino, membre de la Commission des Communautés européennes .....	20	Adoption de la proposition de résolution .....	35
Adoption d'une proposition de résolution .....	20	5. Décision concernant les relations commerciales des États membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires. - Discussion d'urgence d'un rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures : M. Kriedemann, rapporteur .....	36
4. Relations des Communautés avec l'Amérique latine. - Discussion d'un rapport de M. De Winter, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures : M. De Winter, rapporteur .....	21	MM. Giraudo, rapporteur pour avis de la commission politique ; Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Dehousse, au nom du groupe socialiste ; Terrenoire, au nom de l'Union démocratique européenne ; D'Angelosante ; Westerterp, D'Angelosante, Dehousse, D'Angelosante, Boano, Deniau, membre de la Commission des Communautés européennes ; Kriedemann .....	37
MM. Noè, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Kriedemann, au nom du groupe socialiste ; D'Angelosante ; Martino, membre de la Commission des Communautés européennes ; De Winter .....	23	Examen de la proposition de décision : Adoption du préambule, des considérants et des articles 1 à 8 .....	55
Examen de la proposition de résolution : Adoption du préambule .....	33	Amendement n° 1 à l'article 9 : MM. Burger, au nom du groupe socialiste ; Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Giraudo ; Kriedemann, Triboulet ..	55
Amendement n° 1 au paragraphe 1 : MM. D'Angelosante ; Martino ; De Winter ...	33	Adoption de l'amendement n° 1 modifié .....	57
Rejet de l'amendement n° 1 et adoption du paragraphe 1 .....	34	Adoption de l'article 9 modifié .....	57
Amendement n° 2 après le paragraphe 1 : M. De Winter .....	34	Amendement n° 2 et 3 à l'article 10 : M. Burger .....	57
Rejet de l'amendement n° 2 .....	34	Adoption des amendements n° 2 et 3 ..	58
Amendement n° 3 au paragraphe 2 : M. De Winter .....	34	Adoption de l'article 10 modifié .....	58
Rejet de l'amendement n° 3 et adoption du paragraphe 2 .....	35	Adoption de l'article 11 .....	58
Adoption des paragraphes 3 et 4 .....	35		



<i>Examen de l'article 12 : MM. Westerterp ; Deniau, membre de la Commission des Communautés européennes</i> .....	58	<i>M. Westerterp</i> .....	58
<i>Adoption de l'article 12</i> .....	58	<i>Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution</i> .....	58
<i>Adoption des articles 13 à 18</i> .....	58	<i>6. Modification de l'ordre du jour</i> .....	58
<i>Examen de la proposition de résolution - Insertion de deux nouveaux paragraphes :</i>		<i>7. Ordre du jour de la prochaine séance</i> ....	59

## PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

(La séance est ouverte à 15 h 30)

**M. le Président.** — La séance est ouverte.

### 1. Adoption du procès-verbal

**M. le Président.** — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

### 2. Élection d'un président de groupe

**M. le Président.** — Je vous informe que le groupe démocrate-chrétien a élu ce matin son président en la personne de M. Lückner.

Je désire adresser à M. Joseph Illerhaus, qui renonce, après quatre années, à son mandat de président du groupe démocrate-chrétien, mes plus vifs remerciements pour la collaboration constante et effective qu'il a apportée à ce Parlement et notamment à son bureau. Je suis certain de me faire l'interprète des sentiments de toute l'Assemblée en exprimant à M. Illerhaus notre gratitude et notre vive sympathie.

A M. Lückner qui est membre de ce Parlement depuis sa création et qui a donné à chacun l'occasion d'apprécier sa vaste culture et sa profonde connaissance des problèmes de l'intégration européenne, j'adresse mes plus vives félicitations et mes vœux cordiaux pour l'exécution de la nouvelle et importante tâche qui lui a été confiée.

### 3. Règlement concernant le régime d'échanges de marchandises résultant de transformation de produits agricoles

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Romeo, fait au nom de la commission économique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1059/69 déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (doc. 156/69).

La parole est à M. Romeo qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Romeo, rapporteur.** — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, dans sa proposition de résolution, la commission économique se prononce en faveur de la proposition de la Commission exécutive qui tend à modifier le règlement n° 1059 du 28 mai 1969 déterminant le régime d'échanges applicable à certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles.

En présentant cette proposition la commission entendait répondre à la nécessité, apparue au cours de l'application du règlement, de préciser la portée des dispositions relatives au calcul du droit additionnel sur la farine ou sur les sucres divers calculés en saccharose, et au calcul des éléments mobiles.

En outre, cette proposition comporte une modification de la date à laquelle l'application du règlement doit entrer en vigueur pour certains produits, celle-ci étant reportée du 1<sup>er</sup> janvier 1970 au 1<sup>er</sup> janvier 1971. Cette mesure a été introduite en raison de la complexité des problèmes qui se posent dans le secteur du lait et des produits laitiers.

La commission de l'agriculture et la commission des relations économiques extérieures ayant exprimé toutes deux un avis favorable, je propose au Parlement, au nom de la commission économique,

**Romeo**

d'approuver les modifications au règlement présentées par la Commission des Communautés, reconnaissant ainsi le bien-fondé des motifs qu'elle a exposés.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cointat, au nom du groupe de l'U.D.E.

**M. Cointat.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, si à première vue ce règlement est important pour certaines professions faisant commerce de produits disons sucrés ou amidonnés ou caséinés, il n'apparaît pas d'un intérêt extraordinaire sur le plan de la politique générale. C'est une œuvre de techniciens qui a pour but d'effacer un doute, d'éviter des fraudes et aussi de reporter une décision.

Je ne parlerai donc pas des détails techniques de ce texte qui, comme tous les autres règlements communautaires, se complaît dans une affreuse complication. Seuls les spécialistes se reconnaissent dans ces mécanismes d'horlogerie, et le parlementaire moyen, espèce dont je fais malheureusement partie, est un peu perdu dans ce maquis. Il est même quelquefois effaré devant la nécessité, qui n'apparaît pas évidente, d'une telle complexité. Je me garderai donc bien de comparer un tel règlement à un de ces jouets modernes, merveilleux et fragiles, qui sont extraordinaires de précision mais ne durent jamais longtemps et qu'il faut réviser souvent. Le présent règlement était tellement merveilleux et compliqué qu'il est nécessaire de le réviser quelques mois après son approbation. C'est pourquoi soyez assurés que mes amis et moi-même, nous voterons en faveur de ce texte et que nous suivrons l'avis excellent formulé par notre collègue rapporteur, M. Romeo.

Mais, Monsieur le Président, si je prends la parole pendant quelques minutes au nom du groupe de l'Union démocratique européenne, c'est pour apporter dans le débat une observation de caractère général. En effet, si ce règlement peut paraître secondaire et mineur aux profanes, du moins dans l'immédiat, il est quand même indispensable d'attirer l'attention sur l'importance croissante que ces textes intéressant les produits agricoles transformés vont prendre dans le proche avenir. En effet, il est déjà prévu que dans une dizaine d'années 85 % de l'alimentation européennes proviendront de produits agricoles fortement élaborés et industrialisés. Cela signifie que les échanges intracommunautaires et extracommunautaires porteront de plus en plus sur des produits agricoles transformés. La matière première sera travaillée sur place, elle sera élaborée sur les lieux de production. Cette évolution, souhaitable en elle-même, sera d'ailleurs un des moyens d'améliorer le revenu des agriculteurs. En effet, je ne pense pas que l'on pourra améliorer considérablement le revenu des agriculteurs tant qu'ils vendront de la seule matière première. Tout le monde sait bien que dans

une boulangerie, par exemple, on gagne peu sur le gros pain, un peu plus sur le pain de fantaisie et beaucoup plus sur les croissants. On peut donc espérer de meilleurs bénéfices en accroissant la valeur ajoutée aux produits de la terre.

La conclusion est qu'il est facile de prévoir que dans les prochaines années, les règlements de base, qu'ils concernent les céréales, la viande ou les fruits et les légumes, céderont peu à peu la place à des réglementations du type de celle qui est soumise aujourd'hui à votre avis.

C'est la raison pour laquelle il me semble important de dire, à l'occasion de ce règlement, qu'il faut veiller soigneusement à cette évolution et étudier avec beaucoup d'attention l'extension des règlements de base aux produits transformés. Il faut éviter, en effet, que la politique agricole commune ne soit indirectement mise en péril par un régime d'échanges de produits industrialisés dont on n'aurait pas suffisamment étudié et analysé les conséquences.

Je voulais faire sur ce problème cette remarque simple, qui me paraît essentielle pour l'avenir des échanges de notre Communauté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Martino.

**M. Martino, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (1) Puisque la proposition de résolution approuve la proposition de la Commission, je ne peux que marquer mon consentement.

Je n'ai rien d'autre à ajouter Monsieur le Président.

**M. le Président.** — Je vous remercie de votre concision.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*)

#### 4. Relations des Communautés avec l'Amérique latine

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. De Winter, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur les relations des Communautés avec l'Amérique latine (doc. 139/69).

La parole est à M. De Winter qui l'a demandée pour présenter son rapport.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 16.

**M. De Winter, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le Parlement européen, tout comme les autres institutions de la Communauté, s'est souvent intéressé, au cours de ces dernières années, aux relations entre la Communauté et les pays d'Amérique latine. Il suffit de rappeler les rapports faits par M. Edoardo Martino en 1963 et en 1964, ainsi que le voyage effectué en 1963, sur l'invitation des pays d'Amérique latine, par une délégation de notre Parlement, qui a noué sur place des contacts directs avec les autorités et les personnalités dirigeantes des milieux économiques.

Dès la création de la Communauté, en 1958, les États membres adressèrent aux pays d'Amérique latine un mémorandum dans lequel ils soulignaient la nécessité d'étudier les relations mutuelles en vue d'établir une coopération plus concrète et plus solide entre ces deux régions du monde.

La Commission européenne a tenu deux cycles de réunions avec des groupes de contact des missions d'Amérique latine, à la suite desquelles le Conseil présenta un mémorandum, le 4 février 1966. Les travaux ne démarrèrent toutefois véritablement que lorsque la délégation italienne eut, à la session du Conseil des 4 et 5 novembre 1968, présenté son propre mémorandum sur les relations avec l'Amérique latine.

Le 29 juillet 1969, dans une communication au conseil, la Commission européenne exposa une nouvelle fois dans le détail la politique que, selon elle, la Communauté européenne devrait mener à l'égard des pays d'Amérique latine.

Cette communication de la Commission européenne expose avec plus de netteté que par le passé le point de vue de l'exécutif, et le rapport que j'ai l'honneur de présenter au Parlement européen au nom de la commission des relations économiques extérieures traduit principalement les réactions de cette commission à la communication de l'exécutif.

La Commission européenne avait déjà laissé entrevoir auparavant que l'ampleur de ce que la Communauté pourrait consentir aux pays d'Amérique latine en matière de réductions tarifaires était assez réduite. Qu'en est-il en effet ? A la suite des réductions consenties au cours des négociations Dillon et Kennedy, le tarif douanier commun de notre Communauté n'a cessé de diminuer, au point qu'aujourd'hui il est notablement inférieur aux tarifs douaniers appliqués par les États-Unis ou par le Royaume-Uni. D'après les indications fournies par la Commission européenne, il apparaît que 15 % à peine des produits industriels originaires d'Amérique latine sont frappés de droits de douane.

Bien que la situation soit très différente pour les produits agricoles, notre possibilité d'action dans ce domaine est relativement limitée, étant donné qu'ou bien ces produits agricoles sont soumis aux organi-

sations communes de marché, ou bien il s'agit de produits tropicaux auxquels il n'est pas non plus possible, pour l'instant du moins, d'appliquer des réductions tarifaires unilatérales.

Pour ce qui est des produits semi-finis ou finis originaires des pays en voie de développement, votre commission estime que la Communauté doit viser à appliquer un système généralisé de préférences tarifaires à l'importation dans les pays industrialisés. Il est évident que le secteur industriel, dont le taux annuel d'accroissement dans l'économie de l'Amérique latine a été de 6 à 6,5 % entre 1961 et 1965, revêtira à l'avenir une importance plus grande encore pour cette région. L'expansion de ces années est due essentiellement au remplacement des importations de pays industrialisés par une production propre, de sorte que l'avenir de l'industrie latino-américaine dépendra en grande partie des débouchés qu'elle pourra trouver pour ses produits en dehors de l'Amérique latine. L'introduction, en faveur des produits industriels d'Amérique latine, de conditions d'accès plus faciles au marché communautaire pourrait dans une certaine mesure compenser l'effet de la supériorité des conditions de production régnant dans les pays industrialisés.

Votre commission estime comme la Commission européenne que semblable politique devrait être élaborée dans le cadre de la résolution adoptée par la C.N.U.C.E.D. à New Delhi c'est-à-dire en collaboration avec les autres grands pays industriels. Elle est d'avis qu'un tel système devrait également réserver une place aux produits agricoles transformés. En effet, il est évident que pour les pays d'Amérique latine la transformation de produits agricoles constituera souvent une première étape vers l'industrialisation.

Dans cet ordre d'idées, votre commission a également étudié le problème de la suppression des taxes à la consommation sur les produits agricoles tropicaux. Ces taxes rendent les produits en question considérablement plus chers pour le consommateur de la Communauté que ce ne devrait être le cas s'il était uniquement tenu compte des coûts de production et de commercialisation. Une des conséquences désagréables de cette situation est que, par suite du niveau élevé de ces taxes, une baisse du prix à la production ne se répercute que faiblement sur le prix que doit payer le consommateur et, partant, sur la consommation elle-même.

Des études effectuées en 1966, à la demande de la Commission européenne, par l'institut I.N.R.A. — Europe, et des recherches entreprises par la F.A.O. ont montré que la suppression de l'accise sur le café, par exemple, entraînerait dans la consommation des États membres une augmentation qui, en Allemagne et en Italie, pourrait se situer entre 14 et 28 %.

**De Winter**

Bien que votre commission soit persuadée qu'il ne sera pas facile de renoncer aux revenus que les États membres tirent de ces taxes à la consommation, elle recommande néanmoins de revoir les accises sur les produits tropicaux et de prendre des mesures visant à réduire progressivement les différentes taxes à la consommation actuellement en vigueur.

Dans sa communication, la Commission européenne souligne à juste titre que des mesures tarifaires ne peuvent suffire à résoudre les problèmes posés par les échanges internationaux de produits de base. Par le passé, la Communauté a déjà insisté à plusieurs reprises sur la nécessité d'organiser les marchés en question, en particulier les marchés des produits agricoles.

Votre commission tient à souligner que tout le problème de l'aide aux pays en voie de développement reste, au fond, le même, qu'il s'agisse de l'Amérique latine ou d'autres parties de ce qu'on appelle le tiers monde. Ce problème extrêmement important est dominé par la question de la stabilisation des prix des produits de base. L'anarchie qui règne à ce sujet dans le commerce mondial tourne de plus en plus au désavantage des pays en voie de développement, victimes du jeu de l'offre et de la demande qui détermine en fin de compte le prix mondial. C'est pourquoi votre commission est d'avis que la Communauté doit poursuivre avec énergie ses efforts pour développer des initiatives dans ce domaine, étant donné qu'un désarmement tarifaire qui ne serait pas assorti de mesures positives de régulation des marchés n'aurait guère de sens.

Avant d'agir dans ce domaine, la Communauté devrait consulter entre autres les pays d'Amérique latine. Les contacts que la Communauté entretient avec l'Amérique latine au niveau communautaire s'effectuent principalement par les missions des pays latino-américains accrédités auprès de la Communauté. Les contacts réguliers et durables avec ces missions ont permis de discuter de problèmes communs. L'expérience nous a montré combien ce procédé peut être utile. C'est pourquoi votre commission estime — et elle suit ici la suggestion contenue dans le mémorandum italien du 4 novembre 1968 sur les relations entre la Communauté et l'Amérique latine — que ces échanges de vues devraient avoir lieu à l'avenir au sein d'une commission mixte de contact, qu'il faudrait instituer à cet effet. On a déjà pu constater l'utilité de telles commissions dans le cadre des accords de la Communauté avec l'Iran et le Liban. Si les contacts de la Communauté avec l'Amérique latine pouvaient acquérir un caractère plus régulier, une telle commission fournirait un cadre approprié pour des consultations, des informations réciproques et favoriserait une coopération fructueuse.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la Commission européenne a fait, dans sa communi-

cation au Conseil, des propositions particulièrement intéressantes sur les principes de base d'une politique communautaire dans les domaines technique et financier. Votre commission estime que ces questions sont particulièrement importantes, car, ainsi que je l'ai déjà exposé, la liberté de manœuvre de l'exécutif dans le domaine de la politique commerciale à l'égard de l'Amérique latine est particulièrement limitée. Comme le souligne l'exécutif, il est plus que jamais vrai que s'il se forme effectivement une volonté communautaire et si certaines idées fondamentales sont acceptées, il sera certainement possible de trouver des moyens d'action commune et des procédures appropriées.

La commission des relations économiques extérieures forme cependant quelques réserves à l'égard de la classification des pays d'Amérique latine selon leur degré de développement telle que la propose l'exécutif.

M. Martino ne nous en voudra certainement pas si notre commission trouve peu souhaitable, aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique, semblable schématisation et si elle attire l'attention sur les très grandes différences de développement qui existent entre certains pays d'Amérique latine.

Pour le reste, notre commission se rallie bien volontiers aux propositions de l'exécutif en vue d'actions financières à entreprendre par l'intermédiaire de la Banque inter-américaine de développement.

Nous serions très reconnaissants à l'exécutif de bien vouloir examiner en détail les possibilités d'action qu'il énumère dans ses communications, afin qu'un choix puisse s'opérer rapidement.

Votre commission estime que, eu égard aux possibilités financières de la Communauté, l'aide progressive à l'Amérique latine ne pourra avoir, du moins au début, qu'une importance marginale. C'est pourquoi, pour être efficace, cette aide devra être très sélective. La très grande majorité des membres de votre commission est cependant convaincue qu'il appartient à la Communauté d'encourager le développement de l'Amérique latine, par des crédits communautaires d'autant qu'il est apparu que, largement épuisées, les concessions tarifaires ne suffisent plus à satisfaire les besoins de ce continent. D'autre part, il est souhaitable que la Communauté — et ceci vaut évidemment pour l'ensemble de la politique communautaire — coordonne soigneusement son activité avec la politique bilatérale des États membres. Le volume de l'aide bilatérale des États membres n'a cessé d'augmenter au cours de ces dernières années, et votre commission est persuadée qu'une coordination efficace pourrait augmenter le rendement des aides.

Monsieur le Président, je désirais attirer votre attention sur ces quelques points, sans toutefois revenir sur le détail du rapport écrit de votre commission.

**De Winter**

Il est évident que les peuples d'Amérique latine placent dans la Communauté certains espoirs qui dépassent le niveau de la politique commerciale proprement dite. Tout au long de l'histoire, l'Europe a entretenu des contacts multiples avec l'Amérique latine, aussi bien sur le plan culturel ou politique. La Communauté a déjà noué des relations institutionnelles avec un grand nombre de pays en dehors de l'Europe : je songe ici, parmi beaucoup d'autres, aux États africains et malgache associés, aux pays du bassin méditerranéen et de l'Afrique orientale.

L'Amérique latine est aidée depuis longtemps déjà par des pays comme les États-Unis d'Amérique, le Japon, le Royaume-Uni, etc.

Au début de ce mois, le président des États-Unis a fait connaître les nouvelles orientations grâce auxquelles il se propose de rendre plus efficace la politique de développement pratiquée par les États-Unis à l'égard de l'Amérique latine. Il a déclaré entre autres que désormais les pays d'Amérique latine ne seraient plus obligés d'utiliser les prêts de Washington pour des achats aux États-Unis, mais pourraient également en faire usage pour des achats effectués sur leurs propres marchés.

Dans le programme qu'il a annoncé, le président Nixon semble — j'insiste sur ce mot — partir du principe que les États-Unis doivent jouer un rôle moins accentué en Amérique latine ; ils entendent, d'après lui, y être des partenaires plutôt que des dirigeants. Il a ajouté qu'il ne pouvait ni faire de grandes promesses ni proposer de solutions toutes faites, mais il a conclu par ces mots : j'offre de l'action.

Dans cet ordre d'idées, l'Amérique latine attend beaucoup de l'Europe aussi et elle l'a fait savoir à plusieurs reprises.

D'un autre côté, l'Europe peut et doit attendre beaucoup de l'Amérique latine. Il est certain que le resserrement de la coopération entre ces deux régions sera fructueux pour chacun des deux partenaires. L'Europe peut encore, avant que d'autres ne le fassent, occuper une place importante sur ce continent. Je suis persuadé qu'une concrétisation rapide des principes de base que l'exécutif a définis relativement à la politique communautaire à l'égard de l'Amérique latine peut constituer un pas important et décisif dans les relations entre la Communauté et l'Amérique latine. Aussi devons-nous mettre en œuvre, de façon pragmatique et en accord avec les pays intéressés, une action européenne réfléchie et hardie en faveur de ce continent de l'avenir.

C'est pourquoi je demande au Parlement d'adopter la proposition de résolution qui lui est soumise.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Noè, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Noè.** — (1) Monsieur le Président, Messieurs les Représentants de la Commission, Mesdames, Messieurs, à la suite des longs séjours que j'ai eu l'occasion de faire autrefois pour des raisons d'ordre professionnel dans divers pays d'Amérique latine, je suis parvenu à la conviction qu'à l'avenir, les relations entre notre Communauté et ces pays devront s'acheminer vers une phase nouvelle et devenir plus étroites que par le passé.

Cette conviction repose sur deux constatations : premièrement et surtout, les peuples de la Communauté européenne et ceux d'Amérique latine sont issus d'une même civilisation, et les pays désormais membres de la Communauté ont contribué sans relâche au développement de vastes régions de ce sous-continent.

Ce fait, que M. De Winter a lui aussi rappelé, explique pourquoi la compréhension — condition indispensable à une bonne collaboration — surgit avec sincérité et spontanéité entre les peuples de la Communauté et ceux d'Amérique latine dans tous les rapports qu'ils établissent.

Par ailleurs, d'importants courants migratoires en provenance des pays de la Communauté ont apporté leur concours — dans des proportions diverses, il est vrai — au développement de nombreuses régions de ces pays ; les liens qui se sont ainsi créés non seulement justifient mais plus encore, exigent que nous portions un intérêt plus soutenu à ces pays. Pour toutes ces raisons, je suis persuadé que ces nations répondraient immédiatement et sans réserve à toute initiative de notre part qui nous rapprocherait d'eux et rendrait notre présence plus active.

A cette considération s'en ajoute une deuxième, à savoir que parmi tous les pays en voie de développement, ceux d'Amérique latine occupent une place de choix, en ce sens que dans de vastes régions, ils ont amorcé depuis fort longtemps un processus d'industrialisation qui a déjà atteint des niveaux considérables dans certains cas. Il suffit de songer à l'État de São Paulo, au Brésil, où l'industrialisation a fait des progrès tout à fait remarquables au cours des quinze dernières années.

De ce fait, la Communauté pourrait établir avec ces pays des relations commerciales beaucoup plus diversifiées qu'avec des pays moins développés ; en outre, dans ces conditions, l'action réciproque pourrait se révéler plus dynamique et parvenir dans des délais relativement courts à des résultats appréciables.

Enfin, il convient de mentionner une raison d'ordre politique, qui a pour origine la position que les pays d'Amérique latine ont explicitement adoptée l'été

Noë

dernier dans leur déclaration commune de Viña del Mar, dans laquelle ils ont manifesté leur désir de s'assurer une place autonome dans le concert des nations. Puisque ces pays cherchent une voie, il est de notre devoir, Monsieur le Président, de faire en sorte qu'ils en trouvent une qui débouche sur le progrès, la liberté et la démocratie, et c'est à cette tâche que nous nous proposons de contribuer.

Dès lors que l'on analyse, ne serait-ce que rapidement, les données qui pourraient servir de point de départ à une action dans ce domaine, il convient de noter que la Communauté est dès à présent, après les États-Unis, le deuxième grand marché pour les échanges commerciaux avec l'Amérique latine, ses importations se montant à 2,7 milliards d'unités de compte et ses exportations à 2 milliards d'unités de compte, la balance commerciale de l'Amérique latine se trouvant donc excédentaire.

Cependant, face à ce facteur favorable, et qui ne varie guère depuis plusieurs années, la part que les pays d'Amérique latine occupent dans le commerce mondial a diminué, passant de 11 % en 1964 à 6 % en 1968, car ils n'ont pas fait preuve, dans le secteur commercial, d'un dynamisme égal à celui du reste du monde.

Or, les mesures susceptibles de renforcer l'économie de l'Amérique latine résident en particulier dans une expansion de l'industrie et une modernisation de ses techniques. Le Marché commun pourrait y contribuer sous plusieurs formes, par exemple en mobilisant des capitaux dans la Communauté et en accordant une assistance technique ; cette dernière serait peut-être plus adaptée aux besoins de l'Amérique latine et plus facilement assimilable que l'assistance fournie par d'autres pays, à la fois pour les raisons déjà évoquées et pour des questions de niveau technologique. Dans ce domaine, les pays d'Europe ont déjà fait beaucoup au cours des années écoulées, mais il va de soi qu'une action communautaire serait plus efficace que les initiatives bilatérales entreprises de pays européen à pays d'Amérique latine, et ce grâce aux avantages évidents qui résultent d'une meilleure coordination.

Nous serions à même, Monsieur le Président, de faire bénéficier ces pays d'une expérience qui leur permettrait de traverser plus facilement certaines phases d'intégration qu'ils ont amorcées, qu'il s'agisse de l'association latino-américaine de libre échange, du marché commun d'Amérique centrale, du pacte andin ou d'autres formes de coopération. Il serait incontestablement du plus haut intérêt pour les pays d'Amérique latine de connaître les difficultés que nous avons eu à surmonter et celles auxquelles nous devons encore faire face. En outre, nous pourrions aider ces pays en adoptant, par exemple en leur faveur une politique commerciale qui ferait bénéficier leurs produits finis et semi-finis de pré-

férences tarifaires analogues à celles que la Commission de la C.E.E. a proposées à la C.N.U.C.E.D.

La nouvelle orientation que, selon les déclarations récentes, les États-Unis se préparent à donner à leur politique d'aide — en ce sens que cette assistance ne sera désormais plus liée à l'obligation, pour les pays d'Amérique latine, de passer des contrats avec des sociétés des États-Unis pour l'acquisition des biens d'équipement — que cette aide est destinée à financer — élargit encore le champ de la collaboration fructueuse qui pourrait s'établir entre des organismes de la Communauté et d'Amérique latine, avec la participation d'industries ou d'entreprises de nos pays.

Pour toutes ces raisons, les démocrates-chrétiens du Parlement européen expriment le vœu que, conformément à la position adoptée à l'unanimité par le Conseil de ministres le 15 septembre dernier, une commission mixte Amérique latine — Commission économique européenne soit instituée le plus rapidement possible à titre de première étape vers un échange d'idées franc et direct.

Ce disant, nous ne faisons que répéter ici ce que d'autres démocrates-chrétiens, qui assument de hautes fonctions, ont déjà déclaré de l'autre côté de l'Atlantique ; ainsi par exemple, M. Valdès, ministre des affaires étrangères du Chili, a-t-il donné un avis entièrement favorable sur le rapport que la Commission a soumis le 1<sup>er</sup> août de cette année au Conseil de ministres.

Nous apporterions ainsi, Monsieur le Président, une contribution tangible à la réalisation d'une étape nouvelle de la politique économique mondiale sur la voie d'une intégration et d'une diversification plus poussées.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann, au nom du groupe socialiste.

**M. Kriedemann.** — (A) Monsieur le Président, cette Assemblée peut se prévaloir d'avoir, à de nombreuses reprises, témoigné son intérêt pour la coopération avec les pays d'Amérique latine. De très nombreux contacts ont eu lieu et je me rappelle un voyage aussi fatigant qu'utile que quelques membres de cette Assemblée ont entrepris, il y a quelques années, dans un grand nombre de pays d'Amérique latine à la demande expresse de ceux-ci. Ce voyage avait pour but d'obtenir des résultats concrets en matière de coopération, de prévoir des aides efficaces en faveur des pays latino-américains comme l'exige la responsabilité qu'a la Communauté et son importance dans le commerce mondial.

Mais ceci ne doit pas nous rendre aveugles au fait que, dans l'ensemble, bien peu de choses ont été réalisées. Ceux qui savent combien était pressant le

**Kriedemann**

désir des représentants de ces pays accrédités auprès de la Commission à Bruxelles de voir instituer un organisme permettant des échanges de vues, ne peuvent être que satisfaits de voir que nous allons enfin vers la réalisation de ce désir. Mais cela ne doit pas nous faire oublier que beaucoup de temps a été perdu. Nous avons toujours eu l'impression qu'en dehors de la Communauté on considérerait celle-ci comme une institution fonctionnant mieux, sur le plan de la politique commerciale, que ce n'est réellement le cas. J'espère que nous en tirerons l'obligation de progresser dans cette direction.

Ceci est, une fois de plus, expressément souligné dans la proposition de résolution que M. De Winter a déposée au nom de la commission des relations économiques extérieures. Je ne veux pas rappeler ce qui a déjà été dit de nombreuses fois. C'est avec joie que mon groupe approuvera la proposition de résolution. Nous espérons que dans la pratique nous rapprocherons toujours davantage notre politique — et naturellement cela ne sera pas possible sans que nous renoncions volontairement à bien des choses que nous aurions peut-être préféré faire nous-mêmes — des espoirs qui sont mis en nous, notamment en matière de politique commerciale, et qu'il est dans l'intérêt bien compris de notre Communauté d'exaucer.

Nous savons que dans ces pays, qui sont une partie de notre monde, règnent des tensions sociales dont les causes sont dues, sans exception, aux conditions économiques et de vie très insatisfaisantes. S'il est certain qu'il ne nous revient pas de porter un jugement, de prescrire aux pays de l'Amérique latine ce qu'ils ont à faire et de leur donner des conseils, il est sans aucun doute de notre devoir de les aider à triompher de leurs problèmes matériels et en même temps, et c'est également dans notre intérêt, d'apporter notre contribution à l'ordre mondial et à une coexistence raisonnable des peuples libres.

Monsieur le Président, en remerciant encore une fois le rapporteur, je répète que mon groupe approuvera la proposition de résolution et qu'il se rallie à ce qui est dit dans le rapport.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. D'Angelosante.

**M. D'Angelosante.** — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au risque de passer pour un trouble-fête, je dois faire observer que dans ce débat, les problèmes réels que soulève le sujet soumis à notre examen ont été traités de façon très expéditive et sous des couleurs bien idylliques. Je songe ici aux problèmes que M. Kriedemann a désignés sous le terme de « tensions sociales », et sur lesquels il est, à mon avis, indispensable que nous nous arrêtions si nous voulons remplir entièrement le de-

voir qui nous incombe dans l'examen de la proposition qui nous est soumise.

Il me semble que nous devrions partir moins du rapport présenté par M. De Winter, sur lequel se fonde la proposition de résolution, que de la Communication de la Commission au Conseil, qui a servi de base et de prémisse aux travaux de la commission parlementaire. Permettez-moi de relever d'ores et déjà que le texte de cette communication est assez imprécis et d'ordre très général; en outre, il consiste en majeure partie en une simple énumération de vœux, dont la clarté laisse d'ailleurs également à désirer.

C'est ainsi, par exemple, que dans le secteur de la politique commerciale, la Commission affirme que la Communauté ne dispose que d'une marge de manœuvre extrêmement faible pour l'application d'un système de préférences généralisées, oubliant ainsi tout ce qui a été dit au sujet du refus que les États-Unis ont opposé aux pays en voie de développement qui demandaient de bénéficier d'un système de préférences généralisées.

A propos de l'organisation des marchés des produits de base, la Commission se confine dans des déclarations de caractère tout à fait général, en ajoutant qu'elle se réserve d'étudier ultérieurement la question de la suppression de certaines taxes sur les produits tropicaux.

Passant à l'instauration d'une politique communautaire dans les secteurs techniques, la Commission déclare que son adoption soulève des difficultés d'ordre juridique, le traité instituant la Communauté ne comportant aucune disposition en la matière.

Face à des affirmations de nature aussi générale, nous ne pouvons que féliciter très sincèrement M. De Winter d'avoir réussi à préparer un rapport de dix huit pages sur des bases aussi fragiles.

Toutefois, il est un point sur lequel la Commission s'est exprimée de façon très claire, bien qu'avec la volonté expresse de ne pas attacher d'importance à cette affirmation. En effet, elle déclare, dans sa communication que les pays d'Amérique latine se trouvent à l'égard des États-Unis dans un état de dépendance qu'il convient de ne pas renforcer. Si certains de ces pays s'efforcent, dans leurs négociations ou leurs requêtes, d'éviter d'avoir à demander, d'ailleurs vainement, aux États-Unis que ceux-ci leur accordent des préférences à titre de compensation, c'est précisément pour ne pas aggraver encore leur état de dépendance. La Commission estime donc que les vœux exprimés par les pays d'Amérique latine de négocier avec la Communauté s'expliquent surtout, sur le plan politique, par le fait qu'ils sont persuadés qu'en demandant un traitement préférentiel aux États-Unis (que ceux-ci leur concéderaient d'ailleurs difficilement, comme il ressort du dis-

**D'Angelosante**

cours que le président Nixon a prononcé le 31 octobre 1969), ils contribueraient uniquement à renforcer l'état de dépendance dans lequel ils déclarent eux-mêmes se trouver à l'égard des États-Unis.

J'estime que si l'on veut vraiment procéder à un examen de politique, c'est là le cadre politique dans lequel il faut l'insérer, cadre extrêmement pesant qui s'est encore alourdi récemment, comme l'ont montré le rapport que M. Rockefeller a rédigé après son voyage en Amérique latine, et, surtout, le discours prononcé le 31 octobre par le président Nixon.

Tous ces faits dénotent clairement que l'Alliance pour le progrès est condamnée, sans merci, de même que la tentative hypocrite que visait à masquer sous des dehors trompeurs de démocratie l'exploitation et la domination colonialistes en Amérique latine ; ils révèlent que les États-Unis ont abandonné le principe de l'aide aux pays démocratiques qu'ils avaient prôné jusqu'à présent pour instaurer en revanche, selon les termes mêmes de M. Nixon, des relations réalistes avec les pays du système interaméricain tels qu'ils sont réellement — et ceci, à mon avis uniquement dans le souci hypocrite de masquer les liens étroits avec les États-Unis qui sont à l'origine des régimes de « gorilles » en Amérique latine. Ces faits donnent finalement à penser que les États-Unis adopteront une attitude pleine de circonspection, voire d'aversion à l'encontre des régimes militaires non fidèles ou plus nationalistes, comme celui du Pérou, à propos desquels M. Rockefeller recommande, dans son rapport, d'instaurer un contrôle plus attentif et plus prudent et d'adopter certaines mesures.

Enfin, dans le domaine économique, le président Nixon a refusé de revoir l'état des dettes contractées par les pays d'Amérique latine à l'égard des États-Unis, de même qu'il a refusé d'abaisser certains tarifs douaniers en faveur de ces pays. Pour terminer, il a annoncé, d'une façon plus générale (question qu'à mon sens, M. De Winter n'a pas présentée dans sa juste perspective), que l'aide des États-Unis à l'Amérique latine allait être réduite. Or, cette aide avait un but dont nous connaissons tous la nature et qu'illustre, par exemple, l'obligation faite aux pays bénéficiaires d'affecter les sommes ainsi reçues à des achats de biens d'équipement et, en particulier, d'armes. Pour finir, il faut mentionner l'opposition manifeste à l'encontre des régimes non subalternes, avec tout le renforcement des liens impérialistes qui en découle.

D'aucuns pourraient m'objecter que mon exposé porte sur la politique générale, mais il me serait facile de répondre qu'il incombe précisément à un parlement d'affronter des questions de cet ordre. On pourrait également me faire observer que le problème que j'ai évoqué se situe en marge de la proposition que la Commission a soumise au Con-

seil de ministres et sur laquelle cette Assemblée est invitée à se prononcer en vertu de ses pouvoirs consultatifs. A cette remarque, j'aurais beau jeu de répliquer que dans aucun débat sérieux, on ne saurait négliger les réalités politiques et économiques dans lesquelles nous aurons à intervenir (d'autant que dans son document, la Commission rappelle à plusieurs reprises les limites auxquelles se heurtent les possibilités d'intervention de la Communauté). En fait, notre examen ne sera complet que si nous étudions également la nature de la situation politique et économique qui prévaut dans les pays d'Amérique latine et à laquelle nous devons adapter nos actions.

Néanmoins, la Commission ne tient aucun compte de cette situation politique, bien qu'elle reconnaisse que les pays d'Amérique latine se trouvent dans un état de sujétion à l'égard des États-Unis. Lorsque j'ai parlé à ce propos d'impérialisme américain au cours d'une réunion de la commission, on m'a répondu sans ambages que la Communauté et le Parlement étaient hostiles à toute forme d'impérialisme, que celui-ci soit américain, chinois ou russe.

Je suis prêt à souscrire à cette déclaration, à condition que l'on constate des cas précis d'impérialisme russe ou chinois. Le fait est que la situation qui nous occupe est lourdement dominée par l'impérialisme américain, et ce n'est pas avec des boutades faciles que nous parviendrons à nous soustraire à cet état de choses.

L'orateur qui m'a précédé, M. Noè, a évoqué la position adoptée par certains démocrates-chrétiens qui font partie du gouvernement d'un pays d'Amérique latine et dont le porte-parole aurait émis un avis favorable sur le document et sur les propositions soumises à notre examen. Mais il existe, dans le monde de l'Amérique latine, d'autres catholiques que M. Noè aurait eu, me semble-t-il, intérêt à écouter — ceci dit en toute humilité, car il ne m'appartient pas de lui donner des conseils dans ce domaine.

M. Tibor Kubic, important et éminent homme politique catholique du Brésil, président du Mouvement mondial des travailleurs chrétiens, a dénoncé récemment dans un discours la complicité établie entre les grandes sociétés des États-Unis et celles d'Europe qui exploitent l'Amérique latine.

La Commission ne s'est pas penchée sur ces questions. Cependant, les conditions dont doit être assortie toute politique d'assistance financière — c'est-à-dire la rentabilité des coûts, la sécurité des investissements et la garantie accordée aux investisseurs étrangers en cas de nationalisation — ont certes autant d'importance que les préoccupations des États-Unis d'Amérique. Dans son discours du mois d'octobre, M. Nixon a déclaré que les États-Unis n'investiraient dorénavant plus de capitaux dans les pays où les investissements américains



**D'Angelosante**

n'étaient pas souhaités. De toute évidence, il faisait allusion au Pérou. Ce qui me surprend, c'est non pas que les États-Unis ne puissent dire toute la vérité au sujet de la situation présente, mais que nous non plus, nous ne la disions pas, alors que nous le pouvons. Rien ne nous empêche d'affirmer que les mesures de nationalisation prises par le gouvernement péruvien résultent d'une situation particulière, qui est elle-même la conséquence d'une longue et pénible période d'exploitation abusive de la part des États-Unis.

Mesdames, Messieurs, nous ne pouvons nous associer aux discriminations politiques auxquelles les États-Unis se livrent délibérément, mais il n'en demeure pas moins que, par le passé, nous nous y sommes associés. J'ignore si, dans l'exposé qu'il fera pour conclure le présent débat, M. Martino me fera l'honneur d'une réponse plus précise que celle qu'il m'avait adressée en commission. S'il a cette intention, je lui pose ici une question bien précise à laquelle je serais heureux qu'il veuille bien me répondre.

Dans le document de la Commission — dont la paternité est en quelque sorte collective, mais dont je crois que M. Martino est le père spirituel — il est dit que les négociations Kennedy ont abouti aux résultats suivants en ce qui concerne les exportations de l'Amérique latine à destination de la C.E.E. : des produits industriels d'une valeur totale de 55,9 millions de dollars, soit 5,4 % de l'ensemble des exportations de ces produits n'ont bénéficié d'aucune réduction tarifaire, alors que les produits agricoles qui se trouvent dans ce même cas représentent une valeur de 639,1 millions de dollars, soit 46,7 % de toutes les exportations agricoles.

Sur cette base, la Commission — comme elle le dit elle-même dans son document — a établi lors de ses rencontres avec des représentants des pays d'Amérique latine quatre listes comprenant au total 160 positions. Il en ressort que 47 produits importants n'ont bénéficié d'aucune réduction. Ces produits atteignaient une valeur de 308,9 millions en Argentine, de 62 millions de dollars à Cuba, de 34 millions de dollars au Brésil et de 30 millions de dollars en Équateur.

Il n'est pas facile, Mesdames, Messieurs, de saisir l'importance de ces chiffres puisqu'en 1963, l'ensemble des exportations de Cuba à destination de la C.E.E. se montait à 59,6 millions de dollars, alors qu'en 1964 (année qui doit servir de base aux calculs destinés à apprécier les résultats des négociations Kennedy) elles étaient tombées, à 28,6 millions de dollars seulement.

Cependant, si on lit les chiffres qui se réfèrent à tous les pays industrialisés, à l'exclusion du Japon, on voit que les exportations totales de Cuba s'établissaient à 54,8 millions de dollars en 1964, à 41 millions en 1966 et à 62 millions en 1966. C'est, selon

la Commission, en raison de ce dernier chiffre qu'en application des négociations Kennedy, Cuba n'a pas bénéficié de réductions tarifaires à l'exportation.

Toutefois, s'il en est réellement ainsi, Mesdames, Messieurs, Monsieur le représentant de la Communauté, cela signifie que le seul pays d'Amérique latine qui a été exclu de tout avantage en vertu des négociations Kennedy (autrement dit, de négociations qui ont eu pour protagonistes les pays de la Communauté et les États-Unis et qui furent les premières auxquelles la Communauté participa en tant que telle) se trouve précisément être le seul pays non capitaliste d'Amérique latine.

Même pas un dollar d'exportation de Cuba à destination des pays industrialisés ne bénéficie d'une réduction tarifaire, si minime soit-elle.

N'est-ce pas là, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, une illustration non de ce que nous nous proposons de faire, mais de ce que nous avons déjà fait, une preuve témoignant que les pays de la Communauté et plus particulièrement la Communauté — qui se situe en quelque sorte à un niveau plus qualifié que les divers pays qui la composent — ont marché sur les traces de la politique que les États-Unis appliquent en Amérique latine ?

S'il en est ainsi, comme le révèlent des chiffres incontestables et les arguments mêmes sur lesquels la Commission fonde le document soumis à notre examen, il est évident que le Parlement européen et la Communauté économique européenne ne devraient pas (je le dis intentionnellement au conditionnel) se conformer de façon aussi servile, aussi dépourvue de tout esprit critique, au comportement et aux décisions politiques des États-Unis d'Amérique.

En définitive, cette Communauté est la somme de six pays dont la politique étrangère reflète des orientations absolument contraires à l'adhésion et à la soumission inconditionnelle aux intérêts politiques des États-Unis qui ressort de la présente proposition de la Commission.

On a dit que, dans sa proposition, le gouvernement italien avait relancé la question des relations de la Communauté avec les pays d'Amérique latine en leur conférant un regain d'actualité. A mon avis, le gouvernement italien prend, en ce moment, en matière de politique étrangère des initiatives qui, pour timides, modestes et limitées qu'elles soient, n'en témoignent pas moins d'une orientation nouvelle par rapport à l'ancienne adhésion aux décisions des États-Unis. Il me semble donc que le gouvernement italien suit actuellement une politique qui n'a rien à voir avec toutes ces considérations et je suis persuadé que dans d'autres pays de la Communauté également, il existe des courants de pensée et des courants politiques très différents, à maints

**D'Angelosante**

égards, de ceux qui prévalaient à l'époque de la guerre froide.

Je crois que ces pays ne peuvent, eux non plus, accepter que la Communauté s'assigne une tâche qui aurait pour résultat de lui nuire gravement, puisqu'elle consiste à réaliser, au niveau communautaire, ce qui ne peut être réalisé à l'échelon national, par crainte des parlements, de l'opinion publique et des mouvements démocratiques organisés, pour présenter ensuite ces décisions dans les divers États membres comme étant déjà arrêtées et échappant à toute discussion.

Telles sont les raisons pour lesquelles j'exprime ici, également au nom de mes amis, membres de groupe des non-inscrits auquel j'appartiens, une position absolument opposée et hostile à la proposition de résolution que M. De Winter nous a soumise.

On dit en général que nous sommes pour un non de principe, et quelqu'un a interprété ce non en le traduisant par « niet ».

Notre non n'est pas un non de principe : il est raisonné et se fonde sur des faits que vous connaissez tous mais que vous ne voulez pas reconnaître.

L'avenir de la Communauté n'est lié ni à des principes juridiques, ni même à une volonté politique abstraite d'ériger à tout prix un édifice auquel nous nous sentions étrangers. L'avenir de la Communauté dépend de la question de savoir si celle-ci sera simplement l'instrument du capitalisme européen ou si elle aspire à devenir le point de rencontre et d'unification de tous les peuples d'Europe et de chaque peuple dans son ensemble. Son avenir dépend de la capacité dont elle fera preuve dans son œuvre de médiation politique et économique entre les intérêts en conflit à l'intérieur des divers pays. Voilà ce qui façonnera l'avenir de la Communauté.

Nous sommes entièrement favorables à une Communauté disposée à résoudre tous ces problèmes de façon positive ; dans le cas contraire, Monsieur le Président, nous ne pouvons souscrire, dans cet hémicycle, à des choses avec lesquelles nous ne sommes d'accord ni dans nos Parlements nationaux, ni dans d'autres enceintes.

Pour conclure, et partiellement en vue de répondre à ceux qui prétendent que nous opposons un refus de principe systématique à certaines propositions, nous avons présenté des amendements qui tendent à rendre la proposition de résolution soumise par M. De Winter un peu plus conforme aux réalités politiques et économiques que nous examinons en ce moment. Si le besoin s'en fait sentir, je présenterai ces amendements, sinon, tout ce que je viens de dire pourra servir à les expliquer. J'espère que cette Haute Assemblée voudra bien réviser, ne serait-ce qu'accessoirement, certaines opinions expri-

mées jusqu'ici et les adapter à la situation qui fait l'objet de notre débat.

**M. le Président.** — La parole est à M. Martino.

**M. Martino, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (1) Monsieur le Président, en une période qui s'étend sur plus de dix ans, nos institutions ont consacré, comme l'a rappelé M. Kriedemann, plusieurs débats aux problèmes que soulèvent les relations de la Communauté avec l'Amérique latine. Le débat de ce jour n'est donc pas le premier et ne sera certes pas le dernier, puisque ces deux groupes de pays n'ont pas encore adopté une politique économique coordonnée.

Cela ne signifie pas qu'aucun effort n'ait été fait jusqu'ici en vue de mettre au point une politique économique favorable à l'Amérique latine, et peut-être ne sera-t-il pas inutile de rappeler à ce propos les mesures déjà prises, comme je le ferai tout à l'heure. Cependant, les dispositions existantes ne satisfont pas aux exigences d'une politique économique coordonnée et durable, à l'instar de celle que notre Commission a essayé de proposer au Conseil et sur laquelle cette Haute Assemblée est appelée à se prononcer aujourd'hui.

Je commencerai par les mesures que la Communauté a adoptées dans le secteur commercial pour venir au-devant de certaines requêtes des pays d'Amérique latine. Lors de la signature de la première convention de Yaoundé, pour ne pas parler des négociations Dillon, la Communauté a accepté de réduire dans des proportions considérables les droits du tarif extérieur commun pour toute une série de produits tropicaux qui intéressaient principalement l'Amérique latine. C'est ainsi que les droits frappant le café vert et le cacao — pour ne citer que deux produits essentiels — ont été réduits de 40 %.

De nouvelles réductions tarifaires furent concédées pour un certain nombre de produits en provenance d'Amérique latine lors de la signature de la deuxième convention stipulée à Yaoundé avec les États africains et malgache associés.

Je ne suis pas sans savoir que les conventions de Yaoundé sont au cœur de la polémique que les pays d'Amérique latine ont ouverte contre la Communauté, mais l'action constructive que cette dernière a menée dans le domaine de l'assistance régionale est un fait hautement positif qui ne peut être contesté, et ce d'autant moins que la préférence régionale accordée aux pays de Yaoundé et d'Arusha n'a porté ombrage à personne. Le rapporteur sait parfaitement que, pour trente produits essentiels, les exportations des pays africains et malgache à destination du Marché commun ont augmenté, de 1964 à 1967, à un taux de 11 %, alors que pour les produits des pays d'Amérique latine, le taux

**Martino**

correspondant a été de 17 % et que pour ceux des pays africains non associés, il a atteint le record de 36 %.

La Communauté a également fourni une preuve évidente de sa bonne volonté à l'égard de l'Amérique latine lors des négociations Kennedy. Et à ce propos je dois dire à M. D'Angelosante que ce n'est pas notre faute si Cuba n'a demandé à participer ni aux négociations Dillon, ni aux négociations Kennedy. Si faute il y a, elle n'est imputable qu'à la seule République cubaine.

Si l'on fait le bilan de ces négociations — et je réponds ainsi également à la deuxième question que vient de me poser M. D'Angelosante — on voit que 8,5 % de l'ensemble des importations de produits industriels de la Communauté en provenance des pays d'Amérique latine sont exemptés de droits de douane, 7,8 % bénéficient de réductions tarifaires égales ou supérieures à 50 % et 1,3 %, de réductions inférieures à 50 %, alors que 5,4 % seulement n'ont fait l'objet d'aucune réduction.

Pour les produits agricoles, la situation est quelque peu différente. En réalité, seuls 10,7 % de l'ensemble des importations en provenance d'Amérique latine sont exemptés de droits de douane, 7,6 % bénéficient de réductions tarifaires égales ou supérieures à 50 %, 35 % de réductions inférieures à 50 %, et 46,7 % n'ont fait l'objet d'aucune réduction. Toutefois, il convient de préciser que la Communauté n'est pas responsable de la modestie de ces résultats ; elle avait présenté toute une série de propositions que les autres partenaires n'acceptèrent pas — et c'est là un refus qu'ils regrettent peut-être aujourd'hui.

Nous sommes donc en droit d'affirmer que la Communauté a consenti des efforts considérables lors des négociations Kennedy en vue de rendre son marché plus facilement accessible aux produits d'Amérique latine, et nous pourrions ajouter, à ce sujet, qu'elle se prépare à faire de nouvelles tentatives auprès de l'O.C.D.E. et de la C.N.U.C.E.D., si ses propositions relatives aux produits finis et semi-finis sont approuvées par les autres pays industrialisés.

Néanmoins, les mesures déjà arrêtées ne répondent pas aux desiderata des pays d'Amérique latine : bien au contraire, elles sont demeurées considérablement en deçà de leurs espoirs. Après les nombreuses déclarations d'intention dans lesquelles la Communauté et ses États membres affirment qu'ils étaient disposés à contribuer sous une forme concrète et efficace à la solution des problèmes des pays d'Amérique latine, ceux-ci s'estiment déçus et expliquent leur mécontentement en rappelant que la Communauté a accordé ou se prépare à accorder des concessions à des pays tiers qui leur font concurrence, tels que les dix-huits États africains et mal-

gache associés, l'Iran, l'Inde, Israël, la Tunisie, le Maroc, l'Algérie, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, etc.

Certes, l'action communautaire s'inscrit dans une situation de fait qui ne permet pas de s'attendre à ce qu'elle ait des résultats d'une portée immense pour les pays de ce sous-continent. Les engagements pris par les États membres de la Communauté dans le cadre du traité de Rome ou dans celui des diverses organisations internationales, tout comme le fait que l'Amérique latine n'est le principal fournisseur de la C.E.E. que pour quelques produits essentiels, restreignent sérieusement les possibilités dont dispose la Communauté d'accorder des concessions sélectives aux pays d'Amérique latine.

Toutefois, cet état de fait constitue à notre avis une raison de plus pour faire quelque chose dans les secteurs où il est encore possible de prendre des initiatives, si limitées soient-elles.

C'est à cette exigence que répond le mémorandum que notre commission a présenté au Conseil. Les mesures complémentaires qu'elle décrit dans le secteur commercial sont les seules qu'il soit possible de prendre à l'heure actuelle : extension du régime des préférences généralisées à quelques produits agricoles transformés ne figurant pas sur la liste présentée par la Communauté ; amélioration du régime des préférences généralisées pour certains produits agricoles transformés déjà inclus dans la liste présentée ; proposition visant à créer une organisation internationale de marché pour quelques produits agricoles importants ; prise en considération des intérêts des pays d'Amérique latine lors de l'élaboration d'une organisation commune du marché des bananes ; adoption de mesures particulières tendant à accroître le volume des échanges lors de la conclusion d'accords commerciaux, par exemple avec l'Argentine et l'Uruguay ; enfin, inclusion dans la liste commune de libération approuvée en décembre 1968 par le Conseil d'un certain nombre de produits qui intéressent particulièrement l'Amérique latine.

Si l'Amérique latine ne peut espérer que la Commission soit en mesure de résoudre tous ses problèmes, elle s'attend cependant à ce qu'elle lui accorde certains avantages dans les secteurs où il est possible de le faire, compte tenu des limites d'ordre général auxquelles se heurte l'action de la Communauté, limites que tous connaissent, sauf M. D'Angelosante.

L'ensemble de mesures que nous avons proposées au Conseil dans le secteur commercial illustre la contribution que nous pourrions apporter à la solution des problèmes qui se posent aux pays d'Amérique latine. Mais précisément parce que nous savons qu'à elles seules, ces mesures ne représentent pas une aide de grande envergure, et que l'octroi

**Martino**

de réductions tarifaires se heurte à des obstacles, irréductibles, nous avons envisagé la possibilité de prendre d'autres mesures dans les deux domaines de l'assistance financière et technique.

Dans le domaine de l'assistance technique, nous avons proposé de créer des organismes de promotion des exportations des pays d'Amérique latine, d'assurer, en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement, la formation de cadres spécialisés dans les questions de l'intégration régionale, et de participer aux études que cette même Banque prépare sur le développement régional. Du point de vue institutionnel, nous avons également proposé d'élaborer une procédure de coordination entre les six États de la Communauté, à l'instar de celle que prévoit l'accord conclu en son temps avec le Liban.

Sur le plan de l'aide financière, nous avons suggéré d'entrer en collaboration avec la B.I.D., et d'autres institutions du même ordre, telles que la Banque d'intégration d'Amérique centrale ou la Société andine de développement, afin d'examiner s'il serait possible de leur confier la gestion de certains fonds ; de même, nous avons proposé de contribuer à la création d'un fonds d'investissements pour l'Amérique latine et de participer au fonds de pré-investissements de la B.I.D.

La Communauté devrait également coordonner les conditions dont seraient assortis les prêts consentis aux pays d'Amérique latine, harmoniser les règles applicables aux investissements des États membres dans ces régions et s'efforcer de parvenir à une certaine coordination dans les questions relatives à l'opportunité des investissements et des prêts.

En résumé, la Communauté cherche à élaborer une politique d'ensemble à l'égard de l'Amérique latine, et c'est dans cette optique qu'il convient d'apprécier le mémorandum de la Commission au Conseil.

D'ailleurs, dans son rapport solidement documenté, comme tous les travaux de cet honorable parlementaire, et qui fourmille d'observations critiques, M. De Winter souscrit à cette appréciation, tout comme l'ont fait, dans leurs interventions d'aujourd'hui, MM. Noè et Kriedemann qui ont apporté l'adhésion sans réserve de leurs groupes à la proposition de résolution. Dans ce concert, une seule voix discordante : celle de M. D'Angelosante, qui se place dans une perspective et s'inspire de principes que nous respectons certes, mais qui ne sont pas les nôtres. Je lui avouerai que j'espérais qu'il me dirait ce que nous devrions faire, puisque les propositions que nous présentons ne lui paraissent pas suffisantes, mais j'ai attendu en vain. Or, c'est la seule réflexion à laquelle j'aurais vraiment attaché de l'importance.

Le rapporteur et les orateurs qui sont intervenus dans le débat ont ensuite évoqué quelques questions qui n'ont qu'une portée restreinte du point de

vue des problèmes essentiels, mais sur lesquels il sera utile que je précise ma pensée. Il s'agit de la stabilisation des prix des matières premières — en majeure partie agricoles —, des taxes à la consommation sur les produits tropicaux du régime d'importation pour les bananes, du fait que la Communauté ne participe pas à l'accord sur le sucre, et enfin, de l'extension du régime de préférences généralisées aux produits agricoles transformés. Ce sont là différents points que je me propose maintenant de passer en revue successivement.

D'abord, la stabilisation des prix des matières premières : cette question est certes très importante pour ce que l'on a coutume d'appeler le tiers monde, mais elle cesse de jouer un rôle primordial dans la dynamique du développement à partir du moment où d'autres problèmes commencent à revêtir une importance égale (il suffit de songer à l'industrialisation, aux apports de capitaux à l'assistance technique dans l'acceptation la plus large du terme, à la diversification de la production agricole ou à l'infrastructure).

Quant aux taxes à la consommation sur les produits tropicaux nous n'avons jamais perdu de vue le problème que pose leur réduction, voire leur suppression, problème qui a même fait l'objet de deux propositions lors de la préparation des deux conférences de la C.N.U.C.E.D. Si nous ne l'avons pas évoqué dans le mémorandum sur les relations avec l'Amérique latine, c'est uniquement parce qu'il s'agit là d'un problème d'ordre général qui devrait être résolu dans le cadre de l'harmonisation prévue à l'article 99 du traité, harmonisation qui intéresse également d'autres pays, notamment ceux qui sont associés à la Communauté et ceux qui sont en voie de développement.

Il va de soi qu'une mesure de cette nature devrait être adoptée par les États membres, puisqu'elle porte sur un domaine qui relève exclusivement de la compétence des autorités nationales — (chose que M. D'Angelosante devrait veiller à ne jamais oublier) ; et il n'est peut-être pas excessif de penser que les réformes fiscales actuellement envisagées dans certains États de la Communauté pourraient fournir l'occasion de réexaminer cette question.

J'en arrive ainsi au régime d'importation pour les bananes. Le rapporteur a indiqué avec beaucoup de précision les divers aspects de ce problème et s'est rangé à notre avis, selon lequel la solution retenue devra tenir compte des intérêts des pays d'Amérique latine en leur laissant une part équitable d'un marché en expansion. Toutefois, M. De Winter aimerait savoir dans quelle direction l'exécutif cherche une solution. Je lui répondrai que, pour le moment, je ne suis pas encore à même de lui donner des indications précises sur la solution qui pourra être finalement adoptée.

**Martino**

Le régime d'importation pour les bananes est en effet encore en cours d'étude auprès de notre commission. Toutefois, je puis d'ores et déjà dire à M. De Winter que nous recherchons la solution dans le cadre d'une organisation de marché pour le secteur des bananes, organisation qui devrait permettre, au moyen d'aides financières, de protéger les intérêts en matière d'exportation des pays africains associés.

Quant au fait que la Communauté ne participe pas à l'accord sur le sucre, mon excellent ami M. De Winter s'en est servi comme argument-clé dans son action parlementaire, et ce à telle enseigne qu'il en parle à l'O.C.D.E. lors de la réunion que des parlementaires des pays membres du C.A.D. ont consacrée, il y a quelques jours, aux problèmes de l'aide au développement. L'honorable rapporteur déplore qu'après avoir déclaré que la solution des principaux problèmes qui préoccupent l'Amérique latine dépendait des accords mondiaux sur les céréales et le sucre, la Commission ait entièrement passé sous silence, dans son mémorandum, le fait que la Communauté ne participe pas à l'accord sur le sucre.

Permettez-moi donc de présenter quelques considérations à ce sujet, non pour rouvrir la polémique, mais pour donner quelques renseignements qui seront, je crois, utiles.

Lors de la conférence des Nations unies sur le sucre, la Commission s'est heurtée à une série de problèmes concernant sa participation au futur accord qui devait être négocié. La principale difficulté (pour ne pas parler des autres) résidait dans le fait que cet accord se fondait essentiellement sur un système de contingents à l'exportation qui n'était guère compatible avec la politique agricole commune.

En effet, il est difficile de concilier de régime d'exportation en vigueur dans la Communauté, ainsi que les garanties accordées aux agriculteurs et aux producteurs de sucre, avec un contrôle quantitatif rigide des exportations.

M. Prebisch, secrétaire général de la conférence, que nous connaissons tous fort bien, a reconnu ces obstacles puisque dans son allocution d'ouverture de la conférence, il a rappelé qu'il faudrait trouver pour la Communauté un mécanisme particulier qui tienne compte de cette politique.

A mon avis, il aurait été possible d'aplanir les difficultés si l'on s'était efforcé de trouver en commun un compromis aux termes duquel la Communauté aurait pu obtenir sur le marché libre une part compatible à la fois avec ses exigences justifiées et avec les intérêts de tous les pays exportateurs.

Cependant, le contingent à l'exportation, d'un maximum de 300 000 tonnes, attribué à la Communauté était tellement inférieur à ses besoins d'exportation (fixés, dans le mandat formulé par le Conseil,

à 1 200 000 tonnes), qu'il ne lui a pas été possible d'adhérer à cet accord.

Peut-être ne sera-t-il pas inutile de rappeler qu'en revanche, Cuba et l'Union soviétique ont bénéficié d'un traitement généreux, ce dernier pays étant aujourd'hui le principal réexportateur de sucre cubain. Le contingent attribué à l'Union soviétique est à peu près égal aux quantités qu'elle exportait en 1967.

Quoi qu'il en soit, je tiens à préciser à M. De Winter que même si la Communauté ne participe pas à l'accord sur le sucre, elle en respecte néanmoins les dispositions et qu'elle tient compte de la situation qui prévaut sur le marché mondial lorsqu'elle fixe le montant des restitutions à l'exportation afin d'éviter toute perturbation sur le marché.

Nous nous proposons ainsi de contribuer à maintenir le prix du sucre à un niveau acceptable, à la fois pour empêcher que le coût des restitutions atteigne des proportions excessives, et pour nous réserver une position qui nous permette, le cas échéant, de reprendre les négociations en vue d'adhérer à l'accord. Notre position a été entièrement approuvée par les États membres, de sorte que la possibilité de rouvrir les négociations en vue d'adhérer à l'accord demeure entière.

Puisque j'ai mentionné Cuba, qu'il me soit permis d'ouvrir une parenthèse pour détromper ceux qui, tels M. D'Angelosante et M. Scoccimarro, nous ont attribué des intentions discriminatoires à l'encontre de la république des Caraïbes.

Notre mémorandum au Conseil a été conçu en fonction de la situation d'ensemble que présente ce sous-continent et traite des problèmes de politique économique que soulèvent les relations de notre Communauté avec tous les pays d'Amérique latine sans exception aucune. Autrement dit, Cuba n'est demeurée étrangère ni à nos considérations — reprises dans le mémorandum — ni aux mesures que nous proposons dans ce document. Ceux qui l'ont lu et qui ont parcouru ses annexes ne peuvent avoir aucun doute à ce sujet. Par ailleurs, les mesures de politique commerciale s'appliquent à tous sans discrimination : Cuba pourra donc en bénéficier, pour autant que ses échanges avec la Communauté portent sur les produits considérés.

Quant à l'assistance financière et technique, les mesures que nous avons proposées au Conseil constituent un cadre dans lequel devaient s'insérer des actions qui relèvent de la compétence des États membres : c'est donc à eux qu'il appartient de décider des modalités d'application. Mais nos propositions n'excluent personne.

Ayant ainsi fermé cette parenthèse, il me reste à éclaircir le dernier point soulevé par le rapporteur et qui porte sur l'absence de toute extension du ré-

**Martino**

gime de préférences généralisées aux produits agricoles transformés. M. De Winter s'étonne que nous n'ayons pas présenté au Conseil des propositions plus précises quant au régime préférentiel à accorder aux produits agricoles transformés. Je lui répondrai que nous étions alors dans l'impossibilité de formuler des propositions qui seraient allées au delà de celles que nous avons présentées à l'O.C.D.E. et que nombre de personnes jugeaient trop avancées. En effet, le débat sur la répartition des charges entre les pays industrialisés donneurs n'étant pas terminé, en raison du retard avec lequel les États-Unis avaient présenté leurs propositions, qui devaient d'ailleurs se révéler très limitées (je parle de celles du mois de juillet), il n'était ni logique, ni réaliste d'envisager, dans ces conditions, que la Communauté fasse des offres supplémentaires en matière de préférences pour les produits agricoles transformés, et c'est pour cette raison que nous nous en sommes abstenus.

Puis, le 31 octobre dernier, le président Nixon prononça son discours, qui modifia les cartes des États-Unis sur le tapis vert de l'O.C.D.E. et, par conséquent, de la C.N.U.C.E.D. Ce discours voulait apporter une réponse à la déclaration commune de Viña del Mar du mois de mai dernier, dans laquelle les pays d'Amérique latine réunis au sein de la C.E.C.L.A. ont consigné leurs aspirations et indiqué les mesures que les États-Unis auraient dû adopter pour favoriser la coopération interaméricaine dans le domaine des échanges internationaux des transports, du financement, des investissements, de la recherche scientifique et technique, de la coopération technique et du progrès social.

Il est évident que, pour le président des États-Unis, les temps des rapports privilégiés sont révolus et ont cédé la place à une notion nouvelle d'association sur un pied d'égalité.

Il s'agit maintenant de savoir comment cette notion s'appliquera dans la pratique entre des partenaires aussi inégaux, et quelle sera la portée des mesures annoncées, également sur le plan des préférences généralisées. Mais ce ne sont point là des questions que nous sommes appelés à examiner aujourd'hui.

Pour revenir au sujet du débat, je dirai à M. De Winter qu'au moment où nous avons présenté notre mémorandum, nous ne pouvions faire plus, et que si nous avons été dans l'obligation de limiter nos propositions concernant l'extension des préférences généralisées aux produits agricoles transformés, cela est essentiellement dû aux inquiétudes manifestées par les États membres, qui ont opéré des réductions dans la liste que nous leur avons présentée. M. D'Angelosante semble oublier que le gouvernement de la Communauté n'est pas encore entre les mains de la Commission, mais qu'il relève en grande partie des États membres ; il ne peut donc demander à la Commission de prendre des décisions qui ne dépendent pas d'elle.

Il est presque inutile de préciser que nous sommes dès à présent disposés à revoir les propositions communautaires relatives à ces produits lorsque l'examen actuellement en cours à l'O.C.D.E. et l'attitude qu'adoptera le Conseil nous le permettront. Nous en arrivons ainsi à la fin du présent débat et il convient peut-être de rappeler que lors de sa dernière session, le Conseil a déclaré qu'il reconnaissait entièrement l'importance que revêtait, sur le plan politique et social, l'établissement de bonnes relations entre la Communauté et les pays d'Amérique latine ; en outre, il a fait observer que notre mémorandum offrait un aperçu général des problèmes qui se posent et permettait de se rendre compte de la diversité des structures économiques et des besoins propres à chaque pays. J'ajouterai, entre parenthèses, que non seulement M. Valdes a formulé le jugement élogieux que M. Noè a évoqué, mais que, par l'intermédiaire de leurs ambassadeurs, tous les gouvernements d'Amérique latine ont exprimé un avis favorable sur les solutions proposées. Chose plus importante encore, le Conseil a décidé de consacrer un examen et une étude à ce mémorandum afin d'en dégager le plus rapidement possible les éléments qui pourront servir de base à une appréciation et à une décision. Je pense et j'espère donc, que nous nous trouvons à la veille d'un changement dans nos rapports avec les peuples d'Amérique latine et je m'en félicite, car tout comme le rapporteur de cette Haute Assemblée, je suis convaincu que l'histoire jugera la Communauté non en fonction de ce qu'elle aura fait pour les pays qui la composent, mais d'après la contribution qu'elle aura apportée à l'amélioration du sort de la société dans le monde tout entier.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je vous remercie, M. Martino. La parole est à M. De Winter.

**M. De Winter, rapporteur.** — Monsieur le Président, je désire remercier M. le président Martino des déclarations qu'il vient de faire et des précisions qu'il a apportées dans ce débat.

Il est cependant un point que je voudrais rappeler à son attention : la commission de contact. Nous avons insisté sur l'intérêt que l'institution d'une commission de contact permanente présenterait pour la solution des problèmes qui touchent à la fois la C.E.E. et l'Amérique latine. Je me réfère également, en cette matière, à la visite faite à Bruxelles par M. Valdes, ministres des affaires étrangères du Chili. Au cours des entretiens qu'il a eus à Bruxelles, M. Valdes a précisément souligné l'intérêt de contacts plus étroits entre le Marché commun et les pays d'Amérique latine, suggérant que, si possible, au cours de l'année prochaine déjà ait lieu au niveau ministériel une conférence où

**De Winter**

seraient discutées les relations économiques entre les deux continents.

Les deux choses se complètent assez bien, me semble-t-il. Et, si je puis me permettre un vœu, ne croyez-vous pas, maintenant que les deux pays d'Amérique du Sud, à savoir l'Argentine et l'Uruguay, ont entrepris des démarches en vue d'être considérés comme des partenaires du Marché commun, qu'il conviendrait qu'une initiative soit prise par notre Parlement en vue d'établir des contacts avec les délégués parlementaires et les milieux économiques de ces deux pays, comme il fut fait en 1963 sous la présidence de M. Martino ? Cette initiative permettrait de concrétiser l'intérêt que la Communauté européenne porte à une amélioration des relations avec l'Amérique latine.

M. Martino a déclaré à juste titre que nous nous trouvons à un tournant dans nos relations avec l'Amérique du Sud. Nous devons saisir la balle au bond et réaliser sans tarder ce qui donnerait à l'Amérique latine un renouveau d'espoir quant aux relations qu'elle souhaite nouer avec la vieille Europe dont ses premières générations sont issues. Je remercie une fois encore M. Martino des précisions qu'il a apportées à ce débat. J'espère que nous allons faire un bon pas en avant, rendant plus étroits les liens que nous allons nouer avec ce grand continent qui, je le répète, est le continent de l'avenir, celui de la nouvelle chance pour nous comme pour ses habitants.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Votre proposition, Monsieur De Winter, sera examinée avec toute l'attention qu'elle mérite.

Personne ne demande plus la parole ? ...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le préambule est adopté.

Sur le paragraphe 1, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par MM. D'Angelosante et Scocimarro et dont voici le texte :

« Modifier comme suit la fin du paragraphe 1, à partir de et ne peut admettre :

compte tenu des conséquences provoquées par le régime de relations particulières existant entre les États-Unis et les pays de l'Amérique latine. »

La parole est à M. D'Angelosante pour soutenir cet amendement.

**M. D'Angelosante.** — (I) Si vous le permettez, Monsieur le Président, je présenterai les quatre amendements ensemble.

**M. le Président.** — Je vous en prie M. D'Angelosante.

**M. D'Angelosante.** — (I) Il me semble que ces amendements, avec lesquels nous sommes allés au-devant de la suggestion faite par M. Martino, à savoir que nous indiquions clairement ce qu'il y aurait lieu de faire, sont explicites en soi et ne sauraient l'être davantage.

Un seul d'entre eux, si clair qu'il soit, réclame néanmoins des explications à la suite du brillant discours que M. Martino vient de prononcer. Je me réfère à l'amendement n° 2 par lequel nous proposons d'insérer, à la suite du paragraphe 1, un nouveau paragraphe 1 bis, rédigé comme suit :

« invite la Commission à éviter toute discrimination fondée sur les régimes politiques et sociaux des différents pays de l'Amérique latine ».

C'est à ce sujet que M. Martino, déclarant qu'il voulait nous détromper, a affirmé que ni la Commission, ni le Conseil n'avaient la moindre intention d'opérer une quelconque discrimination à l'encontre de tel ou tel pays d'Amérique latine. J'eusse préféré que M. Martino nous indiquât des chiffres et des faits précis.

D'après un document de la Commission, la part de Cuba dans les exportations de produits agricoles correspondait, lors des négociations Kennedy, à 62 millions de dollars seulement, de sorte que ce pays n'a bénéficié d'aucune réduction tarifaire. Dans un autre document de la Commission, je lis, toujours à propos du commerce extérieur de Cuba, que l'ensemble des exportations de Cuba à destination des pays industrialisés (à l'exclusion du Japon) ne dépasse pas 62 millions de dollars. En d'autres termes, ce pays n'a pas bénéficié du moindre avantage, ne fût-il que de un dollar, pour ses exportations à destination des pays industrialisés.

C'est là un fait que M. Martino aurait pu citer, mais il s'est bien gardé de le faire.

Ce sont des faits de cette nature qui nous ont incités à présenter notre amendement. Face à cette discrimination que les États-Unis opèrent à l'encontre de Cuba, la question du blocus américain contre Cuba et de son incidence sur le commerce mondial a été inscrite deux fois à l'ordre du jour de notre commission des relations économiques extérieures.

Il est évident que les États-Unis ont établi un blocus contre Cuba et ne commercent pas avec ce pays. La discrimination ressort de faits réels : il suffit de citer les négociations Kennedy, si importantes, auxquelles la Communauté a participé en tant que telle

**D'Angelosante**

par l'intermédiaire du président de sa Commission. Si donc des discriminations ont été opérées par le passé, il convient d'éviter qu'elles se renouvellent à l'avenir. D'autre part, pour approuver cet amendement, il n'est pas nécessaire de prouver l'existence d'une discrimination : il suffit d'insister sur la nécessité qu'il ne s'en produise pas à l'avenir.

Tel est le sens de l'amendement n° 2. Les autres sont clairs et n'appellent donc aucune explication complémentaire.

**M. le Président.** — La parole est à M. Martino.

**M. Martino, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Je regrette d'avoir remarqué trop tard que M. D'Angelosante ne se trouvait pas dans l'hémicycle au moment où je lui ai répondu. Je ne répéterai pas tous les renseignements que j'ai donnés, afin de ne pas abuser de la patience de l'Assemblée, et je rappellerai seulement que Cuba n'avait demandé à participer ni aux négociations Dillon, ni aux négociations Kennedy. Si faute il y a, on ne peut nous l'imputer. La discrimination ne provient pas de nous. C'est tout ce que je voulais préciser à M. D'Angelosante.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. De Winter, rapporteur.** — Ainsi que vous venez de le dire, Monsieur le Président, l'amendement tend à modifier la fin du paragraphe 1 de la proposition de résolution.

Tout à l'heure, M. D'Angelosante a pensé qu'il risquait d'être considéré comme un trouble-fête. Personne ne songe à lui appliquer cette épithète. En ce qui me concerne, en tout cas, je considère qu'il est ici pour exercer son mandat et assumer ses obligations et qu'il a donc le droit d'être d'un avis différent du nôtre sur certains points.

Cependant, il a souligné qu'il souhaitait donner à la proposition de résolution actuellement en discussion un poids politique plus prononcé et plus réaliste. Si je l'ai bien entendu, il a dit qu'il était adversaire des avalanches de banalités et de généralités. J'en conclus que M. D'Angelosante est animé d'un souci de clarté et qu'il entend l'exprimer dans la rédaction de résolution.

Mais, dans ce cas, je me demande ce qu'il veut dire par : « Compte tenu des conséquences provoquées par le régime de relations particulières. » De quelles conséquences parle-t-il ? A quelles relations particulières fait-il allusion ? Je crois que cette phrase n'est pas claire et que, par conséquent, elle relève de ce genre de phrases auxquelles M. D'Angelosante ne veut précisément pas recourir. Je crois que nous devons faire l'économie de cette modification au paragraphe 1, parce que celui-ci dit bien ce qu'il

veut dire, que, selon moi, la proposition de modification de M. D'Angelosante n'y apporte aucune correction utile.

Je demanderai donc au Parlement de ne pas accepter la modification proposée par M. D'Angelosante et de s'en tenir au texte de la commission.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1. L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 1.

Le paragraphe 1 est adopté.

Après le paragraphe 1, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par MM. D'Angelosante et Scoccimarro et dont voici le texte :

Ajouter, à la suite du paragraphe 1, le nouveau paragraphe suivant :

« 1 bis. Invite la Commission à éviter toute discrimination fondée sur les régimes politiques et sociaux des différents pays d'Amérique latine. »

M. D'Angelosante a déjà défendu cet amendement. Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. De Winter, rapporteur.** — Monsieur le Président, je pourrai être très court à ce sujet, ce point ayant déjà fait l'objet d'un échange de vues auquel vient de participer M. Martino. Je n'ai en effet rien à ajouter à ce que celui-ci vient de dire. Personne, n'a jamais pensé que la Commission songerait à établir une discrimination fondée sur les régimes politiques et sociaux des différents pays d'Amérique latine. D'ailleurs le document qui émane de la Commission exécutive, notamment le n° 2356 du 10 juin 1969, précise qu'aucune discrimination ne sera faite entre les différents pays d'Amérique latine qui désireraient entamer des négociations en vue d'un accord avec le Marché commun.

Par conséquent, pour les raisons qu'a invoquées M. Martino, je demande qu'ici aussi on s'en tienne au texte original et que l'on n'ajoute pas de paragraphe 1 bis à la proposition de résolution.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement est rejeté.

Sur le paragraphe 2, je suis saisi d'un amendement n° 3 présenté par MM. D'Angelosante et Scoccimarro et dont voici le texte :

Remplacer les mots : « définissant de nouvelles possibilités de renforcement des relations avec l'Amérique latine » par les mots : « de discussion ».

M. D'Angelosante a déjà soutenu cet amendement.

Quel est l'avis du rapporteur ?...



**M. De Winter, rapporteur.** — M. D'Angelosante propose de modifier quelques mots au paragraphe 2. Le texte original de celui-ci dit : « ... la communication de la Commission des Communautés européennes... constitue à cet égard une base appropriée, définissant de nouvelles possibilités de renforcement des relations avec l'Amérique latine ». M. D'Angelosante, propose de dire que ce document constitue « une base de discussion ». Évidemment, tout document destiné à être discuté constitue une base de discussion. Mais, il y a ici quelque chose de plus : ce document, de l'avis de tous ceux qui l'ont lu et notamment de l'avis de la commission des relations extérieures, constitue vraiment une base appropriée définissant réellement de nouvelles possibilités de renforcement des relations avec l'Amérique latine. C'est donc une constatation de fait, qui ne peut être niée. Je ne vois pas la raison pour laquelle il faudrait ne pas reconnaître ce fait réel, et minimiser le caractère de ce document, en se bornant à dire qu'il ne constitue qu'une base de discussion. Je vous propose dès lors de ne pas acquiescer à l'amendement de M. D'Angelosante.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 3.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 2.

Le paragraphe 2 est adopté.

Sur les paragraphes 3 et 4, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 3 et 4 sont adoptés.

Sur le paragraphe 5, je suis saisi d'un amendement n° 4, présenté par MM. D'Angelosante et Scocimarro et dont voici le texte :

Supprimer, après les mots : « dans les dispositions afférentes à ces tarifs », les mots : « en collaboration avec les autres grands pays industrialisés ».

M. D'Angelosante a déjà soutenu cet amendement.

Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. De Winter, rapporteur.** — Au paragraphe 5, M. D'Angelosante et son collègue proposent de supprimer les mots : « en collaboration avec les autres grands pays industrialisés ».

Peut-être puis-je faire ici un rappel nécessaire. M. D'Angelosante sait, en effet, que ce membre de phrase n'a pas été inventé par la commission des relations économiques extérieures. On a déjà fait allusion à ce point à la conférence de la C.N.U.C.E.D. de New Delhi, où l'on a insisté sur la nécessité d'arriver à un arrangement en matière de préférence

généralisée à l'égard des pays en voie de développement, en ce qui concerne les produits agricoles et les produits agricoles transformés, en collaboration avec les autres grands pays industrialisés. Non seulement la conférence de New Delhi a accordé de l'importance à ce point, mais la dernière conférence qui s'est tenue à Paris au sein de l'O.C.D.E., avec la participation de tous les parlementaires intéressés à la politique à définir et à mettre en œuvre en faveur des pays en voie de développement, a également insisté sur la nécessité absolue d'établir une telle politique en collaboration avec les autres pays industrialisés.

On a constaté de plus que les propositions des États-Unis n'étaient pas aussi constructives qu'on le souhaiterait et que le Japon, lui aussi, se montre très prudent dans ses propositions à l'O.C.D.E. Dans une telle éventualité, le Marché commun lui-même ne pourrait peut-être pas persévérer dans les propositions qu'il a faites, ce qui serait évidemment déplorable.

Il reste donc vrai que, si nous devons prendre une initiative dans ce sens, ce doit être en collaboration avec les autres grands pays industrialisés. Le membre de phrase dont l'amendement demande la suppression est donc certainement très utile. Je demande par conséquent que, sur ce point aussi, le Parlement s'en tienne au texte de la proposition de résolution soumise à son agrément.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 4.

L'amendement est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 5.

Le paragraphe 5 est adopté.

Sur les paragraphes 6 à 9, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 6 à 9 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté. (\*)

*5. Décision concernant les relations commerciales des États membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires.*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission des relations écono-

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 16.

**Président**

miques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision concernant l'uniformisation, progressive des accords relatifs aux relations commerciales des États membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires (doc. 157/69).

La parole est à M. Kriedemann qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Kriedemann, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, permettez-moi, avant d'entrer dans le vif du sujet, d'en appeler au règlement et de vous adresser une demande. Vous n'ignorez pas dans quelles difficultés se trouvent, ces jours-ci, les membres de la Commission. Ces difficultés ont été provoquées par l'attitude peu conciliante du Conseil dans la fixation des délais. Bien que sachant depuis des mois que le Parlement siège aujourd'hui et bien qu'il s'attende à ce que le Parlement lui donne des avis sans lesquels il ne peut lui-même poursuivre son activité, il fixe les dates de ses propres sessions sans en tenir compte et oblige ainsi les membres de la Commission à être présents à Bruxelles. Il les empêche donc d'être là où ils doivent se trouver aujourd'hui, c'est-à-dire devant ce Parlement.

Nous n'en apprécions que davantage les efforts que font les membres de la Commission pour se joindre malgré tout à nous. C'est ce qu'a l'intention de faire M. Deniau qui est le membre compétent pour la matière sur laquelle porte mon rapport. Aussi a-t-il demandé d'attendre son arrivée pour commencer le débat. Si je suis bien informé, le train qui l'amène de Bruxelles arrive en ce moment même. Je vous demande donc, Monsieur le Président, d'interrompre la séance pour une demi-heure, car selon un proverbe bien connu, un service en vaut un autre. Nous aurons alors l'avantage d'avoir M. Deniau parmi nous et de pouvoir débattre de mon rapport en sa présence.

**M. le Président.** — Je suis saisi de la part de M. Kriedemann d'une demande d'une brève suspension de séance.

Il n'y a pas d'opposition ?...

La séance est suspendue pour une quinzaine de minutes.

(La séance, suspendue à 17 h 30, est reprise à 17 h 45)

**PRÉSIDENCE DE M. DE GRUYE****Vice-président**

**M. le Président.** — La séance est reprise. La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais être aussi bref que possible en introduisant ce rapport qui a été distribué un peu tard parce que son élaboration s'est faite dans des circonstances difficiles. Que la commission et le rapporteur soient enclins à être aussi brefs que possible, vous pourrez le constater en lisant l'exposé des motifs que nous avons osé soumettre au Parlement — dans l'intention de vous éviter tout travail superflu. Le temps que nous avons gagné de cette manière, je ne veux pas le gâcher par une longue introduction.

Je voudrais attirer votre attention sur deux ou trois points, et tout d'abord sur la situation dans laquelle nous nous trouvons. Depuis fort longtemps, le Conseil discute des problèmes de la politique commerciale commune. A plusieurs reprises, la Commission lui a soumis des propositions et elle était en droit d'espérer que celles-ci seraient adoptées, le Conseil ayant déjà en 1961 — et en temps utile, me semble-t-il — pris la décision, lourde de conséquence, selon laquelle tous les traités commerciaux entre les États membres et les États tiers devaient être rédigés ou modifiés de telle façon qu'ils ne représentent pas un obstacle à l'établissement d'une politique commerciale commune — c'est-à-dire de traités commerciaux — à partir de 1970.

Mais les réserves sont venues par la suite. A plusieurs reprises le Conseil a été d'avis que les propositions de l'exécutif ne couvraient pas tous les cas. Finalement, au cours d'un échange de vues qui a eu lieu le 17 octobre de cette année, l'entente s'est faite sur certains principes. Qu'en résultera-t-il ? Nous l'apprenons par un communiqué du Conseil à la presse, qui par cette voie est venu entre nos mains, et dans lequel il est dit :

« Le Conseil a enfin chargé le Comité des représentants permanents de procéder à la mise en forme juridique de la décision qu'il devra prendre sur les principes et directives qu'il vient d'arrêter, sur la base des propositions de la Commission. »

Je voudrais attirer votre attention sur cette procédure qui me paraît à moi, qui ne suis pas juriste, ne pas concorder entièrement avec les dispositions du traité. Le Conseil se met d'accord sur certains principes, et espérons que cet accord soit définitif, puis il s'attend à ce que l'exécutif lui soumette les propositions appropriées et, en même temps, il charge les représentants permanents de veiller à ce que tout ceci se fasse dans une forme juridique correcte. En passant, le Parlement est consulté sur le problème parce que le Conseil ne peut pas, à moins de porter délibérément atteinte au traité, prendre de décision sans avoir obtenu l'avis du Parlement.

Cet avis, nous l'avons donné et je ne veux pas trop en parler car je crois que dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, à ce stade où toutes

**Kriedemann**

les décisions ont déjà en fait été prises, il nous semblerait quelque peu ridicule de tenter d'y apporter encore des modifications fondamentales.

Je pense que nous avons fait connaître notre opinion avec clarté, je veux dire nos réserves et nos inquiétudes au sujet de ce qui peut sortir ou sortira des propositions que la Commission a élaborées selon les conceptions du Conseil, autrement dit selon la volonté qu'il a ou non de prendre des décisions communautaires.

Quoi qu'il en soit, nous constatons avec satisfaction que le Conseil n'a pas été jusqu'à annuler sa décision de 1961 et qu'il ne fait que chercher des solutions pour des cas particuliers. Et c'est avec satisfaction encore que nous constatons que l'exécutif s'est forcé d'obtenir un maximum de politique commerciale commune même pendant les trois années qui sont encore prévues pour la négociation de traités commerciaux bilatéraux. Si le Conseil arrête les dispositions telles qu'elles lui ont été soumises, nous espérons que tous les partenaires tiendront les engagements qu'ils ont pris et qu'ils se comporteront de telle manière que les consultations, qui seront de grande portée sur le plan des procédures communautaires, soient prises au sérieux.

Nous avons cependant cru devoir nous prononcer à l'égard d'un argument qui revient chaque fois qu'il est question de politique commerciale commune — l'argument selon lequel il y a pour chaque État membre des problèmes si essentiels qu'il doit en venir à bout seul et qu'il ne peut les confier à la Communauté.

Nous avons dit notre conviction, partagée par toute cette Assemblée, qu'un intérêt vital et justifié d'un État membre — et il est évident que chaque intérêt peut être considéré comme vital — est ressenti, dans le cadre d'une politique commerciale commune, comme une obligation commune de toute la Communauté. Une association, quel que soit le nom qu'on lui donne, mériterait-elle le nom de Communauté si un intérêt réellement vital d'un État membre venait à s'opposer de telle manière aux intérêts des autres États membres que ceux-ci ne puissent le partager ? Nous ne le croyons pas.

Je voudrais encore attirer votre attention sur un détail. J'ai déjà dit que le schéma élaboré avec tant d'application par la Commission en ce qui concerne les consultations pour la coordination des négociations et des conclusions de traités commerciaux bilatéraux, ne peut fonctionner que s'il est pris au sérieux par tous, que s'il ne donne pas lieu à des interprétations divergentes et — entre guillemets — à des malentendus sur ce qui a été décidé en commun.

Permettez-moi de dire encore un mot sur le paragraphe 7. Il y est prévu que lorsqu'un traité est conclu entre un État membre et un pays tiers, le

contenu de ce traité est porté à la connaissance des autres États membres par l'intermédiaire de la Commission et que, si dans les dix jours aucune objection n'est faite contre ce qui a été conclu dans ce traité, celui-ci est considéré comme définitif. Mais la commission des relations économiques extérieures doute que dix jours puissent suffire pour contrôler si les traités commerciaux, parfois fort volumineux, correspondent à ce qui avait été convenu par le comité de coordination et que l'exécutif avait recommandé au Conseil de décider. Nous avons même appris qu'un État membre avait considéré que trois jours étaient suffisants pour ce contrôle, ce qui n'a fait que confirmer nos doutes sur la possibilité de considérer comme suffisante une période de dix jours. On ne peut s'empêcher de penser que pendant ces dix jours on pourrait être mis devant des faits accomplis, ce qui ne contribuerait pas à rendre pleinement efficace la politique commerciale commune dans ces cas particuliers.

Une dernière remarque encore, si vous le voulez bien. Nous avons dit notre regret de voir que l'on accepte avec une certaine facilité que certains États, qui ne reconnaissent pas la Communauté en tant que telle parce qu'ils lui supposent de mauvaises intentions, voient dans celle-ci l'instrument d'une politique impérialiste, mais ne sont pas enclins à juger de la même manière les États membres pris isolément et à les refuser — du fait de leur appartenance à la Communauté — comme partenaires commerciaux, mais essaient bien au contraire de sauvegarder leurs intérêts économiques — bien réels — par des relations commerciales bilatérales avec ces États membres. Nous ne pouvions passer cela sous silence.

Il s'agit d'une solution pour une période transitoire de trois ans. On espère qu'après ces trois années la situation sera telle de permettre que cette politique mérite réellement le nom de politique commerciale commune, aucun des États membres ne pouvant plus négocier isolément, la Communauté, représentée par la Commission, négociant avec tous les pays dont l'intérêt est d'établir des relations commerciales avec elle et avec tous les pays auxquels elle est intéressée.

La commission des relations économiques extérieures a approuvé le rapport et la proposition de résolution à l'unanimité. Je demande à l'Assemblée de s'y rallier.

**M. le Président.** — La parole est à M. Giraud.

**M. Giraud.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, j'ai l'honneur de vous présenter brièvement l'avis de la commission politique sur la proposition de la Commission au Conseil, actuellement soumise à l'examen de l'Assemblée.

**Giraud**

Lors de sa réunion du 21 novembre, la commission politique a pleinement approuvé les conclusions auxquelles était parvenue la commission compétente quant au fond. Elle souscrit aux considérations si remarquablement exposées par M. Kriedemann et accepte sans réserve la proposition de résolution qu'il a élaborée.

Ceci dit, je manquerais à mon devoir et à la tâche que m'a confiée la commission politique si je n'appelais pas — avec un pessimisme peut-être plus grand que celui qu'a manifesté M. Kriedemann — l'attention de cette Haute Assemblée sur les préoccupations que suscite le retard apporté à la réalisation d'une politique commerciale commune et sur les dangers qui en résultent pour l'intégration économique de l'Europe. Bien entendu, la responsabilité n'en incombe nullement à la Commission des Communautés européennes, et nous devons reconnaître que, dans ces circonstances également, elle a déployé des efforts d'autant plus méritoires que les difficultés dans lesquelles elle a été obligée de se débattre se sont révélées sérieuses et complexes.

Ces difficultés sont essentiellement de nature politique et concernent, dans ce cas aussi, la volonté des gouvernements. Toutefois, dès lors que l'on suppose qu'à l'expiration de la période transitoire les gouvernements des six pays membres se montreront disposés à passer à la réalisation intégrale d'une politique commerciale commune, il faut également présumer qu'ils seront en même temps disposés à introduire une politique extérieure commune, si tant est — comme c'est effectivement le cas — que la politique commerciale commune constitue de nos jours un élément essentiel de la politique étrangère, bien plus — comme l'a dit quelqu'un — qu'elle est en fait la politique étrangère exprimée en termes économiques.

Il fallait donc s'attendre à ce qu'au cours de la période transitoire, l'évolution vers une coordination progressive des politiques commerciales subisse quelques arrêts et quelques entorses, de même que l'on pouvait imaginer qu'à l'expiration désormais proche de la période transitoire, le passage de la coordination à la politique commerciale commune réclamerait des solutions souples et certaines dérogations temporaires à l'article 113 du traité. Cependant, l'imagination et la patience ne peuvent combler les lacunes que l'on constate, malheureusement, du point de vue du calendrier et sur le plan des instruments, dans le processus de réalisation de la politique commerciale commune. Précisément parce qu'elles sont nécessaires et importantes, les dérogations que prévoit la présente proposition de la Commission dénoncent une situation que cette Haute Assemblée se doit de connaître, et que les chefs d'État et de gouvernement qui s'apprentent à se réunir à La Haye la semaine prochaine ne sauraient ignorer.

En effet, Monsieur Kriedemann, non seulement les trois ans prévus à l'article 11 de la proposition de la Commission, mais trente ans même ne suffiront pas à mettre sur pied la politique commerciale commune si les gouvernements continuent à réclamer le marché commun en paroles, tout en donnant en réalité, prétendument dans l'intérêt supérieur de la patrie nationale, leur accord à une politique commerciale fondée sur la souveraineté et le principe des négociations bilatérales.

Des personnes compétentes ont déclaré que si l'on conservait ce système, le processus d'intégration à l'intérieur de la Communauté aura inévitablement pour corollaire un processus de désintégration à l'extérieur. Face à ce danger, il paraît excessif de fixer à trois ans la période de dérogation à l'application de l'article 113 du traité, et c'est à juste titre que, dans sa proposition de résolution, M. Kriedemann envisage de la réduire.

Pour permettre de saisir plus clairement notre analyse, il faut que je rappelle ici, Monsieur le Président, deux principes fondamentaux de la politique communautaire. Le premier a été formulé essentiellement à l'adresse de ceux qui se trouvent en dehors de la Communauté et qui s'opposent à son renforcement : on leur a dit et répété que l'intégration économique de l'Europe et, par conséquent, la politique commerciale commune qu'elle implique, n'étaient pas destinées à créer un bloc économique prêt à lutter par tous les moyens contre d'autres blocs économiques, ce qui compromettrait les possibilités de développer organiquement l'économie mondiale. L'article 110 du traité est particulièrement explicite à cet égard et ne laisse subsister aucun malentendu.

Le deuxième principe a été formulé surtout à l'intention des oublieux à l'intérieur de la Communauté : on leur a dit et répété que l'intégration économique européenne et, partant, la politique commerciale commune qui en est un élément essentiel, étaient autant de facteurs nécessaires à l'intégration politique de l'Europe, but inébranlable du processus communautaire actuellement en cours. Ces deux principes ont deux conséquences importantes également dans le domaine de la politique commerciale.

Premièrement, il est inconcevable que nous luttons contre le nationalisme des différents pays membres dans le domaine commercial pour adopter ensuite un nationalisme communautaire dans ce même domaine. L'intérêt et l'ouverture d'esprit dont la Communauté a fait et continue de faire preuve à l'égard de tous les pays tiers — et nous en avons eu un exemple tout à l'heure à propos de l'Amérique latine — sont une garantie de l'ouverture qu'entend présenter la politique commerciale communautaire afin de jouer un rôle actif et déterminant dans le progrès économique mondial.

**Giraud**

La deuxième conséquence se fait surtout sentir, comme l'a dit M. Kriedemann, dans les relations avec les pays à économie d'État. Nous savons tous que ces relations se fondent en principe sur des accords bilatéraux qui, en vertu de l'article 113 du traité, relèveront après expiration de la période prévue de dérogation.

Plus que nul autre, je suis persuadé de l'utilité qu'il y a à accroître à l'avenir le volume des échanges entre les pays de l'Est et ceux de l'Ouest de l'Europe. Nous appuyons délibérément tout ce qui peut-être entrepris en ce sens ; toutefois, le respect des traités auquel sont tenus les pays membres, et la nécessité, pour les pays de l'Est, de respecter le sens des réalités, impliquent et doivent impliquer le principe selon lequel les pouvoirs et les compétences que le traité confère à la C.E.E. en matière de négociations ne peuvent être remis en question.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, la commission politique souscrit entièrement au passage de la proposition de résolution dans lequel M. Kriedemann exprime le regret « que les pays de l'Est préfèrent rechercher leurs intérêts économiques par des accords bilatéraux ce qui, en dépit de la procédure de coordination proposée par la Commission, est susceptible de provoquer des perturbations inutiles dans le fonctionnement du marché intérieur de la Communauté ».

Cependant, Monsieur Kriedemann, ce sentiment de regret est un peu platonique, me semble-t-il, car c'est moins aux pays de l'Est que l'on doit reprocher de veiller à leurs intérêts comme bon leur semble qu'aux pays d'Occident — c'est-à-dire aux pays membres — de ne pas veiller à leurs propres intérêts sous la forme qui convient, alors que la politique communautaire la leur offre.

Certes, en dépit de la diversité des systèmes, rien n'empêche qu'un rapprochement progressif et fructueux s'instaure entre ces deux conceptions différentes des relations commerciales. Il est possible — et je le souhaite — que la conférence sur la sécurité, si elle a lieu, soit en mesure de dire un mot décisif à ce sujet.

Je ne m'arrêterai pas à d'autres considérations, Monsieur le Président, afin de ne pas abuser de votre patience, ni de celle de l'Assemblée.

Pour conclure, je voudrais ajouter à titre personnel, aux modifications prévues dans la proposition de résolution et auxquelles la commission politique se rallie, comme je l'ai déjà dit, une autre modification que j'ai eu l'occasion de présenter vendredi soir au sein de la commission politique, et que je tiens à vous soumettre, à vous, Monsieur le Président, et à l'Assemblée, à toutes fins que vous jugerez utiles.

Il s'agit du Comité consultatif dont l'institution est prévue à l'article 9 de la proposition de la Commission pour exercer les fonctions décrites à l'article 6,

dispositions dont je ne donnerai pas lecture ici. Ce comité devrait être composé de représentants des États membres et présidé par un représentant de la Commission. Or, je vous demande Monsieur le Président, et Monsieur le représentant de la Commission, s'il n'y aurait pas lieu, étant donné la nature délicate des sujets confiés à l'examen de ce comité, et l'importance que les avis qu'il sera appelé à exprimer revêtiront non seulement du point de vue technique, mais aussi sur le plan politique, de faire figurer parmi ses membres également un représentant de la ou des commissions parlementaires compétentes en la matière ?

Il est vrai que l'article 113 du traité ne fait aucune allusion à une consultation préalable ou *a posteriori* du Parlement ; mais il ne parle pas non plus du Comité consultatif à instituer : ses dispositions portent uniquement sur le comité spécial, appelé à exercer des fonctions entièrement différentes.

Pourquoi ne saisisait-on pas cette occasion pour assurer, sous une forme et dans une mesure aussi discrètes, la présence du Parlement au sein d'un organe où l'on pourra utilement échanger des vues entre personnalités si diverses et si compétentes ? Il existe un précédent qui pourrait nous encourager à appuyer cette proposition. Si je suis bien informé, le Parlement et le gouvernement de la République fédérale ont établi un usage, qui n'est sanctionné par aucune disposition juridique, selon lequel le gouvernement tient un comité de politique au courant de toutes les négociations qu'il entreprend, ce comité étant composé de représentants du gouvernement et de membres des commissions du commerce extérieur du *Bundestag* et du *Bundesrat* ; Il formule des avis et indique si les traités envisagés doivent ou non être ratifiés par le Parlement.

Sans vouloir soulever ici la question des pouvoirs dont est investie cette Assemblée en matière de ratification des accords commerciaux, ni celle de l'opportunité et de la possibilité qu'elle se prononce également avant la signature des accords — questions que nous aurons prochainement l'occasion de traiter lors du débat sur le rapport de M. Furler — j'estime que l'article 9 de la proposition soumise à notre approbation nous offre l'occasion propice de faire, grâce à une légère modification, un pas modeste, mais significatif, sur la voie de l'évolution souhaitée, qui se fonde sur une conception démocratique des relations entre le Conseil, la Commission et le Parlement.

M. Burger a présenté à ce propos des amendements tenant à ce que le comité consultatif consulte la commission désignée à cet effet par le Parlement européen. Je n'ai rien à objecter à cette solution, mais je tiens à préciser qu'il me paraîtrait plus logique que le Parlement soit représenté auprès du comité consultatif, au lieu que ce dernier consulte une commission parlementaire pour avis, procédure

**Giraud**

qui me semble quelque peu compliquée et artificielle. En tout état de cause, je confie à cette haute assemblée le soin de décider en la matière.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, l'objet de nos discussions de cet après-midi se révélera sans doute, à l'avenir, un des problèmes essentiels de la Communauté. Nous traitons en effet, à la veille du passage à la phase définitive, d'un aspect de la politique extérieure et plus précisément de la politique économique extérieure, ainsi que de l'instrument à créer pour mener cette politique.

On ne peut examiner la proposition de l'exécutif sans éprouver une certaine appréhension. Il ressort clairement du traité, au chapitre de la politique commerciale commune, que la Commission est l'organe de la Communauté dont la liberté d'action est entière à l'égard de l'extérieur lorsqu'elle estime qu'il convient de conclure un accord avec un pays tiers.

Or, en lisant la proposition établie par l'exécutif lui-même, on ne peut que constater que certaines limitations sont apportées à cette liberté d'action de la Commission européenne.

Une partie des plus importantes du projet, tel qu'il nous est présenté, est à mon avis le titre II qui concerne la négociation des accords avec les pays tiers. Il y est dit que lorsqu'un État membre ou la Commission estime qu'un accord avec un pays tiers doit être négocié, des propositions peuvent être faites dans ce sens. De plus, les États membres et la Commission tiennent compte des demandes et des initiatives des pays tiers. La procédure suivie dans ce cas est assez complexe et va à mon avis un peu plus loin que les dispositions du traité lui-même, qui stipule que la Commission, pour la mise en œuvre de cette politique commerciale commune soumet des propositions au Conseil et que, si la Commission recommande d'engager des négociations, le Conseil l'y autorise.

Tel serait le cours normal. M. Deniau ne me contredira pas si je dis que je crains que la procédure normale ne devienne l'exception et que, provisoirement du moins, les dérogations tendront à devenir la règle.

En substance, la procédure comporte deux régimes d'exception. Le projet de décision commence par une série de dispositions concernant la prorogation ou la reconduction tacite d'accords en vigueur entre les États membres et les pays tiers. Elles n'appellent pas, de la part de mon groupe, de longs discours. Il estime qu'il s'agit d'une procédure assez logique. Les accords bilatéraux doivent être prorogés.

Je demande à l'exécutif s'il existe encore actuellement des accords bilatéraux qui ne contiennent pas la clause dite de la C.E.E. Celle-ci aurait dû y figurer depuis 1961. La Commission vise en effet le cas où des accords conclus entre un ou plusieurs États membres et des pays tiers ne comporteraient pas la clause de la C.E.E., celle-ci stipule que ces accords sont susceptibles d'adaptations si la politique commerciale commune l'exige.

Plus important encore me semble le titre IV qui traite des dispositions transitoires concernant des cas exceptionnels et des dispositions finales. Nous nous trouvons là au cœur du problème que pose actuellement la politique commerciale : certains États membres — ou dois-je dire, Monsieur Deniau, aucun État membre — ne se montrent pas fort enthousiastes lorsqu'il s'agit de transférer à la Communauté leurs compétences en matière de politique commerciale. Je comprendrais que vous ne répondiez pas avec toute la précision voulue à cette question. Je pense cependant que vous ne nirez pas que les États membres qui sont prêts actuellement à confier leur politique commerciale à la Communauté sont vite comptés.

Nous touchons ici à des problèmes de politique extérieure, aux négociations avec les pays qui ne reconnaissent pas actuellement la Communauté. La Commission emploie à ce sujet une formule très diplomatique. Il s'agit pour elle d'une négociation « selon la procédure de l'article 113, paragraphe 3, qui ne s'avère pas encore possible pour des raisons étrangères à la Communauté ». Pour des raisons « étrangères à la Communauté », elle entend en fait simplement qu'un certain nombre de pays d'Europe orientale, dont la Russie soviétique, n'ont pas encore reconnu la Communauté. Il a donc fallu prévoir une procédure d'exception, qui deviendra, du moins provisoirement, la règle. Car les accords en question devront principalement être signés avec les pays de l'Est européen. Des négociations particulières devront être engagées par un État membre au nom de la Communauté.

La Commission défend ce point de vue, que je comprends, en arguant qu'à défaut d'accord sur ce point, les relations entre les pays d'Europe de l'Est et la Communauté seraient en fait interrompues.

Je me demande cependant si la procédure de coordination proposée par la Commission garantit suffisamment que ces négociations auront réellement pour objet les intérêts de la Communauté. L'État membre, aussi bien que l'État tiers, ne seront-ils pas tentés de défendre avant tout leurs propres intérêts ? Ainsi nous aurions de nouveau une série d'accords résultant de négociations ayant porté non pas sur l'intérêt communautaire, mais sur les intérêts d'un ou de plusieurs États membres. De tels accords pourraient en fait être contraires à l'intérêt communautaire.

**Westerterp**

Monsieur le Président, si j'ai bien compris, c'est à son corps défendant que la Commission européenne s'est résolue à cette disposition exceptionnelle. En effet sa proposition antérieure qui ne comprenait pas cette disposition, n'aurait pas été acceptée par le Conseil. De plus, il fallait de toute façon aboutir le 1<sup>er</sup> janvier à la politique commerciale commune. Mon groupe veut, lui aussi, tenir compte de ce « fait accompli » et nous ne nous opposerons donc pas à ces dispositions, bien que nous regrettions, du point de vue communautaire, que douze ans après la création de la C.E.E. il soit encore nécessaire d'assortir de telles mesures les instruments de la politique commerciale communautaire.

Après ces observations sur le contenu du projet de décision, que nous approuvons dans ses grandes lignes, je voudrais encore poser deux questions à la Commission.

L'article 113 du traité dispose expressément que la Commission propose d'ouvrir des négociations et que le Conseil l'y autorise. J'aime à croire qu'à l'avenir la Commission s'efforcera d'éviter que le Conseil ne lui impose un mandant trop précis et qu'elle lui demandera simplement de l'autoriser à ouvrir des négociations. Le contenu des négociations est de la responsabilité de l'exécutif. Le Conseil doit assumer la sienne à l'issue des négociations et en adopter ou en rejeter les résultats. La situation actuelle est plus que curieuse : lorsque la Communauté négocie, deux négociations en fait se poursuivent parallèlement, l'une au Conseil entre les États membres, l'autre entre la Commission représentant la Communauté, et le pays tiers.

Naturellement, la négociation entre les États membres donne toujours un résultat minimum. C'est sur la base de ce minimum que le représentant de la Commission doit ensuite entamer les pourparlers avec le pays tiers. Cela ne rend pas sa position de négociation particulièrement facile. Je crois que la Commission, comme cela s'est déjà produit notamment lors de la négociation Kennedy, doit prendre ses propres responsabilités et pouvoir aller au delà des strictes limites du mandat qui lui est conféré par le Conseil. La Commission peut, à mon sens, invoquer à bon droit le traité, car après l'expiration de la période transitoire, il n'est plus question de mandat, mais exclusivement d'une décision politique du Conseil d'ouvrir des négociations. Telle est la première question que je soumetts à la Commission.

Ma deuxième question est la suivante : la Commission partage-t-elle mon point de vue que la Communauté doit mener une politique active, qu'elle ne doit pas attendre passivement que les pays tiers fassent appel à elle pour conclure un accord, qu'elle doit voir elle-même avec quels pays un accord, commercial doit être conclu ? Je songe notamment aux pays qui, à l'époque des négociations sur l'adhésion de la Grande-Bretagne, ont adressé une demande à

la Communauté ou avec lesquels on envisagerait de signer un accord.

Je cite notamment l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie, mais aussi les pays d'Amérique latine, dont il était question au point précédent de l'ordre du jour.

Pouvons-nous donc compter que la Commission suivra une politique commerciale active ? Car il ne suffit pas de discuter de l'instrument de la politique commerciale commune, il faut aussi se mettre d'accord sur son objectif qui est de voir la Communauté contribuer à l'extension des relations commerciales internationales.

Monsieur le Président, je voudrais observer en conclusion que nous avons regretté l'absence dans la proposition de la Commission de précisions sur les modalités de l'intervention du Parlement dans la politique commerciale commune. Le rapporteur pour avis de la commission politique vient de soulever la question. Or, quelqu'un que vous connaissez bien, Monsieur le Président — il s'agit de M. De Gryse — a donné dès 1965, au nom de la commission des relations économiques extérieures, un avis à l'intention de la commission politique sur le rôle qui revient au Parlement dans la conclusion d'accords commerciaux. Aussi avons-nous été frappés de constater que dans sa proposition au Conseil, l'exécutif ne souffle mot de la façon dont il conçoit ce rôle.

Je sais que M. Deniau peut invoquer le traité où il n'est pas question d'une quelconque intervention du Parlement. Mais cela ne signifie pas qu'il soit interdit à la Commission de faire des propositions au Conseil tendant à associer le Parlement, représentant de la population des six pays, à la signature d'un accord commercial.

Pour ma part, je m'en tiendrai à ce sujet à l'avis donné en 1965. Il y est dit qu'il est souhaitable que l'exécutif signale aux commissions parlementaires compétentes l'opportunité d'avoir des négociations, qu'il doit constamment tenir ces commissions au courant du déroulement des négociations et qu'il doit fournir au Parlement européen l'occasion de procéder à un échange de vues sur la base d'un rapport de ces commissions avant que la Communauté européenne ne procède à la conclusion définitive d'un accord commercial.

Je citerai un exemple concret. Nous aurons bientôt à faire face à une situation assez singulière : la Communauté européenne conclura probablement un accord commercial avec l'Espagne. Les points de vue divergent à ce sujet au Parlement européen. Mais ce Parlement ne sera pas mis à contribution, car le Conseil a donné à la Commission européenne un mandat de négociation. Ainsi donc la Commission européenne négociera avec l'Espagne. Un accord interviendra peut-être, qui, un beau jour, figurera au Journal officiel. Mais le Parlement, en tant que tel, ne sera pas

**Westerterp**

intervenir. Une telle procédure ne me semble vraiment pas bonne.

Monsieur le Président, j'écouterai volontiers les déclarations de l'exécutif à ce propos. J'ai vu avec intérêt que M. Burger a déposé entre-temps des amendements sur le sujet. Au moment de la discussion de ces amendements, j'aimerais intervenir dans le débat. Nous approuvons l'esprit dans lequel ils ont été conçus. La question se pose cependant de savoir, en ce qui concerne l'article 9, si le Comité consultatif doit consulter le Parlement ou si, comme nous l'avons déjà demandé en 1965, c'est l'exécutif qui doit faire cette demande.

**M. le Président.** — La parole est à M. Dehousse, au nom du groupe socialiste.

**M. Dehousse.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le rapport de M. Kriedemann est de ceux qui nous aident à parcourir la pente de nos malheurs. Je veux dire par là, qu'avec lui nous prenons la mesure de la dégradation subie par l'esprit et par la construction communautaire au cours de ces dernières années.

Nous mesurons aussi par le contenu même des réformes proposées tant dans la proposition de décision que dans la résolution soumise à notre Parlement, combien les efforts pour remonter cette pente sont nécessaires, mais aussi combien ils seront difficiles et longs à accomplir.

Si l'on voulait résumer la situation qui va résulter de la proposition de décision, on dirait ceci : les accords anciens, c'est-à-dire ceux qui sont en vigueur au moment de la mise en application de la proposition de décision, sont maintenant tenus ; en ce qui concerne les accords nouveaux, la possibilité de les conclure est reconnue aux États membres des Communautés, et ce à deux conditions dont l'une est rigide, et dont l'autre ne donne aucune garantie.

La condition rigide est celle qui concerne les délais. Ce que je trouve le plus méritoire dans la proposition de décision, c'est que le système qui nous est présenté pour avis ne sera applicable que jusqu'à la fin de 1972, donc pendant une période de trois ans. Au delà de cette limite, il faudra trouver autre chose.

Par contre, l'autre condition, parce qu'elle est trop souple, donne beaucoup moins satisfaction. C'est celle qui consiste, au travers d'une procédure complexe que M. Kriedemann a fort bien décrite, à permettre à des États membres d'invoquer dans des cas particuliers le droit pour eux de conclure eux-mêmes des accords avec des États tiers.

En l'espèce, je crains fort que, si la Commission exécutive ne se montre pas énergique, le particulier ne se transforme rapidement en général ; autrement dit, que l'exception qui nous est proposée ne devienne ou

ne reste courante pendant les trois années d'application du nouveau système.

C'est pourquoi je pouvais dire que, des deux conditions, la première seule donne rigoureusement satisfaction à ceux qui sont restés attachés à la construction communautaire.

La nécessité d'une réaction apparaît. Elle a déjà été très fortement soulignée par M. Kriedemann, rapporteur, aux paroles duquel je tiens à associer le groupe socialiste.

M. Giraudo, dans l'avis qu'il a donné au nom de la commission politique, a suggéré un certain nombre d'améliorations au texte, notamment au libellé de l'article 9. On les retrouve dans les amendements de M. Burger, dont nous aurons l'occasion de discuter dans un instant.

Je crois que la déclaration de M. Giraudo et les amendements de M. Burger sont tout à fait pertinents. En effet, le système actuel, le mécanisme de consultation qui figure dans la proposition de résolution, reste basé sur le principe de la prépondérance des États membres. Comme nous sommes loin de la construction communautaire du début ! Regardez comment sont composés ces comités que l'on nous propose ! Un membre de la Commission exécutive va présider, les autres membres étant des représentants des États membres. C'est cela qui m'inquiète, parce que je crains fort que les États membres ne pratiquent les uns vis-à-vis des autres une politique de tolérance, qu'ils se consentent beaucoup trop largement des exceptions, celles-là mêmes qui transformeront en cas général ce qui devrait rester particulier dans l'esprit de la proposition de décision.

Je m'associe par conséquent aux amendements qui ont été introduits, réserve faite de l'observation que, tout à l'heure, notre distingué collègue, M. Westerterp, a formulée à la fin de son intervention.

Je m'associe aussi — et cela, avec une vigueur particulière — aux déclarations qui ont été formulées au sujet des pays qui se refusent jusqu'à présent à reconnaître les Communautés comme une personne dans les relations internationales.

Nous avons entendu tout à l'heure un discours de notre collègue M. D'Angelosante, qui s'en est pris avec lyrisme à l'impérialisme américain et même à l'impérialisme chinois. J'aurais bien voulu qu'il fasse aussi une déclaration concernant un impérialisme plus proche de nous, l'impérialisme soviétique.

Je ne croirai pour ma part à l'autonomie véritable des partis communistes occidentaux, le parti italien y compris, que lorsque je les verrai affirmer avec netteté que les pays de l'Est, à une époque où l'on discute de rapprochement et de conférences sur la sécurité, ont à reconnaître le fait, le fait majeur, de l'union des puissances occidentales au sein des Communautés européennes.



**Dehousse**

On nous dit que les pays en question tirent prétexte de la faiblesse de certains États membres enclins à négocier sans passer par les Communautés. C'est vrai, et certains des reproches qui ont émaillé toute cette discussion ont d'ailleurs été adressés à ceux des États membres qui préfèrent la satisfaction de leurs intérêts strictement individuels à ceux de la Communauté.

Je regrette par conséquent que l'on se borne à formuler des regrets dans la proposition de résolution que nous avons sous les yeux.

Au paragraphe 5, on dit qu'on « ne croit pas qu'il soit de l'intérêt de la Communauté, ni que cela facilite la réalisation d'une politique commerciale commune... », de s'accommoder de ce que certains pays tiers ne soient pas disposés, pour des raisons politiques, à reconnaître *de jure* la Communauté ».

Au paragraphe 6, on ajoute que l'on « regrette donc que ces pays tiers préfèrent, dans leurs relations avec les États membres, y rechercher leurs intérêts économiques par des accords bilatéraux ». Regretter, déplorer, c'est vraiment le minimum que l'on puisse faire car, en définitive, on accepte, on admet le fait accompli pour une nouvelle période de trois ans.

Voyez-vous, il y a une notion qui est à la base de toute la politique commerciale des États membres et qui est redevenue la base de cette politique depuis quelques années : c'est une notion qui réapparaît un peu partout et qui est la ruine de toute organisation internationale et, *a fortiori*, de toute organisation communautaire. C'est la notion de l'intérêt vital. L'intérêt vital existe, c'est indéniable. Mais le problème est de savoir qui en est juge, de savoir si c'est l'État intéressé qui est seul et unique juge, si c'est à lui qu'il appartient de déterminer où commence et où finit son intérêt vital.

Il y a là une notion qui est absolument incompatible avec la construction d'une organisation communautaire. Et c'est parce que, dans les dernières années, nous avons trop facilement cédé à cette orientation-là que nous nous trouvons où nous sommes, c'est-à-dire fort bas dans la pente de nos malheurs que j'évoquais tout à l'heure. Et c'est pour cela aussi qu'il nous sera si malaisé de la remonter.

Je dirai, à titre personnel, que j'ai des doutes quant à l'efficacité de la procédure qui nous est proposée, cette procédure de comités et de commissions qui ont un caractère consultatif, qui reçoivent des communications, qui les apprécient, alors que le dernier mot reste tout de même au Conseil. Je ne sais pas s'il ne s'agit pas là d'une protection bien faible contre la virulence de l'intérêt national à l'intérieur des Communautés.

Enfin, il y a tout de même dans la proposition de décision, et il y a surtout dans la proposition de ré-

solution, une certaine volonté de réagir et c'est dans cet esprit-là que nous devons, je crois, souscrire à ces textes. Cela assurément sans enthousiasme, mais aussi sans résignation.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Terrenoire, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

**M. Terrenoire.** — Monsieur le Président, personne ici ne sera étonné si je développe, brièvement d'ailleurs, un point de vue beaucoup plus nuancé que ceux que nous avons entendus jusqu'à présent.

L'important problème qui fait l'objet du rapport de notre collègue M. Kriedemann est de ceux que ne recouvre pas une vérité seule. C'est en quelque sorte un problème à double face : d'une part les obligations du traité, d'autre part des considérations d'ordre politique, qui ne sont quand même pas négligeables.

Du côté du traité, il n'y a pas de question. L'article 113 prévoit qu'après l'expiration de la période de transition, « si des accords avec des pays tiers doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires. Ces négociations sont conduites par la Commission, en consultation avec un Comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser ».

Pour préparer ces négociations communautaires, le Conseil a, au cours de la période de transition, pris un certain nombre de décisions tendant à coordonner les relations commerciales des États membres et des pays tiers. En 1960, le Conseil a décidé que les États membres devraient négocier l'inclusion, dans les accords commerciaux, d'une clause de révision, dite « clause Communauté économique européenne ». Celle-ci a effectivement pu être insérée dans de nombreux accords bilatéraux. Elle n'a toutefois pu être inscrite dans les accords avec les pays de l'Est.

En 1961, a été instituée une procédure de consultation entre les Six, à l'occasion des négociations de chaque État membre avec les pays tiers. Cette procédure a fonctionné régulièrement depuis cette date.

En 1961, le Conseil de ministres de la Communauté a adopté une décision prévoyant que la durée des accords commerciaux ne pourrait dépasser la durée de la période transitoire d'application du traité.

En février 1969, enfin, la Commission a adressé au Conseil une proposition de décision tendant à mettre en œuvre les dispositions précitées de l'article 113 « concernant l'uniformisation progressive des accords relatifs aux relations commerciales des États membres avec les pays tiers et la négociation des accords communautaires ». Ce texte prévoyait que le Con-

## Terrenoïre

seil, sur proposition de la Commission, pourrait autoriser le renouvellement d'accords bilatéraux nationaux au delà de la période transitoire lorsqu'ils ne paraîtraient pas de nature à entraver la mise en place d'une politique commerciale commune. Dans les autres cas, la Commission demanderait l'autorisation au Conseil de négocier des accords commerciaux communautaires avec les pays tiers intéressés. Lorsqu'une négociation communautaire apparaîtrait impossible ou inopportune, les États membres seraient néanmoins tenus d'avoir une politique commune autonome avec les pays tiers. Il n'y aurait alors ni accord bilatéral, ni accord communautaire.

Ce texte a eu l'accord des pays du Benelux, mais il s'est heurté à des réserves, parfois nombreuses, de la part des délégations italienne et allemande et surtout de la délégation française. J'y reviendrai dans un instant.

La disparition des accords commerciaux bilatéraux et leur remplacement par des accords communautaires ou par une politique commerciale commune autonome ne posent pas de problèmes considérables dans l'ordre économique. En effet, en raison de l'existence d'un tarif extérieur commun, d'une politique agricole également commune et de la conclusion d'accords d'association avec divers pays, on peut dire que les relations commerciales des Six avec les pays tiers relèvent, pour l'essentiel, de la compétence communautaire.

Il reste à harmoniser les politiques contingentaires pour certains produits industriels et à l'égard de certains pays ou groupes de pays. La libération des échanges en a d'ailleurs considérablement réduit la portée. La plupart des accords commerciaux bilatéraux se trouvent ainsi vidés de leur contenu. Seules les négociations avec les pays de l'Est et les négociations avec le Japon ont encore une signification particulière.

En revanche, s'il n'y a pas, comme je l'ai dit, de problèmes importants dans le domaine économique, l'affaire revêt une importance particulière sur le plan politique, dans la mesure où se trouve posé à l'égard de l'ensemble des pays tiers, et particulièrement à l'égard des pays de l'Est, le problème du transfert des compétences des États membres à la Communauté.

J'en viens à la thèse française, qui a été exposée par notre ministre des Affaires étrangères au Conseil des 22 et 23 juillet dernier. M. Maurice Schumann a déclaré que le gouvernement français souscrivait aux idées exprimées dans l'article 113 et était disposé à la conclusion d'accords communautaires chaque fois qu'ils apparaîtraient souhaitables et possibles. Cette règle devait toutefois, selon lui, être appliquée, avec réalisme et souplesse. Par exemple, la France ne pourrait, en raison du rôle qu'ils jouent dans sa politique de coopération et de détente avec ces pays, envisager de mettre un terme à ses accords bilatéraux

avec les pays de l'Est ou de se soumettre, pour la conclusion de tels accords, à des procédures si contraignantes qu'elles lui retireraient tout pouvoir de négociation.

Ce point mérite quelques explications. On sait que la politique continue et constante du gouvernement français est hostile au bloc monolithique. C'est pourquoi le gouvernement français a pu et pourra traiter séparément avec chacun des pays de l'Est, en considérant que si leur indépendance n'est pas en tous points une réalité, tant s'en faut, elle existe du moins en puissance ou en virtualité. En ce qui concerne, par exemple, la Roumanie, je pense que le gouvernement français n'a pas été le seul à tenir compte de ce fait. Certes, il y a des mécomptes dans ce domaine, mais peut-on dire qu'il existe une autre approche à l'égard des pays de l'Est, puisque de toute façon ceux-ci se refusent à considérer la Communauté économique européenne en tant que telle et à négocier avec elle ?

Que penserait-on d'une formule qui amènerait notre Communauté à traiter avec le Comecon ou ce qui s'appelle ainsi ? Ce ne serait certes pas un progrès, mais la consolidation des blocs qui divisent l'Europe et de cette hégémonie dont parlait le président Dehousse.

En résumé, ma pensée est la suivante : certains accords commerciaux constituent le prolongement d'une certaine politique étrangère. Or, c'est un fait, il n'existe pas encore de politique étrangère commune à notre Communauté. Néanmoins, fidèles au traité, nous sommes partisans d'une politique commerciale commune à condition — je répète les termes — qu'elle soit « progressive et souple ».

C'est pourquoi la discussion s'est poursuivie au niveau du Comité des représentants permanents, où toutes les délégations se sont finalement mises d'accord sur un schéma que le Conseil de ministres a approuvé le 17 octobre et que le Comité des représentants permanents met actuellement en forme pour l'insérer dans la proposition de règlement de la Commission. Au terme du compromis qui est intervenu, la procédure suggérée par la Commission serait maintenue pour les cas dits normaux, mais — et M. Kriedemann et, après lui, le président Dehousse l'ont rappelé — pendant une période de trois ans et dans des cas exceptionnels, lorsque la négociation d'un accord communautaire serait impossible, chaque État membre pourrait être autorisé par le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation des autres États membres, à négocier des accords bilatéraux avec certains pays tiers. Ces négociations permettront de dégager les lignes directrices qui devront orienter la négociation, et pourront au besoin se poursuivre pendant la négociation. Celle-ci terminée, l'État membre intéressé en communiquera les résultats à la Commission et à ses partenaires et, en l'absence d'objection, l'accord pourra être conclu. Sinon,

**Terrenoire**

sa conclusion ne pourra intervenir que lorsque l'autorisation aura été donnée par le Conseil sur la proposition de la Commission.

En conclusion, je dirai brièvement que les procédures sur lesquelles les Six se sont en principe mis d'accord sont, certes, moins ambitieuses que celles que préconisait la Commission, mais elles tiennent compte des réalités politiques auxquelles j'ai fait allusion, et nous savons que celles-ci sont à longue portée.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. D'Angelosante.

**M. D'Angelosante.** — *(I)* Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, pardonnez-moi de prendre une fois encore la parole aujourd'hui, très brièvement, il est vrai. Ce sont là, hélas, les inconvénients inhérents au fait de former une petite minorité.

Pour commencer, je tiens à remercier le rapporteur, M. Kriedemann, d'avoir établi un rapport d'une brièveté télégraphique et qui, à mon avis, échappe à toutes les critiques qu'il était certes facile de prévoir, mais malaisé d'affronter.

Avant toute chose, il y a lieu d'affirmer un principe de droit. En partant du critère selon lequel la fin de la période transitoire ne constitue plus le terme extrême pour l'instauration d'une politique commerciale commune, et en prorogeant ce terme dans les conditions prévues par la proposition de la Commission, il me semble que l'on apporte aux articles 8 et 113 du traité une modification et ce, de toute évidence, sans conclure un nouveau traité et sans appliquer la procédure prévue à cet effet. Autrement dit, nous avons une fois de plus affaire à une modification qui est introduite dans le traité à la suite d'une sorte d'« arrangement », intergouvernemental, c'est-à-dire d'une rencontre entre des personnalités importantes, mais qui ne possèdent à cette fin ni l'investiture démocratique des divers parlements nationaux — lesquels ont exprimé leur opinion lors de la ratification du traité de Rome — ni, à plus forte raison, le contrôle démocratique du Parlement européen, auquel tous les pouvoirs sont jusqu'à présent refusés en la matière, sans que l'on sache quand il en obtiendra une partie à l'avenir.

Or, la volonté des parlements nationaux a été sanctionnée par leur ratification et, à mon avis, on ne peut modifier le contenu du traité au moyen d'un accord interministériel qui, en fait, remplace et annule le traité.

Tout comme les autres membres de mon groupe, je maintiens fermement que cette pratique antidémocratique est absolument inacceptable et qu'elle soulèvera un jour ou l'autre dans certains pays membres la question de savoir si les règlements adoptés en violation flagrante du traité « lient » réellement, aux termes de l'article 189 du traité.

Il me semble que nous nous trouvons placés devant une alternative : ou bien nous respectons le traité, ou bien nous le révisons. Nous ne pouvons continuer de la sorte. En ce qui nous concerne, nous estimons que le moment est venu de soumettre nombre de points du traité à une révision. Quoi qu'il en soit, il n'y a qu'une solution autre que cette révision pour laquelle nous nous battons au parlement italien : c'est le respect effectif du traité.

Etant donné que, dans la proposition de décision soumise aujourd'hui à notre examen, la Commission déclare de façon formelle et officielle que les articles 8 et 113 du traité sont inapplicables, force nous est d'étudier le fond de cette question.

En effet, il ne suffit pas d'invoquer le bien-fondé d'une politique commerciale communautaire, puisque cette dernière fait précisément l'objet de l'article 113 du traité que nous sommes en train de violer, tout comme l'article 8.

Le sujet soumis à notre examen est bien délimité : la nouvelle procédure prévue par la proposition de décision, qui modifie et viole les dispositions des articles 8 et 113, serait appliquée dans les cas où, pour des raisons étrangères à la volonté de la Communauté, il ne serait pas possible d'entamer des négociations communautaires. Il s'agit en l'occurrence, comme nous le savons tous, essentiellement des relations avec l'Union soviétique et les autres pays socialistes que l'on persiste à désigner dans cet hémicycle sous le terme de « pays à commerce d'État ». Ces pays — affirme-t-on — ne reconnaissent pas la Communauté. Du point de vue du droit international, la reconnaissance de la Communauté soulève des problèmes non dépourvus de gravité et, personnellement, je ne me sentirais pas la force de les affronter en ce moment. Ce qui est certain, c'est que si l'Union soviétique ne reconnaît pas la Communauté, on ne saurait en dire autant des autres pays socialistes, dits pays à commerce d'État, puisqu'il ressort d'informations officielles que des rencontres ont eu lieu avec la Pologne, la Bulgarie et d'autres pays pour définir certaines questions. Quant à la Yougoslavie, de véritables négociations sont en cours en vue d'établir des rapports plus étroits et plus solides.

Quoi qu'il en soit, il me semble que c'est une hypocrisie diplomatique que de vouloir fonder la décision visant à modifier la procédure en vigueur pour la stipulation des traités de commerce sur ce genre de discrimination, à savoir le refus de la part des pays socialistes de reconnaître la Communauté.

Est-il vrai que ces pays ne reconnaissent pas la Communauté, ou bien n'est-il pas exact aussi que la Communauté adopte une attitude particulière à leur égard ? Ce problème ne fait pas partie de ceux qui doivent nous faire trembler lorsque nous les abordons, car tous les pays représentés dans la Communauté, tous les parlements qui ont délégué des dépu-

**D'Angelosante**

tés à cette Assemblée, ont sans exception eu à négocier des accords commerciaux avec les pays socialistes, et plus particulièrement avec l'Union soviétique, et ce dans des proportions grandissantes depuis quelque temps.

Quelle est en revanche l'attitude de la Communauté face à ces pays ? Les négociations Kennedy ont créé une situation dans laquelle existent soit des relations d'association avec une partie des pays du tiers monde, soit l'intention d'introduire d'autres traitements préférentiels.

Les relations avec les États-Unis et les autres pays industrialisés sont marquées par l'abaissement du tarif extérieur commun, alors qu'à l'intérieur de la Communauté règnent des relations intracommunautaires. Le tarif extérieur commun ne dresse donc un obstacle infranchissable que pour les pays socialistes. C'est là le principal problème. C'est de l'isolement dans lequel se trouvent les pays socialistes, obligés de jouer le rôle de tiers absolus à notre égard, que nous concluons qu'il doit y avoir un motif d'ordre politique à la base de cette situation, ce qui nous amène inévitablement à déduire que les pays socialistes formulent eux aussi une appréciation politique de cette situation.

Quant à la liste des contingents, M. Boano, qui n'est pas communiste, a fait l'autre jour à la commission des relations économiques extérieures une intervention — à laquelle M. Deniau a répondu, mais d'une façon qui ne m'a pas paru satisfaisante —, en citant un passage de la revue soviétique du commerce extérieur, où il était dit que le 10 décembre de l'année dernière avait été publiée une liste de libération, autrement dit, une liste des produits pour lesquels les contingents devaient être supprimés. D'après la revue soviétique, cette liste n'a reçu aucune application en ce qui concerne l'Union soviétique. Je citerai un autre exemple sans m'y attarder, car nous en avons déjà parlé, celui de Cuba.

A cela s'ajoute toute une série de problèmes de caractère politique. Je crois que dans aucun des parlements, dans aucun des pays représentés dans la Communauté, la République démocratique allemande n'est désignée sous le terme de « zone d'occupation soviétique », qui est encore le nom officiel que la Communauté donne à un pays qui se place au huitième rang des pays industrialisés, dont les progrès sont connus de tous et qui se trouve, avec la République fédérale d'Allemagne, dans une situation particulière que nous sommes loin d'ignorer et dont nous espérons, bien au contraire, qu'elle se résoudra d'un commun accord entre les deux pays.

Tant sur le plan commercial que sur le plan politique plus général, la Communauté a déployé sans relâche une œuvre qui témoigne de son hostilité préconçue à l'encontre des pays socialistes, et ce précisément à un moment où les échanges entre les pays membres

d'une part, l'Union soviétique et les pays socialistes de l'autre traversent une phase d'accroissement rapide. L'Italie a conclu des accords commerciaux dans le secteur de l'industrie automobile et de l'industrie chimique, les pays du Benelux ont fait diverses démarches ; en République fédérale d'Allemagne, on assiste à un retournement de la situation dont la portée paraît considérable ; des relations très importantes ont été établies entre la France et l'Union soviétique, relations qui se sont matérialisées par la création d'organes permanents qui présentent, par la force des choses, certaines caractéristiques propres aux organisations internationales.

Il existe une contradiction, une divergence évidente entre l'évolution des échanges des divers pays avec l'Union soviétique et l'attitude de la Communauté à l'égard de l'Union soviétique.

Afin de pouvoir prendre une décision sur le règlement qui est soumis à notre examen, de pouvoir accepter ou rejeter la modification substantielle qui nous est proposée, nous devons savoir quel serait le contenu d'une éventuelle politique commerciale commune. C'est là une question essentielle. Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au moment où nous luttons tant pour uniformiser à l'échelon communautaire les négociations et les accords commerciaux, au moment où nous nous acharnons tant pour mettre en œuvre la politique commerciale commune, tout en prenant acte du fait qu'il est impossible d'appliquer dès à présent entièrement les dispositions de l'article 113 — si nous voulons aller au delà des déclarations d'intention empreintes d'esprit européen et que nous respectons profondément, nous devons, pour être loyaux, savoir quel est le contenu politique, quelle est la nature de la politique commerciale commune que la Commission entend pratiquer. Je ne parle pas ici de la libération ou de la suppression des contingents, des barrières douanières, tarifaires et non tarifaires, mais bien du contenu de la politique commerciale.

Lundi dernier, au cours de la discussion que la commission des relations économiques extérieures consacrait à cette question, M. Westerterp m'a dit qu'il suffisait de lire les dispositions de l'article 110 pour connaître ce contenu. Or, cet article assigne comme objectif à la politique commerciale l'intérêt commun des pays membres. Le reste de ce texte, Monsieur Westerterp, ne porte pas sur ce que j'appelle le contenu politique, mais traite des instruments techniques au moyen desquels une politique donnée est mise en œuvre. Les objectifs de la politique sont tout différents.

**M. Westerterp.** — (1) L'augmentation des échanges est-elle un objectif ou non ?

**M. D'Angelosante.** — (1) C'est un objectif, mais nous devons reconnaître que la Communauté ne le poursuit pas avec les pays socialistes ; c'est pourquoi nous

**D'Angelosante**

devons nous demander quel est l'objectif commercial de la Communauté, demande à laquelle personne n'a encore donné de réponse jusqu'à présent.

**M. Dehousse.** — Et moi, je voudrais connaître les buts de la politique commerciale des pays à commerce d'État.

**M. D'Angelosante.** — (I) Je suis entièrement d'accord, il est également nécessaire de les connaître, mais puisque M. Patolicheff, ministre soviétique du commerce extérieur, ne se trouve pas dans cet hémicycle et que seul y est présent M. Deniau, nous pouvons uniquement connaître l'opinion de l'une des deux parties. Le jour où l'autre siègera lui aussi parmi nous, nous lui poserons cette question.

Enfin, Mesdames, Messieurs, je voudrais faire quelques commentaires particuliers sur la proposition de résolution qui nous est soumise. Je suis en désaccord total avec la procédure prévue à l'article 15 de la proposition de résolution, et selon laquelle la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux ne pourra intervenir qu'après que la Commission en ait été informée — condition qui serait encore admissible, mais il y a plus : après autorisation générale de tous les pays et de la Commission. En d'autres termes, selon cet article 15, à défaut d'une seule de ces conditions, le Conseil de ministres statue à la majorité qualifiée.

Comment ne pas voir le danger que comporte cette procédure ? Tout le monde sait, par exemple, que les pays membres de la Communauté se sont fait une vive concurrence pour fournir certains produits à l'Union soviétique. Ces pays pourraient refuser de donner leur accord, non pour l'une des raisons d'ordre technique mentionnées par M. Westerterp, mais parce qu'ils ne tolèrent pas d'être vaincus dans une lutte de concurrence. Serait-ce admissible, dans le domaine des exportations, où il est normal que les pays intéressés présentent des différences, où petits et grands pays sont en concurrence, où la République fédérale d'Allemagne entre en compétition avec les Pays-Bas, la Belgique et l'Italie ?

Est-il juste qu'au moyen d'une déclaration non motivée, le vaincu puisse empêcher la conclusion d'un accord ?

D'autre part, une procédure de cet ordre a des répercussions sur le plan politique. Certains grands pays membres de la Communauté économique européenne qu'il n'est pas besoin de nommer se proposent d'ouvrir d'importantes discussions politiques avec l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes tels que la Pologne.

Mesdames, Messieurs, je ne voudrais pas que ce veto à la conclusion d'un accord commercial soit dicté par un sentiment d'hostilité à l'encontre de la partie en cause, pour l'inciter à conclure non point

cet accord mais d'autres, de nature politique toute différente.

Ce prétexte de la majorité qualifiée — qui avait été exclu du compromis conclu à Luxembourg en janvier 1966 pour tous les sujets sur lesquels on pouvait présumer que les pays membres étaient d'accord — est invoqué ici à propos d'un domaine dans lequel le désaccord, la concurrence et les divergences d'ordre politique sont dans la nature des choses.

D'autre part, on prétend à une unanimité qui est contraire à toute la politique commerciale commune.

Je ne me contredis pas en affirmant cela, car je l'ai admis dès la première fois que je me suis posé cette question ; je constate simplement que l'on va pour le moins à l'encontre d'un certain type de politique commerciale commune, à l'encontre de la possibilité de rendre commune une politique commerciale.

C'est pour toutes ces raisons, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, que nous ne sommes pas d'accord avec le texte soumis à notre examen.

**M. le Président.** — La parole est à M. Tolloy.

**M. Tolloy.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'ai rien à ajouter aux motifs que M. Dehousse a exposés à l'appui du rapport de M. Kriedemann, car les socialistes souscrivent entièrement à ce document. Il m'incombe uniquement, au nom du groupe socialiste, de rappeler à cette haute Assemblée les liens qui unissent la proposition de résolution que nous nous préparons à mettre aux voix à la résolution que nous avons adoptée lors de la récente session extraordinaire, je veux parler de la résolution présentée par la commission politique dont j'ai l'honneur de faire partie.

Il est incontestable qu'une politique commerciale commune exige une politique contractuelle commune — et, sur ce point j'ai une certaine expérience personnelle —, même à l'égard des problèmes que vient de soulever M. D'Angelosante. En effet, à la suite des expériences effectuées, qui sont favorables à la libération des échanges avec les pays de l'Est — que la République fédérale poursuit d'ailleurs également à présent — j'ai constaté qu'une politique commerciale serait utile non seulement aux pays de la Communauté, mais aussi à l'Union soviétique et à d'autres pays, parce qu'elle mettrait fin aux soupçons, aux malentendus et aux rapports difficiles qu'il faut établir pour éviter des spéculations fondées sur des raisons de concurrence et sur les conditions particulières aux divers pays.

De toute évidence, les grands États — et je songe en particulier aux États-Unis et à l'Union soviétique — sont tentés, surtout dans le domaine économique, d'appliquer le vieil adage romain *divide et impera*.

**Tolloy**

Voilà pourquoi ceux qui ne sont pas favorables à l'unité de l'Europe sont nombreux, car cette unité constitue pour le vieux continent l'unique possibilité d'affirmer sa force et donc, d'être compétitif et armé pour la concurrence. Aussi l'idée que se font nombre de personnes, et même M. D'Angelosante, de l'indépendance de l'Europe n'est-elle pas exempte d'arrière-pensées. Nous devons veiller, Mesdames, Messieurs, Monsieur d'Angelosante, à ne pas tomber de Charybde en Scylla. Nous devons absolument éviter d'adopter une position unilatérale, sinon il deviendra impossible à l'Europe de parcourir la voie qu'elle s'est tracée et d'accomplir la mission économique, mais aussi politique, que nous entendons lui assigner.

Il est certes utile d'approfondir les aspects communautaires d'une politique commerciale commune ; toutefois, fort de mon expérience personnelle, je crois qu'il serait faux de ne pas tenir compte de la nécessité — et pas seulement de l'utilité — qu'il y a à étendre les accords de façon systématique à tous les pays industrialisés d'Europe occidentale. Jusqu'à présent, les relations ont été dans l'ensemble, excellentes, non seulement avec les pays de l'Est, mais aussi avec l'Amérique latine ; on a toujours eu pour usage de conclure des accords prévoyant des crédits à long terme ou des réductions de taxes. Ces accords s'imposent en particulier avec la Grande-Bretagne, qui est le plus important des pays actuellement exclus et le principal exportateur occidental à destination de la Pologne. Nous avons lu pas plus tard qu'hier que la Grande-Bretagne avait conclu un accord économique avec la Roumanie. Toutes ces nouvelles sont excellentes, mais à l'avenir, nous ne pourrions échapper aux divergences de vues, aux malentendus et aux querelles si la consolidation n'est pas suivie d'un élargissement.

Aussi me semble-t-il que le Parlement européen — qui a adopté, en bonne logique, lors de la session extraordinaire de la semaine dernière, une résolution dans laquelle il recommande au Conseil de ministres de procéder, parallèlement à la consolidation et à l'achèvement, également à l'élargissement de la Communauté — devrait préciser aujourd'hui, en fonction de la vue d'ensemble qu'il a de la situation, comment il entend consolider, améliorer et mener à bon terme la politique commerciale commune, en approfondissant les divers aspects qu'ont évoqués M. Kriedemann et tous les autres orateurs, afin que cette politique commerciale commune soit suivie, avec toute la souplesse voulue, d'une politique commerciale et contractuelle commune à l'échelon plus vaste de l'Europe occidentale industrialisée tout entière.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Boano.

**M. Boano.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce débat qui se prolonge et ne cesse de s'approfondir montre que la proposition de résolution soumise à notre examen traite de la question fondamentale qui consiste à savoir quelles sont la nature et la physionomie dont nous entendons doter l'Europe unie et, en particulier, si celle-ci doit être un cercle fermé ou, au contraire, devenir le premier noyau d'un système destiné à s'étendre sur tout le continent.

Pour atteindre ce but, je crois que l'on doit attribuer une importance et une signification fondamentales à l'application, par les pays de la Communauté, d'une politique commerciale commune à l'égard des pays de l'Est à commerce d'État.

Cette vision unitaire est combattue par deux tendances : d'une part, les préoccupations d'ordre politique de ceux qui, songeant à l'aversion que manifeste l'Union soviétique à reconnaître la C.E.E., sont incités à limiter leurs attitudes communautaires par crainte des réactions politiques et économiques de l'Union soviétique ; d'autre part, la tentation, de nature économique, de persister dans la voie des accords bilatéraux avec les pays à commerce d'État, dans l'espoir d'acquérir des avantages particuliers sans tenir compte des intérêts de l'intégration communautaire, voire en allant directement à leur encontre.

La première préoccupation, d'ordre politique, que suscite l'Union soviétique est dénuée de fondement, étant donné que l'attitude de l'Union soviétique à l'égard de la C.E.E. est non motivée et contradictoire. Non motivée parce que la C.E.E. — qui poursuit par définition des objectifs de développement économique — se propose d'instaurer la paix dans un cadre de liberté totale, comme en témoigne le fait que ses membres expriment jour après jour leurs divergences et leurs oppositions. Contradictoire, parce que la Russie, forte de sa prépondérance politique, réunit les pays de l'Est de l'Europe en une zone rigide-ment intégrée, complémentaire par régions et par secteurs, sous une forme bien plus contraignante et indestructible que celle qui prévaut pour les pays de la C.E.E.

En Europe de l'Est, dans le cadre rigide de la planification économique impérative, nous trouvons une autre C.E.E., le *Soviet Economitcheskoi Vsaimopomochtchi*. Assez curieusement, en français, les sigles de ces deux institutions sont identiques — C.E.E., Communauté économique européenne, et C.E.E., Conseil d'entraide économique. J'ai sous les yeux la revue officielle du commerce extérieur soviétique, la *Vniechnaia Targovlia*, dans laquelle figure le communiqué publié en avril dernier, à l'issue des travaux de la vingt-troisième session spéciale de la C.E.E. — communément appelée *Comecon* — et qui donne une définition des caractéristiques et des objectifs essentiels de cette association.

## Boano

Le *Comecon* se propose de planifier la division internationale du travail, de mettre les ressources naturelles en valeur en commun, de soumettre les plans économiques nationaux à une coordination rigide et, pour passer à des décisions plus récentes, de mettre en œuvre des plans communs pour la fabrication de certains produits essentiels, afin d'utiliser pleinement la capacité de production des entreprises et de supprimer les « parallélismes » injustifiés dans la production « c'est ce qui explique pourquoi l'Union soviétique a dressé des obstacles à la Roumanie, qui entendait créer une structure industrielle indépendante, et l'a reléguée dans la répartition concertée des tâches, au rang de pays essentiellement agricoles). Le *Comecon* se propose en outre de créer une « Banque internationale des investissements », ayant des objectifs analogues à ceux de son homologue européen, d'instituer une grande organisation sectorielle commune, l'Interchim, dont le siège serait à Halle, en Allemagne de l'Est, et qui aurait pour mission de construire en commun de grandes usines chimiques, capables de couvrir tous les besoins du *Comecon* et de réaliser ainsi des économies d'échelle.

D'autre part, le *Comecon* a déjà créé une grande organisation sectorielle pour les métaux, l'*Intermetall*, qui ressemble à certains égards à la C.E.C.A., et en plus, un parc commun de matériel roulant, une politique unique des brevets, une banque internationale de coopération économique et des paiements multilatéraux en roubles, ceux-ci étant transférables à l'intérieur de la zone intégrée.

Conformément aux modalités fixées en 1968, le *Comecon*, à l'instar de la C.E.E., exerce ses fonctions au moyen de règlements, de décisions et de recommandations. Il a, comme notre Communauté, une structure verticale : au sommet, le Conseil des Ministres, dont font également partie les premiers secrétaires des partis communistes, puis une assemblée qui, de même que la nôtre — hélas ! — n'a guère de poids, et enfin, un comité exécutif.

A l'intérieur du *Comecon* également se généralise le principe — déjà adopté, par exemple, pour le conseil de l'Interchim — de l'interlocuteur unique, qui prévaut à la C.E.E., puisque la présidence est assumée à tour de rôle par les divers chefs de délégation des pays associés. Ces dispositions ont toutes pour objet — et je cite le rapport final de la vingt-troisième session extraordinaire — « de développer avec succès la société socialiste, de consolider l'unité économique et politique des pays associés et de leur assurer ainsi la victoire dans la concurrence économique avec le capitalisme ». Il s'agit donc là d'une concurrence agressive qui ne serait même pas concevable dans le cadre de la C.E.E.

Cependant, l'aversion que l'Union soviétique manifeste à l'encontre de la C.E.E. en raison de la contradiction évidente que présentent ses modes d'action par rapport à ceux du *Comecon*, doit non

seulement ne pas nous empêcher de poursuivre notre tâche communautaire, mais bien au contraire nous inciter à la renforcer, dans la conviction que l'organisation du monde en grandes zones intégrées — telles que la C.E.E. et le *Comecon* — permet de mieux isoler et de mieux définir les problèmes, de les classer de façon plus rationnelle et de créer les dimensions nécessaires à une collaboration ultérieure au niveau intercontinental — bref, qu'elle représente un grand pas sur la voie d'un monde uni.

Puisque nous reconnaissons donc au *Comecon* non seulement le droit, mais aussi le devoir de s'organiser en un système unitaire et intégré, il faudrait que l'autre partie reconnaisse à la C.E.E. son identité juridique d'interlocuteur unique supranational et qu'elle demande aux pays de la Communauté que, dans leurs relations avec les pays à commerce d'État, ils tiennent avant tout compte de ce but.

C'est pourquoi nous souscrivons entièrement à la proposition de résolution présentée par M. Kriedemann, au point où il est demandé aux États membres d'adopter « une attitude aussi communautaire que possible dans la conclusion d'accords commerciaux bilatéraux ».

Nous en arrivons ainsi à la deuxième tentation dont je parlais tout à l'heure, à savoir celle qui inciterait certains États membres à persister sur la voie des accords bilatéraux non uniformisés à l'échelon communautaire dans leurs négociations avec les pays à commerce d'État, et ce afin de s'assurer des avantages particuliers sans tenir compte de l'intégration communautaire, voire même à son détriment.

Nous devons veiller à ce que ne se renouvellent pas, sur ce point non plus, les inconvénients dus à la lutte aux encouragements régionaux à laquelle on assiste dans la Communauté pour les investissements industriels consentis par des pays tiers à l'intérieur de la C.E.E. En adoptant une attitude analogue, dédaigneuse des intérêts intracommunautaires, lors de la conclusion d'accords temporaires avec les pays à commerce d'État on permettrait à ces derniers de progresser utilement dans la réalisation de leurs objectifs rigides et préétablis, alors qu'il en résulterait de nouveaux déséquilibres et de nouveaux désordres dans le monde multiforme de la C.E.E.

Cette mise en garde s'adresse, pour le présent comme pour l'avenir à tous les pays de la C.E.E. : d'abord à la France, dont le récent traité bilatéral avec la Russie ne cesse d'être cité et loué par l'Union soviétique comme l'exemple que devraient suivre également les autres pays de la C.E.E. pour la conclusion de leurs accords bilatéraux, et ce précisément parce qu'il accorde aux objectifs énoncés dans le traité la priorité sur une éventuelle révision documentaire. Cet appel s'adresse également à mon pays, l'Italie qui, tout en accordant la priorité à une révision com-



**Boano**

munautaire dans les traités qu'elle a conclus récemment avec la Roumanie et la Hongrie, s'est néanmoins inspirée du plan français pour rédiger l'accord prorogeant le traité avec la Tchécoslovaquie.

Quel est l'objet, se demande M. D'Angelosante, de l'engagement communautaire conclu pour une brève période — trois ans, selon la proposition de la Commission, moins, espérons-nous — et en vertu duquel nous n'adopterons pas une politique commerciale unique à l'égard des pays à commerce d'État ?

Le but essentiel devra consister à accroître substantiellement les échanges, aussi bien en volume que par secteur, entre le *Comecon* et la C.E.E.

Actuellement, ces deux systèmes commerciaux paraissent, en de nombreux points, si éloignés qu'ils semblent quasi incompatibles, sinon de façon empirique. Tous deux s'accusent réciproquement de discrimination et d'exclusivisme. La Russie formule notamment cette accusation à propos de la politique agricole de la C.E.E., déplorant les mesures de soutien qui entravent les importations de produits agricoles d'Europe orientale dans la Communauté.

Il s'agit là d'un problème qu'avec le sens d'auto-critique propre aux institutions libres, la Communauté se pose elle aussi, bien que sa difficile solution ne puisse intervenir sans que l'on parvienne parallèlement, à l'échelon mondial, à une harmonisation des salaires payés à la main-d'œuvre utilisée pour la création de ces produits.

Le soutien des prix et les clauses de sauvegarde sont des limitations qui dressent souvent des obstacles réels, mais de nature strictement quantitative et qui se superposent à un système essentiellement ouvert, et libre ; les empêchements d'ordre structurel, inhérents à l'organisation du commerce extérieur des pays à commerce d'État, la planification rigide et centralisée qui y prévaut, les programmes de contingents à listes fixes, le refus de la libre convertibilité des monnaies, et surtout, le caractère sélectif de ce système, qui régleme les achats et les besoins de façon rigide et en fonction d'objectifs déterminés sont autant de caractéristiques qui nous préoccupent bien plus.

Néanmoins nous espérons que, dans un effort mutuel de compréhension et d'adaptation, nombre de barrières tomberont, comme le prouve l'esprit de rapprochement réciproque et parallèle qui anime la proposition — temporaire elle aussi — que la Commission a présentée en son temps au Conseil en vue de définir un régime commun applicable aux produits des pays à commerce d'État importés sans restrictions quantitatives dans la Communauté, proposition dont nous devons parler ici. Elle se fonde sur le principe qu'il faut adopter des procédures différentes en fonction des pactes bilatéraux que les divers pays à commerce d'État ont conclus avec un ou plusieurs pays membres de la C.E.E., ou selon les

liens qui unissent certains d'entre eux au G.A.T.T. (Tchécoslovaquie, Yougoslavie : parties contractantes ; Pologne : associée en vertu d'accords spéciaux ; Roumanie, Bulgarie, Hongrie : observateurs ; Russie : non membre du G.A.T.T. — bien que celui-ci présente la structure la plus souple et la moins formelle que l'on puisse imaginer, puisqu'elle repose uniquement sur l'intérêt commun d'en faire partie — mais liée à deux pays de la Communauté par des accords bilatéraux). Il convient de rappeler que cette proposition de la Commission a pour principe essentiel celui de la réciprocité parfaite. Elle sanctionne l'intention déclarée et explicite de progresser au moyen de rapprochements successifs à mesure que l'autre partie manifestera parallèlement la même volonté.

J'ai écouté avec toute l'attention qu'elles méritaient quelques-unes des observations présentées par M. D'Angelosante. A mon avis, certaines d'entre elles ne sont pas dépourvues de fondement, ainsi par exemple, celle dans laquelle il a cité le règlement 2.041 du 10 décembre 1968, auquel était annexée une liste des pays qui ne bénéficient pas de certains avantages et dont certains, tout en faisant partie du bloc oriental, sont néanmoins membres du G.A.T.T.

J'ai également été frappé par certaines de ses remarques d'ordre juridique qui méritent réflexion, en particulier celles où il évoque le risque que les concurrents déçus s'opposent pour des raisons intéressées à la conclusion d'un accord communautaire. Il en ressort d'autant mieux qu'il est indispensable d'étudier rapidement ce problème en fonction des grandes lignes, beaucoup plus vastes et plus générales, que la Commission a indiquées dans le document dont je viens de parler.

Nous sommes persuadés — et c'est ce sentiment qui nous pousse à agir comme nous le faisons — qu'une intensification de ces relations sera favorable à un réveil et à une expansion de la liberté. C'est pourquoi nous espérons que, tout en respectant dûment le principe de la progressivité, on s'efforcera graduellement de mettre au point toutes les formes possibles de collaboration commerciale avec les pays de l'Est afin d'améliorer la compréhension réciproque entre les peuples et de diffuser des ferments propices à l'instauration de la liberté et à la création de la grande Europe de demain.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Deniau.

**M. Deniau, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens à remercier tout d'abord la commission des relations économiques extérieures, et plus particulièrement M. Kriedemann, pour leur contribution à ce sujet vaste et assez délicat, et aussi, à titre personnel, pour l'aide, le



**Deniau**

support qu'ils m'ont apporté dans cette affaire, qui n'a pas toujours été facile à régler.

Si je peux, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, avant de répondre à certaines demandes de renseignements ou à certaines interventions plus particulières, dire quelques mots de portée plus générale, j'aimerais le faire à la suite de M. Kriedemann, à la fois sur l'aspect juridique des dispositions que nous avons proposées et sur le fond des problèmes que nous avons touchés par ces dispositions d'ordre juridique.

Je crois, comme M. Kriedemann, que nous ne pouvons pas partir d'un système d'exceptions généralisées et d'un système dans lequel on dirait que si une affaire est importante elle ne peut pas intéresser la Communauté. Je crois au contraire que si une affaire est importante — et importante en particulier pour un État membre — il faut qu'elle soit évoquée dans le cadre communautaire ; il est même nécessaire qu'elle soit évoquée dans le cadre communautaire.

Mais comme l'a rappelé M. Kriedemann, la proposition initiale de la Commission qui ne prévoyait qu'un régime communautaire de négociation avait, on peut le dire, assez peu de chances d'être adoptée avant la fin de l'année de telle sorte qu'il n'y ait aucun risque de vide juridique. Il a donc fallu engager le débat sur les possibilités d'assouplissement par rapport aux dispositions de négociations les plus contraignantes qu'on avait pu imaginer en premier lieu.

Je dis tout de suite, Monsieur le Président, que le texte qui a été proposé par la Commission à la suite d'assez longues négociations avec le Conseil de ministres et les représentants permanents, comporte une exception limitée très clairement indiquée.

Un des soucis primordiaux de la Commission européenne a été qu'il soit bien clair que si l'on s'engageait dans l'examen de certaines exceptions, ces exceptions restaient des exceptions et que la règle normale continuait à s'appliquer à la majorité ou à la généralité des cas.

Ceci a été précisé sur plusieurs points. D'abord dans le temps. C'est une exception limitée dans le temps, comme plusieurs orateurs l'ont fait remarquer, notamment M. Dehousse, et je crois qu'il est très important qu'il y ait une date fixe et non pas simplement des indications.

Cette exception, est limitée aussi, si j'ose m'exprimer ainsi, dans l'espace, puisqu'il s'agit en fait d'une catégorie de pays situés dans la même région. Le critère n'est pas que ce sont là des pays à commerce d'État. Le critère est en fait les pays qui refusent de négocier avec nous et qui se trouvent par ailleurs être des pays à commerce d'État. Mais ce n'est pas nous qui avons choisi ce critère ; ce sont ces pays,

dans la mesure où ils refusent de reconnaître la Communauté. Je pourrai revenir tout à l'heure sur ce point.

Enfin, il était important que nous ne nous engageions pas dans la discussion des cas dans lesquels la procédure ne serait pas directement communautaire pour les négociations, sans qu'il y ait en même temps dans l'autre sens des précédents ; pas simplement des déclarations mais des précédents réels : l'engagement d'une négociation communautaire par les Six, dans la procédure normale, avec un pays tiers.

C'est pourquoi je suis assez heureux que lors du dernier Conseil de ministres, la Communauté ait pris la décision de principe de charger la Commission d'ouvrir la première phase de négociations avec le Japon. En effet, cela montre bien que l'exception que nous avons été amenés à considérer reste limitée non seulement dans le temps, mais aussi en quelque sorte géographiquement.

En ce qui concerne la procédure, je ne sais pas si finalement elle est faible ou si elle est forte — et on peut avoir à ce sujet des opinions plus ou moins optimistes ou plus ou moins pessimistes suivant le point de vue auquel on se place. Je voudrais dire simplement qu'il ne s'agit pas seulement d'une procédure de consultation. Cette procédure comporte, certes, une consultation, mais elle comporte formellement une autorisation en début d'opération et une approbation, en fin d'opération. Nous avons essayé de mettre en place un système souple qui évite le plus de difficultés possible ; en effet, dans la mesure où la négociation s'est engagée, comme le dit le texte, sur la base de conclusions communes, il est bien évident que l'approbation ultérieure se trouve facilitée, et même que les risques de divergences à l'intérieur de la Communauté sont réduits. Plus tôt on aura pu définir les objectifs de cette négociation, le contenu des concessions à faire ou à obtenir, moins il y aura de danger que la procédure soit bloquée, au stade final, par des divergences de fond.

C'est en tenant compte du fait que cette procédure a quand même certaines vertus d'efficacité, si elle est correctement appliquée, qu'il faut apprécier, je crois, le délai évoqué par M. Kriedemann. Je suis entièrement de l'avis de M. Kriedemann, 10 jours est un délai court pour permettre des réflexions utiles. Mais il faut considérer ce délai de 10 jours ou même un délai plus court, en fonction de la procédure choisie et justement, dans la mesure où les consultations préalables ont effectivement eu lieu, on peut espérer que le résultat n'étant pas différent des consultations préalables, l'approbation en quelque sorte pourrait aller de soi. Le délai doit être utilisé uniquement pour vérifier si ce que l'on a dit dans tout le schéma des consultations et des contacts antérieurs est bien conforme au résultat. Si tel n'est pas le cas, le délai n'est pas applicable.

**Deniau**

Si un délai plus long avait été prévu pour effectuer ce travail, je n'aurais certainement pas eu de raisons de me plaindre, mais le délai plus court n'a peut-être pas des conséquences aussi graves qu'on pourrait l'imaginer au premier abord.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, quelques remarques que je voulais faire sur cette procédure.

Dans l'ensemble des dispositions, nous avons surtout parlé de la partie en quelque sorte exceptionnelle, c'est-à-dire cette procédure temporaire et spéciale pour une certaine catégorie de pays, avec une procédure qui donne quand même à la Communauté et à ses différents organes, notamment à la Commission, la possibilité non seulement d'être informée, mais d'éviter des difficultés dans l'application de la politique commerciale à l'égard des pays tiers.

Le premier souci est, bien évidemment, dans une politique commerciale commune, d'éviter que les divergences qui subsisteraient dans les attitudes commerciales de chacun des États membres — et ceci est vrai en premier lieu pour les contingents — que les divergences dans les degrés de libération contingente ne provoquent des difficultés à l'intérieur du Marché commun.

Ce n'est pas le seul objectif d'une politique commerciale ; il y en a d'autres. Mais le premier objectif doit être évidemment de sauvegarder l'unité du marché intérieur.

Sur ce point, j'espère que la procédure que nous avons mise en place pourra être efficace.

Ceci nous conduit à dire un mot sur le fond.

Sans doute peut-on être un peu moins pessimiste que M. Dehousse dans la mesure où l'on rapproche ces procédures d'une tendance générale qui va en fait, vers une certaine harmonisation. M. Terrenoire a rappelé le degré de libération des différents États membres. Il se trouve que ces degrés de libération sont actuellement différents et que certains États membres sont plus avancés que d'autres. Mais on peut dire que même si les stades de départ sont différents, tous les États membres s'orientent dans le même sens, celui d'une plus grande libération. Cela veut dire que les risques de difficultés internes suscitées par des divergences dans les systèmes extérieurs — risques que j'ai indiqués et que l'on veut éviter, comme c'est normal — subsistent, mais s'atténuent évidemment dans la mesure où l'on va vers la libération des échanges. Pour ce qui est des autres domaines, en dehors des contingents, le tarif douanier, par exemple, est commun et donc il n'y a pas de risque de détournement de trafic. En matière de politique agricole, quand il s'agit de produits réglementés, les dispositions de politique commerciale sont automatiquement incluses dans les règlements agricoles eux-mêmes.

Il y a donc une tendance générale qui n'est pas mauvaise. S'il faut néanmoins en surveiller l'exécution

pour arriver progressivement à une attitude vraiment commune, elle peut, je l'espère, nous faciliter, en fait, ces rapprochements.

Ceci suppose la mise en place de mécanismes de surveillance et de contrôle communautaires, et même des mécanismes de sauvegarde. Cela dans la mesure où par définition, quand nous parlons de contingents, nous parlons soit de secteurs difficiles sur le plan industriel, soit de relations avec les pays dits « à commerce d'État » qui n'ont pas toujours le même système économique que le nôtre, ni la même conception des prix. D'ailleurs pour ces pays, des mécanismes de surveillance sont les garants, à mon avis, d'une augmentation des échanges et de la possibilité d'aller plus loin dans le libéralisme. Au lieu de les voir d'une façon restrictive, au lieu de s'en inquiéter, nous devrions considérer que c'est justement dans la mesure où nous aurons, sur le plan communautaire, de bons systèmes de surveillance que nous pourrions continuer le mouvement de libération et de développement des échanges, notamment avec les pays de l'Est. Si nous n'avions pas ces mécanismes, au contraire, il est à craindre que les difficultés ou les risques de difficultés n'empêchent tout développement des échanges.

Voilà, Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, quelques remarques que je tenais à faire sur le fond du problème. Je dois dire qu'effectivement nos échanges, notamment avec les pays de l'Est, se sont développés très rapidement au cours des dernières années. Si nous avons atteint actuellement un certain palier, cela est dû à des difficultés d'une nature toute autre et pas du tout à des difficultés d'ordre juridique. Le fait est que la plupart des pays de l'Est ont des difficultés de balance de paiements, et des réserves de devises fortes très limitées. Par ailleurs, du fait qu'ils n'ont pas beaucoup de produits correspondant à la qualité des produits de consommation qui sont les nôtres en Europe occidentale, il arrive un moment, dans un système classique d'échanges équilibrés, où il est difficile de leur acheter plus, et où il n'est pas aisé non plus de leur vendre davantage.

En ce qui concerne nos échanges avec les pays de l'Europe occidentale, il y a donc un problème de structure. Cependant, à long terme une solution doit intervenir progressivement dans la mesure où il y aura un passage de l'agriculture à l'industrie, une amélioration des qualités et un rapprochement des niveaux de vie. Les produits des pays de l'Est deviendront plus comparables aux nôtres et les échanges plus normaux. On peut imaginer aussi que les notions de prix de revient et autres seront plus largement admises, en particulier dans les rapports internationaux, par les pays de l'Europe de l'Est.

L'admission d'un certain nombre de pays de l'Europe orientale, par exemple, dans le G.A.T.T., c'est-à-dire dans un organisme international qui applique

**Deniau**

un certain nombre de règles au commerce international, devrait progressivement faciliter ces échanges et en assurer en quelque sorte le déroulement harmonieux.

Si donc il y a une difficulté, elle ne tient pas à nos dispositions d'ordre juridique, mais à certains facteurs structurels qui pourront cependant s'atténuer ou disparaître avec le temps.

Il y a, bien sûr, un autre problème encore à plus long terme. Je n'en dirai qu'un mot, mais les membres de la commission des relations économiques extérieures savent que c'est un problème sur lequel il faudra réfléchir. De quoi s'agit-il ? La politique commerciale, telle que la conçoit le traité, telle que nous la concevons actuellement, est axée principalement sur les droits de douane et les contingents. Or, il se fait que les instruments les plus modernes de la politique commerciale ne sont pas les droits de douane et les contingents.

En l'occurrence, nous abordons des domaines où le traité, disons, est moins strict. Je songe notamment aux instruments financiers d'une politique commerciale et même aux accords privés de firme à firme qui débouchent dans la pratique sur une intégration économique. Nous connaissons plusieurs de ces accords entre certains de nos pays membres et les pays de l'Europe orientale. Ces accords, qui finalement ont des conséquences commerciales devraient un jour, à mon avis, faire l'objet d'un minimum de concertation ou de coordination entre les États membres, même si, sur le plan juridique, certains doutent. Cela veut dire que les risques de difficultés internes peuvent être exprimés quant à la portée du traité en ce qui le concerne.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais maintenant très rapidement essayer de répondre à certaines questions qui m'ont été posées. Je dirai à M. Westerterp que la clause C.E.E., effectivement, n'a pas été reprise dans tous les accords, non pas par la faute de la Communauté, mais par le fait qu'un certain nombre de pays tiers n'ont pas voulu l'accepter. La portée de ce défaut de reprise est d'ailleurs limitée.

En ce qui concerne la procédure de concertation, j'ai déjà indiqué que, dans le système que nous proposons, elle allait plus loin qu'une simple consultation et qu'elle avait des aspects nettement contraignants.

En ce qui concerne la question relative à l'article 113, je dirai que je ne peux pas changer cet article 113, qui précise bien que c'est le Conseil qui peut donner des directives pour les négociations communautaires. C'est une question d'appréciation politique de savoir si on laisse aux négociateurs une marge plus ou moins grande.

En ce qui concerne la politique commerciale active, je crois qu'un exemple vient d'en être donné. Il s'agit, pour répondre à la question de M. Westerterp, de l'ouverture, à la demande de la Communauté, de la première phase des négociations avec le Japon.

La Commission a considéré que sur ce point il n'y avait pas de raison d'attendre que les pays tiers viennent faire état de difficultés, pour engager des conversations avec l'un d'eux. La Communauté, agissant sur proposition de la Commission pouvait, elle, considérer qu'elle devait avoir une politique active. Ceci ne change en rien ce que j'ai dit tout à l'heure en ce qui concerne la portée d'une politique commerciale, ses aspects en quelque sorte défensifs et ses aspects actifs, positifs, qui devraient être examinés à l'avenir.

En ce qui concerne les remarques de M. Dehousse quant au délai fixe de trois ans, je dirai comme lui qu'il était absolument nécessaire d'en fixer un.

Pour ce qui est de la consultation, j'ai déjà indiqué quelle en était la portée. Elle vise à faire adopter une attitude commune par les six pays à l'égard des pays tiers, à rapprocher les objectifs que chacun des six pays peut avoir.

C'est le traité qui laisse le dernier mot au Conseil, et ce n'est pas à moi qu'il appartient de le modifier sur ce point.

J'ai déjà indiqué, pour rencontrer l'observation de M. Terrenoire, qu'effectivement la libération des échanges et le mouvement général en ce sens dans les six pays devraient nous faciliter les choses.

En ce qui concerne les questions de M. D'Angelosante, j'avoue que je n'ai pas très bien compris si on me reproche d'avoir violé le traité ou de ne pas l'avoir fait. La prolongation de trois ans résulte en fait de l'application d'un principe commun fixé dans le traité.

Pour des raisons que chacun connaît il a été jugé nécessaire de prévoir un régime plus souple pendant une période déterminée à l'égard d'une certaine catégorie de pays. Mais, comme il est dit d'ailleurs dans le texte, c'est parce que ces pays ne nous reconnaissent pas actuellement qu'il a fallu en arriver à ce régime temporaire.

En ce qui concerne, en revanche, la majorité qualifiée qui, à la suite des consultations, approuverait ou n'approuverait pas un accord commercial communautaire — et M. D'Angelosante a bien vu qu'il y avait une procédure qui permettait effectivement d'étudier en commun les problèmes — je dirai qu'elle constitue une assurance à l'égard du souci qui était le sien, car, elle garantit qu'un partenaire ne pourra pas empêcher toutes les relations commerciales des autres partenaires.

**Deniau**

C'est sur proposition de la Commission, par une procédure classique qui n'est pas une innovation, qu'on doit arriver à dégager un point de vue commun.

En ce qui concerne la discrimination : là non plus je n'ai pas très bien saisi la portée de ce qui a été dit. Faire une discrimination, c'est traiter différemment des gens qui se trouvent dans une situation égale. Or, les pays de l'Europe orientale, membres du Comecon, ont des systèmes politiques propres qui se traduisent, dans le domaine économique, par certaines différences avec les nôtres. C'est une situation de *facto* d'abord, de *jure* ensuite dans la mesure où certains de ces pays sont membres du G.A.T.T. et d'autres ne le sont pas. Nous traitons de manière identique les pays se trouvant dans des situations identiques. Le tarif douanier s'applique à l'égard de tous les pays tiers de la même façon.

Il existe malgré tout certaines possibilités de discuter avec la Communauté. Certains pays ont cherché à conclure avec nous des accords commerciaux ou autres. Nous sommes évidemment toujours prêts à discuter. Cela ne s'est pas produit jusqu'ici avec les pays de l'Est mis à part, bien entendu, le cas de la Yougoslavie qui reconnaît la Communauté et qui ne relève absolument pas de la catégorie dont nous parlons actuellement, fait que les pays de l'Est ne nous reconnaissent pas ne facilite guère le dialogue.

En ce qui concerne le fond du problème qu'avait évoqué aussi M. D'Angelosante, notre politique tend à une plus grande libération des échanges, donc à un développement des échanges. Je l'ai dit tout à l'heure, le souci qu'on peut avoir c'est que des mouvements premiers non coordonnés, sans consultation des partenaires, sans mise dans le circuit des institutions communautaires, risquent d'aboutir à des divergences qui provoquent des difficultés à l'intérieur même de la Communauté. Et c'est cela qui doit être absolument évité.

Toutefois, cela ne nous empêche absolument pas de développer nos échanges avec les pays de l'Est en nous entourant, bien entendu, des garanties nécessaires, comme c'est aussi le cas pour les autres pays. Mais il n'y a aucune raison de ne pas commencer avec nos voisins directs en Europe. Je dois d'ailleurs ajouter que l'augmentation de nos échanges avec les pays de l'Est a été très spectaculaire au cours de ces dernières années.

Je crois que, sur le fond, ceci est une bonne politique. Elle implique la mise en place d'un certain nombre de mécanismes de coordination ou d'instruments de négociation. Il ne s'agit pas du tout d'une discrimination ; il s'agit au contraire de la recherche coordonnée, conforme à l'intérêt de chaque État membre mais aussi à l'intérêt communautaire, d'un développement des échanges qui peut, à mon avis, être considéré sur le plan général comme conforme aussi à l'intérêt de l'ensemble de l'Europe.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais encore parler très brièvement de la question des consultations par le Parlement européen à propos de laquelle M. Westerterp a, lui aussi, je crois, posé une question. Plusieurs orateurs ont d'ailleurs évoqué ce problème. Il est bien évident qu'il m'est difficile de prendre une position particulière ne concernant que mon secteur.

Sur le sujet qui nous occupe aujourd'hui j'avais pris l'initiative de demander la consultation du Parlement. En effet, c'est un sujet qui a une certaine importance commerciale aussi bien que politique. Comment associer le Parlement à la mise en œuvre de cette politique à l'avenir ? Je suis en ce qui me concerne, toujours prêt à participer avec les commissions compétentes ou avec le Parlement aux discussions qui pourraient être utiles. Mais, quant à des relations éventuelles à établir entre le Parlement et le Comité consultatif, je dois souligner que ce Comité se compose de fonctionnaires et ne joue qu'un rôle partiel et limité. A partir du moment où l'on entre vraiment en négociation, c'est le Comité de l'article 113 qui est chargé d'assister la Commission, cette dernière restant, en toute hypothèse, responsable des opérations. Je suis, je le dis encore, tout à fait désireux de coopérer sur ce point. On me trouvera toujours disposé à soutenir la formule qui assure le mieux la participation des commissions parlementaires intéressées. Quant aux modalités d'une telle coopération, je dois cependant ajouter que, comme ce sujet ne touche évidemment pas seulement un secteur de l'activité de la Commission mais aussi les autres, je serai obligé d'en parler à mes collègues et notamment au président Rey.

J'en reviens aux remarques de M. Tolloy. Nous devons y réfléchir ; elles peuvent nous être très utiles pour l'avenir.

En ce qui concerne les indications données par M. Boano, je dirai qu'il reste quand même une différence entre le Comecon et la Communauté. Si la tendance à l'intérieur du Comecon est aussi au renforcement de la coopération — avec les lacunes qui subsistent — il y a quand même une différence assez fondamentale. En effet, le Comecon considère précisément que les relations commerciales extérieures et notamment la négociation des accords commerciaux relèvent de la responsabilité de chacun de ses membres. Pour en donner un exemple : quand nous avons déposé au G.A.T.T. notre liste de libérations à l'égard de la Pologne, nous l'avons fait en tant que Communauté alors que chacun des pays du Comecon intéressé l'a fait individuellement au G.A.T.T. Ce n'est pas à vous de prendre partie sur ce point.

Comme vous le savez, nous avons eu des accords dits « techniques » avec certains pays du Comecon, notamment avec deux d'entre eux, en ce qui concerne l'application ou la non-application du super-prélèvement. Si certains pays du Comecon sont sou-

**Deniau**

cieux de développer une coopération avec nous et de parler avec nous, ce n'est pas à nous, Communauté, de refuser le dialogue. Les problèmes sont cependant nombreux en ce domaine, et ils ne sont pas uniquement d'ordre juridique. Je l'ai dit tout à l'heure, il y a aussi des problèmes économiques à long terme, en relation avec les écarts entre la structure économique de ces pays et la structure économique des pays membres de la Communauté. Il y a des difficultés aussi en ce qui concerne la balance des paiements difficiles auxquelles peuvent avoir à faire face les pays d'Europe orientale.

Certes, la Communauté n'est pas encore parvenue à régler ces problèmes. Ce qu'elle peut faire, c'est, comme l'a indiqué M. Kriedemann, mettre en place des mécanismes de négociation, de consultation à l'intérieur de la Communauté, avec les lacunes et les parts de compromis que peuvent comporter les textes, mais avec aussi un souci très net d'arriver à définir des attitudes communes. Si je voulais résumer cela en une formule, je dirais qu'il s'agit de l'exécution décentralisée d'une politique commune. Il est bien évident que cette attitude commune qu'il faut chercher à réaliser dans les échanges avec l'Europe de l'Est revêt une grande importance économique. Mais, dans la mesure ou grâce à elle nous arrivons à développer ces échanges, elle a aussi une certaine importance politique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann, rapporteur.** — (A), j'avais demandé la parole en croyant que la discussion générale était terminée.

Je tiens tout d'abord, au nom de la commission des relations économiques extérieures, à vous remercier de l'écho que le travail que nous vous avons soumis a trouvé dans cette Assemblée. Ces remerciements ne sont pas dus à une trop bonne opinion que la commission aurait de soi-même ou à une fierté mal conçue, mais à la conviction que ce problème est un des plus importants de la Communauté. Car finalement cette Communauté ne sera pas jugée par la postérité et même déjà par l'opinion publique actuelle sur les avantages qu'elle aura conquis, mais sur l'utilité qu'elle aura présentée pour nos voisins qui ne font pas partie de la Communauté. Cette utilité se traduit par notre attitude en matière de politique commerciale et dans les relations économiques avec le monde environnant. Voilà donc pourquoi nous vous remercions : cette Assemblée a montré qu'elle connaît l'enjeu.

Monsieur le Président, ne serait-ce que parce que le temps ne nous a pas permis de faire autrement, nous nous en sommes tenus strictement au document que nous avions à traiter. Je crois pouvoir renoncer à toute remarque particulière ou générale sur la politique commerciale parce que la commission a l'inten-

tion de présenter au Parlement un rapport sur la situation de la politique commerciale — et nous espérons que l'occasion s'en présentera à la session de février. Nous espérons que la Conférence de La Haye nous donnera quelques raisons d'être optimistes.

Un de nos collègues a eu l'amabilité de me dire que j'étais plus optimiste que lui. Ce n'est pas souvent le cas. Mais M. Deniau n'a-t-il pas été encore plus optimiste que moi ? Comment pourrait-il faire autrement ? Si, en fait, nous ne disposons d'aucune autre expérience, si nous ne disposons que du texte que l'on nous a soumis, nous pourrions dire que la procédure que l'on a mise au point est fort ingénieuse. Elle est en effet, pourrait-on dire, imperméable et la seule chose qui pourrait en résulter est une politique commerciale commune. Ne dispose-t-elle pas avec la plus grande précision ce que tout un chacun doit faire. Mais ne serait-il pas possible alors de renoncer à ce détour et de mettre tout de suite en œuvre la politique commerciale commune. Le fait que la Commission soit obligée de chercher un tel détour et de faire une nouvelle proposition n'est-il pas la preuve qu'il est pour le moins douteux que tous fassent ce qu'il devraient faire.

Nous n'avons pas eu l'occasion en commission de discuter l'avis de la commission politique qui devait faire face aux mêmes difficultés que nous. Aussi, suis-je reconnaissant que cet avis ait été exposé aujourd'hui devant cette Assemblée. Nous n'avons pas traité l'ensemble de la question parce que nous savions que la commission politique était consultée avec nous.

Monsieur le Président, c'est tout ce que je voulais dire à la fin de ce débat.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ? La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen du projet de décision ; l'examen de la proposition de résolution aura lieu après le vote sur les amendements à ce projet.

Sur le préambule, les considérants et les articles 1 à 8, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Le préambule, les considérants et les articles 1 à 8 sont adoptés.

Sur l'article 9, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par M. Burger, au nom du groupe socialiste, et dont voici le texte :

« Compléter comme suit le deuxième alinéa de l'article 9 : Il consulte la commission désignée à cet effet par le Parlement européen. »

La parole est à M. Burger, pour défendre son amendement.

**M. Burger.** — (N) Monsieur le Président, en ce qui concerne la politique commerciale communautaire, nous sommes arrivés à la situation décrite au paragraphe 7, que nous connaissons bien, de l'article 8, qui stipule que l'ensemble des règles concernant le Marché commun doivent entrer en vigueur à l'expiration de la période de transition. En ses articles 111 et 113, le traité expose clairement les obligations qu'il s'agit de respecter dans le domaine de la politique commerciale commune. Comme il ressort clairement de l'article 111, ces questions auraient dû progresser bien davantage dès la période de transition. Ces deux articles définissent clairement, en particulier, la position de la Commission.

Pour des raisons qui ont été suffisamment évoquées ici même, la Commission s'est manifestement heurtée à des difficultés auprès du Conseil, de sorte que nous nous trouvons en présence d'une réglementation assez compliquée. L'impression a été créée par endroits — je puis me l'imaginer — que le Conseil entend garder sur la politique commerciale une influence bien plus grande que ne le promettent les articles 111 et 113. De là aussi l'accent mis sur le souhait d'un contrôle parlementaire renforcé en conséquence et dans une mesure qui n'eût peut-être pas été nécessaire en d'autres circonstances, où nous aurions eu affaire directement à la Commission. Tel n'est toutefois guère le cas actuellement, par suite de la création des comités. C'est pourquoi la question s'est posée de savoir si le Parlement ne devrait pas jouer un certain rôle dans ce projet. L'idée n'est certes pas neuve. Un certain nombre de rapports lui ont déjà été consacrés. Le nom de M. De Gryse a été cité dans ce contexte. Je rappelle aussi qu'un passage du rapport de M. Furler, du 3 octobre 1969, traite de la question. Je songe enfin au rapport de M. Van der Goes van Naters du 11 janvier 1965. Tous ces rapports posent la question : comment pouvons-nous jouer un rôle — et continuer à le jouer — dans la politique commerciale et avoir exercé une certaine prise sur elle ? Il est plus difficile qu'il n'y paraît de répondre à cette question.

Nous avons déjà appris de la bouche de M. Giraud, rapporteur de la commission politique, que ce point a été évoqué au sein de celle-ci. La suggestion faite par M. Giraud à cette occasion ne paraissait pas répondre directement à notre objectif, car comme à cette tribune il a défendu l'idée que des représentants du Parlement devraient siéger au sein de ces comités.

Cette formule n'était guère convaincante. En effet, il est évident que dans cette hypothèse, différents groupes du Parlement souhaiteraient être représentés au sein de ces comités, et il ne va pas de soi qu'un membre du Parlement agisse comme négociateur dans ce domaine. Aussi, en sommes-nous venus à penser, au moins dans notre groupe, que cette solution n'était pas la plus souhaitable. Nous avons estimé qu'il y avait plutôt lieu d'établir un lien entre

lesdits comités et la commission du Parlement créée spécialement aux fins de suivre de près la politique commerciale : la commission des relations économiques extérieures. C'est elle qui a fait ce rapport, lequel nous informe de l'état des diverses questions négociées ; elle peut, au besoin, faire rapport au Parlement, de sorte que ce dernier peut, lui aussi, examiner cette matière.

M. Westerterp vient de demander s'il était souhaitable d'intéresser à la question les deux comités, qui sont de caractère différent. Il est vrai que l'un est plutôt politique et l'autre plus spécifiquement commercial. Tous les États membres sont d'ailleurs représentés dans les deux comités. J'ajouterai que je ne souhaite pas qu'il arrive que l'accès à l'information souhaitée soit limité à l'un des deux comités, car les droits du Parlement en ce domaine seraient moins respectés qu'ils ne le sont à l'heure actuelle.

Nous avons estimé que, faute d'inclure dans la proposition une réglementation de cette nature, le Parlement européen s'exclut en fait de toute participation à la politique commerciale de la Communauté. La Commission elle-même a déjà vu sa liberté de mouvement réduite au minimum — que l'on me passe l'expression — par le Conseil, comme elle le laisse d'ailleurs clairement entendre dans l'introduction. Dans ces conditions, j'estime que si, en plus, le Parlement n'a aucune possibilité d'influer sur le cours des choses, celui-ci finira par être exclusivement l'affaire des États membres eux-mêmes et ses aspects communautaires ne seront pas suffisamment pris en considération.

C'est pourquoi le groupe socialiste propose de créer la possibilité d'une information par les comités en question, les renseignements pouvant alors, autant que de besoin, être transmis au Parlement européen.

Monsieur le Président, tels sont les éclaircissements que je désirais donner. Comme vous l'avez sans doute compris, ils valent pour les trois amendements. La question me paraît claire.

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, j'ai déjà déclaré au cours de la discussion générale que nous n'étions pas insensibles à l'esprit des amendements de M. Burger. Il y a un point douteux, et il faut assurément attribuer à la concision de mon exposé le malentendu qui a surgi à ce sujet. J'estime qu'il ne s'agit pas de savoir si le Parlement doit être associé aux activités du comité en vertu de l'article 9 ou en vertu de l'article 10, mais de savoir qui doit consulter la commission parlementaire. Je trouverais certes mauvais que cette tâche revînt à un comité intergouvernemental. Du point de vue institutionnel, ce serait, à mon avis, faire fausse route. Je suppose

**Westerterp**

que M. Burger sera particulièrement sensible à ce point de vue. C'est pourquoi je me permets de proposer oralement une modification à l'amendement de M. Burger dont le libellé deviendrait le suivant : « La Commission — avec une majuscule, c'est à-dire l'exécutif — consulte la commission désignée à cet effet par le Parlement européen », la même modification s'appliquant également à l'amendement n° 2 de M. Burger. J'espère que M. Burger conviendra que notre interlocuteur naturel, c'est la Commission des Communautés européennes, et qu'il appartient à celle-ci de consulter la commission parlementaire compétente ? Si M. Burger peut donner son accord sur ce point, je crois pouvoir dire au nom de mon groupe que nous appuierons volontiers son amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Giraud.

**M. Giraud.** — (I) Je me rallie à la proposition d'amendement de M. Burger, mais partage également le souci de M. Westerterp. C'est pourquoi je me demande s'il ne faudrait pas rédiger comme suit le deuxième alinéa de l'article 9 de la proposition de décision :

« Le Comité consultatif exerce les fonctions qui lui sont dévolues par la présente décision et exprime son avis à la Commission après avoir consulté la commission désignée à cet effet par le Parlement européen. »

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Kriedemann, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, la commission des relations économiques extérieures n'a pas proposé de modifications, elle s'est contentée d'exprimer ses réserves et ses doutes dans la proposition de résolution et elle espère que l'Assemblée s'y ralliera. La raison en était que nous connaissions la situation au moment de la consultation. Le Conseil s'était déjà mis d'accord sur un minimum. On attend de l'exécutif — j'ai cité à ce propos le communiqué de presse — qu'il mette rapidement le texte au point, les représentants permanents devant alors y mettre la dernière main. Dans l'intervalle on consulte le Parlement. Nous n'avons pas eu l'impression que nous cherchions ensemble la meilleure solution — dont le Conseil est persuadé qu'il l'a trouvée et c'est pourquoi nous n'avons pas proposé de modifications.

Mais si la commission avait disposé du temps nécessaire ou si l'on avait pensé à demander la participation du Parlement, personne, à mon avis, ne se serait opposé, à cet amendement. Pour ce qui est de la rédaction la plus appropriée — celle proposée par M. Burger ou celle amendée par M. Westerterp — je ne veux pas en juger en tant que rapporteur.

**M. le Président.** — Quel est l'avis de M. Burger ?

**M. Burger.** — (N) Je suis d'accord.

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, j'ai deux observations à faire. Plusieurs sous-amendements ont été proposés en cours de séance. Je ne pense pas que ce soit là une bonne méthode, parce que, tout en ayant des textes sous les yeux, on ne sait plus très bien à quoi l'on va aboutir. Trois amendements de M. Burger ont été distribués ; c'est sur ces textes-là qu'il faut discuter. L'autre procédure est, à mon avis, un peu dangereuse.

J'ajoute que nous sommes d'accord sur l'idée qu'il faut consulter le Parlement au cours des négociations ; ces amendements partent donc d'une excellente intention. Mais il faudrait veiller à ne pas alourdir la tâche de la Commission, lorsqu'elle négocie en tant que telle. Puisque — c'est le souhait de tous les groupes de ce Parlement — nous souhaitons que la Commission intervienne en tant que telle dans une série de négociations, ne lui compliquons pas trop la tâche. Dans chacun de nos États, nos Parlements ne sont pas consultés régulièrement au cours des négociations, ils le sont plutôt sur le résultat des négociations. Nous sommes consultés pour ratification des traités passés par nos différents gouvernements. Ne nous montrons donc pas plus difficiles pour la Commission lorsqu'elle négocie que nous ne le sommes pour nos gouvernements. Souhaitons qu'elle nous consulte et nous tienne au courant, mais ne lui imposons pas des conditions trop lourdes et que nous n'imposons pas à nos gouvernements respectifs lorsqu'ils négocient.

**M. le Président.** — Monsieur Triboulet maintenez-vous que l'amendement de M. Westerterp n'est pas recevable ?

**M. Triboulet.** — Non, je n'insiste pas.

**M. le Président.** — L'amendement n° 1 de M. Burger, modifié par M. Westerterp se lirait donc comme suit :

« La Commission consulte la commission désignée à cet effet par le Parlement européen. »

Je mets aux voix l'amendement n° 1 ainsi modifié.

L'amendement n° 1 ainsi modifié est adopté.

Je mets aux voix l'article 9 ainsi modifié.

L'article 9 ainsi modifié est adopté.

Sur l'article 10, je suis saisi de deux amendements qui peuvent faire l'objet d'une discussion commune :

— Amendement n° 2, présenté par M. Burger, au nom du groupe socialiste et dont voici le texte :

**Président**

Compléter comme suit le deuxième alinéa, première phrase, de l'article 10 :

« Il consulte la commission dont il est question à l'article 9, deuxième alinéa. »

— Amendement n° 3, présenté par M. Burger, au nom du groupe socialiste et dont voici le texte :

Ajouter à l'article 10, un troisième alinéa (nouveau), ainsi libellé :

« La commission parlementaire fait rapport sur ses activités au Parlement européen. »

La parole est à M. Burger pour soutenir ces deux amendements.

**M. Burger.** — Monsieur le Président, pour cet amendement à l'article 10 est valable ce que j'ai dit au sujet de l'amendement à l'article 9.

**M. le Président.** — En ce qui concerne l'amendement n° 2, il y a lieu de reprendre la modification de forme proposée par M. Westerterp à l'amendement n° 1 et déjà adoptée, de sorte que cet amendement se lirait comme suit :

« La Commission consulte la commission dont il est question à l'article 9, deuxième alinéa. »

Je mets aux voix l'amendement n° 2 ainsi modifié.

L'amendement n° 2 ainsi modifié est adopté.

Je mets aux voix l'amendement n° 3.

L'amendement n° 3 est adopté.

Je mets aux voix l'article 10 modifié par les deux amendements qui viennent d'être adoptés.

L'article 10 ainsi modifié est adopté.

Sur l'article 11, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

L'article 11 est adopté.

Sur l'article 12, la parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — Monsieur le Président, je voudrais poser une question au représentant de la Commission.

En effet, à l'article 12, au deuxième tiret, on peut lire : « .... une solution de continuité dans les relations conventionnelles est susceptible de compromettre le développement des relations commerciales... » Dois-je entendre que cette « solution de continuité » est une discontinuité, puisque tous les autres textes parlent précisément de la poursuite. Mon interprétation est-elle exacte, Monsieur le Commissaire ?

**M. le Président.** — La parole est à M. Deniau.

**M. Deniau, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Lorsque je dis « solution de continuité », cela signifie qu'à un moment donné, par suite d'une interruption, il n'y a plus de continuité.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'article 12.

L'article 12 est adopté.

Sur les articles 13 à 18, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les articles 13 à 18 sont adoptés.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution, qui avait été réservé.

La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, j'aimerais que soit insérée, après le paragraphe 11 de la proposition de résolution, la formule classique qui figure toujours dans nos résolutions lorsque des amendements sont apportés aux textes de la Commission européenne, à savoir :

« invite la Commission à faire siennes les modifications suivantes, conformément à l'alinéa 2 de l'article 149 du traité instituant la C.E.E. » et « invite sa commission compétente à contrôler attentivement si la Commission des Communautés européennes modifie sa proposition conformément aux modifications apportées par le Parlement européen et, le cas échéant, à lui faire rapport à ce sujet ».

**M. le Président.** — Compte tenu des paragraphes dont M. Westerterp a demandé l'insertion après le paragraphe 11, je mets l'ensemble de la résolution aux voix.

La proposition de résolution ainsi modifiée est adoptée. (\*)

## 6. Modification de l'ordre du jour

**M. le Président.** — Le président de la commission des relations avec les pays africains et malgache m'a fait savoir que la commission n'était pas en mesure de présenter le rapport de M. Achenbach sur la ratification par les Parlements nationaux de la convention C.E.E. — E.A.M.A. et de l'accord d'Arus-

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 17.



**Président**

ha et qu'il y avait donc lieu de retirer ce rapport de l'ordre du jour.

Le rapport de M. Achenbach est donc retiré de l'ordre du jour.

*7. Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 26 novembre 1969, à 11 h et à 15 h avec l'ordre du jour suivant :

- présentation par le président en exercice du Conseil de ministres de la convention d'association C.E.E. — E.A.M.A. et de l'accord d'association avec la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya ;
- rapport de M. Aigner sur le projet de budget des Communautés pour 1970 ;

— questions orales n<sup>os</sup> 5/69 et 6/69 avec débat de la commission des affaires sociales et de la commission juridique à la Commission et au Conseil des Communautés sur le mode de fonctionnement des comités institués par le droit communautaire dérivé ;

— question orale n<sup>o</sup> 12/69 avec débat de la commission de l'énergie, à la Commission des Communautés sur la poursuite de la recherche communautaire dans le cadre d'Euratom ;

— question orale n<sup>o</sup> 14/69 avec débat de la commission des finances à la Commission des Communautés sur le budget d'Euratom ;

— rapport de M. Jozeau-Marigné sur les tracteurs agricoles.

La séance est levée.

(La séance est levée à 20 h 25)

## SÉANCE DU MERCREDI 26 NOVEMBRE 1969

### Sommaire

1. Adoption du procès-verbal .....	61	Conseil des Communautés européennes ; Rey, président de la Commission des Communautés européennes ; Deringer, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M <sup>lle</sup> Lulling, au nom du groupe socialiste ; M. Jozeau-Marigné, au nom du groupe des libéraux et apparentés .....	91
2. Communication de M. le Président .....	62		
3. Élection d'un président de groupe .....	62		
4. Communication de M. le Président .....	62		
5. Convention d'association C.E.E.-E.A.M.A. et accord d'association C.E.E.-Tanzanie, Ouganda et Kenya. — Déclaration de M. De Koster, président en exercice du Conseil de ministres .....	62	10. Budget des Communautés européennes pour 1970 (suite) : Examen des propositions de modification	99
6. Budget des Communautés européennes pour 1970. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		Adoption de la proposition de modifica- tion n° 1 .....	100
M. Aigner, rapporteur .....	67	Adoption de la proposition de modifica- tion n° 2 .....	100
Monsieur le Président : De Koster, prési- dent en exercice du Conseil de ministres ; M. Lückner .....	73	Adoption de la proposition de modifica- tion n° 3 .....	100
7. Élection d'un vice-président .....	76	Adoption de la proposition de modifica- tion n° 4 .....	100
8. Budget des Communautés européennes pour 1970 (suite) :		Adoption de la proposition de modifica- tion n° 5 .....	100
MM. Westerterp, au nom du groupe dé- mocrate-chrétien ; Gerlach, au nom du groupe socialiste ; Cointat, au nom du groupe de l'Union démocratique euro- péenne ; Coppé, membre de la Commis- sion des Communautés européennes ; Spé- nale, président de la commission des fi- nances et des budgets ; Rey, président de la Commission des Communautés euro- péennes ; Aigner ; De Koster, président en exercice du Conseil des Communautés européennes .....	76	Amendement n° 3 à la proposition de modification n° 6 : MM. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'U.D.E. ; Aigner, Habib-Deloncle, Aigner ; Coppé, membre de la Commission des Communautés euro- péennes ; Westerterp, Spénale, Habib-De- loncle, Aigner, Coppé, Habib-Deloncle, Westerterp, Cifarelli, Triboulet, le Prési- dent, Aigner, Spénale, président de la com- mission des finances et des budgets ; Vre- deling, Aigner, Habib-Deloncle, Westerterp	100
		Retrait de l'amendement n° 3 de M. Habib- Deloncle .....	104
		Vote par division sur la proposition de modification n° 6 :	
9. Questions orales n°s 5/69 et 6/69 avec débat : Fonctionnement des comités insti- tués par le droit communautaire dérivé :		Adoption du premier alinéa du paragra- phe 1 .....	107
MM. Müller, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publi- que ; De Koster, président en exercice du		Adoption de la proposition de M. Aigner Adoption du deuxième alinéa du paragra- phe 1 et du paragraphe 2 .....	107

<i>Adoption de l'ensemble de la proposition de modification n° 6</i> .....	107	<i>d'Euratom. — Dépôt et vote d'une proposition de résolution :</i>	
<i>Adoption de l'ensemble de la proposition de modification n° 7</i> .....	107	MM. Oele, au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques ; Posthumus, au nom de la commission des finances et des budgets ; Hellwig, vice-président de la commission des Communautés européennes ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Noè, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Gerlach, au nom du groupe socialiste ; Biaggi, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; de la Malène, au nom du groupe de l'U.D.E. ; Romeo, Glinne, Cifarelli, au nom du groupe socialiste ; Springorum, Posthumus, Hellwig, Posthumus, Hellwig, Posthumus, Hellwig, Posthumus .....	113
<i>Adoption de la proposition de modification n° 8</i> .....	107	<i>Examen de la proposition de résolution sur la question orale n° 14/69, M. Posthumus</i> .....	134
<i>Adoption de la proposition de modification n° 9</i> .....	107	<i>Adoption des considérants a) et b)</i> .....	134
<i>Amendement n° 4 après la proposition de modification n° 9 : MM. Aigner, Vredeling, Coppé, Cointat</i> .....	107	<i>Adoption d'un amendement oral après le considérant b)</i> .....	135
<i>Adoption de l'amendement n° 4</i> .....	108	<i>Adoption des paragraphes 1 et 2</i> .....	135
<i>Examen de la proposition de résolution :</i>		<i>Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution</i> .....	135
<i>Adoption du préambule et des paragraphes 1 à 11</i> .....	108	12. <i>Directives concernant les tracteurs agricoles. — Discussion d'un rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports :</i>	
<i>Amendement n° 1 après le paragraphe 11 : MM. Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Aigner, Cointat, Rey, Vredeling, Westerterp, Triboulet, Aigner</i> .....	109	M. Jozeau-Marigné, rapporteur .....	135
<i>Adoption de l'amendement n° 1</i> .....	111	MM. Posthumus, président de la commission des transports ; Colonna di Paliano, membre de la Commission des Communautés européennes .....	135
<i>Adoption du paragraphe 12</i> .....	111	<i>Adoption de la proposition de résolution</i> .....	138
<i>Amendement n° 2 au paragraphe 13 : M. Habib-Deloncle</i> .....	111	13. <i>Modification de l'ordre du jour</i> .....	138
<i>Retrait de l'amendement n° 2</i> .....	111	14. <i>Ordre du jour de la prochaine séance</i> ..	138
<i>Adoption du paragraphe 13</i> .....	111		
<i>Adoption des paragraphes 14 à 25</i> ....	111		
MM. Posthumus, au nom du groupe socialiste ; Spénale .....	111		
<i>Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution : MM. Vredeling, le Président, Vredeling, le Président</i> .....	112		
11. <i>Question orale n° 12/69, avec débat : Poursuite de la recherche communautaire dans le cadre d'Euratom. — Question n° 14/69, avec débat : Fixation du budget</i>			

## PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

(La séance est ouverte à 11 h)

**M. le Président.** — La séance est ouverte.1. *Adoption du procès-verbal***M. le Président.** — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

## 2. Communication de M. le Président

**M. le Président.** — Chers collègues, je vais vous donner lecture d'une lettre en date du 11 novembre dernier de M. le Président en exercice du Conseil, que je tiens à saluer cordialement.

« Monsieur le Président,

Lors de l'entretien que j'ai eu l'honneur d'avoir avec vous le 22 juillet 1969 à Bruxelles, je vous ai fait part de ce que le Conseil avait engagé l'examen des possibilités juridiques et pratiques de venir à la rencontre du vœu, exprimé dans votre note verbale du 7 mai 1969, selon lequel l'Assemblée devrait être informée, le cas échéant, des raisons qui ont amené le Conseil à s'écarter sensiblement dans ses décisions des avis rendus par l'Assemblée.

Le Conseil n'a pas voulu se prononcer sur la seule base des dispositions expresses du traité, mais a recherché à tenir compte des desiderata de l'Assemblée dans le souci d'améliorer encore les relations entre nos institutions. C'est dans cet esprit qu'il a adopté, lors de sa session des 10-11 novembre 1969 la décision exposée ci-dessous.

Je dois cependant préciser que le Conseil ne pourra évidemment répondre ni à des demandes d'information qui porteraient sur les positions prises par chacun de ses membres, ni prendre position sur des travaux qui seraient encore en cours au sein de mon institution.

En conclusion de ses travaux, le Conseil a estimé que la procédure suivante pourrait être instaurée :

Quand une demande, portant sur la suite que le Conseil a donnée aux avis de l'Assemblée, est formulée par une commission parlementaire dans une matière relevant de sa compétence, le Président de l'Assemblée peut s'adresser au Président du Conseil pour lui demander de connaître les raisons qui ont amené le Conseil, dans un acte adopté, à s'écarter sensiblement d'un avis de l'Assemblée.

A la suite de cette demande, le Président du Conseil demande au Conseil lui-même de se prononcer, selon la procédure suivie jusqu'à présent pour les questions orales, tant sur l'opportunité de la réponse que sur le contenu de celle-ci.

La réponse du Président du Conseil pourrait être donnée, soit par écrit, soit verbalement.

Il est entendu que la réponse du Conseil ne pourrait être l'objet d'une nouvelle démarche de l'Assemblée sans préjudice de la procédure normale des questions écrites et orales.

J'espère que cette procédure est de nature à répondre aux vœux exprimés par votre institution. »

## 3. Élection d'un président de groupe

**M. le Président.** — J'informe le Parlement que le groupe des libéraux et apparentés a élu ce matin comme président M. Cornélius Berkhouwer.

J'adresse à notre collègue Berkhouwer, membre de ce Parlement depuis 1963 et membre du bureau depuis 1966, mes plus vives félicitations et mes vœux de réussite dans la nouvelle charge qui vient de lui être confiée.

## 4. Communication de M. le Président

**M. le Président.** — J'informe le Parlement que par lettre du 21 novembre 1969, le Conseil des Communautés européennes m'a fait parvenir une copie conforme des accords entre la Communauté économique européenne et

— la République tunisienne

— la république islamique du Pakistan

— la République turque

relative à la fourniture de froment tendre, à titre d'aide alimentaire, signée le 11 novembre 1965 et dont un exemplaire original est déposé auprès du secrétariat général du Conseil des Communautés européennes.

Acte est donné de cette communication.

Ce document sera versé aux archives du Parlement.

## 5. Convention d'association C.E.E.-E.A.M.A. et accord d'association C.E.E.-Tanzanie, Ouganda et Kenya

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la déclaration de M. De Koster, président en exercice du Conseil sur :

— la convention d'association entre la C.E.E. et les États africains et malgache associés à cette Communauté et

— l'accord créant une association entre la C.E.E. et la république unie de Tanzanie, la république de l'Ouganda et le république du Kenya.

La parole est à M. De Koster.

**M. De Koster, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, conformément à la tradition et dans le respect des dispositions du traité, j'ai l'honneur de présenter à votre Parlement la nouvelle convention d'association entre la Communauté économique européenne et les États africains et malgache, qui a été signée le 29 juillet dernier à Yaoundé.

**De Koster**

L'intérêt avec lequel le Parlement a suivi ces négociations dès leur ouverture devrait me permettre d'être assez bref. Compte tenu toutefois de l'importance qu'ont revêtues les négociations au cours du mois de juin et de l'intérêt manifesté, dès avant la signature de la convention, par les commissions parlementaires réunies le 15 juillet dernier, il me semble nécessaire de vous en exposer les grandes lignes et, plus particulièrement, les différences entre la convention de 1963 et celle de 1969.

Je voudrais rendre hommage au Parlement pour les activités déployées dans cette enceinte comme dans celle de la Conférence parlementaire ou de la commission paritaire. Je suis heureux d'avoir pu assister aussi bien aux travaux de Madagascar qu'à ceux de Bruxelles et de Niamey et d'avoir pu constater à cette occasion combien les membres de votre Parlement avaient tout mis en œuvre pour que l'association soit un réel succès. Il est réjouissant que ces longues et difficiles négociations aient pu être menées à bonne fin. Cet accord, qui renforce les liens qui nous unissent à nos associés africains et malgache, revêt une grande signification politique.

Je tiens également à rendre hommage à mon prédécesseur au poste de président du Conseil, M. Thorn, et cela non seulement pour l'intérêt qu'il a toujours accordé à ces problèmes en sa qualité de membre éminent du Parlement et de président très écouté de sa commission compétente. Grâce à lui, il a été possible de parvenir dans un délai très court — fût-ce au prix de quelques séances de nuit — à des résultats positifs.

La nouveauté et la caractéristique essentielle de la deuxième convention de Yaoundé résident dans une plus grande souplesse aussi bien dans le domaine des échanges commerciaux que dans celui de la coopération financière et technique. Une grande partie des dispositions de l'ancienne convention de Yaoundé ont été reconduites. Je soulignerai donc les points qui devaient, selon l'une ou l'autre des parties à l'accord, faire l'objet d'un aménagement.

Cette convention reste un modèle unique de coopération régionale entre pays industrialisés et pays en voie de développement, qui s'insère d'ailleurs à merveille dans le cadre de la coopération mondiale que l'on cherche à établir au sein de la C.N.U.C.E.D.

Un mot maintenant des échanges commerciaux. Nous avons renforcé la base de l'association, à savoir la zone de libre-échange entre la Communauté et chacun des 18 États. Cette base a été modifiée ou complétée sur les points suivants : nous avons constaté avec les États associés que la nouvelle convention ne s'oppose pas à la réalisation d'un système de préférences généralisées. Nous avons clairement confirmé notre volonté de ne pas nous servir de l'association comme prétexte pour nous opposer à l'amélioration des relations générales entre pays industrialisés et pays en voie de développement.

En second lieu, les États associés ont pu, afin de protéger leur industrialisation, déroger plus largement que par le passé aux obligations de réciprocité tant dans le domaine des droits de douane que dans celui des restrictions quantitatives.

Nous avons, en troisième lieu, précisé à nos associés les intentions de la Communauté quant à la prise en considération de leurs intérêts dans le cadre de notre politique agricole commune. Nous avons décidé que le nouveau régime sera plus favorable que le régime général applicable aux mêmes produits lorsqu'ils sont originaires des pays tiers.

D'une façon générale, nous pouvons par conséquent affirmer que la réglementation en vigueur à l'heure actuelle a été améliorée.

Un autre point important sur lequel je voudrais attirer l'attention est la possibilité de parvenir, en Afrique, à des regroupements régionaux qui coopèrent entre eux. Nous avons inséré dans la convention une nouvelle disposition qui permet à chaque État associé de maintenir ou d'établir, après consultation et le cas échéant après décision du Conseil d'association, des unions douanières ou des zones de libre-échange ou de conclure des accords de coopération économique avec un ou plusieurs pays tiers africains à niveau de développement comparable.

Je voudrais maintenant vous parler de la coopération financière et technique. Vous savez que la Communauté a porté le montant global de son aide à 1 milliard d'unités de compte, illustrant ainsi la continuité de l'effort de la Communauté en faveur des États associés. Cet effort financier correspond pratiquement aux propositions faites par votre Parlement.

Je tiens par ailleurs à souligner l'extrême variété des formes d'intervention. Ces formes vont en effet des aides non remboursables, qui constituent la part nettement prépondérante de l'aide, aux prêts aux conditions du marché accordés par la Banque européenne d'investissement, en passant par les prêts à des conditions particulièrement favorables et les contributions à la formation de capitaux à risque, sous des formes multiples.

Un autre caractère de l'aide communautaire réside dans l'extrême variété des secteurs d'intervention pouvant faire l'objet d'un financement. L'aide peut en effet être utilisée aussi bien pour le financement des investissements dans le domaine de la production et de l'infrastructure économique et sociale que pour des actions de coopération techniques préparatoires, concomitantes ou postérieures aux investissements. Cette aide peut en outre être utilisée pour des actions de coopération technique générale, pour l'attribution de bourses, pour l'organisation de programmes de formation et pour des actions favorisant la commercialisation et la promotion des ventes des produits exportés par les pays associés.

**De Koster**

La gestion et le maintien des investissements financés par l'aide extérieure sont toutefois exclus de l'aide communautaire. C'est en effet aux bénéficiaires qu'il incombe de les assurer eux-mêmes. En outre, la Communauté s'est déclarée opposée au financement de projets isolés d'infrastructure administrative.

Cela montre très clairement qu'une plus grande souplesse caractérise la nouvelle convention. Cette souplesse exige en contre-partie un souci renforcé de programmation et de coordination. Aussi avons-nous prévu que les projets et programmes doivent être établis autant que possible dans le cadre d'un plan de développement.

Les États associés doivent informer la Commission, autant que possible dès l'entrée en vigueur de la convention, de leurs plans de développement ainsi que des opérations pour lesquelles ils comptent solliciter un concours financier de la Communauté. La Commission européenne se voit ainsi confier de lourdes responsabilités, mais elle est particulièrement compétente pour mener cette tâche à bien.

Par ailleurs, cette information a pour objet de mieux situer les interventions et de promouvoir la coopération régionale ainsi que la coordination nécessaire tant sur le plan bilatéral que sur le plan multilatéral.

A cet égard, il convient également de souligner l'importance d'une collaboration active entre la Commission et la Banque européenne d'investissement. Je pense notamment à l'industrialisation, problème que j'ai eu le plaisir d'évoquer dans le cadre de la commission paritaire à Niamey.

Vous vous rappellerez que les États associés avaient particulièrement insisté sur cet aspect des interventions de la Communauté. Devant les difficultés rencontrées dans le domaine des échanges de produits de base ces États estiment que leur développement pourrait recevoir une impulsion nouvelle par un renforcement substantiel de leur industrialisation. Cet objectif figure dans le tout premier article de la nouvelle convention.

L'économie des États associés étant toutefois pour longtemps encore déterminée par les conditions dans lesquelles ils peuvent écouler leurs matières premières, nous avons, à la demande de certains États associés, prévu des actions permettant de venir en aide aux États associés confrontés à des difficultés particulières dues soit à une chute des prix mondiaux des produits de base, soit à des calamités telles que des famines ou des inondations.

Ces actions prennent le relais des aides à la production et à la diversification qui avaient été prévues dans la première convention de Yaoundé. L'utilisation par les États associés de cette aide n'a pas permis, en l'absence de réglementations sur le plan mondial, de résoudre les graves problèmes auxquels

sont confrontés les États associés en cas notamment de chutes de prix ou de catastrophes naturelles. La plus grande partie des biens exportables étant constituée par des produits agricoles, toute variation des cours vers le bas et toute intervention de phénomènes naturels tendant à réduire la production, se traduisent directement par des pertes pour les États intéressés.

En vue d'aider les États associés qui ont à faire face à de telles situations, il a été institué un fonds de réserve alimenté par des aides non remboursables et dont le montant est de loin supérieur aux sommes accordées dans le cadre des aides à la production prévues dans la convention précédente. En outre, nous n'avons pas déterminé d'avance les États pouvant bénéficier d'une telle aide ni les produits pour lesquels elle pourrait être attribuée.

Les modalités d'application en sont particulièrement souples.

Monsieur le Président, permettez-moi de conclure cet exposé par un rapide aperçu des mesures prévues dans le cadre de la convention et des textes propres à la Communauté pour régler les problèmes concernant la participation de toutes les personnes physiques et morales tant des États membres que des États associés aux appels d'offre, marchés et contrats financés par le Fonds. Nous avons retenu comme principe de base l'égalité des conditions pour chacun. Toutefois, en vue d'encourager l'industrialisation des États associés, la Communauté a accepté de déroger à ce principe en prévoyant certaines exceptions en faveur des entreprises des États associés pour l'exécution des marchés de travaux d'importance limitée et des marchés de fournitures pour lesquels il existe une production locale.

Parallèlement le Conseil des Communautés a approuvé une série de dispositions devant figurer dans le futur règlement financier du Fonds européen de développement et destinées à améliorer les conditions de concurrence pour les entreprises européennes.

Le titre IV relatif aux institutions reste pratiquement inchangé. C'est ainsi que l'article 50, qui a trait à la Conférence parlementaire et à la commission paritaire, a été reconduit tel quel. Il en est de même des dispositions générales et finales à l'exception toutefois des articles 59 et 60 au sujet desquels certaines difficultés se sont fait jour entre les États associés et la Communauté lorsqu'il s'est agi de mettre au point les mesures à prendre pendant la période transitoire. Nous avons finalement abouti à un accord tenant dans une certaine mesure compte de nombreux *desiderata* qui concernent tant le passé que l'avenir. En premier lieu, nous sommes convenus que la nouvelle convention expirera le 31 janvier 1975. Cela signifie que la période transitoire actuelle ne dépassera pas 8 mois, quel que soit le délai dans lequel cette convention sera ratifiée. En

**De Koster**

second lieu, nous avons parlé de la date à laquelle nous devons nous réunir à nouveau. Cette date a été avancée. Le délai fixé à un an par la première convention est porté à 18 mois dans la nouvelle. Cela nous permettra, je l'espère en tout cas, de terminer nos négociations suffisamment à temps pour limiter, voire éliminer les mesures transitoires.

Je voudrais en dernier lieu souligner que la Communauté a informé les États associés de son intention d'apporter, à l'occasion de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention, certaines modifications au tarif extérieur commun pour une série de produits. C'est ainsi que pour le café, le taux passera de 9,6 à 7 %, pour le cacao en fèves de 5,4 à 4 % et l'huile de palme de 9 à 6 %. Les États associés ayant préféré que cette question ne soit pas soulevée à l'occasion des négociations, mais qu'elle fasse l'objet d'une consultation, comme le prévoit d'ailleurs la convention de Yaoundé, la Communauté a marqué son accord sur cette demande. La procédure vient d'être engagée par la Communauté et je pense que la consultation pourra intervenir d'ici à la fin de l'année.

Monsieur le Président, j'avais l'intention de vous faire part des principales modifications — que je qualifierai d'améliorations — apportées à la nouvelle convention. Peut-être ai-je laissé dans l'ombre l'une ou l'autre question à laquelle vous attachez une importance particulière. Cela est toujours possible. Permettez-moi toutefois de conclure en constatant que nous sommes parvenus, malgré toutes les difficultés, à établir un texte qui répond dans une large mesure tant aux aspirations des États associés qu'à la volonté de la Communauté et des États membres de poursuivre leur coopération avec les 18 États africains. L'extension de cette coopération à d'autres États africains et notamment aux pays de l'Afrique de l'Est, dont je vous entretiendrai tout à l'heure, constitue avec notre désir de participer à un système généralisé de préférences en faveur de tous les pays en voie de développement, la meilleure garantie de l'intention de la Communauté de poursuivre ses relations avec les États associés et de développer simultanément ses relations avec l'ensemble du tiers monde.

Je souhaite comme vous-même que tout soit mis en œuvre dans les Parlements nationaux pour que la convention entre en vigueur dans les délais les plus brefs. Je lance donc un appel à tous ceux d'entre vous qui suivent ces travaux avec tant d'intérêt, soit au sein de ce Parlement, soit au sein de la Conférence parlementaire, pour qu'ils prennent les initiatives nécessaires afin d'accélérer autant que faire se peut les procédures de ratification.

Avec votre permission, Monsieur le Président, j'aborderai maintenant l'examen de l'accord d'association d'Arusha, qui a été signé le 24 septembre 1969 entre la Communauté et les trois États formant la Com-

munauté de l'Afrique de l'Est, à savoir la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya. Les premiers liens furent établis le 26 juillet 1968 par la signature du premier accord qui n'a malheureusement pas pu entrer en vigueur.

Votre Parlement s'est félicité de l'heureux aboutissement des négociations et a souligné que cet accord renforçait les liens existants entre l'Europe et l'Afrique. Cet accord a été conclu sur la base de notre déclaration du 1<sup>er</sup> avril 1963, déclaration qui ouvrait la possibilité d'adhérer à la convention de Yaoundé, de conclure un accord d'association *ad hoc* ou de conclure un accord commercial. Les États de l'Afrique de l'Est ont opté pour la seconde possibilité, la conclusion d'un accord d'association *ad hoc*. Il a donc fallu créer une association séparée, dont les dispositions devaient être, après un certain temps — conformément au désir formulé par votre Parlement — alignées sur celles de la nouvelle convention de Yaoundé.

En novembre 1969, soit trois mois avant la date d'expiration de l'accord, les États partenaires de la Communauté de l'Afrique de l'Est ont demandé que des négociations officielles soient engagées au niveau ministériel. Votre Parlement adopta sur la base du remarquable rapport de M. Bersani, une résolution qui insistait également pour que soient engagées des négociations relatives au renouvellement de l'accord.

Le 21 mars 1969, la Commission saisit le Conseil d'une communication et le 12 mai, le Conseil arrêta un mandat de négociation.

Les négociations se sont déroulées du 30 juin au 9 juillet 1969. Elles ont été conduites du côté est-africain par les ministres Kalema, Babu, Kibaki et Majugo, ce dernier en qualité de représentant de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Je tiens à souligner qu'en l'occurrence, ce sont deux Communautés qui ont négocié entre elles. La Commission européenne était représentée à ces négociations par M. Rochereau, membre de l'exécutif. Le 24 décembre 1969, dix mois après la demande qui nous fut adressée, nous avons ainsi pu signer le nouvel accord à Arusha. Voilà assurément une procédure particulièrement rapide.

Cet accord répond lui aussi dans ses principes à l'accord précédent. Je voudrais toutefois insister sur le développement des relations économiques entre la Communauté et l'Afrique de l'Est, notamment par la réalisation d'une zone de libre-échange assurant pour les exportations des deux parties les plus larges débouchés possibles. Il est évident qu'il a été tenu compte du degré inégal de développement des pays signataires. Le nouvel accord comporte également des adaptations qui ont été faites à la demande soit de l'Afrique de l'Est — je pense aux concessions tarifaires réciproques —, soit de la Communauté, compte tenu des nouvelles dispositions prévues dans

**De Koster**

la deuxième convention de Yaoundé. Elles s'inspirent également des vœux formulés par votre Parlement dans ses résolutions d'octobre 1968 et de mars 1969, en ce qui concerne notamment la mise en œuvre des relations institutionnelles entre votre Parlement et les institutions parlementaires des États de l'Afrique de l'Est.

Pour le reste, je me limiterai à traiter des principales dispositions qui s'écartent de celles du premier accord, qui prévoyait des contingents tarifaires pour l'importation dans la Communauté de café, de girofles et de conserves d'ananas.

A la demande des États de l'Afrique de l'Est, ces contingents ont été supprimés. Toutefois, il est prévu une clause de sauvegarde qui pourra jouer lorsque les quantités annuelles importées dans la Communauté en provenance des États de l'Afrique de l'Est dépasseraient certains montants ; cette limite a été fixée à 56 000 tonnes pour le café, à 120 tonnes pour les girofles.

En ce qui concerne les produits agricoles originaires des pays de l'Afrique de l'Est, la Communauté a accepté les mêmes principes que ceux qui sont applicables à l'association résultant de la deuxième convention de Yaoundé.

La liste des concessions tarifaires accordées par l'Afrique de l'Est diffère sensiblement de la liste précédente. On s'est efforcé, au cours des négociations, d'équilibrer ces concessions au bénéfice de tous les États membres de la manière la plus équitable possible. Toutefois, cette répartition ne constitue pas un précédent et pourra être revue dès que l'occasion s'en présentera.

Une autre modification importante par rapport à l'accord précédent réside dans la disposition permettant aux États de l'Afrique de l'Est d'apporter des aménagements à la liste des produits faisant l'objet de concessions tarifaires, en fonction des nécessités de leur développement ou des besoins de leur budget, sous réserve évidemment d'une consultation préalable au sein du Conseil d'association. Toutefois, ces aménagements ne peuvent intervenir qu'à condition que le volume global des concessions et l'équilibre dans leur répartition entre les États membres soient maintenus.

D'autres dispositions nouvelles de l'accord reprennent certaines innovations apportées par la nouvelle convention de Yaoundé, à savoir : recours facilité aux restrictions quantitatives en fonction des nécessités du développement ; constatation que l'accord ne s'oppose pas à la réalisation d'un système de préférences généralisées ; clause spéciale pour les produits pétroliers ; procédure de bons offices. Des consultations sont prévues dans le cas où les difficultés surviendraient en matière d'exportation. A cet égard, je songe notamment à la concurrence entre les produits exportés de l'Afrique de l'Est et des

E.A.M.A., ou d'autres régions dont la structure économique est comparable à celle des E.A.M.A.

Enfin, au titre des dispositions institutionnelles de l'accord figure un article qui répond, je crois, de façon satisfaisante aux souhaits de votre Parlement de voir se créer un organisme paritaire de contact interparlementaire. En effet, l'article 29 de l'accord stipule qu'une commission parlementaire de l'association, composée sur une base paritaire, se réunit une fois par an. Je considère pour ma part de la plus haute importance politique que les aspirations des populations intéressées puissent ainsi trouver un écho dans cette commission.

Votre Parlement a toujours souhaité un renforcement des relations économiques de la C.E.E. avec la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Au cours de la réunion tenue à Bruxelles avec vos commissions, j'ai souligné la nécessité d'une prompte entrée en vigueur de l'accord d'Arusha. Or, tout comme la seconde convention de Yaoundé, cet accord requiert également une ratification des six États membres.

Monsieur le Président, je suis heureux que dans chacun des six États, la procédure d'approbation parlementaire ait d'ores et déjà été engagée ou doive l'être très prochainement. Au nom du Conseil, j'exprime le vœu que ces procédures puissent être achevées dans les meilleurs délais de manière à permettre tant à la convention de Yaoundé qu'à l'accord d'Arusha d'entrer en vigueur sans subir trop de retard.

Monsieur le Président, le fait d'avoir, au cours de la présente année, réussi non seulement à conclure de nouveaux accords d'association avec des pays comme le Maroc et la Tunisie, mais aussi à proroger, pour une longue période et en les améliorant, les associations que nous avons conclues avec 21 pays africains revêt, je crois, un intérêt tout à fait particulier pour la Communauté.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie le Président du Conseil.

J'informe l'Assemblée que le Parlement aura à se prononcer sur les accords d'association au cours de la prochaine période de session en décembre.

Ces problèmes feront l'objet chacun d'un rapport de la commission des relations avec les pays africains et malgache, l'un présenté par M. Achenbach et l'autre par M. Bersani.

## 6. Budget des Communautés européennes pour 1970

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets,



**Président**

sur le projet de budget des Communautés européennes pour l'exercice 1970 (doc. 160/69).

La parole est à M. Aigner qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom de la commission des finances et des budgets du Parlement européen, j'ai l'honneur d'exposer brièvement son rapport et son avis sur le projet de budget des Commissions européennes pour l'exercice 1970, tel que nous en avons été saisis par le Conseil.

Vous comprendrez certainement, Monsieur le Président du Conseil, qu'au cours de cette introduction orale, je ne puisse entrer dans tous les détails, qui sont d'ailleurs consignés dans le rapport écrit.

Eu égard au temps limité dont je dispose, je m'arrêterai uniquement aux principaux aspects politiques ainsi qu'aux problèmes politiques qui nous ont frappés lors de notre examen.

Force m'est d'abord, Monsieur le Président du Conseil, de constater que contrairement aux dispositions du traité, le Parlement n'a pas disposé — et ce n'est malheureusement pas la première fois — des trente jours prévus pour examiner ce projet. Celui-ci — qu'il s'agisse de l'avant-projet de la Commission ou du projet du Conseil de ministres — nous a été transmis si tardivement que nous n'avons même pas disposé de la moitié du délai fixé par le traité pour l'examiner. C'est pourquoi nous nous sommes déjà demandé en commission comment on pourrait parvenir à établir un dialogue plus suivi avec le Conseil de ministres. Nous devons essayer dès le début — et, le cas échéant, au niveau des Parlements nationaux — d'insister auprès des différents membres du Conseil de ministres afin qu'ils entament ce dialogue avec nous en notre qualité de parlementaires ou de Parlement européen. Je ne crois pas que nous puissions tolérer à l'avenir qu'on nous oblige à vérifier en deux ou trois séances un budget qui se monte à plusieurs milliards et à engager la responsabilité politique du Parlement européen dans une telle course contre la montre.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de faire une deuxième remarque liminaire : ce rapport du Conseil — et c'est assurément là son aspect le plus décevant — ne repose sur aucune conception politique. Il comprend une énumération de chiffres et de postes, sans que l'on y trouve la moindre tentative visant à les fonder sur une philosophie politique. Certes, nous savons combien les membres du Conseil de ministres sont sollicités ; nous savons combien ils sont pressés par le temps, eux qui devraient souvent assister à trois ou quatre réunions à la fois ; aussi voudrais-je dire au président en exercice du Conseil de ministres combien je lui suis reconnaissant d'être parmi nous en ce jour.

Ce que nous réclamons, c'est que le Conseil de ministres nous présente une déclaration de volonté politique, un budget qui soit vraiment le reflet d'une volonté politique — ce qui n'est certainement pas le cas cette année.

Évidemment, le Conseil se rend compte lui aussi de ce qu'il faut trouver une nouvelle orientation. Il sait que des débats nouveaux s'imposent sur les questions de fond et il reconnaît également — comme nous l'avons appris lors de notre échange de vues avec le Conseil au sein de la commission des finances et des budgets — que la Commission et notre Communauté tout entière traversent en ce moment une sorte de crise.

Toutefois, Monsieur le Président, ce projet de budget ne traduit pas un effort en vue de résoudre cette crise ; il est bien au contraire une tentative réussie de gérer cette situation de crise pendant une nouvelle année encore au lieu de la supprimer.

Je crois que c'est là l'un des projets les moins constructifs qui aient jamais été soumis à cette Assemblée, et l'ironie du sort veut qu'il soit également l'un des plus volumineux et des plus coûteux. 3,2 milliards d'unités de compte — et selon nos estimations, même 3,4 milliards —, c'est là une somme coquette que les contribuables européens sont priés de déboursier.

Cependant, si ce projet est le plus coûteux de tous, c'est précisément parce qu'il donne l'impression que l'on a cherché à faire tourner à vide toute une administration pendant un nouvel exercice encore. Les responsables n'ont pas le courage de dire que leur conception politique les oblige à procéder à certaines réductions parce qu'ils n'acceptent plus les tâches pour lesquelles avaient été prévus des crédits ; mais ils n'ont pas davantage le courage d'indiquer les tâches politiques qu'il faudrait accomplir, car dans ce cas, il faudrait en plus oser leur affecter le personnel nécessaire.

Cela n'empêche que ce projet est la garantie budgétaire de l'existence de quelque 6 500 fonctionnaires européens.

Monsieur le Président, vous savez combien nous vous apprécions, personnellement, en votre qualité de président en exercice du Conseil de ministres, et vous savez aussi toute la sympathie que nous vous témoignons dans les commissions et au Parlement. Mais la sympathie que nous éprouvons pour le Conseil de ministres en tant qu'institution est — si vous me permettez de le dire en termes mesurés — à tout le moins en proportion inverse de celle que vous nous inspirez à titre personnel.

Souffrez que je vous en donne les raisons. Rien ne justifie que le président du Conseil de ministres soit, par définition, l'adversaire de cette Assemblée. Le Conseil de ministres est lui aussi une institution

**Aigner**

communautaire, et il s'est engagé à promouvoir l'intégration et non à jouer en quelque sorte le rôle d'un bureau de change qui représente la somme de tous les intérêts nationaux. La constatation suivante, Monsieur le Président, a été l'une des plus décevantes que nous ayons jamais eu l'occasion de faire — et je me crois en droit de le dire sans ambages, en toute clarté et en toute netteté : après que nous l'en ayons instamment priée pendant des années, la Commission nous a présenté un document dans lequel figurait un exposé des motifs de soixante-dix pages, dont je ne puis que la féliciter. Cet exposé se distinguait par la concision, la précision et le réalisme avec lesquels étaient prévus les postes correspondants aux tâches que la Commission devra assumer en 1970. Je ne puis qu'inviter tous les parlementaires à lire ce document, qui nous a été transmis. Il contient une orientation politique qui permet de saisir pourquoi tels chiffres ont été inscrits dans le projet de budget de la Commission plutôt que tels autres.

Savez-vous, Monsieur le Président, ce qui est advenu de cet exposé des motifs au Conseil de ministres ? Il a tout simplement été supprimé, enlevé du projet, et ce avec un commentaire laconique. A la page 4 de ce projet, le Conseil de ministres fait la déclaration suivante : « Le Conseil, en raison des délais, n'a toutefois pas pu prendre position sur ce programme. Il s'est néanmoins inspiré en partie des éléments de ce programme qui correspondent à des activités prévues par les traités et par les décisions du Conseil pour fixer les moyens à mettre à la disposition de la Commission. Cet exposé introductif [écoutez bien] a également été transmis à l'Assemblée. Le Conseil ne doute pas que l'Assemblée en tiendra le plus grand compte dans sa délibération sur les prévisions budgétaires de la Commission pour 1970. »

Monsieur le Président, cette affirmation est d'une ironie cinglante. Le Conseil de ministres n'a pas eu le temps, pendant des délibérations qui ont duré des semaines, de s'inspirer dans ses décisions de la conception de la Commission, alors que le Parlement, que l'on oblige en trois séances à doter ce budget de sa volonté politique, est censé réussir ce tour de force en quelques heures. Qu'a donc pensé le haut fonctionnaire qui a rédigé ce commentaire ? J'eusse aimé avoir l'occasion d'en découvrir, en tête à tête, les causes profondes, afin de voir l'attitude qui s'en serait dégagée à l'égard du Parlement. A mon avis, il est extrêmement inquiétant que le Conseil ait pratiquement supprimé tout cet exposé des motifs. Comment cette Assemblée doit-elle constater quels sont les points sur lesquels vous êtes d'accord et ceux sur lesquels vous ne l'êtes pas ? Monsieur le Président du Conseil, je vous prie de vouloir bien nous l'expliquer. Vous n'avez pas dit un mot à ce sujet, et vous n'avez pas consigné les objectifs par écrit. Comment, dans ces conditions, pourrions-nous analyser et déterminer no-

tre volonté politique en l'espace de quelques heures, alors que nous ne connaissons pas votre avis sur ce projet.

Monsieur le Président, nous devons cette fois-ci dire sans la moindre ambiguïté au Conseil de ministres que nous ne tolérerons plus à l'avenir de semblables procédés lors des examens budgétaires. Nous devons réfléchir aux instruments — car nous aussi disposons d'un arsenal suffisant — que nous entendons utiliser jusqu'au bout. Nous faillirions à notre devoir si nous continuons à tolérer l'adoption de procédures semblables dans les examens budgétaires.

Ce budget est non point le résultat des travaux des instances politiques, mais celui d'une politique de restriction et de démolition de la Communauté, politique peut-être conçue au niveau des experts. Autrefois, un représentant du Conseil de ministres parlait de la « grâce du point zéro » ; il entendait par là que c'était une chance de pouvoir créer une administration moderne, conçue en fonction des progrès scientifiques les plus récents. Cette idée a encore cours dans nos populations. Je reçois constamment des lettres de candidature de jeunes fonctionnaires de l'administration nationale qui voudraient se familiariser avec une administration moderne. Face à la situation dans laquelle se trouve cette administration, je ne puis que leur conseiller de rester là où ils sont, car il n'est malheureusement pas encore possible, dans l'Europe d'aujourd'hui, d'apprendre à connaître les rouages d'une administration moderne.

Monsieur le Président, le point le plus important réside dans les demandes de personnel de la Commission. L'exposé des motifs me paraît décisif à cet égard. Comme nous l'a affirmé M. Coppé, membre de la Commission, la majeure partie des demandes de personnel, justifiées par les tâches à accomplir, avait déjà été réduite de moitié, sinon plus, au sein même de l'administration de la Commission. Cette mesure avait été prise dans l'idée que le Conseil de ministres n'avait peut-être pas réorienté sa politique dans toute la mesure souhaitée.

Vous nous avez soumis les demandes de personnel que nous avons actuellement sous les yeux ; nous les avons examinées en détail et elles nous ont semblé justifiées. On ne saurait oublier que la majeure partie des quelque 400 postes dont la création a été demandée correspond à une requête déjà ancienne, qui tendait à inscrire le personnel du budget de recherche au budget général de fonctionnement de la Communauté. Le Conseil de ministres sait que le Parlement ne soutient pas cette thèse depuis aujourd'hui seulement, mais qu'il l'a défendue de tout temps. Un budget de fonctionnement doit englober tous les éléments de fonctionnement qui relèvent du champ d'activité de la Commission. C'est indispensable à la clarté et à la transparence

**Aigner**

du budget. Il ne s'agit donc pas en l'occurrence d'une question de crédits ou de ressources supplémentaires. C'est à la seule condition de réunir dans ce budget tous les postes de fonctionnement qui n'ont pas leur place dans d'autres budgets que l'on parviendra à résoudre le problème de la rationalisation du travail de notre personnel et de l'accroissement de son efficacité. Cependant, on se contente de passer au point suivant de l'ordre du jour en déclarant que ce problème n'est pas encore résolu sur le plan politique.

Je ne sais comment se dérouleront les délibérations que le Conseil de ministres doit consacrer demain à la politique commune de recherche. Peu importent les résultats auxquels aboutira ce débat à l'échelon européen, peu importe que l'on décide d'élargir les travaux de recherche en incluant des domaines autres que le secteur nucléaire dans la recherche commune ou, au contraire, qu'on les maintienne au stade actuel : ce qui est certain, c'est qu'il est impossible de détruire l'infrastructure qui existe déjà en la matière, mais qu'il faut au contraire la compléter. Nous n'allons tout de même pas détruire les institutions communes que nous avons nous-mêmes érigées. Il est possible de les étudier, de parvenir à une conception nouvelle, mais ce qui existe ne saurait être détruit. C'est pourquoi les éléments de fonctionnement de ce budget de recherche, ainsi que leurs modestes ressources actuelles, doivent être inscrits au budget de la Communauté.

Si l'on fait abstraction des postes techniques des services de traduction, on voit que les demandes de création de la Communauté se chiffrent à 83 postes. Nous en avons longuement parlé à la commission des finances et des budgets, Monsieur le Président, et d'aucuns n'ont pu s'empêcher de sourire lorsque nous avons comparé à ce nombre celui des postes demandés par le Conseil, qui se monte à 63 — sans le moindre exposé des motifs, bien entendu — et dont 50 lui ont été accordés.

*(Interruption sur les bancs du centre : Pour lui-même ?)*

Pour lui-même. Quant à la Commission, on ne lui a même pas octroyé ces 83 postes.

*(Interruption sur les bancs du centre : Ce sont les autres, bien entendu !)*

A cela je dois ajouter que je suis aujourd'hui encore de l'avis que j'ai défendu de tout temps, à savoir que le Conseil de ministres devrait améliorer l'efficacité de son personnel. Cela s'impose déjà du simple fait que le processus de la formation de la volonté de cette institution s'effectue à l'heure actuelle encore beaucoup trop dans les diverses capitales des États membres. Le processus de formation de la volonté ne pourra commencer à s'instaurer au sein d'un organe commun que par l'intermédiaire de ce

personnel lié à la Communauté. C'est pourquoi j'ai toujours plaidé en faveur d'un renforcement de cet instrument de l'institution commune qui doit toutefois, Monsieur le Président, demeurer dans de justes proportions par rapport aux autres institutions. Je ne puis accorder 80 à 90 % des demandes de cette seule et unique institution pour la simple raison que je dispose du mécanisme d'autorisation au sein de ladite institution. Malheureusement, la boutade due, je crois à Bismarck, vaut également ici : « Celui qui a un doigt sur le portefeuille détient le pouvoir dans cet État » ; cela s'applique également au pouvoir dans la Communauté et je ne puis qu'en féliciter le Conseil de ministres et son corps de fonctionnaires. Cependant, l'un et l'autre doivent suivre le rythme de l'expansion organique de la Communauté, autrement dit, se conformer aussi à l'expansion des autres institutions et pas seulement à celle du Conseil de ministres.

Quel est le résultat de votre silence ? Croyez, Monsieur le Président, qu'il ne s'agit pas d'une exigence d'ordre comptable, formulée par un particulier, mais bien d'une exigence politique de cette Assemblée. Le résultat est le suivant : c'est qu'il n'y a plus aucun rapport cohérent entre la justification en vertu de laquelle est demandé le personnel nécessaire à la réalisation de certaines tâches non encore effectuées et qui nous attendent — ainsi, par exemple, l'exposé des motifs présentés par la Commission pour ses demandes de personnel — et le nombre de postes accordés, autrement dit, la situation réelle. La Commission n'est pas en mesure de créer les véritables noyaux d'une administration moderne : elle doit tenter, à l'aide de formules arbitraires, de donner par-ci par-là un poste. Mais c'est aussi la solution la plus onéreuse que l'on puisse imaginer, car dès lors que l'on ne peut s'attendre à une pleine efficacité, un seul poste coûte déjà trop cher, et à plus forte raison 5 000 postes. On ne peut pas acheter une automobile de luxe et en retirer le carburateur (*sourires*), pour ne citer qu'un exemple. Même la voiture la meilleur marché serait encore trop coûteuse dans ce cas.

Je déclare donc publiquement qu'une administration moderne et les contribuables européens ne peuvent admettre plus longtemps qu'à la Commission, quelque deux milliards d'unités de compte soient gérés par huit fonctionnaires.

*(Exclamations)*

Huit fonctionnaires sont chargés de gérer les deux milliards d'unités de compte du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

*(Interruption : Ce sont des surhommes !)*

Non, ce ne sont pas des surhommes, mais des êtres humains qui déclarent qu'ils ne peuvent plus assumer cette responsabilité.

**Aigner**

Monsieur le Président, j'aimerais vraiment que vous écoutiez une fois les doléances de ce corps de fonctionnaires. L'incertitude qui pèse constamment sur leur avenir et la réduction constante de leurs possibilités de carrière compromettent gravement la discipline intellectuelle et la capacité de travail des fonctionnaires de la Communauté.

Les meilleurs éléments donnent leur démission — et sur ce point, je me permets de vous renvoyer, Mesdames, Messieurs, au rapport de M. Rossi. Nous avons déjà souvent évoqué cette question, Monsieur le Président : lorsque les services ne peuvent plus être reconnus faute de moyens, on ne peut plus, en fin de compte, exiger la prestation de ces services. Et dès lors qu'il n'est plus possible de rémunérer et de reconnaître les services rendus, on voit apparaître les intrigues, les ambitions personnelles et tous les autres symptômes regrettables dont nous constatons déjà les premiers germes, ceci dit à l'adresse de la Commission. C'est là une évolution dangereuse dans un corps de fonctionnaires aussi important que celui que nous avons créé ici.

En tout état de cause, Monsieur le Président, il est extrêmement difficile de mener à bien une politique du personnel face à la structure que présente l'Europe. La diversité qui caractérise les nations et leur histoire, ainsi que les opinions politiques et les conceptions du monde qui nous accompagnent constamment, que nous le voulions ou non, dressent de sérieux obstacles à l'application d'une politique du personnel en Europe. Je crois que le chef du personnel qui sortirait victorieux de ce genre d'exercice mériterait de gagner le championnat des jeux olympiques. Espérons qu'à Munich, les résultats seront bons, également pour le patinage artistique sur glace.

A mon avis, nous aurons affaire au budget le plus cher de notre époque si nous ne parvenons pas à éliminer les tendances défavorables qui se font jour dans le personnel des institutions européennes. Nous courons le danger — et je le dis sans ambages — de condamner une administration géante à tourner à vide parce que nous ne voyons pas les impulsions déterminantes — qui n'exigeraient pas des ressources financières considérables — ou que nous ne leur permettons pas d'entrer en jeu.

Si à la situation générale qui prévaut actuellement en Europe vient encore s'ajouter le sentiment de frustration de nos fonctionnaires européens, qui sont les Européens de la première heure, peu importe, Monsieur le Président, ce que nous déciderons sur le plan politique. Voilà le danger, et il faut le regarder en face. Telles sont les considérations d'ordre politique que nous avons à présenter et nous prions aussi instamment que chaleureusement le Conseil de ministres de se donner la peine de transformer enfin ce budget comptable en un document dans lequel s'inscrive l'avenir de la Communauté. Ce-

pendant, à cette fin, il faut arrêter une décision de politique et non se contenter d'aligner des chiffres.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'illustrer à l'aide du financement de la politique agricole les difficultés que soulève également la situation dans les dépenses de fonctionnement. Dans ce budget, 2 058 000 000 d'unités de compte sont inscrites à titre de crédit global sans aucun fondement juridique, le financement commun de la politique agricole n'étant pas encore décidé. Ce montant a été inscrit au budget parce qu'il correspond à une reconduction des actions. En réalité, c'est depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1962 déjà que nous ne disposons plus d'aucun fondement juridique pour l'ensemble de nos actions en matière de politique agricole.

Il en résulte évidemment que ces deux milliards n'ont pas pu être ventilés entre des postes budgétaires : cette somme demeure sans affectation.

Je suis reconnaissant à Monsieur le Président du Conseil de ministres de nous avoir avoué que, du jour où les décisions politiques — qui ne seront assurément pas prises du jour au lendemain — permettront d'effectuer une véritable analyse de ce budget, le Conseil instaurera à nouveau une procédure normale de consultation et d'examen budgétaire pour ces postes. Je lui sais gré de cette déclaration, qui est d'ailleurs conforme aux dispositions prévues par le traité.

J'en arrive ainsi à un point, Monsieur le Président, qui est mon principal motif de préoccupation et sans doute aussi celui de la plupart de mes collègues ici présents. Nous avons assez souvent insisté là-dessus auprès de la Commission et du Conseil de ministres : ce problème a été évoqué, des propositions ont été présentées et il a déjà fait l'objet de débats dans les Parlements nationaux. Ce n'est qu'à la Commission et au Conseil de ministres qu'il a été passé sous silence. J'ai longtemps eu des scrupules à en parler en public. Il s'agit du danger tout à fait manifeste que, dans le seul domaine du financement de la politique agricole, une partie importante des crédits — que certains experts estiment à 200 000 000 d'unités de compte — serve chaque année à financer des fraudes.

Cette supposition est à elle seule si monstrueuse que même s'il n'existait que l'ombre d'un soupçon de cet ordre, un organe responsable tel que le Conseil de ministres devrait faire tout ce qui est en son pouvoir pour remédier à un cours aussi fâcheux. Comment les choses se sont-elles passées en réalité ? En ma qualité de rapporteur sur le fonds agricole de la commission agricole, j'ai mentionné, il y a un an environ, le soupçon selon lequel plusieurs millions seraient affectés à des usages frauduleux. Nous en avons longuement discuté à l'époque, et nous étions parvenus à la conclusion qu'il faudrait former le plus rapidement possible un corps

**Aigner**

de 50 à 60 fonctionnaires que l'on initierait aux questions ardues de l'intégration dans le domaine agricole. Ces fonctionnaires auraient à aller d'une frontière et d'un port à un autre en qualité de douaniers, d'experts fiscaux et, en quelque sorte, de police-secours, non pour procéder à des vérifications par sondage — qui permettent peut-être de dépister un cas sur mille, ce qui ne mérite plus le nom de contrôle — mais pour établir un véritable contrôle institutionnalisé.

Comment cette requête de notre commission a-t-elle été accueillie ? Le Conseil de ministres a déclaré que cette affaire incombait à la Commission, celle-ci étant dotée des pouvoirs d'organisation.

La Commission dispose de 5 000 fonctionnaires parmi lesquels il devrait être possible de trouver cinquante personnes pour former une équipe chargée de cette tâche. Nous pourrions par exemple disposer immédiatement de cinquante personnes à Ispra. Cependant, Monsieur le Président, croyez-vous que l'on puisse ainsi transformer du jour au lendemain un spécialiste de la physique nucléaire en douanier ? Il s'agit en l'occurrence d'une équipe d'experts que nous devons former et initier ; or, nul d'entre nous n'ignore les difficultés que soulève le contrôle au niveau national et communautaire. On ne peut acquérir ces compétences en un jour, et il faut que nous fassions enfin quelque chose dans ce domaine.

Ce problème a été examiné par les Parlements nationaux — en particulier aux Pays-Bas, je crois. Les États membres ont déclaré que cette tâche incombait à la Communauté, et celle-ci a rétorqué qu'elle relevait en premier lieu des États membres. Tout porte à croire qu'à côté de cette immense gare de triage des fraudes, nous avons installé une deuxième gare où l'on aiguille les responsabilités de façon à se les renvoyer réciproquement. J'entends par là, Monsieur le Président du Conseil de ministres, qu'au moment où votre projet sera définitivement adopté, cette Assemblée devra tirer les conséquences qui s'imposent s'il n'est pas immédiatement tenu compte de l'exigence qu'elle formule.

Cette question est évidemment étroitement liée à celle du renforcement du contrôle au sein de la Communauté. Nous avons toujours été d'avis qu'il faudrait créer une cour des comptes européenne, et ce au plus tard lors de la fusion des Communautés. Lorsque l'on voit la commission de contrôle sous sa forme actuelle, on ne peut guère que sourire avec compassion. Cette Assemblée ne dispose d'aucun pouvoir budgétaire. Il n'existe aucun contrôle. Croyez-vous, Monsieur le Président du Conseil, que l'on puisse réellement créer sur des bases aussi fragiles une Communauté viable, contrôlée et digne de confiance ?

Le jour où nos populations sauront le nombre des fraudes que nous finançons, des voix que nous n'avons encore jamais entendues s'élèveront dans

l'opinion publique. Monsieur le Président du Conseil, j'aimerais déduire et démontrer, sur la base de la constatation suivante, que ce projet de budget ne donne aucune orientation politique. L'avant-projet de la Commission comportait un poste pour mémoire pour les crédits nécessaires au financement du budget européen élargi de recherche. Vous me concéderez certainement qu'il s'agit là en premier lieu non d'un problème budgétaire, mais d'une question de volonté politique. Cependant, cette volonté politique, le Conseil l'a définie lui-même en déclarant qu'il entendait s'engager dans cette voie. Pourquoi donc avoir supprimé cet article pour mémoire puisque le problème n'est pas d'ordre budgétaire ? Cela ne s'explique que si l'on considère l'aspect politique de la question.

Depuis des années, nous demandons que le groupe des interprètes soit inscrit au budget du Parlement européen. Là aussi, il s'agit non d'une question de crédits ou de création de postes, mais tout simplement de l'exigence légitime du Parlement d'être réellement souverain dans les fonctions qu'il est appelé à exercer. Que dirait le Conseil de ministres si nous inscrivions tous ses postes techniques à notre budget en lui faisant savoir que s'il a besoin de tel ou tel service, il n'a qu'à se les faire prêter par le Parlement européen. Or, c'est exactement la situation dans laquelle nous nous trouvons à l'heure actuelle : nous empruntons le groupe des interprètes à la Commission. Monsieur le Président du Conseil, pouvez-vous enfin nous indiquer le véritable motif du refus opposé à cette requête du Parlement ? Ne veut-on pas que le Parlement soit souverain et capable de fonctionner ? S'il en est ainsi, il faudrait avoir le courage de le dire. Ce n'est pas un problème budgétaire, mais une exigence de caractère politique. Il en va de l'autonomie de ce Parlement.

Selon un proverbe — qui est, je crois, français — celui qui soulève la poussière la reçoit rarement dans les yeux. Il en va de même dans les rapports entre le Parlement et le Conseil de ministres si l'on songe aux postes concernant les dépenses d'information et les honoraires d'experts.

Nous traversons en ce moment la phase difficile de l'intégration économique — phase qui est en quelque sorte nos années maigres. Des milliers de règlements ont été discutés ou restent encore à examiner, règlements qui portent sur les confitures, le chocolat, etc. Tous ces problèmes doivent être résolus. Monsieur le Président du Conseil, si nous voulons parvenir à une union politique de l'Europe, nous devons disposer d'une économie commune viable et, partant, accomplir le processus d'intégration. Cependant, nous constatons aujourd'hui qu'avec nos travaux et nos gigantesques études de détail, nous sommes parvenus à l'opposé de ce qui devrait être notre tâche de Parlement, tâche qui consiste à renforcer et à mobiliser la volonté politique

**Aigner**

de nos populations afin qu'elles contribuent à l'unification de ce continent. Nous atteignons le résultat opposé parce que les individus n'ont évidemment aucune compréhension pour les règlements relatifs à la fiscalité ou aux confitures. Ce genre de réalisations n'attirerait pas une mouche et, si regrettable que ce soit, c'est ainsi.

Telles sont les années maigres que nous devons traverser. A cette fin, Monsieur le Président du Conseil, il est indispensable que les moyens d'information dont disposent la Commission, le Parlement et — pourquoi pas ? — le Conseil de ministres soient non pas réduits mais au contraire, constamment augmentés. Ce dont nous avons besoin, c'est non d'une réduction, mais d'une expansion de nos moyens et de nos possibilités d'information si nous voulons être en mesure de repousser les impulsions politiques néfastes qui se font jour actuellement.

Tel est le sens de notre proposition de modification qui ne contient, à mon avis, qu'un strict minimum, si je songe au nombre de postes que j'ai étudiés avec la Commission. Monsieur le Président du Conseil, permettez-moi de vous rappeler les mémorables séances de nuit : Qui est-ce qui a constamment cherché, à l'aide de sa seule compétence, à négocier en dernière minute une solution, alors que tous les hommes politiques désespéraient de trouver encore un dénominateur commun ? Ce que je veux faire comprendre en posant cette question, c'est qu'à mes yeux, la compétence européenne dont est dotée la Communauté est le bien le plus précieux que nous possédions. Cette compétence doit être maintenue et renforcée sans relâche. Si l'on apporte aux crédits afférents aux honoraires d'experts une réduction à la suite de laquelle il sera plus difficile de faire appel à leurs services, la somme des compétences européennes diminuera. C'est pourquoi je vous prie de faire preuve de compréhension pour nos requêtes. Nous demandons simplement que soit rétabli le montant des crédits qui figurait dans l'avant-projet de budget de la Commission.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'évoquer un dernier problème qui touche directement à notre position et à nos travaux. Je veux parler de la question du siège commun. Mesdames, Messieurs, il est inconcevable que nous approuvions chaque année sans discussion des dépenses de l'ordre de 5,35 millions d'unités de compte pour loger notre personnel dans des locaux loués. Ces loyers sont dus au fait que notre Europe est encore nomade et que nous ne sommes pas parvenus à créer des institutions fixes. Est-ce donc vraiment si difficile ? Toutes les solutions ont leurs avantages et leurs inconvénients. Mais il faudra qu'un jour nous ayons la volonté politique de créer un siège européen commun. Nous ne pouvons continuer ainsi. Je ne parle même pas des difficultés d'ordre technique qu'entraîne le fait de transporter semaine après se-

maine des milliers de documents d'une ville à une autre — il suffit de penser à nos propres travaux. Le Conseil a fixé aux dépenses afférentes aux loyers des limites que nous ne pouvons dépasser. Il en résulte que nous avons atteint le plafond mais qu'il nous fait, par exemple, une cantine. Comme nous n'avons plus de locaux disponibles, c'est l'État belge qui doit payer la location de ce restaurant.

Or, la Belgique n'entend évidemment pas non plus assumer cette charge et cède donc le restaurant à un concessionnaire qui, de son côté, fixe les prix des repas de manière à couvrir ses frais de location. En d'autres termes, les fonctionnaires devront à l'avenir payer, en plus de leurs repas, également le loyer de leur cantine. J'ai insisté ce matin en commission sur le côté grotesque de cette situation qui est absolument inadmissible et que l'on ne peut laisser se dégrader davantage. Nous avons besoin de la présence politique du Conseil de ministres, et non de ses décisions politiques.

Monsieur le Président, je crains d'avoir abusé de votre patience. Je prie le Conseil de ministres de veiller à ce que ce projet, assorti de nos propositions de modification, qui constitue un projet minimal, voit le jour afin que nous puissions sortir d'une gestion stérile. Monsieur le Ministre, si le Conseil n'arrête pas les décisions que nous proposons en ce moment, vous créerez une situation nouvelle, vraiment inédite, entre le Parlement et le Conseil. Dans l'intérêt du bon fonctionnement de nos institutions, mais aussi dans l'intérêt de l'entière capacité de travail de nos fonctionnaires et eu égard à l'opinion publique, nous vous prions instamment d'accepter les décisions et les propositions de modification, autrement dit, de les étudier et d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Si vous répondez sur ce point à la volonté du Parlement, celui-ci deviendra à nouveau votre meilleur allié dans le domaine du contrôle proprement dit à l'égard de la Commission.

Pour terminer, je puis affirmer que la Commission bénéficiera de notre entier soutien politique le jour où nous aurons l'impression que les décisions politiques sont prises dans le sens souhaité par la Commission.

Nous aussi, nous constatons quelques symptômes fâcheux dans notre corps de fonctionnaires. Il faut que la Commission renforce son contrôle des services et qu'elle le prenne plus à cœur que cela n'a été le cas jusqu'à présent. Certes, je sais que les conséquences de la fusion se font encore sentir sur le fonctionnement de la Commission, mais il est grand temps que le climat de travail redevienne normal pour conduire à une activité fructueuse.

Monsieur le Président, permettez-moi de conclure par ces mots : si vous acceptez nos propositions dans l'esprit qui a présidé au projet de budget pré-

**Aigner**

senté par cette Assemblée, vous disposerez de l'allié dont vous avez besoin pour construire l'Europe.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Mes chers collègues, en raison aussi de l'appel que m'a adressé le rapporteur, je tiens à communiquer à l'Assemblée qu'au cours de la réunion du Conseil consacrée à l'examen du budget de notre Parlement, réunion à laquelle j'avais été invité, j'ai exposé la position du Parlement en ce qui concerne sa demande de voir reconnu le droit inhérent à tout parlement démocratique de décider de manière autonome de son propre budget. J'ai demandé au Conseil que, conformément au caractère démocratique des institutions communautaires et en considération de la croissance des Communautés, le Conseil se borne, à l'avenir, à adopter le budget du Parlement tel qu'il a été approuvé par notre Assemblée.

Au cours de la même réunion, j'ai également insisté sur le problème du pouvoir de décision du Parlement en ce qui concerne le budget des autres institutions des Communautés. Ce problème a déjà retenu notre attention en liaison avec les propositions visant à la constitution de ressources propres des Communautés. Au cours de la prochaine session du mois de décembre, notre Parlement consacra à l'examen de ce problème une séance spéciale et prendra ces décisions. Je désire cependant rappeler dès aujourd'hui la nécessité, affirmée tant de fois déjà par notre Parlement, de progresser, en matière de budget, sur la voie d'une démocratisation toujours plus grande des institutions communautaires, voie qui peut être suivie sans qu'il y ait besoin de nouveaux accords formels, le caractère démocratique des institutions communautaires étant déjà inscrit dans les traités de Paris et de Rome. Il s'agit de favoriser un processus naturel, je dirais physiologique, de développement démocratique des institutions.

C'est pour cette raison que je me permets de demander à nouveau à M. De Koster, qui présidait la réunion du Conseil à laquelle j'ai fait allusion tout à l'heure, de bien vouloir se faire l'interprète du désir du Parlement de voir son budget adopté par le Conseil dans la forme qu'il a approuvée. Il ne s'agit pas tant de la substance des différentes parties éventuellement contestées, dont le rapporteur a parlé en détail, matière toujours contestable et relative, mais de l'application des principes de la démocratie politique, principes dont nous nous inspirons tous dans notre conduite et qui sanctionnent pour tout Parlement le droit d'établir lui-même son propre budget de fonctionnement.

La parole est à M. De Koster.

**M. De Koster, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Pré-

sident, je suis heureux que vous ayez rappelé la très intéressante intervention que vous nous avez faite devant le Conseil. Malheureusement, le débat relatif à cette question n'a pu avoir lieu à la date prévue.

Je suis sûr, Monsieur le Président, que l'on aura égard aux considérations que vous avez exposées lorsqu'il s'agira de préparer dans les prochains jours, à La Haye, la conférence au sommet, que tous les partisans de l'Europe de notre continent attendent avec tant d'intérêt et dont nous espérons tous qu'elle aura des résultats positifs. Je voudrais également rendre hommage au rapporteur, M. Aigner, pour l'exposé qu'il vient de faire.

Je le remercie pour sa diligence, car je sais qu'il était extrêmement difficile de préparer pour cette période de session un rapport sur un budget portant sur des sommes considérables et d'étudier la question de façon approfondie de manière à pouvoir établir un rapport intéressant et le commenter comme l'a fait l'honorable délégué.

Je le remercie également pour les paroles de sympathie qu'il m'a adressées à moi personnellement. Il va de soi que j'espère que c'est la dernière année que le budget sera examiné sous la présidence d'un Néerlandais dans les conditions qui prévalent actuellement, la discussion posant — j'exprime ici une opinion personnelle — des problèmes qui appellent des modifications urgentes au sujet desquelles la Commission européenne a déjà présenté des propositions. J'espère que la prochaine fois l'examen du budget pourra se faire d'une façon différente, plus démocratique.

En effet, vous avez reçu et étudié le projet de budget dans des conditions très difficiles ; j'en ai déjà dit un mot lors de la réunion de la commission à Bruxelles. Le peu de temps dont vous avez disposé pour mener à bien cette tâche importante constitue donc un problème que nous devons examiner ensemble, en tenant compte notamment de l'importance que le budget a prise au cours des années.

Je tiens à souligner que le Conseil est conscient de l'ampleur de votre tâche, des problèmes qu'elle pose et de la nécessité d'étudier la question des délais dans lesquels vous devez vous faire une opinion.

Je voudrais ajouter que nous nous trouvons tous confrontés aux exigences du calendrier. Il est parfois aussi difficile de respecter ce calendrier et d'autres délais que de résoudre le fond même des problèmes.

Au delà du rapporteur de la commission qui a établi ce rapport, je rends également hommage à votre commission des finances et des budgets pour la qualité du travail qu'elle a accompli ; j'ai déjà parlé de la célérité dont elle a fait preuve.

Je ne m'étendrai pas sur tous les points que le rapporteur a abordés, mais je voudrais définir les prin-



**De Koster**

cipales idées dont le Conseil s'est inspiré pour arrêter le projet de budget pour 1970.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de procéder à un échange de vues avec votre commission, je m'attacherai surtout, pour le moment, à examiner les questions générales qui ont plus particulièrement retenu votre attention ou qui vous ont le plus préoccupés. Bien entendu, j'espère aussi répondre cet après-midi aux remarques qui pourrait être faites au sujet d'autres points et peut-être aussi, pour autant que ce soit en mon pouvoir, examiner plus en détail, à la fin du débat, certains points que M. Aigner vient de citer.

Pour ce qui est de l'ensemble du projet de budget, il est à noter que la tendance à l'accroissement s'est maintenue et que nous avons maintenant un budget de 3 201 285 462 d'unités de compte, dont la plus grande partie a trait, comme l'an dernier, au F.E.O.G.A. Je le sais, vous estimez que les sommes prévues pour le F.E.O.G.A., notamment au titre de la section garantie, ne signifient pas grand-chose en elles-mêmes. Je comprends fort bien cela, mais vous savez que le financement de la politique agricole commune pour la période définitive et le problème des ressources propres et des pouvoirs budgétaires de votre Parlement sont au nombre des problèmes essentiels qui doivent être discutés au niveau le plus élevé.

Il y a ensuite le problème de l'équilibre des marchés agricoles, dont nous délibérons actuellement. Le Conseil a procédé hier à un premier examen rapide de ce problème, en se référant à un intéressant rapport de la Commission européenne, qui vous sera communiqué officiellement. Vous verrez ainsi de quelles parties de ce rapport il n'a pas encore été fait état dans la presse. Certains d'entre vous estiment peut-être que dans les circonstances actuelles, il aurait été préférable de ne pas encore faire d'estimation pour le F.E.O.G.A. aussi longtemps que les problèmes importants ne sont pas résolus, mais le Conseil en a jugé autrement. Le Conseil a préféré vous présenter un projet de budget relatif à l'ensemble des dépenses des Communautés quitte à devoir le compléter dans le courant de l'an prochain.

Tout d'abord le Conseil a estimé ne pouvoir, dans les conditions actuelles, accepter l'hypothèse de travail retenue par la Commission. Vous savez que la Commission s'est basée, d'une part, sur l'idée que le Conseil approuverait la proposition de règlement portant dispositions complémentaires pour le financement de la politique agricole commune, qui comprend un échéancier pour le deuxième semestre de 1969, ainsi que le règlement devant entrer en vigueur après le 1<sup>er</sup> janvier 1970. D'autre part, l'hypothèse de la Commission reposait sur l'adoption par le Conseil de sa proposition de règlement abaissant le prix du beurre et augmentant le prix d'intervention pour le lait écrémé en poudre. Le Conseil a estimé,

quant à lui, que l'on n'avait pas à anticiper sur les solutions qui pourront être apportées dans les prochaines semaines à ces importantes questions. La solution qui lui est apparue comme la plus opportune consiste donc à prévoir pour la section garantie du F.E.O.G.A., pour le remboursement des restitutions et des interventions après le 1<sup>er</sup> juillet 1969, le même montant global que pour 1969. Il va de soi que ce montant global prévu pour la section garantie n'a qu'une valeur indicative et qu'il a donc un caractère provisoire. Les chiffres exacts ne pourront être arrêtés qu'après adoption des dispositions financières pour la période du 1<sup>er</sup> juillet 1969 au 31 décembre 1969 et du règlement sur le financement des recettes et des dépenses du F.E.O.G.A. à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970, à la lumière du règlement n° 25 du Conseil. De même, le Conseil a dû prévoir un chiffre global pour les recettes. Le report au budget de 1970 des sommes non utilisées pendant l'exercice 1966-1967 et une partie de l'exercice 1967-1968 s'explique par le fait que la Commission ne pourra pas prendre les décisions relatives aux interventions prévues par le règlement n° 741/67/CEE suffisamment tôt pour que ces dépenses puissent être liquidées avant le 31 décembre de cette année, date de péremption de ces crédits.

Quant aux crédits afférents à la section orientation du F.E.O.G.A., ils ont été prévus à concurrence d'un maximum de 285 millions d'unités de compte sur la base du règlement n° 1534/69/CEE relatif au concours de cette section pour 1970.

Sur les sommes prévues pour 1969, 192,4 millions d'unités de compte ont dû être reportées parce que la Commission n'a pas pu prendre les décisions d'engagement des crédits considérés. Ces crédits reposent également sur des estimations et ont un caractère provisoire ; ils n'anticipent donc pas sur la fixation définitive des comptes du F.E.O.G.A.

Après ces remarques sur le F.E.O.G.A., je voudrais attirer votre attention sur les dépenses au titre de l'aide alimentaire. Vous savez que la Communauté a signé en 1967, à Rome, un accord sur l'aide alimentaire qui permet à l'Europe des Six de contribuer dans une certaine mesure à soulager la misère dans les autres régions du monde. Ces pays ne pourront faire un premier pas dans la voie du développement que lorsqu'il aura été satisfait aux besoins alimentaires des populations intéressées. On ne peut donc que se réjouir de l'adoption par le Conseil, le 17 octobre dernier, d'un règlement prévoyant l'affectation à cette aide alimentaire, en 1970, d'une somme de 16 443 millions d'unités de compte.

Je tiens à souligner que les crédits prévus pour le Fonds social sont également en augmentation. Les ministres des affaires sociales en ont encore délibéré hier.

Je voudrais maintenant dire un mot des dépenses administratives des différentes institutions de la



**De Koster**

Communauté prévues au projet de budget, et répondre ainsi à un certain nombre de remarques du rapporteur, M. Aigner.

Après la consultation du Parlement européen au sujet des prévisions budgétaires intéressant cette institution, le Conseil a organisé, suivant la même procédure que l'an dernier, un échange de vues dont le rapporteur vient de parler et qui a fait l'objet, Monsieur le Président, de votre intéressante intervention.

Après cet échange de vues, le Conseil a pu se rallier à la plupart des demandes du Parlement européen. Il n'a pu cependant s'accorder avec lui sur certaines demandes de transferts d'emplois — vous connaissez la position du Conseil en la matière — ni sur l'organisation du service des interprètes. Votre commission des finances et des budgets ayant jugé que l'expérience de cette année n'a pas été négative, le Conseil a estimé, quant à lui, que le moment n'était pas encore venu de modifier l'organisation du service des interprètes à Luxembourg, mais il reste évidemment prêt à revoir cette organisation si cela se révélait nécessaire.

Le Conseil a prévu dans son budget, cette année encore, un poste pour mémoire pour l'organisation d'une conférence tripartite sur les problèmes de l'emploi et il a décidé hier que cette conférence aurait lieu en mars.

Le Conseil estime, d'autre part, qu'il conviendrait de renforcer l'effectif de la commission de contrôle et le personnel du commissaire aux comptes de la C.E.C.A. Il se demande toutefois si la commission de contrôle ne serait pas encore mieux en mesure de jouer le rôle important qui lui appartient après révision de son statut. Au besoin, l'effectif de la commission de contrôle sera adapté après cette révision.

J'en viens ainsi à la Commission européenne, qui reste l'institution dont les dépenses administratives sont les plus importantes. Cela s'explique surtout par l'importance de l'effectif qui est mis à sa disposition. La Commission a présenté cette année de nouvelles demandes de personnel, mais le Conseil n'a pu y faire droit que dans une mesure limitée. Il persiste à croire, en effet, que le problème de l'insuffisance de l'effectif de certains services pourrait être résolu par la Commission elle-même, par une redistribution de son personnel entre les services administratifs. Le Conseil estime que cette redistribution doit se faire en fonction de l'importance et de l'urgence des tâches à remplir. Afin de mettre la Commission en mesure de faire face à certaines tâches nouvelles et de mieux sauvegarder les intérêts financiers des États membres, le Conseil a décidé d'accorder à la Commission un certain nombre d'emplois supplémentaires, dont 39 de catégorie A. Il convient toutefois de noter que 19 de ces 39 emplois de catégorie A figuraient déjà en 1969 au budget de recherches et d'investissement d'Euratom.

Or, la Commission européenne a déjà affecté ces 19 emplois à des tâches ne relevant pas des activités d'Euratom. Il importait de redresser cette situation. C'est ce qu'a fait le Conseil en décidant que ces emplois doivent être transférés au budget des Communautés européennes. D'autre part, le Conseil a invité la Commission à affecter autant que possible à d'autres postes les fonctionnaires en surnombre relevant du budget de recherches et d'investissement d'Euratom.

Si le Conseil s'est prononcé d'une façon générale sur les demandes de la Commission — j'en viens ainsi aux très intéressantes remarques que M. Aigner a faites à ce sujet — nous n'en avons pas moins indiqué les secteurs auxquels ces nouveaux emplois doivent être affectés en priorité. Bien entendu, c'est à la Commission européenne elle-même qu'il appartient de prendre ses responsabilités à ce sujet, mais le Conseil a notamment attiré l'attention sur la nécessité de renforcer le personnel de la section garantie, auquel incombent une tâche très lourde et de grandes responsabilités. Nous partageons les préoccupations du rapporteur. Nous aussi nous estimons qu'il est nécessaire de renforcer le personnel du F.E.O.G.A. La Commission elle-même peut en partie, dans le cas de vacances d'emplois — il y a actuellement 80 postes vacants dans la seule catégorie A — recruter du personnel pour la section garantie du F.E.O.G.A. Cette section garantie, au détriment de laquelle les fraudes citées par le rapporteur peuvent être commises, ne compte actuellement que huit fonctionnaires de catégorie A. La Commission a demandé six nouveaux fonctionnaires de cette catégorie. Le Conseil fait droit sans restriction à cette demande.

Je tiens à souligner que si ces fraudes sont possibles, c'est évidemment, dans une certaine mesure, en raison de l'extrême complexité des règlements agricoles. Il ne faut pas oublier, en effet, qu'en Europe des experts qui sont parfaitement au courant des problèmes et qui n'appartiennent pas aux pouvoirs publics, s'attachent en permanence à découvrir les points faibles de cet ensemble de règlements. Il y a donc lieu, pour nous, d'être extrêmement attentifs à cet aspect de la question, et il importe que nous le soyons.

Monsieur le Président, je voudrais souligner, à la fin de ce bref exposé, que de l'avis du Conseil, le projet de budget tel qu'il est conçu actuellement met toutes les institutions de la Communauté dans la possibilité de s'acquitter aussi bien que possible, en 1970, des tâches qui leur incombent.

Le rapporteur a également parlé de la question du siège du Parlement. Je crois que cette question relève plus de la compétence des gouvernements que de celle du Conseil. Cependant, j'ai écouté avec intérêt l'exposé du rapporteur sur ce qui devrait être fait en faveur du Parlement et à cet égard, il est évi-

**De Koster**

dent que le Conseil a un rôle à jouer, puisqu'il lui appartient d'accorder les crédits nécessaires.

Le Conseil veillera évidemment — je m'en porte garant — à ce que le projet de budget soit à nouveau examiné à la lumière de l'avis du Parlement qui sera formulé pendant cette séance. Je m'efforcerai d'exposer au Conseil avec la plus grande conviction les vœux du Parlement, comme si j'en étais moi-même membre, bien que ce ne soit pas le cas.

Je reste évidemment à votre disposition pour répondre, autant que possible, à toutes les autres questions que l'on pourrait me poser. Je vous remercie.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je vous remercie Monsieur le Président.

Au cours de l'après-midi, M. De Koster devra quitter Strasbourg pour se rendre à une réunion urgente fixée en prévision de la conférence au sommet. Comme il a exprimé le désir de participer le plus longuement possible aux travaux du Parlement, je propose à l'Assemblée de suspendre maintenant la séance et d'en avancer la reprise à 14 h 30.

La parole est à M. Lückner.

**M. Lückner.** — (A) Monsieur le Président, au nom du groupe démocrate-chrétien, je donne mon accord à votre proposition, mais je dois vous faire remarquer que ce matin, ignorant ce fait, nous avons pris d'autres dispositions. Aussi je vous prie, Monsieur le Président, de bien vouloir annoncer que la réunion du groupe démocrate-chrétien prévue pour 14 h 30 est annulée.

En outre, après la discussion sur la question orale, à laquelle M. De Koster veut assister, nous demandons une interruption de séance d'une demi-heure afin de permettre au groupe démocrate-chrétien de discuter de quelques questions encore pendantes. J'espère que vous serez d'accord, Monsieur le Président, ainsi que l'Assemblée.

**M. le Président.** — Personnellement, je n'ai rien à objecter à cette intention que je trouve parfaitement justifiée.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

### 7. Élection d'un vice-président

**M. le Président.** — J'informe le Parlement qu'à la suite de son élection à la présidence du groupe des libéraux et apparentés, M. Berkhouwer m'a fait parvenir sa démission comme membre du bureau.

Le groupe des libéraux et apparentés a présenté la candidature de M. Merchiers comme vice-président du Parlement européen.

Je propose donc au Parlement de passer à l'élection.

Il n'y a pas d'opposition à la candidature présentée par le groupe de libéraux et apparentés ?...

Je proclame M. Merchiers vice-président du Parlement européen et je lui adresse mes vives félicitations pour son élection.

*(Applaudissements)*

La séance est suspendue.

*(La séance, suspendue à 12 h 50 est reprise à 14 h 30)*

### PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

#### 8. Budget des Communautés européennes pour 1960 (suite)

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion d'urgence du rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget des Communautés européennes pour l'exercice 1970 (doc. 160/69).

La parole est à M. Westerterp, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, il est d'usage dans divers parlements, et je pense que c'est une bonne chose, de ne pas discuter uniquement, à l'occasion de l'examen du budget, des chiffres du budget, mais aussi de la politique des institutions intéressées.

Malheureusement, la procédure qui est suivie depuis un certain nombre d'années, nous impose de nous borner, à peu de chose près, à l'aspect technique du budget des Communautés européennes. Avant d'aborder l'examen du budget, je ferai néanmoins, si vous le permettez, quelques remarques sur le mode de fonctionnement des institutions dont le budget pour l'exercice 1970 nous est soumis.

Les Communautés européennes comptent quatre institutions ; si je puis me permettre de porter un jugement de valeur j'ai le sentiment que la Cour de justice est l'institution qui, du point de vue communautaire, travaille le mieux. Ses arrêts sont prononcés dans un délai qui, pour des juges, constitue un minimum. En tant que parlementaires, nous n'avons pas à apprécier le fond des arrêts. Je crois pouvoir me permettre de dire qu'à mon avis, du point de vue budgétaire, la Cour de justice est à la hauteur de la situation, car en dépit de l'accroissement du nombre d'arrêts qu'elle doit prononcer, cette institution n'a pour ainsi dire jamais demandé d'augmentation de

**Westerterp**

ses effectifs et, à cet égard, je voudrais donner la Cour en exemple aux trois autres institutions des Communautés.

Monsieur le Président, je ne puis malheureusement pas m'arrêter longtemps sur ces points, mais je voudrais poser une question à la Commission des Communautés européennes. Je vois bien que M. Rey est absent en ce moment, mais je n'en serais pas moins heureux d'obtenir une réponse à cette question. Voici de quoi il s'agit. Il arrive que la Commission cite un État membre devant la Cour de justice pour violation du traité de Rome. Parfois, la Cour de justice condamne effectivement l'État membre intéressé. Et voici ma question : que se passe-t-il ensuite ? C'est que si nous nous contentons de signifier l'arrêt de la Cour à l'État membre condamné et qu'il ne se passe plus rien par la suite, je crains que nous en arrivions à une dévaluation de la signification des arrêts de la Cour de justice.

La deuxième institution — je terminerai par le Parlement européen — est le Conseil. Si j'en crois le Conseil lui-même, son fonctionnement est parfait. On a même pu lire dans une communication que le Conseil a toujours, en toutes circonstances, respecté le traité. Sans doute s'agit-il là d'une interprétation très élastique des dispositions du traité. Il semble cependant que le Conseil ne se tire pas mal d'affaire non plus sur le plan budgétaire. En effet, si me basant sur la proposition, qui vise à porter l'effectif du Conseil à 603 agents, je me livre à un petit calcul — ce n'est pas la première fois que je le fais — en considérant que six gouvernements font partie du Conseil, j'en arrive à 100 fonctionnaires par gouvernement, attachés au secrétariat du Conseil. Si nous comparons ces données aux 142 membres du Parlement européen, qui ne disposent, en tout, que de 500 agents, la comparaison est nettement à l'avantage du Conseil. J'ose cependant douter qu'elle soit aussi avantageuse en réalité.

Même si je tiens compte du fait que le Conseil se compose, bien entendu, de plus de 6 ministres — environ six départements ministériels sont impliqués dans les activités des Communautés européennes — et que chaque département compte un ministre et un secrétaire d'État, nous en arrivons à environ 60 ministres et secrétaires d'État qui participent régulièrement aux travaux du Conseil, et même dans ces conditions, le nombre de 603 agents au service du Conseil reste manifestement élevé.

Monsieur le Président, je voudrais encore poser une question précise au président du Conseil, après l'avoir remercié personnellement de n'avoir laissé passer aucune occasion, depuis qu'il préside le Conseil, de s'associer aux activités du Parlement et des commissions parlementaires. Nous examinons aujourd'hui le budget des communautés européennes. Comme le Conseil disposera d'un personnel nombreux et qu'il affirme lui-même qu'il respecte tou-

jours les traités à la lettre, j'aimerais poser une question très précise au président du Conseil.

Le Parlement peut-il compter que le budget sera présenté au Conseil tel qu'il aura été modifié par le Parlement ? Je dis bien tel qu'il aura été modifié. En effet, l'article 203 du traité stipule que le Conseil statue à la majorité qualifiée sur le budget modifié par le Parlement européen. Le Conseil ne peut donc pas se contenter de statuer à nouveau sur l'avant-projet de budget. J'y insiste, car je compte m'enquérir plus tard, dans mon propre parlement, de la position que le gouvernement aura adoptée à l'égard du budget modifié par le Parlement européen. J'espère que cette question sera également posée dans d'autres parlements, afin que nous sachions enfin à qui nous devons... — mais je ne dirai pas les mots que j'ai sur le bout de la langue — comment se répartissent exactement les votes en la matière.

Monsieur le Président, la troisième institution est la Commission. Je dois dire, sincèrement, que pour ce qui est de l'examen de ce budget, l'atmosphère commence à se gâter un peu. Au cours des années écoulées, le Parlement a défendu plus ou moins systématiquement les propositions de la Commission, parce que le Conseil biffait certains postes des projets de budget de la Commission.

Je dois dire sincèrement — je fais cette remarque à titre personnel — que je ne suis pas absolument convaincu que toutes les propositions présentées par la Commission en matière d'effectifs soient entièrement justifiées. Je ne crois pas qu'il soit tout à fait opportun que le Parlement se rallie purement et simplement à toutes les propositions de la Commission pour la seule raison que le Conseil les a amputées. J'estime que la Commission doit, elle aussi, justifier devant le Parlement certaines de ses propositions si elle juge que cette institution est son alliée.

Passons maintenant du plan budgétaire au plan politique. Je pèserai soigneusement mes mots. Mon groupe ne peut se défendre de l'impression qu'au cours de l'exercice budgétaire écoulé, la Commission a approuvé certaines décisions du Conseil, ou l'absence de décision alors que nous sommes convaincus qu'elle aurait dû, en l'occurrence, engager davantage sa responsabilité. Il sera certainement encore question de cette affaire au cours de la présente période de session ainsi, sans doute, qu'au cours de la session qui suivra la conférence au sommet. Nous craignons, disons-le sans détours — il faut être clair, quitte à être un peu brutal — que l'organe politique que devrait être l'exécutif tende à devenir une sorte de secrétariat du Conseil. Ce serait, à mon avis, une erreur, et si ce jugement peut paraître sévère, je pense qu'il fallait l'exprimer dans cette enceinte, car c'est bien là l'impression qu'ont certains membres du Parlement. Si la Commission le souhaite, je lui donnerai un certain nombre d'exemples.

**Westerterp**

Je dirai maintenant un mot de la quatrième institution, le Parlement européen. Je serai bref, car en l'occurrence, nous sommes juge et partie. J'ai l'impression que tout au moins certains membres du Parlement s'efforcent de remplir leur mandat, qui est un double mandat, conformément aux dispositions du traité de Rome et du traité de Paris. De temps à autre, on est saisi d'un sentiment d'impuissance et l'on se demande si les électeurs nationaux attendent vraiment de nous que nous dépensions tant d'énergie, au sein de ce Parlement, au service des Communautés européennes. En fin de compte, c'est dans notre parlement national que nos électeurs nous envoient siéger. Et c'est notre parlement national qui nous désigne comme membres du Parlement européen. Et si notre rôle doit être purement consultatif, je trouve que c'est inacceptable. Il importe donc d'accroître les pouvoirs du Parlement européen ainsi que de modifier les conditions de désignation des membres de ce Parlement. Ils doivent être élus au suffrage universel direct.

Monsieur le Président, voilà, en gros, ce que je voulais dire des quatre institutions. J'espère qu'une réponse pourra être apportée aux questions que j'ai posées.

J'en viens maintenant au budget proprement dit. En fait, il serait inconcevable qu'on puisse examiner dans un délai aussi court un budget de plus de 3 milliards d'unités de compte si nous n'avions pas, au sein de la commission des finances et des budgets de ce Parlement, déjà consacré trois réunions à la discussion du projet de budget, et ce dans des conditions très satisfaisantes, j'en donne acte à l'exécutif. Durant l'une de ces réunions, le président du Conseil a bien voulu s'efforcer d'expliquer les raisons pour lesquelles les six gouvernements ont pris certaines décisions.

Je voudrais cependant m'arrêter sur un point particulier. Cette question a déjà été abordée ce matin par notre rapporteur : il s'agit du contrôle communautaire des dépenses du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

M. Aigner, qui a fait du magnifique travail en soumettant au Parlement, dans un délai aussi bref, un rapport d'une telle importance sur l'exercice 1970, s'était déjà acquitté l'an dernier, en qualité de membre de la commission des finances et des budgets, d'une tâche considérable. Cette commission l'avait chargé de suivre les dépenses du Fonds européen agricole et il avait procédé à une enquête très approfondie sur la manière dont fonctionnait ce contrôle. Sa conclusion, bien décevante, c'est qu'il y avait vraisemblablement eu, pour l'année 1967, des dépenses ou des restitutions effectuées à tort, pour un montant compris entre 140 et 200 millions d'unités de compte.

Monsieur le Président, lorsque le Parlement a été appelé, lors de la session plénière d'octobre, à adop-

ter une résolution sur le rapport de la Cour des comptes des Communautés européennes, dite commission de contrôle, il a formulé des réserves au sujet de la décharge à accorder à la Commission des Communautés européennes. Le Parlement a formulé des réserves expresses quant aux sommes qui avaient pu faire l'objet d'opérations frauduleuses. Nous avons insisté pour que soit assurée une meilleure coopération entre les administrations nationales. En deuxième lieu, nous avons demandé que soit fourni aux Communautés un moyen de contrôle communautaire.

Et que voyons-nous aujourd'hui ? Je dois le dire très franchement. La Commission et le Conseil se renvoient la balle. La Commission dit : il est vrai qu'il n'y a que huit fonctionnaires chargés du contrôle des dépenses, mais nous avons demandé au Conseil des effectifs supplémentaires. Que répond celui-ci ? Que la Commission dispose déjà de suffisamment de personnel et qu'elle peut très bien retirer des effectifs à d'autres directions générales pour les mettre à la disposition de la direction générale de l'agriculture.

Nous voilà, nous, les membres du Parlement européen, bien avancés, si je puis dire. Il y a plus ! Le rapport de la commission de contrôle pour l'année 1968 n'a pas encore été publié. Cependant, je crois savoir que ce rapport contient, une fois de plus, un passage dans lequel la commission de contrôle formule des réserves au sujet des opérations frauduleuses dont le fonds européen d'orientation et de garantie agricole a de nouveau été l'objet en 1968.

Bien entendu, le Parlement européen doit lui aussi assumer des responsabilités. C'est pourquoi, au nom de mon groupe — et j'espère avec l'appui des autres groupes de cette Assemblée — j'ai déposé un amendement dans lequel nous partons de l'idée que si la Commission et le Conseil ne parviennent pas, au cours de l'exercice 1970, à mettre sur pied un mécanisme de contrôle communautaire efficace, ce Parlement devra rejeter le budget de 1971.

Tant la Commission que le Conseil doivent être conscients de l'impression désastreuse que les informations concernant des fraudes d'un montant aussi important au détriment du Fonds européen agricole ne manquent pas de créer dans l'opinion publique de nos six pays. On se demande comment il est possible que des montants aussi énormes puissent être dépensés, manifestement de manière illégale. Si cette situation persistait, l'opinion publique pourrait finalement prendre parti contre l'ensemble du financement de la politique agricole communautaire. Et il est vrai que si nous considérons toutes les difficultés que soulève dans certains pays l'acceptation de ce financement communautaire, il n'est pas opportun que l'opinion publique, elle aussi, soit préoccupée — à mon avis, à juste titre — par la question de savoir si les sources sont correctement employées.

**Westerterp**

Monsieur le Président, c'étaient là quelques brèves observations très succinctes que j'ai voulu consacrer, au nom de mon groupe, à ce budget de 1970. Vous en aurez conclu qu'en dépit de tous les éloges que j'ai adressés au Conseil, nous ne sommes pas tellement satisfaits de la manière dont ce budget a été soumis au Parlement. Vous aurez également compris que la situation est en train de se dégrader pour ce qui est de la Commission des Communautés européennes. C'est pourquoi il serait souhaitable — puisqu'on parle de malentendus — qu'un franc dialogue puisse être mené entre la Commission et le Parlement, chacune des parties étant disposée à écouter l'autre, sans que cela n'aboutisse à un « dialogue de sourds ».

Enfin, vous comprendrez que je n'ai que des éloges à adresser à la Cour de justice ; je me demande, toutefois, ce que la Commission entend faire des arrêts qui condamnent certains États membres. J'espère que le Parlement européen, qui n'a eu que si peu de temps pour discuter ce budget, a fait comprendre au Conseil son intention de poursuivre dans toute la mesure du possible l'intégration européenne. Il est toutefois des signes qui nous incitent à nous demander si nous pouvons, à l'avenir, accepter purement et simplement les budgets tels qu'ils nous sont soumis, budgets dont l'exécutif nous a dit à la commission des finances et des budgets qu'il ne voit guère ce qu'il pourrait en faire, mais dont il semble néanmoins assumer la responsabilité.

Monsieur le Président, j'espère que ce bref exposé, frappé au coin du franc-parler batave, aura contribué à une juste conception des choses.

**M. le Président.** — La parole est à M. Gerlach, au nom du groupe socialiste.

**M. Gerlach.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens tout d'abord, au nom du groupe socialiste, à remercier sincèrement M. Aigner d'avoir présenté, en dépit du peu de temps dont il disposait et malgré les circonstances défavorables, un rapport d'une si haute qualité. Nous y avons nous-mêmes collaboré et M. De Koster, qui a assisté à nos travaux, a pu constater dans quelles conditions difficiles nous avons étudié ce budget.

Aussi ne faut-il plus qu'à l'avenir — et le Conseil le reconnaît implicitement par sa promesse — il en aille de même que les années précédentes où notre travail s'est poursuivi dans des conditions particulièrement pénibles.

Dans son avant-projet de budget pour l'exercice 1970, la Commission a dit dans son introduction que l'année 1969 était marquée par une relance de l'activité communautaire. Et elle poursuit en disant : « Il n'est pas possible de dresser dès à présent le bilan de ces activités, mais l'accroissement des travaux est mis en évidence par une série d'indications chiffrées

précisées dans la suite de cette introduction. Le bilan que nous avons à dresser est très négatif. Nous n'avons pas encore de politique commune de l'énergie, de politique monétaire commune, de politique économique commune.

A mon avis, l'année 1969 n'a pas apporté une relance de l'activité communautaire mais une paralysie. Et nous ne pouvons que prendre acte de cette paralysie. Dans le budget pour 1970, tel qu'il nous a été soumis par le Conseil, nous en trouvons une fois de plus la confirmation. Nous ne disposons pas encore de ressources propres, si bien que nous ne pouvons considérer ce budget comme un véritable budget européen. Le financement intégral du budget est encore couvert par les contributions des États membres.

Comme les précédents, ce budget est caractérisé par le volume imposant des crédits du secteur agricole. Deux tiers et même davantage, relèvent de ce secteur. L'orateur qui m'a précédé et aussi le rapporteur ont montré les difficultés qui résident justement dans la gestion de cette partie du budget. Je ne voudrais pas ajouter encore à ce qui a déjà été dit.

Nous nous rallions également à la déclaration que vient de faire M. Westerterp, selon laquelle nous ne sommes pas enclins à l'avenir, à adopter un budget si ces discordances ne sont pas éliminées de manière crédible.

M. De Koster nous a expliqué comment le financement du secteur agricole a été établi pour la période commençant le 1<sup>er</sup> juillet 1969 et le Conseil parle, lui-même, dans ce cas, d'une situation exceptionnelle. Mais je crois que ce qui s'est fait dans ce domaine est, sur le plan juridique, une atteinte au traité. Car selon celui-ci, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1969, le financement du budget agricole devait se faire par des décisions des gouvernements. Mais nous entamons le budget de 1970 avec les mêmes difficultés et nous mettons tous nos espoirs dans la relance que doit nous apporter la Conférence de La Haye des 1<sup>er</sup> et 2 décembre, encore que nous éprouvions un sentiment de malaise devant les nombreux problèmes auxquels une solution doit être donnée au cours de cette conférence.

Mesdames, Messieurs, on parle beaucoup de montagnes mais je crois que la montagne de problèmes est plus grande que la montagne de beurre et la montagne de céréales.

Il a été également question de la situation du personnel de l'administration. A la réunion de la commission des finances et des budgets, M. De Koster a critiqué le fait que la Commission n'ait pas été en mesure jusqu'ici de procéder à une meilleure répartition interne du personnel. Il a caractérisé la situation en disant que, bien souvent, dans les services administratifs de la Commission, on trouvait des bureaux vides alors que les heures de travail n'étaient pas encore terminées. Je voudrais demander à la

**Gerlach**

Commission et à son administration de veiller à ce qu'on ne puisse plus leur faire de tels reproches.

Mais, d'un autre côté, il faut aussi reconnaître que les fonctionnaires responsables de la Commission fournissent, au delà des heures prévues, un travail au service de l'Europe et cela jusqu'à la limite de leurs possibilités physiques. Je voudrais, pour ce motif, demander que l'on réfléchisse s'il n'est pas possible, à l'avenir, de procéder en temps utile dans les budgets, à un relèvement réel des traitements que l'on puisse considérer comme suffisant par rapport à l'accroissement du coût de la vie.

Nous avons pu lire dans le budget proposé par la Commission que celle-ci a demandé à transférer 194 postes administratifs du budget de recherche à celui de fonctionnement afin de soulager d'autant le budget d'Euratom qui a ses propres difficultés dont nous parlerons encore sans doute aujourd'hui. Mais le Conseil ne s'est pas rallié à cette proposition. Il a une fois de plus reporté ce problème à plus tard en prétextant que la question méritait encore une mise au point. Nous espérons que celle-ci se fera d'une part en faveur du personnel et d'autre part en faveur d'Euratom lui-même.

La Commission a en outre proposé que le personnel des écoles européennes soit inscrit au budget de fonctionnement. Nous regrettons de devoir constater que le Conseil n'a pas non plus adopté cette proposition. Les écoles européennes apportent une contribution si importante à l'Europe qu'elles méritent qu'on leur accorde une plus grande attention que jusqu'ici. J'insiste vivement et je demande au Conseil d'honorer l'œuvre de ces écoles en ne mettant pas en doute leur maintien : j'ai visité la semaine dernière une telle école et j'ai entendu les parents exprimer leur crainte que le maintien de cette école ne soit remis en cause du fait de la réduction des tâches d'un centre de recherches nucléaires d'Euratom. Ce serait terrible si l'un était lié à l'autre tout comme il serait terrible que l'on en vienne à une réduction du personnel de cette institution.

Nous avons encore un problème important dans ce budget : le Fonds social européen avec ses 64 millions d'unités de compte. Son insuffisance réside dans son peu de maniabilité. Nous sommes fort intéressés à donner à ce Fonds une structure nouvelle, plus efficace, pour le secteur pour lequel il a été créé et au delà. Un rapport est en élaboration à ce sujet et sera bientôt présenté.

Monsieur De Koster, à mon grand regret, j'ai entendu la déclaration que vous avez faite au sujet du groupe d'interprètes du Parlement européen. Comme l'a dit le rapporteur, c'est là une question qui touche à notre autonomie. Une revue allemande fort répandue a dit de nous lorsque nous siégeons à Strasbourg :

« A la Maison de l'Europe de Strasbourg coule la faconde des unificateurs professionnels, frappés de cécité et d'impuissance. »

Impuissance est un mot que l'on peut employer à propos de la décision du Conseil, car au sujet de notre modeste demande, de nature purement technique, nous sommes impuissants à l'égard de la décision du Conseil. M. De Koster a prétendu que l'année écoulée le Parlement n'avait connu aucune difficulté du fait de ce groupe technique. Ce n'est pas tout à fait le cas. Nous avons eu des difficultés et — je me rappelle fort bien — une réunion pour laquelle nous ne disposions pas des interprètes nécessaires, ce qui était dû à une erreur de l'institution compétente. Si l'un des interprètes n'avait été capable de faire de l'interprétation dans les quatre langues, nous aurions dû annuler la réunion de la commission.

Monsieur le Président, dans la revue allemande que je viens de citer, il y a un autre passage que je voudrais vous lire afin de caractériser la situation dans laquelle nous nous trouvons. Ne s'agit-il pas d'une partie de l'opinion publique dont nous nous préoccupons et qu'il importe de faire connaître au Conseil ? Il est dit :

« L'intégration politique de l'Europe, thème numéro un d'un nombre incalculable de conférences des années 60, n'est plus sérieusement en discussion, car la construction bâtie pour l'éternité par le traité de Rome s'écroule et cet écroulement entraîne avec lui non plus seulement les objectifs politiques de toute manière imprécis, mais aussi le contenu économique de la Communauté. »

Cette situation tragique, que nous sommes les premiers à ressentir, nous incite à insister vivement auprès du Conseil pour qu'il accepte les propositions de modification présentées par le Parlement européen. Nous voulons ainsi combattre la détérioration de nos institutions et tenter d'apporter une contribution à la relance du Marché commun, comme il est d'ailleurs dit dans l'introduction du document de la Commission.

Le groupe socialiste n'est pas en mesure d'approuver le budget que le Conseil a soumis à notre avis. Il le considère comme un budget des occasions perdues. Le groupe socialiste approuvera donc la proposition de résolution et aussi l'amendement déposé par M. Westerterp, mais non pas le budget présenté par le Conseil.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cointat au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

**M. Cointat.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chaque année, la saison d'automne est consacrée à l'étude des budgets, que ce soit devant les Parlements nationaux, ou devant le Parlement européen. C'est une époque où les arbres pleurent des feuilles couleur de soleil et où les contribuables pleurent sur des feuilles d'impôts couleur d'inquiétude. Il est donc normal que nous étudions ce budget de 1970 des Communautés et, à ce propos, je

**Cointat**

voudrais présenter deux observations : l'une a trait aux conditions de cet examen budgétaire, qui m'apparaît malheureusement superficiel et bâclé, l'autre concerne le visage particulier de l'année 1970 qui, je l'espère, ne ressemblera en rien aux années précédentes.

Examinons d'abord pendant quelques instants les conditions de cet examen budgétaire. La commission des finances et des budgets a été saisie d'un énorme volume — plusieurs centaines de pages ! — bourré d'innombrables chiffres, d'ailleurs assortis de peu de commentaires, et dont la lecture, pour ma part, est particulièrement indigeste et abstraite.

La commission des finances et des budgets a été saisie au dernier moment, — je ne pense pas que notre rapporteur me démentira — au mépris des délais réglementaires.

Personnellement, je n'ai pas eu le temps, je l'avoue bien humblement, d'étudier convenablement ce projet de budget 1970. C'est pourquoi, si mon discours est superficiel et médiocre, j'aurai droit à quelques circonstances atténuantes, car je considère que cette façon de travailler n'est ni sérieuse ni raisonnable.

En outre, la présentation du document laisse beaucoup à désirer. On y trouve de nombreuses lacunes : dans les récapitulations notamment, il est difficile de voir comment s'organise l'ensemble de la Communauté ; il y a peu de synthèses précises, mais un abus des analyses ; et pratiquement il est souvent impossible de faire des comparaisons avec les années précédentes : on ne voit pas très bien comment évoluent les dépenses chapitre par chapitre, on ne voit même pas comment elles évoluent par rapport à l'année précédente. Si bien qu'en définitive on a l'impression qu'il manque à ce travail une philosophie générale, on n'y sent pas d'enthousiasme, pas de fil conducteur, on n'y voit que du gris. Ce document est froid comme un brouillard d'automne, ce projet de budget manque de clarté et de chaleur.

Je considère qu'il n'est plus possible de continuer à travailler dans ces conditions déplorables, surtout lorsque des sommes extrêmement importantes sont en jeu. En réalité, je suis au regret de devoir constater que le Parlement européen ne joue aucun rôle dans l'élaboration du budget et qu'il n'exerce effectivement aucune mission de contrôle budgétaire.

Alors je me tourne vers la Commission et je lui dis très amicalement : craignez le moment où le Parlement va vraiment se fâcher, car, s'il ne se fâche pas, je désespérerais de ce Parlement, qui ne serait qu'une aimable académie.

Notre Parlement ne possède qu'un seul moyen de sanction, que vous connaissez aussi bien que moi. Je ne suis nullement partisan des drames ; je ne cherche pas à préciser les responsabilités, car seuls les résultats m'importent. Mais si nous continuons à travailler

dans une telle anarchie, je persiste à croire qu'il faudra bien un jour, malgré toute la peine que j'en aurai, utiliser ce moyen des sanctions et trancher le fil qui retient cette épée de Damoclès, au-dessus de la tête de la Commission.

A ce propos, j'ai l'intention, comme rapporteur de la commission des finances et des budgets en ce qui concerne le règlement sur le financement de la politique agricole commune, de proposer un certain nombre de mesures budgétaires, notamment la création d'un service de contrôle financier *a posteriori* — car, dans les Parlements nationaux, nous avons trop souffert des contrôles financiers *a priori* — qui aurait pour mission non seulement d'aider le Parlement à contrôler efficacement les dépenses du budget de la Communauté, mais aussi — et là je me tourne vers notre collègue Aigner — d'assister la commission des finances et des budgets dans l'étude précisément des propositions budgétaires.

Ma deuxième observation concerne l'aspect particulier de l'année 1970. En effet, le 1<sup>er</sup> janvier 1970 marquera la fin de la période transitoire. Cette date oblige sinon à repenser, du moins à élaborer de nouveaux règlements applicables au cours de la période définitive en fonction des orientations définies dans les traités.

Or, là encore, je suis obligé de constater que ces règlements ne sont pas approuvés. Pourtant, ils devraient conditionner le budget de l'exercice 1970.

Comment peut-on approuver un budget qui ne repose sur rien, qui comporte d'énormes blancs ou qui ne renferme que de grandes masses financières impossibles à ventiler, à justifier, à répartir et même à comprendre ?

On nous demande de donner un avis sur un budget ectoplasmique, qu'il a été impossible à la Commission d'établir correctement faute de moyens nécessaires.

Comment peut-on établir le budget de F.E.O.G.A., section garantie, alors que l'on n'a pas encore approuvé le règlement du financement de la politique agricole commune qui devra entrer en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain ? Comment peut-on établir le budget du F.E.O.G.A., section orientation, quand un memorandum agricole a été présenté par la Commission exécutive depuis octobre 1968, lequel n'a d'ailleurs encore été ni examiné, ni, *a fortiori*, approuvé ? Comment peut-on établir un budget général quand on ne sait pas s'il aura ou non des ressources propres ? Comment peut-on, enfin, donner un avis sur un budget des Communautés désormais fusionnées dans lequel il manque, par exemple, le budget de l'Euratom ?

Il ne peut donc s'agir que d'un budget de fonctionnement, d'un budget — je dirais — provisoire, qui a simplement pour objectif de permettre à l'épicerie

**Cointat**

communautaire de continuer à tourner. Je ne voudrais pas que l'avis que nous allons donner soit considéré comme un avis définitif sur le budget de 1970, car nous ne disposons pas des moyens d'appréciation nécessaires, il s'agit simplement d'un « avis conjoncturel », donné pour ne pas arrêter le fonctionnement de nos Communautés.

Ma conclusion sera brève et, comme le budget de 1970, provisoire. La méthode d'étude de ce budget est particulièrement mauvaise, mais je pense que l'on peut y remédier facilement et rapidement. Quant au fond, le Parlement ne peut pas se prononcer d'une façon définitive. Sur ce point, le groupe que je représente approuve les réserves, sévères mais justifiées, présentées par notre rapporteur, M. Aigner, que je remercie et complimente d'avoir su établir ce rapport délicat dans un temps record et dans des conditions particulièrement pénibles.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier le rapporteur et le président de la commission des finances et des budgets d'avoir réussi, dans un temps aussi court, à examiner en commission, à trois reprises, le budget que nous avons présenté en temps voulu et à le faire discuter par le Parlement dans les délais impartis.

Nous avons présenté le budget de fonctionnement un peu plus tôt qu'il n'était prévu, c'est-à-dire à la fin septembre. Par contre, nous avons soumis le budget du F.E.O.G.A. avec quelque retard. Si je regrette évidemment que le Conseil ait pris du retard à l'examiner, je suis enclin à faire preuve de clémence à son égard, car il a un surcroît de travail devant lui. Nous ne sommes pas responsables de la suppression de la longue introduction qui précédait ce budget ; je puis d'ailleurs vous dire que le Parlement en a eu officiellement connaissance, car notre avant-projet lui a été, de même, envoyé à temps.

Je me dois aussi de remercier le Conseil. J'attends beaucoup de la présence de M. De Koster à cette session. J'en attends beaucoup, dis-je, car le Conseil pourra entendre quelles critiques on formule et constater que la Commission n'a pas seulement un allié dans le Parlement, mais espère en trouver un dans le Conseil lui-même, pour que, lorsque le budget viendra en seconde lecture devant celui-ci, nous ayons un appui en la personne de M. De Koster, puisqu'il connaîtra toutes les critiques qui auront été faites tant à l'encontre du Conseil que de la Commission.

Monsieur le Président du Conseil, si je formule parfois quelques critiques, ce n'est pas à vous qu'elles s'adressent, c'est au Conseil lui-même.

Nous disposons en effet d'un budget de 3,2 milliards d'u.c. dont, je précise tout de suite, 3 milliards sont destinés au Fonds agricole. Il reste donc 200 millions d'u.c. dont 40 % sont affectés à des objectifs sociaux, le Fonds social et l'aide alimentaire. Quant aux 60 % restants, c'est-à-dire 120 millions d'u.c., ils sont destinés aux dépenses administratives et opérationnelles.

L'accroissement budgétaire est très variable selon les domaines : il atteint 100 % pour le Fonds social et l'aide alimentaire, 18 % pour le F.E.O.G.A., et moins de 0,15 % pour les dépenses administratives et opérationnelles. Telle est la réalité brutale : moins de 0,15 % pour un budget de 3,2 milliards, soit le budget le plus élevé de toute l'histoire des Communautés européennes.

Et je ferai remarquer à M. Westerterp que si l'on considère les dépenses administratives, nous pouvons nous comparer à la Cour de justice, à laquelle il a décerné tant d'éloges. En effet, si les dépenses administratives de la Cour de justice ont augmenté de 5 %, celles de la Commission ont augmenté de 5,5 %. Je n'ai pas fait le calcul exact, en tout cas, elles n'atteignent pas 6 %.

Je dois donc faire justice des critiques qui nous ont été adressées dans cet hémicycle. Je me sens en effet plus près de la Cour de justice, dont on fait les éloges, que de l'attitude de ceux qui nous ont censurés.

L'accroissement de nos dépenses est moindre que celui des dépenses du Conseil et moindre que celui du Parlement lui-même. Qu'on ne vienne donc plus nous faire des reproches ! Si l'on tient compte des dépenses qui ne se reproduiront plus, mais que nous avons dû faire en 1969, par exemple au titre de l'aide aux mineurs siciliens et au titre de la rationalisation intervenue l'an passé, et même si l'on compare le budget de 1970 à celui de 1969, l'augmentation n'est encore que de 6 %, comme je viens de vous l'indiquer.

Entre l'avant-projet que nous avons présenté et le projet que vous avez sous les yeux, vous allez relever quelques différences. Ce sont tout d'abord quelques transferts du budget de recherche au budget de fonctionnement. Il était nécessaire de les faire en attendant les conclusions de la conférence de La Haye à ce sujet. Deuxièmement, certaines réductions ont été opérées, entre autres en ce qui concerne le personnel et les dépenses de fonctionnement. Je remercie le rapporteur d'avoir cité les chiffres que nous avons proposés au début. Je lui suis reconnaissant de l'initiative qu'il a prise, comme aussi de la manière enthousiaste dont il a défendu ce rapport et qui a sans doute persuadé le représentant du Conseil autant que moi-même.

On a beaucoup blâmé notre politique du personnel. On nous dit de tendre vers plus de mobilité ; on doute



**Coppé**

du bien-fondé de nos demandes en effectifs. Peut-être aura-t-on été frappé par le fait que le Conseil, dans son introduction qui remplaçait la nôtre, n'attribuait pas moins de 155 nouveaux postes au titre de postes permanents. Cependant, une vingtaine de ceux-ci, soit 19 postes A et 1 poste B, ont simplement été transférés d'un budget à l'autre, c'est-à-dire du budget de la recherche au budget de fonctionnement ; il s'agit de personnes qui font exactement le même travail qu'auparavant. Nous n'y gagnons donc pas grand-chose.

Il en est de même pour les 20 postes B. Ces agents sont déjà à notre service ; il s'agissait d'agents locaux dont les emplois deviennent ainsi permanents ; leur activité reste naturellement la même. En outre, si l'on tient compte du nombre des fonctionnaires déjà en service, il y a en définitive 88 nouveaux postes et non 155.

Monsieur le Président, vraiment, nous n'avons pas demandé grand-chose. Je vous assure que nous nous sommes efforcés de demander le minimum. Nos services administratifs avaient proposé 700 nouveaux postes pour notre budget ; nous en avons demandé 155 au Conseil, et celui-ci n'en a accordé que 88. Je reviendrai tout à l'heure sur ce point, mais il fallait que je vous dise d'abord que, pour lui-même, le Conseil décide une augmentation des effectifs de 10 % alors que nous ne renforçons les nôtres que de 1 à 2 %. De toute évidence, le Conseil espère que nous allons transférer le personnel d'un secteur de l'administration à un autre. Que puis-je dire ? Simon que cela revient à prendre à l'un ce que l'on donne à l'autre, sans rien ajouter.

Permettez-moi de faire une remarque particulière au sujet de l'Information, dont je suis le responsable au sein de la Commission. Je remercie M. Aigner de s'être efforcé de remettre à son niveau initial ce poste dont le montant avait été également réduit par rapport à la proposition que nous avions faite. Si on le compare à celui de 1969 et que l'on considère l'accroissement énorme des dépenses auquel nous avons à faire face, il faut bien dire que le montant accordé par le Conseil ne nous permet pas de développer notre action d'information. Si nous ne recevons pas de crédits supplémentaires, force nous sera de réduire ces activités par rapport à 1969, et cela au moment où le Marché commun va entrer dans sa phase définitive, et où la politique commerciale commune qu'il nous faut mener à l'égard des pays tiers va entrer en vigueur. De plus, nous devons défendre notre politique agricole vis-à-vis des pays tiers, lesquels ne se montrent pas toujours très compréhensifs à l'égard de cette politique. En outre, nous aurons à soutenir, dans les différents pays, l'idée des ressources propres de la Communauté. Je n'assurerais pas que l'on comprenne bien partout que la Communauté désire avoir de telles ressources. Enfin, nous devons en arriver un jour à une union économique. Or, il est déjà assez difficile d'expli-

quer au grand public que nous avons une union douanière, mais que nous ne sommes pas encore très avancés dans la réalisation de l'union économique. En ce qui concerne la Turquie, nous entrons dans une phase de transition. Et toutes ces tâches, il nous faudra les accomplir au moyen d'un budget qui nous accorde moins en 1970 qu'en 1969. Nous avons à remplir une mission d'information à l'intérieur et à l'extérieur de la Communauté et cette action doit prendre de plus grandes dimensions.

Je passe maintenant au budget du F.E.O.G.A. et je m'adresserai plus particulièrement à M. Cointat.

*(M. Coppé poursuit son exposé en langue française)*

Monsieur Cointat, vous avez critiqué en des termes acerbes le fait que nous ayons un budget dans lequel nous avons introduit avec retard le poste F.E.O.G.A. Nous l'avons introduit avec quelques semaines de retard et nous avons incorporé dans notre budget les sommes nécessaires en tenant compte des propositions nouvelles qui sont sur la table du Conseil. Tout cela a été remplacé par un montant qui reproduit la somme de 1969, compte tenu des réinscriptions comme vous le savez.

On peut le regretter, Monsieur le Président, mais nous nous trouvons en ce moment devant un « paquet » de fin d'année et, il est inutile de nier l'évidence, devant des problèmes essentiellement politiques. Ce « paquet » de fin d'année comprend, entre autres, le financement de la politique agricole dans la période définitive, les ressources propres, l'élargissement de la Communauté et l'extension des pouvoirs du Parlement. Nous avons accepté la somme forfaitaire qui a été prévue, parce que, effectivement, elle nous suffit ; parce que, compte tenu de l'ensemble des dépenses devant lesquelles nous nous trouvons actuellement, nous pouvons sans crainte commencer l'année avec les 2 milliards 500 millions qui sont prévus au budget du F.E.O.G.A., section garantie. En ce qui concerne le F.E.O.G.A., section orientation, étant donné qu'il procède toujours à une sorte de *clearing a posteriori*, nous pouvons sûrement commencer l'année.

Nous pouvons le regretter, mais en ce moment, nous ne pouvons pas aller plus loin que l'inscription, et encore sous réserve de l'adoption du règlement financier agricole pour la période définitive, ce qui, j'espère, pourra être fait dans les semaines à venir. Nous avons eu, avant-hier et hier encore, un débat qui, j'espère, nous rapproche de la mise au point d'un règlement d'ensemble.

On nous a aussi fortement critiqués pour les fraudes. Le budget du F.E.O.G.A. s'élève à 3 milliards et nous avons très peu de personnel, non seulement pour le contrôle, mais pour le F.E.O.G.A. tout court. Sur les 155 postes nouveaux que nous avons demandés, 19 étaient destinés à la direction du F.E.O.G.A., tout compris, contrôle, réglementation, etc.

**Coppé**

Étant donné que nous n'avons pas obtenu la totalité de ces 155 postes nouveaux, mais seulement la moitié environ, nous devons revoir nos prévisions d'affectation, et malgré les efforts que personnellement je ferai — rejoignant en cela la thèse défendue par le Conseil de ministres — je ne suis pas sûr que nous pourrions affecter au F.E.O.G.A. la totalité du personnel que nous avons prévu.

Pour le reste — j'ai déjà été interrogé sur ce point, notamment lorsque nous avons discuté de la question de la commission de contrôle et du règlement relatif au financement de la politique agricole commune dans la période définitive — nous avons prévu un mécanisme officiel d'information réciproque pour essayer de détecter tout ce qui peut être ou peut provoquer des fraudes.

En second lieu, nous prévoyons un mécanisme pour renforcer la collaboration entre les États membres et la Commission dans ce domaine.

En ce qui concerne la mise en place d'un service central d'enquêtes, la Commission ne croit pas devoir procéder actuellement à la création d'un tel organisme.

Je remercie M. Aigner d'avoir bien voulu souligner le fait que, dans une administration comme la nôtre, la mobilité du personnel est forcément limitée. Lors du recrutement pour n'importe quel poste, nous donnons une priorité absolue à tout fonctionnaire qui est inscrit à l'heure actuelle au budget de recherches. Cela donne de très bons résultats en ce qui concerne le personnel des catégories B, C et D. Cela soulève malheureusement des difficultés en ce qui regarde le personnel de la catégorie A.

Ne nous dites donc pas que nous ne nous préoccupons pas de la mobilité. Nous assurons cette mobilité le mieux possible. Elle réussit là où, *a priori*, on pouvait espérer le minimum de difficultés. Mais nous rencontrons là un certain nombre d'obstacles qui sont d'ordre personnel et d'ordre fonctionnel. Le Parlement comprendra que, dans ce domaine, il est difficile de forcer les choses.

*(L'orateur poursuit en langue néerlandaise)*

M. Westerterp nous dit ensuite que lui et son groupe allaient étudier sérieusement s'il ne faudrait pas rejeter le budget de 1971 au cas où aucun contrôle sérieux ne serait instauré. M. Cointat a ajouté qu'il faudrait envisager de le faire si le budget de 1971 était établi dans les mêmes conditions que cette année. J'ajoute ne pas saisir très bien sa réflexion : « ce budget manque de chaleur ». Dans toute ma carrière politique, je n'ai jamais vu un budget qui, à cet égard, répondrait aux exigences et demandes de M. Cointat.

A présent, je dirai à M. Westerterp qu'une solution satisfaisante j'espère, pourra être trouvée pour 1971, mais que si nous ne pouvons plus assumer la res-

ponsabilité politique, nous ne manquerons pas d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Soyez persuadé, Monsieur Westerterp, que nous ferons face à nos obligations.

Un mot enfin des ressources propres. M. De Koster a exprimé l'espoir de voir, pour la dernière fois, le débat budgétaire se dérouler dans des conditions aussi mauvaises. Je le comprends parfaitement. Comme lui, j'espère qu'au moment où le budget sera présenté pour 1971, les ressources propres et l'extension des pouvoirs du Parlement seront devenues des réalités. La commission des finances et des budgets et la commission politique se sont déjà attaquées aux propositions de l'exécutif qui intéressent tant les ressources propres que l'extension des pouvoirs du Parlement. Je remercie les présidents des deux commissions qui ont bien voulu poursuivre avec célérité l'étude de ces questions durant ces dernières semaines. Je compte que dans le courant de décembre, nous serons à même d'en entamer la discussion au Parlement et que ce dernier se rendra compte que la Commission, dans ce domaine comme dans d'autres, a porté le flambeau, dans des circonstances parfois très difficiles, et qu'elle a fait tout son devoir. Je le dis à l'adresse de tous ceux qui ont estimé bon de nous rappeler notre devoir. Car notre devoir, nous l'avons fait et continuerons à le faire.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets.** — Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord en tant que président de la commission des finances et des budgets, qui est principalement intéressée à ce débat, vous prier de m'excuser d'avoir été absent un instant à la reprise de la séance, la commission étant convoquée pour donner un avis urgent sur les mesures à prendre en matière agricole, suite à la réévaluation du Deutsch Mark.

J'espère cependant que ceci ne m'aura pas privé de la compréhension générale du débat.

Je voudrais tout d'abord remercier notre rapporteur, M. Aigner. On l'a déjà fait longuement, mais je voudrais dire qu'il a accompli un véritable exploit en mettant sur pied en douze jours un rapport extrêmement complet, extrêmement précis, qui traduit parfaitement la position qui est celle de la commission des finances et des budgets. Je pense qu'il y a, dans le travail qu'il a pu accomplir en si peu de temps, un exemple pour d'autres institutions qui nous disent, après avoir gardé le dossier plusieurs mois, qu'elles ne peuvent motiver leurs propositions.

M. Aigner avait la tâche ingrate d'être complet, il l'a été sans pour autant négliger l'essentiel. Même si, ici et là, le rapporteur et les porte-parole des

## Spénale

groupes politiques ont évoqué chacun des points sur lesquels je vais maintenant revenir. Je signale au passage l'unanimité des interventions qui ont été faites, aussi bien à travers les groupes politiques qu'à travers les représentations nationales — si on peut encore parler ainsi dans ce Parlement — et je tiens à dire que l'unanimité est complète dans notre Assemblée, quelles que soient les façons dont on peut essayer de cataloguer les membres de ce Parlement.

Je voudrais revenir très rapidement mais très fermement sur ce qui me paraît l'essentiel. Je voudrais le faire en trois temps : dire les motifs de déception que comporte le projet de budget, situer ces motifs de déception dans le moment où nous sommes et adresser un appel au Conseil.

Le projet de budget de 1970 est décevant, je le dirai très vite parce que tout à déjà été dit, mais je voudrais faire un rapide résumé. Il y a une ligne pour le F.E.O.G.A., les deux tiers du budget ; il n'y a pas de budget pour Euratom et même l'indication « pour mémoire » a disparu ; les demandes de personnel de la Commission des Communautés ont été sabrées, l'exposé des motifs a été abandonné et n'a pas été remplacé, sauf peut-être par des observations qui ne nous paraissent pas tellement courtoises pour le Parlement européen lui-même.

Si je considère en outre les procédures qui ont eu lieu, notamment ce qu'était la composition du Conseil le jour où la délégation composée de vous-même, Monsieur le Président, du rapporteur M. Leemans, du secrétaire général de notre Assemblée et de moi-même, est allée exposer les besoins budgétaires de notre Assemblée devant le Conseil — je ne veux pas m'étendre davantage sur ce qu'était ce jour-là la composition du Conseil — je dois dire que ces procédures sont privées de sens lorsque les responsables véritables ne sont pas présents. La seule consolation que nous avons eue, Monsieur De Koster, c'est vous-même, c'est votre courtoisie, c'est votre sérénité, c'est votre attention à toutes nos demandes et la sincérité courtoise, même quand elle était ferme, de vos réponses.

Nous connaissons votre difficulté. Il n'est pas facile d'être une trinité et vous êtes deux trinités. Vous représentez six délégations qui ne sont généralement pas d'accord. Nous comprenons que vous soyez le dos au mur.

Mais le comportement courtois du Président en exercice ne peut constituer à lui seul un climat satisfaisant pour les relations inter-institutionnelles entre ce Parlement et le Conseil.

Ces motifs de déception s'aggravent si nous considérons le moment où nous nous trouvons, et j'en viens au deuxième point.

Où en sommes-nous ? Quel est ce moment ?

Sans faire de références, qui ne sont peut-être pas de mise dans ce débat, à la veille du sommet de La Haye, dont nous espérons tous une impulsion nouvelle, je dois dire que même en ne considérant que la marche paisible et quotidienne des traités, ce budget et le premier de la période définitive, puisque la période de transition, aux termes de l'article 8, se termine le 31 décembre 1969 et que chacune des trois institutions a affirmé sa volonté de ne pas voir prolonger la période transitoire. Nous devrions être, par conséquent devant l'existence de ressources propres et, simultanément, l'existence de nouveaux pouvoirs budgétaires du Parlement européen.

Dans le texte même de la communication N° 700, de la Commission, je lis ceci : « Le 27 juillet 1965, la Commission, tenant compte des positions prises par le Conseil à la suite de la crise de 1965 et dans l'intérêt d'un accord, admettait que le financement du budget de la Communauté par des ressources propres pouvait n'être prévu qu'à partir de 1970 », et ceci était écrit dans l'esprit de faire une concession extrême au Conseil.

C'est ce budget qui est devant nous, mes chers collègues.

Le Conseil, lui, dans le procès-verbal de sa 185<sup>e</sup> session, celle de mai 1966, déclarait vouloir entamer la procédure prévue à l'article 201 avant l'expiration de la période de transition fixée à l'article 8 du traité. Cela montre non seulement que les traités ont prévu des ressources propres et de nouvelles procédures, mais que tout le monde était d'accord à cet égard. Nous sommes donc en retard sur le traité et sur les intentions proclamées, tant par le Conseil que par la Commission, sur l'institution de ressources propres et sur les pouvoirs budgétaires accrus du Parlement européen.

J'en viens maintenant à l'appel que je dois adresser au Conseil. Car, si nous en sommes là, le bon sens, le sens politique, la simple courtoisie, tout aurait voulu que la Commission et le Conseil, s'ils sont en retard pour l'institution des ressources propres et des pouvoirs budgétaires, eussent au moins montré qu'ils étaient conscients que de nouvelles pratiques devaient être de règle, même si les procédures nécessaires ne sont pas encore mises en œuvre ; en effet, si elles ne le sont pas, ce n'est pas la faute de l'Assemblée qui les a réclamées avec constance.

C'est avec cette conviction, Monsieur le président De Koster, que nous vous demandons — et c'est l'appel que je vous adresse — que lorsque le Conseil examinera le rapport de M. Aigner, la résolution du Parlement européen et les amendements que nous proposons au budget de 1970, il tienne compte du moment où nous nous trouvons, des progrès dans le fonctionnement démocratique des institutions qui auraient dû s'accomplir avec la préparation et l'éta-

### Spénale

blissement même de ce budget ; en d'autres termes, nous demandons que le Conseil accorde, dès cette année, une attention nouvelle aux propositions de notre Parlement dont, jusqu'ici, il n'a jamais tenu aucun compte dans ses décisions finales, même si les procédures intermédiaires ont quelquefois apporté quelques progrès.

C'est le meilleur gage que le Conseil pourrait donner de ses intentions réelles en vue du débat que nous devons avoir demain sur l'institution de procédures démocratiques pour l'établissement des budgets futurs ; et ce serait aussi le meilleur prélude aux relations nouvelles qui devront s'établir à l'avenir, entre nos institutions et particulièrement entre le Conseil de ministres et le Parlement européen.

Les parents ont tort lorsqu'ils ne s'aperçoivent pas du moment où l'adolescent atteint la majorité. Nous demandons que le Conseil, à l'heure où nous sommes, ne persiste pas dans une attitude semblable à l'égard des autres institutions et particulièrement du Parlement européen. Le budget qui nous est soumis nous donne malheureusement cette impression.

Nous comptons sur les décisions finales du Conseil et sur votre intervention auprès de lui, Monsieur le Président, pour que ces décisions finales viennent effacer la mauvaise impression première.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Rey.

**M. Rey, président de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, normalement un débat budgétaire peut être un simple débat budgétaire, mais c'est aussi le droit de tous les Parlements qui discutent un budget de mettre en cause la politique générale de l'institution dont ce budget est l'expression. Nous sommes habitués dans nos États membres, dans les Parlements nationaux, à ce que la discussion budgétaire mette en cause la politique générale. C'est ce que vous venez de faire cet après-midi. Plus d'une fois, la Commission, mes collègues et moi-même, nous avons été mis en cause, et je le comprends, je ne m'en offusque pas.

Mais nous avons été mis en cause à propos de notre politique générale et, dans ces conditions, vous comprendrez qu'après l'exposé excellent de mon collègue et ami, M. Albert Coppé, je désire ajouter quelques mots sur la politique générale.

Je me tourne d'abord vers M. le président De Koster. Je le remercie d'être venu assister à ce débat, alors que sa journée sera très chargée, étant donné les obligations qu'il a encore ce soir dans son pays. Je le remercie d'être présent, et je n'ai pas l'intention de me livrer ici à une critique quelconque du Conseil. Le Parlement a le droit de le faire, je ne reproche rien à personne.

Je voudrais seulement faire remarquer que l'expérience m'a appris, après douze années, que lorsque les institutions de notre Communauté s'entendent bien, les Communautés progressent, et que lorsque le Conseil, la Commission et le Parlement sont en désaccord, les institutions ne progressent pas. Mon seul but, en montant à cette tribune, n'est pas du tout d'adresser des critiques au Conseil, c'est de dire que j'ai entendu ici dans cette Assemblée, de la part d'un membre qui parlait au nom de son groupe, une phrase que je ne peux laisser passer. On a en effet demandé si la Commission que je préside, si mes treize collègues et moi-même nous acceptons d'être transformés en secrétariat du Conseil.

Mesdames, Messieurs, il faudrait peut-être retracer toute l'histoire de notre Commission pendant deux ans, et je ne parle pas de celle dont j'ai été membre pendant les dix années précédentes. Je ne voudrais pas, en aucun cas, dépasser dix minutes, ce serait bien le maximum ; par conséquent, je ne remonterai pas très loin dans le passé.

Je voudrais tout de même que l'on précise quelque peu la question quand on me demande si j'accepte de devenir le secrétariat du Conseil. Je voudrais qu'on me dise en quelles circonstances ceci a pu se produire. Et quand on me parle, par exemple, des arrêts de la Cour de justice que la Commission n'aurait pas exécutés — je fais remarquer que le Conseil n'a rien à voir avec les arrêts de la Cour et que cela concerne la Commission et les États membres — je voudrais qu'on m'en donne la liste.

Jusqu'à présent, je connais un seul cas dans lequel un arrêt qui condamne un État membre n'a pas, jusqu'à présent, été exécuté malgré notre instance, car l'exécution de cet arrêt suppose que l'État membre modifie sa législation intérieure, et des difficultés que tout le monde connaît, et qui ne sont pas du tout liées à ce problème uniquement, font que son parlement, ayant d'autres problèmes à régler, n'a pas encore adopté la législation nécessaire.

Je voudrais que le Parlement me dise, quels sont les moyens dont je dispose comme président — ou dont mes collègues disposent — pour faire en sorte qu'un arrêt de la Cour soit exécuté.

Mais je ne voudrais pas seulement parler de ces problèmes. Je voudrais considérer notre politique générale.

Étions-nous le secrétariat du Conseil lorsque nous avons proposé, au mois de février dernier, un vaste mouvement dans le domaine de la coordination économique et monétaire, qui va être suivi dans les prochaines semaines et qui a donné lieu à un effort énorme de la part de mon collègue compétent ? je n'en cite aucun, parce que je craindrais d'en oublier, de ne pas rendre hommage assez aux efforts de tous. Vous savez à quoi je pense quand je parle

**Rey**

de cet effort économique et monétaire. Nous avons proposé au mois de février un plan que l'on a considéré comme audacieux, pour lequel les gouverneurs des banques centrales de nos six pays, unanimes, avaient manifesté un enthousiasme limité. Nous avons dû mener une longue bataille pour que ce plan soit maintenant accepté par tout le monde, fasse l'objet dans quelques semaines d'une décision, avant que nous n'allions plus loin.

Étions-nous le secrétariat du Conseil quand nous avons, après une année de travail et deux mois de longues délibérations, chaque semaine, dans notre Commission, adopté le mémorandum sur les structures agricoles, qui est un bouleversement de la situation dans laquelle se trouve l'agriculture de la Communauté, pour la faire enfin progresser davantage ?

Étions-nous les serviteurs du Conseil, lorsque, impatientés et inquiets de voir que les propositions que nous avons faites en ce qui concerne la résorption des excédents n'avaient pas été adoptées par le Conseil — celles de décembre 68, il y a 11 mois, et celles du mois de juin 69 — nous en avons fait de plus amples, de plus pressantes, et nous avons demandé qu'elles soient discutées au sein d'un Conseil comprenant l'ensemble des ministres intéressés et non pas seulement certains d'entre eux ? Le débat pour lequel nous étions retenus hier matin à Bruxelles, Monsieur le président De Koster, a été long, intéressant, bien introduit.

Messieurs, étions-nous les domestiques — on n'a pas dit « domestiques », excusez-moi — étions-nous le secrétariat du Conseil lorsque nous avons proposé un vaste plan de réforme de la politique régionale au niveau communautaire, pour lequel nous sommes en train de franchir, du moins nous l'espérons, une étape importante ? Après une longue bataille qui nous a opposés au Conseil, nous avons fait admettre que nous avions raison de créer dans notre institution une direction générale, indépendante, de la politique régionale, et nous avons chargé un de nos collègues de s'atteler à ces problèmes ?

Dois-je parler du Fonds social européen ? Est-ce le secrétariat du Conseil qui aurait eu l'audace de proposer une refonte totale de notre Fonds social pour en faire enfin un instrument de progrès économique et social véritable ?

Mesdames, Messieurs, est-ce en tant que secrétariat du Conseil que nous avons pris au printemps le risque de la décision politique de refuser de prolonger la période de transition ? C'est une décision seule, car si elle ne propose pas la prolongation, personne ne peut prolonger les périodes transitoires. Après avoir fait le tour de ces problèmes, nous avons refusé cette prolongation et la période de transition se terminera donc dans quelques semaines. Cela donne lieu à bon nombre de discussions difficiles, mais par ailleurs, un ensemble de décisions vont être prises.

Étions-nous un secrétariat lorsque nous avons proposé, le 16 juillet, des ressources propres et, à la même date, les deux règlements financiers, le définitif et le provisoire, et enfin, les pouvoirs du Parlement européen, dont je sais qu'ils ont donné lieu, dans les commissions de cette Assemblée, à quelques difficultés, mais sur lesquels, j'imagine, nous n'aurons pas trop de peine à nous mettre d'accord à la prochaine session ?

Étions-nous, Messieurs, le secrétariat du Conseil lorsque nous avons proposé les mesures qui permettent à la politique commerciale commune de devenir vraiment commune au 1<sup>er</sup> janvier ? Et c'est hier, ou ce matin, que vous avez rendu hommage à mon collègue compétent, pour l'effort considérable qu'il a fait en allant voir les gouvernements dans les capitales, en convainquant ceux qui avaient des difficultés pour que l'on accomplisse dans ce domaine les progrès nécessaires ?

Mesdames, Messieurs, si je devais faire un long exposé de toute la politique de la Commission, je devrais vous parler de toutes les négociations que j'avais commencées lorsque j'étais membre de la commission Hallstein et que mes successeurs sont en train de mener à bien, en ce qui concerne la Tunisie, le Maroc, l'Espagne, Israël, la Yougoslavie, le Japon. Que de décisions obtenues ! — et je le dis tout de suite, je me tourne vers Monsieur le président De Koster — que de décisions prises par le Conseil ! Car si le Conseil vous impatiente — et, pourquoi ne pas le dire, nous impatiente aussi par la lenteur avec laquelle il prend ses décisions — il est juste de lui rendre hommage lorsque des décisions sont prises qui permettent à la Communauté de progresser.

Et Euratom, Messieurs ? Quelle longue bataille nous livrons depuis 2 ans pour tâcher de faire en sorte que le traité d'Euratom soit appliqué, — car l'article 5 n'est pas appliqué par les États membres — et, d'autre part, pour que cette machine, administrative sans doute mais aussi technique, technologique, scientifique et industrielle, qui a été montée par nos prédécesseurs, ne soit pas mise en péril ?

Cette bataille dont je vous parle, Messieurs, je la connais. Elle a été livrée non seulement par mon collègue compétent, mais aussi par moi-même. Et pour ne vous en donner qu'une idée, je vous dirai qu'en décembre dernier, le Conseil nous a demandé de commencer à procéder à la liquidation d'une partie de notre personnel en disant qu'il était en surnombre. Nous avons répondu au Conseil que nous ne refusions pas de discuter avec lui des efforts de ce genre, mais qu'en aucun cas nous n'accepterions de commencer un retrait de notre personnel avant que n'ait été adopté le programme pluriannuel qui doit assurer la permanence d'Euratom et permettre à cette grande institution de remplir son rôle. Au mois de juin, ce même problème

**Rey**

est revenu devant le Conseil ; mes collègues compétents et moi nous avons refusé de commencer cette liquidation. On nous a dit : « Bien, ce sera pour le 1<sup>er</sup> novembre. »

Le 28 octobre à Luxembourg, où j'étais présent avec mes collègues compétents, on nous a demandé : « Où en êtes-vous en ce qui concerne la date du 1<sup>er</sup> novembre ? » Nous avons répondu : « Nous vous rappelons ce que nous vous disons depuis un an : nous ne commencerons pas la liquidation du personnel d'Euratom avant d'avoir obtenu le programme pluriannuel, garantie de la vie de l'institution et garantie aussi, faut-il le dire, des meilleurs des fonctionnaires que nous avons là-bas.

Un dernier mot au sujet de la Grande-Bretagne et de l'élargissement de la Communauté. Avez-vous eu l'impression, en lisant nos avis de 1967 et de 1969, que nous étions le secrétariat du Conseil ? Est-ce le secrétariat du Conseil qui a proposé que l'on revienne sur les accords médiocres de Luxembourg et que dorénavant le Conseil procède, conformément aux traités et prenne ses décisions conformément à n'importe quel *gentlemen-agreement* ? Et quand nous avons demandé — cette idée est en train de faire beaucoup de chemin chez les États membres — que la prochaine négociation ne soit plus une négociation intergouvernementale, comme l'était la négociation de 1961-1963, qui s'est terminée avec le succès que l'on sait, mais qu'au contraire, on adopte une procédure communautaire qui, elle, a produit des résultats, celle qui a servi à la négociation du *Kennedy-Round*, est-ce que vraiment, à ce moment-là, nous étions le secrétariat du Conseil ?

Enfin, la Conférence au sommet.

Lorsque l'idée de la Conférence au sommet a commencé à prendre corps, j'ai personnellement rendu visite aux chefs d'État et aux chefs de gouvernement de notre Communauté. Je leur ai dit qu'il ne me semblait pas possible, qu'actuellement, vu le degré de développement des Communautés européennes, se réunissent une conférence de chefs d'État et de chefs de gouvernement dont les institutions auraient été absentes et notamment la Commission. C'est la raison pour laquelle, sur invitation du gouvernement néerlandais, mardi prochain, avec mon collègue chargé des relations extérieures, je serai à La Haye pour participer aux travaux de la Conférence — et pas seulement pour être entendu par elle — et j'aurai l'occasion d'exprimer ce que sont les points de vue communautaires dans cette phase passionnante de l'histoire de l'Europe.

Oui, il y a quelque chose que nous aurions pu faire dans notre impatience : nous aurions pu nous demander si nous devons donner collectivement notre démission et laisser la place vide.

Êtes-vous convaincus, Mesdames, Messieurs, que c'est cela que les combattants pour l'Europe devraient faire ? Si vous en êtes convaincus, je suppose que vous allez nous donner l'exemple. Depuis des années, vous demandez que le Parlement européen soit élu — et vous avez raison — et étant donné qu'il ne l'est pas, je suppose que le Parlement européen va démissionner collectivement pour convaincre les gouvernements que c'est ce qu'il faut faire. Je suppose que l'on fera la même chose pour les pouvoirs budgétaires. Quand vous nous aurez donné cet exemple, peut-être le suivrons-nous.

Mais je vous déconseille de le faire. Je ne crois pas que, dans la vie politique, l'on gagne quelque chose avec la place vide ; je crois qu'on doit occuper le terrain ; je crois qu'on doit se battre ; je crois que c'est ainsi que se sont constituées toutes les fédérations.

Messieurs, je comprends votre impatience et je la partage souvent. Mais lisez l'histoire. Croyez-vous que les autres fédérations se soient constituées autrement ? Lisez l'histoire des États-Unis d'Amérique. Demandez-vous ce qu'a été la grande querelle des fédéralistes et des jeffersoniens pendant des années et pendant des décennies. Comparez l'histoire de l'Europe avec l'histoire d'autres fédérations. Cela vous encouragera, et cela nous encouragera, à ne pas laisser la place vide.

Je termine en vous disant ceci : Dans les prochaines semaines — et je me tourne de nouveau vers mon ami M. De Koster — nous avons ensemble — et pas les uns contre les autres — à livrer de très grandes batailles pour obtenir que soient adoptés le règlement financier, les ressources propres, les pouvoirs du Parlement, un budget d'Euratom et la décision tant attendue sur l'élargissement des Communautés.

Voilà ce que nous avons à faire ensemble et j'espère que dans cette bataille la Commission a le soutien du Parlement.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Rey.

La parole est au rapporteur.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, quelques remarques seulement sur la discussion qui vient de se dérouler. Je tiens tout d'abord à remercier tous ceux qui ont approuvé mon travail — qui n'est pas uniquement mon travail, mais celui de la commission. Un grand merci, donc.

Monsieur le président De Koster merci aussi à vous pour être resté si longtemps parmi nous. Le but de cette discussion était une confrontation politique non pas avec la Commission, mais avec le Conseil. Je

**Aigner**

crois que même si M. De Koster ne nous a pas donné une réponse politique ce matin — il ne pouvait la donner parce qu'il ne personnifie pas l'institution, il est membre de l'institution — il a tout de même dit une chose que je voudrais relever et dont je tiens à le remercier.

Il a déclaré que personnellement il approuve pleinement l'opinion du Parlement telle qu'elle s'est exprimée dans la discussion. Il a déclaré textuellement qu'il la défendait comme s'il était membre de cette assemblée. Nous avons ainsi atteint le but que nous nous étions fixé. Monsieur De Koster, nous voulons un porte-parole à la prochaine session du Conseil. Si vous voulez accepter ce rôle, nous vous en saurions vivement gré.

Nous avons également eu une confrontation avec la Commission. Et j'en suis particulièrement heureux. Rien ne peut plus me réjouir qu'une Commission combative devant cette assemblée. Mais je puis dire en toute modestie que notre rapport et toutes nos discussions d'aujourd'hui ont été un seul acte de foi à l'égard de la Commission, à l'égard de sa pleine capacité de fonctionnement. Nous voulons renforcer les moyens d'information, l'effectif en personnel et la compétence de la Commission. On ne peut en attendre davantage d'un Parlement. Le front commun, Commission et Parlement, devrait amener le Conseil à prendre des décisions politiques, même si certaines expressions peuvent parfois ne pas être agréables aux oreilles de la Commission. J'ai parlé ce matin de ce que j'ai appelé l'adversaire né, du fait des traités. Le front n'est pas opposé à la commission, mais au Conseil parce qu'il détient — non pas les personnes qui le composent, mais par sa structure — le droit de souveraineté qui devrait en fait revenir au Parlement et parce qu'il défend opiniâtrement ce droit. C'est pourquoi le Conseil, de par sa structure, est notre adversaire né.

Tous les orateurs, et aussi la Commission, ont une fois encore évoqué la question de la mobilité du personnel. Voulez-vous me permettre une constatation, Monsieur De Koster ? Par ma connaissance de l'administration nationale, je suis résolument partisan de cette mobilité parce que l'on peut ainsi arriver à imbriquer les différents problèmes, à faire en sorte que les différentes directions et divisions ne travaillent pas parallèlement, à obtenir une inter-pénétration des différents domaines. Si une telle mobilité est appliquée de manière judicieuse, une administration moderne ne peut qu'en profiter. Si je suis d'accord sur ce point, Monsieur De Koster, il faut alors que j'accepte cette mobilité pour un corps de fonctionnaires aussi important que celui de la Commission. Cela représente en un premier temps une perte de travail, car il faut chaque fois mettre les fonctionnaires détachés au courant des nouveaux problèmes, il faut chaque fois mettre de nouvelles structures à l'épreuve. Je ne puis me permettre une telle perte de travail que si j'ai une cou-

verture suffisante. Si elle est insuffisante, je ne puis me permettre de grands mouvements, de détachements massifs et les analyses scientifiques ne servent à rien. Le problème se situe dans le fait que la Commission, avec ses tâches actuelles, n'a pas une pleine capacité de fonctionnement aussi longtemps que la pyramide actuelle des postes sera maintenue.

Nous n'avons pas évoqué plus particulièrement la situation budgétaire du Parlement dans ce cas, Monsieur Furler parce que nous aurons prochainement une discussion à ce sujet. Il me tenait surtout à cœur de dire notre opinion sur certains titres sans citer de chiffres.

Sur la base du projet de budget que nous a soumis le Conseil, nous voulons faire connaître notre volonté politique dans l'espoir que le Conseil acceptera cette volonté et la réalisera en approuvant nos propositions de modification.

**M. le Président.** — La parole est à M. De Koster.

**M. De Koster, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je vous remercie de m'avoir permis de prendre une dernière fois la parole. J'ai naturellement suivi avec une attention toute particulière le débat sur le budget et je me rends fort bien compte que si le budget est devenu ce qu'il est, c'est en raison de certains problèmes sur lesquels M. Rey, président de la Commission, européenne, a déjà, lui aussi, mis l'accent.

MM. Cointat, Spénale et Aigner ont dit que ce budget n'est pas en équilibre et je dois reconnaître qu'ils ont raison.

Il est également exact que ce budget ne brille pas par sa clarté.

On a parlé d'un « manque de philosophie », et j'en suis parfaitement d'accord.

Quelle en est la cause ? Hier, l'un des ministres de l'agriculture a demandé au Conseil pourquoi la politique agricole et les excédents étaient en butte à tant de critiques. Il en est ainsi parce qu'il y a une politique agricole commune, tandis que les progrès réalisés sont moins importants dans de nombreux autres domaines. C'est aussi la raison pour laquelle ce budget n'est que le reflet de la philosophie quelque peu bancal dont on s'est inspiré jusqu'à présent pour réaliser l'unification de l'Europe, qui se limite provisoirement à l'Europe des Six.

M. Westerterp a distribué des notes. Il a tout d'abord décerné une note élevée au Conseil. Puis il a décerné plusieurs notes basses. En vérité, je crois qu'en ce moment, il n'attribue pas une très forte note à l'Europe, si j'ai bien compris le cheminement de sa pensée.

**De Koster**

Il est question d'une augmentation des dépenses futures. Il faudra dès lors en venir à un système de ressources propres approuvé par le Parlement, ce qui modifierait les relations entre le Conseil et le Parlement et conférerait une toute autre portée aux flèches décochées aujourd'hui au Conseil aussi bien par les membres du Parlement européen que par M. Coppé, car le Conseil représenterait alors autre chose qu'une sorte de Sénat.

Monsieur le Président, j'espère pouvoir être encore témoin, à cette tribune, d'une semblable évolution. Le Parlement et la Commission pourront alors nous faire des critiques et nous devons en tenir compte. Voilà ce que j'avais à dire sur les relations entre les différentes institutions.

M. Westerterp a posé une autre question : Etes-vous disposés à examiner au Conseil le budget modifié selon la procédure prévue par le traité ?

Si vous présentez un budget entièrement remanié, nous pouvons effectivement suivre cette procédure.

Nous n'exigeons pas, me semble-t-il, qu'on nous fournisse 1785 exemplaires d'un document comme le Parlement nous l'a déjà fait ; nous pouvons travailler avec moins d'exemplaires et dès lors appliquer cette procédure. Jusqu'à présent, il était d'usage que le Parlement nous propose un certain nombre de modifications. Ces modifications, nous les avons examinées comme telles ; mais je pense qu'il est tout aussi possible de procéder de l'autre manière sans contrevenir aux dispositions du traité.

Il est évident que lors du financement définitif — je l'ai d'ailleurs déjà dit en réponse aux observations de différents députés, notamment de MM. Gerlach et Spénale — le problème du contrôle de ce financement sera également évoqué.

Je voudrais encore faire une observation sur les activités des fonctionnaires de la Commission européenne. En réunion de commission à Bruxelles, j'ai dit que j'avais vu les lumières brûler jusqu'à une heure très avancée dans de nombreux bureaux de la Commission européenne, non seulement dans les bureaux des commissaires mais aussi dans ceux du personnel, et que certains services sont accablés, voire surchargés de travail. En revanche, il y a des bureaux qui se vident beaucoup trop tôt. C'est pourquoi j'avais évoqué la possibilité de procéder à une redistribution des travaux.

J'en viens maintenant à l'observation faite par M. Gerlach sur le budget d'Euratom pour l'exercice 1970. On sait que la Commission a présenté des propositions relatives à un programme pluriannuel de recherche et que son président a également élaboré des propositions de compromis qui, du moins nous l'espérons, seront examinées par le Conseil à la fin de novembre ou au début de décembre.

Le Conseil a simultanément invité chaque délégation à informer son gouvernement des problèmes

qui se posent à l'heure actuelle dans le cadre d'Euratom et de vérifier s'il est souhaitable de faire figurer ces problèmes à l'ordre du jour du sommet européen qui aura lieu lundi prochain à La Haye.

M. Gerlach a ensuite parlé du problème du programme de recherche, à savoir le transfert des crédits du budget de recherche au budget de fonctionnement. Les propositions concernant le transfert des crédits devront être étudiées en relation avec le programme pluriannuel de recherche d'Euratom, que le Conseil examine pour l'instant. C'est pourquoi le Conseil a décidé de reporter à une session ultérieure toute décision concernant ces propositions. Il est évident que le fait que ces crédits ne soient pas à l'heure actuelle repris dans le budget de fonctionnement ne préjuge aucunement les décisions à arrêter ultérieurement à propos de ces crédits.

Monsieur le Président, il y a aussi le problème du calendrier. M. Spénale nous a signalé que tout devait être terminé pour le 1<sup>er</sup> janvier 1970. La Commission européenne nous a transmis sa proposition au mois de juillet, conformément à l'article 201 du traité, et je peux par conséquent m'imaginer que la procédure, qui veut que le budget soit approuvé avant la fin de l'année 1969, par le Conseil et par le Parlement, ne sera peut-être pas entièrement achevée à cette date. Quoi qu'il en soit, nous faisons de notre mieux.

Si M. Spénale a eu des mots très aimables pour lesquels je lui suis reconnaissant, il a également déclaré que nous nous trouvions au pied du mur. Je crois que l'on peut présenter les choses d'une autre manière. Le 5 décembre, c'est la fête de la Saint-Nicolas aux Pays-Bas. Dans l'une des chansons dédiées à Saint-Nicolas, il est dit : « Notre cœur bat plein d'espoir ». J'ai en effet écouté les paroles très dynamiques du Président de la Commission européenne et je sais pertinemment bien qu'il les répètera mardi prochain à La Haye.

Monsieur le Président, le gouvernement néerlandais s'efforcera de créer l'atmosphère voulue pour parvenir au cours des prochains jours à la relance indispensable et tant attendue, en un mot à la renaissance de l'Europe. Aujourd'hui encore, les paroles prononcées par la plupart des députés ont fait apparaître, étant donné également la manière dont ce budget est composé et la philosophie dont il s'inspire, la nécessité de faire renaître l'Europe. J'espère que nous y parviendrons le 2 décembre et qu'une semaine plus tard, nous pourrons vous faire dans cet hémicycle un rapport favorable à ce sujet.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Comme je l'ai signalé ce matin, le président en exercice du Conseil va devoir nous quitter sous peu. Étant donné que nous avons in-



**Président**

térêt à entendre directement de sa bouche la réponse à la question orale qui a été adressée au Conseil de ministres, je propose au Parlement de suspendre la discussion sur le projet du budget et de passer immédiatement à la question orale n° 6/69 adressée au Conseil ainsi qu'à la question orale n° 5/69 adressée à la Commission.

Lorsque nous aurons épuisé ce point de l'ordre du jour, nous pourrons reprendre la discussion sur le budget.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

*9. Questions orales nos 5/69 et 6/69 avec débat : Fonctionnement des Comités institués par le droit communautaire dérivé.*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion des questions orales nos 5/69 et 6/69 que la commission des affaires sociales et de la santé publique ainsi que MM. Deringer, Dittrich et Jozeau-Marigné, au nom de la commission juridique, ont posées respectivement à la Commission et au Conseil des Communautés européennes.

Voici la teneur de ces questions :

*Question orale n° 5/69*

1. La Commission a-t-elle des objections de principe aux observations et propositions faites dans le rapport de la commission juridique et lors de plusieurs consultations par le Parlement européen relativement au mode de fonctionnement des comités institués par un nombre important de textes du droit communautaire dérivé et, le cas échéant, lesquelles ?
2. La Commission estime-t-elle que la procédure qu'elle préconise est la plus appropriée et, dans l'affirmative, pour quelles raisons ?
3. La Commission a-t-elle déjà arrêté définitivement sa position en la matière ?
4. En cas de réponse affirmative au point 3, la Commission est-elle disposée à indiquer en quoi et pour quelles raisons sa position diffère de celle dont procèdent les propositions et observations du Parlement européen ?
5. La Commission est-elle disposée à intervenir auprès du Conseil pour qu'il soit apporté à bref délai à cette question politique importante, une solution excluant toute atteinte à ses compétences ?

*Question orale n° 6/69*

1. Le Conseil a-t-il pris acte des observations et des propositions du Parlement européen faites

dans le rapport de sa commission juridique et lors de plusieurs consultations au sujet du mode de fonctionnement des comités institués par un nombre important de textes du droit communautaire dérivé ?

2. Le Conseil a-t-il des objections de principe à ces observations et propositions et, le cas échéant, lesquelles ?
3. Le Conseil estime-t-il que la procédure de consultation de comité proposée par la Commission est la plus appropriée et, dans l'affirmative, pour quelles raisons ?
4. Le Conseil a-t-il déjà défini sa propre position en la matière ?
5. En cas de réponse affirmative au point 4, le Conseil est-il disposé à indiquer en quoi et pour quelles raisons sa position diffère de celle dont procèdent les observations et propositions du Parlement européen ?
6. En cas de réponse négative au point 4, le Conseil n'estime-t-il pas, comme le Parlement européen, qu'il importe d'apporter à bref délai à cette question politique importante, une solution garantissant qu'aucune atteinte n'est portée aux compétences de la Commission ?
7. Pour quand peut-on escompter que ce problème sera réglé ?

Je rappelle que les institutions et les commissions intéressées sont d'accord pour procéder à une discussion commune.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Je rappelle que, conformément à l'article 47, paragraphe 3 du règlement, l'un des auteurs de la question dispose de 20 minutes au maximum pour la développer et qu'après la réponse de l'institution intéressée, les orateurs inscrits disposent d'un temps de parole de 10 minutes au maximum.

La parole est à M. Müller, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

**M. Müller.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je n'utiliserai probablement pas les vingt minutes dont je dispose. M. De Koster devant nous quitter très bientôt, je me vois dans l'obligation d'être bref et je vous prie de m'excuser si du fait de cette brièveté, le problème vient à être exposé de manière moins précise. Je ne pourrai entrer dans les détails autant que je le désire.

Pour situer le problème, voici ce dont il s'agit : depuis 1966, la Commission a reconnu qu'il serait

**Müller**

plus facile d'appliquer le droit communautaire dans certains domaines très techniques en instituant des comités de gestion, par exemple, le comité des denrées alimentaires, le comité vétérinaire, le comité des fourrages et autres comités du même genre.

Dans sa proposition relative au comité des denrées alimentaires, la Commission avait prévu que ce comité serait consultatif et qu'en aucun cas il ne participerait à la décision. A ce stade, le Parlement s'est déclaré pleinement d'accord avec le principe des comités, mais il a insisté sur le fait que ces comités ne devaient pas empiéter sur la responsabilité de la Commission, qu'aucune fonction de décision ne devait donc leur être transférée.

A partir de 1967, la Commission s'est engagée dans une autre voie. Dans les propositions de règlements de la Commission, on a pu trouver régulièrement depuis cette date des dispositions concernant la procédure que je viens d'esquisser, ce qui a amené le Parlement à refuser régulièrement ces propositions et à mettre en avant le point de vue qu'il a toujours défendu. La Commission proposait depuis cette date de donner aux comités de gestion — par exemple au comité vétérinaire — une fonction qui pouvait bloquer l'activité de la Commission dans la mesure où il suffisait que ces comités déclarent qu'ils n'étaient pas d'accord avec les propositions de la Commission. De ce fait, la décision était soustraite à la Commission et transférée, en dernière instance, au Conseil.

Le Parlement a déclaré sans ambage que la Commission ne devrait pas se démettre de sa compétence. A notre avis, cette procédure était contraire au traité. Par ailleurs, le Parlement estimait que la procédure proposée par la Commission n'était pas applicable dans les cas d'urgence.

Je ne citerai qu'un seul exemple: Lors d'un transport de viande d'un pays membre dans un autre pays membre, le chargement est arrêté pour des motifs d'ordre sanitaire. L'État membre proteste et cela déclenche une procédure compliquée dans laquelle à un premier stade, la Commission décide de la suite à donner. La Commission s'adresse ensuite au comité vétérinaire qui prend une décision contraire à celle de la Commission. Il faut alors, dans les quinze jours, faire appel au Conseil. Et le Conseil, organe suprême de notre Communauté, doit alors décider de ce qu'il adviendra des carcasses de porc en provenance de Parme, immobilisées en République fédérale et qui ne peuvent parvenir à leur lieu de destination, disons Rotterdam. Ce sont là les répercussions de la procédure proposée par la Commission.

Nous devons une fois de plus déclarer que nous ne comprenons absolument pas cette position de la Commission. Nous n'acceptons pas la déclaration selon laquelle la Commission serait convaincue que

la procédure proposée par le Parlement est la bonne, mais qu'elle ne serait pas acceptée par le Conseil. Et pourquoi — demandait encore le président Mansholt lors de la session de juillet de cette assemblée — « proposer chaque fois à nouveau au Conseil une procédure dont nous savons d'avance qu'il la refusera » ?

Nous croyons que cette argumentation est tout simplement fausse.

Pour terminer, je voudrais en appeler à la Commission et, il va de soi, en première ligne au Conseil pour que de telles décisions ne soient pas arrêtées dans un but de perfectionnisme et sur la base de sentiments qui ne trahissent que trop l'égoïsme national alors qu'aucun intérêt national n'est en jeu.

**M. le Président.** — La parole est à M. De Koster.

**M. De Koster, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je dirai tout d'abord que je suis heureux de la question orale posée par la commission des affaires sociales et de la commission juridique et qu'à son tour M. Müller vient de présenter. Elle nous offre, en effet, l'occasion d'un échange de vues entre nos deux institutions et la Commission sur cette question importante. En ce moment, nous parlons donc essentiellement des relations entre le Conseil et la Commission. La question concerne en effet les procédures de coordination des politiques de ces institutions en matière d'exécution et d'application des dispositions communautaires.

Comme le déclare à juste titre votre commission juridique, le Conseil a, aux termes du traité, pour tâche d'arrêter lui-même un certain nombre de dispositions fondamentales, mais il peut en confier l'exécution à la Commission. C'est ce qui découle de l'article 155 du traité instituant la C.E.E.

Votre commission juridique semble partager l'opinion du Conseil selon laquelle celui-ci peut arrêter lui-même certaines mesures d'exécution. Dans la plupart des cas cependant, le Conseil a chargé la Commission de prendre les dispositions d'exécution lorsque ces dernières exigent des connaissances techniques approfondies ou ont un caractère d'urgence. Lorsque ces dispositions ont une importance particulière, politique ou économique, pour les États membres, le Conseil a tendance à se réserver la compétence exécutive.

Tous les problèmes ne peuvent être résolus de cette manière. Certaines décisions, par exemple, sont certes très techniques ou urgentes, mais peuvent être, dans certains cas, si lourdes de conséquences que la participation des États membres à leur formation ne semble pas déplacée. En guise de compromis entre des intérêts éventuellement opposés, le Conseil a mis au point la solution originale des

**De Koster**

comités de gestion. A l'heure actuelle, il n'y a sans doute personne à considérer ces comités comme contraires au traité ou comme un danger pour le principe de l'équilibre institutionnel dans les Communautés ou plus particulièrement pour l'indépendance de la Commission. Les comités de gestion n'ont en effet aucun pouvoir de décision. Leur tâche consiste essentiellement à éclairer la Commission sur les conséquences que peuvent avoir pour les États membres les décisions envisagées et à rendre possible une confrontation permanente des points de vue entre les États membres et entre ceux-ci et la Commission.

Ce n'est qu'en cas de désaccord fondamental que le Conseil peut, après avis défavorable de ces comités, modifier une décision pour laquelle il avait en principe transféré ses pouvoirs à la Commission des Communautés européennes. Du point de vue politique, cette procédure garantit, entre les États membres et la Commission, une coopération extrêmement souple et efficace, qui ne compromet pas la structure des institutions. La Commission a déclaré à maintes reprises qu'elle acceptait sans réserve la création de ces comités. C'est pourquoi cette solution a, depuis lors, également été appliquée à des domaines autres que ceux visés par les règlements de base de la politique agricole commune. Des procédures analogues ont été instaurées pour le réseau d'information comptable agricole, pour le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, pour les semences et les jeunes plants et, en partie, pour le Fonds européen de développement. Dans la pratique, la procédure des comités a donné satisfaction à tout le monde. Appliquée avec discernement, elle n'a jamais entraîné de difficultés.

Laissant de côté les comités créés en vertu des traités et qui existent à l'intérieur de chaque institution ou qui sont purement consultatifs, je voudrais aborder maintenant le problème des comités que le rapport de votre commission juridique appelle « comités de réglementation ». Ils ont fait l'objet de critiques, tant sur le plan juridique que sur le plan politique. Cependant, le Conseil n'estime pas que la procédure des comités de réglementation soit critiquable dans son principe. Au terme d'une analyse approfondie et solide, votre commission juridique « n'est finalement pas arrivée à la conclusion que cette procédure est incompatible avec le traité, mais que le Conseil est en droit d'assortir l'attribution de compétences à la Commission de certaines conditions en ce qui concerne les modalités de leur exercice, et qu'une procédure qui réserve au Conseil lui-même le droit de décider en dernier ressort doit être considérée comme compatible avec le traité ». Si d'aventure le Conseil avait eu des doutes sur le plan juridique, cette déclaration les aurait dissipés. Mais, dira-t-on, si cette procédure est possible juridiquement, elle est très mauvaise du point de vue politique. Cette affirmation paraît contestable. En effet, chaque fois que des mesures ont dû être arrêtées au delà des limites de

la politique commune, comme ce fut le cas dans la politique agricole commune, le Conseil a dû en arrêter aussi les dispositions d'exécution et notamment régler la coopération entre les États membres et la Commission. On aurait pu songer à la même solution que pour l'agriculture, mais en premier lieu, comme le fait d'ailleurs observer votre commission juridique, ce précédent ne doit pas servir de prétexte à une certaine sclérose. Ensuite le Conseil a dû tenir compte de la matière dont les comités à créer devraient s'occuper. Comme leur nom l'indique, les comités de gestion ont été institués pour des tâches relevant essentiellement du domaine de la gestion et pour l'exécution pratique quotidienne de la politique agricole commune. Les nouveaux comités, eux, ont pour champ d'activité l'harmonisation des législations, c'est-à-dire des domaines dans lesquels la Communauté n'est qu'indirectement compétente et où la répartition des pouvoirs entre les États membres et la Communauté n'est pas délimitée avec précision. Enfin, dans certains de ces domaines — la santé publique ou la sécurité publique, par exemple — les États membres conservent des intérêts vitaux qui leur tiennent particulièrement à cœur. Il s'ensuit qu'il fallait rechercher un équilibre entre ces intérêts particuliers des États membres et ce qu'exige la construction de la Communauté. C'est pourquoi, dans l'établissement de ces nouveaux comités, le Conseil part essentiellement des principes qui sont à la base des comités de gestion: autonomie des institutions (proposition de la Commission), coopération dans la préparation des décisions, mais, en cas de divergence d'opinions, possibilité, dans certaines circonstances, de transfert au Conseil des pouvoirs de la Commission.

Dans ce cas toutefois, le Conseil a voulu adapter, à certains égards, la procédure des comités de gestion. Tout comme ces derniers, les nouveaux comités sont présidés par la Commission. Ils sont, eux aussi, constitués de représentants des États membres et ils débattent des propositions élaborées par la Commission. Comme dans le cas des comités de gestion, la Commission arrête les mesures envisagées lorsque celles-ci ont reçu l'approbation des comités.

Si ces mesures ne concordent pas avec l'avis émis par les comités, ou à défaut d'avis, la Commission doit soumettre une proposition au Conseil. Celui-ci statue à la majorité qualifiée, dans un délai déterminé; faute de quoi, les mesures proposées par la Commission sont arrêtées par celle-ci. Cette procédure ne s'applique pas aux mesures tendant spécifiquement à harmoniser les dispositions législatives des États membres. Le Conseil estime que ces solutions divergentes constituent la meilleure manière de transférer sans heurts des pouvoirs à la Communauté et, dans l'exercice de ceux-ci, de tirer profit de l'expérience acquise par les services nationaux. Aussi le Conseil est-il convaincu que tant juridiquement que politiquement les nouveaux comités sont inattaquables.

**De Koster**

Dans le cas du comité vétérinaire, une garantie supplémentaire a été prévue, en ce sens que la Commission ne peut, dans ce domaine, arrêter les dispositions qu'elle a proposées si le Conseil s'y est opposé à la majorité. De plus, dans les cas d'urgence les délais sont réduits.

Enfin, cette procédure a un caractère expérimental et ne vaut que pour un temps limité.

Je voudrais à présent tirer de cet exposé quelques conclusions sur les travaux du Conseil et sur les considérations qui le guident.

Il ressort de ce que je viens de dire que le Conseil a examiné le document de la commission juridique. Il tient à remercier le président, le rapporteur et tous les membres de cette commission parlementaire.

Le Conseil a pris acte de la résolution que vous avez adoptée le 30 octobre 1969 sur cette question et des points de vue exprimés au cours du débat qui l'a précédé. Je crois pouvoir dire que le Conseil a pu, dans ses grandes lignes, souscrire à cette résolution, notamment en ce qui concerne le principe de l'exercice des compétences exécutives. D'ailleurs M. Medici a déjà fait savoir, au cours du dernier colloque, l'opinion du Conseil sur la consultation du Parlement européen dans la procédure d'adoption des règlements d'exécution.

En ce qui concerne la partie de cette résolution qui traite des comités, je peux vous dire que le Conseil considère la création de ces derniers comme une exception. Aussi a-t-il l'intention, conformément à votre suggestion, d'instituer à l'avenir ces comités avec le maximum de prudence politique. Le Conseil n'envisage pas de leur permettre de partager le droit de décision des institutions compétentes.

Le Conseil estime, lui aussi, que ces procédures ne doivent pas avoir comme conséquence un retard injustifiable dans l'élaboration et la mise en vigueur des mesures à prendre.

Votre commission insiste sur le caractère consultatif des comités. Le Conseil estime que la tâche qui leur est confiée ne modifie en rien leur caractère consultatif, du fait que le pouvoir de décision reste exclusivement entre les mains des institutions qui en disposent en vertu du traité.

En ce qui concerne le dernier paragraphe de la résolution, à savoir l'intervention du Parlement européen en cas de divergence d'opinions entre le Conseil et la Commission, je pense qu'il ne serait conforme ni à l'esprit du traité ni à l'équilibre entre les institutions, et qu'il ne serait même pas de l'intérêt de celles-ci, qu'un système chargeât une des institutions d'arbitrer les différends pouvant opposer les deux autres.

Cette façon de faire serait d'ailleurs contraire aux objectifs que vous visez vous-mêmes, car elle ne peut qu'alourdir et compliquer la procédure, alors

que vous souhaitez précisément la rendre plus rapide et plus efficace.

De plus, comme M. Rey l'a fait observer en son temps, il serait exagéré de prétendre que le Parlement européen doit être consulté en cas de divergence d'opinions, car il s'agit le plus souvent de questions particulièrement techniques. Enfin les auteurs de la question ont demandé très concrètement si le Conseil était disposé à définir d'abord son point de vue en la matière. Vous savez tous qu'une bonne politique ne résulte pas seulement de décisions de principe, mais doit aussi être le fruit de l'expérience.

Nous pouvons d'ailleurs considérer que le Conseil a défini son point de vue en ce qui concerne l'application des règles du traité, le respect de l'indépendance des institutions, l'exécution des tâches qui lui sont confiées, l'organisation d'une coordination étroite, de l'établissement d'un équilibre aussi stable que possible entre les institutions et les États membres. Mais cela n'implique pas que le Conseil souhaite adopter une position rigide quant au choix des procédures et de la manière de les appliquer. Il doit en effet prendre conseil de l'expérience et s'adapter au caractère spécifique des diverses réglementations. Il ne s'agit pas de résoudre un problème une fois pour toutes ou de trouver une formule magique, car les problèmes qui se présentent sont toujours nouveaux. Il est préférable de faire des progrès en respectant le traité, mais aussi en résolvant les problèmes de manière pragmatique sans trop de dogmatisme, en soumettant à l'épreuve de la pratique des solutions choisies de façon à pouvoir, selon le cas, les abandonner, les modifier ou les confirmer.

Monsieur le Président, le Conseil compte que vous le soutiendrez de la manière que je viens d'indiquer. Les questions dont nous sommes saisis sont posées aussi bien au Conseil qu'à la Commission des Communautés européennes. Il va de soi que la Commission des Communautés européennes va répondre à son tour.

J'avais d'abord l'intention d'assister pendant quelques jours aux réunions plénières du Parlement, mais, comme vous le savez, je dois malheureusement partir. J'avais espéré pouvoir demeurer un peu plus longtemps parmi vous, mais l'avion étant en cours de dégivrage, le moment de mon départ est lié à un impératif d'horaire.

J'imagine que tous les délégués ne sont pas entièrement satisfaits de ce que je viens de déclarer, mais, comme vous le savez, j'ai promis de passer plusieurs jours parmi vous à l'occasion d'une session ultérieure. Il n'est pas encore possible de dire avec certitude si c'est M. Luns qui viendra ou moi-même, ou nous deux, cette dernière possibilité n'étant pas entièrement exclue. S'il y avait encore des questions particulières à poser au Conseil ou s'il subsistait certains problèmes, j'espère qu'à la prochaine occasion vous me permettrez d'examiner les problèmes plus en

**De Koster**

détail. Pour l'instant, je vous prie de bien vouloir m'excuser.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. De Koster et je lui souhaite bon voyage.

La parole est à M. Rey.

**M. Rey, président de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ayant tout à l'heure, pris un peu à l'improviste une partie du temps de cette Assemblée, je voudrai me rattraper en étant extrêmement bref.

J'ai encore en mémoire le débat que nous avons eu dans cette Assemblée à l'issue de la discussion de l'excellent rapport de M. Jozeau-Marigné, en 1968. J'avais fait à M. Jozeau-Marigné des compliments que je lui renouvelle après avoir relu le document. Il ne semble pas que, dans les questions qui nous sont posées aujourd'hui, la situation, en ce qui concerne la Commission, soit différente des réponses que j'ai faites la fois précédente. J'ai, à l'époque, fait l'éloge de la procédure des comités de gestion, ce qui, je pense, correspond au sentiment général de cette Assemblée. Je voudrais ajouter que, les comités de gestion devant fonctionner jusqu'à la fin de la période de transition, nous venons de proposer au Conseil de prolonger cette procédure dans la période définitive, suivant une procédure sur laquelle le Parlement sera consulté.

Les litiges, s'il en est, apparaissent quand il s'agit des comités de réglementation. Ceci a longuement fait l'objet de l'analyse de M. Jozeau-Marigné et de la commission juridique du Parlement. Il en est résulté clairement que les mécanismes actuels sont peut-être conformes au traité, mais ne sont pas toujours politiquement heureux.

Dès lors, notre Commission a pris position, et l'a rendue publique, en déclarant que nous comprenions très bien que le Conseil ne considère pas les comités de gestion, qui ont une tâche de gestion, de la même manière que les comités de réglementation, et que, dès lors, il pouvait paraître normal que, pour ceux-ci, la Commission ne puisse pas d'elle-même avoir l'autorité de décider, mais qu'au contraire, quand un désaccord surgit au sujet des avis de ces comités, elle saisisse le Conseil, suivant la procédure normale du traité. Mais nous avons demandé formellement et nous l'avons obtenu dans deux cas: celui du comité de l'origine et celui de la valeur en douanes — qu'il soit entendu que si le Conseil ne statue pas dans un certain délai, ce soit la Commission qui statue, afin qu'une décision soit prise et que les nécessités réglementaires de la Communauté soient toujours assurées. En ce qui concerne le comité vétérinaire, au contraire, comme vous le savez, cela n'a pas été le

cas, ce qui nous a mis en conflit avec le Conseil. C'est précisément cette décision-là qui a particulièrement attiré l'attention du Parlement. Je vous ai déclaré l'an dernier que notre Commission ne changeait pas d'avis, que nous ne nous rallions pas à la position prise par le Conseil et que nous pensions que celle que nous avons prise dans les comités de réglementation était raisonnable. Depuis lors, nous avons obtenu satisfaction, en ce sens que dans les nouvelles organisations actuellement prévues, qu'il s'agisse des entraves techniques aux échanges ou des denrées alimentaires, c'est la « procédure avec filet » — je ne sais si l'expression est technique ou commode — qui sera appliquée: quand une décision n'est pas prise en temps utile par le Conseil, elle peut l'être par la Commission, quitte au Conseil à la revoir ultérieurement, comme c'est le cas dans les procédures des comités de gestion.

Monsieur le Président, notre Commission demeure dans cet état d'esprit. Nous pensons que ce que nous vous avons dit en 1968 est encore valable. J'espère que cette attitude répond au souci de la commission et de M. le Rapporteur qui a posé la question tout à l'heure. L'intention de notre Commission est de persister dans cette voie, que nous croyons être la bonne et qui, pensons-nous, est approuvée par votre Assemblée.

**M. le Président.** — Je remercie le président Rey.

Nous passons à la discussion des deux questions orales.

Je rappelle que conformément à une décision antérieure, cette discussion sera commune pour les deux questions.

La parole est à M. Deringer, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Deringer.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il est exact que la commission juridique et, avec elle, cette Assemblée ont reconnu que la procédure concernant les comités n'est pas formellement incompatible avec le traité. Il aurait peut-être été plus exact de dire que cette procédure n'est certes pas en contradiction avec le traité mais qu'elle se développe parallèlement au traité.

Les réserves soulevées par cette Assemblée sont de nature juridique et constitutionnelle. Si nous y revenons si fréquemment c'est que dans les premiers temps de la Communauté on place des aiguillages pour la future structure de sa constitution. Ceux qui connaissent l'histoire de la constitution anglaise savent qu'au cours des années 1200, 1300 et 1400 de toutes petites décisions ont placé les aiguillages pour la structure future. C'est là, la raison pour laquelle nous devons veiller à obtenir une structure démocratique.

Quelles sont nos réserves? Je veux les répéter une fois encore, brièvement.

**Deringer**

Prenons d'abord la position du Parlement: il n'est pas exact que le Parlement veuille être traité et veuille se présenter comme un arbitre entre le Conseil et la Commission ainsi que vient de le dire le Président du Conseil; le Parlement a toujours défendu le point de vue, notamment dans un rapport antérieur de M. Jozeau-Marigné, que lorsque le Conseil s'approprie des décisions, celles-ci sont, dans le doute, des décisions sur lesquelles le Parlement veut être entendu. Je dois dire qu'il trouve une certaine contradiction dans la réponse que nous a donnée le Président du Conseil. Au début de sa réponse, il motive la reprise par le Conseil de la décision et l'intervention des experts nationaux par le fait qu'il s'agit d'intérêts essentiels des États membres, et à la fin de sa réponse il dit que la participation du Parlement n'est pas nécessaire parce qu'il s'agit — et je cite — « de questions extrêmement techniques ». Je crois qu'il faudrait départager clairement les choses. Ou bien il s'agit d'intérêts essentiels et il importe alors que le Parlement soit entendu. Il faut alors employer la procédure la plus compliquée. Ou bien il s'agit de questions techniques et alors il n'est pas nécessaire que le Conseil se charge de prendre la décision.

J'en viens à une autre objection: je crains que par cette procédure l'activité administrative de la Commission ainsi que son activité de mise au point des dispositions d'application soient transférées de plus en plus, non pas formellement mais pratiquement, aux États membres. Les Allemands connaissent bien les problèmes que pose le fédéralisme. Nous connaissons notamment l'énorme capacité qu'ont les bureaucraties ministérielles des « Länder » de défendre les droits de ces « Länder » à l'égard du « Bund » et à les élargir. Nous devrions attacher une grande attention à ce problème dans les relations entre la Communauté et les États membres. Sans doute les comités en question n'ont-ils formellement que des fonctions consultatives et aucun pouvoir de décision. Mais dans la pratique, les décisions sur le fond sont prises pour une large mesure dans ces comités. Lorsqu'il importe de prendre une décision sur l'introduction ou le relèvement d'un prélèvement compensatoire sur l'huile de tournesol ou de prendre toute autre décision du même genre, ce sont là des décisions importantes qui sont arrêtées dans les comités. Notre deuxième objection est donc que les fonctions de décision sont pratiquement retransférées aux États membres même si le pouvoir de décision appartient formellement à la Commission.

Une troisième objection est de nature fondamentale. Ces dernières années, la jeune génération nous fait constamment le reproche que les structures de nos États démocratiques ne sont pas transparentes, que les décisions ne sont pas prises là où elles seraient contrôlables et que finalement l'on ne sait pas qui porte la responsabilité de la décision.

Lorsque la décision fait la navette entre Commission,

comité de gestion et Conseil, on ne peut finalement plus constater, d'autant plus que le public ne peut rien en savoir, qui porte réellement la responsabilité pour une certaine décision. Dans cette assemblée nous devons publiquement abattre nos cartes et rien ne peut donc rester caché. Cette opacité toujours plus grande de la procédure me semble appeler la plus grande réserve, non pas sur le plan juridique mais sur le plan politique, parce qu'elle ne fait qu'accroître la méfiance de la jeune génération à l'égard de ce que l'on appelle de manière critique l'administration technocratique de la Communauté européenne. Si la jeune génération n'est pas très enthousiaste aujourd'hui à l'égard de l'Europe, la cause en est en partie que les décisions en Europe sont prises sous une forme que la jeunesse ne peut pas comprendre. C'est là ma troisième et grave objection à l'égard de cette procédure.

**M. le Président.** — La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling, au nom du groupe socialiste.

**M<sup>lle</sup> Lulling.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je dirai tout d'abord qu'il est extrêmement triste que ce Parlement doive à nouveau s'occuper d'un problème qui a été traité ici à différentes reprises, et ce parce que ni la Commission européenne ni le Conseil ne semblent entendre raison dans une affaire de procédure où le Parlement européen s'est fait le gardien des compétences de la Commission et de l'équilibre institutionnel communautaire, ou de ce qu'il en reste.

C'est à l'occasion d'un rapport sur la proposition de la Commission relatif à une directive concernant le contrôle des aliments des animaux que nous avons dû constater que la Commission propose, pour les mesures à arrêter dans ce domaine, une procédure nouvelle, laquelle, on l'a expliqué, consiste à ne plus permettre à la Commission de prendre certaines mesures, concernant, en l'espèce, les méthodes d'analyse pour le contrôle des aliments des animaux, lorsque le Comité permanent des aliments pour animaux ne donne pas un avis favorable sur les mesures proposées par la Commission.

Dans un tel cas, le Conseil veut avoir le dernier mot et n'entend pas que la Commission décide avant l'expiration d'un délai d'un mois ou de trois mois, se réservant, à lui, Conseil, le droit de prendre pendant ce délai une décision différente de celle proposée par la Commission.

Dans notre rapport de 1967 et dans de nombreux rapports ultérieurs sur des propositions de directives prévoyant la consultation de comités dits de réglementation — comité permanent des aliments des animaux, comité permanent des denrées alimentaires, comité de la valeur en douane, comité vétérinaire permanent, etc... — nous avons bien voulu admettre que la Commission consulte ces comités et qu'elle communique au Conseil les mesures prises,

# Lulling

au cas où celles-ci ne sont pas conformes à l'avis de ces comités. Mais, conformément à la procédure des comités de gestion, nous avons voulu laisser à la Commission la possibilité d'appliquer les mesures proposées même si elles ne sont pas conformes à l'avis de ces comités, tout en laissant encore au Conseil la possibilité de prendre des décisions différentes dans le délai d'un mois, de trois mois ou de quinze jours. Je me demande toutefois comment il le fera et M. Müller vous en a d'ailleurs donné un exemple.

Ce qui nous sépare du Conseil, c'est que nous avons confiance en l'esprit communautaire de la Commission et que nous croyons pouvoir très bien lui laisser la responsabilité de décider, après consultation des experts des comités dits de réglementation, de mesures comme les méthodes de contrôle des aliments des animaux. Nous croyons aussi pouvoir laisser à la Commission le soin de modifier ou de supprimer les mesures prises par un État membre en ce qui concerne les viandes fraîches passant par son territoire, car c'est bien de telles mesures ou de telles dispositions qu'il s'agit !

Nous avons dit ici à plusieurs reprises pourquoi nous ne comprenions pas que la Commission propose elle-même ces nouvelles procédures, alors que M. Mansholt lui-même nous a déclaré ici que la Commission ne saurait qu'être reconnaissante de l'appui qu'elle trouve au sein du Parlement en ce qui concerne les pouvoirs qui lui appartiennent. En matière exécutive, car c'est de matière exécutive qu'il s'agit, c'est à la Commission et non au Conseil qu'il appartient de prendre les décisions.

S'il devrait en être autrement, si vraiment le Conseil comme vient de le dire son président, entend transférer, en cas de désaccord entre la Commission et un comité de réglementation, la compétence de la Commission au Conseil, nous n'avons alors qu'à tripler le nombre des représentants permanents et à intégrer la Commission dans le secrétariat du Conseil. D'ailleurs, comme l'a très bien dit M. Deringer, ce n'est pas, dans ce cas, le Conseil, qui aura la possibilité de décider si c'est lui qui décidera, mais ce seront les fonctionnaires nationaux siégeant dans ces comités qui, par leur vote — à la majorité pondérée : l'Allemagne disposerait de quatre voix, la Belgique de deux, le Luxembourg d'une — auront le pouvoir de décider si c'est au Conseil de décider.

Je ne veux pas croire qu'il entre dans les intentions du Conseil de procéder de la sorte. Ses membres effectifs devraient avoir d'autres soucis que de s'occuper des méthodes de contrôle des aliments des animaux ou de l'interdiction ou de l'autorisation de faire passer des bovins ou des porcs du territoire d'un État membre à un autre en cas de maladie épizootique.

Vraiment, Monsieur le Président, si nous devons nous séparer sur de tels détails de procédure, il ne

nous resterait qu'à désespérer de l'avenir de la Communauté.

Il est vrai, Monsieur le Président, que dans sa résolution du 3 octobre 1968, ce Parlement estime — M. Deringer vient de le rappeler — que dans tous les cas où, à la suite d'une opposition entre la Commission et un comité, le Conseil décide de prendre lui-même la décision, il doit le faire après avoir consulté le Parlement.

Le Conseil vient de nous dire qu'une telle proposition alourdirait encore davantage les procédures. C'est vrai. Mais la proposition formulée dans la résolution du 3 octobre a le mérite de faire apparaître toute l'absurdité de l'intention du Conseil de transférer, dans certains domaines d'application des réglementation communautaires, la compétence de la Commission au Conseil.

En tout cas, si le Conseil insiste sur sa procédure, nous insisterons, nous, sur cette proposition d'entendre le Parlement, car, absurdité pour absurdité : le Conseil estime devoir déplacer les ministres de six pays pour décider si un État membre avait tort ou raison de ne pas faire passer des porcs ou des bovins sur son territoire, nous déplacerons, nous, 142 députés et 500 fonctionnaires pour décider du même problème. En effet, s'il est politique pour vous, il le sera pour nous !

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Jozeau-Marigné, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Jozeau-Marigné.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, cette question des comités a retenu à de nombreuses reprises l'attention de votre Assemblée et celle de votre commission juridique. En cet instant, je voudrais non seulement parler au nom du groupe que je représente mais également me souvenir que j'ai été rapporteur de la commission juridique sur cette question qui a fait l'objet d'une résolution du Parlement européen, en date du 3 octobre 1968, et que M. le président Rey a bien voulu rappeler tout à l'heure.

Cette question des comités pose vraiment des problèmes assez complexes. Pour les économistes et pour tous, lorsqu'on entre dans le domaine de la procédure, on est quelque peu inquiet et l'on se demande si, à travers cette procédure, on ne se trouve pas dans un cheminement qui, par un moyen plus ou moins détourné, conduira à un transfert de compétence.

Aussi, tout en voulant être très bref et me rappelant que tout à l'heure M. le président de la commission des affaires sociales dans son excellent condensé, avait bien voulu dire que les problèmes juridiques, il les laissait un peu à d'autres, je vou-

**Jozeau-Marigné**

drais rappeler les véritables questions qui se posent sur le plan juridique à propos de ces comités.

Que sont les comités ? Nous avons tout d'abord les comités de consultation générale dont les avis sont donnés non seulement sur des projets de réglementation mais aussi sur des mesures de politique générale. Nous avons ainsi des comités consultatifs qui se prononcent sur l'organisation des marchés, sur les problèmes sociaux de l'agriculture, sur la politique des structures, etc. La Commission a voulu, en instituant ces comités, recueillir l'avis des milieux professionnels et des consommateurs groupés à l'échelon de la Communauté.

Je ne voudrais pas insister, car cette catégorie de comités est un peu en dehors de l'objet de la question orale posée aujourd'hui. Nous avons, en outre, deux sortes de comités, dont M. le président Rey a parfaitement fait la synthèse tout à l'heure : d'une part, des comités de gestion et, d'autre part, des comités de réglementation.

Parlons tout d'abord des comités de gestion. Ils existent dans le domaine agricole, depuis 1962 et ils sont bien connus ; ils ont pour tâche, en ce qui concerne la Commission, de consulter des États membres dans le cadre d'un comité et dans un certain nombre de cas.

Que fait la Commission ? Je me permets de le rappeler, car ceci explique peut-être l'inquiétude des uns et des autres.

La Commission arrête des mesures d'exécution qui sont immédiatement applicables. Toutefois — et c'est là qu'il faut être attentif — si l'avis rendu par le comité à leur sujet n'est pas conforme, ces mesures sont communiquées par la Commission au Conseil. Dans ce cas, la Commission peut différer pendant un délai d'un mois l'application des mesures décidées par elle. Le Conseil peut prendre une décision différente dans le délai d'un mois, en statuant à la majorité qualifiée. L'absence d'avis d'un comité équivaut à un avis favorable. Voilà ce qu'il convenait de rappeler à cette Assemblée.

Ce qu'il faut constater aussi à propos des comités de gestion, c'est qu'ils permettent aux représentants des États membres de participer à la gestion de la politique agricole commune et que le Conseil reprend sa compétence en matière de droit d'exécution et décide en dernier ressort, s'il n'y a pas d'accord entre la Commission et le Comité de gestion. Et là, je dois souligner — car ce sont les faits qui parlent — que l'action de la Commission n'est guère paralysée par cette procédure si l'on considère le nombre minime d'avis défavorables donnés, jusqu'à présent, par les comités de gestion agricole.

Lorsque la commission juridique a eu à se pencher sur le problème, elle n'a pu dire qu'il y avait une impossibilité juridique, une impossibilité technique à la création de ces comités de gestion et aujourd'hui

elle se doit, en ce qui regarde les comités de gestion, de souligner le peu de difficultés pratiques en présence desquelles nous avons pu nous trouver.

Mais en matière de comités de réglementation le problème est différent.

Ces comités sont composés de représentants des États membres et présidés par un représentant de la Commission. Ils sont compétents pour l'examen de tous problèmes d'application des règlements ou directives qui intéressent le secteur en cause.

Lorsqu'en vertu des textes de base, la Commission doit les consulter pour prendre des mesures d'exécution, la procédure — permettez-moi, mes chers collègues, de vous la rappeler aussi rapidement que possible — est la suivante : le représentant de la Commission soumet au comité un projet des mesures à prendre ; le comité émet son avis dans un délai que son président peut fixer en fonction de l'urgence de la question soumise à examen ; et la Commission arrête les mesures et les met immédiatement en application lorsque le comité a rendu à leur sujet un avis conforme ; si par contre l'avis du comité n'est pas conforme, ou en l'absence d'avis, la Commission soumet aussitôt au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre, et si, à l'expiration d'un délai de 3 mois, le Conseil statuant à la majorité qualifiée n'a pas pris de décision, la Commission arrête les mesures proposées et les met immédiatement en application.

En résumé, en fonction de cette procédure même — je crois qu'il convenait de le rappeler — tout en reconnaissant la difficulté et l'aridité de ces problèmes, nous sommes obligés de constater que la compétence exécutive de la Commission est subordonnée à deux conditions suspensives : l'avis conforme du comité, et, en l'absence de cet avis conforme, la non-intervention du Conseil pendant trois mois.

L'institution de ce délai, que tout à l'heure M. le président Rey appelait un « filet », est destinée à éviter un blocage trop long des mesures envisagées.

Ces comités de réglementation ont fait l'objet d'un certain nombre de critiques dont je voudrais simplement rappeler les principales, vous renvoyant, mes chers collègues, à la résolution que vous avez bien voulu adopter le 3 octobre dernier, pour adopter les conclusions de votre commission juridique et faire vôtre l'ensemble des reproches que nous pouvons faire à ce sujet.

Mais, cependant, disons que les comités de réglementation, étant composés de fonctionnaires nationaux, ces derniers exercent, par rapport aux comités de gestion, une influence accrue sur la Commission, dont on peut craindre que la position se trouve quelque peu affaiblie.



**Jozeau-Marigné**

On peut remarquer également — second principe — que la Commission est subordonnée aux avis du comité dont le rôle, de ce fait, dépasse celui de la consultation. En effet, lorsque l'avis du comité n'est pas conforme à sa proposition, la Commission ne peut pas prendre les mesures qu'elle a elle-même proposées et c'est justement en cela que la procédure des comités de réglementation se distingue de celle des comités de gestion que j'ai eu l'honneur de vous rappeler tout à l'heure.

Selon la procédure des comités de gestion, la Commission peut, en cas de désaccord entre elle et le comité, prendre les mesures qu'elle estime nécessaire. Le Conseil, alors, a seulement la possibilité de casser la décision de la Commission dans un délai d'un mois. Par contre, dans la procédure des comités de réglementation, la Commission ne peut prendre une décision sans l'avis conforme du comité. Elle doit, alors, transmettre ses propositions au Conseil et c'est seulement dans le cas où le Conseil ne décide pas dans un délai de trois mois, que la Commission peut prendre, elle-même, les mesures qu'elle a proposées.

Vous voyez combien la position de la Commission apparaît plus faible, et celle des comités, plus forte.

Mes chers collègues, l'ensemble de ces critiques, votre commission juridique les avait faites siennes ; vous-même le 3 octobre 1968, vous les avez faites vôtres. Lors de cette réunion, la Commission a bien voulu dire tout l'intérêt qu'elle portait à l'ensemble de ces critiques et de ces remarques. Je ne veux pas reprendre, étant donné le court délai qui m'est imparti, la délibération que vous avez eue et le vote qui fut le vôtre à cette époque. Mais, non seulement vous avez évoqué l'aspect juridique, mais également vous avez retenu l'aspect politique. Vous avez retenu l'aspect politique car, qu'on le veuille ou non, il ne faut pas que, par un moyen avoué ou détourné, on puisse réaliser un transfert des compétences des institutions. Et, Mlle Lulling voulait bien le rappeler tout à l'heure, vous aviez, vous, Parlement européen estimé après vos critiques, que, dans tous les cas où à la suite d'une opposition entre la Commission et un comité, le Conseil décidait de prendre lui-même la décision, il devait le faire après avoir consulté le Parlement. Le problème de la consultation du Parlement européen a été déjà examiné et débattu longuement. Nous avons toujours fait la distinction entre les problèmes techniques et les problèmes politiques. Vous savez que nous avons toujours voulu que lorsqu'une question entraîne une option générale, une option politique, il ne faut pas que, par un moyen détourné ou autre, le Parlement soit privé de son pouvoir de faire connaître son sentiment.

J'ai retenu les propos de M. De Koster et ses intentions. Il a dit, et il a bien marqué, qu'il existait des

décisions techniques qui appartiennent au Conseil et à lui seul. Mais comme il est difficile, parfois, de faire la distinction entre le technique et le politique !

Quoi qu'il en soit, je pense aujourd'hui que cette question orale était absolument nécessaire pour marquer la pensée permanente du Parlement européen sur la nécessité de n'apporter absolument aucune modification qui, par un moyen détourné ou un autre, pourrait diminuer le rôle de ce Parlement et aboutir à un transfert des droits et responsabilités de la Commission en permettant à des fonctionnaires nationaux de détourner ce rôle qui appartient à la Commission ou de retarder son action.

Sans doute, nous pensons bien tous, qu'il est nécessaire pour toute personne devant prendre une décision qu'elle soit informée par les experts les plus compétents. Mais en cette matière, il faut — et c'est le mot de M. De Koster — être d'une extrême prudence.

Cette extrême prudence, nous l'avons en notre pensée et nous voulons espérer que, comprenant celle-ci, le Conseil, comme la Commission, voudront agir de telle façon qu'il sera donné à ces comités un rôle consultatif, qu'ils n'auront jamais la possibilité de détourner les compétences des uns et des autres et de se transformer, eux, organismes consultatifs, en un organisme politique.

**M. le Président.** — En conclusion du débat sur la question orale n° 5/69, adressée à la Commission des Communautés européennes, je ne suis saisi d'aucune proposition de résolution.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Le débat sur la question orale n° 5 est clos.

En conclusion du débat sur la question orale n° 5/69 adressée au Conseil des Communautés européennes, je ne suis saisi d'aucune proposition de résolution.

Personne ne demande plus la parole ?

Le débat sur la question orale n° 6 est clos.

*10. Budget des Communautés européennes  
pour 1970 (suite)*

**M. le Président.** — Nous reprenons l'examen du rapport de M. Aigner (doc. 160/69).

La discussion générale étant close, nous passons à l'examen des conclusions de la commission des finances et des budgets.

Nous examinerons dans un premier temps les propositions de modification au projet de budget et, dans un deuxième temps, la proposition de résolution.

Sur la proposition de modification n° 1 tendant à rétablir les demandes de postes proposées par la Com-

**Président**

mission des Communautés, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets aux voix la proposition de modification n° 1.

La proposition de modification n° 1 est adoptée.

Sur la proposition de modification n° 2 tendant à inscrire au titre I, chapitre II, un nouveau poste 205 bis pour mémoire, afin de tenir compte des conséquences budgétaires qui découlent de l'examen annuel des rémunérations des fonctionnaires et autres agents des Communautés européennes, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets aux voix la proposition de modification n° 2.

La proposition de modification n° 2 est adoptée.

Sur la proposition de modification n° 3, tendant à augmenter les crédits destinés à faire face aux frais de fonctionnement des comités institués par les traités et par les règlements, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets aux voix la proposition de modification n° 3.

La proposition de modification n° 3 est adoptée.

Sur la proposition de modification n° 4, tendant à relever les crédits de l'article 91 (organisation de colloques, réunion, etc.), je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets aux voix la proposition de modification n° 4.

La proposition de modification n° 4 est adoptée.

Sur la proposition de modification n° 5 tendant à augmenter les crédits pour les études et les enquêtes, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets aux voix la proposition de modification n° 5.

La proposition de modification n° 5 est adoptée.

Sur la proposition de modification n° 6 tendant à augmenter les crédits destinés à l'information, je suis saisi d'un amendement n° 3 présenté par M. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'U.D.E. et tendant à supprimer cette proposition de modification.

La parole est à M. Habib-Deloncle.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, membre d'un Parlement qui, constitutionnellement — et je crois que c'est sage — n'a pas le droit de proposer l'augmentation des dépenses, j'avoue que j'assiste assez éberlué au débat que nous venons d'avoir et aux votes auxquels il vient d'être procédé. Il nous est constamment proposé de relever les dépenses, sans que l'on nous parle en aucun cas des recettes à l'aide desquelles elles seront couvertes.

Si dans l'avenir notre Parlement devait prétendre à des pouvoirs budgétaires, il ferait mieux de commencer par renoncer à des pratiques aussi condam-

nables. C'est la raison pour laquelle les membres de mon groupe et moi-même nous ne participerons à aucun des scrutins sur les propositions de modification de la commission qui tendent à peu près systématiquement à une hausse des dépenses.

Cela dit, l'amendement que j'ai proposé se rattache à un amendement qui vise la proposition de résolution elle-même sur l'article 102 et sur le poste 1022 de cet article.

Cet article prévoit, au titre des dépenses d'information, de vulgarisation et de participation aux manifestations publiques du service de presse et de l'information, une somme de 2 300 000 unités de compte. Je signale que cette somme ne couvre pas les dépenses pour publications de caractère général visées à l'article 100 et qui comprennent, en dehors des publications prévues par les traités ou par les règlements du Conseil et des périodiques publiés par la Commission, les autres publications, périodiques ou non.

La justification qui nous est donnée de ce crédit de 2 300 000 unités de compte dans le projet de budget est que ce crédit est affecté à l'information du public par tous les moyens techniques appropriés sur les objectifs et les activités des Communautés européennes.

Je dois dire que l'expression « tous les moyens techniques appropriés » engendre chez moi et chez mes amis de très profondes réflexions, car nous avons eu le sentiment que le service en question était particulièrement éclectique dans le choix des moyens et que l'attaque quasi systématique contre la politique étrangère d'un des États membres lui paraissait très souvent être un des moyens les plus appropriés. C'est pourquoi nous souhaiterions, avant de demander l'augmentation de ce crédit et de suivre les propositions faites par la Commission et que le Conseil a réduites, savoir exactement ce que fait le service chargé de gérer ces crédits, quelle est la répartition de cette somme considérable de 2 300 000 unités de compte — c'est-à-dire 2 300 000 dollars, et nous voyons tous ce que cela représente — et enfin savoir à quoi ces crédits sont utilisés. Nous voudrions également avoir, de la part de la Commission notamment, la garantie et l'engagement solennel qu'en aucun cas ces crédits ne seront affectés à quoi que ce soit qui pourrait ressembler à une ingérence dans les affaires intérieures des États membres.

Nous voudrions en avoir l'assurance pour le passé et, à défaut, l'engagement pour l'avenir.

Si nous parlons ainsi, c'est que nous avons entendu, à propos de l'utilisation de ces crédits des rumeurs que nous souhaiterions voir publiquement démenties. Nous voudrions également que les subventions données aux différents mouvements qui soutiennent l'idée européenne ne soient pas dirigées en fonction de l'idéologie qui anime tel ou tel de ces mouve-

**Habib-Deloncle**

ments et que du moment que l'on veut, et que l'on veut sincèrement comme nous le voulons tous, l'Europe unie, il n'y ait pas une préférence pour ceux qui veulent une certaine forme d'Europe par rapport à ceux qui veulent une autre forme d'Europe. Cela me paraît indispensable.

Bien sûr, il s'agit de participer aux expositions internationales, comme nous le dit M. le rapporteur, à l'exposition d'Osaka par exemple et nous sommes entièrement d'accord. Mais nous pensons que si le Conseil a limité les dépenses à 2 300 000 unités de compte, ce qui est déjà en accroissement par rapport aux dépenses de 1969, il avait ses raisons.

Il est un accord qu'on n'aime pas beaucoup dans cette enceinte, mais qui existe tout de même, accord qui fut conclu entre les six États membres en 1965 : cet accord prévoyait que le programme du service d'information des Communautés serait défini et exécuté d'un commun accord entre le Conseil et la Commission.

Nous aurions souhaité savoir dans quelle mesure le point 6 de cet accord en 7 points a été respecté, comment et en quoi, le Conseil et la Commission se sont concertés pour l'exécution de ce programme d'information. Et puisque nous voyons qu'aujourd'hui le Conseil réduit les propositions de la Commission, nous sommes enclins pour notre part, sur ce point et conformément à cet accord, à suivre les propositions du Conseil et non celles de la Commission, c'est-à-dire à ne point suivre notre rapporteur qui nous demande le relèvement de ce chiffre à celui qui avait été prévu par la Commission. Avant de laisser vraiment un blanc-seing pour un crédit de cette importance dont nous ne connaissons absolument rien et sur lequel j'ai demandé que la commission politique ait un jugement à porter pour avis — car c'est un crédit politique sur lequel il me semble que la commission politique de notre Assemblée devrait se prononcer — je préfère m'en tenir au chiffre le plus bas.

Mon groupe ne demandera pas une réduction plus importante, mais il ne lui apparaît pas, dans l'état actuel des choses, qu'il soit sage de proposer l'augmentation de ce crédit.

**M. le Président.** — La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais dire tout d'abord que je n'ai pas compris la première argumentation. Nous votons actuellement la sixième proposition de modification. Toutes les autres propositions de modification concernaient des augmentations de crédits. Si donc ce que l'on vient de dire est le seul argument, il n'aurait pas fallu adopter les autres propositions de modification. Mais il ne s'agit dans le cas présent que de la proposition de modification n° 6.

**M. Habib-Deloncle.** — Je voudrais préciser que nous n'avons voté aucune des précédentes modifications ; notre groupe n'a pas participé au vote.

**M. le Président.** — Le vote s'est fait à la majorité. Poursuivez, Monsieur Aigner.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je ne savais pas qu'il s'agissait d'une abstention. Mais je comprends fort bien que l'on tente politiquement d'apporter une correction parce que l'on n'est pas d'accord avec l'application d'un certain titre du budget.

J'attache une grande importance justement à ce que les crédits de ce titre ne soient pas réduits parce que nous avons besoin d'une information renforcée de la Commission. Je suis prêt au compromis suivant qui pourrait répondre à vos désirs et auquel votre groupe pourrait donner son approbation : nous votons la demande telle qu'elle est prévue dans la proposition de modification, mais le montant de la différence restera bloqué afin que la Commission soit tenue de discuter avec la ou les commissions compétentes si une critique venait à être élevée, ce qui peut toujours être le cas pour un tel fonds. Le Parlement a le droit de discuter avec celui qui engage les dépenses pour savoir si celles-ci sont dans l'esprit du budget. On peut alors examiner si le montant prévu répond à l'idée de l'intégration européenne ou ne doit servir qu'à critiquer la situation internationale. Bien entendu, on ne pourra jamais fixer une limite précise car bien souvent le renforcement de la politique européenne d'intégration représente en même temps une critique des événements nationaux.

Si vous êtes d'accord avec cette proposition de compromis j'accepterai une note disant que le montant de la différence est bloqué en un premier temps et ne sera libéré que lorsque la Commission en aura discuté avec les commissions compétentes. Ce serait là la meilleure base pour un dialogue avec la Commission sur l'exécution de ce titre du budget.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, j'ai expliqué cet après-midi comment nous avons établi la somme proposée dans l'avant-projet de budget. Je l'ai expliqué en commission ; c'est cette argumentation qui a convaincu M. Aigner.

Il ne s'agit donc pas d'une augmentation arbitraire et non motivée. J'ai déclaré également devant la commission comment la somme inscrite dans le projet de budget que vous a transmis le Conseil, nous amènerait en fait, compte tenu des coûts et des frais, à réduire notre activité d'information.

Je ne voudrais pas, Monsieur le Président, qu'un des membres de ce Parlement en vienne à croire que

**Coppé**

nous n'avons pas justifié en commission les montants qui sont prévus, et que nous sommes en présence d'une augmentation excessive et injustifiée des montants proposés.

Aux questions plus précises et d'ordre non budgétaire que pose M. Habib-Deloncle, je répondrai en quatre points.

Je dirai tout d'abord que la direction générale « Presse et Information », dont j'assume la responsabilité politique, n'a pas de préférence pour une des multiples formes, voies ou moyens de faire l'Europe. En octroyant des soutiens aux différentes organisations nous n'avons jamais manifesté une préférence quelconque.

En deuxième lieu, pour ce qui concerne le programme d'information, je tiens à dire que si le Conseil de ministres demandait que nous en discutions avec lui, je serais le premier à déférer à ce vœu.

Il y a deux ans, j'ai même eu une telle discussion avec le comité des représentants permanents. Par conséquent, si on me le demande, je me rendrai à cette invitation. Je suis évidemment tout disposé aussi à en discuter avec le Parlement. Le Parlement a le droit de nous demander n'importe quoi : je suis prêt à en discuter avec la commission compétente, que ce soit celle des finances et des budgets ou une autre. J'ajouterai d'ailleurs que j'ai la conviction d'avoir devant moi un excellent dossier à défendre.

Mon troisième point est le suivant : il n'y a pas d'ingérence dans la politique intérieure d'un pays quelconque ! Nous défendons, dans notre politique d'information, le traité et la politique de la Commission. Pas autre chose !

Pour terminer, Monsieur le Président, je demande que le Parlement veuille bien suivre le rapporteur, M. Aigner, et augmenter le montant tel qu'il est prévu pour les raisons qui ont été données en commission, et en séance publique au début de l'après-midi.

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — (N) C'est pour deux raisons que je m'oppose à l'amendement présenté par M. Habib-Deloncle. Ce dernier a tout d'abord fait valoir, sur le plan général, que le Parlement européen propose systématiquement de relever les dépenses et que la constitution en vigueur en France sous la V<sup>e</sup> République ne tolère pas de semblables pratiques. Sans doute, est-il inutile que je fasse remarquer que la constitution française n'est pas applicable dans tous les États membres et qu'il existe encore des Parlements qui sont libres de proposer un relèvement des dépenses. Mais M. Habib-Deloncle a aussi développé un argument valable en soi, à savoir que le Parlement devrait aussi avoir le droit de voter les recettes. Si nous disposions de ressources propres, il aurait raison

d'affirmer que le Parlement est également responsable de l'équilibre du budget et qu'à partir du moment où les dépenses sont augmentées, il convient soit de diminuer d'autres postes de dépenses, soit de prévoir des augmentations de recettes.

Pour justifier son amendement, M. Habib-Deloncle a fait en second lieu valoir qu'au début de l'année 1966, les États membres ont conclu un accord à Luxembourg, à savoir le fameux « accord des désaccords ». C'est précisément parce que le Parlement européen n'a jamais entériné cet accord et aussi parce que la Commission européenne a toujours désapprouvé son application que j'estime que l'adoption par le Parlement de l'amendement de M. Habib-Deloncle équivaldrait à une reconnaissance *a posteriori* de l'accord de Luxembourg. Pour cette raison, ainsi que pour les raisons déjà invoquées par M. Coppé, je suis d'avis que nous devons adopter la proposition initiale de la commission des finances et des budgets et rejeter par conséquent l'amendement présenté par M. Habib-Deloncle.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Je voudrais demander au Parlement de ne pas suivre la proposition de M. Habib-Deloncle.

Cette proposition repose sur deux arguments : un argument de droit et un argument d'opportunité.

En ce qui concerne le premier, je ne crois pas que cet argument, qui est un argument d'analogie avec les règles constitutionnelles françaises, soit valable dans les conditions de fonctionnement de nos institutions, et cela pour la bonne raison que, tout d'abord — comme M. Westerterp vient de l'indiquer — nous n'avons pas ici au Parlement les mêmes responsabilités budgétaires que celles que nous avons en France à l'Assemblée nationale. En second lieu, si nous avions dans notre constitution une disposition analogue à celle de l'article 40 qui interdit au gouvernement français d'augmenter les dépenses, je suppose qu'il faudrait apprécier cette augmentation par rapport aux montants prévus par l'autorité qui établit le premier projet de budget. Or, dans la Communauté cette autorité est la Commission. Ce que nous proposons, ce n'est pas de déborder les propositions de la Commission, mais au contraire de les rejoindre. Il est donc très difficile de procéder en l'occurrence par analogie avec une constitution dans laquelle il n'y a que deux autorités : une autorité exécutive et une autorité parlementaire. Nous sommes ici en présence d'un triangle. Il est absolument impossible de méconnaître que la Commission existe, qu'elle fait des propositions, et que nous restons dans le cadre de ces propositions.

En revanche, je dois dire qu'en ce qui concerne l'argument d'opportunité, je suis tout à fait sensible à ce qu'a dit M. Habib-Deloncle.

**Spénale**

Il est évident que si des moyens sont donnés aux Communautés pour une propagande en faveur des idées européennes, de l'intégration européenne et du progrès de la construction européenne et qu'il y avait véritablement des déviations qui aboutissent à critiquer la démarche d'un gouvernement parmi les Six, le fait serait regrettable. Je comprendrais que dans ces conditions — et je ne formule pas ici un jugement de valeur sur le fond de la question — l'on puisse émettre des réserves.

Aussi, pour tenir compte de ces deux arguments: l'argument de droit auquel je ne puis me rallier à M. Habib-Deloncle, et l'argument d'opportunité que je peux partiellement partager, je souhaiterais que l'Assemblée rejoigne la proposition de M. Aigner en acceptant de voter ce crédit et en décidant que la partie excédentaire reste bloquée jusqu'au moment où seront effectuées les enquêtes nécessaires et où un accord pourra se dégager.

**M. le Président.** — Monsieur Habib-Deloncle, maintenez-vous votre amendement ?

**M. Habib-Deloncle.** — J'ai suivi avec beaucoup d'attention les arguments qui viennent d'être échangés et je dois dire que ma remarque préalable ne s'appliquait pas spécialement à mon amendement. Je n'ai pas voulu prendre la parole deux fois. J'ai simplement voulu dire, d'une façon générale, qu'il me semblait malgré tout étrange, au moment où le Parlement demande des pouvoirs et des responsabilités dans le domaine budgétaire, que tous les crédits proposés soient en hausse. Je me permettrai aussi de dire à Monsieur le président Spénale que je ne le suis pas dans son analyse. En effet, si la Commission établit — et c'est ce qui nous est dit dans le rapport même de la commission des finances et des budgets — un avant-projet de budget, c'est par rapport au projet de budget arrêté par le Conseil que nous avons à nous prononcer. Dans ces conditions, le rétablissement des crédits initialement proposés par la Commission représente quand même une augmentation de dépenses.

J'indique à M. Westerterp que la V<sup>e</sup> République n'a pas innové en la matière et que la IV<sup>e</sup> République avait la même règle, laquelle n'est d'ailleurs pas particulière au Parlement français puisque nous l'avons empruntée à d'autres Parlements réputés pour leur ancienneté en la matière. J'ajoute qu'elle me semble une règle sage. Je dis donc simplement, d'une manière générale, expliquant la raison pour laquelle mon groupe n'a participé à aucun des votes sur les paragraphes précédents, que nous estimons que, pour une commission des finances proposer systématiquement des augmentations de dépenses par rapport à ce qui est soumis au Parlement, n'est pas une bonne méthode et que nous ne pouvons pas, en conscience, nous y associer au moment où certains demandent un accroissement des responsabilités budgétaires du Parlement.

Cependant, ceci était de ma part une observation liminaire. Après l'avoir faite, je crois que je vais y faire une exception. En effet, je dois dire que je suis sensible à la compréhension que le rapporteur et le président Spénale viennent de manifester à l'égard de notre préoccupation. Un crédit aussi important consacré à l'information sur la politique de la Communauté, et le contrôle de ce crédit revêtent pour nous, Parlement, une importance politique particulière. C'est la raison pour laquelle j'ai fait allusion — je regrette que le président Scarascia Mugnozza n'assiste pas à cette séance — à des débats de la commission politique au cours desquels j'ai demandé — ma proposition n'a pas été, je crois, mal accueillie — que la commission politique soit informée des tendances et des lignes directrices de la politique d'information suivie par la Commission pour le compte de la Communauté.

Je crois qu'il faut aller plus loin en effet, puisqu'il y a eu des rumeurs, puisqu'il y a eu des on-dit, des suspicions que M. Coppé a fort heureusement démentis. Il faut que le débat que nous avons eu à l'instinct même soit l'occasion d'un examen des choses.

C'est pourquoi, au nom de mon groupe, je me rallie à la proposition faite par le rapporteur. En la circonstance, nous suivrons la Commission et nous demanderons une augmentation des crédits puisque c'est le moyen qui nous est offert pour subordonner à un examen attentif et approfondi, d'une part, par la commission des finances et des budgets et, d'autre part — je l'espère —, par la commission politique, les activités du service que préside avec tant de distinction M. Coppé.

Je crois qu'ainsi nous aurons, les uns et les autres, satisfaction. J'aurai, moi, concédé dans la lettre alors que, dans l'esprit, vous m'aurez, mes chers collègues — et je vous en remercie — donné beaucoup.

**M. le Président.** — Monsieur Habib-Deloncle, retirez-vous votre amendement ?

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, je pourrais retirer mon amendement, à condition que M. le Rapporteur accepte de changer la proposition de modification n° 6 dans le sens qui a été indiqué.

**M. le Président.** — La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, j'ai déjà dit que si l'amendement était retiré et que nous obtenions ainsi deux choses, c'est-à-dire, d'une part, une unanimité sur la demande d'augmentation des crédits et, d'autre part, un élargissement du droit budgétaire de ce Parlement, ce serait la première fois qu'avec la Commission nous devenons réellement l'autorité d'approbation dans un secteur qui relève certes de l'approbation du Conseil, mais dont le déblocage a été attribué tacitement au Parlement. Ce

**Aigner**

sont là deux points de vue et je me réjouis que M. Habib-Deloncle accepte cette proposition. Elle pourrait être formulée très simplement :

« Le montant de la différence entre le crédit augmenté et le crédit prévu dans le projet du Conseil sera bloqué aussi longtemps que la commission des finances et des budgets, le cas échéant en accord avec la commission politique, n'aura pas débloqué le montant de la différence en faveur de la Commission. »

Nous aurons alors cette discussion à laquelle vous tenez afin de parvenir à un contrôle des directives politiques.

Monsieur le Président, je voudrais encore ajouter quelques mots : je ne suis pas très heureux que M. Habib-Deloncle ait repris encore une fois son premier argument. Je voudrais lui poser une question : si vous tenez réellement à l'accomplissement des traités de Rome, il faudra pendant la dernière partie du parcours, sur la voie de l'intégration, accepter des dépenses plus élevées de la Commission dans tous les secteurs et notamment dans ceux de la politique énergétique, de la politique des transports, de l'harmonisation fiscale, etc. Si vous voulez l'accomplissement des traités de Rome, si vous voulez une véritable intégration, vous devez accorder davantage de personnel et élargir ce titre qui est celui des moyens financiers de la Commission.

Si vous défendez le point de vue du Conseil, vous approuvez par là le manque de volonté politique et rien ne se fait en vue de l'achèvement de l'intégration. Je puis dire une chose et en vouloir une autre, mais si je suis partisan d'une relance, je dois être prêt à accorder les crédits nécessaires aux tâches imposées.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, je ne voudrais pas laisser planer le moindre doute sur le fait que la Commission est d'accord pour discuter avec les commissions du Parlement et avec le Parlement lui-même de l'ensemble du programme pour l'année 1970. Je répète que j'ai fait une proposition en ce sens à la commission, le 31 octobre, et je la renouvelle en ce moment même.

**M. le Président.** — La parole est à M. Habib-Deloncle.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, je remercie beaucoup M. Coppé de sa déclaration. Je demanderai, par conséquent, à M. le rapporteur s'il est d'accord pour que je transforme la suppression que j'avais proposée en une adjonction.

A la fin du paragraphe 1 de la proposition de modification n° 6, après les mots « il faut ajouter encore 121 500 unités de compte », il faudrait donc insérer

les termes « qui resteront bloquées jusqu'à un examen détaillé par la commission des finances et la commission politique du Parlement de la gestion de ce crédit par la Commission ».

Dans ces conditions mon amendement n° 3 serait retiré.

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, je crois sincèrement que la manière dont les débats se déroulent est assez inhabituelle et malheureuse. La commission des finances et des budgets a adopté une proposition de modification et c'est à elle, me semble-t-il, de la défendre en séance. Par ailleurs, nous sommes en présence d'un amendement déposé par M. Habib-Deloncle, contre lequel, avec d'autres orateurs, je me suis prononcé.

M. Coppé a déclaré au nom de la Commission européenne que l'exécutif est disposé à réexaminer à tout moment avec la commission parlementaire compétente le programme du service d'information, indépendamment de la question de savoir si les crédits de ce service seront bloqués ; c'est pourquoi j'invite le Parlement à prendre sa décision conformément à la proposition que lui a présenté sa commission des finances et des budgets, car c'est là, me semble-t-il, la seule manière valable de procéder.

Et, à mon avis, cette procédure implique le rejet de l'amendement n° 4 modifié par M. Habib-Deloncle.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, je serai très bref, M. Westerterp ayant déjà commenté quelques-uns des thèmes que je me proposais de développer.

Je tiens à faire connaître mon opposition (tant sous sa forme originale que sous sa forme modifiée), à l'amendement présenté par M. Habib-Deloncle (—). Je ne comprends pas du reste comment le rapporteur, dont la tâche est de faire part de l'opinion de la commission, ait pu en accepter l'idée fondamentale.

En outre, il me semble fort étrange qu'en ce moment et sur un point extrêmement délicat, on se prononce en quelque sorte pour l'exercice d'une censure à l'égard de la Commission.

Refuser ou bloquer les fonds me semble constituer, et cela pour la première fois dans l'histoire de ce Parlement, une censure à l'égard de l'exécutif. Peut-être un jour pourra-t-on parvenir également à son instauration, mais celle-ci aura lieu suivant les modalités prévues par le traité et après l'examen approfondi que nécessite cette matière, et non par des voies détournées ou sous le coup d'improvisations.

Cifarelli

Je déclare donc que je voterai contre l'amendement de M. Habib-Deloncle sous sa forme originale ou sous sa forme modifiée, que celui-ci ait l'assentiment de notre rapporteur ou non.

**M. le Président.** — La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Mes chers collègues, je voudrais que nous ne nous égarions pas. Il s'agit d'un point de procédure. Ce point est le suivant.

La Commission avait demandé des crédits pour l'information. Le Conseil les a réduits. La commission des finances et des budgets demande que l'on rétablisse les crédits originaux. Pour des raisons de procédure budgétaire en application non seulement en France, mais encore dans d'autres Parlements, M. Habib-Deloncle estimait qu'il n'était pas normal qu'une Assemblée parlementaire, de son propre chef, demande une augmentation de crédits.

Cet argument a été combattu. Nous n'en parlons plus. Ce n'est plus actuellement ce qui est en discussion. Ce qui est en discussion, c'est un autre argument que M. Habib-Deloncle a fait valoir. Il lui semblait que la politique d'information menée par la Commission n'était pas suffisamment impartiale et il demandait que la Commission veuille bien, avec la commission politique, la commission des finances et des budgets et différentes autres commissions parlementaires exposer son programme d'information pour l'année 1970.

C'est ce second aspect des thèses présentées par M. Habib-Deloncle qui a paru, tant au rapporteur — et nous l'en remercions — qu'au président de la commission des finances, tout à fait constructif. Je ne crois pas qu'un seul des membres de cette Assemblée, à quelque groupe qu'il appartienne, puisse trouver choquant que l'on demande à la Commission — qui d'ailleurs en est d'accord, M. Coppé vient de le déclarer — de s'expliquer plus longuement sur son programme d'information de 1970.

Il ne s'agit donc en rien d'instaurer une censure, mais au contraire d'assurer une meilleure coordination entre la Commission et le Parlement.

C'est cette préoccupation que l'on essaie de traduire maintenant dans les textes pour obtenir un vote unanime, M. Habib-Deloncle retirant volontiers son amendement et se ralliant à la proposition de M. Aigner et de M. Spénale, qui consiste à dire que nous sommes unanimement d'accord pour demander au Conseil de rétablir les crédits demandés par la Commission. Nous demandons simplement à la Commission de venir devant les commissions parlementaires s'expliquer, plus en détail qu'elle ne l'avait fait, sur son programme 1970. Cela me semble tout à fait correct sur le plan parlementaire, d'autant que la Commission elle-même en est d'accord.

Je crois que nous pouvons faire l'unanimité ; ce n'est vraiment pas le moment de nous opposer.

**M. le Président.** — (I) Le problème est de savoir si nous devons prendre dans la résolution l'engagement de bloquer les sommes en attendant que le problème de l'information soit examiné dans son ensemble. Tel est l'objet de la discussion.

La Commission a toujours le devoir de répondre, devant les commissions parlementaires et devant l'assemblée, de sa politique. Mais le problème qui se pose aujourd'hui est plutôt de décider si nous devons insérer dans notre résolution une disposition prescrivant expressément le blocage de l'augmentation qui pourrait être accordée aussi longtemps que les objectifs de cette politique d'information n'auront pas été clarifiés.

Nous considérons, d'autre part, que le Conseil pourrait également ne pas tenir compte de ce vœu et ne pas accorder l'augmentation demandée ou la déduire à un chiffre inférieur à celui que nous avons fixé.

Je rappelle donc à l'Assemblée que M. Habib-Deloncle est disposé à retirer son amendement n° 3 à condition que soit insérée une disposition précise tendant à bloquer l'éventuelle augmentation jusqu'à ce que la Commission ait exposé son programme.

La parole est au rapporteur pour exprimer un avis qui sera personnel, le rapporteur n'étant pas en mesure de consulter la commission, mais qui est toujours un avis très autorisé.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, c'est précisément la raison pour laquelle j'ai demandé à prendre la parole. Notre préoccupation en commission était d'augmenter les crédits à l'information, parce que celle-ci s'impose. En tant que rapporteur, j'ai le devoir, en cas de difficulté, de faire en sorte que nous obtenions gain de cause.

Monsieur Westerterp, je vous prie instamment de comprendre ce point de vue. Nous devons convaincre le Conseil. Si, sous réserve du blocage nécessaire de la somme excédentaire, nous approuvons maintenant cette augmentation de crédits à l'unanimité, nous aurons davantage de chances de parvenir à notre objectif et d'obtenir les crédits demandés que si nous le faisons contre l'opinion d'un groupe.

C'est la raison pour laquelle j'ai estimé que je devais, en tant que rapporteur, faire cette proposition afin que nous puissions obtenir l'augmentation des crédits dont la Commission a un besoin urgent.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets.** — Je me permets de faire observer à M. Westerterp que, dans un débat général en

**Spénale**

séance plénière, les approbations de la commission compétente ne doivent pas, bien entendu, être considérées *a priori* comme absolument intangibles et comme ne pouvant souffrir aucun amendement qui serait proposé par des parlementaires qui ne sont pas membres de la commission des finances et des budgets.

Dans ce cas, comment réagirait cette commission ? Deux possibilités s'offrent à elle : ou bien les propositions lui permettent d'aboutir à une transaction, ou bien elle demande le renvoi en commission. Mais ce n'est pas ce que propose le rapporteur et je ne le propose pas non plus.

Il reste donc à voter sur les propositions en partant de la plus éloignée. La plus éloignée, M. Habib-Deloncle ayant retiré la sienne, est la proposition transactionnelle du rapporteur, proposition à laquelle je me suis, à titre personnel, rallié. En effet, je n'éprouve aucun embarras devant cette procédure. Un mot, à ce propos, à M. Cifarelli. Je ne pense pas que le fait de dire que des crédits, que nous allons finalement voter, resteront bloqués jusqu'à ce qu'un contrôle soit exercé, traduit une quelconque volonté d'exercer une censure. Au contraire, comme M. Aigner, je me réjouis de voir apparaître là une formule de contrôle parlementaire à propos de crédits qui ont soulevé, à l'Assemblée des contestations. Ces contestations sont-elles justifiées ? Ne le sont-elles pas ? L'enquête le dira. En fonction de ce que cette enquête démontrera, ces crédits seront ou non libérés. Cela, c'est exercer le contrôle parlementaire, ce n'est pas prononcer une sanction *a priori* contre la Commission.

Je demande la mise aux voix de la proposition de M. Aigner. Elle est la plus éloignée du texte présenté par la commission des finances, qui n'a, elle, pas demandé le renvoi en commission.

**M. le Président.** — Il s'agissait donc d'ajouter à la proposition de modification n° 6, le texte suivant après les mots : « encore 121 500 u.c. »

« Ces 121 500 unités de compte resteront bloquées jusqu'à un examen détaillé, par la commission politique et la commission des finances et des budgets, de la gestion de ce crédit par la Commission. »

J'aimerais qu'il soit clairement établi comment et quand cette somme de 121 500 u.c. sera bloquée.

Je pense que le président de la commission des finances et des budgets pourra nous donner quelques éclaircissements.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, je crois que ce doit être le Parlement, sur proposition de la commission des finances, avec avis de la commission politique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je peux assurément marquer mon accord sur la proposition complémentaire faite par M. Spénale, à condition toutefois que nous convenions de la date de la séance plénière à laquelle il nous faudra prendre une décision. En effet, je ne voudrais pas voir reporter cette décision à la fin de l'année prochaine.

Monsieur Spénale, la décision ne pourra probablement pas être prise au cours de la session de décembre, qui a lieu à une date trop rapprochée. Toutefois, s'il était matériellement possible de terminer les travaux pour cette date, j'aimerais aussi que nous puissions disposer de l'avis de la commission des finances et des budgets. Dans le cas contraire, il faudrait que la décision soit prise en janvier. Pour ma part, je préférerais toutefois que la commission des finances et des budgets présente un rapport à la session de décembre, afin que nous puissions également prendre une décision à cette date. Je n'aime guère voter un budget lorsque j'ignore le moment où l'on décidera de la question de savoir si les crédits qui y sont inscrits pourront être dépensés ou non. C'est pour cette raison qu'il convient de fixer une date limite et, dans cette mesure, votre observation était parfaitement justifiée.

**M. le Président.** — La parole est M. Aigner.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je crois que nous sommes tous victimes d'un malentendu. Je prie instamment M. Habib-Deloncle de bien vouloir m'écouter attentivement quelques instants. Je suis d'accord pour qu'il modifie le texte de son amendement, mais non pas pour qu'il modifie le montant global des crédits. La Commission doit faire face à des obligations courantes, qui ne sauraient être interrompues. Le problème politique était de mettre en discussion l'ensemble de la politique en tant que telle. Or il est évident qu'on ne peut le faire qu'à la condition de bloquer le supplément de crédit. C'est là toute la question. Monsieur le Président vous a mal compris. Si votre proposition porte uniquement sur ce supplément de crédit, nous pouvons passer sans plus de discussion au vote.

**M. le Président.** — La parole est à M. Habib-Deloncle.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, dans la rédaction que j'ai établie — qui n'est pas mon amendement mais seulement la mise en forme de la suggestion du rapporteur — dans le texte français, je lis : « il faut ajouter encore 121 500 u.c. ». C'est donc un supplément de crédit, et c'est ce supplément-là qui resterait bloqué, étant bien entendu que l'examen, lui, serait global, comme le rapporteur l'a dit à l'instant.



**Habib-Deloncle**

Nous n'allons pas examiner un crédit partiel, qui n'a pas de valeur en soi. Jusqu'à l'examen global des crédits, nous bloquons ce supplément. Cela peut, comme l'a très bien dit le rapporteur et le président Spénale, inciter le Conseil de ministres à nous suivre, car, en définitive, c'est à lui qu'appartient la décision. Peut-être le vote de la proposition du rapporteur incitera-t-il le Conseil de ministres à relever le crédit, comme l'a demandé le Parlement, alors qu'à l'inverse, si nous n'en avions pas parlé, le Conseil de ministres aurait très bien pu maintenir son chiffre initial.

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, force m'est de redemander la parole, car j'estime que le Parlement ne peut pas, à propos des crédits du service d'information, instaurer subitement une procédure budgétaire entièrement nouvelle. Cela ne s'est encore jamais vu. Je me demande quelle décision le Conseil devrait prendre si cet amendement était accepté. Le budget qui serait alors soumis au Conseil porterait, en effet, l'appréciation suivante du Parlement : le budget doit avoir tel ou tel volume à condition qu'une partie des montants inscrits soit bloquée et que l'utilisation de cette partie soit subordonnée à l'autorisation du Parlement européen et non à celle des autorités budgétaires du Conseil.

Si nous souhaitons vraiment le renforcement des pouvoirs du Parlement européen, il faudra que le renforcement des pouvoirs soit réellement acquis. Dans ce cas, il ne faut pas essayer, en usant de détours, de satisfaire les désirs politiques du groupe gaulliste qui s'efforce, je le dis en toute franchise, de parvenir à ses fins en employant la manière douce. Je ne suis pas disposé à me prêter à ce jeu-là.

**M. le Président.** — Tout est bien clair maintenant.

La commission compétente a déposé une proposition de modification qui tend à rétablir pour l'information le montant des crédits prévus à l'avant-projet de budget présenté par la Commission exécutive, ce montant ayant été réduit de la part du Conseil de ministres.

Après le retrait de l'amendement n° 3 présenté par M. Habib-Deloncle, je reste toutefois saisi d'une proposition tendant à bloquer uniquement le supplément de crédits demandé jusqu'à un examen détaillé de la politique d'information pratiquée par la Commission exécutive.

Nous allons donc procéder à un vote par division.

Je mets aux voix la première partie du paragraphe 1 de la proposition de modification n° 6.

Ce texte est adopté.

Je mets aux voix la proposition de M. Aigner qui, je le répète, tend à ajouter à la fin du premier alinéa du paragraphe 1 le texte suivant :

« Ces 121 500 unités de compte resteront bloquées jusqu'à examen détaillé, par la commission politique et la commission des finances et des budgets, de la gestion de ce crédit par la Commission ».

Cette proposition est adoptée.

Je mets aux voix le deuxième alinéa du paragraphe 1 ainsi que le paragraphe 2 de la proposition de modification n° 6.

Ces textes sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de modification n° 6, complétée par la proposition qui vient d'être adoptée.

L'ensemble de la proposition de modification n° 6 est adopté.

Sur la proposition de modification n° 7 tendant à augmenter les crédits pour les écoles européennes, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 7 est adoptée.

Sur la proposition de modification n° 8, tendant à rétablir l'article 400 « pour mémoire », au titre de la contribution du budget des Communautés européennes au budget de recherches et d'investissement d'Euratom, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 8 est adoptée.

Sur la proposition de modification n° 9 relative à l'organisation du secrétariat du Parlement européen, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 9 est adoptée.

Après la proposition de modification n° 9, je suis saisi d'un amendement n° 4 présenté par M. Aigner, au nom de la commission des finances et des budgets et par M. Vredeling au nom de la commission de l'agriculture et dont voici le texte :

Proposition de modification n° 10 (nouvelle)

« 1. Titre spécial B : Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, section garantie : dans le projet de budget, insérer un nouveau chapitre LXXIX ter). Ce chapitre est ainsi intitulé : « LXXIX ter) Participation au financement des mesures d'aides pour l'agriculture allemande à la suite de la réévaluation du Deutsche Mark ». Sous la rubrique « crédits 1970 », inscrire le montant de 90 millions d'u.c.

**Président**

Ces crédits doivent déjà être mis à la disposition de la république fédérale d'Allemagne au titre du budget 1970 pour compenser en partie à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1970 la baisse brutale des prix à la production libellés en DM.

Le Parlement européen fait observer que les dépenses moins élevées qui résultent pour la section garantie de la dévaluation du franc français correspondent à peu près, pour l'exercice 1970, à la somme indiquée ci-dessus.

2. Le montant global du budget des recettes et des dépenses est modifié en conséquence. »

La parole est à M. Aigner pour défendre cet amendement.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je crois que cette proposition est suffisamment claire. En effet, cet état de choses n'est intervenu qu'après la discussion sur le budget. Le premier crédit devrait être inscrit pour l'exercice 1970.

Je vous demande de bien vouloir adopter l'amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, c'est précisément aujourd'hui que la commission de l'agriculture a procédé à l'examen d'un problème qui sera évoqué cette semaine encore en séance, à savoir celui des mesures d'aides aux agriculteurs allemands à la suite de la réévaluation du DM. Lors de cet examen, il nous est apparu que la proposition de la Commission ne prévoit de compensation communautaire qu'à partir de l'année 1971.

Je voudrais signaler qu'à un stade ultérieur, nous aurons encore à examiner les nouvelles propositions de la Commission relatives au financement de la politique agricole qui prévoient que le budget sera considéré comme un véritable budget pour l'année civile en cours et non pas comme une liquidation des comptes a posteriori. C'est pourquoi nous estimons que la contribution à apporter par la Communauté en vue de compenser le déficit de 1,7 milliard de DM devra être inscrite au budget de 1970.

A cet égard, je peux indiquer, également au nom de M. Cointat, rapporteur pour avis de la commission des finances et des budgets, qui a participé aux délibérations de la commission de l'agriculture, que la commission des finances et des budgets approuve votre amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président,

permettez-moi d'insister sur le fait que l'amendement de la commission de l'agriculture n'a pas encore été adopté par le Parlement. Par conséquent, on n'hésite pas à préjuger une décision que le Parlement doit encore prendre. Toutefois, si le Parlement est d'accord pour avancer cette date à 1970, la Commission européenne ne verra pas d'objections à défendre ce point de vue au sein du Conseil.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cointat.

**M. Cointat.** — Monsieur le Président, je vous remercie, de me donner la parole. Évidemment, la procédure proposée est un peu inhabituelle, puisque le Parlement va examiner dans quelques jours seulement cette proposition de règlement concernant les conséquences agricoles et financières sur la réévaluation du Deutsch Mark. Mais comme les commissions compétentes, soit au fond en ce qui concerne l'agriculture, soit pour avis, en ce qui concerne les finances et les budgets ont déjà formulé leur avis sur ce texte et que cet avis est favorable, nous avons estimé d'un commun accord qu'il était souhaitable de le passer tout de suite dans le budget de 1970.

La procédure est un peu inhabituelle, mais les commissions compétentes ayant donné un avis favorable à la proposition du règlement concernant la réévaluation du Deutsch Mark, je crois qu'il nous faut profiter également de cette discussion budgétaire pour entériner une mesure qui, en définitive, sera bénéfique pour tout le monde et qui, en outre, marquera la solidarité financière de la Communauté.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 4.

L'amendement n° 4 est adopté.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution, qui avait été réservé.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 11, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Acte est donné de l'abstention des membres du groupe de l'U.D.E.

Après le paragraphe 11, je suis saisi d'un amendement n° 1 présenté par MM. Westerterp et Leemans, au nom du groupe démocrate-chrétien.

Après la distribution de ce document, MM. Rossi et Spénale m'ont fait savoir qu'ils désiraient s'associer à la présentation de cet amendement au nom du groupe des libéraux et apparentés et au nom du groupe socialiste.

**Président**

Voici le texte de cet amendement :

« Ajouter à la suite du paragraphe 11, un nouveau paragraphe (11 bis) ainsi libellé :

11 bis. Déclare, dès à présent, qu'au cas où au cours de l'exercice financier 1970, la Commission et le Conseil n'adopteraient pas de réglementation satisfaisante pour le contrôle communautaire sur les dépenses du F.E.O.G.A., le Parlement se verrait dans l'obligation de rejeter le budget pour l'exercice 1971 ; »

La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — (N) Je voudrais expliquer en quelques mots les raisons qui m'ont amené, ainsi que M. Leemans, à présenter cet amendement au nom du groupe démocrate-chrétien. Je suis particulièrement reconnaissant à MM. Spénale et Rossi d'avoir bien voulu signer cet amendement au nom de leurs groupes politiques respectifs.

Au cours de la discussion générale sur le budget, il a déjà été dit que le Parlement ne saurait plus longtemps tolérer passivement le fait qu'aucune réglementation satisfaisante du contrôle communautaire des dépenses du F.E.O.G.A. ne voie le jour. C'est dans le but de mettre le Conseil et la Commission en garde, en temps voulu, contre les conséquences qui pourraient éventuellement résulter de l'absence d'une réglementation satisfaisante que nous avons présenté cet amendement.

Je tiens à ajouter expressément que cet amendement ne vise aucune des personnes qui sont, à l'heure actuelle, membres de la Commission ni les ministres qui siègent au Conseil. Je crois, toutefois, qu'il convient de mettre fin au jeu qui se joue entre la Commission et le Conseil et qui consiste à se renvoyer mutuellement la balle. Ce petit jeu se traduit dans les faits par un contrôle insuffisant des dépenses du Fonds agricole européen.

Monsieur le Président, après le débat intéressant et très animé de cet après-midi, j'espère que le Parlement, en adoptant cet amendement, aura fait clairement comprendre ses dispositions d'esprit aux institutions intéressées.

**M. le Président.** — La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, j'approuve cet amendement.

Je prends à nouveau la parole sur cet amendement afin de prier instamment le président Rey de parvenir dans les meilleurs délais, en collaboration avec le Conseil de ministres, à l'élaboration d'une solution permettant de doter le Fonds agricole d'un appareil de contrôle vraiment efficace. En effet, les experts et moi-même sommes d'accord pour affirmer que les cas de détournements constatés dans les

ports et à nos frontières ont pris des proportions telles qu'une action immédiate s'impose de la part de la Commission et du Conseil.

Mais je voterai l'amendement tout en estimant qu'il n'est même pas suffisant. Si aucun changement ne devait vraiment intervenir d'ici 1971, nous serons sans doute contraints de prévoir une mesure plus énergique encore. Nous risquerions sinon de ne plus faire face aux responsabilités qui incombent à un Parlement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cointat.

**M. Cointat.** — Monsieur le Président, M. Coppé a dit tout à l'heure que j'avais tenu des propos acerbes. Ceux-ci ne visaient d'ailleurs pas la Commission, mais les responsables, que je n'avais pas désignés. J'ai eu de la peine à être dur, mais mon intervention procédait d'une volonté déterminée.

Maintenant, pour poursuivre dans cette voie, il m'est difficile d'aller à l'encontre de l'amendement de M. Westerterp, qui veut justement renforcer le contrôle communautaire et même aller plus loin. Mais je crois que M. Westerterp commet une erreur, et même deux.

La première erreur, c'est qu'il est difficile d'anticiper sur un problème et notamment d'anticiper sur les discussions budgétaires de l'année 1971. Cela ne me paraît pas très orthodoxe. De plus — c'est un deuxième argument — il faut quand même laisser leurs chances dans cette affaire à la Commission et au Conseil, leur laisser au moins étudier le problème au cours de l'année 1970.

Mais je crois que notre ami Westerterp commet une seconde erreur : je ne pense pas que son amendement soit à sa place dans cette discussion budgétaire. Nous allons, au cours de la prochaine session extraordinaire de décembre, analyser, disséquer, étudier le projet de règlement financier pour la politique agricole commune, dans lequel il y a un chapitre sur le contrôle communautaire. Il me semble qu'il serait préférable que nous puissions discuter de l'amendement de M. Westerterp au moment où nous analyserons le règlement relatif au financement de la politique agricole commune.

Je souhaiterais donc que notre collègue veuille bien retirer son amendement et le reporter à la session des 9, 10 et 11 décembre.

**M. le Président.** — La parole est à M. Rey.

**M. Rey, président de la Commission des Communautés européennes.** — Je voudrais simplement répondre à la question qui m'a été posée par M. le rapporteur, en lui disant que la situation administrative qu'il a décrite est tellement connue de notre Commission que c'est un des arguments que nous

**Rey**

avons utilisés à l'égard du Conseil dans les discussions relatives au budget de 1970. Nous n'avons malheureusement obtenu qu'une réponse partielle. Mais je dois lui dire que notre Commission considère cet objectif comme absolument prioritaire et que, par conséquent, nous utiliserons au mieux les moyens administratifs que nous possédons et que nous allons recevoir, pour améliorer le fonctionnement du F.E.O.G.A.

*(L'orateur poursuit son intervention en allemand)*

Faut-il que je répète ce que je viens de dire en allemand, M. Aigner ? — Il s'agit vraiment ici d'une question prioritaire. Nous n'avons malheureusement pas obtenu du Conseil toutes les possibilités que nous avions demandées. Mais nous ferons de notre mieux et cette question sera vraiment considérée comme prioritaire par notre Commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, l'amendement de M. Westerterp se veut, si j'ai bien compris, une sorte d'avertissement préalable au Conseil afin que ce dernier se décide, dans le courant de l'année prochaine, à créer, sur proposition de la Commission, de meilleures conditions et à adopter de meilleures réglementations en vue du contrôle des dépenses du F.E.O.G.A. qui, comme vous le savez, donnent lieu à des abus sans précédent.

Les déclarations faites par M. Cointat sur ce problème s'écartent quelque peu du sujet. Il va de soi que l'avis du Parlement devra, si l'amendement est adopté, être approfondi au cours de l'examen du règlement spécifique relatif à ce problème. J'espère que M. Westerterp ou un autre membre de la commission des finances et des budgets présentera, au cours de cet examen, un amendement concret et juridiquement acceptable.

Pour l'instant, nous en sommes toutefois encore à l'examen du budget ou tout au moins de la résolution qui s'y rapporte. Il est parfaitement normal que nous dévoilions d'ores et déjà nos intentions futures et que nous attirions l'attention du Conseil sur le fait que l'adoption du prochain budget se heurtera aux pires difficultés de notre part si ce problème ne trouve pas de solution.

Je ne comprendrais pas qu'à l'occasion de l'examen du présent budget, nous passions ce problème sous silence et traitions le problème des fraudes comme un problème mineur. Nous sommes tous des hommes politiques. Dans le courant de l'année, j'ai posé des questions écrites sur le problème des fraudes. Des organismes de presse m'ont téléphoné à ce sujet de Luxembourg, de Londres, de Washington et de tous les États membres de la C.E.E. Je tenais à vous démontrer par là à quel point ce problème passionne l'opinion publique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, je suis obligé de donner une réponse à M. Cointat, qui m'a demandé si j'étais disposé à retirer mon amendement. Force m'est de lui répondre que je ne suis pas disposé à le faire. Car le problème auquel la Commission et le Conseil sont confrontés ne date pas d'aujourd'hui et il ne saurait, par conséquent, être question de leur accorder le temps nécessaire pour étudier le dossier.

Monsieur Cointat, vous vous rappellerez sans doute que la commission des finances et des budgets examine ce problème depuis des mois déjà, à la suite notamment du rapport de la commission de contrôle pour l'exercice 1967. Au cours de l'examen, en octobre 1969, du rapport que M. Leemans avait consacré à ce sujet, nous avons décidé de donner décharge à l'autorité budgétaire pour l'exercice 1967 en réservant toutefois expressément les dépenses qui seraient le résultat d'opérations frauduleuses.

J'estime, par conséquent, que le Parlement suit une démarche logique en posant le jalon et en faisant savoir qu'il ne sera pas en mesure d'approuver le budget de 1971 si aucune réglementation n'est arrêtée en vue du contrôle des dépenses du Fonds agricole européen. Si le Parlement n'agissait pas ainsi, j'estime qu'il porterait également une part de responsabilité dans les fraudes éventuelles, car il aurait négligé de contribuer, en temps voulu, à l'instauration relative au contrôle des dépenses.

J'espère que cette argumentation plus précise aura convaincu M. Cointat et qu'elle l'incitera à approuver mon amendement. Je crois qu'il est plus que temps que le Parlement européen donne son avis sur ce point.

**M. le Président.** — Je rappelle que le règlement ne permet pas de parler deux fois sur le même sujet. J'invite donc les orateurs qui sont déjà intervenus à ne pas redemander la parole et à ne pas prolonger le débat.

La parole est à M. Triboulet.

**M. Triboulet.** — Monsieur le Président, nous nous abstiendrons sur l'amendement de M. Westerterp.

M. Cointat a très bien exprimé au nom de notre groupe les réserves de procédure que nous élevons contre cet amendement. Tout à l'heure, on nous a fait une querelle à propos de l'amendement de M. Habib-Deloncle, en disant que nous voulions instaurer une sorte de motion de censure. Il me semble que l'amendement de M. Westerterp répond bien davantage à cette notion, car en fait il menace la Commission d'une sorte de motion de censure — parlementairement la pire de toutes — puisque nous n'accepterions pas le budget au cas où telle ou telle condition ne serait pas remplie.

**Triboulet**

Je ne pense pas que ce soit une bonne procédure. C'est pourquoi nous ne voterons pas l'amendement de M. Westerterp.

Mais sur le fond, je voudrais signaler que j'ai sans doute été le premier dans ce Parlement, en 1967, à déposer une question écrite sur une fraude qui avait été constatée à l'époque aux Pays-Bas et sur les poursuites qui avaient été engagées contre ses auteurs. Je dois dire que la réponse de la Commission m'avait paru très faible. Je lui avais demandé dans quelle mesure elle s'était associée à l'action judiciaire et elle ne m'avait pas répondu. Je constate que, depuis, d'autres collègues posent des questions à la Commission. J'ai notamment lu avec beaucoup d'intérêt la question très importante dans laquelle M. Vredeling signalait toute une liste de fraudes. Jamais, nous semble-t-il, la Commission n'a répondu à ces questions en ce qui concerne les poursuites judiciaires. Or, ce n'est pas le contrôle budgétaire qui nous permettra d'arrêter ces fraudes, mais le contrôle douanier et la certitude que ces poursuites se soldent par des peines exemplaires. Or si, comme nous le pensons, la Communauté a une véritable existence juridique et politique, elle doit pouvoir intervenir dans les actions judiciaires, en tant que Communauté, pour s'associer aux poursuites contre les fraudeurs. J'aimerais beaucoup avoir sur ce point des réponses précises du président de la Commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je ne suis pas disposé à engager une polémique sur ce point. Les discussions que nous poursuivons depuis des mois n'ont suscité aucune réaction ni de la part du Conseil de ministres ni de la Commission. Et la discussion que nous avons eue aujourd'hui à ce sujet est plus qu'insatisfaisante. Les explications qui nous ont été données par le ministre sur l'aménagement et l'augmentation des effectifs du Fonds agricole n'ont rien à voir avec le problème en soi. Le problème véritable est que les États membres ne sont plus en mesure, en raison de la complexité de la politique d'intégration et de l'infinité de décisions qui sont prises, d'effectuer un contrôle technique aux frontières et dans les ports. Les autorités nationales compétentes affirment qu'il appartient à la Commission d'effectuer ces contrôles, tandis que la Commission affirme pour sa part que cette tâche incombe aux États membres.

En réalité, ce dont nous avons besoin — comme nous l'avons précisé — c'est d'un corps de fonctionnaires ayant subi une formation spéciale et qui effectuerait pendant une période de longue durée, à la manière d'une équipe de pompiers volants, un véritable contrôle — et non un contrôle accidentel — dans les ports et aux frontières des États membres. Il faudra bien finir par en arriver là. C'est ce que M. Westerterp voulait dire dans ses déclarations. Au cas où aucune décision ne serait prise ici, nous nous résor-

vons de réfléchir aux mesures que nous devons entreprendre par la suite.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Sur le paragraphe 12, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 12 est adopté.

Sur le paragraphe 13, je suis saisi d'un amendement n° 2 présenté par M. Habib-Deloncle et dont voici le texte :

« Supprimer à la fin de ce paragraphe, le dernier membre de phrase ainsi conçu :

enfin, les dépenses d'information, de vulgarisation et de participation aux manifestations publiques ; ».

La parole est à M. Habib-Deloncle.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, cet amendement était la conséquence de celui que j'avais proposé à la proposition de modification n° 6. Étant donné l'accord intervenu, je le retire.

**M. le Président.** — L'amendement n° 2 est retiré.

Je mets aux voix le paragraphe 13.

Le paragraphe 13 est adopté.

Sur les paragraphes 14 à 25, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 14 à 25 sont adoptés.

Avant de mettre aux voix l'ensemble de la proposition de résolution, je donne la parole à M. Posthumus qui a demandé à intervenir.

**M. Posthumus.** — (N) Monsieur le Président, puis-je vous demander de retarder quelques instants mon intervention ? Je voudrais faire une seule observation sur le budget. C'est pourquoi je vous demande de me donner la parole pour une déclaration de vote sur le budget.

Je déduis de votre attitude que vous avez l'intention de me laisser faire maintenant ma déclaration de vote.

**M. le Président.** — C'est le moment de faire votre déclaration, puisque nous votons l'ensemble de la résolution et que c'est donc maintenant que doit intervenir votre déclaration de vote. Vous avez la parole, au nom du groupe socialiste.

**M. Posthumus.** — (N) Je vous remercie infiniment, Monsieur le Président. Au nom du groupe socialiste, je me dois de déclarer que nous nous voyons contraints de nous abstenir lors du vote. Nous estimons qu'il ne s'agit pas d'un véritable budget, notamment pour ce qui est de l'agriculture. Ni les recettes, ni les dépenses ne sont clairement établies dans ce domaine, sans compter que la situation d'Euratom reste confuse. Dans ces conditions, nous sommes d'avis qu'il est dénué de sens de donner un avis favorable ou défavorable sur la proposition en cause. C'est pourquoi nous estimons qu'il est de notre devoir de nous abstenir.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, pour éviter toute confusion, je voudrais dire que la déclaration de vote, que vient de faire notre collègue M. Posthumus, concerne le vote sur le budget lui-même et non le vote sur la proposition de résolution de la commission des finances. Il a demandé qu'on lui donne la parole plus tard, vous la lui avez donnée maintenant, cela pourrait créer une confusion.

A mon avis, il faudrait voter sur l'ensemble de la proposition de résolution ; l'explication de vote qui a été donnée concerne le projet de budget, ce qui est autre chose.

**M. le Président.** — Je me permets de vous faire remarquer, Monsieur Spénale, que l'examen de ce point de l'ordre du jour doit se terminer par le vote sur l'ensemble de la proposition de résolution. Dans ces conditions M. Posthumus a fait sa déclaration en temps opportun.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

Conformément à l'article 23 du règlement, je transmettrai au Conseil et à la Commission des Communautés européennes, l'ensemble du projet de budget pour 1970 tel qu'il a été modifié par les différents votes du Parlement.

La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, vous venez de dire que ces modifications seront soumises au Conseil ; mais ne faut-il pas, à partir du moment où un budget est modifié conformément aux dispositions du traité en la matière, que l'ensemble du budget soit soumis au Conseil ?

J'insiste sur ce point, car il a déjà donné lieu à confusion. Il y a des objections matérielles, car si l'en-

semble du budget doit être imprimé, le document aura des dimensions respectables. Ces objections ne sont toutefois pas déterminantes. Ce qui est déterminant, c'est que les dispositions du traité stipulent que le budget modifié doit être communiqué au Conseil. Par conséquent, l'ensemble du budget ainsi modifié doit être transmis au Conseil. Êtes-vous d'accord avec moi ?

**M. le Président.** — Monsieur Vredeling, je me permets de vous faire observer que vous n'avez sans doute pas accordé suffisamment d'attention à ce que je viens de dire.

J'ai en effet déclaré :

« Conformément à l'article 23 du règlement, je transmettrai au Conseil et à la Commission des Communautés européennes, l'ensemble du projet de budget pour 1970 tel qu'il a été modifié par les différents votes du Parlement. »

Je pense, Monsieur Vredeling, que tout est clair.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, ne le prenez pas en mauvaise part, mais l'interprétation a fait que je n'ai pas immédiatement saisi le sens de vos paroles ; de là ma réaction sur ce point.

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Vredeling.

Je rappelle à l'Assemblée que le Parlement a décidé à la fin de la séance de ce matin et à la demande de M. Lückner de suspendre nos travaux à ce moment de l'ordre du jour pour permettre au groupe démocrate-chrétien de se réunir.

La séance est donc suspendue pour une heure environ.

(La séance, suspendue à 18 h 40, est reprise à 19 h 25)

#### PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

**M. le Président.** — La séance est reprise.

#### 11. Question orale n° 12/69, avec débat :

*Poursuite de la recherche communautaire dans le cadre d'Euratom*

#### Question orale n° 14/69 avec débat :

*Fixation du budget d'Euratom  
Dépôt et vote d'une proposition de résolution*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la question orale n° 12/69 avec débat que la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques a adressée à la Commission des Communautés euro-

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 23.

**Président**

peennes sur la poursuite de la recherche communautaire dans le cadre d'Euratom ainsi que la question orale n° 14/69 avec débat que la commission des finances et des budgets a adressée à la Commission des Communautés européennes sur la fixation du budget d'Euratom.

Voici la teneur de ces deux questions :

*Question orale n° 12/69*

1. Quelles précisions la Commission peut-elle donner sur la situation actuelle de la recherche communautaire dans le cadre européen après l'échec de la réunion du Conseil du 28 octobre 1969 ?
2. La Commission estime-t-elle, elle aussi, qu'Euratom n'aura des chances suffisantes de survie que si la recherche communautaire est poursuivie et adaptée dans le cadre d'un programme pluriannuel d'activités ?
3. La Commission peut-elle indiquer quelles sont les possibilités d'introduire dans le choix des programmes des établissements de recherche d'Euratom une flexibilité telle que ces établissements puissent recevoir le statut spécial d'établissements européens de recherche, dont l'existence serait garantie par les États membres et qui pourraient aussi exécuter de la recherche sous contrat et de la recherche non nucléaire ?
4. Comment la Commission compte-t-elle, dans les circonstances actuelles, défendre les intérêts des capacités de recherche et du personnel d'Euratom qui lui sont confiés et, d'autre part, stipulés dans le traité, en respectant le désir légitime de ce personnel d'obtenir plus de précisions et de garanties en matière d'emploi et de position sociale ?
5. La Commission partage-t-elle la crainte que la persistance des incertitudes politiques qui entourent Euratom finisse par paralyser l'activité des centres de recherche et estime-t-elle qu'il importe, dès lors, de donner de toute urgence une base politique à la poursuite des travaux effectués dans le cadre d'Euratom ?

*Question orale n° 14/69*

La Commission pense-t-elle pouvoir continuer à porter plus longtemps la responsabilité qui est la sienne dans les destinées de la Communauté européenne, dès lors qu'en omettant de prendre, dans les délais fixés par le traité, une décision sur un programme de recherche et sur un budget de recherches et d'investissement fondé sur celui-ci, le Conseil de ministres la met dans l'impossibilité d'assurer la poursuite des activités d'Euratom ?

En accord avec la Commission des Communautés européennes, les auteurs de ces deux questions orales

demandent qu'elles soient soumises à une discussion commune.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Je rappelle que, conformément à l'article 47, paragraphe 3, du règlement, l'un des auteurs de la question dispose de 20 minutes au maximum pour la développer et qu'après la réponse de l'institution intéressée les orateurs inscrits disposent d'un temps de parole de 10 minutes au maximum.

La parole est à M. Oele, au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, pour développer la question orale n° 12/69.

**M. Oele.** — (N) Monsieur le Président, la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques s'inquiète vivement de la tournure que prennent les événements à propos du nouveau programme de recherches d'Euratom et elle m'a chargé de vous en faire part.

Ce n'est pas la première fois que nous nous préoccupons de ce problème. Les difficultés ont commencé voici plus de 18 mois. L'année passée déjà, nous n'avons pu disposer en temps voulu d'un projet de budget qui aurait pu recevoir l'assentiment du Conseil et sur lequel le Parlement aurait pu donner son avis. Si nous avons finalement reçu un projet, il était présenté sous une forme tellement édulcorée que le Parlement européen s'est refusé, dans sa majorité, à approuver le budget d'Euratom pour l'exercice 1969.

L'absence de volonté politique du Conseil de parvenir à une décision au cours de la session du 28 octobre dernier n'a pas manqué d'aggraver encore une situation déjà critique.

Des informations qui nous sont parvenues sur cette session, nous devons malheureusement tirer la conclusion qu'il n'y a toujours pas, ne fut-ce qu'un commencement d'accord sur la question de savoir si et de quelle manière on pourrait à nouveau conférer à Euratom un rôle central dans la recherche européenne.

Jusqu'à présent, la Commission européenne s'est refusée à licencier du personnel. M. Rey, président de la Commission européenne, vient d'ailleurs de nous le confirmer.

Il est toutefois apparu évident que la Commission européenne risque de devoir reconsidérer sa position sur ce point. En effet, le Conseil a entre temps élaboré des propositions en vue d'encourager le licenciement volontaire, le prétendu « volontariat ». Les dispositions prévues en la matière semblent être tellement favorables pour les intéressés que le personnel, fut-ce avec quelques réserves, y a réagi positivement. En d'autres termes, tout est prêt pour commencer la liquidation d'Euratom. Si les plans de recherche font défaut, on trouve toujours

**Oele**

de l'argent pour procéder à la liquidation de l'institution.

Monsieur le Président, beaucoup de choses ont déjà été dites et écrites sur les causes de cette situation lamentable. En fait, les causes sont multiples et résultent autant des particularismes nationaux que du passage de l'énergie nucléaire à la phase industrielle, dont nul n'avait soupçonné la rapidité. Qu'il me suffise de constater que plus d'un État membre recueille à présent les fruits amers de la confusion qui a caractérisé la recherche commune européenne dans le domaine de l'énergie nucléaire. Maintenant, il reste à savoir si l'on peut encore modifier le cours de cette évolution.

La commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques estime qu'il est assurément grand temps d'en modifier le cours, mais non encore trop tard. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité à poser les questions orales qui font l'objet du présent débat pour clarifier la situation et donner un aperçu des possibilités de faire renaître Euratom. Ces questions contiennent un certain nombre de suggestions qui sont, pensons-nous, de nature à permettre à Euratom de reconquérir une position digne d'elle. Je citerai en premier lieu l'établissement d'un programme nucléaire de base assurant la continuité des activités pour une période d'au moins trois ans. En second lieu, il convient de donner des garanties supplémentaires pour le maintien des capacités existantes en personnel et en crédits, garanties qui pourraient alors constituer ultérieurement la base d'une reconversion non seulement vers des activités non nucléaires, mais aussi vers des recherches à caractère industriel plus marqué, par exemple sous forme de contrats de recherche, de recherches sur demande et contre paiement, à exécuter au profit de l'industrie.

Monsieur le Président, vous n'aurez pas été sans remarquer que, dans sa dernière question, la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques adresse en particulier un appel pressant à l'exécutif afin qu'une décision politique soit rapidement prise et que la coopération indispensable à cet effet soit mise en œuvre. Il n'est pas possible de retarder davantage l'échéance. Nous estimons, en effet, que nous sommes arrivés à une période où n'importe quelle décision de caractère politique vaut mieux que de continuer à patauger et d'attendre qu'une décision politique fondamentale soit prise au sujet des activités futures d'Euratom.

Il n'existe aucun programme pluriannuel digne de ce nom ; de même n'y a-t-il aucun projet de budget valable sur lequel le Parlement puisse débattre conformément aux dispositions des traités. Sans doute la Commission européenne a-t-elle présenté une proposition, sans doute quelques informations nous sont-elles parvenues sur la proposition de compromis faite dans ce contexte par M. De Block, président du Conseil.

La tentation est grande de s'étendre sur les mérites de ces propositions. Mon intervention sera toutefois fort brève sur ce point, du fait que j'estime que ces questions pourront non seulement encore être précisées après la réponse de l'exécutif, mais aussi et surtout parce que le moment me semble bien mal choisi pour entrer dans une discussion technique sur des détails ou des projets isolés.

Il me suffira de constater que la proposition prudente, conservatrice et anticipant sur l'évolution de la technique, présentée par la Commission européenne, n'a, en dépit de sa modestie et de son caractère détaillé, rencontré en tout et pour tout qu'un accueil mitigé auprès du Conseil. Force m'est de reconnaître que la proposition de la Commission européenne contenait pourtant tous les éléments nécessaires à une meilleure organisation des activités futures d'Euratom. C'est ainsi que l'exécutif prévoit la possibilité de procéder à un début de recherche non nucléaire. Il propose, en outre, la création de Comités spéciaux au sein desquels il serait possible de comparer les différents projets nationaux et multilatéraux à caractère industriel, dans l'espoir qu'il pourrait en résulter sous peu des décisions de principe en vue de la coordination des travaux. Toutefois l'exécutif n'a pas estimé opportun de fixer d'ores et déjà les modalités de la coordination tellement indispensable dans le programme de recherche du Centre commun de recherche.

Je suis bien le dernier à sous-estimer les difficultés qui ont surgi au cours des dernières années. Bien que la proposition de la Commission européenne soit déjà extrêmement modeste, et qu'une certaine régression de la part prise par Euratom dans la recherche nucléaire se soit confirmée et accentuée, le Conseil a estimé que c'était encore insuffisant. Aussi la proposition de compromis du président du Conseil, M. De Block, ne peut-elle guère être considérée que comme le résultat d'un affaiblissement marqué de la proposition de l'exécutif. Dans le domaine politique, il n'est apparemment pas rentable de proposer, comme la Commission l'a fait, des bases de départ modestes et de faire preuve d'esprit de conciliation.

J'ajouterai, en mon nom personnel toutefois, que j'apprécie à leur juste valeur les efforts considérables déployés par le président en exercice du Conseil, M. De Block, pour sortir de l'impasse, car je n'ignore pas que les chances d'aboutir à un compromis acceptable étaient pratiquement nulles. Si je suis bien informé, le Conseil pouvait tout au plus parvenir, au moment où le président du Conseil a entamé ses efforts, à un accord sur les activités de 400 personnes de l'ensemble des 2 300 à 2 400 fonctionnaires d'Euratom. Étant donné que le président du Conseil est parvenu à élaborer une proposition de compromis qui assure du travail à environ 2 000 personnes, on ne peut qu'admirer le courage dont il a su faire preuve. Je me dois toutefois de constater que cette proposition de compromis témoigne davantage de l'ardeur et de



**Oele**

l'énergie déployée par son auteur que d'à-propos et de vision de l'évolution technologique dans le domaine nucléaire.

Le compromis élaboré par le président du Conseil est très maigre, notamment en ce qui concerne les programmes communs, qui n'englobent pas davantage que les 2/3 de l'ensemble du programme. Vous le savez : toute atteinte au programme communautaire, et son remplacement par des programmes complémentaires auxquels participent seulement quelques États membres, est un coup porté à la racine même de l'institution d'Euratom. La proposition du président du Conseil est tellement maigre que toute nouvelle diminution des crédits rendra la position d'Euratom tout à fait intenable. J'aurais voulu vous citer quelques exemples à ce propos, mais étant donné l'heure avancée, je ne le ferai plus. Je me bornerai à signaler qu'à l'avenir, nous ne pourrions pas nous passer d'Euratom dans le domaine de la coopération technologique et nucléaire en Europe. Euratom est une institution irremplaçable. Je pense par exemple aux services chargés du contrôle de l'approvisionnement en matières fissiles et de la transformation de ces matières.

Même dans la situation qui est la nôtre à l'heure actuelle, nous ne pouvons négliger l'approvisionnement en matières fissiles. Nous ne pouvons pas renoncer à poursuivre une partie importante des activités des Centres communs de recherche, où des travaux captivants et intéressants sont effectués et auxquels il importe de confier d'autres projets à l'avenir. En outre, nous ne pouvons songer à nous séparer du potentiel considérable que représentent les équipes scientifiques en place, car nous aurons besoin de ces hommes à un stade ultérieur, lorsqu'il s'agira de coordonner les recherches nationales de toute nature, notamment dans le cadre des propositions faites par le Comité Aigrain.

J'en arrive maintenant à ma conclusion. L'indispensable réorientation de la recherche nucléaire, dont tous les secteurs sont en pleine évolution pour l'instant, rend apparemment impossible l'élaboration d'un programme pluriannuel complet et circonstancié. Toutefois, il ne faut en aucun cas que cette situation puisse être exploitée en vue d'affaiblir les bases d'Euratom de manière telle qu'il ne vaudrait plus la peine de maintenir les centres communautaires en activité. Il est donc indispensable et possible d'établir, pour commencer, un programme commun fondamental qui assure une certaine continuité dans le domaine nucléaire. Toutefois, étant donné que ce programme ne pourra pas suffire — ou suffira à peine — à maintenir en vie Euratom, il convient de donner des garanties complémentaires pour le maintien des moyens matériels, et surtout pour le maintien en place du personnel d'Euratom. A cet effet, il faut une décision politique des États membres, ce qui ne se fera pas sans difficultés.

La commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques est convaincue que ces garanties doivent être données et qu'il convient même d'exiger qu'elles le soient afin d'éviter qu'au cours des prochains mois, l'une des trois Communautés abandonne définitivement ses activités.

#### PRÉSIDENCE DE M. ROSSI

##### *Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Posthumus, au nom de la commission des finances et des budgets.

**M. Posthumus.** — (N) Monsieur le Président, lorsque la commission des finances et des budgets me fit le grand honneur de me désigner comme rapporteur sur le budget d'Euratom, la situation était pour le moins curieuse ; en effet, j'étais désigné comme rapporteur sur un budget inexistant.

Par conséquent, l'unique question que le rapporteur pouvait encore poser était de savoir pourquoi il n'y avait pas de budget et quelles mesures il y avait lieu de prendre, notamment dans le cadre des relations entre la Commission européenne et le Parlement européen, en vue de remédier à cette situation intolérable. Car ce dont il s'agit, c'est qu'en fait, il n'y a pas de budget pour Euratom parce qu'un élément important de ce budget, à savoir le programme pluriannuel de recherche et d'enseignement, sur la base duquel des crédits sont annuellement affectés à la recherche et à l'enseignement, n'a toujours pas été adopté par le Conseil. Cette situation — l'orateur précédent l'a déjà souligné — existe en fait depuis l'automne de 1968. A l'expiration du deuxième programme pluriannuel d'Euratom en automne 1968, le Conseil n'a pas pu se mettre d'accord sur un nouveau programme auquel auraient été affectés les crédits de 1969 ; de ce fait, nous nous trouvons dans une situation tout à fait intolérable, à savoir qu'il n'y a pas de budget et que les dépenses d'Euratom sont couvertes par des contributions mensuelles, représentant chacune un douzième du budget existant.

Nous pourrions nous contenter d'en prendre acte, mais peut-être avons-nous été trop patients jusqu'à présent. Sans doute, la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques a-t-elle très souvent protesté contre cet état de choses. Je pense les rapports élaborés par MM. Oele, Leemans et par de nombreux autres membres du Parlement en témoignent. A chaque fois que le Parlement eut l'occasion de se prononcer sur ce problème, il n'a pas manqué de souligner que cette situation était intolérable et qu'elle ne pouvait se prolonger. Or, cette situation persiste bien que les dispositions de l'article 7 du traité d'Euratom prévoient l'établissement d'un programme pluriannuel.

**Posthumus**

La situation matérielle, issue de cette incapacité budgétaire, se caractérise non seulement par la non-exécution d'une disposition contraignante du traité, mais aussi par le fait que cette façon de procéder du Conseil constitue, si elle est approuvée par la Commission européenne et le Parlement européen, la meilleure manière d'enterrer une Communauté qu'il s'agisse d'Euratom ou de l'une des autres Communautés.

Tous ceux qui m'écoutent en ce moment savent que le prolongement de la situation actuelle sans qu'une décision soit prise, conformément aux dispositions du traité sur le budget, est effectivement une preuve des plus éloquents de l'incapacité dans laquelle se trouve non seulement le Conseil, mais aussi la Commission européenne et, — s'il garde le silence — le Parlement européen de modifier cette situation.

C'est pourquoi la commission des finances et des budgets a estimé devoir, dans la mesure où elle est compétente en la matière, conseiller, après 18 mois d'attente, au Parlement d'adopter une méthode offrant la possibilité de mettre fin à cette situation intolérable.

Monsieur le Président, j'ai déjà dit que trois institutions communautaires étaient responsables de cette crise.

Le principal responsable est le Conseil ; il l'est à l'origine, mais non en ce qui concerne les conséquences ultérieures. Il se refuse à adopter un budget. Je mets toutefois en garde tous ceux qui en Europe pensent que de ce fait leurs problèmes ont cessé d'exister. Il est trop facile de se dire à chaque fois : le Conseil n'agit pas, et par conséquent, nous n'avons pas à agir non plus. Force m'est de constater que le prolongement de cette situation est également imputable à la Commission européenne et au Parlement européen.

Et cette responsabilité est en premier lieu celle de la Commission européenne, car, ne l'oublions pas, nous avons toujours considéré cette dernière — j'espère que je peux dire que nous la considérons encore — comme la gardienne du traité. S'il est une institution communautaire en Europe qui aurait dû dès le début mettre tout en œuvre pour éviter qu'on en arrive à la situation actuelle, c'est bien la Commission européenne.

Sans doute, le Parlement européen partage-t-il également cette responsabilité, mais la séance plénière de ce jour démontre que le Parlement européen ne veut plus être rendu responsable de cette situation. J'ai l'impression — et cette impression sera probablement confirmée à l'issue de ce débat — que le Parlement européen se refuse désormais à endosser une partie de la responsabilité de cette situation intolérable et inadmissible.

J'en arrive maintenant au point central de mon intervention : je veux parler de la position de la Commis-

sion européenne, cette institution européenne éminente et respectable, pour laquelle les députés professent de nature le plus grand respect, qu'ils considèrent comme le futur gouvernement de l'Europe, et de laquelle ils exigent et attendent qu'elle ait un sens des responsabilités bien plus élevé encore que d'autres institutions.

Or, la Commission européenne a tenu jusqu'à présent des propos extrêmement vagues sur ce point. Elle a accepté le maintien de l'impasse, elle a dit des paroles fort aimables et ce matin encore, M. Rey a exprimé l'espoir que la Commission pourrait résoudre tous les problèmes au cours de la prochaine conférence au sommet. Cette conférence est considérée comme une sorte de remède à toutes nos difficultés, mais je crois qu'il y a loin de la coupe aux lèvres. Pour ma part, j'espère que quelques problèmes pourront être résolus, mais sans en être sûr pour autant.

Il faudrait tout d'abord que l'on cesse de dire que nous « espérons » que la situation se modifiera peut-être. Ce que nous attendons maintenant de la Commission européenne, c'est qu'elle adopte une attitude d'où le mot « espoir » est banni. La Commission se doit de faire comprendre clairement au Conseil que, dans la haute position qu'elle occupe, elle ne peut tout simplement plus endosser la plus petite part de responsabilité de cet état de choses.

Monsieur le Président, après les considérations émises par la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, il est superflu que j'évoque l'aspect matériel du problème. D'énormes intérêts sont en jeu. Quant aux aspects budgétaires, il n'est sans doute pas inutile d'attirer l'attention sur les investissements considérables en installations nucléaires effectués au cours des années par Euratom. La plupart de ces installations seraient assurément utilisables et pourraient fonctionner impeccablement, si la plus grande partie n'en était pas sous-équipée et ne travaillait pas dans de mauvaises conditions du fait que plus personne ne croit à la poursuite de ces activités.

Toutefois, l'incroyable insécurité du personnel d'Euratom quant à son avenir est un élément bien plus important encore que le problème des investissements. La Commission européenne se doit en tout cas de considérer comme inadmissible tout report de décision en la matière.

Je tiens à faire un bref historique des faits à l'intention de ceux qui n'ont pas eu l'occasion de vivre par eux-mêmes l'évolution d'Euratom.

Le 21 janvier 1965 apparut dans cet hémicycle M. Medi, professeur italien, membre de la Commission d'Euratom et responsable du programme pluriannuel de recherches. Ce professeur déclara en séance que le Conseil avait réduit son programme de recherches de telle manière qu'il ne se sentait pas en mesure, étant donné qu'il n'était pas un homme

**Posthumus**

politique de métier, mais un homme de science perdu dans la politique, de porter la responsabilité de la poursuite de cette politique. En conséquence de quoi, M. Enrico Medi démissionna.

A l'époque, j'avais demandé aux membres de la Commission d'Euratom, qui siégeaient alors sur les bancs réservés actuellement aux membres de la Commission européenne, les précisions suivantes : Messieurs, qu'allez-vous faire maintenant, quelle réponse allez-vous donner à ce professeur de physique qui n'a pas d'orientations politiques ? Monsieur le Président, à cette époque, il y eut des sourires sur les bancs de la Commission d'Euratom et ses membres déclarèrent qu'il fallait être optimiste et que ce programme limité était quand-même suffisant pour atteindre les objectifs voulus. En fait, l'impression prévalait que le professeur Medi avait réagi en mauvais politicien et pris une décision trop hâtive. S'il est une chose certaine à l'heure actuelle — et je tiens à le souligner — c'est qu'à l'époque, le seul membre de la Commission d'Euratom qui ait réagi sans équivoque à la situation et qui ait pressenti l'évolution en cours, était bien le professeur Enrico Medi. Quels que puissent avoir été les autres motifs de cet homme — tout homme politique a une foule de motivations qui l'amènent à adopter une attitude donnée et il serait injuste et malhonnête de penser que ce professeur a été inspiré par d'autres motifs que ceux qu'il avait indiqués — je crois que l'on peut dire qu'il a accompli un acte peu banal.

Si la situation ne change pas, si nous nous enfonçons encore davantage dans l'impasse dans laquelle se trouvait déjà M. Medi — à l'époque il ne s'agissait encore que d'une réduction limitée du programme de recherches —, nous savons tous qu'il faudra bientôt s'interroger sur le devenir politique de l'Europe.

C'est pourquoi je pose maintenant la question suivante — elle a d'ailleurs déjà été posée ce matin — à la Commission européenne : êtes-vous un aréopage de personnalités politiques honorables et responsables ou bien ne formez-vous déjà plus qu'un secrétariat du Conseil ? Tout en respectant l'œuvre que ces hommes éminents accomplissent dans le domaine des négociations et dans d'autres domaines, je me dois néanmoins de dire que l'influence politique qu'ils exercent a déjà fortement diminué.

Si les membres de la Commission européenne entendent reconquérir leur position et être à nouveau respectés en Europe, il faudra qu'ils accomplissent une action très courageuse et sans équivoque.

C'est la nécessité d'une telle action qui a incité la commission des finances et des budgets à poser la question orale qui fait l'objet du présent débat : la Commission européenne pense-t-elle être en mesure d'assumer la responsabilité des événements actuels ? Je ne m'attends pas à ce que la Commission européenne réponde affirmativement à cette question, car elle connaît la situation aussi bien que nous.

Par ailleurs, on vient de nous soumettre une proposition de résolution dans laquelle nous exigeons de la Commission européenne qu'elle refuse, au cours de la prochaine session du Conseil, d'accepter qu'il n'y ait pas de nouveau budget et qu'elle confirme ce refus par son attitude politique.

Monsieur le Président, nous ne nous comportons pas en ennemis de la Commission ; au contraire, nous avons toujours été ses alliés.

C'est pourquoi je lance un appel pressant à MM. Hellwig et Coppé afin qu'ils s'efforcent de nous prouver que cette résolution est superflue. Nous exigeons toutefois de la Commission que, si le Conseil fait à nouveau preuve d'impuissance, elle ait le courage politique de déclarer, avec toutes les conséquences qu'une telle attitude implique, qu'elle refuse d'accepter cette situation. Si elle n'est pas disposée à agir ainsi, je pense que le Parlement devra adopter cette résolution. Si le Conseil n'aboutit à aucune décision positive le 16 décembre prochain, je crains fort que nous en arrivions à une situation où les relations politiques normales entre l'exécutif et le Parlement seront ramenées à un strict minimum.

**M. le Président.** — La parole est à M. Hellwig.

**M. Hellwig, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous avons à discuter de deux questions orales. Dans la mesure où la première question demande des précisions sur la situation actuelle de la recherche communautaire, j'aurai l'honneur de vous répondre au nom de la Commission. Dans la mesure, par contre, où il s'agit de la situation dans le secteur budgétaire et de l'adoption du budget par le Conseil, la réponse vous sera donnée par mon collègue Coppé.

Je voudrais répondre à la question orale n° 12 en suivant l'ordre de ses demandes.

Voyons la première question : il est vrai que le résultat de la session du Conseil du 28 octobre est décevant. Il n'y a pas encore eu de décision sur un programme pluriannuel, bien que la proposition de programme que la Commission avait été chargée d'élaborer ait été déposée des mois auparavant et que le Conseil se soit lui-même fixé le délai du 30 juin pour décider de ce programme. Nous savions qu'il ne pourrait prendre la décision le 30 juin. Mais nous sommes déçus qu'il ne l'ait pas prise non plus le 28 octobre. Cependant, au cours de la dernière session du Conseil, des amorces de solution sont apparues qui nous aideront peut-être à définir la nouvelle orientation des activités d'Euratom dans le domaine de la recherche. Il est surtout apparu — et cela a trouvé sa répercussion dans les conclusions du Conseil — que la décision concernant le programme était devenue une décision hautement poli-

**Hellwig**

tique et qu'elle ne pourrait être arrêtée qu'après une définition de l'option politique.

La future activité de la Communauté européenne de l'énergie atomique ne peut plus être traitée en dehors des experts nucléaires des gouvernements des États membres. Elle doit bien plutôt être considérée dans le cadre de l'évolution politique globale des Communautés européennes. C'est ainsi qu'il faut comprendre que dans les conclusions du Conseil il est expressément fait mention de la possibilité d'évoquer cette question politique à la conférence dite « du sommet » des chefs d'État ou de gouvernement.

Si le problème d'Euratom est évoqué à cette conférence, je me rallie volontiers à ce qui vient d'être déclaré, c'est-à-dire qu'il ne faut pas en attendre de miracle et qu'on ne peut pas en attendre qu'elle joue le rôle du Père Noël en Europe.

En ce qui concerne notre domaine, la conférence ne s'attachera certainement pas aux problèmes techniques. Elle devra cependant traiter de questions fondamentales, à savoir si les États membres ont encore cette volonté politique de poursuivre la coopération entamée dans le cadre d'Euratom en matière de recherche et de technologie. Le point de vue de la Commission est bien connu dans cette Assemblée. Il se retrouve dans notre Livre blanc (document 800) et dans nos propositions pour un nouveau programme pluriannuel. En fait, la Commission est convaincue que la seule chance pour les entreprises européennes de rester compétitives ou de le devenir sur le marché mondial est que tous les efforts dans le domaine de la grande recherche et des technologies modernes soient réunis dans la Communauté. Notre attitude sur ce point a été de plus en plus renforcée ces derniers mois par les entreprises de l'industrie nucléaire et de l'électricité de la Communauté. Nous pouvons dire aujourd'hui que les propositions de programme et les propositions pour une coopération coordonnée de l'industrie en cause ont trouvé l'approbation pleine et entière des experts scientifiques et techniques et aussi des fédérations de l'industrie nucléaire et électrique.

Je crois pouvoir constater que l'on est parvenu ainsi à recycler l'activité de la Commission dans ce domaine, à prendre pied sur le marché et à renoncer à l'isolement dans lequel cette activité s'est déroulée pendant des années. S'il est une institution de la Communauté, qui dans l'appréciation de ces faits se trouve aujourd'hui isolée, il s'agit, je pense, au niveau du Conseil de ministres, du groupe des experts nucléaires qui ne sont pas parvenus à accepter les conclusions qu'on peut en tirer dans les domaines politique et technico-économique.

J'en viens à la deuxième question. La Communauté européenne de l'énergie atomique a justement été créée pour définir les conditions d'une coopération dans les projets de vaste envergure, non seulement

de la recherche, mais aussi de la technologie, projets qui, par leur ordre de grandeur sur le plan technique et financier, dépassent les possibilités des différents États membres. L'élargissement du marché fait donc en tout cas partie des conditions préalables à la réalisation de tels projets.

Le traité d'Euratom a également vu juste en ce qui concerne le facteur temps pour des tâches d'une telle importance puisqu'il a, dès le début, prévu la possibilité de programmes pluriannuels. Nous croyons donc que même avec une orientation différente, par exemple dans les différents domaines de la recherche nucléaire, on ne pourra plus renoncer à des programmes pluriannuels. Ce n'est qu'avec de tels programmes que l'on pourra définir une orientation suffisante non seulement du travail de nos propres centres de recherche mais aussi en vue de la coordination et de la confrontation des programmes avec les États membres, avec l'industrie et avec les autres instances scientifiques.

Personne d'autre que le Conseil n'a confirmé par sa décision sur la politique financière à moyen terme qu'une orientation à long terme est nécessaire pour les programmes pluriannuels et les gouvernements des États membres se sont ralliés à cette conception.

C'est justement dans le domaine de la politique économique à moyen terme qu'il faut insérer la recherche et la technologie. Mais on ne peut passer sous silence la contradiction qui caractérise actuellement l'attitude de la Communauté ou plutôt des gouvernements des États membres. Lors de la mise au point des programmes pour une politique économique à moyen terme, on est arrivé à la conclusion que la recherche et la technologie nécessitent une orientation à moyen et à plus long terme. Mais au niveau de la Communauté européenne de l'énergie atomique, la seule Communauté qui existe actuellement dans le domaine de la recherche et de la technologie, on se dérobe depuis des années à la nécessité d'orienter les institutions vers un véritable programme pluriannuel.

Les deux orateurs qui m'ont précédé ont parlé de la situation insatisfaisante qui est intervenue depuis qu'est achevé le deuxième programme pluriannuel, fin 1967. Je me dois de préciser qu'à l'heure actuelle nous ne sommes pas sans programme, nous en avons un pour l'année 1969. C'est sur cette base qu'ont été prises les décisions budgétaires. Nous ne travaillons donc pas sans programme, encore que ce ne soit qu'un programme d'un an et que nous ne disposions pas des orientations d'un programme pluriannuel comme la Commission l'avait pour sa part proposé.

A propos de la troisième question, je dirai que pour ce qui est du nouveau programme pluriannuel la Commission a expressément souligné dans son projet la nécessité d'une flexibilité également dans les pro-

**Hellwig**

grammes pluriannuels. Nous avons également fait des propositions concrètes pour répondre à cette exigence. La durée du programme proposé est bien de cinq années, mais pendant cette période un déplacement progressif doit avoir lieu dont les caractéristiques sont les suivantes :

1. réduction de la recherche nucléaire proprement dite d'environ 20 pour cent ;
2. coordination de la coopération industrielle notamment dans le domaine du développement à moyen et à long terme des réacteurs, avec adaptation de notre propre activité aux possibilités industrielles qui se dessinent ;
3. inclusion du travail de recherche non nucléaire dans les domaines pour lesquels existent dès maintenant des conditions particulières favorables, p. ex. l'informatique, les nuisances, la normalisation et la standardisation. La reconversion à ces activités de recherche non nucléaires pourrait, dans le cadre de notre programme, porter sur environ 14 pour cent de la capacité ;
4. acceptation progressive de commandes de recherche de l'industrie contre rémunération. Dans le cadre de son programme, la Commission avait prévu un potentiel d'environ 5 pour cent en vue de la recherche sur ordre de l'industrie. Il dépendra des possibilités de marché que cette part puisse être progressivement augmentée. Ces possibilités de marché ne seront données que si nous pouvons fixer un barème des coûts pour l'industrie. Et cela dépend étroitement de la décision sur le programme communautaire, de son infrastructure et de la part des coûts imputables à les rechercher sous contrat ;
5. enfin, une réduction d'environ 6 pour cent de l'effectif global du personnel, les vides créés par les départs dus à des causes naturelles n'étant pas comblés, exception faite bien entendu du personnel remplissant des positions-clé.

Pour cette structure de notre proposition de programme, la Commission s'est inspirée des expériences et des méthodes qui ont été appliquées dans d'autres pays pour la poursuite ou la reconversion de l'activité des établissements de recherche nucléaire.

Je rappellerai que les mêmes problèmes d'une adaptation progressive d'activités exclusivement nucléaires à d'autres tâches se sont posés de manière concrète en Grande-Bretagne, aux USA mais aussi dans quelques États membres et que des possibilités de solution ont été trouvées dont nous voudrions profiter dans notre projet.

La flexibilité des grands établissements de recherche comme Euratom peut naturellement être encore augmentée si l'on accorde à cet établissement un statut qui, d'une part, lui garantit de survivre par

une décision des États membres et, d'autre part, sur la base d'une responsabilité propre, lui donne une plus grande liberté de mouvement pour accepter des contrats de recherche et pratiquer une recherche non nucléaire.

De telles propositions ont été faites lors de la dernière session du Conseil et la délégation et la Commission ont été invitées à étudier la réalisation de ces propositions. La Commission examinera attentivement toutes les possibilités réelles et peut-être aussi celles virtuelles que présentent ces considérations.

Je peux dire que cette proposition répond largement aux réflexions que la Commission faisait depuis longtemps, c'est-à-dire de donner une plus grande flexibilité, une plus grande capacité d'adaptation à l'appareil peu maniable qui est le nôtre.

Et je crois que c'est justement ce peu de maniabilité de notre appareil qu'il faut considérer. Je ne crois pas qu'aucun de mes collègues, qu'aucun membre du Conseil puisse se sentir visé lorsque je dis que ces institutions ne sont pas faites pour jouer le rôle de conseil d'administration d'un centre commun de recherche technique de l'industrie. L'ensemble de l'appareil est simplement trop lourd. Et si dans la recherche de solutions possibles une organisation plus souple pouvait se développer, personne n'en serait plus heureux que moi-même — et je pense pouvoir le dire aussi pour la Commission.

Quatrième question : Étant donné les circonstances et vu l'importance d'un potentiel scientifico-technique créé par la Commission pour la future évolution économique de la Communauté, la Commission a jusqu'ici refusé toute mesure tendant à réduire ce potentiel, et en particulier le personnel, aussi longtemps que les décisions nécessaires sur l'orientation à long terme de l'activité de la Communauté n'auront pas été arrêtées.

Les décisions sur le programme ayant été reportées le 28 octobre, le Conseil a lui aussi prorogé jusqu'à la mi-décembre la date qu'il avait fixée pour la mise en œuvre des procédures de licenciement dans l'attente d'une décision sur le programme pluriannuel.

Quoi qu'il en soit, la Commission a proposé par mesure de prévoyance, et dans l'intérêt de la sécurité du personnel, des mesures analogues à celles qui avaient été prises pour le personnel touché par la fusion des exécutifs et la réorganisation des services.

Ces propositions de la Commission — qui respectent bien entendu les droits du personnel fixés dans le statut — ont été entre temps soumises au Parlement. Le Conseil a en effet demandé l'avis du Parlement à ce sujet.

L'ensemble du problème d'une plus grande mobilité du personnel, d'une part, et de la sécurité de sa situation sociale, d'autre part, devra faire l'objet d'un

**Hellwig**

examen dans le cadre de la structuration et de la restructuration du centre commun de recherche nucléaire. Il importera d'examiner entre autres dans quelles conditions et sous quelle forme pourront être réalisés les contrats limités dans le temps pour le personnel scientifique et technique.

J'en viens à la cinquième et dernière question. C'est avec la plus grande inquiétude que la Commission considère le fait que par suite de l'incertitude politique qui entoure Euratom — et non seulement Euratom, mais aussi d'autres organisations de recherche internationales et nationales — la confiance que les chercheurs et ingénieurs européens mettaient dans les responsables de la recherche est ébranlée, que les milieux en question s'inquiètent de leur existence et participent à des manifestations qui, en partie, prennent la forme de grèves, d'occupations des lieux et même de grèves de la faim.

Les établissements d'Euratom sont également affectés par cette incertitude. Et il ne faut pas perdre de vue que si l'inquiétude gagne du terrain, les conditions primordiales pour une activité concentrée des chercheurs sont détruites. Conditionné par cette incertitude, on peut dès maintenant constater un recul de l'activité créatrice et des efforts des chercheurs alors que c'était justement à Euratom, que par des contrats et un statut, on avait tenté de créer un maximum de sécurité pour le travail scientifique et pour les chercheurs. Nous en sommes arrivés à un point où les solutions techniques ne nous sont plus d'aucune aide, où les questions et leurs réponses sont de nature purement politique et touchent directement le centre vital de notre Communauté.

Par cette réponse à la cinquième question, je crois avoir également répondu à la deuxième question en indiquant combien nous jugeons la situation sérieuse.

Je ne voudrais pas anticiper sur ce que va dire M. Coppé qui est compétent pour l'aspect budgétaire de la question. Aujourd'hui comme hier, la Commission est convaincue qu'avec sa proposition de programme elle a présenté le maximum de ce qu'il est raisonnablement possible de faire en ce moment pour l'activité du centre commun de recherche. Nous espérons que cette manière de voir les choses sera finalement couronnée de succès également lors des futures négociations au sein de l'organe de décision, c'est-à-dire du Conseil.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Merci, M. Hellwig.

La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je répondrai plus spécialement à la question posée par M. Posthumus au nom de la commission des fi-

nances et des budgets, mais je voudrais d'abord lui dire très nettement que, même s'il est vraisemblable que ma réponse ne le satisfera pas entièrement, je lui suis reconnaissant d'avoir traité publiquement ici de la situation extrêmement préoccupante d'Euratom.

Il est impossible de dissocier le problème du budget du programme pluriannuel. M. Posthumus le sait, ainsi que tous les membres de la commission des finances et des budgets. En effet, comme M. Hellwig vient de l'exposer, le programme — et c'est là que réside la difficulté — doit être adopté à l'unanimité. L'adoption d'un budget soulève beaucoup moins de difficultés, car lorsque le programme est accepté, nous pouvons présenter à bref délai un budget, lequel ne doit être adopté qu'à la majorité qualifiée.

Je vous renverrai donc à ce que vient de dire M. Hellwig, dont je partage l'inquiétude au sujet de l'avenir du personnel d'Euratom ainsi que de la science en Europe.

Je laisserai de côté les questions de procédure techniques. Si nous ne réussissons pas à fixer un budget avant la fin de l'année, il est clair que nous devons veiller à avoir les moyens financiers nécessaires pour pouvoir faire face à toutes nos obligations au moyen de douzièmes provisoires.

Je n'examinerai pas ici les aspects techniques, mais seulement les aspects politiques de la question. Dès qu'un programme sera établi, nous présenterons dans les plus brefs délais le budget y afférent. Je m'associe au point de vue que M. Rey — j'en arrive à l'élément purement politique de la discussion — a défendu cet après-midi, non sans menacer de se retirer à ce moment-là. Dans l'histoire de l'unification européenne, nous nous trouvons juste à la veille de la Conférence au sommet, qui offre certainement une possibilité de relance. Comme M. Hellwig vient de le déclarer — et je partage son point de vue aussi — la question est devenue purement politique.

A la première question de la commission, je peux personnellement répondre qu'il ne me semble pas recommandable de poser en termes abstraits la question de l'inacceptabilité. La question est, en effet, posée en relation avec le programme pluriannuel de recherche et d'enseignement d'Euratom, ce qui, à mon avis, est poser le problème de façon assez abstraite. Ce n'est pas dans ce cadre, je pense, qu'il faut placer la question de l'inacceptabilité d'une situation donnée. Personnellement je reconnais — mais je ne puis engager les autres membres de la Commission des Communautés européennes sur ce point — qu'un moment peut venir où nous devons déposer nos portefeuilles sur la table. Cette démission, la Commission ne peut la présenter qu'après

**Coppé**

y avoir mûrement réfléchi et avoir pris connaissance des faits concrets.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. Coppé.

Je rappelle qu'à la suite de la réponse de l'institution intéressée les orateurs inscrits disposent, conformément à l'article 47, paragraphe 3, du règlement, d'un temps de parole de 10 minutes au maximum.

La parole est à M. Noè au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Noè.** — (1) Monsieur le Président, Messieurs les membres de la Commission, chers collègues, j'estime que la question orale est d'autant plus opportune que depuis la dernière fois où nous nous sommes penchés, dans cet hémicycle, sur le problème d'Euratom, les perspectives d'une solution ne se sont pas améliorées, bien au contraire.

En effet, nous disposions alors de la solution proposée par la Commission qui tout en n'étant pas, disons, idéale, du fait qu'elle ne prévoyait pas un programme pluriannuel avec des objectifs précis, comme nous l'aurions désiré, maintenait toutefois les possibilités de recherche nucléaire des centres de la Communauté à un niveau qui permettrait par la suite de nouveaux développements comme l'a constaté notre collègue Oele.

Aujourd'hui, par contre, nous sommes descendus en dessous du niveau qui, à mon avis, peut être considéré comme acceptable.

Je tiens à souligner que le niveau auquel était arrivée la Commission était le niveau minimum, et nous sommes maintenant descendus en dessous de ce niveau.

Pour ne pas me limiter à une déclaration générale, je vous expliquerai brièvement les raisons pour lesquelles je considère comme absolument insuffisant le programme de compromis que nous présente le Conseil.

Si nous considérons les activités qui nous sont proposées, les délais prévus pour les développer et les moyens, en hommes et en crédits, qui sont mis à disposition, nous constatons que nous en arrivons à des limites inacceptables.

Cela ne dépend pas tellement du programme, car le programme en lui-même a été maintenu à un niveau suffisant encore que l'on ait négligé des choses fort importantes comme l'enrichissement de l'uranium, la recherche non nucléaire, le programme SORA — qui doit servir, avec un réacteur rapide de laboratoire, à des recherches de base sur la physique des solides — et encore les programmes alternatifs énumérés en son temps par la Commission et ignorés ici, la politique industrielle, etc.

Mais les deux autres points, les délais et les moyens, sont absents du programme. Et surtout les délais. Alors que la Commission avait défini un programme qui s'étendait sur une période de cinq ans, qui tenait donc compte de l'importance des problèmes et du temps nécessaire pour les faire progresser, nous en sommes arrivés maintenant à trois ans seulement, en général, et à deux ans même pour le réacteur ESSOR — qui sert aux expériences dans le domaine des réacteurs à eau lourde — alors qu'à tous les chercheurs dans le domaine non nucléaire on ne garantit l'activité que pour une seule année, provoquant ainsi une incertitude absolue.

Et si nous considérons les moyens, les choses sont encore plus défavorables. Je vous citerai un exemple concret : A l'heure actuelle 1 600 personnes travaillent au centre d'Ispra. La Commission pense réduire ce chiffre à 1 450. Étant donné que sur 1 600 personnes, 600 relèvent actuellement de services et d'activités administratives, on pourrait réduire ce contingent — qui ne se consacre pas à la recherche — à 500 et garder ainsi un niveau acceptable.

Mais par la proposition de compromis qui ramène le chiffre de 1 450 — niveau fixé par la Commission — à 1 250, nous en arrivons à la situation suivante. Sur cet effectif de 1 250 personnes, 500 relèvent des services administratifs, 320 des installations existantes, telles que le réacteur ESSOR qui dispose de plus de 100 personnes pour son fonctionnement, le groupe CETIS de l'informatique, le réacteur de Ispra I et le programme ECO. Il reste 430 personnes pour toute la recherche nucléaire européenne du centre d'Ispra, un nombre absolument insuffisant par rapport aux 700 personnes environ prévues dans la proposition de la Commission.

Pour ce qui est des moyens, les crédits prévus par le compromis sont inférieurs de 30 % environ par rapport à ceux prévus par la Commission et de 40 % environ par rapport aux crédits actuels. Et à ce propos, je dois immédiatement faire une remarque : si par rapport au niveau actuel nous diminuons de 40 % les moyens mis à la disposition de ces institutions, le rendement en sera nécessairement moins élevé car il est des seuils en dessous desquels on ne peut descendre. Nous aurons une réduction de l'ordre de 60 % — en admettant que le personnel ne s'effrite pas — du rendement de ce centre à un moment où l'on devrait au contraire progresser.

De ce fait, l'énumération des activités relatives au premier des trois points que j'ai cités risque de rester une énumération vide de sens puisqu'elle ne se traduira pas dans les faits.

Ces choses étant dites qui doivent nous conduire à considérer la proposition de la Commission comme un minimum en dessous duquel on ne peut descendre, j'en viens quand même à un point positif en relation avec ce que vient de dire M. Hellwig dans son intervention.

Noë

En première ligne, je considère comme extrêmement important que l'UNIPEDE — l'Union internationale des producteurs et distributeurs d'énergie électrique — ait adopté en juin dernier une résolution dans laquelle elle soutenait qu'il ne fallait pas tarder davantage à réaliser des réacteurs rapides autofertilisants par un effort commun des six pays et en particulier un réacteur d'une puissance de un million de KW, alors que dans différents pays sont à l'étude des réacteurs de 200 ou 300 000 KW.

Cette déclaration est tellement importante parce que ceux qui devront acheter les réacteurs se disent disposés à favoriser une coopération entre les industries constructrices pour essayer d'atteindre cet objectif avant 1980. Il me semble que c'est là un point de départ qu'il faut utiliser — M. Hellwig n'a-t-il pas parlé à ce propos d'une absence de coordination qui n'a pas permis de saisir cette possibilité — un point de départ de tout premier ordre qu'il faut saisir pour donner aux centres d'Euratom, grâce à une certaine union sur le plan industriel, la possibilité de se donner un objectif.

C'est un point sur lequel je me permets d'insister parce que l'UNIPEDE — comme le savent certains de nos collègues et notamment mon ami Biaggi qui a eu l'occasion d'assister à certaines réunions de cette organisation — a toujours été considérée comme une référence en matière de progrès technologique dans le domaine de la production électrique, d'abord du temps des centrales hydro-électriques, puis des centrales thermiques traditionnelles, et parce qu'elle nous donne maintenant un point de départ pour sortir des difficultés dans lesquelles nous nous trouvons.

Un second point que je désire évoquer brièvement est le suivant : le 28 octobre dernier le groupe Aigrain a publié les résultats de ses études sur les programmes de recherche non nucléaire et a placé au premier plan le problème de l'informatique, ce qui me semble assez justifié. Mais les considérations que le groupe Aigrain a émises nous offrent l'occasion de souligner deux aspects du problème. Le premier est que, grâce à des contacts pris entre sociétés de la Communauté et une société anglaise, l'on soit parvenu à un accord de principe pour engager les travaux préparatoires d'un ordinateur qui soit de niveau mondial.

On voit tout de suite l'analogie entre ce qui a été fait dans ce domaine et la nécessité de faire la même chose dans le domaine nucléaire, c'est-à-dire de favoriser la rencontre de quelques sociétés qui travailleraient ensemble.

**M. le Président.** — Je vous prie de conclure.

**M. Noë.** — (1) J'y viens, Monsieur le Président.

Pour exécuter un tel programme, l'aide que les centres d'Euratom peuvent apporter est importante en

deux domaines : pour le *software*, c'est-à-dire la mise au point des programmes, et pour le *hardware*, c'est-à-dire l'étude des éléments qui servent à la fabrication des ordinateurs. C'est là un champ d'action immédiat pour la recherche non nucléaire et je m'étonne que ces recherches ne soient pas prévues.

Je conclus, Monsieur le Président, en souhaitant que lors de la prochaine rencontre au sommet, le programme que la Commission avait proposé en son temps soit considéré comme un minimum et que d'autre part, l'on mette en œuvre, grâce à des organismes parallèles, toutes ces initiatives qui peuvent donner des objectifs importants aux centres de recherche d'Euratom.

Ce faisant, nous assurerons l'avenir de l'industrie communautaire et nous ferons œuvre d'européens.

**M. le Président.** — La parole est à M. Gerlach, au nom du groupe socialiste.

**M. Gerlach.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le 27 octobre 1969 paraissait dans le *Herald Tribune* de New York une annonce publiée par le comité du personnel des Communautés européennes, dans laquelle il était dit que par suite des restrictions auxquelles Euratom était soumis, un grand nombre de techniciens qualifiés allait se trouver sans travail. A la suite de cette annonce cinquante réponses sont parvenues aux intéressés portant sur 450 à 500 offres d'emploi pour toutes les spécialités mentionnées. Par ailleurs, des offres téléphoniques ont été faites des États-Unis, d'Israël et d'Espagne. Mais la plus grande partie des offres émanait de firmes américaines. Elles concernaient des emplois aux États-Unis même ou dans les filiales européennes de firmes américaines avec possibilité de transfert aux États-Unis.

Cela jette une lumière crue sur la situation dans laquelle se trouve le personnel d'Euratom. Aussi n'est-il pas étonnant que M. Hellwig ait souligné que par suite de l'incertitude dans laquelle il se trouve, le personnel d'Euratom n'a plus le cœur à l'ouvrage.

J'ai rendu dernièrement visite à l'un des centres de recherche nucléaire et je me suis informé sur place de la situation et des sentiments que l'on éprouve à cet égard. Je n'ai pas été long à comprendre que l'on oblige à résigner les personnes qui y sont employées et qui sont des ressortissants de nos États membres.

Il est par ailleurs étonnant que l'on n'ait pas encore songé à exploiter les investissements très élevés qui y ont été faits depuis la création d'Euratom. La Commission devrait examiner à combien s'élèvent à ce jour l'ensemble des investissements pour Euratom et quel est le degré d'utilisation de ces investissements.



**Gerlach**

Il est intéressant de noter que le centre de recherche que j'ai visité a reçu, ces dernières années, de nombreuses commandes de l'industrie. En 1966, il a perçu 690 000 unités de compte et en 1967, le montant perçu était de 1 500 000 unités de compte. C'est alors qu'est intervenue une rupture parce que le programme pluriannuel s'achevait en 1967, si bien qu'en 1968, les recettes n'étaient plus que 292 000 unités de compte. Pourtant, ce centre de recherche serait parfaitement en mesure de doubler les recettes de 1967, qui s'élevaient à 1 500 000 u. c., si les installations étaient pleinement utilisées.

Je me demande pourquoi l'on investit encore 800 000 u. c. dans ce centre s'il faut ensuite l'arrêter. Cela me semble contradictoire.

Ce que je ne puis comprendre, et d'ailleurs entre temps l'idée a été abandonnée, c'est que le service juridique de la Commission voulait ajouter dans les contrats conclus avec l'industrie une clause selon laquelle en cas de fermeture du centre le contrat pourrait être résilié à court terme sans qu'il en coûte quelque chose à la Commission.

Je me demande comment un commerçant — car il s'agit bien d'un contrat commercial — peut songer à une telle clause de résiliation. Heureusement l'idée de cette clause particulière a été abandonnée, plusieurs clients ayant refusé de renouveler leurs ordres.

Au vu de la documentation qui m'avait été soumise, j'ai pu constater qu'il existait un très grand intérêt de la part de ces firmes de continuer à utiliser les collaborateurs hautement qualifiés du centre et leurs excellentes installations. Si nous étions donc obligés de ne pas utiliser pleinement ces installations, les investissements que nous aurons faits entre temps seraient de l'argent jeté. Il importe de le dire clairement.

Pour ce qui est de la recherche au niveau national, nous avons appris que la France a des difficultés et que l'on envisage de réduire le domaine de la recherche nucléaire. On dit que 2 000 collaborateurs doivent être licenciés dans les centres nationaux français, ce qui a donné lieu à des grèves et à des agitations. Si ce que j'ai vu personnellement dans deux centres de recherche d'Euratom seulement était vrai pour tous les centres, je pourrais presque dire qu'étant donné les capacités existantes, on pourrait, si elles étaient pleinement exploitées, reprendre à Euratom les 2 000 agents nationaux licenciés par les centres de recherche français.

Nous nous trouvons donc devant une situation qui, comme l'a dit M. Hellwig, appelle une décision politique. Mais je pense qu'il ne faut pas seulement prendre une décision raisonnable sur le plan politique, mais aussi sur le plan commercial et cela en tenant compte de deux points de vue : celui du personnel et celui des investissements effectués.

Le groupe socialiste est très préoccupé par l'évolution de ces dernières années, mais aussi par l'évolution actuelle. Il met un certain espoir dans la décision de la Conférence au sommet de la semaine prochaine à La Haye. Il approuve pleinement la proposition de résolution que M. Posthumus a présentée au nom de la commission des finances et des budgets. Il espère qu'il sera possible d'exercer une certaine influence sur la Conférence de La Haye et que l'attention de l'opinion publique sera attirée sur cette évolution régressive.

Il espère aussi que la Commission ne donnera pas son accord aux propositions de compromis quelles qu'elles soient qui laisseraient inutilisées les capacités existantes et inemployé le capital investi, et que lors des négociations elle tiendra compte de l'opinion du Parlement selon laquelle Euratom ne doit pas continuer à végéter, mais au contraire retrouver sa fonction propre, telle qu'elle avait été prévue dans le traité d'Euratom.

**M. le Président.** — La parole est à M. Biaggi, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Biaggi.** — (I) M. Hellwig a répondu de manière exhaustive aux cinq questions posées par notre commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, questions qui trouvent l'appui du groupe des libéraux et apparentés au nom duquel j'ai l'honneur de parler.

Comme l'a fort justement fait remarquer M. Hellwig, à la base de ce que nous déplorons se trouve une situation politique. Et pour cette raison, la discussion doit également être de nature politique. Il est donc de notre devoir d'accorder tout notre appui à la Commission pour qu'elle soutienne devant le Conseil l'avis — je pense unanime — du Parlement.

Je voudrais quelque peu commenter les cinq questions posées par notre collègue Oele. Et je voudrais en particulier dire que lorsque, en 1957, les six pays de la Communauté ont institué la Communauté européenne de l'énergie atomique en vue de l'utilisation pacifique de cette énergie, de grands espoirs sont nés dans l'opinion publique, dans le monde scientifique et surtout parmi les jeunes qui étaient appelés à travailler dans les établissements et les institutions d'Euratom. Les initiatives dans le domaine scientifique n'étaient-elles pas le meilleur banc d'essai pour mettre à l'épreuve la volonté communautaire de nos pays.

Mais il est apparu très vite que les intérêts nationaux l'emportaient sur les intérêts communautaires. Des trois Communautés, Euratom était celle qui personnifiait le mieux l'avenir de l'Europe, même si elle se présentait comme la plus faible parce qu'elle ne pouvait donner de résultats à brève échéance.

**Biaggi**

A ce propos, je voudrais faire remarquer combien le principe de « juste retour » s'oppose à une politique d'intégration économique ; n'est-il pas aussi la cause des difficultés qui sont survenues dans l'évolution de cette institution ? Et pourtant, cette institution est une des initiatives les plus prévoyantes et les plus courageuses des pays de la Communauté.

Dès avril 1966, le groupe des libéraux et apparentés du Parlement européen avait lancé un cri d'alarme au vu du drame qui se dessinait et qui menaçait Euratom. Lors d'une réunion du groupe libéral à Amsterdam, notre regretté président Gaetano Martino avait déposé une résolution en faveur de la relance de cette Communauté.

La résolution du groupe libéral soulignait l'opportunité de confier à Euratom, du fait de sa compétence et de sa préparation particulière, la tâche générale de coordonner et de stimuler la recherche scientifique et technique, et elle souhaitait l'adhésion immédiate du Royaume-Uni à la Communauté. C'étaient les idées émises alors, mais il convient de les rap-peler aujourd'hui et de les reprendre.

Il importe de ne pas oublier que l'idée directrice de la création d'Euratom était de nous affranchir à l'égard des pays plus avancés, tels les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, et d'étudier de nouvelles techniques pour la production d'énergie afin de nous rendre indépendants en ce qui concerne l'approvisionnement, notamment à l'égard des États-Unis.

Mais cette idée n'avait de sens que si une collaboration étroite s'était établie entre la production industrielle européenne d'installations thermo-nucléaires et la Communauté atomique, sans une trop rigide suprastructure bureaucratique et politique.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai écouté ce qu'a dit M. Hellwig sur les initiatives en cours en vue d'une étroite coopération entre l'industrie et la recherche scientifique d'Euratom. Comme l'a également rappelé le collègue Noè, c'est là la voie maîtresse sur laquelle nous devons nous engager.

Nous devons gérer cette institution comme l'on gère une société industrielle. En tant que libéral, je dirais presque que si nous remettions Euratom dans des mains privées, nous pourrions être certains que celles-ci sauraient comment le rendre productif.

Mais l'asphyxie menace et l'exécutif a le devoir de redonner vie à Euratom et confiance à ceux qui ont sacrifié des années de leur vie et des possibilités de carrière qui ne peuvent et ne doivent pas être perdues par suite d'un calcul politique erroné et de courte vue.

N'oublions pas que l'Europe se construit également dans les laboratoires d'Euratom. Démanteler ces laboratoires, ce serait provoquer un dommage grave, ce serait faire un pas en arrière sur le chemin de

l'unité dans lequel nous nous sommes engagés depuis 1957.

De graves responsabilités politiques, notamment à l'égard de la jeunesse qui cherche du neuf et à l'égard aussi des générations futures, pèsent sur ceux qui doivent prendre les décisions, mais aussi sur nous qui, par notre voix, devons faire entendre l'espoir et l'attente de nos peuples.

Monsieur le Président, le démantèlement d'Euratom porte aussi préjudice à l'économie de nos six pays qui peuvent subir des pertes très graves non seulement du fait des moyens financiers utilisés ces dernières années pour le progrès de la recherche scientifique et nucléaire d'Euratom, mais aussi en travailleurs spécialisés et en expériences scientifiques accumulées pendant des années.

Si les hommes politiques pouvaient rougir, il y aurait de quoi rougir en pensant à cette annonce publicitaire dont vient de parler le collègue qui m'a précédé et dans laquelle des chercheurs d'Euratom demandent du travail.

Des faits de ce genre sont vraiment décourageants. S'il fallait classer les cinq demandes posées dans la question orale par ordre d'importance, je donnerais la première place à la troisième demande qui porte sur le problème de la survie de la Communauté européenne de l'énergie nucléaire.

Le président Hellwig a déjà répondu de manière exhaustive, me semble-t-il, à cette demande. Espérons que les idées précises exprimées devant cette Assemblée par le membre de la Commission soient accueillies et transposées dans les faits par le Conseil.

Nous avons également reçu — et ce sera ma conclusion, Monsieur le Président — un document que j'ai lu attentivement et qui a été rédigé par les chercheurs scientifiques d'Euratom. J'y ai vu avec effarement quelle est la situation et quelles sont les causes que ce document dénonce comme étant à la base de cette situation. Quelques-unes demandent qu'on y réfléchisse, notamment sur l'opportunité de recourir à un comité de techniciens pour définir les causes de cette situation et pour y remédier.

Mais par trop souvent les techniciens ne sont pas écoutés. Le professeur Medi — je tiens à le dire — est un professeur d'université qui a toute notre estime, et il est un de ceux qui ont reconnu le problème et ont fourni des indications importantes.

Le document élaboré par les chercheurs scientifiques d'Euratom nous semble d'un grand intérêt parce qu'il nous révèle nombre de causes de la présente crise et je saurais gré à la Commission de nous dire quelle suite elle compte donner à ce document.

Je conclurai en souhaitant qu'au cours de la prochaine Conférence de La Haye le problème d'Eura-

# Biaggi

tom soit évoqué et, je ne dirai pas, résolu, mais engagé de telle manière que deviennent superflues les craintes que l'on pouvait avoir à l'égard de tout ce qui avait été réalisé dans l'intérêt de la Communauté et aussi des travailleurs manuels et intellectuels qui attendent une parole de réconfort leur permettant d'espérer dans l'avenir.

## PRÉSIDENTE DE M. SCELBA

**M. le Président.** — La parole est à M. de la Malène, au nom du groupe de l'U.D.E.

**M. de la Malène.** — Monsieur le Président, à cette heure tardive, rassurez-vous, je m'efforcerai de respecter scrupuleusement le temps de parole que vous m'avez imparti.

Je m'y efforcerai d'autant plus que nous avons eu sur le même sujet, tout récemment encore, des débats qui ressemblaient beaucoup à celui d'aujourd'hui et que, les choses n'ayant pas beaucoup évolué, il est bien difficile d'éviter quelques redites. C'est pourquoi, si vous le permettez, je tâcherai de voir les choses d'un peu plus haut.

Il y a, n'en doutons pas, à la crise que nous vivons dans le domaine de la politique nucléaire de la Communauté, une raison fondamentale : c'est que, dans le domaine de l'énergie, depuis fort longtemps déjà, depuis que la Communauté existe et même avant, les experts, tous les experts, se sont toujours trompés.

Ils se sont trompés, rappelez-vous, au temps de la C.E.C.A. On a cru que l'on allait vers une pénurie immédiate, évidente, d'énergie. A l'époque, il s'agissait d'une pénurie de charbon. Et l'on s'est rendu compte très vite que c'était le contraire qui se produisait, et nous savons maintenant ce qu'il en est de la pénurie de charbon.

Après cette erreur sur le charbon, la même erreur a été faite en ce qui concerne le pétrole. On a cru que le monde et l'Europe allaient vers une pénurie à court terme de ressources pétrolières et que le coût de la thermie électrique irait en augmentant. Il se trouve que c'est exactement le contraire qui se produit.

On a créé des comités. Ils ont pris un nom modeste : les comités des sages. Et ces sages se sont trompés encore plus que les autres. Dans ces domaines, certains d'entre eux, au lieu d'essayer de donner des leçons auraient dû prendre une leçon de modestie.

Des erreurs considérables — que je ne reproche pas mais que je constate — ont été commises dans le domaine fondamental de l'énergie, qui conditionne la politique nucléaire de l'Europe et des États européens.

Comment s'étonner dès lors que nos États aient pu se fourvoyer souvent et conduire Euratom à la crise que nous connaissons aujourd'hui. Dans cette conception erronée, on pensa d'abord : sécurité de l'approvisionnement. D'où des mécanismes juridiques lourds et vite inadaptés pour assurer des monopoles ou des répartitions. D'où le choix de certaines filières pour lesquelles on pensait que la sécurité de l'approvisionnement était mieux assurée que pour d'autres. Puis on pensait aussi, dans cette optique, à la nécessité d'aller vite, d'aller très vite, puisqu'on se dirigeait vers une pénurie d'énergie, d'abord de charbon, puis de pétrole. D'où les choix faits par les uns et par les autres, à cette époque, des filières que chacun considérait comme les mieux adaptées à la compétition, et de nature à fournir cette énergie au plus vite et au meilleur prix. Chacun choisit alors, soit avec des formules nationales, soit grâce à des brevets empruntés à l'étranger, la possibilité de mettre en œuvre des industries et des technologies capables de fournir à sa propre industrie, au moment où il le faudrait, des thermies d'origine nucléaire.

On pensa aussi que les recherches nationales et les recherches communautaires devaient aller naturellement dans le sens des choix ainsi faits pour la sécurité et la rapidité de l'approvisionnement.

L'organisme communautaire, Euratom, se vit ainsi tirailé, ce que nous avons constaté, ce que nous constatons encore, entre les États qui voulaient que cet organisme serve à leur politique nationale, et les autres, qui pensaient que ces recherches, allant vers des retombées nationales, étaient pour eux totalement inutiles.

Ainsi, nous avons vu cet organisme communautaire s'engager dans un ensemble de directions qui apparaissent aujourd'hui comme bouchées. Même à cette époque — et c'est probablement la critique la plus fondée que l'on puisse faire, compte tenu de ces divergences dues à ces erreurs d'appréciation — Euratom ne chercha pas — et les vrais responsables ce ne sont pas les exécutants — à agir dans les domaines où cela était possible à cette époque-là, malgré ces divergences, c'est-à-dire à travailler pour l'avenir ou pour ce qui était commun aux différentes filières choisies. A cette époque-là, malgré ces divergences, certes, on pouvait sans doute chercher en commun pour le futur — non pas pour le présent, je viens d'en indiquer les raisons — et pour ce qui était commun aux différents choix. Ces objectifs, on aurait dû mieux les percevoir à cette époque-là, et comment pouvons-nous dire aujourd'hui quels objectifs on aurait dû se donner et quels objectifs on devrait se donner aujourd'hui ?

Aujourd'hui, nous savons qu'il y a un grand nombre d'éléments d'incertitude sur l'époque où l'énergie d'origine nucléaire deviendra rentable et compétitive. On s'est trompé dans le passé, on s'est lourdement trompé, nous en payons aujourd'hui le prix. Nous

## de la Malène

ne savons pas à quelle époque l'énergie sera compétitive, et étant donné cette incertitude, il faut que nous soyons prêts en vue d'un moment que nous ne connaissons pas. Face à cette incertitude, que peut-on faire, quels objectifs se donner, sinon essayer de couvrir le champ des diverses possibilités, de façon à être prêts au moment voulu. C'est bien difficile, Monsieur le Président, c'est d'autant plus difficile que, dans ce domaine, il y a toujours une marge immense, qui n'est encore définitivement franchie pour aucune filière, entre la réussite sur le plan du prototype et la réussite du réacteur de puissance.

De tout cela nous voyons aujourd'hui le résultat, nous voyons les batailles que se livrent groupes industriels et détenteurs de brevets. Alors, comment peut-on essayer de schématiser et de résumer ce que pourrait être cet effort de recherches, ou plutôt de politique nucléaire en commun, avant de définir un effort de recherche ?

Il me semble qu'il faudrait essayer de se mettre d'accord sur trois actions. D'une part, ce qui concerne ce que l'on peut appeler les réacteurs d'avenir, pour lesquels on en est au stade de la recherche, il s'agit naturellement des hautes températures, des surgénérateurs et peut-être demain de la fusion. D'ailleurs, dans ce domaine, dont on parlait tout à l'heure, il serait peut-être bon de rappeler que beaucoup de recherches ont été faites, mais aussi que beaucoup de recherches ont été faites en dehors de la Communauté et que certains États auraient peut-être dû effectuer certaines recherches en commun à l'intérieur de la Communauté ; je veux parler de l'ultracentrifugation.

Un deuxième axe de recherches, après l'accord sur les réacteurs d'avenir, sur lequel il semble que les États puissent se mettre d'accord, ce sont les techniques communes d'accompagnement. Quelle que soit la filière finalement choisie, il y a une quantité de choses qui sont communes dans ce domaine-là. Il semble qu'un accord pourrait être obtenu.

Enfin, troisième axe, et peut-être le plus important, c'est un accord sur la mise en place d'une politique industrielle commune. J'en ai déjà parlé lors de mon intervention précédente ; je n'en parlerai donc pas aujourd'hui, compte tenu de l'heure et pour éviter toute redite. C'est elle, en vérité qui commande le reste et, faute d'une politique industrielle commune, aucun des problèmes ne pourra être résolu.

Il y a dans ces trois axes — réacteurs d'avenir, techniques d'accompagnement, politique industrielle — des possibilités pour toute une politique. La définition de cette politique comme je l'ai dit, est infiniment plus importante — qui ne le voit ? — que la protection de l'instrument. Cet instrument, sans doute, personne ne le prétend sans intérêt. Mais de quoi s'agit-il par rapport à la nécessité d'une politique nucléaire définie en commun ? Si cette politique nucléaire était définie en commun suivant les

trois axes que j'ai indiqués nous l'approuverions dès demain. Par contre, si l'on se voile la face sur la nécessité de cet accord sur les politiques et que l'on se contente de vouloir maintenir à tout prix l'instrument sans savoir ce que nous allons en faire, cela nous paraît la pire des approches, au détriment de cette politique indispensable pour l'Europe de demain, et aussi au détriment de l'instrument lui-même.

Il est urgent de faire un effort de définition, nous sommes d'accord sur ce point. En revanche, la pérennisation sans objectifs de ce qui existe, nous n'en voyons ni la nécessité ni l'utilité.

**M. le Président.** — La parole est à M. Romeo.

**M. Romeo.** — (I) Monsieur le Président, chers collègues, je tiens à exprimer ma pleine adhésion à la proposition de résolution présentée par M. Posthumus, parce que tant les questions posées par le Parlement que les réponses données par les représentants de la Commission ont rendu évidente la « quarantaine » dans laquelle se trouve Euratom.

Cette institution était basée sur un programme pluriannuel et avait pour objectif la concentration de toutes les forces de l'industrie européenne. Et nous constatons que ce qui en est résulté est une crise permanente. L'accord *in extremis* auquel était parvenu le Conseil lors de sa session de décembre dernier s'est traduit par un renvoi, et à la session du 28 octobre on a constaté qu'il était impossible de se mettre d'accord sur un programme pluriannuel d'activité.

En effet, lorsque le programme quinquennal s'est terminé le 31 décembre 1967, tous les efforts que la Commission a pu faire auprès du Conseil ont été vains — nous en donnons acte — pour mettre en œuvre un nouveau programme pluriannuel.

Tout ceci est en nette contradiction avec le traité et avec les objectifs d'Euratom. L'un de ceux-ci était la concentration des efforts des différentes industries des six pays de la Communauté, mais alors qu'en Amérique les activités nucléaires relèvent de cinq entreprises seulement, elles sont le fait en Europe de 12 entreprises, ou de 11 si l'on veut tenir compte de l'accord intervenu entre Siemens et AEG. De tels accords d'ailleurs ne peuvent être que dommageables parce qu'ils développent encore davantage un esprit nationaliste qui ne peut qu'entraver l'activité communautaire.

Jusqu'ici ont prévalu les principes et les aspirations de la politique nationale ; l'esprit communautaire a fait défaut.

Une preuve convaincante et évidente de cette situation me semble avoir été donnée en octobre dernier à Bâle lors de la messe industrielle. Parmi les stands, celui de la Communauté était quasiment relégué dans un coin, alors que celui de l'industrie allemande était

**Romeo**

bien plus imposant et important, tout comme d'ailleurs ceux de l'industrie française et italienne.

Je le répète, la messe de Bâle a démontré que la Communauté a fait peu de choses et continue à faire peu de choses dans le domaine nucléaire. Et les difficultés ne font qu'empirer du fait des oppositions politiques que nous connaissons. Je rappelle qu'en décembre 1967, sur proposition de la délégation italienne, il avait été décidé qu'Euratom ferait porter le principal de ses efforts sur l'uranium enrichi. Ce devait être là une initiative communautaire. Qu'en est-il advenu ? C'est maintenant seulement qu'un groupe spécial a mis à l'étude la construction d'une installation pour la production d'uranium enrichi.

Qu'une politique de l'industrie nucléaire de la Communauté n'ait pu être réalisée, la faute en est au fait que l'on n'a ni mis en œuvre ni même tenté une coordination des industries nucléaires des six pays de la Communauté. La crise d'Euratom a déjà déterminé la stagnation des quatre établissements d'Ispira, de Petten, de Geel et de Karlsruhe.

Nous nous devons de faire ces constatations douloureuses. On a déjà parlé de l'annonce publiée dans un journal américain, par laquelle le personnel le plus hautement qualifié d'Euratom (ingénieurs nucléaires, mathématiciens, chimistes, techniciens de l'électronique) cherche des emplois en prévision de son licenciement. Ainsi, non seulement nous ne disposerons pas de l'uranium enrichi ni d'autres productions de la plus haute importance, mais nous devons assister à la fuite des cerveaux, à la fuite du personnel le plus qualifié, qui aurait été en mesure de développer ces activités.

Les pays de la Communauté risquent donc de ne pouvoir réaliser une activité unifiée, communautaire, dans un secteur pour lequel il aurait fallu définir un objectif politique commun, une volonté politique commune, car il ne s'agissait pas d'un secteur déjà existant, mais d'un secteur qui demandait un tel apport de capital qu'une nation seule n'aurait su y suffire. C'était un secteur dans lequel la Communauté aurait justement pu démontrer sa force et ses possibilités. Or, nous avons pu entendre aujourd'hui que ce secteur, éminemment technique, est devenu un problème politique et que l'on en attend une solution du sommet de La Haye. Le problème est devenu politique mais il ne pourra être résolu à La Haye. Le sommet de La Haye — nous le souhaitons et l'espérons — pourra relancer notre Communauté, mais il ne pourra résoudre le problème d'Euratom.

C'est pourquoi j'estime que les propositions de solutions qui nous sont soumises doivent être approuvées. Il faut éviter que nos espoirs ne se transforment en illusions et ces illusions en désillusions. Il faut songer à Euratom comme à une conquête qu'il faut faire à tout prix.

**M. le Président.** — La parole est à M. Glinne.

**M. Glinne.** — Monsieur le Président, il est superflu de souligner la gravité de la crise qui, en l'espèce, frappe les institutions européennes et l'esprit communautaire. Si, d'une façon générale, on parle d'approfondissement, d'achèvement, d'élargissement, dans le cas particulier d'Euratom, je crois que les termes qui s'imposent à l'esprit sont ceux d'opération de sauvetage, d'ultime possibilité de survie.

La question est très importante sur le plan politique, car l'on peut croire que l'agonie d'Euratom, si elle devait se prolonger, révélerait d'une manière particulièrement frappante l'échec européen. C'est grave aussi sur un plan géographique plus large que celui de la C.E.E. parce que dans les domaines où le politique rejoint l'économique, la maladie d'Euratom va probablement accentuer les hésitations qui se sont fait jour en ce qui concerne le Centre européen de recherches nucléaires à Genève et tout ce qui concerne les programmes européens de recherches spatiales. La situation est donc fort grave.

Le problème est de savoir comment on peut porter remède à une telle situation. Or, je constate que l'on hésite entre deux positions de principe.

La première, que je tiens à condamner tout de suite avec la plus grande fermeté, est celle qui, en fait, propose que le programme nucléaire de la Communauté soit mis en quelque sorte en hibernation. Pour dorer la pilule, bien sûr, on propose que la recherche non nucléaire soit augmentée au niveau de la Communauté, et l'on veut assortir tout cela d'un certain nombre de tranquillisants d'ordre social destinés essentiellement à apaiser le mécontentement des chercheurs et du personnel intéressé.

Ce n'est pas une bonne politique.

La seule solution, à mon sens, convenable, ne peut être que celle qui consiste à redonner au programme d'Euratom la substance dont il n'aurait jamais dû être dépourvu.

Il n'y a pas d'alternative. Il faut rendre à Euratom un programme de recherches conforme à l'esprit et à la lettre du traité de 1955. Il faut que le programme de recherches nucléaires communes l'emporte de très loin sur les programmes de recherches nucléaires nationaux.

Il est d'ailleurs, à cet égard, désolant de constater qu'aujourd'hui 80 % environ de la recherche nucléaire de la Communauté s'effectue sur des plans nationaux et bilatéraux, ou encore multinationaux mais étrangers à Euratom, cependant que l'institution européenne spécialisée n'y intervient qu'à concurrence de 20 %.

**Glinne**

Ce qui est grave, c'est qu'au cours des dernières années, plusieurs États européens ont bien voulu partager le coût des recherches qu'ils considéraient comme secondaires, mais n'ont pas voulu partager les secrets qu'ils espéraient garder pour eux. Ils ont considéré Euratom comme une sorte de service public d'intendance à qui on pouvait confier des missions, à condition que ces missions soient secondaires, ou à condition qu'elles ne constituent que des opérations à long terme. Et c'est là la cause essentielle de l'échec ! En effet, Monsieur le Président, les trois domaines fondamentaux où Euratom aurait dû démontrer sa supériorité lui ont été soustraits. On les a poursuivis sur un plan soit national, soit binational, soit multinational. L'enrichissement de l'uranium ne s'est pas fait sur le plan communautaire. La mise au point du réacteur rapide n'a pas été faite sur ce plan-là non plus. Et le seul petit succès que l'on puisse accorder à Euratom concerne la mise au point de réacteurs intermédiaires, et cela, parce que Euratom a coopéré avec la Grande-Bretagne dans le cadre de l'expérience Dragon.

Monsieur le Président, une des choses les plus décevantes pour l'esprit d'un parlementaire européen, c'est la lecture du texte du traité d'Euratom. Je songe en particulier aux articles 5, 6, 43 et 103. C'est là que se trouve la réponse à la question de savoir qui est responsable de ce qui est arrivé.

Je viens d'écouter avec beaucoup d'attention notre collègue, M. de la Malène. C'est un bon avocat ! Mais l'avocat le meilleur ne peut pas être convaincant lorsqu'il plaide un mauvais dossier. Si l'on étudie le dossier des circonstances dans le cadre desquelles M. le président Etienne Hirsch a démissionné en 1961 pour être remplacé par M. Chatenet, on se rend clairement compte que si M. Hirsch a été placé dans certaines conditions impossibles, c'est parce qu'il était trop partisan de l'indispensable supranationalité. Ceci doit être rappelé, car enfin il est trop facile d'évoquer les erreurs des experts, sans s'apercevoir un peu aussi sur les erreurs de certains gouvernements.

Je ne fais pas ce reproche au gouvernement de la République française, sans ajouter tout de suite que d'autres gouvernements, qui font si souvent de grands discours sur leurs belles intentions européennes, ne sont pas moins coupables que le gouvernement de Paris. Je tiens à dire combien il est déplorable à mes yeux que le gouvernement du Royaume des Pays-Bas se soit associé au gouvernement de la République fédérale et au gouvernement de la Grande-Bretagne en vue de la mise en œuvre du programme relatif à l'ultra-centrifugation. Ils ont ignoré délibérément, eux aussi, les dispositions du traité d'Euratom, et notamment son article 103.

Dans ce domaine, deux choses doivent être évitées : premièrement, il ne faut pas battre sa coulpe sur la poitrine du voisin et, deuxièmement, il est décevant

et dérisoire de vouloir cacher des déficiences d'ordre politique sous de bonnes intentions en matière sociale. Et là, Monsieur le Président, il faut que je dise qu'il est trop aisé de proposer que, pour le personnel d'Euratom, une situation d'attente de trois ans ou de cinq ans doit être prévue.

Nous sommes tous animés ici par d'excellentes intentions sur le plan social. Je crois qu'il serait désolant, à long terme, de prévoir ces solutions d'attente pour le personnel d'Euratom et des centres de recherche européens parce qu'on tarde à prendre une décision, d'une importance politique d'ailleurs capitale, quant au point de savoir si, oui ou non, on rend sa substance essentielle au programme de recherche d'Euratom. Il faut que cette solution politique soit prise tout de suite. Il faut que l'on sache à très brève échéance si la volonté politique existe de rendre à Euratom le programme qui aurait dû être et rester le sien dans les trois domaines fondamentaux que j'ai cités tout à l'heure.

Si cette volonté politique existe, alors on peut et on doit admettre sur le plan social qu'une garantie plus substantielle que celle d'un an soit donnée au personnel des centres de recherche européens afin d'éviter cette fameuse « fuite des cerveaux » dont on parlait tout à l'heure.

Je voudrais aussi demander à la Commission de s'expliquer le plus rapidement et le mieux possible sur les controverses qui existent à propos de la clé de répartition du budget. Je tiens à assurer le Parlement européen que ma loyauté politique personnelle est communautaire avant d'être nationale. Je l'ai dit dans mon pays et il n'y a pas de raison pour que je ne le répète pas ici. Je suis néanmoins perplexe devant certains reproches qui sont faits au gouvernement de mon pays. On reproche à la Belgique de vouloir proposer une clé de répartition qui fixerait sa quote-part non plus à 9,9 %, mais à 7,9 %. En réalité, la clé initiale a été définie à une époque où la Belgique était la puissance administrative du Congo et où une quantité importante d'uranium congolais était livrée aux États-Unis. Il me paraît donc logique que l'on revoie cette clé en fonction de la situation nouvelle. Je tiens d'ailleurs à souligner le mérite de mon pays dont le gouvernement s'affirme disposé à maintenir le taux de 9,9 % — bien que celui-ci ne corresponde pas à la justice distributive — si ces 9,9 % étaient destinés à financer un programme vraiment communautaire de recherche nucléaire.

Avant de terminer, il me paraît important de signaler que la concorde nucléaire européenne passe par examen sérieux du problème que posent à toute l'Europe les offres publiques d'achat faites par Westinghouse et par d'autres organisations aux intérêts contradictoires.

J'ai à ce sujet interrogé par écrit la Commission des Communautés européennes. Elle m'a répondu

**Springorum**

d'un programme communautaire, d'un programme spécial ou de contrats pour compte propre ou avec des tiers. Les possibilités sont multiples à cet égard.

Un centre de recherche bénéficiant de telles garanties et d'une sécurité totale pourrait devenir le point de cristallisation d'une nouvelle et souple politique de la recherche communautaire.

Mais pour y parvenir, l'Euratom a besoin d'un certain délai pour être à même de se reconvertir, délai qui devrait nécessairement être de plusieurs années.

C'est pourquoi le groupe démocrate-chrétien approuve la proposition de résolution mais souhaite en compléter un point. Je pense que les autres groupes pourront également approuver cette modification, car ils ont dit la même chose au cours de leurs interventions. Il s'agit, pour nous, de renforcer la position de la Commission lors de ses négociations avec le Conseil de ministres. Nous aurions voulu présenter cette modification par écrit, mais cela n'a pas été possible en raison du temps limité dont nous disposons. Nous proposons de compléter le point 1 par la phrase suivante :

« considérant que le troisième programme pluriannuel de la Commission ne représente qu'un programme minimum pour permettre à l'Euratom d'accomplir les tâches qui lui incombent. »

Le groupe démocrate-chrétien invite le Parlement à adopter cette modification à la proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Posthumus.

**M. Posthumus.** — (N) Monsieur le Président, pour terminer ce débat si animé et auquel ont pris part de si nombreux membres du Parlement, je voudrais encore faire deux observations.

En premier lieu, l'amendement introduit par M. Springorum peut, à mon avis, être adopté par la commission. Le mieux serait peut-être de la placer avant ce qui figure au paragraphe 1.

**M. Springorum.** — Oui.

**M. Posthumus.** — Je trouve en effet que l'on pose ici une condition hypothétique, après laquelle seulement vient la conclusion politique importante, à savoir ce qui est dit au paragraphe 1. Comme il m'a semblé que M. Springorum était d'accord, je vous proposerai — si la procédure le permet — d'adopter maintenant, sous cette forme, l'amendement qu'il a introduit.

En second lieu, je voudrais faire remarquer, en ce qui concerne la résolution, que j'avais d'abord déclaré que je déposerais ce projet de résolution si la réponse que donnerait la Commission des Communautés européennes à ma question générale ne me paraissait pas satisfaisante.

J'ai l'impression que, dans sa réponse, M. Coppé a parlé en partie au nom de la Commission et en partie à titre personnel. Il a par deux fois fait une déclaration personnelle. Par conséquent, ou bien ces déclarations n'avaient pas été préparées à la Commission des Communautés européennes, ou bien elles n'avaient pas reçu l'approbation de ses collègues de l'exécutif. Je songe aux déclarations selon lesquelles en premier lieu il ne convient pas actuellement de poser la question de l'inacceptabilité en relation avec le programme pluriannuel, en second lieu M. Coppé partage personnellement, à peu de chose près, le point de vue de M. Medi et serait donc éventuellement prêt à déposer, après mûre réflexion, son portefeuille sur la table. Mais ce ne sont là que des considérations personnelles de M. Coppé, et nous n'avons pas à nous en occuper ici. Nous avons à relever, en revanche, une remarque dont nous savons qu'elle a été faite au nom de la Commission. M. Coppé a en effet déclaré que lui-même et les autres membres de la Commission étaient prêts, au cas où le Conseil ne parviendrait pas à une décision à sa prochaine réunion, à poursuivre sur la base d'un financement par douzièmes provisoires. Ainsi, la situation actuelle serait maintenue, et il ressort clairement du débat que le maintien de cette situation revient à prolonger indéfiniment l'enterrement d'Euratom. Ce débat doit avoir montré à l'évidence que le Parlement ne veut pas du maintien de la situation actuelle.

Cela étant, Monsieur le Président, je vous demande humblement de bien vouloir mettre aux voix la résolution proposée, telle qu'elle a été complétée par l'amendement de M. Springorum.

**M. le Président.** — La parole est à M. Hellwig.

**M. Hellwig, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, au risque de vous déplaire, je me vois obligé de revenir sur quelques points. Vous savez que chaque fois que nous discutons d'Euratom, nous sommes submergés de questions auxquelles il a déjà été répondu à plusieurs reprises en commissions ainsi qu'en séance plénière. C'est pourquoi il ne m'est pas possible de revenir sur toutes les questions ; je voudrais cependant répondre brièvement à certaines d'entre elles, qui ont trait également au caractère politique de la situation actuelle.

M. Gerlach a demandé s'il était exact que l'on effectuât actuellement encore des investissements, ce qui lui semblait contredire la situation générale. Il n'est procédé à des investissements à l'heure actuelle que dans la mesure où il s'agit d'entretenir les installations existantes ou de moderniser l'appareillage, ce qu'exigent déjà la sécurité et l'efficacité du travail de nos collaborateurs. La question posée par M. Gerlach, et c'est la raison pour laquelle il faut que j'y revienne, met en lumière le désordre provoqué depuis plusieurs années par l'insuffisance

**Hellwig**

des décisions en matière de programmes. M. Gerlach a parlé d'un centre de recherche dont les différents départements ne sont que partiellement utilisés. Il est exact qu'il y a un centre de recherche où 60 % seulement des installations disponibles sont exploitées, les 40 % restants demeurant inutilisés. Un autre ne dispose pas du personnel nécessaire pour débiter des machines achetées il y a deux ou trois ans.

Voilà la situation. Dans le cas de deux centres de recherche, nous pourrions doubler les commandes de l'industrie si nous pouvions engager le personnel nécessaire. Nous pourrions même, sinon réaliser une excellente affaire grâce à ces commandes, en tout cas en retirer des recettes. Mais dans toutes les décisions relatives aux programmes de ces dernières années, les compléments de personnel nécessaires ont été refusés. Il est inadmissible que l'on fasse dépendre semblable activité des centres de recherche, même là où ils travaillent efficacement, de l'accord unanime au sein du Conseil de ministres. Parfois nous avons l'impression que c'est précisément parce que certains établissements travaillent avec succès que l'unanimité ne se fait pas pour leur donner les possibilités de travail dont ils ont besoin.

En ce qui concerne les contrats de prestation de services et la clause de licenciement avec la gêne qu'elle aurait entraînée en l'espèce, il s'agit, d'après ce que l'on m'a dit, d'une division secondaire qui était très prévoyante et très prudente. Dès que j'en eus connaissance, l'opération fut arrêtée et les commandes furent évidemment acceptées et exécutées.

La pétition des représentants scientifiques des Comités du personnel est parvenue à la Commission ainsi qu'au Conseil. La Commission se félicite que notre représentation du personnel porte également un intérêt actif au domaine scientifique et technique. Nous sommes en liaison constante avec ces collaborateurs, au sein d'un Comité de contact, afin de les tenir au courant, et, dans la mesure du possible, d'exploiter leurs propres suggestions. Cela sera également le cas pour la pétition actuelle.

M. de la Malène a fait état de la nécessité de définir une politique nucléaire avant que de décider de l'utilisation de l'instrument. Cher Monsieur de la Malène, la Commission a, en septembre 1968, présenté un document sur la politique nucléaire de la Communauté dans le présent, dans le passé, dans l'avenir. C'est une injure pour tous nos collaborateurs que depuis treize mois à ce jour les bases de la politique nucléaire de la Communauté n'aient pas été débattues, au lieu de quoi, sous l'influence de certains experts, le Conseil et ses commissions ne cessent de discuter de détails techniques et financiers et d'essayer de réduire les dépenses.

**M. Posthumus.** — (A) Tirez-en les conséquences politiques !

**M. Hellwig, vice-président de la Commission.** — (A) Monsieur Posthumus, je réponds pour le moment à des questions et à des problèmes qui ont été évoqués ici. Pour en tirer les conséquences politiques, je n'ai pas besoin de vos leçons.

(Exclamation de M. Posthumus)

Je voudrais exposer clairement ici ce qui se passe. Étant donné que depuis deux ans la proposition de programme de la Commission n'a plus été examinée par certains experts que sous l'angle des économies à réaliser en vue de préserver le budget destinés à leurs propres recherches atomiques, nous n'aurons bientôt plus de politique commune dans ce secteur. Je crois que la conséquence politique consiste tout d'abord à mettre en lumière ce qui se passe et non à toujours passer cette question sous silence et rechercher les causes de la crise d'Euratom.

Monsieur le Président, en ce qui concerne les décisions récentes d'un État membre et le courage qu'il a eu de les prendre, je voudrais en féliciter expressément les responsables. Ils ont montré clairement qu'Euratom ne s'était pas trompé en élaborant sa politique de recherche, mais que c'était bien plutôt au niveau des États membres que des erreurs fondamentales avaient été commises. Nous nous trouvons dans la situation paradoxale de pouvoir dire, aujourd'hui, que l'orientation de la politique de recherche et son développement actuel, tels que la Commission des Communautés européennes les a vus initialement, se révèlent à présent justifiés. Mais sera-t-on disposé aussi à en tirer les conclusions et à nous accorder, en matière de budgets et de programmes, les conditions indispensables pour que nous puissions poursuivre, même avec des objectifs désormais modifiés, nos travaux dans un esprit communautaire ?

M. de la Malène a parlé de trois axes d'une politique nucléaire. Je serais heureux qu'une délégation qu'il connaît tout particulièrement pût accepter la formulation qu'il a utilisée, car elle correspond dans une large mesure à la base de notre nouveau programme pluriannuel. Malheureusement, ce qui a été présenté jusqu'à présent au Conseil comme résultat des travaux des groupes de travail du Conseil n'a pas été conçu sur la base de ces trois axes.

Je crois pouvoir me dispenser de toute polémique supplémentaire et dire que le moment est vraiment plus favorable qu'il y a un ou deux ans, car l'orientation à moyen et à long termes qu'Euratom a essayé de donner à ses programmes de recherche au cours des deux dernières années s'est trouvée justifiée, et beaucoup de remarques qui nous avaient également été adressées sont devenues sans objet.

Je suis heureux des remarques faites par différents orateurs, car elles nous ont confirmés dans notre volonté de proposer au Conseil de ministres un nouveau programme pluriannuel d'orientation. Je crois



**Hellwig**

que la politique et la recherche industrielles, que nous avons également si fortement mises en relief dans notre projet de programme, sont parfaitement comprises par l'industrie. Ce que nous avons présenté comme possibilités de développement dans notre document 800 a également été compris par l'industrie et par les grands groupes. Autre chose est de savoir si l'évolution qui se dessine par suite de l'autonomie des grandes entreprises industrielles plaît à tout le monde. Mais il est désormais incontestable — et nous ne pouvons que nous féliciter de la chose — que dans ce domaine de nouveaux groupements internationaux sont en cours, qui débordent les frontières dans notre Communauté.

A cet égard, je voudrais également répondre une nouvelle fois par l'affirmative à la question de M. Glinne : la Commission est d'avis que des groupements internationaux européens méritent la préférence dans ce secteur. Nous ne sommes pas adversaires de la coopération, en particulier avec les entreprises américaines. Nous avons — ce qu'Euratom a développé systématiquement au cours des années passées — acheté de la technologie auprès des firmes américaines. Nous avons toutefois pu, grâce à la recherche européenne, y adjoindre une mise au point propre, de sorte qu'à présent le savoir-faire technique qui a été développé chez nous à l'aide de procédés américains intéresse à nouveau les Américains, et que ceux-ci souhaitent, eux aussi, l'échange réciproque des connaissances.

En ce qui concerne la formation de groupes dans le domaine de l'approvisionnement en uranium, et en particulier dans celui des procédés techniques de fabrication d'uranium enrichi, je crois que les critiques de M. Glinne devancent les événements. Il n'a pas encore été conclu de contrat soumis à la consultation en vertu de l'article 103 du traité.

Les négociations entre les intéressés sont apparemment devenues considérablement plus compliquées que l'on ne l'aurait pensé. Mais la Commission a déjà arrêté sa position en transmettant au Conseil de ministres un projet montrant comment il serait possible, par la coopération européenne — c'est-à-dire en partant essentiellement d'Euratom — de concevoir le développement de l'enrichissement européen de l'uranium.

Cette proposition concerne également la construction de prototypes et d'installations industrielles-pilotes ainsi que la construction d'une installation européenne. Nous nous efforçons donc — et ces propositions ont également été transmises au Conseil — de regrouper les différentes tendances qui existent dans la Communauté.

Il m'est impossible de répondre d'une façon définitive à la question de la clef de répartition des contributions financières. C'est l'affaire du Conseil. Mais je pense qu'une solution se dessine qui prend en considération le désir du gouvernement belge de

devoir tenir compte des changements qui se sont produits.

Une remarque encore sur le lien qui existe entre la recherche effectuée par Euratom et la situation politique générale. Je ne puis qu'approuver ce qu'a dit M. Cifarelli : le problème de l'Euratom et son importance doivent être considérés dans le contexte politique général. Il a cité comme exemple le traité de non-prolifération des armes nucléaires. Je ne puis que souscrire à cette argumentation. Le cœur de la Communauté atomique européenne actuelle, qui certes travaille dans de nombreux domaines, est et reste le Centre commun de recherche nucléaire ; car c'est de là que nos collaborateurs et nos experts tirent leur réputation scientifique et technique, notamment dans leurs entretiens avec leurs collègues de l'étranger. Si, faute de nouveau programme pluriannuel, le Centre commun de recherche nucléaire était ramené de son rang, qui est réel, à l'insignifiance, les autres fonctions d'Euratom en souffriraient dans de nombreux domaines, car nous perdriions progressivement notre réputation scientifique et technique.

Cela modifierait complètement le tableau de la politique nucléaire en Europe, et en particulier en Europe occidentale. Or je doute fort qu'une telle évolution soit dans l'intérêt politique de nos États membres — et, en disant cela, je n'en exclus aucun.

M. Posthumus a une fois de plus évoqué la situation actuelle. Permettez-moi de le préciser encore une fois, Monsieur Posthumus : nous ne travaillons pas, à l'heure actuelle, avec des douzièmes provisoires, mais nous avons un programme pour l'année 1969, assorti d'un budget de recherche qui court jusqu'à la fin de l'année. La poursuite du système actuel ne signifierait donc nullement que nous devrions continuer à nous battre avec des douzièmes provisionnels.

**M. Posthumus.** — (A) Mais vous n'avez pas de véritable programme pluriannuel !

**M. Hellwig.** — (A) Justement, c'est là la précision à laquelle j'attache, moi aussi, de l'importance : nous devons abandonner le système du programme annuel renouvelé et parvenir à un véritable programme pluriannuel. C'est là justement une des objections capitales que notre Commission a toujours exprimées à l'encontre de toute idée de compromis, le principe de la stabilité ne pouvant être réalisé que par un nouveau programme pluriannuel.

**M. Posthumus.** — (A) Ce que je demande, Monsieur Hellwig, c'est si vous pouvez maintenir cette situation contraire au traité. C'est là la question que nous posons à la Commission et qui sera débattue à la prochaine réunion du Conseil de ministres. Et alors se pose pour la Commission la grande question de principe : est-elle disposée à accepter encore cette situation contraire au traité — et dans l'affir-

**Posthumus**

mative elle pourra vraisemblablement encore l'accepter pendant dix ans — ou ne l'est-elle plus ? Sur ce point, je n'ai pas encore reçu de réponse précise.

**M. Hellwig.** — (A) Monsieur Posthumus, je ne puis que répéter ce qu'a dit M. Coppé. Je considérerais de mauvais goût — vous m'excuserez de parler un langage très clair — que vous exigiez des membres de la Commission, engagés actuellement dans des négociations difficiles afin d'assurer l'avenir de cette institution et de son personnel, des explications à un moment où l'amélioration des résultats visés pourrait s'en trouver compromise. Je crois, Monsieur Posthumus, que vous devriez avoir au moins ces égards pour la tâche de la Commission.

Enfin, en ce qui concerne la critique que, d'après vos déclarations, vous m'avez semblé adresser à un mauvais compromis, je crois, s'il s'agit de certaine proposition de compromis qui a été évoquée ici à plusieurs reprises, que vous avez plus de possibilités d'en discuter les principes à un autre niveau que n'en a la Commission devant cette Assemblée.

**M. le Président.** — Monsieur Posthumus, étant donné l'heure tardive, je vous prie de ne pas rouvrir le débat.

**M. Posthumus.** — (N) Monsieur le Président, vous n'avez ce soir à vous plaindre de moi sous aucun rapport. Comme je l'ai fait tout au long de la séance de ce soir, je serai bref. Je n'ai que deux observations à présenter.

En premier lieu, je dois excuser M. Oele qui a dû partir en raison d'obligations nationales auxquelles il ne pouvait se soustraire. Je me sens tenu de le dire, faute de quoi on pourrait légitimement s'étonner qu'il ne soit pas à mes côtés. Vous connaissez à présent, et la Commission des Communautés européennes aussi, la raison de son absence. Ce sont des choses qui peuvent arriver exceptionnellement et auxquelles nous ne pouvons rien changer.

Je voudrais ensuite adresser une observation à M. Hellwig. Qu'il n'accepte pas que nous lui fassions des remontrances, c'est son affaire. Je l'écoute volontiers lorsqu'il a des critiques à formuler, mais il ne s'agit pas là de remontrances.

M. Hellwig a déclaré que ce Parlement avait plus de possibilités que la Commission d'influencer le cours des choses. C'est possible.

**M. Hellwig, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Je crois, Monsieur le Président, qu'il est clair maintenant que la Commission luttera, dans cette affaire, avec le plus grand souci et le maximum d'engagement personnel. Il est inutile que je vous promette davantage pour le moment.

(Applaudissements)

**M. Posthumus.** — (N) Moi, personnellement ? Non, Monsieur le Président. En comparaison de MM. Hellwig et Coppé, je ne suis qu'un petit bonhomme, et en fait d'influence personnelle, je reconnais sans difficulté que les grands politiciens de la Commission des Communautés européennes en ont beaucoup plus qu'un petit membre du Parlement européen comme moi.

Ce que le Parlement européen vous dit en ce moment, vous pourriez l'accepter comme un soutien. La situation qui règne au sein du Conseil ne peut absolument pas se prolonger. Voilà tout ce que le Parlement veut dire dans cette résolution, que je prie M. le Président de bien vouloir mettre aux voix.

**M. le Président.** — Je ne suis saisi d'aucune proposition de résolution en conclusion du débat sur la question orale n° 12/69.

Personne ne demande plus la parole ?...

Le débat sur la question orale n° 12/69 est clos.

En conclusion du débat sur la question orale n° 14/69, je suis saisi d'une proposition de résolution de la commission des finances et des budgets. (doc. 161/69)

Conformément à l'article 47, paragraphe 4, du règlement, la commission des finances et des budgets demande le vote immédiat sans renvoi en commission.

Il n'y a pas d'opposition à la demande de vote immédiat ?...

Le vote immédiat est décidé.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur les considérants a) et b), je ne suis saisi d'aucun amendement.

La parole est à M. Posthumus qui a demandé à intervenir.

**M. Posthumus.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais signaler que dans le deuxième considérant de la traduction française on n'a pas employé le mot « investissements », mais « crédits ». Cette traduction est fautive. Ce doit être « investissements ». Le texte néerlandais original parle en effet d'« investeringen ». Investissements et crédits sont choses différentes.

Je vous prie donc de veiller à ce que dans le texte français figure le mot « investissements ».

**M. le Président.** — Je mettrai donc aux voix la version néerlandaise.

La présidence veillera à une harmonisation dans les trois autres langues.

Je mets aux voix les considérants a) et b).

Les considérants a) et b) sont adoptés.

**Président**

Après le considérant b), je suis saisi d'un amendement oral, présenté par M. Springorum, au nom du groupe démocrate-chrétien et qui tend à ajouter un nouveau considérant ainsi libellé :

« c) considérant que le troisième programme pluriannuel de la Commission ne représente qu'un programme minimum pour permettre à l'Euratom d'accomplir les tâches qui lui incombent, ».

Je mets aux voix l'amendement de M. Springorum.

L'amendement est adopté.

Sur les paragraphes 1 et 2, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 1 et 2 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution, compte tenu de la proposition de M. Springorum qui vient d'être adoptée.

L'ensemble de la proposition de résolution est adoptée (\*).

## 12. Directives concernant les tracteurs agricoles

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Jozeau-Marigné, fait au nom de la commission des transports sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à des directives :

- I — Concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la réception des tracteurs agricoles à roues ;
- II — Concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à certains éléments et caractéristiques des tracteurs agricoles à roues (doc. 136/69).

La parole est à M. Jozeau-Marigné qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Jozeau-Marigné, rapporteur (non revu par l'orateur).** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je crois qu'à cette heure la première obligation pour votre rapporteur est d'être bref. Aussi me permettrai-je de schématiser les conclusions de votre commission des transports.

La proposition de la Commission des Communautés européennes traite, dans le même sujet, deux directives, concernant l'une et l'autre le rapprochement des législations des États membres relatives aux tracteurs agricoles à roues : l'une concerne la réception de ces tracteurs, l'autre certains de leurs éléments et caractéristiques.

La commission des transports a eu à en connaître, la commission juridique et la commission de l'agricul-

ture ont été saisies pour avis. Le rapport que j'ai l'honneur de vous présenter a été adopté à l'unanimité par la commission des transports. Je ne reviendrai donc pas du tout sur le texte même du rapport, votre commission des transports, je le répète, étant d'accord avec la Commission.

Elle a cependant été amenée à proposer trois séries de modifications. Je voudrais, en un court propos, en exposer les raisons.

La première modification concerne le régime juridique qui doit intervenir ou demeurer. Le texte qui vous est soumis propose de maintenir un régime « optionnel ». Je précise que ce régime dit optionnel a pour conséquence que les États membres gardent la faculté de maintenir en vigueur leur propre législation parallèlement aux dispositions communautaires. Cela peut sembler quelque peu extraordinaire, mais la Commission justifie cette méthode par le souci de tenir compte des intérêts des entreprises dont le marché se limite à l'espace national. Nous avons pensé qu'il n'était pas de bonne méthode de maintenir indéfiniment ce régime optionnel et que nous devions au contraire tendre à obtenir un régime communautaire. Nous n'avons tout de même pas caché que nous pouvions concevoir le maintien, pendant une période transitoire, de ce régime optionnel. Aussi votre commission a-t-elle souhaité, dans un esprit de compréhension, que, dans un délai de cinq ans, la Commission elle-même propose une nouvelle directive pour que le régime optionnel puisse faire place à une législation communautaire.

La deuxième pensée qui nous a guidés a été notre surprise de ne pas retrouver, dans les propositions de la Commission, les dispositions qui avaient été votées par le Parlement européen concernant le régime de ces comités dont je vous ai entretenus cet après-midi au nom de la commission juridique.

Notre collègue, M. Armengaud, avait en effet, à propos de certains travaux concernant les comités pour l'élimination aux entraves et aux échanges de produits industriels, présenté, au nom de sa commission, des vœux qui ont été adoptés par le Parlement européen. C'est cette procédure que nous aurions été heureux de revoir dans les propositions de la Commission. Cette dernière nous a répondu qu'elle ne pouvait pas prévoir dans sa proposition la mise en application des dispositions retenues par le Parlement européen parce que le Conseil n'avait pas encore fait siennes les dispositions que nous avions proposées. Il ne m'a pas semblé qu'il y ait eu, dans la position de la Commission, une opposition aux mesures suggérées par M. Armengaud et adoptées par votre Parlement. Mais elle a pensé qu'il ne lui était pas possible de prendre une position définitive avant que le Conseil eût statué. Il est normal, en revanche, que le Parlement européen ne se déjuge pas, lui, en ne maintenant pas la procédure qui avait été retenue lors de ces dispositions antérieures. Ainsi s'explique la modification proposée au texte de l'article 11.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 29.

**Jozeau-Marigné**

Nous y demandons justement que le Comité émette son avis sur ces mesures, compte tenu, entre autres, de leur aspect social. Nous avons ajouté à l'avant-dernier alinéa de l'article 11 le texte suivant :

« Lorsqu'une directive a été votée par le Parlement, les modifications qui dépasseraient le caractère de mesures d'application devraient être soumises par la Commission au Parlement avant d'être transmises au Conseil. » En d'autres mots, par cette procédure nous demandons une fois de plus que toutes les grandes options soient détenues par nous et n'échappent pas à notre contrôle.

La troisième observation concerne la vitesse retenue pour caractériser le tracteur. Dans le texte proposé par la Commission, on a retenu la vitesse maximale de 25 km/h. Or, si elle est retenue dans certains pays, cette vitesse ne l'est pas dans tous, et notamment pas en France, où la vitesse maximale est de 27 km/h ; le problème est toutefois encore plus sensible pour nos amis italiens, chez qui la vitesse des tracteurs peut être de 35 km/h. Cette question est plus importante qu'il ne paraît à première vue, car si nous considérons de manière définitive que toute la législation relative aux tracteurs ne peut s'appliquer qu'aux tracteurs ne dépassant pas 25 km/h, il en résulterait inéluctablement que les tracteurs d'une vitesse supérieure — par exemple, de 25 à 40 km/h — tomberaient sous l'application des dispositions relatives aux autres véhicules à moteur.

Aussi, dans une troisième série de modifications, nous avons demandé que la Commission puisse présenter une deuxième directive s'appliquant aux tracteurs d'une vitesse supérieure à 25 km/h.

Nous aurions peut-être pu envisager quelque chose de plus brutal, mais vous savez que nos rapports, à la commission des transports — et je le dis sous la haute surveillance de notre président — sont toujours empreints d'une parfaite courtoisie avec tous et en particulier avec nos commissaires, afin que nous arrivions à faire œuvre utile le plus rapidement possible.

Voici, expliqué en quelques mots, l'esprit des différentes modifications proposées par votre commission des transports. Je voudrais encore indiquer que la commission juridique n'a fait aucune objection aux observations de notre commission des transports, pas plus que la commission de l'agriculture. Mais, dans un souci de rapidité dans ce débat final et tardif, M. Briot m'a demandé de signaler en son nom que, devant la commission de l'agriculture, il avait demandé qu'une distinction fût faite en ce qui concerne les remorques. Il lui semblait, en effet, anormal que les mêmes dispositions fussent applicables dans tous les pays. Il estime quant à lui que les dimensions des véhicules sont avant tout fonction du lieu où ils sont utilisés.

Je terminerai en ajoutant un mot plus politique et moins technique. Il a paru à la commission des trans-

ports que ces directives doivent avoir à se traduire dans les faits le plus rapidement possible. Vous savez combien, en matière de transports, nous avons eu des retards ennuyeux et regrettables. Notre commission a unanimement estimé que nous devons, dans la mesure du possible, intervenir auprès de nos gouvernements respectifs pour qu'il n'y ait plus aucun prétexte de retard.

C'est ce vœu que je veux exprimer *in fine*, afin que soit résolue le plus vite possible cette question, qui, si elle peut sembler mineure au regard des problèmes importants que nous avons discutés, est néanmoins sérieuse en raison du grand nombre d'usagers qui peuvent se trouver touchés par l'application de ces directives.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Posthumus.

**M. Posthumus, président de la commission des transports.** — (N) Monsieur le Président, en ma qualité de président de la commission des transports, je voudrais présenter, très brièvement, une observation.

Si un membre de la commission des transports aussi éminent que M. Jozeau-Marigné patiente jusqu'à dix heures du soir dans cette salle avant de pouvoir présenter son excellent rapport, comprenez, Monsieur le Président, que jusqu'au bout son président de commission se solidarise avec lui. Comme président de la commission des transports, je dois dire que par son excellent rapport et la présentation presque aussi excellente qu'il en a faite ici en sept minutes, M. Jozeau-Marigné m'a coupé l'herbe sous le pied.

C'est pourquoi je ne peux que recommander au Parlement d'adopter cet excellent rapport, qui se situe à l'intersection des transports et de l'agriculture et contient plusieurs propositions très particulières de modification des projets de directives de l'exécutif.

**M. le Président.** — La parole est à M. Colonna di Paliano.

**M. Colonna di Paliano, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je crains d'être dans la même situation que le président de la commission des transports, puisque dans l'excellente introduction qu'il a faite, le rapporteur a épuisé pratiquement le sujet. Je vais cependant parcourir rapidement les divers points de la proposition de résolution, en y ajoutant de très brefs commentaires.

Je me félicite, avec le rapporteur et avec la commission des transports, du premier point de la proposition de résolution. Je trouve un autre motif de satisfaction dans la déclaration que fait le rapporteur à la fin de son introduction. Il serait hautement souhaitable, non seulement dans cette question, Monsieur le Président, mais aussi pour les problèmes com-

**Colonna di Paliano**

plexes et urgents que l'on range sous le nom de la suppression des obstacles techniques aux échanges, que les membres de cette Haute Assemblée, dans la mesure, bien sûr, où ils sont d'accord avec les mesures d'harmonisation proposées par la Commission au Conseil, acceptent, chacun dans leur Parlement national ou auprès de leur gouvernement, de faire diligence pour que les retards dont la Commission ne peut déceler l'origine, ne se reproduisent plus. Ceci, afin que ce programme soit réalisé dans les délais prévus et que l'union douanière prenne tout son contenu.

Sur le second point, Monsieur le Président, à savoir celui qui concerne la solution que la Commission a retenue pour le sujet à l'examen, je me contenterai de faire deux ou trois brèves remarques. Pourquoi la Commission a-t-elle proposé cette solution ? Afin de dissiper toute équivoque, je déclare d'abord qu'on n'offre pas au producteur ou fabricant le choix entre l'assujettissement à des règles et l'absence de toute règle, entendue comme garantie de la sécurité de la circulation routière. L'alternative, c'est la réglementation communautaire ou la réglementation nationale. Cette dernière, ainsi que le rapporteur l'a justement rappelé, tient compte, en l'espèce, de la situation particulière d'un nombre limité de producteurs marginaux de produits qui sont destinées essentiellement au marché local. Imposer à ces producteurs de s'adapter à des dispositions communautaires qui changeraient leurs méthodes de fabrication, c'est exiger de leur part de lourds sacrifices financiers, et le Parlement voudra bien reconnaître, je pense, que notre Commission doit tenir compte de ce problème complexe que posent les petites et les moyennes entreprises.

Ceci dit, nous estimons que l'attrait que représentera au bout du compte une plus grande facilité d'accès au marché communautaire, facilité garantie par l'acceptation de la réglementation communautaire, amènera tout naturellement les intéressés à opter pour elle plutôt que pour les réglementations nationales. J'ajouterai que la Commission a le devoir de suivre les résultats de l'application de cette directive — si elle est approuvée par le Conseil — et qu'elle pourra à tout moment étendre l'harmonisation aux aspects et éléments qui ne sont pas encore pris en considération aujourd'hui. Tout ceci peut se faire avant le délai de cinq ans proposé dans la résolution.

S'agit-il du troisième point, je dirai au rapporteur et au Parlement que la Commission accueille volontiers la suggestion de la commission des transports et qu'elle prévoira donc une directive spéciale pour les tracteurs dont la vitesse horaire dépasse 25 kilomètres. Ceci, afin d'éviter toute confusion entre ce type de véhicule et les autres véhicules à moteur.

Ce point intéresse surtout les méthodes de travail et la procédure du comité pour l'élimination des entraves techniques aux échanges. En ce qui concerne la consultation des milieux professionnels par le comité, je voudrais souligner le fait que la coopération

entre la Commission et les milieux professionnels dans le domaine de la suppression des entraves techniques, a été réalisée de longue date et donne à la Commission entière satisfaction et que les milieux intéressés peuvent en dire autant, je crois. D'autre part, je reconnais qu'il est souhaitable à terme de donner à cette coopération une structure plus institutionnalisée. Je préférerais néanmoins, étant donné la complexité de la situation — puisqu'il existe un Comité économique et social, il existe diverses questions à considérer — ne pas prendre d'engagement précis à cet égard, mais entendre les vœux de la commission des transports en tant qu'objectif à atteindre.

Au sujet de la procédure de vote du Comité, le Parlement a déjà entendu aujourd'hui la déclaration du président de la Commission lors de la discussion qui a eu lieu sur les questions orales n° 5 et 6. Je ferai pour ma part deux remarques. La première, c'est que, conformément à l'engagement pris naguère par le président Rey en matière d'harmonisation des législations douanières, nous avons obtenu du Conseil que dans la délégation de pouvoirs du Conseil on n'aille pas en deça de la formule que j'appellerai « formule du comité pour l'origine ». En effet, les cinq comités douaniers s'inspirent tous de la même formule. Nous avons voulu également la proposer pour le Comité chargé de l'élimination des entraves techniques. Nous savons qu'au cours de la discussion de ce jour, ces comités ont été définis comme comités de réglementation et non de gestion. Le jour où il sera possible d'aller plus loin, je crois pouvoir l'affirmer, la Commission ne sera certes pas la première à vouloir que la délégation de pouvoirs du Conseil en sa faveur soit plus limitée que celle que souhaite le Parlement.

Bien entendu, le principe dont s'est inspirée la Commission, quand elle a proposé ce type de consultation dans le cadre des comités, est que, chaque fois qu'on examine des problèmes de fond, qui mettent en cause les fondements mêmes des directives, aucune décision ne saurait être prise sans nouvelle consultation préalable du Parlement.

Je ferai enfin une remarque relative au programme général, puisque nous examinons deux projets de directive qui font parties intégrantes de celui-ci. Le programme général poursuit un objectif précis qui n'est autre que celui de la suppression des entraves techniques aux échanges intracommunautaires. L'exécutif attache une grande importance à cet objectif, parce qu'il veut éviter que, sous le couvert d'intérêts publics, véritables ou présumés, en ressurgisse le protectionnisme dans les rapports commerciaux entre les États membres. Que ce motif soit d'une importance capitale, cela n'exclut pas pour autant qu'en harmonisant les dispositions qui se réfèrent à des moyens de transport, on travaille parallèlement à assurer une plus grande sécurité des transports dans la Communauté.

Le rapport à l'examen expose ce point de vue — il me fallait le souligner —, ce qui démontre qu'en ce do-

**Colonna di Paliano**

maine, on a poursuivi simultanément des intérêts de deux ordres : d'une part, la totale liberté des échanges entre les pays membres, d'autre part, le souci que les dispositions en matière de sécurité des transports, en s'harmonisant vers le haut, assurent effectivement une sécurité accrue.

Je puis du reste vous déclarer qu'en élaborant ces propositions, je ne manque jamais de m'assurer que de meilleurs rapports de collaboration s'établissent entre les deux directions générales compétentes.

La preuve en est, notamment, que sur deux thèmes proches l'un de l'autre, le rapport de M. Jozeau-Marigné, présenté aujourd'hui, et celui de M. Cousté, présenté lundi, c'est moi qui ai pris la parole aujourd'hui, alors que lundi c'était mon collègue Deniau.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je vous remercie.

Personne ne demande plus la parole.

Je mets la proposition de résolution aux voix.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

**13. Modification de l'ordre du jour**

**M. le Président.** — J'ai été saisi de diverses demandes concernant l'ordre du jour des séances de jeudi et de vendredi.

La commission de l'agriculture a demandé que le rapport de M. Vredeling sur la proposition de règlement relative aux mesures à prendre dans le secteur agricole à la suite de la réévaluation du mark allemand soit inscrit à l'ordre du jour de la séance de demain.

La commission de l'agriculture a demandé également que le rapport de Mauk sur les régimes d'importations des produits transformés à base de fruits et légumes soit retiré de l'ordre du jour de la séance de vendredi.

La commission des affaires sociales et de la santé publique a demandé que le rapport de M. Ricci sur la fabrication et le commerce de jus de fruits ainsi que le rapport de M. Behrendt sur deux règlements concernant les normes sanitaires applicables à certaines viandes soient avancés d'un jour et inscrits à l'ordre du jour de la séance de jeudi.

J'informe enfin l'Assemblée que le président de la commission des finances et des budgets tenant compte de l'heure avancée et du volume de travail effectué aujourd'hui par tous les collègues sans oublier les fonctionnaires et les interprètes, a demandé que la réunion des 4 commissions compétentes pour fixer le taux du prélèvement frappant les entreprises du charbon et de l'acier soit annulée pour ce soir et renvoyée à demain.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

**14. Ordre du jour de la prochaine séance**

**M. le Président.** — Je rappelle donc au Parlement que le programme de travail pour demain jeudi, 2 novembre 1969, a été fixé comme suit :

à 10 h :

— réunion dans l'hémicycle des 4 commissions compétentes pour fixer le taux du prélèvement ;

à 11 h et à 14 h 30 :

— question orale n° 7 avec débat sur l'accord international sur les céréales ;

— exposé de M. von der Groeben sur la politique de la Commission des Communautés dans le domaine du rapprochement des législations ;

— rapport de M. Dittrich sur le rapprochement des législations dans la Communauté ;

— rapport de M. Lautenschlager sur la protection juridique et l'uniformité juridique dans le domaine de la législation douanière et commerciale ;

— rapport de M. Vredeling sur les mesures à prendre dans le secteur agricole à la suite de la réévaluation du mark allemand ;

— rapport de M. Bergmann sur le sixième rapport de l'Organe permanent pour la sécurité, la salubrité dans les mines de houille ;

— rapport de M. Jarrot sur la monographie professionnelle dans la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils ;

— rapport de M. Ricci sur la fabrication et le commerce des jus de fruits ;

— rapport de M. Behrendt concernant les normes sanitaires applicables à certaines viandes.

Je vaudrais attirer l'attention de l'Assemblée sur le fait que ce programme de travail pourrait nous obliger à prévoir une séance de nuit à moins que nous ne décidions, comme nous l'avons fait aujourd'hui, de prolonger nos travaux jusqu'à une heure avancée de la soirée.

Je voudrais souligner également que l'inscription à l'ordre du jour de la séance de demain, du rapport de M. Vredeling, sur les mesures à prendre dans le secteur agricole à la suite de la réévaluation du mark allemand va obliger notre service de la traduction à travailler toute la nuit. Je suis certain que l'Assemblée voudra en remercier ces fonctionnaires.

La séance est levée.

(La séance est levée à 22 heures 30).

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 29.

## SÉANCE DU JEUDI 27 NOVEMBRE 1969

## Sommaire

1. Adoption du procès-verbal .....	140	MM. Boertien, au nom du groupe démocrate-chrétien ; von der Groeben, membre de la Commission des Communautés européennes .....	162
2. Dépôt de documents .....	140	Examen de la proposition de résolution : Adoption du préambule et des paragraphes 1 à 8 .....	163
3. Question orale n° 7/69 avec débat : Fonctionnement de l'accord international sur les céréales :		Amendement n° 1 au paragraphe 9 : M. Vredeling, au nom du groupe socialiste Adoption de l'amendement n° 1 .....	163
MM. Westerterp, au nom de la commission des relations économiques extérieures ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling, au nom du groupe socialiste ; Briot, au nom du groupe de l'U.D.E. ; Mansholt, Westerterp, au nom du groupe démocrate chrétien .....	141	Adoption du paragraphe 9 modifié ....	163
Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de vote immédiat .....	146	Adoption du paragraphe 10 .....	163
Adoption de la proposition de résolution .....	146	Adoption de la proposition de résolution .....	163
4. Modification de l'ordre du jour :		8. Règlement relatif aux conséquences dans le secteur agricole de la réévaluation du deutsche Mark. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
M. Dittrich .....	147	M. Vredeling, rapporteur .....	163
5. Rapprochement des législations dans la Communauté. — Discussion d'un rapport de M. Dittrich, fait au nom de la commission juridique :		MM. Briot, au nom du groupe de l'U.D.E. ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Westerterp, Mansholt, Vredeling, Westerterp, Barre, membre de la Commission des Communautés européennes ; Richarts, Kriedemann, Vredeling, Mauk, Richarts, Westerterp, Baas, Cipolla .....	165
M. Dittrich, rapporteur .....	147	Adoption de la proposition de résolution .....	174
M. von der Groeben, membre de la Commission des Communautés européennes .....	148	9. Activité de l'Organe permanent pour la sécurité dans les mines de houille. — Discussion d'un rapport de M. Bergmann, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :	
6. Rapprochement des législations dans la Communauté (suite) :		M. Bergmann, rapporteur .....	174
MM. Deringer, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Dehousse, au nom du groupe socialiste ; Romeo, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; von der Groeben .....	156	MM. Santero, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Ramaekers, au nom du groupe socialiste ; Bousch, au nom de l'U.D.E. ; Springorum, Readts, Levi Sandri, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	176
Renvoi du rapport en commission .....	160	Adoption de la proposition de résolution .....	185
7. Protection et uniformité juridiques dans le domaine de la législation douanière et commerciale. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Lautenschlager, fait au nom de la commission juridique :			
M. Lautenschlager, rapporteur .....	160		

10. *Recommandation concernant la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Jarrot, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :*  
*M. Liogier, rapporteur suppléant* ..... 185  
*MM. Müller, au nom du groupe démocrate-chrétien ; M<sup>lle</sup> Lulling, au nom du groupe socialiste ; M. Levi Sandri, vice-président de la Commission des Communautés européennes* ..... 187  
*Adoption de la proposition de résolution* 190
11. *Règlement concernant les jus de fruits et produits similaires. — Discussion d'un rapport de M. Ricci, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :*  
*M. Ricci, rapporteur* ..... 190  
*MM. Liogier, Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Ricci* ..... 191
- Examen de la proposition de règlement :*  
*Adoption du préambule et des considérants* 193  
*Amendement n° 1 à l'article n° 1, MM. Boersma, Kriedemann, Müller, président de la commission des affaires sociales et de la santé publique ; Vredeling, Boersma Ricci, Richarts, Mauk, M<sup>lle</sup> Lulling, MM. Merchiers, Ricci, Boersma, Vredeling, Behrendt, Müller* ..... 193  
*Renvoi du rapport en commission* ..... 197
12. *Règlements concernant le transport en transit des viandes fraîches et des animaux des espèces bovine et porcine. — Discussion d'un rapport de M. Behrendt, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :*  
*M. Behrendt, rapporteur* ..... 197  
*M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes* .. 198  
*Adoption de la proposition de résolution* 198
13. *Ordre du jour de la prochaine séance* .. 198

## PRÉSIDENCE DE M. ROSSI

*Vice-président*

(La séance est ouverte à 11 h 25)

**M. le Président.** — La séance est ouverte.

1. *Adoption du procès-verbal*

**M. le Président.** — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

2. *Dépôt de documents*

**M. le Président.** — J'ai reçu les documents suivants :

- a) du Conseil des Communautés européennes une demande de consultation sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant prorogation pour l'année 1969 du délai prévu par l'arti-

cle 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/CEE relatif aux conditions du concours du F.E.O.G.A. (doc. 163/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- b) de la Commission et du Conseil des Communautés européennes une demande de consultation sur la communication de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur l'équilibre des marchés agricoles (doc. 169/69) ;

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets ;

- c) des commissions parlementaires, les rapports suivants :

— un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant prorogation pour l'année 1969 du délai prévu par l'article 20, paragraphe 1, du règlement n° 17/64/CEE relatif aux conditions du concours du FEOGA (doc. 164/69) ;



**Président**

- un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif aux mesures à prendre dans le secteur agricole à la suite de la réévaluation du DM (doc. 165/69) ;
- un rapport de M. Mauk, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 865/68 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes en ce qui concerne le calcul du prélèvement au titre des sucres divers d'addition (doc. 166/69) ;
- un rapport de M. Klinker, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (doc. 167/69) ;
- un rapport de M. Dröscher, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement reportant la date d'extension du champ d'application des certificats d'importation, d'exportation ou de préfixation à toute la Communauté (doc. 168/69).

**3. Question orale n° 7/69 avec débat :**  
*Fonctionnement de l'accord international  
sur les céréales*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la question orale n° 7 avec débat, que la commission des relations économiques extérieures a adressée à la Commission des Communautés européennes.

J'en rappelle la teneur :

« Quelles sont les conséquences, sur le fonctionnement de l'accord international de 1967 sur les céréales, de la baisse des prix de vente appliquée récemment par certains grands pays exportateurs ? »

Conformément à l'article 47, paragraphe 3, du règlement, l'auteur de la question dispose de 20 minutes au maximum pour la développer ; lorsque l'institution intéressée aura répondu à la question, chaque orateur inscrit pourra parler pendant 10 minutes.

La parole est à M. Westerterp, au nom de la commission des relations économiques extérieures.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, la commission des relations économiques extérieures attache un grand prix à ce que l'exécutif traite maintenant la question orale inscrite à l'ordre du jour. Je tiens à le souligner dès l'abord, car je comprends qu'il peut être difficile à l'exécutif de répondre publiquement à la question posée. En effet, si je suis bien informé, les difficultés de fonctionnement de l'accord international sur le blé ne sont pas encore complètement résolues, et la C.E.E. se trouve, en tant que l'un des grands exportateurs de céréales, en pleine phase de négociations. Au nom de la commission parlementaire, je comprendrai donc que, dans sa réponse, le représentant de l'exécutif ne puisse pas encore donner certaines informations ou être aussi complet qu'il serait souhaitable dans d'autres circonstances.

Je ferai encore une observation pour préciser la question orale posée à la Commission. Vous vous rappelez que l'accord international sur les céréales a été conclu en 1967 à la suite de la négociation Kennedy, en même temps que l'accord sur l'aide alimentaire. L'une des caractéristiques de l'accord international sur les céréales était la fixation d'un prix minimum qui serait pris en considération par les grands exportateurs de céréales, à savoir le Canada, les États-Unis d'Amérique, l'Australie, l'Argentine et la Communauté économique européenne. Seulement nous avons constaté, peu de temps après l'entrée en vigueur de cet accord, la menace d'une sorte de guerre internationale du blé. Je laisse de côté la question des responsabilités, car il est peut-être préférable, pour résoudre le problème, de ne pas trop se pencher sur le passé, même très récent. Cependant, nous avons vu que certains pays ne pensaient pas pouvoir respecter le prix minimum et procédaient à des rabais, ce qui avait naturellement pour résultat que d'autres pays, et en particulier la C.E.E., n'estimaient pas davantage pouvoir s'en tenir au prix minimum.

Monsieur le Président, je crois que la question posée à la Commission européenne est claire, à savoir : quelles sont les conséquences, sur le fonctionnement de l'accord international sur les céréales, des difficultés survenues ? Il me semble qu'au cours de la campagne 1968-1969, pour laquelle il faut compter, si je ne me trompe, sur une production de 65 millions de tonnes de blé, certaines difficultés d'écoulement sont apparues. Je me bornerai, au nom de la commission des relations économiques extérieures, à cette brève introduction, car c'est à l'exécutif qu'il appartient naturellement de répondre à la question posée.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je réponds volontiers à la question orale po-

**Mansholt**

sée par M. Westerterp au nom de la commission des relations économiques extérieures. Comme vous le comprenez, je devrai m'abstenir de donner des informations qui, en raison de l'état actuel des négociations, ne peuvent encore être rendues publiques, bien que je puisse dire que ce qui doit être tenu réellement secret pour des considérations de politique commerciale est beaucoup moins important qu'on ne le suppose en général. Je pense donc pouvoir dire en toute franchise comment, en réalité, la situation se présente à l'heure actuelle.

J'indiquerai tout d'abord que cet accord sur les céréales est conclu dans une période où l'équilibre entre la production et la demande est relativement bon, ce qui apparaît d'ailleurs à travers l'accord.

Cet accord est plutôt simple. Il l'est en premier lieu parce qu'il ne concerne pas toutes les céréales, mais seulement le blé, et cela crée, comme il va de soi, des difficultés dès qu'apparaissent des excédents de blé. En second lieu, il est assez simple, car il s'agit seulement d'un accord sur les prix, qui ne comporte pas de nombreuses dispositions annexes. Tout cela a été possible, car nous sommes dans une période d'équilibre entre l'offre et la demande, où l'on peut compter que les pays exportateurs ou importateurs respecteront ces prix. Cependant, dès que la production augmente plus vite que la demande, comme ce fut le cas les deux dernières années par suite de l'abondance des récoltes et de la contraction de la demande, même dans les pays importateurs, du fait de leur meilleur approvisionnement, et dès que des excédents importants apparaissent, il devient impossible de respecter en pratique un accord aussi simple tendant à maintenir un cours déterminé sur le marché mondial.

Les faits sont plus forts que la théorie, et nous avons vu au milieu de 1969, aux environs de juin-juillet, éclater ce que nous pourrions appeler une guerre des prix entre les grands exportateurs. Je n'ai nulle envie d'examiner qui est coupable. Nous les sommes tous, tous les exportateurs, y compris la C.E.E.

Depuis lors, les efforts n'ont pas manqué pour réparer les dommages et éviter un véritable conflit. De nombreuses consultations ont eu lieu au niveau des experts. Personnellement, j'en ai délibéré deux fois avec mon collègue américain M. Harding, notamment la semaine dernière à Washington. Nous avons conclu que tout doit être fait pour s'efforcer de limiter autant que possible le dommage causé.

Une intéressante réunion d'experts des pays exportateurs s'est tenue il y a quelques semaines à Buenos-Aires. A cette réunion, il est apparu possible de procéder à une certaine augmentation des prix, afin de leur assurer une plus grande stabilité. C'est ce qu'ont montré d'ailleurs les cours depuis cette réunion. On peut s'attendre dans un proche avenir à une hausse des prix des pays exportateurs. Dès lors, un certain

rétablissement du niveau de prix dans le sens du prix minimum paraît possible.

Nous constatons aussi en ce moment une hausse des prix. Je vous citerai quelques prix c.a.f. Anvers-Rotterdam.

J'ai comparé le dernier rapport, donnant les chiffres du 3 novembre, avec ceux du 24 octobre. En une semaine environ, les prix ont augmenté de 1,85 \$ par tonne pour le *soft red winter*, de 0,70 \$ pour le *hard winter* ordinaire et de 1,25 \$ pour le *Manitoba II* (Canada). Naturellement, notre Communauté a réagi aussitôt en diminuant les restitutions. Cela se traduit donc par une hausse des prix de l'offre de la Communauté sur le marché mondial. Je peux vous dire que nous avons diminué de 2 \$ par tonne les restitutions relatives à certaines destinations. De plus, nous avons décidé que les exportateurs ne bénéficieraient plus des augmentations mensuelles de prix.

Ce qui signifie donc que nous contribuons à la hausse des prix. Malgré la stabilité accrue du marché, nous n'avons cependant pas atteint le niveau de prix convenu dans l'accord.

En ce moment, la situation est la suivante. Les prix canadiens se situent pour le *Manitoba I* à 13 cents par boisseau au-dessous du prix fixé, les prix argentins à 22 cents par boisseau pour les destinations européennes, les prix australiens à 6 et 12 cents pour toutes les destinations, à l'exception de la qualité *prima hard*, dont le prix est de 4,1 cents par boisseau au-dessous du niveau fixé. Les États-Unis pratiquent à l'heure actuelle des prix de moins 25 à 31 cents par boisseau pour les destinations européennes et de moins 18 cents par boisseau pour les destinations situées dans l'Océan Pacifique.

En ce qui concerne la Communauté européenne, je relève que nos prix se situent à environ 18 cents au-dessous du prix fixé, par boisseau, pour les destinations spéciales comme la Norvège, la République arabe unie et la Pologne.

Nos restitutions sont encore inférieures aux prélèvements. Elles se situent environ entre 41 \$ et 53,5 \$ la tonne. Autrement dit, nos restitutions n'ont pas encore dépassé les prélèvements. Telle est aujourd'hui la situation. Nous espérons pouvoir la maintenir, du moins provisoirement. Certains signes indiquent que nous devons craindre une nouvelle baisse de prix. Quoi qu'il en soit, nous ferons tout pour contribuer au rétablissement du niveau des prix.

Cela n'empêche pas la Communauté européenne d'estimer — comme elle l'a déjà montré lors des négociations du Kennedy round, car nous doutions déjà que l'accord sur les céréales pût permettre de surmonter les difficultés lorsque l'équilibre entre l'offre et la demande serait rompu — qu'il sera nécessaire à l'avenir d'insister pour qu'un meilleur ac-

**Mansholt**

cord soit réalisé. Les premiers échanges de vues au niveau des experts ont justement lieu aujourd'hui à Londres. Lors de ces entretiens, nous insisterons pour étendre l'accord sur le blé de façon à en faire un véritable accord sur les céréales car si l'on néglige, sur un marché saturé, une grande partie des céréales qui peuvent remplacer le blé et qu'on les laisse libres, on se heurte fatalement à des difficultés. Il convient d'examiner aussi si une politique internationale de stockage, qui maintiendrait des réserves déterminées, ne pourrait pas contribuer à une stabilité accrue en cas de difficultés dues à une mauvaise campagne.

Mais ce sont là des problèmes qui n'ont rien à voir avec l'accord actuel sur les céréales. Il est possible de les examiner lors des entretiens préparatoires aux négociations qui auront lieu en 1970 sur le renouvellement de l'accord qui expire au milieu de 1970.

Monsieur le Président, telles sont les réponses que je puis, pour le moment, donner à la question de M. Westerterp.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je remercie M. Mansholt.

La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, les raisons de poser cette question orale sont en quelque sorte dépassées, car les difficultés actuelles sont plus ou moins résolues par le cours des choses, ce qui ressort d'ailleurs des informations positives données sur ce point par M. Mansholt.

J'espère que les entretiens de Londres conduiront effectivement à l'objectif que se fixe la Communauté européenne, c'est-à-dire un accord général sur les céréales.

Je voudrais poser toutefois une question à la Commission européenne.

Et je me borne ici à la proposition de résolution. Au paragraphe 2, la commission des relations économiques extérieures propose au Parlement européen de rejeter comme solution à ces difficultés tout système tendant à un partage, tant provisoire que définitif, du marché mondial.

Je n'hésite pas à déclarer que nous rejetons un partage définitif du marché mondial comme solution des difficultés dans le secteur du blé ou dans d'autres secteurs de la production agricole. Néanmoins, j'ai quelques objections contre le rejet d'un partage provisoire du marché mondial.

Nous devrions, pour contribuer à régler la situation confuse qui règne sur le marché du blé, nous engager en tant que Communauté à ne pas faire d'offres inférieures à celles des autres pays producteurs de céréales, de fortes subventions à l'exportation et de remboursements des frais de transport, dans les ré-

gions qui se prêtent mieux à l'approvisionnement par des pays producteurs géographiquement plus proches des pays consommateurs — je pense par exemple à l'Extrême-Orient. On peut imaginer que des conventions soient conclues à ce sujet dans un accord international.

Je vais éclairer mon point de vue d'un autre exemple qui pourrait devenir d'actualité. Je veux parler du beurre pour lequel il est également question d'un accord international. J'anticipe ici sur des négociations possibles avec l'Angleterre. Les négociations précédentes ont déjà montré qu'un problème du beurre néo-zélandais se pose dans ce contexte. Je puis imaginer que lors de négociations à ce sujet on en vienne à conclure des accords qui permettraient de trouver une solution sûre au problème de la vente du beurre néo-zélandais sur le marché britannique en reconnaissant que les Néo-Zélandais obtiennent, pour leurs ventes sur le marché philippin, japonais et sur le marché asiatique en général, plus de garanties qu'ils n'en ont actuellement, parce que leurs débouchés sur le marché britannique diminueraient peu à peu. Je conçois fort bien que, dans ce cas par exemple, soient conclues des ententes temporaires, par lesquelles la Communauté s'engagerait à ne pas rendre la situation en Asie si difficile pour les Néo-Zélandais qu'ils ne puissent s'y ouvrir des débouchés. Un accord international, conçu en ce sens, doit être possible. C'est pourquoi je demande à M. Mansholt s'il ne voit pas dans cette perspective d'un accord temporaire sur les débouchés mondiaux une solution provisoire qui permette de sortir à un moment donné de certaines difficultés, si, par ailleurs, la Communauté ou les Américains font certaines promesses. En somme, il s'agirait d'un accord dans lequel un partage déterminé du marché mondial serait acceptable pour toutes les parties, comme représentant la solution qui s'impose pour résoudre les difficultés.

Je pose cette question, car on dit que nous rejetons un partage provisoire du marché mondial comme méthode d'approche, comme règlement du problème. J'estime que nous devons laisser ouverte cette possibilité. Je le dis en outre parce que le paragraphe 3 de la résolution déclare : « n'exclut cependant pas que, pour résoudre... ». Ce « cependant » est une restriction à la déclaration inconditionnelle du paragraphe 2. J'entends bien que le paragraphe 3 ne vise pas un partage du marché mondial, mais il y est question de mesures temporaires destinées à corriger les prix minima fixés. Je ne développerai pas ce point, mais je décèle dans ce paragraphe la tendance à revenir quelque peu sur la déclaration absolue qui est faite au paragraphe 2. Je me féliciterais de connaître l'avis de l'exécutif sur ce point.

**M. le Président.** — La parole est à M. Briot, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

**M. Briot.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, se pencher sur un tel problème c'est soulever une question d'importance. Bien sûr, on peut prendre des précautions et dire, avec M. Westerterp, que la négociation n'est pas encore terminée et qu'il vaut mieux ne pas se pencher sur un passé récent. Je me permettrai d'ajouter qu'il vaut mieux ne pas non plus se pencher sur un passé ancien. En effet, chacun sait que le premier accord est intervenu en 1949, c'est-à-dire il y a vingt ans, et que depuis lors nous avons assisté à la conclusion d'une longue série de conventions qui n'ont pas souvent été respectées. La plupart du temps, ceux qui en avaient pris l'initiative ont été les premiers à les transgresser. Les gardes-chasse sont devenus les braconniers. On constate d'ailleurs qu'au cours des années ce furent toujours les mêmes qui ne se sont pas tenus aux accords.

Dès lors, quand on vient nous dire qu'il faudrait inventer, comme dit notre collègue Vredeling, une espèce de Yalta du blé, vous me permettrez de me montrer très prudent.

Le nombre d'accords intervenus est impressionnant. Il y en eut en 1949 et en 1962 ; en 1964, à Genève, le Kennedy round s'est occupé du problème ; il y eut des négociations le 30 juin et le 18 août 1967, les 17, 18 et 21 juillet, ainsi que les 2, 3 et 4 octobre 1969. Il y eut donc une suite fort longue de négociations mais qui n'a jamais abouti à rien.

Je ne pense pas que ce soit dans un partage mondial qu'il faut chercher la solution. Je voudrais d'ailleurs vous mettre en garde contre certains rapports, qu'ils soient communautaires ou qu'ils soient nationaux, où il est dit qu'il faut limiter la production des céréales. S'il faut vraiment limiter cette production, il faut commencer par le faire sur le plan international, car si nous gelons, comme on nous dit de le faire, la production communautaire et qu'on la dégèle ailleurs, on n'arrivera jamais à rien, sinon à un transfert de richesse de productions. Je ne suis pas d'accord quand on nous dit qu'il ne faut pas aller en Extrême-Orient, qu'il ne faut pas aller ailleurs. La Communauté doit jouer son rôle et aucun marché ne doit demeurer la chasse gardée de quiconque. Personne n'a rien respecté depuis vingt ans ; il ne faut donc pas espérer que l'on va commencer à le faire aujourd'hui.

La Commission a joué son rôle, car nous avons, nous Européens, des accords commerciaux avec la plupart des États de la planète. Il n'y a pas de raison que d'autres aient un privilège dans le secteur des céréales dans une quelconque partie du monde. Voilà comment je vois le problème.

Nous avons essayé, lors du Kennedy round, de trouver une solution sur le plan communautaire. Mais nous non plus, nous ne nous sommes pas mis d'accord. Je me rappelle les 1 035 000 tonnes qui devaient être réparties. Au sein des commissions nous en avons débattu. Nous avons demandé que ces

céréales soient exportées sous la bannière communautaire ; mais tous les États sans exception sont intervenus en disant : nous voulons des quotas, nous voulons les exporter sous notre propre pavillon. Ce n'était plus la Communauté ! Comment voulez-vous porter un jugement sur d'autres, alors qu'entre nous, nous ne sommes pas parvenus à un accord !

Ce que j'admire le plus chez M. Mansholt, c'est son optimisme. Il dit : nous continuons de négocier. Bien sûr, il vaut mieux négocier que de se disputer. Mais savez-vous à quels moments de l'histoire on a vraiment fait quelque chose ? C'est aux moments de la folie des hommes, c'est au cours de la guerre de Corée, et c'est également en 1965, lorsque la nature nous a privé de ses richesses et que les récoltes furent déficitaires, le mauvais temps ayant exercé son influence sur les récoltes dans certains pays d'Orient et du centre de l'Europe. C'est dire que ce sont les calamités naturelles, ou celles trouvant leur origine dans la volonté des hommes ou dans leur destin, qui nous ont permis de vendre les céréales.

Quelle solution faut-il donc adopter à l'heure actuelle ? On peut continuer à négocier, bien sûr, et dire à tous ceux qui se veulent des inventeurs de systèmes, aussi bien ici qu'à l'autre extrémité de la planète, qu'ils n'ont qu'à diminuer leur production s'ils veulent que nous diminuions la nôtre. Il n'y a pas d'autre solution, il n'y a pas de solution-miracle à ce problème. Et quand j'entends que l'on cloue au pilori la Communauté économique européenne qui a ouvert ses frontières, et ce dans une grande mesure après le Kennedy round, je m'étonne, car ce sont précisément ceux qui nous donnent ce conseil qui ferment les leurs ! C'est un peu curieux. On demande que la C.E.E. s'ouvre aux importations de céréales alors qu'elle ne sait que faire de sa propre production !

C'est pourquoi il faudrait non pas recommencer une négociation comme celle du Kennedy round, mais voir si les pays exportateurs ont la volonté de négocier pour aboutir. Autrement il se créera sur le marché une anarchie qui mettra en cause non seulement les finances de notre Communauté mais aussi celles des autres.

C'est pourquoi, lorsque je lis la proposition de résolution — et je dirai tout de suite que j'en suis parfaitement d'accord —, je constate qu'en définitive, Messieurs, il ne s'agit que de vœux pieux.

En effet, je lis par exemple au paragraphe 4 : « estime qu'un équilibre durable entre l'offre et la demande sur le marché mondial des céréales ne pourra en pratique être réalisé que si les pays exportateurs et les pays importateurs de céréales prennent des engagements adéquats — et le terme est parfait — en matière de politique de production et de commercialisation ».

Cela rejoint ce que j'ai énoncé depuis le début de mon intervention.

**Briot**

Si les vœux pieux n'engagent personne et tranquilisent notre conscience, il ne reste pas moins qu'ils ne nous apportent pas la solution et que nous ne voyons pas poindre le salut à l'horizon. C'est pourquoi, Monsieur Mansholt, vous qui faites des conférences à travers le monde, vous direz à vos interlocuteurs à Buenos-Aires ou ailleurs qu'avant de nous donner des conseils, ils feraient bien d'appliquer chez eux ce qu'ils voudraient que l'on applique chez nous. Dites-leur que si nous sommes — peut-être — d'accord pour geler quelques terres en Europe, il faudrait aussi qu'on en gèle ailleurs, car pourquoi diminuer notre production, alors que d'autres accroîtraient la leur ?

Par conséquent, la première chose à faire, c'est conclure un accord mondial avec la volonté bien arrêtée de le respecter et non pas de s'en servir comme alibi pour entre temps traiter avec d'autres à des tarifs moins élevés. Je ne voudrais accuser personne, mais vous savez quels sont ceux qui ont commencé à jeter la confusion sur le marché. Ce n'est certainement pas la C.E.E. !

Voilà, Messieurs, mes conclusions, et voilà pourquoi mes amis et moi nous voterons la proposition de résolution qui nous est proposée.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, j'aimerais répondre aux questions qui ont été posées et aux remarques qui, à leur suite, ont été formulées.

En premier lieu, je vais parler de la proposition de résolution.

Une question concrète a été posée, et M. Vredeling a fait une remarque concrète. En ce qui concerne les possibilités à court terme de parvenir, réellement, grâce à un nouvel accord, à une meilleure organisation du marché des céréales, je ne suis pas très optimiste. Je le dis également à l'adresse de M. Briot. Mon optimisme est modéré, étant donné la position que les États-Unis, notamment, ont prise actuellement à l'assemblée annuelle de la F.A.O., où M. Foamby a mis en doute la valeur des accords internationaux, en particulier dans le domaine des matières grasses et des huiles.

Sa déclaration avait une portée si générale que nous avons eu l'impression que les États-Unis seront peu enclins à conclure des accords internationaux pour une meilleure organisation du marché mondial. Les États-Unis occupant en ce domaine une position très intéressante, et à vrai dire avec la C.E.E. une position-clé, nous devons nous garder d'un optimisme excessif.

Comme nous l'avons toujours fait dans le passé, gardons les deux pieds sur terre. Il ne peut être question pour nous de modifier purement et simplement notre politique, à moins que cela ne puisse se faire dans le cadre d'accords internationaux, qui n'imposeraient pas seulement des obligations aux exportateurs, mais aussi aux importateurs, obligations qui d'ailleurs n'incomberaient pas unilatéralement à la Communauté, mais aussi bien aux autres exportateurs.

Tel est donc notre point de départ. C'est vous dire que la Commission peut souscrire entièrement au paragraphe 2 de la résolution, où il est dit que le Parlement rejette comme solution à ces difficultés tout système tendant à un partage, tant provisoire que définitif, du marché mondial.

M. Vredeling a demandé si, en ce qui concerne un partage provisoire, il fallait adopter en l'espèce une opinion aussi nette. Je crois qu'il est bon de le dire, comme le fait la résolution, bien qu'en ce domaine, rien ne soit plus durable que le provisoire. Si nous devons nous rallier à un partage provisoire du marché mondial, nous devrions également y accepter un système de contingentement, et je vois là un grand danger. On ne pourrait plus s'en débarrasser.

Je tiens donc à vous dire clairement que nous sommes extrêmement prudents sur ce point et que nous serons très négatifs. Il existe d'autres moyens que nous avons déjà essayés dans le passé, moyens qui, comme M. Briot l'a relevé, n'ont permis d'obtenir aucun succès. Durant les négociations Kennedy, nous avons fait des tentatives que nous pouvons éventuellement renouveler. Il en est reparlé au paragraphe 4 de la résolution, où le Parlement estime qu'un équilibre durable entre l'offre et la demande sur le marché mondial des céréales ne pourra en pratique être réalisé que si les pays exportateurs et les pays importateurs de céréales prennent les engagements nécessaires en matière de politique de production et de commercialisation. C'est également le point de vue de la Commission européenne ; à l'époque, nous l'avons exprimé en tant que Communauté dans le mandat que la Commission avait reçu pour mener les négociations Kennedy. Par là, on avait l'intention, non plus de remédier aux symptômes en prenant des mesures déterminées touchant seulement les échanges commerciaux ou en partageant les marchés, mais de considérer les possibilités d'améliorer l'organisation de production et les échanges en général. Nous devrions, si nous voulons résoudre ce problème, faire plus, pour adapter la production à la demande, que d'analyser la seule demande.

Je laisse de côté la tâche que nous avons à l'égard des pays en voie de développement, en particulier à l'égard de ceux où la nourriture manque de calories, où il y a pénurie de céréales, c'est-à-dire la tâche de les aider grâce aux excédents. Nous sommes d'accord que cette obligation nous est faite et que nous devons y faire honneur, mais ce faisant, nous n'apportons pas encore une solution durable au problème de

**Mansholt**

l'équilibre sur le marché. A cet effet, nous devrions prendre certains engagements relativement à la production.

C'est pourquoi nous avons proposé de maîtriser le marché mondial et de conclure un accord en ce qui concerne le montant total de soutien qui est versé à l'agriculture, non seulement dans les pays exportateurs, mais aussi dans les pays importateurs de céréales. A ce propos, j'appelle instamment votre attention sur le cas de l'Angleterre ; en tout cas le règlement devrait valoir *erga omnes*. Tous les pays devraient y adhérer.

Nous ne devrions pas réduire notre production de céréales uniquement en raison du manque d'équilibre sur le marché des céréales. Peut-être devrions-nous accorder également notre production, tout simplement afin que, pour des raisons de financement dans la Communauté — c'est un tout autre motif —, la production des céréales puisse être adaptée à la demande. C'est là un des problèmes qui se posent pour le moment dans les discussions sur les excédents de notre Communauté, et c'est un problème qui est également soumis au Parlement.

Je résumerai brièvement : nous ne pensons pas que les problèmes peuvent être résolus par un partage définitif ou provisoire du marché mondial. Selon nous, il faut de nouveau s'efforcer d'arrêter des réglementations obligatoires dans le cadre du G.A.T.T., au moyen d'un accord spécial conclu en matière de production et de vente des céréales et, éventuellement, en ce qui concerne d'autres produits agricoles.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Mansholt.

En conclusion du débat, je suis saisi d'une proposition de résolution présentée par la commission des relations économiques extérieures (doc. 162/69).

Conformément à l'article 47, paragraphe 4, du règlement, la commission des relations économiques extérieures demande le vote immédiat sans renvoi en commission.

La parole est à M. Westerterp, sur la demande de vote immédiat.

**M. Westerterp, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, le rapporteur de la commission des relations économiques extérieures peut être maintenant très bref, puisque l'on a exposé le contenu de la résolution au cours de la discussion. Je me suis réjoui que, mise à part une seule réserve sur une partie de la résolution, le Parlement européen, à en juger, du moins, d'après les orateurs qui ont pris la parole, soit d'accord avec cette résolution et que l'exécutif y souscrive, lui aussi, dans les grandes lignes.

Au nom de la commission des relations économiques extérieures, je me félicite qu'il ait été possible d'avoir,

dans des délais aussi courts, un débat décisif sur ce point essentiel. Enfin, je me réjouis du ton peu agressif qui a marqué ce débat. Au cours des mois passés, parfois, nous avons sans doute entendu des jugements plus sévères, tels que : « L'Europe ne peut pas comme un satellite attendre que les Américains aient choisi pour leurs céréales les lieux d'atterrissage les meilleurs ». Nous avons même entendu parler de terrains militaires, ce sont là des déclarations que, pour partie ou moins, nous devrions tout simplement oublier.

Je me contenterai, Monsieur le Président, d'espérer que le Parlement approuvera le projet de résolution, tel qu'il a été présenté par la commission des relations économiques extérieures.

En conclusion, je puis dire que le groupe démocrate-chrétien m'a chargé de vous dire qu'il se rallie au point de vue du rapporteur de la commission des relations économiques extérieures.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, nous voterons nous aussi cette résolution.

Je tiens à revenir un instant sur la réponse donnée par M. Mansholt au sujet du paragraphe 2 de la résolution.

Mes remarques ne visaient pas à suggérer que nous défendrions un système de contingentement sur le marché mondial. Je suis d'accord avec M. Mansholt que nous devons repousser une telle conception.

Mon idée était de parvenir, au moyen d'une solution provisoire, à certains accords internationaux en matière de prix ou à d'autres accords qui, à mon avis, pourraient apporter une solution à certaines difficultés.

Je tenais à dissiper ce malentendu, à savoir que j'aurais plaidé ici pour un système de contingentement, dont, en effet, je suis adversaire.

Nous donnerons donc notre voix à la résolution.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je consulte l'Assemblée sur la demande de vote immédiat de la proposition de résolution.

Le vote immédiat est décidé.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 35.

#### 4. *Modification de l'ordre du jour*

**Le Président.** — La parole est à M. Dittrich.

**M. Dittrich.** — (A) Monsieur le Président, au nom du groupe démocrate-chrétien, je me permets de demander une modification de l'ordre du jour, à savoir l'intervention des points 2 et 3. La raison en est la suivante : sur l'initiative de cette Assemblée, la Commission a été invitée à exposer les problèmes du rapprochement des législations ainsi que son programme. Je fais cette demande en accord avec M. von der Groeben.

**M. le Président.** — En accord avec M. von der Groeben, M. Dittrich a demandé l'intervention des points 2 et 3 de l'ordre du jour.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

Après la présentation du rapport de M. Dittrich, le Parlement entendra l'exposé de M. von der Groeben. Le rapport et l'exposé pourraient ensuite faire l'objet d'une discussion commune, puisqu'ils traitent tous les deux du rapprochement des législations.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

#### 5. *Rapprochement des législations dans la Communauté*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la présentation du rapport de M. Dittrich, fait au nom de la commission juridique, concernant certaines questions fondamentales et de procédure relatives au rapprochement des législations dans la Communauté européenne (doc. 130/69).

Le Parlement entendra ensuite l'exposé de M. von der Groeben sur la politique de la Communauté dans le domaine du rapprochement des législations.

La parole est à M. Dittrich qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Dittrich, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, au nom de la commission juridique, j'ai l'honneur de vous présenter le rapport sur certaines questions fondamentales et de procédure relatives au rapprochement des législations dans la Communauté européenne. L'histoire de ce rapprochement est plutôt pénible. Le Parlement s'est efforcé, depuis longtemps déjà, d'obtenir que l'exécutif lui expose les problèmes du rapprochement des législations dans la Communauté européenne. Ces efforts remontent à 1965. La Commission européenne a fait répondre par M. von der Groeben ce qui suit : « La Commission a d'ailleurs

l'intention de soumettre à cette Haute Assemblée et au Conseil un programme général pour le rapprochement des législations. Partant des objectifs de la Communauté, ce programme analysera les tâches concrètes du rapprochement des législations, des domaines qu'il couvre en l'espèce, la méthode et les instruments de rapprochement à utiliser selon les cas. A cet égard, l'accent devra être mis en particulier sur le caractère dynamique du Marché commun. Le programme examinera en outre les modalités permettant d'intensifier la coopération du Parlement européen, du Comité économique et social, des spécialistes du droit et des divers intéressés ».

Le 7 avril 1967, le président actuel de la commission juridique, M. Deringer, a demandé quel était le sort qui avait été réservé au programme promis par l'exécutif. A cette question, l'exécutif a répondu qu'il était sur le point d'élaborer un programme général pour le rapprochement des législations nationales dont le Marché commun subissait les effets.

Monsieur le Président, arrivés à la fin de la période transitoire, nous ne sommes toujours pas en possession du programme annoncé. C'est pourquoi la commission juridique, sous l'impulsion de son président, M. Deringer, a pris de nouveau l'initiative. C'est ainsi que le rapport que j'ai élaboré et qui vous a été soumis a vu le jour. Il a pour but d'amener de nouveau l'exécutif à s'expliquer devant le Parlement.

Nous estimons tous, Monsieur le Président, qu'il n'est pas bon que l'on nous oblige à nous occuper jusque dans les moindres détails de toute une série de directives et de règlements alors que, jusqu'à aujourd'hui, à la fin de la période de transition, on ne nous a pas donné d'aperçu général sur ce rapprochement des législations.

A mon avis, ainsi que l'avis de la commission juridique, il aurait été du devoir de l'exécutif de nous donner, au départ, un aperçu de ce qui doit être harmonisé et des modalités de cette harmonisation. Nous espérons fermement que l'exécutif nous donnera aujourd'hui une réponse à nos questions.

Dans son rapport, qui ne saurait reprendre dans le détail toutes les considérations juridiques, la commission étudie d'abord la fonction et les objectifs du rapprochement des législations prévu par le traité instituant la C.E.E. Elle examine ensuite dans quelle mesure le traité constitue une base pour ce rapprochement et énumère enfin les critères devant présider à celui-ci.

L'étude de la fonction et des objectifs du rapprochement des législations prévu par le traité instituant la C.E.E. nous incite d'abord à nous interroger sur la portée de ce rapprochement. Il nous est apparu que le rapprochement doit intervenir dans tous les cas où le traité ne contient lui-même au-

**Dittrich**

cune réglementation obligatoire ou ne prévoit la mise en œuvre d'aucune politique commune. A ce titre, les réglementations arrêtées en vue de la mise en œuvre d'une politique commune ne peuvent être considérées comme une mesure de rapprochement des législations. Nous sommes parfaitement conscient dans bon nombre de cas qu'il peut être difficile de tracer la limite entre le rapprochement des législations et les autres formes d'activité législative de la Communauté.

En ce qui concerne les critères de la réalisation du rapprochement des législations, je me permets de vous renvoyer au rapport. Je ne vous cacherai pas que ce rapprochement constituera une entreprise colossale qui s'étendra sur de nombreuses années. A mon avis, et la commission partage cet opinion, la difficulté réside tout d'abord dans la sélection des matières devant faire l'objet du rapprochement. Chaque action devra être étudiée au point de vue de son intérêt et de son urgence. La difficulté, à laquelle l'exécutif s'est manifestement heurté — sinon il nous aurait certainement présenté ce programme plutôt — a été d'apprécier d'une façon précise les limites dans lesquelles le rapprochement des législations devait intervenir.

Nous nous rendons parfaitement compte que tout ce qui, dans la Communauté, est législation n'est pas nécessairement susceptible d'harmonisation. Il existe des domaines où les législations nationales sont déjà largement concordantes. Il va sans dire que dans ces cas-là tout rapprochement est superflu.

En ce moment, nous attendons avec impatience le rapport de l'exécutif.

En soumettant ce rapport, notre intention n'était pas de vous exposer toutes les questions qui, dans ce contexte méritent d'être examinées. Notre propos était uniquement de traiter de certaines questions fondamentales et des procédures relatives au rapprochement des législations dans la Communauté européenne. Le Parlement européen se réservera de revenir sur certains détails lorsque le programme général de rapprochement des législations des États membres lui aura été soumis par l'exécutif. Selon que l'exposé nous aura été présenté par l'exécutif ou par l'un des membres de l'exécutif et selon qu'il nous aura convaincu ou non par la qualité de son contenu et de ses arguments, il nous faudra décider, à la fin de la discussion, s'il y a lieu de renvoyer à la commission juridique la proposition de résolution jointe à mon rapport pour un examen plus approfondi du programme proposé par la Commission. J'ai tenu à vous l'annoncer dès à présent, Monsieur le Président.

Je m'abstiendrai — je l'ai déjà dit au début — d'entrer dans tous les détails des questions juridiques. De l'avis de ce Parlement il est vraiment temps, à la fin de la période transitoire, que ce programme

soit mis au point. Il est extrêmement décevant d'être obligé de discuter au sein de ce Parlement des aspects les plus insignifiants de diverses questions, sans avoir obtenu au préalable, de la part de l'exécutif, des précisions quant à sa conception d'ensemble du problème.

A ce propos, un mot encore. Certaines matières juridiques sont régies par un nombre considérable de textes, alors que, par ailleurs, des directives fort importantes font défaut. Il s'agit manifestement de celles que l'on s'est abstenu de prendre pour la bonne raison que la Communauté n'est pas encore venu à bout des questions qu'elles sont censées régler.

Un exemple me vient à l'esprit : Nous examinons en ce moment, en commission juridique, les directives réglant le domaine pharmaceutique. Il y en a sept, si j'ai bonne mémoire. Or, il est, de nouveau, un aspect important qui échappe à cette législation : celui de la répartition géographique des pharmacies. La Commission nous dit que ce problème sera examiné sous peu et qu'on pourra discuter bientôt. Mais je m'insurge, Mesdames et Messieurs, contre le fait que ce Parlement soit ainsi contraint à du travail à la pièce. L'opinion publique dans les pays de la Communauté attend de nous que nous leur indiquions la direction dans laquelle cette Communauté s'engage et cela d'une manière globale et non pas d'une façon fragmentaire, comme nous avons, malheureusement, été obligés de le faire jusqu'à présent dans différents domaines.

Je me limiterais à ces quelques remarques. Nous écouterons avec beaucoup d'intérêt l'exposé que nous fera l'exécutif ou M. von der Groeben. Mais, je demande dès maintenant qu'à l'issue de cet exposé, si aucun de mes collègues n'entend intervenir, que l'on me donne la parole pour que, au cas où les explications de l'exécutif nous donnent satisfaction, je puisse proposer de renvoyer la résolution à la commission juridique.

**PRÉSIDENCE DE M. MERCHERS***Vice-président*

**Le Président.** — La parole est à M. von der Groeben.

**M. von der Groeben,** *membre de la Commission des Communautés européennes.* — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, l'exécutif est parfaitement d'accord avec l'opinion qu'a émise M. Dittrich en tant que rapporteur de la commission juridique, à savoir que même une information complète sur des mesures de détail et des aspects partiels du rapprochement des législations ne saurait suffire. Nous nous sommes efforcés par une série de programmes spécifiques dans les différents secteurs de tenir compte dans une très large mesure des be-



**von der Groeben**

soins d'information et du droit à l'information du Parlement.

Nous estimons que l'exécutif doit rendre compte au Parlement de sa politique d'ensemble et qu'il a donc le devoir de soumettre au contrôle parlementaire la conception générale qui préside à son action dans le domaine du rapprochement des législations.

Nous félicitons M. Dittrich de son rapport. Il s'agit d'une étude excellente et nous nous rallions aux considérations qui y sont développées.

Je voudrais vous exposer maintenant la conception générale dont jusqu'à présent l'exécutif s'est inspiré dans l'élaboration de ses mesures de rapprochement des législations.

Le traité de Rome et la structure de la Communauté définie par lui, constituent le cadre juridique et institutionnel dans lequel doit s'insérer la politique du rapprochement des législations et qui en fixe les modalités et les limites. Le rapprochement des législations ne peut donc pas constituer pour la Communauté un but en soi. Au contraire, il fait partie des moyens et des instruments qui ont été mis à la disposition des institutions communes pour accomplir les tâches qui leur ont été confiées.

Le rapprochement des législations se voit ainsi imposer une double limite :

La première résulte des objectifs du traité et de leur confrontation avec le degré atteint dans chaque cas par le développement du Marché commun. C'est cet aspect qui confère au rapprochement des législations sa nature politiquement dynamique.

La deuxième limite résulte de la praticabilité de l'instrument que constitue le rapprochement des législations, c'est-à-dire de sa capacité objective — comparée à celle d'autres moyens tels qu'en particulier la décision politique et la mise en place d'un droit communautaire d'application immédiate — de contribuer à la réalisation des objectifs communautaires. De cet aspect découle la nature juridiquement limitative du rapprochement des législations.

Quels sont alors les objectifs du rapprochement des législations ? D'après ce que je viens de dire, il est évident qu'ils nous sont donnés par le traité qui déclare : « La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un Marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit ».

Le but de l'harmonisation des législations est donc de contribuer à l'établissement du Marché commun

et au rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, établissement et rapprochement qui sont les deux moyens d'atteindre ces objectifs économiques, sociaux et politiques de la Communauté.

Voilà donc circonscrite la finalité générale du rapprochement des législations. Mais pour déterminer les objectifs concrets de cette harmonisation, il y a lieu de préciser ce qu'il faut entendre par Marché commun et par rapprochement des politiques économiques des États membres. Aucune de ces deux notions n'est déterminée de façon définitive dans le traité. Mais leur contenu est si bien précisé par les dispositions du traité que la voie que la politique de la Communauté doit parcourir est parfaitement jalonnée.

Les caractéristiques essentielles du Marché commun résultent de l'article 3 qui énumère les principales actions de la Communauté. En vertu de cet article, le Marché commun se caractérise par l'élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives ainsi que de toute mesure d'effet équivalent, par la mise en place d'un tarif extérieur commun, par l'abolition des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, ainsi que par l'établissement d'un régime qui met la concurrence dans le Marché commun à l'abri de toute distorsion.

Ces caractéristiques nous procurent d'importants points de repère qui nous permettent de déterminer le contenu du rapprochement des législations. Des précisions supplémentaires résultent des dispositions de la deuxième et de la troisième partie du traité qui définissent les mesures à prendre soit globalement soit dans tous leurs détails et parfois même le calendrier à respecter.

La notion du rapprochement des politiques économiques est, elle aussi, éclairée par certaines dispositions du traité. Les objectifs économiques et sociaux de l'article 2 que je viens d'énumérer nous donnent une orientation générale.

En vertu de l'article 3, la réalisation de ces objectifs exige en particulier l'instauration d'une politique commune dans le domaine du commerce, de l'agriculture et des transports ainsi que l'application de procédures permettant de coordonner les politiques économiques des États membres.

L'article 39, par exemple, cite comme objectif de la politique agricole commune ; l'accroissement de la productivité de l'agriculture, le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture et la stabilisation des marchés. Les articles 117 et 118 prévoient des objectifs analogues pour la politique sociale. Des dispositions similaires pour la politique économique générale figurent à l'article 104. En vertu de cet article, le but à atteindre est figuré par ce que l'on appelle le

von der Groeben

triangle magique dont les trois sommets sont un haut degré d'emploi, la stabilité du niveau des prix et l'équilibre de la balance des paiements.

Ces indications devraient suffire pour caractériser les notions de Marché commun et de rapprochement des politiques économiques. Mais il serait erroné de croire que les deux notions peuvent être dissociées et considérées isolément. Certains s'imaginent parfois qu'il incombe à la Communauté d'assurer d'abord la libre circulation des biens, des services, des personnes et des capitaux qui est nécessaire à l'établissement du Marché commun, de même que l'égalité des conditions de concurrence, et ensuite seulement la coordination des politiques économiques. Ceux-là oublient, d'une part, que ce que l'on appelle les quatre libertés ainsi que la loyauté dans la concurrence sont des impératifs de la politique économique de la Communauté prescrits par le traité. Ils oublient d'autre part, qu'un marché ainsi organisé ne peut fonctionner de façon optimale qu'à condition que l'équilibre économique général soit garanti et que le développement régional, structurel et social soit dirigé dans une certaine mesure.

Une autre erreur serait de croire que la concrétisation des objectifs de la Communauté que nous venons d'esquisser permettrait dans tous les cas, par simple inférence juridique, de déduire des différentes dispositions du traité les mesures qui doivent être prises. Il faut constater, au contraire, que la politique du rapprochement des législations est, en même temps, réalisation des objectifs et détermination des objectifs. Elle est réalisation des objectifs du fait qu'elle est liée à la finalité du traité. Elle est détermination des objectifs du fait qu'elle doit définir, sur la base du degré de développement atteint par le Marché commun, les mesures nécessaires pour réaliser cette finalité. Ce n'est que sur la base de cette interprétation dynamique que le rapprochement des législations pourra répondre à la condition qui lui est posée par l'article 3, à savoir contribuer au bon fonctionnement du Marché commun.

Cette conception a des incidences sur la mise en pratique du rapprochement des législations. Dans la mesure où celui-ci ne résulte pas directement, *hic et nun*, du traité mais nécessite une décision politique, une concertation entre les institutions de la Communauté peut s'avérer opportune, préalablement à la présentation d'actes juridiques qui lient leurs destinataires.

C'est dans cette perspective qu'il faut également situer les programmes et les mémorandums que l'exécutif a élaborés pour certains domaines partiels du rapprochement des législations, tels que les prescriptions techniques, la libre circulation des capitaux et l'harmonisation fiscale, et qui n'ont pas

toujours été accueillis sans réserves. Cela n'implique ni *de jure* ni *de facto* un affaiblissement du droit de l'exécutif de proposer des actes juridiques de caractère contraignant. Dans ses mémorandums, ses avis et ses programmes, l'exécutif spécifie les objectifs qu'il envisage de poursuivre dans les différents secteurs d'activité de la Communauté. Il crée ainsi une base de discussion entre les institutions, et en particulier avec cette Assemblée, sur les options à prendre en vue d'atteindre les buts qu'il s'est fixés. Dans nombre de cas, cela permet d'accélérer et d'améliorer le processus de formation de la volonté politique. Mais il est certain que les programmes et les mémorandums ne sauraient en aucune façon se substituer à la volonté politique là où celle-ci fait défaut.

J'en arrive à la question de savoir dans quelle mesure le rapprochement des législations est un instrument pratique suffisamment adéquat pour contribuer à l'établissement du Marché commun et à l'harmonisation des politiques économiques des États membres et, de ce fait, promouvoir la poursuite des objectifs économiques, sociaux et politiques de la Communauté. Je soulève ainsi le problème du domaine d'application, des moyens et des méthodes du rapprochement des législations. Et on ne peut s'interroger sur la portée de ce rapprochement sans en même temps en approfondir encore davantage la fonction.

La majeure partie des dispositions particulières figurent aux chapitres du traité consacrés à la réalisation de ce que l'on appelle les quatre libertés. Dans ce domaine, le rapprochement des législations a pour fonction d'assurer, pour ainsi dire, en tant que mesure d'encadrement, que la suppression des entraves à la libre circulation économique et des distorsions de la concurrence deviennent effectives et d'éviter les perturbations qui pourraient résulter de la libéralisation envisagée.

C'est ainsi que, par exemple, l'alignement des législations douanières prévu à l'article 27 du traité a pour but d'empêcher les détournements de trafic pouvant résulter de la diversité des dispositions tarifaires en vigueur dans les États membres après l'élimination des droits de douane internes et l'introduction d'un tarif commun.

Autre exemple de cette fonction d'encadrement : l'article 57, qui prévoit la coordination des dispositions relatives à l'accès et à l'exercice de certaines activités non salariées. En effet, la seule élimination des entraves et des discriminations entre nationaux et ressortissants d'autres États membres ne suffirait pas à garantir effectivement la liberté d'établissement.

Or, il s'agit en l'occurrence d'un véritable rapprochement des législations régissant de nombreuses professions dans les États membres. Il touche forcé-

von der Groeben

ment à d'importants éléments de l'organisation professionnelle nationale et de la formation. A son rôle de garant s'ajoute ici une fonction créative. Il ne suffit pas de prendre en considération les seuls aspects économiques de la libre circulation et de l'égalité des conditions de concurrence. Il faut aussi tenir compte du côté éducatif et social de la formation professionnelle et de l'exercice d'une profession. Ici, un compromis entre les différentes réglementations nationales ne saurait faire l'affaire. Ce qu'il faut, c'est une conception claire des besoins qui sont ceux de la Communauté en ces domaines — bref, une vue économique, pédagogique et sociale qui soit à la mesure de l'Europe.

Il en va de même en ce qui concerne le rapprochement des législations dans le domaine des différentes politiques prévues par le traité lui-même. Là, également, le rapprochement a pour but d'aménager la législation nationale d'un point de vue qualitatif. Un exemple frappant nous en est offert par l'article 117 où le rapprochement des législations est considéré comme un instrument de politique sociale. Cet article vise à l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre et prévoit qu'une évolution en ce sens résultera notamment du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.

Les règles particulières relatives au rapprochement des législations confirment donc la thèse de l'exécutif selon laquelle cet instrument a pour fonction non seulement l'adaptation purement technique des législations des États membres mais aussi leur aménagement et leur développement dans le sens des objectifs du traité.

Confirmé par les règles particulières relatives au rapprochement des législations, ce principe vaut également en ce qui concerne le domaine d'application de la clause générale contenue dans l'article 100. Cette disposition figure, et c'est fort significatif, dans la partie du traité intitulé « la politique de la Communauté ».

En vertu de l'article 100, toutes dispositions législatives réglementaires et administratives ayant une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du Marché commun doivent être harmonisées. Ce rapprochement doit permettre au Marché commun de fonctionner correctement (article 3, h) et de promouvoir les objectifs de la Communauté. En tant que base juridique, la clause générale de l'article 100 pose les fondements d'un édifice dont les limites extérieures sont formées par les objectifs de l'article 2 et le domaine d'activité ouvert à la Communauté en vertu de l'article 3. L'article 100 va donc au delà des règles particulières relatives au rapprochement des législations.

C'est sur cette base que je voudrais prendre position à l'égard de certaines questions d'interpréta-

tion qui ont été soulevées dans les rapports et les avis de cette Assemblée et de ses commissions. On a d'abord posé la question de savoir si l'article 100 était également applicable lorsqu'un rapprochement n'était pas indispensable mais seulement utile au Marché commun, en d'autres termes, si ce rapprochement se justifiait également en cas de rationalisation, d'accroissement de la sécurité juridique ou d'amélioration qualitative d'une législation nationale.

Cette question méconnaît le caractère fonctionnel du rapprochement des législations. Selon l'article 100, il importe de savoir si une réglementation nationale a des effets immédiats sur l'établissement ou le fonctionnement du Marché commun. L'article 100 établit donc une distinction entre les dispositions dont le champ d'application se limite au secteur national et celles qui ont des effets directs — favorables ou défavorables — sur l'ensemble politique, économique ou social que caractérise le Marché commun. L'article 100 prévoit que, sans aucune exception, ces dispositions doivent être rapprochées.

La deuxième question qui revêt une grande importance au point de vue de la teneur des mesures de rapprochement est celle de savoir à quel point celles-ci doivent respecter la situation créée par les dispositions nationales en vigueur. Notons, à ce propos, que le but du rapprochement n'est pas de trouver une moyenne arithmétique entre les règles nationales, mais au contraire de les adapter aux exigences du bon fonctionnement du Marché commun. Là où cela est possible en vertu des dispositions existantes, celles-ci peuvent subsister après adaptation. Mais si de nouvelles solutions sont nécessaires, elles doivent être mises en œuvre.

Un exemple : même si à l'origine tous les États membres avaient appliqué le système de l'impôt à cascade sur le chiffre d'affaires, l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée aurait été possible, par voie du rapprochement des législations, car seul ce système est neutre sur le plan de la concurrence et, de ce fait, praticable dans le Marché commun.

La troisième question est celle de savoir jusqu'où le rapprochement des législations peut aller. Cette question se pose notamment dans le cadre de l'interprétation de l'article 189, alinéa 3, du traité. Celui-ci doit prévoir simplement que la directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.

Mais l'article 189 reste muet sur la teneur éventuelle d'une mesure de rapprochement. Ici encore, la fonction de l'instrument sera le critère déterminant. S'il suffit, pour le bon fonctionnement du Marché commun, d'établir une simple équivalence entre les règles nationales, on ne saurait aller au delà. Mais

von der Groeben

si, par exemple, pour garantir la libre circulation des biens ou la loyauté dans la concurrence, il est indispensable que les réglementations nationales concordent presque dans les moindres détails techniques, cette concordance doit être recherchée. En effet, rapprochement des législations ne signifie pas uniformisation plus ou moins complète de législations. La différence n'est pas une question de degré, mais de principe. Ses limites et son contenu sont fonction non pas d'échelles de valeur abstraites mais des impératifs concrets du Marché commun.

La dernière question que je voudrais aborder dans ce contexte est celle de savoir si l'action de rapprochement est également possible lorsque les règles à harmoniser existent non pas dans tous les États membres, mais seulement dans certains d'entre eux, ou lorsque les dispositions nationales correspondent pour l'essentiel mais font obstacle au bon fonctionnement du Marché commun, par exemple en favorisant le partage du marché ou en créant des distorsions de la concurrence.

La réponse est affirmative, car le rapprochement a pour but non pas d'éliminer des disparités législatives mais d'adapter des dispositions législatives, conçues en fonction des marchés nationaux, au bon fonctionnement du Marché commun.

J'en arrive maintenant aux moyens et aux méthodes du rapprochement des législations. Rapprochement des législations, au sens étroit du terme, n'est que rapprochement des législations nationales existantes. L'instrument de sa réalisation est la directive.

Ce n'est que dans un seul cas, à savoir le rapprochement des législations douanières, que le traité prévoit que l'exécution adressera des recommandations aux États membres.

Pour un certain nombre d'autres prescriptions, par exemple celles de l'article 43 relatives à la politique agricole commune, de l'article 75 relatives à la politique des transports et des articles 111 et 113 relatives à la politique commerciale, le traité laisse ouvert le choix des moyens à employer, cas par cas, pour la mise en œuvre de ces politiques.

En outre, l'article 235 permet d'arrêter des règlements lorsque le traité n'a pas prévu dans d'autres dispositions les pouvoirs d'action nécessaires pour atteindre l'un des objets du Marché commun. Dans ce cas, toutefois, il ne s'agit pas de choisir entre plusieurs moyens de rapprochement des législations, mais entre le rapprochement proprement dit et la création d'un droit communautaire directement applicable qui viendrait compléter le droit national ou se substituer à lui.

Ne sont pas non plus à considérer comme relevant du rapprochement des législations, les règles arrêtées d'un commun accord entre les États membres, même si l'objet de toutes les conventions con-

clues ou envisagées jusqu'à présent correspond aux objectifs du Marché commun.

Il se pose ici le problème des critères qui doivent présider aux choix entre rapprochement des législations par directive et création de droit communautaire par règlements et conventions. Ici encore il faut partir du principe que, aussi bien le rapprochement des législations que la création de droit communautaire doit contribuer à la réalisation des objectifs du traité. Il y a donc lieu de choisir les moyens les plus appropriés pour atteindre ces objectifs. Il ne doit en aucun cas être question d'un remplacement systématique du droit national par un droit communautaire directement applicable. Dans la majeure partie des cas, il ne sera d'ailleurs pas opportun, même sous l'angle de la Communauté, de retirer un ensemble de dispositions de leur contexte national pour les transporter au niveau communautaire.

De cette considération découle également le deuxième point de vue qui est déterminant pour le choix des moyens. Il s'agit du principe de la proportionnalité à rechercher dans les moyens à mettre en œuvre pour atteindre un objectif donné. Cette conception se dégage clairement du texte du traité. La clause générale de l'article 100 dispose, en tant que règle générale, que les structures juridiques nécessaires à la Communauté peuvent être créés par le rapprochement des législations nationales. Cette règle est confirmée par l'article 235 qui, s'il permet d'arrêter des règlements, le fait seulement dans les cas où les pouvoirs prévus par le traité sont insuffisants.

Le principe de la proportionnalité s'étend également aux politiques communes, en particulier dans le domaine de l'agriculture, des transports et des échanges commerciaux. En effet, à la réalisation d'une politique non seulement coordonnée, mais commune, correspond ici la création non seulement d'un droit harmonisé, mais d'un droit communautaire. Cela trouve son expression pratique par exemple dans le fait que le noyau juridique de la politique agricole — à savoir, les organisations de marchés — est constitué par des règlements tandis que les mesures complémentaires — et en particulier le rapprochement des législations sur les denrées alimentaires — sont surtout mise en œuvre par des directives.

En dehors du domaine des politiques communes, le rapprochement des législations par voie de directives s'est avéré jusqu'à présent, en règle générale, adéquat et suffisant pour atteindre les objectifs fixés. En vertu de l'article 189, alinéa 3, la directive lie les États membres dans la mesure nécessaire au fonctionnement du Marché commun et cela non seulement au moment de sa transformation en droit national mais également en ce qui concerne les modifications législatives ultérieures et son application légale par les instances nationales.

**von der Groeben**

Au nombre de ces instances nationales il faut compter en particulier les tribunaux. Elles doivent interpréter les dispositions légales, qui ont été harmonisées en application de directives, de façon telle que les objectifs recherchés par le rapprochement soient atteints. A cette occasion, il leur faudra plus d'une fois interpréter aussi la directive elle-même qui est à la base de la disposition nationale. Les tribunaux sont, dans ce cas, habilités, et — lorsqu'il s'agit de décision en dernier ressort — tenus à saisir la Cour de justice européenne, en vue d'une décision préjudicielle, des problèmes d'interprétation qui pourraient se poser. La Cour de justice elle-même n'a toutefois pas encore eu l'occasion de prendre position sur ce point important de droit.

Le véritable point de passage du rapprochement des législations nationales à leur remplacement par des règles communautaires se situe là où le domaine de compétence du droit national devient trop étroit.

Cela vaut surtout pour le règlement de certains litiges spécifiquement internationaux. A ce propos, l'article 220 prévoit des accords concernant, par exemple, l'élimination de la double imposition, la reconnaissance mutuelle et le transfert du siège de sociétés ainsi que la reconnaissance et l'exécution réciproques de sentences arbitrales. Appartiennent à la même catégorie les conventions envisagées ou conclues en matière de compétence juridictionnelle, de reconnaissance et d'exécution de décisions judiciaires et de procédures de faillite.

Que rapprochement des législations et droit communautaire se complètent dans la réalisation des objectifs du traité se manifeste d'une façon particulièrement caractéristique dans le cas du droit des sociétés et de la propriété industrielle, et notamment de la législation relative aux brevets, aux marques et aux modèles déposés. Je voudrais illustrer mon propos à l'aide d'un exemple tiré de la législation sur les sociétés.

En vertu de l'article 54, alinéa 3, g, du traité, une première étape consiste dans le rapprochement des législations. Selon ces dispositions, les garanties de protection prescrites dans l'intérêt tant des associés que des tiers doivent être rendue équivalentes dans la mesure nécessaire. Il ne suffit donc pas de créer dans chaque État membre des conditions égales en ce qui concerne l'implantation et le fonctionnement des sociétés nationales et étrangères ainsi que des conditions égales de concurrence, en d'autres termes, de garantir la liberté d'établissement et la libre circulation des personnes. Il faudra aussi rendre équivalentes les dispositions de la législation sur les sociétés qui régissent l'activité de ces sociétés et la concurrence à laquelle elles se livrent entre elles dans les différents États membres, et, partant, sur l'ensemble du territoire de la Communauté. Les sociétés doivent pouvoir choisir leur lien d'implantation en fon-

tion de considérations d'ordre économique et non pas en fonction des dispositions de la loi sur les sociétés. Elles doivent en particulier bénéficier de conditions égales en ce qui concerne l'accès au marché des capitaux.

De là le programme pour le rapprochement des législations sur les sociétés. Un premier pas a été fait grâce à la directive du 9 mars 1969 concernant la publicité des actes des sociétés, la validité des engagements de ces sociétés et le régime des nullités des sociétés. Avant la fin de cette année sera présentée une autre directive visant à rapprocher les dispositions concernant les garanties que les sociétés doivent fournir en cas d'augmentation ou de diminution du capital. Sont envisagés en outre, le rapprochement des structures et de la compétence des organes de direction et de surveillance des sociétés de capitaux, ainsi que le rapprochement des droits en matière de fusions internes qui doit en même temps jeter les bases structurelles nécessaires de fusions à l'échelle internationale.

Le rapprochement du droit budgétaire présente le même degré d'urgence du fait que la transparence et le comparabilité des bilans représente des éléments essentiels d'une orientation rationnelle des placements de capitaux. L'exécutif a donné la priorité au rapprochement de la législation relative aux sociétés de capitaux du fait que ces sociétés disposent de la majeure partie des capitaux actifs et mobiles.

Les mesures évoquées jusqu'à présent ainsi que la convention relative à la reconnaissance réciproque des sociétés conclue en 1968 contribuent à la mobilité et la compétitivité des entreprises dans le Marché commun et facilitent les prises de participation au delà des frontières. Mais pour l'établissement des liens les plus étroits entre entreprises de différents États membres, pour la fusion à l'échelle internationale, les dispositions législatives comme les dispositions fiscales font jusqu'à présent défaut. Les fusions s'opèrent encore dans le cadre national. Des blocs risquent de voir le jour qui font obstacle à l'interprétation des six économies et à la coordination des politiques économiques. Il s'agit donc de créer des conditions égales pour les fusions nationales et internationales garantissant une concurrence efficace sur les marchés intéressés. Une proposition de directives portant élimination des obstacles fiscaux aux fusions internationales a été soumise au Conseil depuis le 15 janvier 1969. En revanche, les problèmes relevant de la législation sur les sociétés doivent, en vertu de l'article 220 du traité, être réglés par la voie de conventions. A cet effet, un projet sera probablement présenté vers le milieu de l'année prochaine.

L'accord de fusion se fonde également sur la législation nationale sur les sociétés. Des opérations internationales débouchent donc toujours sur le droit

von der Groeben

national. Il en résulte nombre de difficultés juridiques et psychologiques qui, si elles sont tolérées dans les relations habituelles entre les États, doivent néanmoins être surmontées dans la perspective d'une zone économique en devenir. Les difficultés juridiques naissent généralement d'une applicabilité géographiquement limitée au territoire national et de la diversité des règles nationales. Le champ géographique d'application n'est pas susceptible d'être modifié par un rapprochement. Les modalités d'application demeurent différentes, même si elles ont été rendues équivalentes par voie de coordination. Pour des entreprises d'importance moyenne la diversité de ces règles représente souvent un obstacle pratiquement insurmontable.

Les difficultés psychologiques proviennent du fait qu'en cas de fusion au delà des frontières, une société perd sa nationalité et se transforme en une société d'une nationalité étrangère. Les actionnaires de la société absorbée deviennent actionnaires de la société absorbante c'est-à-dire d'une société étrangère. On sait que cette circonstance peut être d'une importance déterminante. La mise en place du Marché commun implique donc la création d'une forme juridique qui écarte ces obstacles, c'est-à-dire qui soit juridiquement et uniformément valables sur l'ensemble du territoire du Marché commun et qui ne soit pas subordonnée au régime juridique d'un État membre donné.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je voudrais maintenant vous parler de certains problèmes de procédure qui se posent dans la cadre de la réalisation du rapprochement des législations. D'abord, et conformément au désir exprimé par cette Haute Assemblée, je vous parlerai des motifs qui sont à l'origine d'un certain retard dans la mise en œuvre de ce rapprochement.

Point n'est besoin, je pense, de démontrer que, de par sa nature, l'œuvre législative est fort laborieuse. On a parfois l'impression que l'on exige de la Communauté qu'elle procède en quelques années à des réformes que, des décennies durant, les États membres n'ont pas été capables de réaliser. Si l'on compare les résultats du travail législatif de la Communauté avec ceux d'autres organisations internationales, on a l'impression que l'on dépasse en automobile une voiture tirée par un cheval.

Au cours des douze années de son existence, la Communauté a arrêté, dans le domaine du rapprochement des législations, 58 directives et signé 2 conventions. A cela s'ajoutent 32 directives sur l'égalité de traitement entre travailleurs étrangers et nationaux, en matière de liberté d'établissement et de circulation. En outre, 89 propositions de directive relatives au rapprochement des législations et 21 propositions de directives relatives au droit d'établissement ont été élaborées par l'exécutif et soumises au Conseil. De ce total de 110 propositions,

46 ont été soumises au Conseil au courant de cette année.

L'exécutif les a présentés en vue de combler, dans la mesure du possible, le retard intervenu surtout dans le secteur des professions libérales. On ne saurait cependant nier que l'œuvre n'a pas atteint le rythme prévu et que les retards intervenus ne peuvent pas seulement être justifiés par la complexité de la matière et la longueur des procédures prescrites par le traité.

La troisième difficulté à laquelle se heurte le rapprochement des législations réside dans le fait que la décision appartient à l'institution communautaire qui, par essence, groupe les tendances centrifuges plutôt que les tendances centripètes de la Communauté, et que dans un grand nombre de cas, l'unanimité du Conseil est requise. Cela se rattache au fait que, institutionnellement, le développement structurel de la Communauté n'a pas dépassé l'antichambre du fédéralisme. Toutefois, le traité crée des forces qui s'opposent à ces tendances centrifuges, à savoir, en premier lieu, le droit de consultation du Parlement et, en deuxième lieu, le droit d'initiative de l'exécutif.

Pour ce qui est du monopole que l'exécutif possède lorsqu'il s'agit de faire des propositions, on assiste à l'heure actuelle à un dangereux travail de sape. Seul l'exécutif est habilité à présenter au Conseil des propositions en matière de rapprochement des législations. En vertu de l'article 149 du traité le sort de ces propositions peut être triple: ou bien le Conseil adopte en l'état la proposition de l'exécutif; ou bien il décide à l'unanimité de modifier cette proposition. Si aucun accord ne se fait — troisième possibilité — l'initiative revient à l'exécutif. Ce qui est donc déterminant pour que le rapprochement des législations se fasse dans les délais voulus, c'est qu'une collaboration étroite s'institue entre l'exécutif et le Conseil, et surtout un dialogue politique permanent au cours des sessions de celui-ci.

Mais, dans la pratique, la plupart du temps le travail de rapprochement des législations ne se déroule pas de cette façon. Au sein du Conseil, qui est l'organe qui, en vertu du traité, doit prendre la décision politique sur les propositions de directives définitives de l'exécutif, il s'est développé une infrastructure composée de délégations nationales de fonctionnaires aux yeux desquels, les propositions, que l'exécutif a mis souvent plusieurs années à élaborer en collaboration avec les experts des gouvernements, ne sont souvent plus que de simples documents de travail.

C'est là que recommencent les tractations entre fonctionnaires experts, et dans des perspectives modifiées. Mais ces instances ne sont ni habilitées, ni en mesure de prendre des décisions sur les pro-

**von der Groeben**

blèmes politiques soulevés. Les propositions de l'exécutif peuvent sortir dénaturés de ces discussions et les décisions sont souvent renvoyées à beaucoup plus tard. L'exécutif — les membres de l'exécutif — sont de ce fait souvent mis dans l'impossibilité de saisir le Conseil lui-même de questions politiques et, parfois, de lui soumettre des propositions modifiées.

Cette Haute Assemblée en connaît des exemples. Mais je ne citerai qu'un des cas les plus flagrants: le Conseil n'a pas encore délibéré une seule fois sur les quatre propositions de directive relatives au rapprochement des législations sur les produits pharmaceutiques qui lui ont été communiquées depuis le début de l'année 1964, et cela bien que les options politiques soient connues depuis des années et que, dans ses communications au Conseil de 1967 et 1969, la Commission ait formulé des propositions sous forme d'une solution générale.

Ainsi, les problèmes ne finissent pas d'être discutés par des groupes de travail. Il est inutile d'ajouter que dans ces conditions, l'exécutif peut difficilement élaborer un programme d'ensemble pour le rapprochement des législations. Cependant, les difficultés auxquelles se heurte le rapprochement des législations n'ont-elles pas des origines plus profondes encore que l'absence de collaboration? Il est évident que le droit a pour mission de donner forme à la réalité. Mais tout comme il existe une force normative des faits, il existe également une force d'inertie des faits qui s'oppose à toute modification du droit ou la rend plus difficile. Là où un rapprochement des législations comporte, au delà de matières essentiellement techniques telles la tarification douanière ou les normes industrielles, des éléments de législation nationale, cette inertie peut éventuellement conduire à une discontinuité des traditions juridiques et à des modifications perturbatrices de systèmes cohérents.

Des exemples, on en trouve surtout dans le domaine de la législation sur les sociétés, sur la formation professionnelle et l'exercice des professions, sur les denrées alimentaires et les produits pharmaceutiques. Dans ces domaines, il ne suffit pas de procéder de façon pragmatique. Toute mesure de rapprochement doit s'inspirer d'une vue claire des effets secondaire de ce rapprochement et être précédée d'une étude approfondie des faits de droit.

C'est pourquoi, outre les consultations des milieux intéressés, l'exécutif s'est assuré la collaboration étroite de personnalités bien connues du monde des sciences dans les États membres.

A ce propos, un mot encore au sujet du rôle que jouent les Parlements nationaux dans les mesures du rapprochement des législations. Les directives relatives au rapprochement des législations lient les instances nationales en ce qui concerne les objec-

tifs à atteindre et leur laissent uniquement le choix de la forme et des moyens. L'influence des Parlements nationaux sur le contenu des mesures de rapprochement est donc limitée.

Elle correspond à peu près à la marge que les lois nationales laissent à l'exécutif pour fixer les modalités d'application. C'est un raisonnement logique qui a amené certains États membres à laisser l'application des directives de la Communauté au soin de l'exécutif. La Commission estime qu'une procédure analogue devrait également être envisagée dans les autres États membres. Elle permettrait de rationaliser la procédure de rapprochement des législations et de décharger les Parlements nationaux de tâches de caractère exécutif.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, il importe, à mon avis, de s'interroger sérieusement sur les moyens d'améliorer, notamment au moment de la conclusion des traités sur la fusion des Communautés, la situation extrêmement décevante que je viens de vous exposer. Je crois qu'il faut d'abord obtenir que le Conseil use de décisions à la majorité qualifiée dans une mesure plus grande que celle prévue par le traité. Cela ne ferait surtout pas de difficulté si l'on pouvait concrétiser dans le traité sur la fusion, les objectifs de la prochaine étape, qui comporte l'établissement de l'union économique et monétaire. Nous espérons qu'un premier pas sera fait en ce sens à l'occasion de la conférence au sommet.

Deuxièmement, il faut, à mon avis, réviser la procédure. La procédure doit devenir vraiment efficace. Il faut avoir des délais et des règles qui permettent de surmonter les difficultés actuelles et empêchent que la procédure ne soit, en fait, bloquée.

Troisièmement, je suis d'avis que le rôle que le Parlement joue en l'occurrence doit être réexaminé. Ce n'est un secret pour personne que l'exécutif estime que le Parlement européen doit se voir attribuer un véritable droit de participation également à l'œuvre de rapprochement des législations, et cela surtout si le Conseil serait amené, d'ailleurs que par le passé, à prendre ses décisions à la majorité qualifiée.

D'ici-là, il nous faut nous contenter du système actuel en essayant, peut-être, d'apporter des améliorations sur tel ou tel point. L'association du Parlement à l'action est recherchée par la procédure suivante:

Premièrement, les propositions de directive adoptées par l'exécutif sont soumises sans délai au Parlement. En outre, le Parlement européen est constamment informé de la politique de l'exécutif en la matière, notamment au cours des débats en séance plénière, par des échanges de vues fréquents dans les commissions, par la communica-

**von der Groeben**

tion de documents importants, tels que les programmes et les mémoires sur le rapprochement des législations.

L'exécutif insiste auprès du Conseil sur la consultation du Parlement, même lorsque celle-ci n'est pas prévue explicitement par le traité. Il va ainsi au devant d'un désir particulier exprimé par cette Haute Assemblée.

Deuxièmement, au cours des débats au Parlement sur une proposition de directive, l'exécutif s'efforce — vous l'avez d'ailleurs toujours reconnu — de prendre dûment position sur les problèmes soulevés. Il tient compte, dans la mesure du possible, de l'avis du Parlement dans le cadre des pouvoirs de modification qui lui sont conférés par l'article 149.

Troisièmement, l'exécutif informe régulièrement les commissions parlementaires des délibérations du Conseil et des décisions qu'il a prises sur les propositions de directive. Il les renseigne également sur l'attitude qu'il a défendue personnellement au sein du Conseil, en particulier en ce qui concerne la résolution du Parlement. Là encore, il répond à un vœu formulé par le Parlement.

L'exécutif est persuadé, Monsieur le Président, qu'une procédure de consultation ainsi aménagée ainsi que la large information dont bénéficie le Parlement lui permettant d'exercer sur la Commission le contrôle politique prévu par le traité et conduiront en outre à un renforcement de la coopération entre les deux institutions.

C'est également le but que je poursuivais par les déclarations que je viens de faire aujourd'hui et par lesquelles j'ai, en même temps, essayé de fournir une première réponse aux questions pressantes et justifiées de la commission juridique et de cette haute Assemblée.

Si le Parlement en est d'accord, une discussion en commission sur ce que je viens de dire ici pourrait être extrêmement utile. Nous pourrions peut-être alors décider en commun s'il est nécessaire de préciser ce que je viens de vous dire aujourd'hui dans un programme ou un rapport supplémentaire de l'exécutif.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. von der Groeben de son exposé très documenté.

Nous allons maintenant suspendre nos travaux jusqu'à 14 h 30.

La séance est suspendue.

*La séance, suspendue à 13 h 45, est reprise à 14 h 35).*

**PRÉSIDENCE DE M. SCELBA**

**M. le Président.** — La séance est reprise.

**6. Rapprochement des législations  
dans la Communauté (suite)**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du rapport de M. Ditttrich, fait au nom de la commission juridique (doc. 130/69) ainsi que sur l'exposé de M. von der Groeben.

La parole est à M. Deringer, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Deringer.** — (A) Monsieur le Président, la Commission étant au moins représentée par des postes d'écoute, il me sera possible d'apporter, au nom du groupe démocrate-chrétien, une brève contribution au présent débat. Je me contenterai de traiter deux points.

J'aimerais tout d'abord préciser, une fois encore, les raisons qui, ces dernières années, ont amené la commission juridique et en particulier moi-même à réclamer avec insistance à la Commission un schéma général ou un programme d'harmonisation des législations. Au cours des dernières années, nous n'avons cessé d'être saisis, dans les secteurs les plus divers, depuis les pistolets de scellement, en passant par le cacao, le chocolat, les assurances jusqu'aux règlements professionnels de l'année dernière, de toute une série de directives et de règlements sur le rapprochement des législations. Et non seulement la commission juridique, mais aussi le Comité économique et social et d'autres commissions. A chaque fois, nous avons été frappés par le fait que les propositions de la Commission et les exposés des motifs qu'elle donnait pour certains règlements ne semblaient pas toujours concorder entre eux. Je me souviens très bien, par exemple, de la discussion qu'avait suscitée le règlement sur le cacao et le chocolat, car je dirigeais moi-même les débats. M. Mansholt avait alors déclaré en séance plénière qu'il suffisait pour le Marché commun de fixer une qualité minimum, mais qu'il n'était incompatible en rien avec le Marché commun qu'un État membre tolérât dans son pays des qualités inférieures, c'est-à-dire se montrât moins exigeant. Or, comme nous entendions nous prévaloir de ces raisons pour instaurer dans les assurances le même règlement, nous nous sommes heurtés à un refus. En effet, qu'un pays vienne à placer ses exigences au-dessous du seuil minimal européen, et l'on provoque des distorsions de concurrence. Il faut donc arrêter pour ce secteur, et en particulier pour les petites entreprises d'un État membre, les mêmes conditions à l'échelon européen que pour les transports internationaux.



**Deringer**

Je vous éclaire d'un troisième exemple: en ce qui concerne les pâtes alimentaires, nous avons la nette impression, très nette même, que l'harmonisation des dispositions, au moins partielle, n'était qu'un prétexte pour atteindre d'autres objectifs, et notamment celui d'obtenir en matière de politique agricole la protection du blé dur, par le biais de l'article 100 relatif au fonctionnement du Marché commun.

Monsieur le Président, j'ai improvisé ces exemples ce midi, on pourrait en allonger la liste en parcourant méthodiquement les propositions. Ces exposés des motifs divergents que nous recevions nous ont amenés sans cesse à nous interroger sur les vues réelles de la Commission et sur les principes à partir desquels il fallait procéder au rapprochement des législations. C'est pourquoi nous avons tant insisté pour connaître enfin dans cette Assemblée quelles étaient ses conceptions. Ce n'était donc pas pour le plaisir de construire un système juridique, c'était par désir de savoir de quels principes s'inspire la Commission dans un secteur qui, suivant ce qu'a dit M. von der Groeben ce matin, acquiert toujours plus d'importance dans le cadre de l'intégration. Le rapprochement des législations n'est pas seulement un moyen technique d'intégration, il ne cesse de prendre une importance politique accrue, car il recèle des intérêts économiques, des intérêts humains et personnels considérables. C'est pour ces motifs politiques que nous désirions apprendre de la Commission sur quelles conceptions, en définitive, elle fonde ses propositions.

Deuxièmement: nous avons entendu ce matin un exposé circonstancié de M. von der Groeben. M. von der Groeben a été assez prudent pour le qualifier à la fin de tentative « de réponse ». Je crois que cette tentative de réponse a besoin d'être approfondie et complétée au cours des réunions de commission.

La plupart des déclarations qu'il a faites dans la première partie de son exposé étaient certes pertinentes, mais n'apportaient rien de bien nouveau. Les déclarations de la deuxième, et surtout de la troisième partie, étaient plus intéressantes. Mais j'aurais préféré pour ma part que l'exposé fût beaucoup plus explicite, plus concret sur les problèmes de principe, sur les conflits éventuels que pourraient susciter l'une ou l'autre solution. Peut-être l'orateur a-t-il seulement voulu se montrer circonspect quant aux conflits qui existent au sein de la Commission, ou entre elle-même et le Conseil. Ce sera la tâche de la commission parlementaire de mettre les choses plus rigoureusement au point. C'est pourquoi, à mon avis, il serait bon que cet exposé — ainsi que l'a suggéré M. Dittrich — fasse encore à diverses reprises l'objet d'un examen approfondi à la commission, en même temps que le rapport, afin que nous nous livrions, en tant que commission et en tant

que Parlement, à un travail de réflexion que la Commission européenne, semble-t-il, n'a pu faire complètement, et qui est pourtant nécessaire à la tâche politique de l'harmonisation. Nous voulions ensuite persuader par là le Conseil de ministres de ne pas laisser, des années durant, dans ses cartons, c'est-à-dire traîner dans une quelconque instance de l'exécutif des directives sur le cacao ou le chocolat ou les spécialités pharmaceutiques pour la seule raison qu'ici ou là un conseiller d'un ministère national ne trouve pas le moyen de parvenir à une solution politique commune en Europe.

Aussi était-il bon que ce rapport soit élaboré. Nous avons pensé une fois de plus en commission le remettre d'un trimestre afin de permettre à la Commission elle-même de percer à jour certaines obscurités. Mais la commission a estimé à l'unanimité que plus vite nous présenterions ce rapport, plus vite nous obligerions l'exécutif à se déclarer et à révéler quels sont les problèmes qui subsistent, et que, par là, nous pourrions d'autant mieux apporter un concours effectif à leur discussion en commission et devant le Parlement.

Voilà, Monsieur le Président les déclarations que je tenais à faire. Permettez-moi encore en tant que président de la commission juridique d'excuser le rapporteur qui, malheureusement, a dû s'absenter. Il m'a toutefois prié de vous demander expressément que le rapport soit renvoyé à la commission avec l'exposé des motifs.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Dehousse, au nom du groupe socialiste.

**M. Dehousse.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je serai extrêmement bref, car au stade actuel de la discussion, je n'ai pas grand-chose à ajouter aux excellents exposés qui ont été présentés, tour à tour, par le rapporteur, M. Dittrich, par le commissaire compétent, M. von der Groeben, et par l'éminent président de la commission juridique, M. Deringer. Du reste, ainsi que vous le savez, ainsi que M. Dittrich l'a dit ce matin et ainsi que M. Deringer vient de le répéter, la commission juridique demande le renvoi du débat. Elle demande par conséquent qu'il n'y ait pas aujourd'hui de vote sur la proposition de résolution annexée au rapport de M. Dittrich.

Je me bornerai donc à dire que le groupe socialiste, dont je suis le porte-parole pour la circonstance, donne son appui à la proposition de résolution de M. Dittrich telle qu'elle est actuellement libellée.

Nous nous réjouissons d'apprendre que le retard que nous avons si souvent déploré dans la pré-

**Dehousse**

sensation d'un plan général en matière de législation est enfin en voie de résorption.

Personnellement, je me réjouis également des excellentes choses que j'ai entendues ce midi de la bouche de M. von der Groeben. Je me suis particulièrement félicité de l'entendre dire que le rapprochement des législations n'était pas synonyme de recherche du plus petit commun dénominateur, qu'il ne s'agissait pas de découvrir la moyenne arithmétique, que le rapprochement des législations devait s'effectuer tout autrement, en fonction d'une finalité. Je crois que c'est bien cela, la pensée qui dominait l'exposé de M. von der Groeben, cette finalité étant, bien entendu, la réalisation du Marché commun et de ses objectifs.

Puis-je me permettre d'ajouter, aux excellentes considérations que nous avons entendues, un conseil et de poser une question ?

Le conseil s'adresse à la Commission exécutive. Je lui recommanderai de ne pas trop user, dans la tâche qu'elle entreprend, des comités spéciaux qui se composent surtout de représentants des États membres. La tentation, ici, est très grande, puisqu'il s'agit de rapprocher des législations nationales. La formule que l'on a discutée hier, et que le groupe socialiste a contestée, consiste à faire présider de tels comités par un membre de la Commission, ces comités étant, pour le reste, composés uniquement de représentants des États membres. C'est une formule vers laquelle on glisse assez facilement mais qui est, à mon avis, la plus dangereuse de toutes. En dépit des apparences, elle aboutirait, — croyez-en, Monsieur von der Groeben, une expérience déjà assez ancienne — à l'accumulation des particularismes. Chaque représentant d'État membre soulignerait les particularités inhérentes à la législation de son pays et, en fin de compte, on obtiendrait, non pas le fameux commun dénominateur auquel on a fait allusion, mais le catalogue de tout ce qui nous sépare.

Il vaudrait beaucoup mieux que la Commission elle-même prenne la tâche en main avec ses services, quitte bien entendu à se faire assister d'experts nationaux, car je ne conçois pas qu'il puisse en être autrement. Mais ceci est tout autre chose que de créer un comité spécial où les représentants des États membres constituent la quasi-totalité de l'organisme.

Cela, c'était le conseil que je me permettais de donner.

Ma question a trait à la méthode. Je n'ai pas pu, ayant une obligation, entendre l'exposé de M. von der Groeben jusqu'à la fin et je m'en excuse. Je m'en excuse d'autant plus que j'en éprouve beaucoup de regret, tout ce qu'il a expliqué m'ayant paru extrêmement intéressant. Quelle est la méthode envisagée pour rapprocher les législations na-

tionales des États membres ? Va-t-on procéder à la manière des États scandinaves, spécialistes et mêmes virtuoses en la matière, et se contenter d'un certain parallélisme ? Dans ce cas, on rapproche les législations autant que possible. On vote même parfois des lois identiques, mais parallèles, une pour chacun des différents États intéressés. Ceci est une conception ; je me permets cependant de la croire assez précaire, étant donné qu'on peut toujours défaire ce que l'on a fait. Le législateur qui a adopté une loi sur le plan national, peut fort bien, un jour, l'abroger. L'œuvre d'harmonisation des législations s'en trouverait alors sapée par la base.

Je conçois parfaitement que l'on puisse passer, lorsqu'il est nécessaire, — et uniquement dans ce cas —, par un premier stade au cours duquel on recherche un parallélisme. Mais à mon avis, ce à quoi il faut essayer d'aboutir au moins partiellement, et le plus rapidement possible, c'est à des conventions, même si ces conventions contiennent ce que l'on appelle, en droit international privé, des lois uniformes. Ce système-là est peut-être plus lent ; aussi ai-je dit que je n'en préconisais pas toujours l'application dès le premier stade ; c'est une question de circonstances et de modalités. Mais si c'est plus lent, c'est aussi beaucoup plus sûr, beaucoup plus stable qu'une harmonisation qui résulte d'un simple parallélisme.

Telles sont, Monsieur le Président, les quelques observations que je me suis cru autorisé à faire au début de cette discussion. En effet, ainsi que cela a bien été souligné tout à l'heure, ce n'est encore qu'un début. Et pour reprendre le mot des étudiants, je dirai « continuons la lutte » !

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Romeo, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

Je lui rappelle que je suis saisi d'une demande de renvoi en commission et qu'il aura donc la possibilité d'y exposer plus amplement son point de vue.

**M. Romeo.** — (1) Monsieur le Président, je désire tout d'abord vous donner l'assurance que je serai très bref. En prenant la parole au nom du groupe des libéraux et apparentés, il me faut d'abord exprimer ma satisfaction et ma reconnaissance à M. Ditttrich pour le rapport circonstancié qu'il nous a présenté.

Le rapport suppose le fait qu'en dépit de l'unanimité qui s'est faite sur la nécessité d'un rapprochement des législations, rien n'a encore été fait en ce domaine. Dans une résolution remontant à 1965, le Parlement européen s'était engagé à

**Romeo**

proposer un programme général de rapprochement des législations, et ce matin, M. von der Groeben nous a exposé les raisons pour lesquelles rien n'a été fait à ce jour.

Dans son rapport toutefois, M. Dittrich expose un certain nombre de problèmes qui nécessiteraient et rendraient opportun le rapprochement des législations des États membres. Je ne mets pas en doute l'intérêt de ces questions, et comme M. von der Groeben l'a justement fait remarquer, leur exposé porte à examiner le champ de l'harmonisation, l'extension de celui-ci, ainsi que la procédure à suivre.

C'est sous cet angle, précisément, que je voudrais faire remarquer que les problèmes économiques découlant de la création du Marché commun peuvent, du moins en partie, être résolus par des instruments juridiques autres que l'harmonisation, et ce, en vertu des articles 100 et 235 du traité, ainsi que l'a rappelé le représentant de la Commission. Le traité ouvre aux institutions de la Communauté la possibilité de créer les instruments juridiques pour la mise en œuvre d'une politique économique commune et, en attendant l'établissement et l'application d'un programme général, je pense qu'il serait opportun d'affronter le problème de la création de la société commerciale européenne.

Je suis heureux que le représentant de la Commission ait évoqué ce matin la question, car je pense que, du point de vue économique, personne ne peut contester l'utilité d'un tel type d'entreprise. Les obstacles que l'on rencontre sont de nature éminemment juridique. Quelle forme devrait revêtir cette nouvelle société de type européen ? Serait-elle régie par une loi unique dans tous les États membres, ou bien par un règlement communautaire ?

Voilà précisément la proposition que vient de faire l'orateur qui m'a précédé, qui a fait observer à raison que toute norme adoptée à l'échelon national risquerait d'être ensuite immédiatement modifiée.

Le traité prévoit, dans les grandes lignes, il est vrai, que les institutions de la Communauté peuvent créer des instruments juridiques pour la mise en œuvre de la libre circulation des personnes, des services et des capitaux, en vue de la réalisation d'une politique économique commune. La Commission des Communautés, dans sa recommandation du 22 avril 1960, s'était déjà déclarée favorable à cette solution ; mais, par la suite, elle s'est arrêtée en chemin pour s'engager sur la voie de l'harmonisation des législations où elle n'a pas achevé un parcours qui aurait pu mener à une harmonisation des fins, et non des moyens.

Un règlement de caractère législatif, adopté par la Communauté pour servir d'instrument aux objectifs du traité, jetterait les bases réelles et tangibles de la politique économique commune et serait beaucoup plus efficace que la coordination des législations obtenue par des directives ou des recommandations. Ce serait, comme l'a dit M. von der Groeben, un acquis concret qui permettrait d'atteindre des objectifs généraux.

L'adoption d'un instrument législatif communautaire créerait un droit communautaire valable pour tout le territoire des États membres — ce qui est un objet difficile à atteindre par des directives et des recommandations — et irait au delà du principe de la territorialité.

C'est à bon droit que le rapport de M. Dittrich fait observer que le rapprochement des législations constitue une entreprise gigantesque qui demandera de longues années, même si les participants sont animés de bonne volonté. Dans cette très longue période, où on élaborera des programmes généraux et des projets sectoriels pour l'harmonisation des législations, créons donc un instrument unique — le serait-il à seul titre expérimental — qui constitue un premier début de législation communautaire.

Posons le problème et discutons-en afin de prouver du même coup la bonne volonté des pays membres et la détermination résolue des institutions communautaires.

Au besoin même, arrivons-en à la société européenne par la conclusion d'un accord international, basé sur l'article 220 du traité, dût-on en élargir la participation, comme pour le brevet européen. Telle est la proposition que je me permets de formuler et qui — je me félicite de le constater — s'inscrit dans la ligne des conceptions exprimées par le représentant de la Commission, d'autant plus que cette proposition, même si elle a été mise depuis en quarantaine, avait recueilli l'avis favorable de l'exécutif dès 1960.

**M. le Président.** — La commission juridique a demandé que le rapport de M. Dittrich soit renvoyé en commission.

Conformément à l'article 26 du règlement, le renvoi est de droit dans ce cas.

Le parole est à M. von der Groeben qui a demandé à intervenir.

**M. von der Groeben, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, la Commission se féliciterait, si ce renvoi est ordonné, de l'occasion qui lui sera donnée d'approfondir le sujet avec la commission juridique. J'ai déclaré dès ce matin que nous étions

von der Groeben

bien sûr également disposés à compléter les déclarations sur quelques questions pratiques, que, faute de temps, je n'ai fait qu'esquisser aujourd'hui.

Je puis assurer M. Dehousse que j'ai étudié la question qu'il a posée. Je crois que nous devons nous inspirer du principe de la proportionnalité et décider en fonction de ce principe si l'on peut se contenter du rapprochement des législations nationales et jusqu'où l'on peut aller dans cette voie, autrement dit si nous devons entrer dans les détails techniques ou ne procéder qu'à une harmonisation des grandes lignes. C'est encore une question à laquelle on ne peut répondre de façon globale et définitive, on ne pourra agir qu'en fonction des problèmes pratiques et des objectifs que nous voulons atteindre. Selon le traité il nous faut également décider dans quelle mesure nous devons aller au delà du rapprochement des législations proprement dit, soit que le traité lui-même nous en fournisse les moyens par la création d'un droit communautaire, soit que nous devions recourir à l'article 235 ou encore conclure une convention.

Je crois, Monsieur Dehousse, que c'est là un point à approfondir en commission. J'espère que les principes que j'ai cherché à développer aujourd'hui ont trouvé votre accord et l'approbation de cette assemblée.

Je crois pouvoir affirmer qu'à la Commission nous avons toujours considéré la question du droit européen des sociétés de la même manière que l'orateur qui m'a précédé et que dans l'intervalle — je profite de l'occasion pour le souligner à nouveau — nous ne sommes jamais restés inactifs ; nous avons continué à examiner la question du droit européen des sociétés, à telle enseigne que nous serons prochainement, je l'espère, en mesure de présenter un projet de la Commission alors que vous ne disposez jusqu'ici que du projet du professeur Sanders.

J'estime que nous devrions alors discuter au plus tôt avec les gouvernements des possibilités de mise en œuvre d'un tel projet ; soit par voie de règlement conformément à l'article 235 ou par voie de convention, si besoin est ; mon propos n'est pas d'en décider aujourd'hui. Recourir à l'article 235 signifierait que les Parlements nationaux auraient à intervenir alors que le Parlement européen n'a malheureusement à l'heure actuelle aucun pouvoir pour coopérer à l'élaboration de règlements basés sur l'article 235. Il y a là un dilemme politique. Je crois que nous devrions poursuivre l'examen de ces points en commission et peut-être aussi en séance plénière.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Le renvoi en commission est donc ordonné.

### 7. Protection et uniformité juridique dans le domaine de la législation douanière et commerciale

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Lautenschlager, fait au nom de la commission juridique, sur l'octroi de la protection juridique et la création et la garantie de l'uniformité juridique dans le domaine de la législation douanière et commerciale européenne, ainsi que sur les problèmes juridiques et institutionnels y afférents (doc. 129/69).

La parole est à M. Lautenschlager qui a demandé à présenter son rapport.

**M. Lautenschlager, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, alors que le point précédent de l'ordre du jour portait sur le rapprochement des législations, il m'incombe maintenant de souligner une conséquence de la mise en application du droit européen dans les six États membres. L'objet principal de ce rapport, que j'ai l'honneur de présenter au nom de la commission juridique, est — et cela a été exposé à diverses reprises dans toute une série de rapports — d'inviter instamment la Commission à songer également, lors de la création de droit communautaire, à ceux auxquels ce droit s'applique. En effet, tout acte juridique ou administratif d'une instance judiciaire ou d'une autorité administrative, qui se fonde sur le droit communautaire, renferme des possibilités de conflit. L'objectif de tous ceux qui participent à la création du droit communautaire doit être d'assurer aux sujets de ce droit une protection juridique qui soit autant que possible la même dans les six pays membres. Nous sommes encore malheureusement très loin de ce stade idéal.

Monsieur le Président, cette entrée en matière suffirait presque pour esquisser la teneur du rapport, mais je crois que pour la compréhension de la résolution, qui figure en tête du rapport, il convient d'insister encore sur certains points, tout en précisant que selon le nouveau règlement, il n'est pas indispensable que le rapporteur expose une fois encore le rapport dans tous ses détails, serait-ce même sous une forme abrégée.

Le présent rapport tente, dans le domaine étroitement limité de la protection juridique, de montrer quelles sont les possibilités d'apporter une réponse, aussi bien dans un proche avenir que pour le cas d'une poursuite de l'évolution du droit communautaire, aux questions qui se posent en matière d'harmonisation de la protection juridique.

La protection juridique est le critère essentiel et éminent de la démocratie et pour tout dire de l'État de droit. La coopération, déjà largement développée en matière d'échanges et d'industrie au sein de la C.E.E., exige de manière de plus en

**Lautenschlager**

plus pressante que l'on consacre beaucoup plus d'attention qu'on ne l'a fait jusqu'ici à cette protection juridique lors de l'application du droit communautaire. Tant la législation douanière matérielle que la protection juridique présentent dans les différents États membres des différences considérables. Ces différences entraînent en fin de compte des distorsions de concurrence et des détournements de trafic, parce qu'on ne peut empêcher personne de choisir pour ses opérations commerciales le pays dont les législations tarifaires et commerciales lui offrent le plus d'avantages.

A l'origine de ce rapport dû à une initiative du Parlement se trouve la suggestion de la commission des relations économiques extérieures de demander à la commission juridique d'examiner comment est assurée la protection juridique des personnes physiques et morales concernées par la directive sur le trafic de perfectionnement actif et la directive sur les zones franches. En examinant la portée de cette question, la commission juridique a convenu d'étendre cette étude au droit commercial européen. Les discussions ont abouti aux constatations suivantes : en conclusion de l'examen de la situation juridique des intéressés dans la Communauté, il faut constater que les possibilités actuelles de recours et de pourvoi dans le domaine du droit douanier et commercial sont très différentes d'un État membre à l'autre. Ces différences ont les conséquences que j'ai déjà exposées et bien d'autres encore qui sont incompatibles avec les objectifs du traité. On ne peut donc contester la nécessité de la coordination et en fin de compte de l'harmonisation des possibilités de protection juridique.

Cela soulève naturellement le problème des possibilités offertes à cet égard par le traité. Dans les chapitres du traité de la C.E.E. on ne relève aucune disposition spéciale concernant l'harmonisation des législations douanières. En outre, fait défaut tout droit de réglementation précis en matière d'harmonisation des législations douanières. Il importe donc de rechercher quelles possibilités de solutions offre le traité, c'est-à-dire qu'il faut veiller à ce que, jusqu'à la fusion des traités, aucun retard inutile n'intervienne dans la coordination et l'harmonisation de la protection juridique. Il faut utiliser les instruments prévus par le traité et essayer de trouver une solution provisoire.

Après avoir soigneusement pesé tous les éléments de ce problème, la commission juridique s'est mise d'accord sur l'instrument de la directive qui, pour des raisons diverses, apparaît comme étant le plus approprié pour apporter une solution provisoire à ce problème avec comme but un minimum d'uniformité en matière de protection juridique. Je renvoie, à ce propos, au rapport qui expose les considérations qui ont amené la commission juridique à faire cette recommandation.

Dans la mise au point du droit communautaire, par rapport au droit des six États membres, on peut se demander s'il y a ou s'il devrait y avoir une possibilité pour le particulier de saisir une autorité supranationale. Lors de l'examen de ces questions, la commission juridique est parvenue à la conclusion que la section 4 de la 5<sup>e</sup> partie du traité de la C.E.E. n'apporte pas de solution de rechange, disons valable, à l'absence de droit de recours des particuliers. Je me permets ici encore de renvoyer aux conclusions auxquelles est arrivée la commission, notamment en ce qui concerne les articles 177 et 184, et qui sont exposées dans le rapport.

Le moyen très restreint permettant à la Cour de justice des Communautés européennes d'exercer l'influence indirecte que constituent la décision à titre préjudiciel, au titre de l'article 177, et le contrôle de l'application des dispositions au titre de l'article 184, souligne la nécessité, eu égard aux constatations de la Cour, d'insister sur la portée de l'article 164 du traité de la C.E.E. qui charge expressément la Cour de justice de faire respecter le droit dans l'interprétation et l'application du traité. Il est apparu nécessaire à la commission juridique d'insister, dans sa proposition de résolution, sur cette tâche de la Cour de justice, également parce que le lien entre la protection juridique et la sauvegarde de l'unité juridique est une condition essentielle de la solution de ce problème.

Un renforcement de la solution intérimaire, telle qu'elle est prévue au paragraphe 7 de la proposition de résolution, à savoir d'insérer dans chaque directive une clause prévoyant la vérification par une juridiction des décisions prises par les administrations nationales sur la base des directives de la Communauté, consisterait dans la possibilité d'introduire un recours contre des actes nationaux en matière douanière ou commerciale auprès de la Commission. Le comité prévu dans les différentes directives pourrait accomplir cette tâche. Mais je ne veux pas revenir sur les problèmes qui pourraient se poser du fait de l'adoption d'une telle proposition. Ces questions ont été suffisamment discutées hier après-midi lors du débat sur la question orale de la commission des affaires sociales et de la commission juridique. L'institutionnalisation d'une autorité subordonnée à la Commission, qui aurait à recevoir une telle plainte et à statuer se heurte à des réserves juridiques considérables se basant notamment sur l'article 135 du traité instituant la C.E.E.

En conclusion, je dirai qu'il faut donc attendre les discussions sur les problèmes qui se poseront lors de la fusion des traités, lorsque sera examinée la partie du nouveau traité concernant le système juridique de la Communauté. D'ici là, il ne reste qu'à inviter la Commission à coordonner et harmoniser le plus largement possible la protection juridique

**Lautenschlager**

dans la Communauté selon les moyens exposés dans la résolution.

Pour conclure, je me permets de vous demander d'approuver la proposition de résolution.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Boertien, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Boertien.** — (N) Monsieur le Président, c'est le lot de la commission juridique de devoir régulièrement préparer des rapports pour lesquels l'Assemblée manifeste extraordinairement peu d'intérêt. Du nombre des membres du Parlement européen présents en ce moment dans l'hémicycle, je pourrais être tenté de conclure que notre commission juridique s'occupe de problèmes absolument dépourvus d'intérêt. Eh bien, pour montrer que la matière qui nous occupe est réellement très importante, le groupe démocrate-chrétien se doit, selon moi, de présenter quelques remarques dans ce débat.

Tout d'abord, je tiens à remercier M. Lautenschlager de son rapport et de l'exposé introductif qu'il vient d'en faire. Ce rapport montre clairement où le bât blesse dans l'uniformisation du droit en Europe. Si l'on considère en outre que la commission juridique a dû consacrer quatre réunions à cette question, la première ayant eu lieu en octobre 1968 et la quatrième en octobre 1969, on se rend compte que les membres de la commission juridique sont appelés à se pencher sur de nombreuses questions, car, dans le cas contraire, ils auraient peut-être pu en terminer avec ce sujet en un mois. Ici encore, nous pouvons dire que l'intérêt que manifeste l'Assemblée pour le travail de la commission juridique ne correspond pas au nombre des problèmes dont celle-ci est appelée à s'occuper.

Le rapport se limite aux problèmes juridiques relatifs à la législation douanière et commerciale. Les problèmes abordés dans ce cas précis revêtent une importance tout aussi grande dans des domaines entièrement différents de la législation.

Plusieurs fois déjà aujourd'hui a été prononcé le mot « libéralisation ». MM. von der Groeben et Dittrich, eux aussi, en ont déjà traité. Lorsqu'il est question de la libéralisation des professions libérales, c'est chaque fois le même problème qui se pose, à savoir l'impossibilité pour celui à qui une autorité nationale refuse un certificat de bonnes vie et mœurs de trouver un emploi. Les candidats aux professions libérales s'élèvent aujourd'hui avec énergie contre le fait que d'un côté on leur demande ces certificats de bonnes vie et mœurs, mais que, de l'autre, les propositions de directive, dont il nous reste un grand nombre à discuter, ne prévoient aucunes possibilités d'emploi. C'est dire

que la matière que M. Lautenschlager a abordée dans son rapport déborde largement les limites d'une législation douanière et commerciale.

Il est évident que le groupe démocrate-chrétien est d'accord sur les conclusions de M. Lautenschlager et donnera volontiers son appui à la résolution qu'il a présentée.

Monsieur le Président, M. Vredeling a déposé un amendement au paragraphe 9 de la résolution, dans lequel il souligne une fois de plus le point de vue du Parlement sur les comités cités dans ce paragraphe. Avant même que M. Vredeling ne défende son amendement, je puis vous annoncer, au nom du groupe démocrate-chrétien, que la formulation de cet amendement nous paraît tellement pertinente que nous sommes tout disposés à l'adopter.

**M. le Président.** — La parole est à M. von der Groeben.

**M. von der Groeben, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, je parle en remplacement de mon collègue M. Colonna di Paliano. Je puis, me semble-t-il, être très bref. Je tiens tout d'abord à remercier le rapporteur de son excellent rapport.

Monsieur le Président, les différences qui existent dans le système fondamental peuvent certainement constituer une source importante de distorsions de la concurrence et de détournements du trafic. La Commission n'ignore pas l'importance du problème de l'harmonisation ni surtout celle qu'il aura lorsque les recettes douanières deviendront les ressources propres de la Communauté. Nous donnerons donc une attention particulière à cette question.

La Commission est également consciente des difficultés qui s'opposent actuellement à une harmonisation satisfaisante des dispositions concernant les principes et elle envisage de résoudre ce problème à la faveur de la fusion des traités, comme il y a d'ailleurs déjà été fait allusion dans ce Parlement. En ce qui concerne le paragraphe 7 de la résolution, je me demande s'il n'y aurait pas lieu de reconsidérer la nécessité d'insérer dans toutes les directives une telle remarque ; en effet, elle pourrait tout aussi bien donner à penser que cette solution est en quelque sorte considérée comme optimale. Nous avons cette protection dans la plupart des États ; nous ne devrions pas, selon moi, nous interdire une amélioration progressive de cette protection.

En ce qui concerne le paragraphe 8, la Commission se déclare d'accord sur l'invitation qui lui est adressée de présenter un programme.

Au sujet du paragraphe 9, je tiens à faire remarquer que la procédure de consultation est identi-

**von der Groeben**

que pour tous les comités prévus dans le domaine douanier. La Commission a du reste l'intention de préconiser la fusion de ces différents comités en un comité douanier unique.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?..

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 8, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur le paragraphe 9, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Vredeling, au nom du groupe socialiste et dont voici le texte :

« Compléter comme suit ce paragraphe :

..., réitère, d'autre part, ses objections de caractère général à l'encontre de comités qui ne sont pas prévus par le traité ; »

La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je pourrai être très bref, M. Boertien s'étant déjà déclaré par avance d'accord avec la portée de cet amendement, qui ne fait, en vérité, que confirmer les résultats de la discussion que nous avons eue hier au sujet de ces comités que prévoient différents règlements de la C.E.E. Nous avons toujours formulé des objections à l'égard de ces comités dans ce Parlement ; je n'ai pas besoin de revenir sur la discussion que nous avons eue à ce sujet. Le contenu du paragraphe de la résolution qui traite de ces comités est tel que quiconque ne lirait que la résolution, et non pas le rapport, pourrait avoir l'impression que les procédures de consultations de ces comités devraient être aussi semblables que possible et que le nombre de ces comités devrait être réduit au maximum pour que le Parlement européen puisse accepter leur existence. Ce serait là naturellement un profond malentendu, compte tenu notamment des réserves de principe que nous avons, hier encore, entendu formuler de toutes parts dans ce Parlement. Il me semble dès lors opportun de souligner une fois de plus, par cet amendement, notre opposition de principe à l'encontre de ces comités. C'est pour cela, Monsieur le Président, que j'ai présenté cet amendement qui, je l'espère, sera adopté. Voilà tout ce que j'avais à dire sur cette question pour le moment.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 9 ainsi complété.

Le paragraphe 9 est adopté.

Sur le paragraphe 10, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 10 est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

*8. Règlement relatif aux conséquences dans  
le secteur agricole de la réévaluation du  
Deutsche Mark*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif aux mesures à prendre dans le secteur agricole à la suite de la réévaluation du Deutsche Mark (doc. 165/69).

La parole est à M. Vredeling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Vredeling, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, cette proposition nous place, comme c'est tellement souvent le cas pour notre Parlement, dans une position assez difficile. Vous savez que la réévaluation du mark allemand a soulevé un certain nombre de problèmes relatifs aux prix des produits agricoles et a obligé à prendre des mesures du fait que les prix des produits agricoles sont exprimés en unités de compte. Cette réévaluation entraînerait donc, pour ainsi dire du jour au lendemain, une baisse des prix des produits agricoles si l'on ne veillait pas à prendre d'autres mesures.

Il n'y a pas lieu de retracer ici les antécédents qui ont mené à la décision récente du Conseil de remédier aux conséquences de la réévaluation en octroyant à l'agriculture ouest-allemande des compensations d'un montant de 1,7 milliard de DM, et cela pendant quatre ans. Ces antécédents sont décrits dans le rapport. Chacun a pu en prendre connaissance par la presse quotidienne. Aussi ne m'attarderai-je pas sur ce point. Je ferai, en revanche, au nom de la commission de l'agriculture, un certain nombre de remarques qui impliquent qu'en principe nous pouvons accepter cette décision, et que j'illustrerai brièvement.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 36.

**Vredeling**

Tout d'abord, je voudrais faire une remarque sur la consultation même. En effet, le Conseil a pris une décision sur le fond du problème, mais quant à ses développements, nous nageons encore dans l'incertitude. Nous savons que la république fédérale d'Allemagne est habilitée à prendre un certain nombre de mesures et que le règlement qui nous occupe contient certaines dispositions auxquelles ces mesures doivent satisfaire.

Un fait extrêmement important, c'est que toutes ces mesures seront contrôlées suivant la procédure de l'article 93 qui est absolument communautaire puisqu'elle donne à la Commission des compétences très étendues et prévoit que le Conseil devra s'assurer la surveillance de l'affectation de ces 1,7 milliard de DM à l'agriculture ouest-allemande. Il se pose à cet égard une petite question que je préfère soulever immédiatement. La proposition de règlement à l'étude affirme que les dispositions de procédure de l'article 93 du traité seront appliquées à ces mesures. Nous nous sommes demandés ce que signifie exactement cette affirmation. Il n'est, en effet, pas dit que « les dispositions » de l'article 93 seront appliquées. Il y a donc là une nuance qui pourrait avoir son importance, étant donné que face aux mesures qui seront prises dans la république fédérale d'Allemagne sur la base de l'octroi de ce montant de 1,7 milliard de DM, pourrait surgir la possibilité des mesures communautaires fondées sur l'article 43 du traité, cependant que pour la mise en œuvre des dispositions qui nous intéressent, on suivrait la procédure prévue par l'article 93 du traité.

Cela paraît compliqué, Monsieur le Président, mais il s'agit d'un point important étant donné que, d'une façon générale, la commission de l'agriculture a toujours estimé que les mesures compensatoires qui doivent être prises dans la république fédérale d'Allemagne lors de l'utilisation des 1,7 milliard de DM devraient s'insérer dans le cadre de la politique agricole commune, cela afin d'éviter que ce montant considérable de 1,7 milliard de DM ne donne naissance, dans la république fédérale d'Allemagne, à une politique agricole qui s'oppose à la politique agricole commune ou s'en écarte.

La situation ne nous semblant pas parfaitement claire, nous avons cru devoir compléter la proposition de la Commission, afin de bien faire ressortir que les mesures que prendra la république fédérale d'Allemagne devront s'inscrire dans le cadre de la politique agricole commune.

La proposition nous apprend que les mesures compensatoires seront financées en partie par des crédits communautaires. L'exposé de M. Mansholt nous a appris que les montants cités dans la proposition de règlement sont le résultat d'un compromis atteint après de laborieuses négociations, et axé sur l'idée de faire coïncider, du moins pour la première année, le montant de la compensation avec l'économie ré-

sultant pour la C.E.E. de la dévaluation du franc français, économie atteignant 100 millions d'u.c. Cela signifie que le budget, tel qu'il a été examiné hier par notre Parlement ne doit en principe du moins, pas être dépassé au début.

Nous avons compris qu'il ne serait guère utile que notre Parlement touche à ce compromis. Aussi avons-nous pensé devoir laisser intactes sur ce point pour des raisons politiques la proposition de la Commission, ainsi que la décision de principe du Conseil, et cela bien que la participation communautaire à ces mesures compensatoires en faveur de l'agriculture ouest-allemande soit très modeste et pourrait de ce fait donner lieu à quelques critiques. Il est bien évident, en effet, que les conséquences de cette réévaluation devraient, bien davantage que ce ne fut le cas jusqu'à présent, devenir une affaire communautaire. Cette remarque a d'ailleurs aussi été faite au sein de la commission de l'agriculture. Nous savons tous que les ministres des finances se préoccupent beaucoup des conséquences de telles participations communautaires pour leur trésor national, mais il n'en demeure pas moins qu'en l'espèce cette participation à la compensation en faveur de l'agriculture ouest-allemande nous semble très maigre.

Seul le hasard de cette économie de 100 millions réalisée par suite de la dévaluation du franc français nous fait un peu mieux comprendre que le Conseil ait pris cette décision, mais cela n'empêche qu'il eût été préférable que les mesures compensatoires en faveur de l'agriculture ouest-allemande eussent été prises en charge pour 50 % au moins par la Communauté.

A ceux qui voudraient objecter à cela que la république fédérale d'Allemagne est suffisamment riche pour payer elle-même la facture, je répondrai que cet argument ne tient pas en l'espèce, car en fin de compte la république fédérale d'Allemagne, qui occupe effectivement une position un peu plus favorable que les autres pays, apporte, précisément en raison de cette position, proportionnellement une contribution très élevée à la caisse communautaire.

Monsieur le Président, ces mesures soulèvent une question relative à l'agriculture communautaire en général. Si l'on considère objectivement les mesures prises lors de la réévaluation et le fait que ces mesures sont compensés par l'octroi d'un montant de 1,7 milliard de DM, on est amené à se demander comment et quand les conséquences de la réévaluation se feront sentir dans la république fédérale d'Allemagne et dans l'ensemble de la Communauté européenne. Il est bien évident que l'adaptation ne prendra pas quatre ans. On peut admettre — des organismes scientifiques peuvent le vérifier par des calculs économétriques — que l'équilibre sera bien plus rapidement rétabli.

L'expérience nous a appris que cet équilibre peut être atteint au bout d'un an ou d'un an et demi envi-



**Vredeling**

ron. En principe, la situation sera alors la même dans les États membres, leurs économies étant soumises, du fait de l'existence de notre Communauté, au système des vases communicants.

On ne peut prétendre que la réévaluation et l'adaptation des prix maintiendraient continuellement l'agriculture ouest-allemande dans une situation désavantageuse. Or, le fait que l'on accordera néanmoins durant quatre ans une compensation globale de 1,7 milliard de DM pose le problème de l'égalité de traitement des agriculteurs des autres États membres. Cette question jouera évidemment à l'avenir un rôle plus important qu'aujourd'hui, mais nous ne voulons pas négliger de signaler dès à présent que nous aurons à nous en occuper. Nous savons que la Commission européenne a présenté toute une série de propositions qui doivent s'insérer dans un schéma de développement valable jusqu'en 1980. Or, nous estimons qu'il serait possible de résoudre dans ce cadre le problème consistant à accorder le même traitement aux agriculteurs des autres États membres qu'à ceux de la République fédérale.

En voulant approfondir davantage ce point, je quitterais le terrain de la consultation du Parlement sur les mesures adoptées, car je devrais parler de la réalisation d'un plan que, chose curieuse, notre Parlement n'a toujours pas examiné. J'ai déjà eu l'occasion quelques fois dans le passé, lorsque je parlais en mon nom personnel, de signaler cet état de choses. Aujourd'hui, parlant en ma qualité de rapporteur de la commission de l'agriculture, je dirai que nous entendons émettre plus rapidement un avis sur les récentes propositions de la Commission européenne que nous ne l'avons fait l'année dernière sur les grandes propositions qui nous étaient alors soumises.

Monsieur le Président, j'ai fait quelques remarques, qui ne sont pas des remarques de principe, en ce sens qu'elles s'écarteraient des propositions de la Commission. Je signalerai en passant que nous nous sommes trouvés dans une situation un peu particulière du fait que nous avons été consultés sur une proposition de la Commission datant du 5 novembre.

Entre temps, nous avons reçu, alors que nous procédions à l'examen de ce texte, des propositions de modification dont nous avons appris, à notre grand étonnement, qu'elles n'étaient pas encore officiellement parvenues au Conseil. Celui-ci n'ayant donc pas été mis au courant de ces modifications, il n'y a pas pour nous de consultation officielle à leur sujet. Néanmoins, vu le caractère urgent de la question, nous avons estimé devoir agir comme si tel était quand même le cas. Dans notre rapport nous avons reproduit la proposition initiale de la Commission du 5 novembre et nous y avons ajouté, dans une note, les modifications que la Commission y a apportées entre temps. C'est sur la base du texte ainsi complété que nous avons présenté un certain nombre de pro-

positions de modifications à la proposition de règlement.

Comme je l'ai déjà dit, la commission de l'agriculture nage un peu dans l'incertitude en ce qui concerne la mise en œuvre ultérieure de ces mesures. Si nous savons que la république fédérale d'Allemagne a obtenu de ne devoir appliquer ces mesures qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, nous ne savons toujours pas quelles seront effectivement ces mesures compensatoires. Nous ne pouvons donc nous prononcer sur ce point. Nous savons seulement que ces mesures devront obéir à la procédure de l'article 93. En attendant, nous ne pouvons qu'espérer que la Commission appliquera la procédure de l'article 93 conformément aux règles fixées à cet effet.

**PRÉSIDENCE DE M. MERCHERS***Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Briot, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

**M. Briot.** — Monsieur le Président, le règlement qui nous est soumis pose beaucoup de problèmes, car la politique agricole a été ébranlée jusque dans ses fondements, dans ses monnaies qui ne sont pas stables et s'appuient sur une autre qui est discutable ; nous constatons que la situation française a tout d'abord posé des problèmes en raison de la dévaluation.

La Commission a trouvé une solution et je l'en félicite. Il a fallu compenser la différence entre les prix français et les prix communautaires par une taxe compensatoire à l'entrée sur le territoire des autres États de la C.E.E. Ensuite, nous avons assisté à des manipulations monétaires qui ont fait que la république fédérale d'Allemagne a eu à la fois trois monnaies !

Tout cela n'a pas facilité les choses. Les frontières furent fermées, elles furent ouvertes et, après la venue au pouvoir d'un autre gouvernement, le mark allemand a été réévalué. On le constate, les problèmes monétaires, tout comme les problèmes agricoles, sont intimement liés ; c'est en effet le problème monétaire qui est à l'origine de nos déboires.

On aboutit à ce paradoxe, Monsieur le Président, que les agriculteurs sont mécontents en France et qu'ils le sont aussi en Allemagne. Je souhaiterais, pour ma part, qu'ils soient mécontents en Europe ; ce serait une Europe de mécontentement et nous aurions tout de même quelque chose de commun !

C'est pourquoi, en face de cette situation, la France a dit : nous allons rétablir nos prix agricoles avant 1971 afin qu'ils soient au niveau commun. L'Allemagne fédérale se trouve, en matière agricole, dans une situation curieuse : les agriculteurs vendent leurs

**Briot**

produits agricoles en dollars et ils achètent ce dont ils ont besoin en marks.

C'est une situation inconfortable et il fallait aider les agriculteurs. Mais comment les aider ?

La Commission a trouvé une solution qui me paraît d'ailleurs excellente et, mieux encore, la solidarité des États s'est manifestée, puisque les six pays membres de la C.E.E. vont participer, par le truchement du F.E.O.G.A. à l'aide accordée aux agriculteurs allemands afin de compenser les pertes durant quelques années.

Voilà une des conséquences assez curieuses de toutes ces manipulations monétaires et il apparaît qu'il serait préférable d'avoir une monnaie européenne au lieu de recourir à une monnaie d'outre-Atlantique.

Tout cela fait bien apparaître l'in vraisemblance de cette situation. D'ailleurs, cet accord de compensation financière pour la république fédérale d'Allemagne, il a fallu l'expliquer à nos ressortissants, ils l'ont parfaitement compris et en sont solidaires.

J'entends bien que, du côté français, on en profitera pour moduler le rapport des prix ; cela correspond d'ailleurs à l'évolution des productions.

En ce qui concerne la république fédérale d'Allemagne, ce sont les structures qui évolueront, permettant ainsi à l'agriculture de devenir compétitive. Pour amortir la perte de revenu, il y aura l'aide du F.E.O.G.A. et d'autre part, pour assurer la compétitivité, il y aura des réformes de structure.

Alors apparaît l'habileté de M. le président Mansholt, qui, se rappelant qu'il a proposé lui-même un plan, profite d'un moment difficile pour essayer de l'appliquer.

En d'autres termes, lorsque les présidents de nos États et leurs premiers ministres se réuniront à La Haye, ils y viendront avec des soucis, mais aussi avec certaines idées qui sont la conséquence d'une erreur profonde. Ils auront à choisir. Je souhaite, pour ma part, qu'ils comprennent la nécessité de faire l'Europe, puisque l'adversité l'a démontrée, s'il en avait été besoin.

Lorsque je considère les méthodes que l'on emploie — et je me réfère, comme l'a fait tout à l'heure M. Vredeling, au texte de la commission de l'agriculture — je relève que la commission dit, et je cite : « reconnaît la nécessité d'accorder à l'agriculture allemande une compensation financière pour les pertes de revenu qui résultent de la baisse brutale subie, du fait de la réévaluation du mark allemand, par les prix à la production en République fédérale ». Et plus loin : « est d'avis que l'octroi de cette compensation financière est nécessaire non seulement dans l'intérêt des producteurs agricoles allemands, mais aussi dans l'intérêt de la Communauté, notamment pour éviter l'isolement du marché agricole allemand ».

On ne saurait mieux dire. Mais cela pose un problème que la commission n'a d'ailleurs pas manqué de souligner. L'attribution d'aides directes — et c'est le cas, Mesdames, Messieurs, — pose le problème de l'égalité de traitement pour les agriculteurs des autres États membres. C'est une solution, mais elle constitue en même temps une entorse.

C'est pourquoi il apparaît nécessaire de trouver une autre solution. Celle que l'on a retenue est une solution de transition, mais incontestablement elle fait échec aux termes mêmes du traité de Rome.

J'irai même plus loin. L'Allemagne s'est trouvée dans l'obligation de fermer sa frontière, et je la comprends. Mais le deuxième volet du traité de Rome a été mis en échec alors que le premier demeurait ; certains produits n'entraient pas alors que d'autres sortaient, ce qui affectait considérablement la balance commerciale des autres États.

La commission, je l'ai dit tout à l'heure, cite au paragraphe 8 de sa proposition de résolution les secteurs monétaire et agricole. Nous avons donc raison de le souligner.

Il est certains points que je voudrais rappeler. Par exemple, en ce qui concerne la date de la réévaluation : elle a évité un souci incroyable à la Communauté et a provoqué la solution d'un problème difficile. Il fut un moment où l'Allemagne fédérale avait trois monnaies : le dollar, le mark interne, et le mark qui était coté sur toutes les places : Francfort, Düsseldorf, Bruxelles, La Haye, Londres, Paris, etc. ; la Communauté en était réduite à faire la moyenne des cotations pour pouvoir apprécier le prix des marchandises qui entraient en Allemagne. C'était pour le moins curieux. C'est une situation à laquelle il faut porter remède, afin d'éviter qu'elle ne se renouvelle.

D'ailleurs, on nous dit bien qu'on s'est servi des articles 109, 113 et 226 du traité. Ce traité — j'en félicite d'ailleurs ceux qui l'ont signé — comporte des richesses d'expression et un nombre d'articles tel que chacun y trouve son compte, y compris la Commission. Il y a toujours un article qui avait tout prévu. J'en rends hommage aux signataires du traité, et aussi à ceux qui savent s'en servir, car le président Mansholt, lorsqu'il vient à la commission de l'agriculture, a toujours dans sa giberne (*sourires*) un article qui lui permet de nous démontrer qu'il a raison. Je ne puis que l'en féliciter en passant. D'ailleurs, M. Mansholt s'est prononcé avec raison pour une compensation financière.

Je dois rendre également hommage à la Commission, car elle a trouvé une solution pour la déévaluation française et, en même temps, une solution pour la réévaluation du mark allemand. Elle a traversé les difficultés pour finalement imposer la loi. Alors, Monsieur Mansholt, pourquoi accorder certaine interview où vous dites que le problème est difficile, puis-

**Briot**

que votre volonté et votre science dominant la situation, ce dont je vous félicite ?

En définitive, avec une situation comme celle-là, nous avons fait naître un système au moyen duquel la Communauté apportera son aide aux agriculteurs de l'Allemagne fédérale et par lequel l'Allemagne fédérale va se livrer entre autres à des manipulations sur la T.V.A., afin de ne pas toucher aux prix allemands et laissant voir par là que ses prix sont aussi vulnérables que les prix français, puisque nous n'avons pas augmenté les céréales, évitant ainsi une inflation interne. Vous vous servez de la T.V.A. en république fédérale d'Allemagne pour les mêmes raisons, afin d'éviter une perte de ressources pour les agriculteurs allemands, mais avec des méthodes différentes. Nous pouvons ainsi rendre hommage à l'imagination des gouvernements.

Alors en définitive, que faut-il chercher ? A mon sens, il faut chercher à résoudre le problème le plus rapidement possible. Je souhaite que mon pays aille très vite dans le rétablissement des prix au niveau communautaire. Je souhaite que la république fédérale d'Allemagne aille très vite dans l'aide accordée à ses producteurs, et peut-être pourrait-on examiner si on ne pourrait y arriver en moins de deux ans.

C'est là notre objectif ; il faudrait que chacun y pense. Je suis d'ailleurs tout prêt à donner mon accord, et je pourrai au moins dire aux agriculteurs français que nous prenons un autre chemin que celui tout rocailleux sur lequel nous sommes.

Alors la Commission a raison, lorsqu'elle dit au paragraphe 19 de son rapport : « ...la baisse des prix allemands à la production sans compensation financière, ce qui aurait eu pour conséquence d'imposer unilatéralement à l'agriculture allemande une charge injustifiée... ». C'est exact. « ...L'isolement du marché agricole allemand pour une période relativement longue, par analogie aux mesures qui furent prises pour le marché agricole français après la dévaluation du franc ». C'est exact aussi. « La compensation des pertes de revenu de l'agriculture allemande pendant une période limitée, assortie de mesures dans le domaine de la politique sociale et de la politique structurelle ». C'est encore exact.

Le seul point noir est celui que je soulignais tout à l'heure : c'est l'inégalité de traitement entre les agriculteurs de l'Europe puisque certains perçoivent une aide alors que d'autres ne la perçoivent pas. C'est une nécessité que je souhaite temporaire, mais je tenais à le souligner.

Voilà, Monsieur le Président, les quelques réflexions que m'inspire le texte qui est en cause.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt**, *vice-président de la Commission des Communautés européennes.* — (N) Monsieur le Prési-

dent, permettez-moi de répondre brièvement aux observations qui ont été formulées, et de commencer par remercier le Parlement et la commission de l'agriculture, ainsi d'ailleurs que la commission des finances et des budgets et la commission économique, de la rapidité exceptionnelle avec laquelle ils réagissent dans des situations difficiles et des cas d'urgence, et présentent un rapport. Mes remerciements s'adressent donc notamment au Parlement, qui a su en de si brefs délais donner son avis sur des mesures aussi importantes et délicates du point de vue politique. Il est inutile, je crois, que je vous expose encore une fois le problème en détail. Aussi pourrions-nous nous concentrer sur quelques questions qu'il soulève. La Commission était pleinement consciente qu'il ne pouvait en l'espèce être question d'isoler le marché allemand, à l'instar de ce qui s'était fait en France lors de la dévaluation. Une telle mesure aurait, en effet, impliqué — je tiens à le souligner pour ceux qui sont toujours persuadés que face à la hausse du niveau des prix allemands, rien ne pourrait mieux servir les intérêts des agriculteurs allemands que des mesures à la frontière, alors que c'est le contraire qui est vrai ! — qu'à la longue le niveau des prix allemands aurait dû à nouveau être abaissé ou que le niveau global des prix de la Communauté aurait dû être rehaussé jusqu'au nouveau niveau allemand, ce qui, compte tenu de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons et de la récente dévaluation du franc français, doit être considéré comme impossible.

Il nous reste donc le choix théorique entre le maintien du niveau de prix allemand, étant entendu qu'il serait abaissé au bout de quelques années, et l'octroi, durant un certain nombre d'années, de subventions aux agriculteurs allemands destinées à soutenir leurs revenus.

La Commission est d'avis que ces subventions, sans être munificentes, doivent néanmoins clairement montrer qu'il s'agit effectivement de soutenir les revenus. Cela ressort d'ailleurs clairement du fait qu'elle propose au Conseil d'octroyer cette aide durant quatre ans sous forme de compléments de revenus, avec une dégressivité inversement proportionnelle à la participation communautaire intervenant par l'intermédiaire du Fonds agricole.

M. Vredeling a déclaré que la commission de l'agriculture jugeait cette participation communautaire quand même très faible. En fait, elle représente environ 8 % du total. Je n'irai certes pas jusqu'à prétendre qu'elle soit particulièrement généreuse, mais je voudrais tout de même que l'on sache que plusieurs considérations, et M. Vredeling en a cité une lui-même, ont amené la Commission à limiter ce montant. Nous sommes d'avis qu'en tout état de cause, cette contribution exprime la solidarité de la Communauté tout entière avec les agriculteurs allemands, que la réévaluation a mis dans une situation difficile.

**Mansholt**

Au nom de la commission de l'Agriculture, M. Vredeling a demandé à l'exécutif de ne pas attendre la fin de la période considérée pour présenter un rapport sur l'évolution de l'économie allemande, et en particulier de son agriculture, mais de le faire avant la fin de la campagne 1971-1972. L'exécutif comprend que la commission de l'agriculture désire connaître dès avant la fin de la période de subvention l'effet des mesures décidées sur l'économie allemande en général et sur l'agriculture en particulier. Si j'ai bien compris, elle attacherait beaucoup de prix à ce que l'exécutif présente un rapport intérimaire vers le milieu de cette période.

Monsieur le Président, nous ne voyons aucune objection à cette demande. Le seul inconvénient qu'il pourrait y avoir c'est qu'on ne pourra pas encore clairement se rendre compte de l'effet de toutes ces mesures, à ce moment. En effet, elles n'entreront en vigueur qu'en 1970, et on nous demande de faire rapport dès le deuxième semestre de 1971. Nous sommes néanmoins disposés à le faire.

M. Vredeling ne semble pas tout à fait d'accord avec moi. Mais, la proposition de modification de l'article 3 précise tout de même : « Avant la fin de la campagne 1971-1972, la Commission soumet au Conseil et au Parlement européen — cela va de soi — un rapport sur l'évolution de la situation économique de l'agriculture allemande... ». Cette disposition ne soulève aucune objection en elle-même. Et plus loin, nous lisons : « ... et de l'agriculture des autres pays de la Communauté ».

Sur ce point aussi, je suis entièrement d'accord. Les mesures envisagées exercent naturellement aussi une influence sur la position de l'agriculture des autres pays. Nous devons comparer ces différentes situations, et la Commission est certainement disposée à satisfaire cette demande du Parlement.

M. Vredeling a demandé en outre pourquoi il est dit simplement à l'article 1, paragraphe 4 : « Les dispositions de procédure de l'article 93 du traité s'appliquent aux aides visées au présent article ».

Nous pourrions évidemment citer tous les articles, mais la forme que nous avons choisie est préférable du point de vue juridique — il s'agit ici uniquement des articles ayant trait à la procédure — car la question des mesures d'aide proprement dites se trouve déjà réglée dès le premier paragraphe de l'article 1, où nous lisons : « Peuvent être considérées comme compatibles avec le Marché commun les aides accordées aux producteurs agricoles allemands dans les conditions ci-après ». La formulation répond donc parfaitement à l'usage juridique.

M. Briot a fait — c'est une habitude chez lui — un certain nombre de remarques très intéressantes sur l'ensemble du problème. Je crois que la Commission ne peut que se rallier à ses paroles. La dévaluation française aussi bien que la réévaluation allemande

— et qui sait ce qui nous attend encore — ont, en effet, montré à l'évidence combien il était urgent de définir une politique économique et une politique monétaire communes, pour lesquelles, je tiens à le signaler, la Commission dispose d'ailleurs déjà d'une proposition.

Je m'aperçois que M. Barre est entré dans la salle. Permettez-moi de parler pour lui, puisque nous venons d'aborder le plan Barre !

(Sourires)

Nous ne pouvons que souscrire à ce vœu exprimé par le Parlement européen, car nous ne sommes pas encore venus à bout des difficultés. Nous ne faisons que combattre les symptômes, que ce soit — pour ce qui est de la dévaluation française — en introduisant des taxes à la frontière et en isolant le marché français ou en octroyant des subventions aux agriculteurs allemands. Or, il faut que nous nous attaquions au mal lui-même. Et pour cela un seul moyen : celui que M. Briot nous a indiqué avec tant d'ardeur.

**M. le Président.** — La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais poser à la Commission européenne, et plus particulièrement à MM. Barre et Mansholt, une question qui ne surprendra certainement pas ce dernier. De la réponse à cette question dépendra mon vote sur cette proposition de règlement. Est-il exact que la Commission européenne est obligée de proposer ce règlement parce que le Conseil n'a pas réussi, en l'espèce, à appliquer intégralement le règlement n° 635 de 1968 sur la valeur de l'unité de compte européenne ? Je dis en l'espèce, mais en fait ce n'est pas la première fois que cela arrive, car il en fut déjà ainsi après la dévaluation du franc français, et le phénomène se répéta après la réévaluation allemande puisqu'une fois de plus les dispositions du règlement n'ont pas été appliquées intégralement. Règlement qui a été établi à la demande expresse de la Commission européenne, et qui vise à faire porter, par les États intéressés eux-mêmes, les conséquences de mesures unilatérales qu'ils prendraient à l'égard de la valeur de leur monnaie. Je comprends qu'on se soit heurté à des difficultés dans la pratique. Mais nous aurions pu espérer — et c'est ce qui m'inspire cette question concrète aux membres de la Commission — que l'exécutif en aurait tiré les conséquences nécessaires et aurait soumis au Parlement européen une proposition visant à modifier le règlement relatif à la valeur de l'unité de compte européenne. La commission des finances et des budgets, dont je suis le rapporteur, soumettra à ce sujet un rapport détaillé au Parlement européen. Mais je tiens à demander dès maintenant à la Commission européenne si, de son côté, elle a l'intention de proposer une modification à ce règlement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt**, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, je répondrai volontiers à cette question de M. Westerterp. Tout d'abord, je constaterai que malgré les grandes difficultés auxquelles un nouveau gouvernement doit faire face lorsqu'il endosse la responsabilité gouvernementale, et qui commencèrent en fait pour le gouvernement de la république fédérale d'Allemagne par une réévaluation du mark allemand, le gouvernement de ce pays a tout fait pour respecter dans la mesure du possible le règlement n° 653. Il y a eu concertation, le Comité monétaire a donné son avis, le Conseil a été consulté, mais après, il faut prendre des mesures qui doivent se fonder sur des propositions de la Commission au Conseil.

C'est surtout la dévaluation du franc français — et dans une moindre mesure la réévaluation du mark allemand — qui a montré combien il est difficile d'appliquer intégralement le règlement n° 653. La Commission européenne en est consciente, et elle estime donc que ce règlement n° 653 doit être remanié. Ce problème est actuellement à l'étude. Dès que la Commission aura terminé cet examen, elle soumettra naturellement de nouvelles propositions visant à modifier le règlement n° 653 au Conseil, et demandera évidemment aussi au Parlement européen de donner son avis à ce sujet.

**M. le Président**. — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling**, *rapporteur*. — (N) Monsieur le Président, si ce que dit M. Westerterp est exact, ce fait aurait échappé aussi bien à l'attention de la commission de l'agriculture qu'à celle de la commission des finances et des budgets, saisie pour avis, dont le rapporteur, M. Cointat, n'a pas formulé cette réserve. Je voudrais demander à M. Westerterp ce qu'il veut dire en affirmant que ce qui se passe actuellement est en contradiction avec le règlement n° 653.

Au paragraphe 11 du rapport de la commission de l'agriculture nous avons consacré un passage à ce problème. Notre conclusion était effectivement que le Conseil a arrêté le 28 octobre 1969 un règlement par lequel il proroge la période de suspension de la valeur de l'unité de compte, conformément au règlement n° 653, en vue de créer une période transitoire pendant laquelle l'Allemagne pourrait maintenir ses prix. Pour ce qui est du règlement qui se rapporte à ce problème, nous lisons dans le rapport — je cite le paragraphe 11 : « considérant que l'adaptation, suivant la nouvelle parité, des prix allemands aux prix communs exprimés en unités de compte, entraîne, en Allemagne, une baisse des prix à la production ; que la modification de la parité n'est acceptable, pour l'agriculture allemande, que si cette baisse est compensée ».

Si je comprends bien M. Westerterp, il affirme que le règlement stipule que la compensation doit être

prise en charge par l'État membre intéressé lui-même. Permettez-moi de faire remarquer que cet État membre le fait effectivement. L'Allemagne de l'Ouest compense elle-même les effets de sa réévaluation en octroyant 1,7 milliard de DM à ses agriculteurs. La République fédérale compense elle-même ces mesures de réévaluation, étant entendu que la Communauté verse une contribution aux dépenses que cet État membre prend à son propre compte.

J'ai l'impression, Monsieur le Président, que de problème juridique — puisque M. Westerterp semble avoir la conscience juridique tourmentée — il n'y en a pas ici. L'Allemagne de l'Ouest assure la compensation, et la Communauté accorde une aide à l'Allemagne de l'Ouest. Il n'y a donc pas de problème juridique, à moins que M. Westerterp ne veuille prétendre (mais on sortirait là du domaine juridique pour pénétrer dans le domaine politique) que l'Allemagne de l'Ouest ne devrait recevoir aucune compensation pour les sommes qu'elle verse à ses agriculteurs. J'espère toutefois que ce n'est pas là ce que veut dire M. Westerterp, car je serais obligé alors de redemander la parole pour le contredire.

**M. le Président**. — La parole est à M. Westerterp.

**M. Westerterp**. — (N) Monsieur le Président, pour rassurer M. Vredeling, je dirai que ma conscience institutionnelle se trouve embarrassée. Il existe une loi communautaire, à savoir le règlement n° 653 sur l'unité de compte européenne ; beaucoup d'entre vous se rappelleront qu'en ma qualité de rapporteur de la commission des finances et des budgets, je fus tout d'abord opposé à l'adoption de ce règlement, qu'à la demande expresse du prédécesseur de M. Barre, M. Marjolin, le Parlement adopta néanmoins. Ce règlement prévoit essentiellement que lorsqu'un État membre modifie unilatéralement la parité de sa monnaie, il lui appartient d'en supporter les conséquences. Or, tel n'est pas précisément le cas ici, puisqu'il y a également une compensation de la Communauté, à laquelle je n'ai d'ailleurs pas d'objections matérielles ; mais je trouve que puisque cette loi communautaire existe et qu'elle ne peut être appliquée dans la pratique, elle doit être remaniée, et qu'il ne faut pas tenter de l'éluder. Voilà le point sur lequel je voulais insister.

Le règlement initial qui avait été soumis au Parlement européen prévoyait expressément que si un État membre modifiait unilatéralement la parité de sa monnaie, les prix agricoles exprimés dans la devise nationale devraient être automatiquement adaptés au pourcentage de cette modification. Dans la deuxième version de la proposition de la Commission, cette disposition a été modifiée, mais on a expressément maintenu que les conséquences d'une modification unilatérale devaient être supportées par l'État membre intéressé. Cette disposition était parfaitement logique, étant donné que la Commission

**Westerterp**

européenne avait refusé une autre suggestion qui avait été faite et qui consistait à adopter le système de « l'unité de compte pondérée », selon lequel les conséquences d'une modification unilatérale d'une parité auraient également été supportées par les autres États membres. L'exécutif avait alors — et je le comprends — défendu le système d'une parité fixe, qui implique logiquement que l'État membre qui procède à une modification de sa parité unilatérale en supporte lui-même les conséquences. Cela n'étant pas le cas, pour des raisons sur lesquelles je n'insisterai pas, mais sur lesquelles l'exécutif se fonde pour faire participer également la Communauté à cette compensation, et pour appliquer un règlement différent du règlement n° 653, j'estime qu'il eût été préférable que l'exécutif proposât directement de modifier le règlement en question. Tel était, Monsieur le Président, le poids qui pesait sur ma conscience institutionnelle.

**M. le Président.** — La parole est à M. Barre.

**M. Barre, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Les remarques faites par M. Westerterp sont très justes. En effet, lorsque les règlements ont été pris, en 1962, puis en 1967, à propos des modifications de l'unité de compte, toutes les éventualités n'ont pas été envisagées. Si bien que lorsque s'est produite la dévaluation du franc et qu'ensuite est intervenue la réévaluation du mark, nous n'avons pas pu recourir au règlement 653 pour fonder les mesures proposées par la Commission. Dans le cas de la dévaluation française, la Commission a eu recours à l'article 103 et, après la réévaluation du mark, en ce qui concerne les mesures de compensation, la Commission a eu recours aux articles 42 et 43 du traité.

Par conséquent, il est clair que les règlements dont nous disposons en la matière ne sont ni suffisants ni correctement adaptés. M. Westerterp a fait justement allusion au choix qui s'était présenté naguère entre une unité de compte pondérée et l'unité de compte telle qu'elle a été retenue. Mais si l'on a retenu cette unité de compte sous la forme exprimée dans les règlements, c'est parce que — il faut bien le reconnaître — nous nous sommes bercés d'illusions. Pendant toute la période au cours de laquelle ces règlements ont été élaborés, on a pensé que les ajustements de parité seraient définitivement exclus à l'intérieur de la Communauté. En fait, les mesures qui ont été envisagées portaient de l'hypothèse qu'à l'avenir il n'y aurait plus de changement de parité, ou que les changements de parité, s'ils intervenaient, seraient tels qu'ils n'entraîneraient pas de conséquences dommageables pour les États membres ou pour la Communauté.

En fait, nous nous trouvons actuellement dans une situation où nous constatons qu'une superstructure a été édiflée sans une infrastructure suffisante.

Je rappelle à l'Assemblée que la Commission en a été consciente bien avant que les crises elles-mêmes se soient présentées dans la Communauté. En effet, c'est en février 1968, avant même la crise française et avant, bien entendu, les ajustements monétaires qui en sont résultés, que la Commission a saisi les ministres des finances d'un certain nombre de propositions qui avaient pour but de mettre en place une infrastructure économique et monétaire capable de légitimer, en quelque sorte, les règlements et les dispositions qui avaient été adoptés.

Quelles sont les tâches que nous sommes appelés à assumer maintenant ?

Il faut faire l'infrastructure, c'est-à-dire développer sur le plan économique et monétaire l'organisation de la Communauté. Il faudra aussi, à cette occasion, revoir les règlements relatifs à l'unité de compte. Il n'est pas exclu, pour ma part, que la formule de l'unité de compte pondérée puisse présenter un certain nombre d'avantages. Mais l'Assemblée sera tenue au courant, aussi bien sur le plan économique et monétaire que sur le plan des études relatives à l'unité de compte, des travaux qui seront faits par la Commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, je dois dire que M. Westerterp a raison. Les effets négatifs de la réévaluation du DM sur l'agriculture allemande ne sont pas imputables à des mesures communautaires ou à la politique agricole commune, mais uniquement à la décision du gouvernement fédéral allemand de réévaluer le mark du taux élevé — à mon avis trop élevé même — que nous connaissons. On pourrait évidemment, comme M. Westerterp l'a fait, dire que ceux qui ont causé les dommages en sont également responsables. Ce serait cependant là un raisonnement mesquin que nous ne suivons d'ailleurs pas dans d'autres cas. Je me permets d'attirer votre attention, Monsieur le Président, sur le fait que lorsqu'il y a des excédents, nous ne rendons pas ceux qui ont produit ces excédents responsables du stockage, des restitutions à l'exportation, etc., et des frais qui en résultent, mais que nous en supportons la responsabilité communautairement.

C'est pourquoi je me félicite que la Communauté adopte, tout au moins pour une partie des coûts qu'aura à supporter l'agriculture allemande, le principe de la responsabilité communautaire. Je m'en félicite pour des raisons politiques.

Néanmoins, Monsieur le Président, je dois dire que je ne puis me rallier, ni à la proposition de la Commission, ni au rapport, pourtant très élaboré, de notre rapporteur, et cela pour la raison suivante : la proposition ne peut, à mes yeux, être appliquée, parce que ceux qui sont lésés ne seront pas dédommagés. Et je vous dirai même pourquoi : vous savez

**Richarts**

que, par des moyens différents, nous essayons d'aider ceux qui sont lésés à obtenir un dédommagement, soit par l'aide communautaire, soit par l'aide nationale, celle-ci consistant, d'une part, en manipulations de la taxe à la valeur ajoutée, d'autre part, en aides directes aux agriculteurs.

Parlons d'abord de la taxe à la valeur ajoutée. Je partage l'opinion des ministres des finances de la Communauté, selon laquelle il est des plus problématiques de manipuler le système de la taxe à la valeur ajoutée. C'est d'abord une conception de principe. Pour parler crûment, je dirai que, selon moi, les victimes ne bénéficieront pas de tous les avantages auxquels elles auraient droit, parce qu'une grande part des crédits qui leur sont destinés disparaîtront certainement, avant de leur parvenir. Cela vaut avant tout pour les agriculteurs qui ne tiennent pas de comptabilité et aussi pour ceux qui vendent directement à la ferme. On estime la perte qui en résulte pour cette catégorie à environ 400 000 000 de DM, le reste étant réparti selon une clef qui n'a aucun rapport ni avec les prix ni avec les productions. C'est pourquoi la Commission estime, et M. Mansholt également, que la meilleure clef de répartition est l'hectare.

A ce sujet, je me permets cependant de dire que ce système ne profitera pas aux victimes réelles, et cela parce que ce ne sont pas ceux qui ont une production qui, comme le blé, est assujettie à une réglementation de marché qui subissent les pires dommages, mais ceux qui exercent une production de transformation, pour laquelle « exploitation » et « dimension de l'exploitation » sont de vaines notions. L'adoption de ce système ne permettra donc pas de trouver une solution juste.

Aussi, Monsieur le Président, ne puis-je approuver un tel système. Un collègue des milieux gouvernementaux m'a dit aujourd'hui que c'était la première fois que je n'approuvais pas une mesure avantageuse pour l'agriculture. A cela, je répondrai que si j'étais convaincu que cette mesure bénéficierait à l'agriculture, je l'approuverais.

Je regrette infiniment, mes très chers collègues, que la politique agricole, que je contribue depuis plus de 10 ans à défendre dans cet hémicycle, soit actuellement branlante. En vérité, la politique agricole est paralysée ; elle ne repose plus que sur les organisations de marché avec leurs instruments techniques. La politique commune des prix — pierre angulaire de tout l'édifice — n'existe plus.

J'aurais fort apprécié que l'on trouvât, pour l'agriculture allemande — j'oserais presque dire à l'instar des mesures françaises — des mesures appropriées, également limitées dans le temps. Je ne crois pas que la Communauté en aurait été ébranlée.

Toutes les tentatives de M. Mansholt de me convaincre du contraire ont été jusqu'ici vaines. Je ne puis

qu'espérer et souhaiter que ce problème sera évoqué à la conférence au sommet, que l'on s'efforcera à cette occasion de développer les chapitres de la politique monétaire, de la politique commerciale et de la politique des transports, par exemple, qui, par rapport à la politique agricole, sont considérablement en retard. A défaut de quoi, Monsieur le Président, le lien commun par lequel la politique agricole a jusqu'ici maintenu la cohésion de la Communauté se dénouera et celle-ci se désagrègera. Je le regretterais infiniment, comme je dois également regretter de ne pas pouvoir approuver la proposition de résolution et le présent règlement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann.** — (A) Monsieur le Président, mes amis se félicitent vivement de la solution communautaire actuellement en discussion. Ils s'en félicitent avant tout parce qu'ils y voient une des rares preuves qu'en dépit de toutes les déceptions et de tous les reculs, cette Communauté est toujours animée d'un peu de vie et qu'elle manifeste toujours la volonté non seulement de maintenir cette parcelle de vie mais de la renforcer. Si l'on avait suivi une autre voie — M. Richarts y a fait allusion — nous nous serions, nous en sommes convaincus, fourvoyés. Nous aurions, en effet, ainsi renoncé à une très grande partie de tout ce qui a déjà été réalisé en matière de libre circulation, dans l'agriculture notamment. Les frontières auraient été restaurées et une partie aussi importante des débouchés des produits agricoles aurait dû être isolée. Parler de Marché commun n'aurait en l'occurrence pas eu beaucoup de sens.

La mise en œuvre des mesures pratiques indispensables ne se fera certainement pas sans difficultés, mais on en viendra à bout. Je ne me fais absolument aucun souci au sujet de la répartition équitable des crédits à disposition de la mise en œuvre appropriée de mesures adaptées. La République fédérale est en fin de compte un pays possédant une administration qui, précisément dans le domaine agricole, a fait, depuis des années, de nombreuses expériences en matière de répartition des aides de toute nature et qui donc ne s'aventure pas en territoire inconnu. Tout ira donc pour le mieux.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, j'ai encore demandé la parole en tant que rapporteur de la commission de l'agriculture pour dire à M. Richarts que cette commission n'a pas approfondi la question de l'application actuelle des mesures compensatoires en faveur de l'agriculture allemande. Comme vous le savez, ces mesures sont avant tout du ressort du gouvernement et du parlement allemands, et ce n'est qu'indirectement, dans

**Vredeling**

le cadre de la procédure de l'article 93, qu'elles intéressent notre Communauté.

Je tenais à en faire la remarque, afin d'éviter que l'on ne s'imagine que la commission de l'agriculture ne se souciait guère de cette question. Je crois qu'en ce moment, nous ne pouvons qu'adopter une position d'attente dans ce domaine.

Après ces observations formulées en ma qualité de rapporteur, je voudrais un instant abandonner ce rôle pour faire, en tant que membre de ce Parlement, une observation à l'adresse de M. Richarts.

M. Richarts a toujours été un collègue particulièrement agréable — il l'est encore d'ailleurs, mais comme il joue en ce moment un rôle assez particulier, j'ai cru devoir parler au passé — mais je dois dire cependant que les questions qu'il a soulevées ici en sa qualité de membre du Parlement européen et de membre du groupe démocrate-chrétien, étaient quelque peu hors de propos, car il me semble qu'il eût été préférable de les aborder au Bundestag plutôt qu'au sein de cette Assemblée.

Si la Communauté autorise la république fédérale d'Allemagne à prendre ces mesures, il peut naturellement s'y opposer — c'est son droit le plus strict — mais une fois ces mesures adoptées, il doit à mon avis, exprimer ses critiques sur leur application au sein du Parlement de son pays et seulement après au sein de notre Parlement européen, où nous avons pris l'habitude de défendre des opinions de groupes politiques et non des points de vue nationaux. Cela est vrai en tout cas pour les trois groupes principaux de ce Parlement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mauk.

**M. Mauk.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais faire une déclaration de vote. Je suis exactement du même avis que M. Richarts. Je ne suis pas plus en mesure d'adopter aujourd'hui ce règlement et la proposition de résolution y afférente qu'hier en commission, Monsieur Vredeling. Si je n'ai guère motivé cette attitude hier, votre dernière intervention m'y a contraint à présent. En tant que membre de la coalition gouvernementale, je crois pouvoir dire que le gouvernement allemand aurait agi de manière quelque peu différente s'il n'avait pas été freiné par la Commission, et si celle-ci n'avait pas présenté ces propositions.

J'estime pour ma part, Monsieur Mansholt et Monsieur Rey, qu'il aurait été beaucoup plus approprié d'offrir au gouvernement allemand la même possibilité qui a été offerte au gouvernement français, à savoir celle d'établir une compensation aux frontières par des prélèvements ou des restitutions et, d'autre part, de maintenir les prix allemands fixés en monnaie nationale au niveau où ils étaient.

Je suis convaincu qu'en agissant comme nous le faisons maintenant, nous allons au devant de désillusions. En effet, nous nous acharnons — la Commission tout au moins, je tiens à le préciser ; dommage que M. Mansholt ne soit plus là —, la Commission donc s'acharne à vouloir maintenir la fiction du dollar vert bien que celui-ci n'existe plus depuis la dévaluation du franc et la réévaluation du mark. Vous devrez constater tôt ou tard que cette unité monétaire fictive ne pourra plus être maintenue si nous ne parvenons pas à harmoniser les politiques commerciales, économiques et monétaires des six États membres de manière à obtenir une nouvelle base commune.

En ayant ainsi terminé avec ce que j'avais à dire, je tiens à déclarer que je me prononcerai contre la proposition de règlement pour les motifs que je viens d'exposer et parce que j'en désapprouve le contenu.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Je vous prie de m'excuser, mais après l'intervention pleine de courtoisie de M. Vredeling, je me sens obligé d'ajouter encore quelques mots.

Monsieur Vredeling, aucun d'entre nous dans cette maison — nous nous connaissons depuis assez longtemps pour que je puisse le dire — ne se sent complètement libéré des influences nationales. Je voudrais répéter ce que j'ai déjà dit une fois, à savoir que nous jouons dans une équipe européenne, mais que nous portons encore un maillot national, qu'il soit visible ou non ; nous ne sommes pas encore de véritables Européens. Nous sommes des Européens portant l'empreinte de la nation à laquelle nous appartenons. Mais nous espérons que nos enfants deviendront ces véritables Européens pour lesquels nous travaillons aujourd'hui.

**M. Vredeling.** — Cela dépend de leur âge.

**M. Richarts.** — Je le dis également chez moi, Monsieur Vredeling ! Et je l'ai déjà affirmé aujourd'hui ici.

Mais, pour en venir à la question qui nous occupe, vous avez déclaré que cette question devrait être examinée dans le cadre des Parlements nationaux. Nous le faisons évidemment aussi. Mais je tiens à prendre mes distances à cet égard, car j'estime que la base de départ est mauvaise.

Je n'estime pas que cette proposition permette de compenser le préjudice causé à l'agriculture allemande par la réévaluation du mark. En revanche, j'estime que les mesures compensatoires prévues par le franc ne sont pas aussi anti-européennes que l'affirme M. Kriedemann et qu'elles sont acceptables. Si nous avions soutenu ces mesures mal-



**Richarts**

gré leur caractère « anti-européen », les ministres, et en particulier les ministres des finances et de l'économie auraient été contraints de rattraper le retard qu'ils ont accumulé dans leur secteur. Peut-être nous surprendront-ils à l'occasion de la conférence au sommet de La Haye car nous ne saurions plus qu'être agréablement et non désagréablement surpris.

Il se trouve — charmante situation ! — que je suis d'accord avec un partisan du gouvernement fédéral, M. Mauk ayant également rejeté cette proposition ; mais je tiens à vous dire, Monsieur Mauk, et je vous prie de la transmettre à vos ministres, que la situation dans laquelle nous nous trouvons résulte du compromis que les deux ministres...

**M. Posthumus.** — Nous ne sommes pas au Bundestag !

**M. Richarts.** — Non, Monsieur Posthumus, nous ne sommes pas au Bundestag ! — ... du compromis que les deux ministres, MM. Ertl et Schiller, ont conclu à Luxembourg. Ce compromis a été accepté par les deux ministres. Certains journalistes ont pu estimer que cette capitulation était intervenue à une heure étrange, vers 4 heures de l'après-midi alors qu'autrefois ce genre de compromis n'était conclu que vers les 4 ou 5 heures du matin. Monsieur Vredeling, vous avez fait, en tant que rapporteur, au sein de la commission de l'agriculture et dans votre rapport, des efforts sincères pour doter l'agriculture allemande des moyens dont elle a besoin pour compenser des effets de la réévaluation ; tout en vous remerciant de ses efforts, je me vois dans l'obligation de rejeter l'ensemble parce que je désapprouve la méthode qui a été suivie en la matière.

**M. le Président.** — Mesdames, Messieurs, cette joute oratoire est extrêmement intéressante, mais quelque peu en dehors du débat.

La parole est à M. Westerterp, pour une dernière intervention.

**M. Westerterp.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais fournir une explication de vote afin d'éviter tout malentendu. Je m'abstiendrai, en effet, de voter pour la raison que j'ai indiquée précédemment et non pas en raison de considérations exposées ultérieurement par un certain nombre de membres du Parlement européen.

Je prie d'ailleurs ces membres de ne pas oublier que nous avons déjà un double mandat parlementaire. Pour ma part, j'ai reçu un mandat du Parlement néerlandais et un mandat du Parlement européen. Accepter un troisième mandat, du Bundestag en l'espèce, dans le dessein de renverser le gouvernement ouest-allemand par l'intermédiaire du Parle-

ment européen, c'est à mon avis aller un peu trop loin.

**M. le Président.** — La parole est à M. Baas.

**M. Baas.** — (N) Monsieur le Président, je m'abstiendrai de voter. Je suis prêt à soutenir les propositions modifiées de la Commission des Communautés européennes, mais non les propositions modifiées du rapporteur. Je vois, en effet, dans la proposition de l'exécutif la première reconnaissance du fait que l'on peut arriver à un résultat par une politique des revenus et non par une politique des prix. Ce premier système est considéré très nettement comme un système de « deficiency payments ». Je suis convaincu que de nombreuses autres propositions suivront. Je regrette toutefois que la commission de l'agriculture ait adopté des propositions de modifications.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) Je me contenterai de faire une déclaration de vote.

J'exprime mon opposition et celle des membres de mon groupe à la proposition de résolution qui a été présentée par la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission exécutive.

En effet, nous estimons que les mesures proposées constituent une preuve supplémentaire de l'échec de la politique d'intégration européenne dans le secteur agricole, politique fondée sur un protectionnisme agricole qui s'est révélé néfaste.

Une fois de plus on a voulu proposer des remèdes qui sont en grande partie le fruit de décisions unilatérales, même si elles ont recueilli à un certain moment l'accord de la Commission. Il s'agit de toute manière de remèdes provisoires qui ne vont pas au cœur des problèmes qui préoccupent aujourd'hui tous les agriculteurs européens, même ceux des régions qui devraient être considérées comme particulièrement favorisées par la politique communautaire.

Voilà pourquoi l'ensemble de ces dispositions ne saurait recueillir ni notre adhésion ni, je crois, celle du Parlement.

J'ai entendu les déclarations de vote d'orateurs provenant de différents horizons politiques et portant différents « maillots nationaux » pour parler comme M. Richarts l'a fait tout à l'heure.

Elles révèlent sinon une opposition générale, du moins un certain mécontentement et une attitude défavorable à l'égard d'une telle politique.

Par notre vote, nous souhaitons insister à nouveau sur la nécessité pour ce Parlement d'affronter en-

**Cipolla**

fin les problèmes de fond d'une nouvelle politique communautaire et de ne pas continuer — comme il l'a fait depuis plusieurs mois — à colmater les fuites d'un navire qui prend eau de toutes parts et qu'il ne sera plus possible de maintenir à flot si la politique suivie jusqu'à présent par la Communauté européenne n'est pas complètement modifiée.

C'est pour ces motifs que je me prononce, également au nom des autres membres de mon groupe, contre la proposition de résolution qui a été présentée.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

*9. Activité de l'Organe permanent  
pour la sécurité dans les mines de houille*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Bergmann, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur le sixième rapport de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille (doc. 151/69).

La parole est à M. Bergmann qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Bergmann, rapporteur.** — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport qui vous est présentement soumis et la résolution qui y fait suite sur le sixième rapport de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille ont été discutés au cours de plusieurs réunions et adoptés à l'unanimité par la commission des affaires sociales et de la santé publique.

Dans ce sixième rapport, l'Organe permanent fait la synthèse de son activité et de celle de ses groupes de travail durant l'année 1968 ; il donne, en outre, un relevé statistique des accidents qui ont eu lieu au cours de cette période nanti des indications nécessaires ainsi que la liste des prescriptions minières en vigueur en 1967 et en 1968 dans les États membres.

Monsieur le Président, je tiens à remercier l'Organe permanent et la Commission pour la rapidité avec laquelle ce rapport a été présenté. Les détails qu'il contient montrent la somme d'activité que lui ont consacrée l'Organe permanent et ses groupes de travail. Cet immense travail mérite nos remerciements les plus sincères.

La fusion des exécutifs des Communautés européennes a amené une réduction générale du personnel

qui n'a pas manqué d'affecter également le secrétariat de l'Organe permanent, nonobstant les souhaits du Parlement européen de voir renforcer les effectifs de ce secrétariat. A l'époque où la Haute Autorité était encore responsable des effectifs du secrétariat de l'Organe permanent, nous avions déjà formulé certains vœux en ce qui concerne le renforcement de ces effectifs. La Commission actuelle est également instamment invitée à doter ce secrétariat d'un nombre suffisant de fonctionnaires qualifiés et de secrétaires bilingues. Il devrait aller de soi que toutes les langues officielles de notre Communauté y soient prises en considération.

Monsieur le Président, il est normal que les questions traitées dans le présent rapport aient d'une manière générale un caractère technique. Bien que ces questions se prêtent moins facilement à une discussion au sein du Parlement, je voudrais attirer l'attention sur un certain nombre d'entre elles, qui semblent plus particulièrement dignes d'intérêt.

Les experts en matière de sauvetage dans les mines et d'incendies de puits ont examiné ces questions au cours de plusieurs réunions. Leurs études sur les causes des incendies de puits trouvent leur source dans la catastrophe qui se produisit à Marcinelle, en Belgique, en 1956. Elles ont comporté la reconstitution dans un puits abandonné d'un incendie en vraie grandeur et le déversement d'eau « à froid » dans deux puits de notre Communauté. Ces expériences n'ont pas encore été menées à terme. Mais au dire de l'Organe permanent, les progrès techniques intervenus entre temps permettent d'espérer une diminution du danger d'incendie dans les mines. L'Organe permanent a cependant chargé des experts de revoir les directives sur l'extinction des incendies de puits.

Je voudrais encore aborder avec vous deux autres questions techniques : il s'agit, d'une part, de l'aérage au fond et, d'autre part, des appareils de sécurité contre les explosions de grisou et de poussière. Ces questions préoccupent toujours davantage les autorités minières au fur et à mesure que s'accroît la profondeur des puits d'extraction. Une étude de gisements de charbon nouvellement exploitées a révélé que ce sont les veines de charbon gras qui dégagent le plus de gaz nocifs et où se forme le plus facilement le grisou. Si nous nous reportons à l'histoire minière, nous constatons qu'il y a 100 ans déjà les recherches entreprises sur les causes des grandes catastrophes minières en Belgique, en France, en Grande-Bretagne et en Allemagne ne laissaient aucun doute sur le caractère extrêmement dangereux des émanations de gaz et des poussières de charbon sèches, et qu'elles ont abouti à l'élaboration des prescriptions préventives que l'on connaît aujourd'hui.

Un bon aérage est le meilleur moyen de prévenir les coups de grisou. Il convient de toujours veiller

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 37.

**Bergmann**

à ce qu'un volume toujours plus important d'air frais soit amené jusqu'aux chantiers d'abattage les plus éloignés. Un aménagement satisfaisant des galeries à travers-banc et des galeries d'aérage, le contrôle de l'aérage et l'amélioration de son efficacité selon des méthodes d'exploitation modernes devraient être considérés comme des nécessités évidentes. Aussi convient-il de se féliciter de ce que l'Organe permanent ait également examiné la théorie du professeur polonais Dudryk.

A cet égard, je voudrais encore formuler quelques observations concernant les appareils de sécurité. Les concours institués par l'ancienne Haute Autorité en vue d'obtenir une amélioration des appareils de sécurité dans les mines sont clos. Le but, à savoir la mise au point d'un appareil avertisseur de grisou, sans flamme n'a pas été entièrement atteint. A cet égard, la commission des affaires sociales et de la santé publique attire l'attention sur une invention américaine qui a été réalisée à l'occasion des vols spatiaux organisés par l'administration américaine et avait été maintenue secrète jusque là. L'appareil en question ne pèserait que 580 grammes et se prêterait particulièrement à une utilisation au fond en raison de sa robustesse. Sans doute serait-il judicieux que la Commission suive le développement de cette affaire.

Les explosions de grisou ne peuvent se produire que dans les endroits où le grisou s'est accumulé sans qu'on l'ait remarqué. De telles accumulations ne se produisent généralement que lorsque l'air frais qui afflue dans la mine est insuffisant ou le système d'aérage défectueux. C'est pourquoi les mineurs de fond doivent être dotés des meilleurs appareils de sécurité pour assurer le contrôle des conditions d'aérage. Le contrôle de l'aérage devrait du reste être confié non seulement à un personnel surveillant, mais également à une partie des travailleurs au fond qui seraient équipés de grisoumètres légers et portatifs ou d'appareils d'alarme.

Pour que l'Organe permanent et son groupe de travail puissent mener à bien leurs travaux, il est absolument indispensable que la Commission alloue davantage de crédits à la recherche communautaire destinée à promouvoir la sécurité du travail et la protection sanitaire dans les mines de charbon. Je ne voudrais pas m'attarder sur les inconvénients qu'entraînerait une amputation de ces crédits à la recherche. J'ai déjà, il y a un an, attiré ici-même l'attention du Parlement européen sur le fait que les questions relatives aux facteurs humains en matière de sécurité du travail accusent un retard considérable par rapport aux questions techniques. Force est malheureusement de constater la même chose cette année. C'est pourquoi la commission des affaires sociales et de la santé publique invite l'Organe permanent à déployer des efforts énergiques en vue de combler ce retard considérable.

Le secrétariat de l'Organe permanent n'a malheureusement pas encore achevé l'élaboration de son programme sur la formation de la main-d'œuvre étrangère. Dans de nombreux cas, les travailleurs étrangers ne sont pas en mesure de comprendre les différents processus techniques auxquels ils seront appelés ultérieurement à participer. En outre, on se heurte souvent à un problème de compréhension linguistique. C'est pourquoi une tâche essentielle devrait consister à donner aux travailleurs étrangers la possibilité d'apprendre la langue du pays dans lequel ils se trouvent.

Le dernier chapitre du rapport de l'Organe permanent est consacré à des statistiques communes sur les accidents. Sur ce point également, la commission des affaires sociales et de la santé publique continue de porter un intérêt primordial à l'établissement de statistiques comparatives à l'intérieur de la Communauté. Nous sommes parfaitement conscients des difficultés que soulève cette tâche et invitons les gouvernements nationaux à soutenir la Commission dans ses efforts.

La commission a examiné avec une attention particulière l'évolution des causes des accidents. Face à la fréquence accrue d'accidents graves elle ne peut qu'inviter l'Organe permanent à étudier tout spécialement les relations existant entre les progrès accomplis dans les méthodes d'exploitation et les techniques en matière de soutènement des galeries. Cette année encore, je dois également attirer l'attention sur le fait que des représentants de la Grande-Bretagne participent aux travaux des différentes commissions dans le domaine de la sécurité du travail dans les mines de charbon.

La Commission des Communautés européennes ayant repris à son compte les activités de la Haute Autorité, je voudrais vous rappeler les obligations qui lui incombent. Par décision du Conseil de ministres du 6 septembre 1956, la Haute Autorité a été chargée d'élaborer des méthodes appropriées permettant une adaptation constante des prescriptions réglementaires à l'évolution technique et l'organisation des échanges d'informations qui s'imposent.

Je prie la Commission de vouloir bien poursuivre cette mission. Notre tâche essentielle demeure de rendre moins dangereuses et d'alléger les pénibles conditions de travail que connaissent les travailleurs au fond.

Une bonne collaboration entre toutes les organisations et institutions est la condition même du succès de la collaboration européenne. Les expériences faites par les différents États membres sont d'un précieux secours pour notre Communauté européenne.

La commission des affaires sociales et de la santé publique invite le Parlement à accueillir favorable-

**Bergmann**

ment la proposition de résolution qu'il lui soumet en conclusion de son rapport. Elle prie en outre son Président, de transmettre cette résolution et le rapport de la commission au Conseil et à la Commission des Communautés européennes, ainsi qu'aux ministres des États membres compétents en matière de sécurité du travail et de protection sanitaire dans les mines de charbon.

**M. le Président.** — La parole est à M. Santero, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Santero.** — (1) Monsieur le Président, mes chers collègues, je voudrais tout d'abord féliciter M. Bergmann du rapport remarquable qu'il vient de nous présenter sur une question dont son expérience, jointe à une étude continue, minutieuse et acharnée lui ont donné une connaissance rarement égalée au sein de notre Parlement.

Je voudrais également remercier mes collègues du groupe démocrate-chrétien de m'avoir confié le soin de traiter de cette question en leur nom. Je pense qu'ils m'ont choisi pour démontrer — étant donné que je représente une nation qui est moins intéressée que d'autres par les problèmes des mines de charbon — que lorsqu'une question touche de très près une ou plusieurs parties de notre Communauté, elle doit par la force des choses tenir à cœur de tous les membres de la Communauté.

Le sixième rapport de l'Organe permanent et l'intéressant rapport de M. Bergmann traitent de nombreux problèmes techniques et offrent également un certain nombre de suggestions utiles qui pourrait utilement contribuer à la détermination d'une solution plus satisfaisante à ces problèmes.

Je pense, comme l'a déjà dit le rapporteur, qu'il ne convient guère aujourd'hui d'entrer dans le détail des problèmes techniques. Je me limiterai donc à relater certains faits qui pour n'être pas nouveaux n'en possèdent pas moins le mérite d'être accessibles à quiconque n'a pas participé à la discussion au sein de notre commission et en particulier au grand public.

Le rapport s'étend longuement à juste titre sur la lutte contre les incendies dans les puits de mines et les problèmes posés par le sauvetage des mineurs ensevelis. A ce propos, notre commission insiste pour que chaque État membre établisse un inventaire précis des instruments de sauvetage dont il dispose, et que cet inventaire soit transmis aux autres États membres afin que chacun puisse immédiatement demander l'aide de ces instruments en cas de besoin.

Je ne m'attarderai pas sur le problème de la stabilisation de l'aérage en cas d'incendie mais je crois utile d'insister sur la nécessité de signaler le taux de grisou par des grisoumètres légers et portatifs fonctionnant sans flamme.

Il semble que cette possibilité puisse être réalisée grâce à l'application pratique des études et des recherches qui ont été entreprises sur les vêtements utilisés pour les vols spatiaux. A mon avis, les dépenses énormes engagées par les expériences spatiales ne sauraient se justifier que si une partie au moins d'entre elles permette de résoudre les importants problèmes sociaux auxquels se heurtent les hommes qui vivent ou travaillent sur la terre.

Notre Communauté ne peut se dispenser, pour de simples motifs d'ordre financier de résoudre immédiatement un problème qui peut décider de la vie ou de la mort de tant de personnes ; elle devrait donc s'engager à équiper le plus grand nombre du personnel employé dans les mines de ces grisoumètres portatifs, légers et sûrs.

Avec raison, le rapporteur, et avec lui la commission des affaires sociales et de la santé publique, déplorent le retard que l'on peut constater dans l'examen des problèmes techniques posés par la lutte contre l'empoussiérage et l'étude des mesures qui devraient être prises pour réduire les effets de l'empoussiérage sur la santé du travailleur. Je reconnais que l'idéal serait de pouvoir éliminer ces poussières car avec la cause on supprimerait les effets. Malheureusement, il est impossible d'envisager un tel miracle dans les chantiers souterrains ; c'est pourquoi j'estime que parallèlement à l'étude de ce problème, il conviendrait de rechercher les moyens de réduire les conséquences que la présence de ces poussières dans l'air de la mine comporte pour la santé de nos mineurs.

Le jour béni où la poussière sera totalement éliminée des chantiers est encore loin, étant donné que, comme l'affirme le rapport Bergmann, la mécanisation progressive du travail d'abattage dans les mines de charbon entraîne une augmentation de l'empoussiérage.

C'est pourquoi nous devons insister pour que soient menées à bien dans les meilleurs délais les recherches sur la pneumoconiose afin que cette maladie — également connue sous le nom d'emphysème pulmonaire — puisse être considérée, ainsi que j'en ai la conviction personnelle, comme une maladie professionnelle.

Par ailleurs, il convient d'accorder une importance particulière à la campagne de prévention contre les accidents. J'approuve la distribution de brochures d'information et l'organisation de conférences destinées à donner aux travailleurs les connaissances nécessaires pour participer consciemment à la prévention des accidents, cependant, étant donné que ces brochures d'information sont peu lues, la suggestion qui a été faite par notre commission des affaires sociales et de la santé publique d'organiser une exposition itinérante à caractère permanent destinée en particulier au personnel de surveillance

**Santero**

et aux travailleurs employés depuis peu au fond des mines, me paraît mériter de retenir l'attention et de recevoir l'appui nécessaire.

La méthode audio-visuelle est certainement plus efficace, notamment pour les travailleurs en provenance d'autres pays de la Communauté ou de pays tiers.

Notre commission a attaché un grand intérêt aux statistiques sur les accidents et a été heureuse d'apprendre que les statistiques sur les accidents élaborées dans les différents États membres peuvent actuellement être considérées comme comparables, les États membres établissant leurs statistiques selon des critères analogues et les marges d'erreur oscillant par conséquent entre 0,5 et 1 %.

C'est avec satisfaction que nous constatons également l'établissement de statistiques précises sur les causes des accidents, car la connaissance précise de ces causes permet une prévention plus efficace et, partant, la réalisation du véritable objectif à atteindre.

L'examen des statistiques sur les accidents révèle qu'en 1968 le nombre des accidents mortels par million d'heures de travail n'a guère varié par rapport à 1967 tandis que le nombre d'accidents graves par million d'heures de travail a augmenté de 7 %.

Par ailleurs, on peut lire à la page 15 du sixième rapport de l'Organe permanent que, en 1968, la production de la Communauté et le nombre d'heures de travail ont diminué respectivement de 4 et de 11 % tandis que le rendement a augmenté de 7 %.

Se fondant sur l'augmentation du pourcentage des accidents graves, l'accroissement du rendement et un certain nombre d'autres facteurs, notre commission est parvenue à la conclusion que l'augmentation du rendement par poste et la mécanisation accroissent le risque des accidents.

Cette conclusion est préoccupante et mérite d'être méditée car elle révèle une fois de plus que le progrès social ne va pas toujours de pair avec le progrès économique.

J'ajouterai en conclusion de cette brève intervention que les suggestions que la commission des affaires sociales et de la santé publique avance, après avoir étudié ces questions avec tout le sérieux et toute l'énergie indispensables ne pourront être suivies d'effets si le personnel qualifié fait défaut pour les examiner et éventuellement les appliquer. A ce propos, je me bornerai à rappeler — comme l'a déjà fait notre rapporteur — que, malgré les propositions réitérées du Parlement, il n'y a aucun médecin parmi le personnel mis à la disposition de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de charbon !

Il y a environ 10 ans, j'ai participé à une mission dans les mines de charbon des Pays-Bas, d'Allemagne et de Belgique. Je suis descendu à cette occasion dans les puits des mines où j'ai pu apprécier le sacrifice quotidien et le dur labeur des mineurs. A la suite de cette visite, je me suis attaché à étudier plus à fond les conséquences de la vie dans les mines. Après un certain temps, tous les mineurs sont atteints de silicose, maladie qui est encore inguérissable. Par ailleurs, trop de mineurs perdent leur intégrité physique et il y en aura toujours trop qui perdront leur vie dans les mines.

C'est pourquoi nous devons nous convaincre que le sacrifice financier consenti par la Communauté pour venir en aide à ces personnes méritantes ne sera jamais trop grand, lorsqu'il s'agit de protéger leur santé, leur intégrité physique et leur vie. Cet avis est partagé par tous les membres du groupe démocrate-chrétien et j'ai donc le plaisir et l'honneur de déclarer que mon groupe apportera tout son soutien à la résolution soumise à notre examen.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Ramaekers, au nom du groupe socialiste.

**M. Ramaekers.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais d'abord rendre hommage au rapporteur, M. Bergmann, dont on nous a dit que ce serait le dernier rapport. Si ce renseignement est exact, on peut se demander qui parmi nous pourra s'acquitter de cette tâche avec autant de compétence, de maîtrise de soi et de patience que lui.

Cette année encore, c'est à moi qu'il incombe de prendre la parole au nom du groupe socialiste sur le sixième rapport de l'Organe permanent pour la sécurité et la salubrité dans les mines de houille. Je voudrais donc, en qualité de porte-parole de mon groupe, remercier M. Levi Sandri et ses collaborateurs et leur dire combien nous apprécions le fait que par ce rapport ils nous mettent en mesure de suivre de près les questions relatives à la sécurité et à la salubrité des travailleurs dans les mines de houille.

Cela ne me décharge cependant pas du devoir d'attirer votre attention sur certains points qui prêtent le flanc à la critique. Je voudrais toutefois dire, tout d'abord, combien je suis heureux que nous puissions examiner ce rapport annuel à la session de novembre. J'espère qu'il en sera dorénavant toujours ainsi. Je rappellerai que nous n'avons pu examiner le cinquième rapport, qui portait sur l'année 1967, que le 5 mai 1969 !

Ce changement est d'autant plus réjouissant que — ainsi qu'il résulte du paragraphe 2 de la proposition de résolution qui vous a été présentée — l'Organe permanent souffre certainement d'un manque de

**Ramaekers**

personnel ; son secrétariat mérite tous les éloges pour le travail qu'il a accompli malgré cela, mais cette surcharge imposée au personnel ne doit pas devenir une règle. Je reviendrai sur les problèmes qui en découlent.

Dans la contribution que j'apportai l'année dernière au débat sur le cinquième rapport, j'avais critiqué un certain nombre de faits parmi lesquels :

- l'absence d'une liste du matériel de sauvetage existant dans les différents États membres de la Communauté,
- le fait que la pneumoconiose n'était pas reconnue comme maladie professionnelle,
- l'insuffisance de l'équipement du personnel du fond en détecteurs de grisou,
- les insuffisances de la prévention des accidents dus aux éboulements et aux moyens de transport, soit 70 % des accidents,
- l'insuffisance de la formation des travailleurs du fond,
- le manque d'experts au secrétariat.

Si je voulais établir le relevé de ce qui s'est passé dans ce domaine entre la présentation du cinquième rapport et celle du sixième, il me suffirait de renvoyer le Parlement aux paragraphes de la résolution qui en traitent.

Le paragraphe 2 fait état d'un manque de personnel, notamment de spécialistes, au secrétariat. Le paragraphe 3 critique le fait que le personnel du fond qui devrait être doté de détecteurs de grisou n'a toujours pas reçu ces appareils, tandis qu'au paragraphe 5 nous demandons que les recherches sur la pneumoconiose soient accélérées, de façon que cette affection soit enfin considérée comme une maladie professionnelle. Au paragraphe 6 nous constatons que la liste du matériel de sauvetage disponible dans la Communauté n'a toujours pas été établie. Il y a donc quatre points où nous disons très clairement que rien n'a changé par rapport à l'année précédente ; quant aux deux autres points sujets à critique, d'une part, la prévention des accidents provoqués par les éboulements et les moyens de transport, d'autre part, l'insuffisance de la formation des travailleurs du fond, nous y reviendrons ultérieurement.

Cependant, nous ne nous bornerons pas à constater ces lacunes. Ce serait d'ailleurs injuste, car nous ne voulons ni ne pouvons reprocher à la Commission des Communautés européennes ou à l'Organe permanent d'avoir volontairement négligé les vœux du Parlement européen. Il doit y avoir à cela d'autres causes, qu'il nous appartient de découvrir.

Au cours des débats, la Commission des Communautés européennes a déclaré à la commission parlementaire, au sujet des divers points que celle-ci

avait vivement critiqué dans ses rapports tant sur le cinquième que sur le sixième rapport général, que la période comprise entre le cinquième et le sixième rapport a été si brève que ce dernier était déjà prêt alors que le Parlement débattait encore le cinquième. Ce pourrait être une explication, bien que la Commission des Communautés européennes eût vraisemblablement pu revenir brièvement sur ces questions dans un addendum au sixième rapport. Tout au long des débats sur le sixième rapport, on ne nous a pas dit non plus comment on procéderait pour l'exercice en cours, qui se reflètera dans le septième rapport, à établir pour l'année 1969.

On ne nous a pas dit non plus si, en ce qui concerne les problèmes que j'ai évoqués, les démarches nécessaires ont été entreprises auprès des États membres ou le seront dans un proche avenir. Je prie, dès lors, le représentant de l'exécutif de bien vouloir répondre aux questions suivantes.

Première question : la Commission des Communautés européennes a-t-elle, en 1969, entrepris auprès des États membres ou de leurs associations ou services intéressés des démarches en vue de l'établissement de la liste demandée du matériel de sauvetage existant dans chaque État membre ? Dans l'affirmative, quand cette liste sera-t-elle prête et quand sera-t-elle distribuée ? Dans la négative, pourquoi ces démarches n'ont-elles pas été entreprises et quand le seront-elles ?

Deuxième question : quand les travaux préparatoires à la reconnaissance de la pneumoconiose, avec ses conséquences, comme maladie professionnelle seront-ils achevés ? Je me souviens très bien que le 5 mai 1969, au cours du débat sur le cinquième rapport de l'Organe permanent, M. Levi Sandri a déclaré :

« Les recherches sur la pneumoconiose se poursuivent — de même que l'année dernière — grâce à l'intervention financière de la Communauté, sur la base d'un programme de recherches qui doit être achevé au cours de cette année. Cette activité ne relève pas de la compétence de l'Organe permanent, mais des services de la Commission. »

M. Levi Sandri a ajouté :

« La Commission est pleinement d'accord avec le Parlement sur l'opportunité d'attribuer à ce problème un caractère d'urgence et d'intensifier l'action entreprise. Je voudrais simplement souligner que la matière présente de graves difficultés. »

M. Levi Sandri a signalé, en outre, que la pneumoconiose était déjà considérée comme maladie professionnelle, mais que tel n'était pas le cas de l'emphyseme pulmonaire, qui en est une conséquence.

Eh bien ! dans le rapport, nous avons traité l'une et l'autre dans un même paragraphe. Qu'il s'agisse du

**Ramaekers**

premier stade de la maladie ou d'un stade ultérieur, cela ne fait aucune différence pour les travailleurs qui en sont atteints. C'est de toute manière une maladie professionnelle. Quoi qu'il en soit, il reste beaucoup à faire. Si ce n'est pas l'Organe permanent qui est compétent, mais la Commission, je serais heureux d'apprendre quels progrès ont été réalisés par ses services depuis mai 1969. Mais j'aimerais que l'on ne me réponde pas que l'on ne dispose pas de personnel en suffisance, car, dans ce cas, je serais obligé de demander si la Commission a entrepris les démarches nécessaires pour remédier à ces insuffisances et, dans l'affirmative, quelle est la répercussion budgétaire des affectations, ou, dans la négative, pourquoi elle n'a pas entrepris ces démarches.

Troisième question : des progrès ont-ils été réalisés, au cours de la période écoulée depuis l'élaboration du sixième rapport, en ce qui concerne l'équipement du personnel de fond en détecteurs de grisou ?

Quatrième question : dans quelle mesure a-t-il été porté remède aux insuffisances constatées en matière d'accidents provoqués par les éboulements et les moyens de transport ?

Ces deux questions ne se rapportent évidemment pas aux rapports présentés par l'Organe permanent avant le 1<sup>er</sup> janvier 1969, mais se réfèrent à la période écoulée depuis lors. J'aimerais savoir si quelque chose a été fait à ce sujet en prévision du septième rapport. Il doit être possible d'obtenir quelques éclaircissements dans ce domaine, puisque onze mois de l'année couverte par le rapport — 1969 — sont déjà écoulés.

S'il n'est pas possible de donner une réponse satisfaisante à ces questions, j'aimerais que cette affaire fût éclaircie au cours des semaines de la période couverte par le rapport qui restent à couvrir d'ici au moment où sera entreprise la rédaction du septième rapport.

Je ne puis évidemment pas exiger que M. Levi Sandri fournisse de suite des renseignements complets et détaillés en réponse à ces questions, mais j'aimerais qu'il s'arrêtât ne fût-ce qu'un instant à l'essentiel de leur objet, les renseignements manquants pouvant être communiqués ultérieurement lors d'une réunion de la commission parlementaire.

En ce qui concerne le point 5 — l'insuffisance de la formation des travailleurs du fond — il me semble important de souligner que cette formation exige une instruction professionnelle communautaire. Après le présent rapport, nous examinerons le rapport de M. Jarrot sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une recommandation sur l'utilisation de la monographie professionnelle européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils. Sans vouloir anticiper sur cette consultation, je voudrais faire

observer que cette monographie professionnelle est la première qui ait jamais été élaborée dans le cadre de la Communauté, de sorte que mon désir de voir établir une monographie professionnelle analogue pour la formation des travailleurs du fond est justifié. Mais semblable monographie est le point de départ de la durée de formation professionnelle suffisamment longue que j'ai réclamée le 5 mai. A son défaut — j'y insiste une nouvelle fois — les nouveaux embauchés, qui actuellement sont le plus souvent des travailleurs étrangers, sont affectés beaucoup trop tôt au travail du fond, où ils sont beaucoup plus exposés aux accidents que les travailleurs qui ont reçu une formation suffisamment longue. D'autre part, en raison de leur habileté moindre dans le maniement des outils et de leur comportement inadapté, ils constituent une nouvelle source d'accidents pour leurs collègues d'ailleurs mieux entraînés. Si nous établissons une comparaison avec la seule monographie professionnelle existant à ce jour au niveau communautaire, il nous faut, toutefois, faire un pas de plus dans cette voie.

Monsieur le Président, lors du prochain rapport, vous entendrez dire que l'on a effectivement créé une monographie professionnelle communautaire tenant compte des exigences professionnelles et des exigences d'examens communautaires. Mais on s'est aussi sciemment abstenu d'arrêter un régime uniforme en matière de formation professionnelle, les circonstances étant par trop différentes d'un pays de la Communauté à l'autre. Je ne voudrais pas mettre en doute la nécessité qu'il y avait à s'abstenir de créer ce régime dans ce domaine et peut-être dans d'autres. Mais dans les mines il faut bien établir des critères minimaux, et c'est ce que j'ai fait au mois de mai 1969. Je répète donc les vœux que j'ai exprimés et qui se justifient d'autant plus que la mobilité des travailleurs des mines augmente.

Les nouveaux travailleurs engagés dans nos mines doivent pouvoir disposer, dans leur formation, des moyens audio-visuels les plus modernes ainsi que d'une connaissance suffisante du pays dans lequel ils trouvent du travail, et plus spécialement des nombreux procédés et matériels qu'ils ont à utiliser dans leur travail. L'Organe permanent aura là de nouvelles tâches à accomplir lorsqu'il disposera des possibilités réclamées ; mais où en est-on à ce propos ?

Cela m'amène à ma sixième question. Nous savons que l'Organe permanent ne dispose pas de spécialistes en nombre suffisant. Il manque toujours un médecin, un spécialiste de la formation professionnelle et un spécialiste des relations entre les organisations de travailleurs et les organisations d'employeurs. J'ai l'impression que le secrétariat de l'Organe permanent serait tout prêt à faire davantage si, tant en ce qui concerne le matériel que les effectifs, il disposait de moyens suffisants.

**Ramaeckers**

Si je demandais à présent à M. Levi Sandri — ce que je ne ferai pas — s'il a sollicité les postes nécessaires et, dans la négative, pour quelles raisons il ne l'a pas fait, je jetterais à bon compte le discrédit sur un membre éminent de l'exécutif. J'ai appris, en effet, que M. Levi Sandri avait sollicité plusieurs postes de l'exécutif, lequel les lui aurait refusés. J'aimerais par conséquent savoir si mes renseignements sont exacts et, dans ce cas, pourquoi l'exécutif a refusé d'élargir l'organigramme du secrétariat permanent. A-t-il agi de son propre chef ou a-t-il craint de mécontenter le Conseil ? J'aimerais recevoir une réponse claire et précise à cette question. Si les obstacles auxquels se heurte l'octroi de ces postes peuvent être localisés, nous devons, en tant que Parlement européen, nous efforcer de faire la lumière sur cette question et jeter notre poids dans la balance soit comme Assemblée, soit par l'intermédiaire des commissions compétentes, afin que les postes nécessaires puissent enfin être créés.

C'est tout ce que j'avais à dire sur ces problèmes, mais il reste que j'aimerais savoir par la faute de qui les postes nécessaires ne sont pas octroyés au secrétariat de l'Organe permanent.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, nous devons examiner ces questions de manière approfondie, si nous voulons donner à l'extérieur l'impression que la sécurité et la salubrité dans les mines nous tiennent à cœur. Les exhortations solennelles ne sont pas d'un grand secours. Seuls les résultats obtenus dans le renforcement de la sécurité démontrent aux yeux des travailleurs de nos pays ce que représente pour eux l'unification de l'Europe.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousch, au nom du groupe de l'Union démocratique européenne.

**M. Bousch.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le sixième rapport de l'Organe permanent sur la sécurité et la salubrité dans les mines de houille qui nous est soumis est extrêmement intéressant et il mérite toute notre attention.

S'il contient des renseignements très intéressants, la page qui mérite, toutefois, le plus d'attention est sans doute celle qui donne un relevé des accidents et de leur évolution depuis une dizaine d'années. En effet, on constate que la proportion des accidents mortels reste à peu près stationnaire depuis l'an dernier, et on constate même une très légère augmentation. Ramené au million d'heures de travail, le nombre des accidents mortels passe de 0,457 à 0,460. Quant au nombre des accidents graves, ramené lui aussi au million d'heures de travail, le nombre passe de 13,246 à 14,370, ce qui représente une augmentation de 8,5 % par rapport à 1967. Mais par rapport au million de tonnes extraites, les chiffres sont encore plus explicites et plus impressionnants : le nombre des tués par million de tonnes, qui était de

1,420 en 1967, est de 1,326 en 1968. Celui des blessés graves par million de tonnes passe de 41,06 à 41,44.

Quand on considère les statistiques de production dans les mines, on devrait avoir toujours présents à l'esprit ces deux chiffres : chaque million de tonnes a causé un mort et demi environ et plus de 41 blessés !

On dira que c'est moitié moins, en ce qui concerne les tués, qu'en 1958 ; que c'est nettement moins en ce qui concerne les blessés. A notre avis, c'est encore beaucoup trop !

Sur le plan de la sécurité, il n'est pas douteux que l'accroissement du rendement par poste entraîne une aggravation des risques d'accidents. L'augmentation de ceux-ci est due aussi à l'intensification de la mécanisation. Par ailleurs, les ouvriers du fond, il faut bien le constater, sont souvent insuffisamment familiarisés avec les nouvelles machines et le nouveau matériel dont ils disposent. Enfin, on constate une augmentation inquiétante des accidents collectifs dus, en particulier, à l'effondrement de parties de tailles ou de galeries. Il faut donc intensifier les efforts accomplis, d'une part, pour déterminer la cause des accidents, d'autre part, pour agir en faveur de leur prévention, par la construction judicieuse des machines et par une formation adaptée du personnel appelé à les utiliser.

Sur le plan de la santé et de la salubrité, la lutte contre les poussières est, certes, l'élément le plus important. Mais comme l'a dit si justement notre rapporteur, et comme l'a d'ailleurs rappelé le Parlement l'an dernier, cette lutte technique ne doit pas empêcher de mener de front les recherches concernant les importants problèmes médicaux qui se posent pour les travailleurs.

Une mission a été définie, pour le groupe de travail « salubrité dans les mines de houille », par le comité restreint. Il ne semble pas que des progrès sensibles aient été enregistrés. Et pourtant, les progrès de la mécanisation des chantiers d'abattage impliquent une aggravation toujours croissante de l'empoussiérage et, par conséquent, des risques nouveaux de maladie pour le personnel du fond.

En résumé, les suggestions, observations et critiques formulées par le rapporteur de la commission des affaires sociales sont pertinentes, et nous ne pouvons que les approuver. Malheureusement, les moyens que les mines de houille de notre Communauté peuvent consacrer aux études, aux recherches et à la mise au point seraient très insuffisants, même avec une aide financière importante, si l'on voulait tenir compte de toutes ces suggestions. A notre vif regret, nous devons donc constater qu'il faut faire des choix et n'entreprendre, parmi les études, que celles qui permettent d'aboutir le plus rapidement possible à une augmentation de la sécurité et à un renforcement de la salubrité dans les mines.



**Bousch**

Il faut en conséquence que l'Organe permanent chargé de l'étude de la sécurité et de la salubrité dans les mines reçoive les moyens adaptés à cet effet et que la Communauté accepte de consacrer à ces études et à ces recherches les moyens financiers nécessaires.

C'est dans cet esprit, que notre groupe se rallie à la proposition de résolution qui nous est présentée par le rapporteur de la commission des affaires sociales et de la santé publique et la votera en souhaitant d'ailleurs à l'Organe permanent de recevoir bientôt les moyens qui lui sont indispensables pour poursuivre et accentuer son action.

**M. le Président.** — La parole est à M. Springorum.

**M. Springorum.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, M. Bousch nous a montré à l'aide de quelques statistiques que nous sommes en droit de nourrir quelque souci quant aux accidents et aux maladies professionnelles auxquels sont exposés les travailleurs des mines. A ce propos, nous devons être reconnaissants à M. Bergmann de nous avoir présenté régulièrement ce rapport. A mon avis, le montant effectif des accidents mérite de retenir particulièrement notre attention ; en effet, en 1968, c'est-à-dire l'année sous examen, ainsi que M. Bousch l'a fait remarquer, les accidents ont augmenté de façon sensible. Sans doute ont-ils diminué en valeur absolue et par million de tonnes de charbon extraites, mais ce qui importe, c'est du nombre d'accidents par million d'heures de travail ; c'est le chiffre fondamental pour les accidents du travail.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, la silicose occupe une place essentielle. A cet égard, il convient de reconnaître qu'un certain progrès a pu être réalisé également à l'aide du Comité permanent. Ce progrès a été réalisé grâce aux fichiers qui ont été établis sur le degré d'activité et la gravité de l'affection des travailleurs ayant inhalé des poussières. De cette façon, il fut possible de procéder à une orientation nettement meilleure des effectifs. Mais les procédés techniques tels que, par exemple, ceux de l'aspiration des poussières, de l'injection d'eau dans le massif, etc., ont également atténué quelque peu les effets de ce fléau qui accable si lourdement les mineurs.

Le même progrès n'a malheureusement pas pu être enregistré dans le domaine des accidents ainsi qu'en témoigne l'augmentation, fut-ce une augmentation légère, de leur nombre durant l'année dernière. Dans son exposé des motifs, la commission des affaires sociales estime possible qu'il y ait une relation entre le nombre des accidents et l'augmentation du rendement, en raison de la mécanisation et de ses conséquences.

Je voudrais vous mettre en garde contre une ception sensible qui du reste n'est pas confirmée par les chiffres et vous remettra en mémoire quelques données extraites du rapport. Suivant l'Organe permanent, de 1958 à 1968, le nombre des accidents mortels est passé de 0,61 à 0,46 %. Seuls les accidents mortels peuvent être comparés car ils constituent une valeur absolue. Dans le même temps, le rendement a pour ainsi dire doublé. De tenir les statistiques relatives aux différents bassins houillers, qui figurent également dans le rapport, montrent qu'il est impossible d'établir une telle relation.

J'estime également que de pareilles affirmations sont nuisibles parce que l'industrie minière, comme toute autre industrie est tributaire de l'accroissement constant de sa production. Même à Bruxelles, on faisait état il y a quelques temps de la nécessité d'atteindre un rendement de 9,5 tonnes d'ici 1980 pour pouvoir compenser l'augmentation des coûts dans les charbonnages européens. Ce rendement ne pourra certainement pas être atteint. Nous espérons, cependant, qu'à cette date les mines européennes pourrôt fournir 7 à 8 tonnes de charbon.

Je partage l'avis de notre commission et estime extrêmement dangereux, en effet, la connaissance imparfaite que nos mineurs ont du maniement des nouvelles machines imposées par la mécanisation.

Il est de fait que les fluctuations importantes auxquelles l'industrie minière a été soumise au cours des dernières années sont une source constante d'accidents graves. La crise qui s'est prolongée pendant plusieurs années a réduit les effectifs à un point tel que maintenant que le charbon est de nouveau devenu rare on engage tous ceux qui veulent bien se mettre à la disposition de la mine. Le meilleur moyen de remédier au nombre élevé d'accidents serait en fait de maintenir l'emploi à un niveau stable sans tenir compte des hauts et des bas des crises. Les jours chômés et les licenciements, d'une part, les heures supplémentaires, les postes supplémentaires et l'engagement de travailleurs étrangers et de tous ceux qui se présentent, d'autre part, constituent des risques considérables. Dans ce domaine, et c'est la raison pour laquelle j'ai demandé la parole, la Commission est instamment priée d'intervenir. Il conviendrait qu'elle soit pleinement consciente de ses responsabilités également à cet égard.

Les mines de charbon du bassin de la Ruhr, le principal bassin d'exploitation de la Communauté, sont à la veille d'être regroupées. Il ne manque plus que l'autorisation de la Commission des Communautés européennes. Celle-ci viendra certainement. Mais elle comportera vraisemblablement des obligations rappelant de nouveau les obligations

**Springorum**

de livraison que ces 12 dernières années de crise ont fait sombrer entièrement dans l'oubli. Mais ce que la Commission ne rappellera pas, c'est que cette obligation de livraison devrait s'accompagner d'une obligation d'achat correspondante qui, dès lors, permettrait d'obtenir l'emploi à un niveau un peu plus uniforme. Il semble qu'aucun État membre de la Communauté ne soit réellement disposé à conclure un accord de ce genre. La question en litige sur les subventions au charbon à coke nous montre qu'un certain nombre de pays ne veulent admettre ni la formule d'un accord à long terme ni celle d'un accord à moyen terme apparemment parce qu'ils espèrent avoir prochainement la possibilité d'importer de nouveau à meilleur compte du charbon en provenance des pays tiers. A quoi bon toutes ces belles paroles sur la lutte contre les accidents s'il n'existe pas de communauté véritable, également à ce point de vue ? Il est inutile de discuter plus longuement de statistiques d'accidents si l'on continue d'exiger de la mine des efforts démesurés en période de pénurie de charbon et à refuser de contribuer à l'écoulement de la production en période d'excédent. La Commission devrait penser à cet aspect du problème lorsqu'elle imposera des obligations. Elle devrait également considérer que l'expression « Communauté économique européenne » comprend le terme « Communauté » et qu'elle porte une grande responsabilité à l'égard de cette communauté. Des droits qui ne s'accompagnent pas d'obligations n'aboutiront jamais à la constitution d'une véritable Communauté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Raedts.

**M. Raedts.** — (N) Monsieur le Président, je ne reviendrai pas sur les nombreux problèmes techniques qui ont déjà été traités ici, bien que je le ferais volontiers en tant que spécialiste des mines. J'aborderai un autre problème qui est assez important à mes yeux, tant pour les recherches que pour les crédits qui leur sont affectés.

Ne peut-il exister une coopération meilleure et plus étroite, entre l'Organe permanent et les organismes qui effectuent des recherches dans le cadre de la commission de sécurité et de salubrité instituée par la Communauté européenne du charbon et de l'acier ?

La C.E.C.A. dispose de ressources propres et ne dépend donc pas d'une autre institution. Elle peut disposer elle-même des ressources qu'elle reçoit par voie de prélèvements. On le voit dans le budget de la C.E.C.A., où une somme de 10 millions d'unités de compte est affectée à des recherches portant essentiellement sur des problèmes d'hygiène et d'accidents. Dès la création de la C.E.C.A., on s'est rendu compte qu'une action devait être engagée dans ce domaine. Des sommes importan-

tes ont été affectées à des recherches que la pression des gouvernements, des employeurs et des travailleurs a fait porter principalement sur les possibilités de lutte contre la silicose. Jusqu'ici, 28 millions d'unités de compte ont été affectées à cette catégorie de recherches et plus de la moitié de cette somme est consacrée à des recherches sur la prévention de la silicose, et sur les moyens de lutter contre cette maladie et, si possible, de la guérir.

De plus, je remarque — en réponse notamment à M. Santero — que les universités italiennes n'ont pas été les dernières à demander le concours de ce fonds. Les sommes proportionnellement les plus importantes, beaucoup plus importantes que ne le justifierait l'importance du secteur minier en Italie, ont été allouées à ce pays.

Lorsqu'il aura été possible de parvenir à une coopération dans ce domaine, lorsque l'Organe permanent pourra exercer une plus grande influence sur certaines recherches ou se charger de recherches déterminées, cette situation permettra à mon avis, de venir à bout du même coup d'un des problèmes les plus délicats, à savoir celui de l'obtention des crédits nécessaires. Le budget de l'Organe permanent n'y est pas compris, mais il est inclus dans le budget avec lequel nous avons toujours des difficultés. Ces recherches incombent, cependant, à la Commission elle-même, puisqu'elle peut disposer à cette fin de ressources propres.

Monsieur le Président, j'insiste pour que l'on parvienne autant que possible dans ce domaine à une coopération, de sorte que les recherches qui sont fréquemment influencées, à présent, par des experts qui se consacrent naturellement de préférence à leurs propres recherches, le soient davantage par les hommes qui ont affaire à la pratique de la mine. On obtiendrait alors de meilleurs résultats et plus rapidement que ce n'est le cas actuellement.

**PRÉSIDENCE DE M. SCELBA**

**M. le Président.** — La parole est à M. Levi Sandri.

**M. Levi Sandri, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, la Commission sait gré au Parlement européen et à la commission des affaires sociales et de la santé publique de l'intérêt avec lequel ils suivent l'activité de l'Organe permanent, intérêt dont témoignent les nombreuses interventions qui ont eu lieu au cours de la séance de ce jour.

La Commission tient à remercier tout particulièrement M. Bergmann qui, depuis le début de l'activité de l'Organe permanent, a suivi son activité avec ardeur et compétence et a été rapporteur devant

**Levi Sandri**

cette Assemblée. Je tiens à faire part à M. Bergmann de la gratitude de la Commission et de l'Organe permanent, au moment où — si je suis bien informé — il se prépare à quitter ce Parlement. Je voudrais lui exprimer toute notre reconnaissance pour l'impulsion qu'il a donnée à l'étude et à la solution des problèmes qui intéressent tellement les travailleurs dans les mines.

*(Applaudissements)*

Je voudrais également remercier tous les autres orateurs qui sont intervenus au cours de cette discussion et assurer le Parlement que l'activité de l'Organe permanent continuera à un rythme que j'espère toujours plus soutenu grâce également aux suggestions et aux encouragements qui lui viennent de cette Assemblée.

Les considérations qui ont été faites surtout par M. Bousch et par M. Springorum en ce qui concerne l'évolution de la courbe des accidents nous imposent une activité toujours plus intense et plus radicale à laquelle nous essaierons de faire face dans les limites de nos possibilités et de nos disponibilités. Je dis dans les limites de nos disponibilités car, comme le sait parfaitement le Parlement, cette activité ne dépend pas ou plutôt ne dépend pas exclusivement de l'exécutif.

La politique du personnel que la Commission peut suivre est conditionnée par les décisions qui sont adoptées au sein du Conseil au moment de l'adoption du budget. D'autre part, compte tenu des compressions qui ont eu lieu dans les effectifs de l'exécutif et surtout dans ceux du secteur social à la suite de la fusion des exécutifs, je ne peux pas dire que le secrétariat de l'Organe permanent a été plus sacrifié que les autres secteurs d'activité de l'exécutif. Il manque indubitablement certains spécialistes au secrétariat de l'Organe permanent : il manque un médecin — comme l'a rappelé déjà M. Bergmann dans son rapport et comme l'a souligné M. Ramaekers dans son intervention — il manque un spécialiste en matière de formation professionnelle ; il manque un spécialiste en matière de relations professionnelles. Toutefois, ces compétences sont assumées par des fonctionnaires spécialisés d'autres services de l'exécutif. Et le médecin de la direction hygiène et sécurité ainsi que le spécialiste en matière de formation professionnelle ou en matière de relations professionnelles peuvent coopérer avec le secrétariat de l'Organe permanent lorsque des questions de ce genre se posent au secrétariat.

Il s'agit, dans un certain sens, de solutions de repli mais de cette façon nous pouvons, de toute manière, faire face aux exigences les plus pressantes de ces secteurs.

Cela dit, je voudrais également assurer le Parlement qu'au cours de la dernière réunion de l'Or-

gane permanent j'ai porté à la connaissance de celui-ci les suggestions et les demandes auxquelles le Parlement a donné son approbation au cours de la discussion du 5 mai dernier. Ces différentes suggestions et ces différentes requêtes ont été examinées par l'Organe permanent et accueillies favorablement, compte tenu de leur caractère indubitablement constructif. En conséquence, l'Organe permanent a chargé divers groupes de travail de donner suite aux différentes requêtes présentées par le Parlement, notamment en ce qui concerne l'établissement d'une liste de matériels de sauvetage, la comparaison des législations en matière de sécurité et d'hygiène. En outre, il a chargé le secrétariat d'élaborer un programme de travail, concernant d'une façon générale, les facteurs humains et en particulier les facteurs relatifs à l'environnement, dont l'importance augmente toujours plus et dont l'influence sur le comportement des travailleurs pourrait devenir toujours plus importante. Je pense, par ailleurs, qu'on peut attendre dans ce domaine des résultats immédiats.

Le rapport en discussion concerne l'activité de l'Organe permanent au cours de l'année 1968 ; et le septième rapport qui sera présenté, je l'espère, au début de l'année prochaine portera évidemment sur l'activité de l'organe en 1969, activité qui est désormais en cours d'achèvement et pratiquement terminée.

Je peux en tout cas assurer le Parlement qu'au cours de cette année le secrétariat a redoublé d'efforts pour faire avancer le plus rapidement possible les travaux qui ont déjà été entrepris et que certains d'entre eux sont désormais sur le point d'être terminés, en particulier ceux qui concernent les statistiques de tous les accidents dans les mines et ceux qui concernent la lutte technique contre les poussières.

Monsieur le Président, en lisant le projet de résolution et le rapport de la commission des affaires sociales et de la santé publique, un lecteur pressé pourrait y voir de graves lacunes ou de graves manquements de la part de l'Organe permanent, car on y exprime souvent, ainsi que j'ai pu le constater, des regrets pour les actions qui n'ont pas été réalisées et pour les conseils qui n'ont pas été suivis.

Je pense que telle n'est pas la véritable opinion du rapporteur de la commission des affaires sociales et de la santé publique puisque dans le projet de résolution on remercie également l'Organe permanent du bon travail qu'il a accompli et de la présentation du sixième rapport d'activité. D'ailleurs, M. Bergmann lui-même, M. Ramaekers et les autres orateurs qui sont intervenus dans ce débat ont tenu à souligner ces aspects positifs.

En ce qui concerne la date de présentation du rapport de l'Organe permanent, je crois qu'effec-

**Levi Sandri**

tivement nous avons rattrapé le retard qui s'était accumulé dans les années passées.

Je ne sais pas s'il est possible d'être encore plus rapide. Je crois que ce sera difficile, si l'on veut tenir compte des dernières statistiques nationales et communautaires à ce sujet.

En ce qui concerne l'activité de l'Organe permanent, je voudrais dire seulement ceci : si pour l'année prise en considération, c'est-à-dire 1968, on compte 32 réunions de l'Organe permanent et de ses groupes de travail, pour l'année qui s'achève le nombre des réunions s'élèvera à 48 dont 39 réunions de groupes de travail, 3 du comité restreint, 2 de l'Organe permanent en assemblée générale. En outre il y a eu 4 réunions d'information syndicale.

Bon nombre de ces réunions se sont déroulées en deux jours ce qui fait qu'au total le nombre des journées de réunion a été de 59. Donc il y a eu, il me semble, une augmentation notable de l'activité de l'Organe permanent par rapport à l'année précédente. Indubitablement, les réunions techniques — qui ont été de 35 — ont été encore trop supérieures à celles qui ont été consacrées aux facteurs humains ou pour mieux dire celles qui ont été consacrées aux facteurs humains ont été de 4 et donc insuffisantes par rapport à celles qui ont été consacrées aux problèmes de caractère technique.

Toutefois, je voudrais seulement signaler que les travaux des groupes sanitaires ont conduit à l'élaboration de trois projets de recommandations qui n'ont pas encore pu être complétés et mis au point mais qui de toutes façons constituent déjà un excellent résultat et démontrent une activité particulièrement intense du secrétariat également dans ce domaine.

Je prends acte, Monsieur le Président, des différentes remarques, des différentes suggestions qui ont été faites, tant dans le rapport qu'au fil du débat de ce jour et je puis vous assurer que je les communiquerai à l'Organe permanent. Je ne sais pas si je peux répondre à tous les points, nombreux et souvent de caractère technique, qui ont été soulevés. Toutefois, j'essaierai de donner une réponse à certains de ces problèmes.

Par exemple en ce qui concerne la pneumoconiose, la proposition de résolution en parle ainsi que le rapport, et le problème a été soulevé également au cours de la discussion.

Je voudrais confirmer à ce propos ce que j'ai dit l'année passée, c'est-à-dire que la pneumoconiose, en tant que telle est déjà reconnue comme maladie professionnelle. Mais le problème se pose en ce qui concerne l'emphysème pulmonaire, qui est une complication dans l'évolution de la bronchite chro-

nique et qui peut exister isolément ou en liaison avec d'autres maladies parmi lesquelles la pneumoconiose. Et le problème se pose justement parce que la bronchite chronique et l'emphysème pulmonaire ne sont reconnus comme maladies professionnelles dans aucun pays de la Communauté.

Or — et je réponds ainsi à certaines remarques qui ont été faites par M. Raedts à propos de l'opportunité d'une liaison entre les recherches de l'organe permanent et celles de la direction hygiène et sécurité — depuis 1968, une enquête épidémiologique est en cours auprès de la direction hygiène et sécurité du travail de la Commission en ce qui concerne justement la bronchite chronique pour chercher à déterminer les causes de cette maladie chronique et l'importance à ce sujet de l'inhalation de poussières.

En ce qui concerne la pneumoconiose, une recherche fondamentale est en cours depuis plusieurs années pour définir avec précision l'influence, sur son apparition, de la silice. Ces recherches seront poursuivies durant l'exécution du prochain programme de recherches de la direction hygiène et sécurité. Toutefois, les travaux qui ont déjà été accomplis dans ce domaine sont mentionnés dans certaines synthèses qui peuvent être consultées sans difficulté, d'autant qu'elles sont publiées dans les quatre langues de la Communauté.

En ce qui concerne la pneumoconiose, une synthèse a été publiée en 1967 sur les recherches fondamentales et une synthèse globale, faisant suite à un symposium qui a eu lieu à Florence en 1968, est en cours d'impression.

En ce qui concerne la bronchite chronique, une synthèse des travaux d'un symposium qui a eu lieu à Stresa en 1966 a été également imprimée en 1967 et elle est disponible dans les quatre langues de la Communauté.

D'autres problèmes particuliers ont été soulevés au cours de la discussion de ce jour. En ce qui concerne les appareils portatifs indicateurs de la présence de grisou, j'ai rappelé à l'Organe permanent le vœu de l'Assemblée. Ainsi que j'en ai déjà fait l'observation au mois de mai — il s'agit d'une question assez délicate en raison de la difficulté d'indiquer des marques commerciales déterminées pour les appareils en question. De toutes façons, je soumettrai à nouveau la question à l'Organe permanent et je demanderai la constitution d'un groupe de travail qui pourra reprendre l'examen de cette question de façon plus générale en fixant les exigences minimum dans ce domaine pour assurer le maximum de sécurité dans la détection du grisou et des autres gaz contenus dans l'air de la mine.

Pour ce qui concerne la liste du matériel de sauvetage, j'ai déjà dit qu'elle était en cours d'élaboration même si une partie de ce matériel fait encore

**Levi Sandri**

l'objet d'études et d'expériences qui ont été subventionnées par la Commission. D'autre part, je voudrais également confirmer que les milieux responsables pour les sauvetages, grâce aux contacts établis au sein du groupe de travail, sont parfaitement au courant du matériel disponible dans les différents pays.

En ce qui concerne l'étude des problèmes médicaux relatifs aux poussières, sur lesquels M. Santero s'est également arrêté, un programme de travail est en cours d'élaboration.

S'agissant enfin de la formation professionnelle — dont l'importance fondamentale a été mise en relief par différents orateurs, surtout en ce moment où il y a un certain renouvellement des effectifs de maîtrise dans le secteur des mines de charbon — certains travaux préparatoires sont en cours et j'estime que dans ces secteurs beaucoup reste à faire pour encourager l'hygiène et la sécurité ainsi que pour la formation du personnel de maîtrise.

Pour conclure, Monsieur le Président, je voudrais renouveler mes remerciements à la commission des affaires sociales, au Parlement et surtout au rapporteur, M. Bergmann, et je voudrais vous donner l'assurance que l'exécutif et l'Organe permanent sont conscients des responsabilités qui, également dans ce secteur, leur ont été confiées dans le cadre de la Communauté.

**M. le Président.** — Je remercie Monsieur le vice-président Levi Sandri.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 10. *Recommandation concernant la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Jarrot, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une recommandation sur l'utilisation de la monographie professionnelle européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils (doc. 154/69).

La parole est à M. Liogier, suppléant M. Jarrot, absent pour raisons de santé.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je remplace ici notre collègue M. Jarrot,

que la grippe retient chez lui. Je me permets de faire en son nom quelques observations sur le rapport concernant l'utilisation de la monographie professionnelle européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils.

Cet exposé très bref vise à situer d'abord la place de la proposition de recommandation dans la politique commune de formation professionnelle, à permettre ensuite quelques réflexions sur la monographie et sur le rapport de la commission des affaires sociales et de la santé publique et, enfin, à tirer quelques conclusions.

Voyons d'abord la place de la proposition de recommandation dans la politique commune de formation professionnelle.

Les rédacteurs du traité de Rome, dans leur sagesse, n'avaient pas oublié les questions relatives à la formation professionnelle. Aussi avaient-ils prévu la mise en place d'une politique commune de formation professionnelle.

L'article 128 du traité faisait obligation au Conseil d'établir les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle qui puisse contribuer au développement tant des économies nationales que du Marché commun.

En 1963, le Conseil s'est acquitté de cette tâche en prenant, le 2 avril 1963, la décision parue au *Journal officiel* du 20 avril 1963 sous le numéro 63, portant établissement de dix principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle.

Pour élaborer la proposition de recommandation qui fait l'objet du présent rapport, la Commission des Communautés européennes s'est fondée sur le huitième de ces principes généraux, qui demande le rapprochement des niveaux de formation, une description harmonisée des exigences de base requises pour l'accès à telle ou telle profession, le rapprochement des conditions des examens d'aptitude professionnelle, et la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres sanctionnant la conclusion de cette formation professionnelle.

Dans la rédaction de sa proposition de recommandation, la Commission a fidèlement respecté les différentes clauses du huitième principe. Nous nous trouvons, avec cette recommandation, et c'est cela qui est important, devant la première application communautaire d'un principe général de politique commune de formation professionnelle établi par le Conseil. La Commission et le Conseil doivent savoir que le Parlement européen apprécie hautement cette volonté de traduire les textes dans les faits et qu'il les encourage vivement à poursuivre leur activité dans ce domaine.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 41.

**Liogier**

Un modèle de monographie professionnelle européenne existe enfin, qui possède une valeur et une vertu d'exemple et sera une stimulation certaine pour les centaines de professions — susceptibles d'être rassemblées ensuite en de très larges regroupements — à qui se posent, avec des variantes certes, des problèmes identiques. Ces multiples professions, moins diversifiées parfois qu'il n'y paraît au premier abord, pourront s'insérer dans des cadres similaires et devront répondre à des impératifs de même nature.

Quelques réflexions, à présent, sur le rapport de la commission des affaires sociales et de la santé publique et d'abord sur la proposition de recommandation sur l'utilisation de la monographie professionnelle européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils, à savoir, en l'espèce, les tourneurs, les fraiseurs et les rectifieurs.

Je ne reviendrai pas ici sur l'objet de la proposition de la Commission, dont nous analysons les trois parties dans le rapport. Cette monographie est l'œuvre d'experts et n'attire de notre part que des remarques très générales qui concernent l'importance d'une bonne formation de base, des connaissances linguistiques et des possibilités de formation continue et sont destinées à servir dans les travaux à venir.

La commission des affaires sociales et de la santé publique a approfondi la question de l'organisation des travaux ultérieurs dans cette voie. Les propositions de la Commission des Communautés quant à la méthode à suivre visent avant tout l'efficacité. La commission des affaires sociales et de la santé publique a apporté à ce schéma certaines précisions quant au rôle des différents organes appelés à intervenir.

Nous demandons à l'exécutif d'examiner nos propositions avec attention pour déterminer si elles n'améliorent pas sensiblement la valeur et la rationalité des travaux ultérieurs. Nous suggérons, par exemple, à la Commission d'établir un choix parmi les professions les plus intéressantes du point de vue de la libre circulation des travailleurs et de leur consacrer des monographies en priorité. Nous suggérons également que des critères fondamentaux soient tirés de ce premier groupe de monographies concernant les professions de base, critères qui formeraient les lignes directrices pour les travaux qu'entreprendraient les organisations professionnelles, en collaboration avec les administrations nationales, dans le secteur défini de leurs professions.

Permettez-moi enfin d'exprimer quelques considérations générales.

En matière de formation professionnelle, moins encore qu'en d'autres matières, il n'y a de solution idéale ou définitive. Les réexamens et les réformes

de la formation professionnelle opérés dans tous nos pays le démontrent suffisamment. Le rapide progrès technique, l'étonnante mobilité géographique des hommes, la mobilité professionnelle croissante des travailleurs posent avec une acuité grandissante la question de l'adaptation des hommes et de leur qualification professionnelle. C'est pourquoi l'accent doit être mis, aujourd'hui comme hier, sur la nécessité d'une très large formation générale et d'une formation polyvalente la plus étendue possible. C'est pourquoi aussi la formation professionnelle doit toujours être mise à jour et adaptée aux exigences nouvelles.

Toutes ces questions nous sont communes à l'intérieur de la Communauté et appellent donc des efforts d'harmonisation communautaire.

La nécessité de l'harmonisation communautaire de la formation professionnelle est encore illustrée par le fait suivant : la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté doit avoir comme corollaire l'harmonisation poussée de la formation professionnelle européenne. Sinon, elle n'est qu'une virtualité dont la réalisation est réservée aux plus doués pour l'adaptation ou, ce qui sera le plus fréquemment le cas, aux moins qualifiés, qui iront combler des lacunes.

La politique commune de formation professionnelle ne sera une réussite que lorsqu'elle donnera à tous les travailleurs de la Communauté la chance non seulement de se déplacer librement, mais encore d'exercer librement la profession qu'ils ont apprise, dans la mesure où ils auront atteint un niveau de qualification égal ou comparable, quelle que soit d'ailleurs la voie de formation suivie.

La formation professionnelle concerne les jeunes qui se préparent à une profession. Elle regarde aussi les travailleurs qui cherchent à perfectionner leurs connaissances ou leurs aptitudes ou à en acquérir de nouvelles. Elle conditionne en grande partie la mobilité professionnelle et régionale de la main-d'œuvre. Partout elle touche au problème de l'emploi. L'harmonisation de la formation professionnelle et la politique commune de formation professionnelle se situent exactement au niveau de la vie quotidienne et des mesures concrètes, visibles et tangibles qui touchent personnellement des millions de travailleurs de notre Communauté. C'est à ce niveau et dans ce domaine que nos peuples peuvent percevoir le plus clairement que l'Europe est en train de « se faire ».

Pour ma part, je ne doute pas que le Parlement européen appuiera de toutes ses forces les initiatives communautaires prises dans ce sens. C'est dans cet esprit que je vous demande de voter notre proposition de résolution.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Müller, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Müller.** — Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, en tant que porte-parole du groupe démocrate-chrétien, je tiens à déclarer que nous approuvons la présente résolution et que, ainsi qu'il est dit dans la résolution, nous félicitons la Commission de son initiative et de l'activité quelle a déployée dans ce domaine.

Les travaux qui font l'objet de la discussion se réfèrent au domaine si important de la libre circulation des travailleurs qui ne sera accomplie que lorsque nous en seront arrivés à une harmonisation générale des monographies professionnelles et à la reconnaissance réciproque des diplômes correspondants. Cela montre l'importance de ce pas qui conduit à une première monographie professionnelle commune. A lui seul ce fait justifierait déjà un examen approfondi de la recommandation de l'exécutif. Toutefois, je vais essayer d'en souligner l'importance en quelques mots.

Eu égard à l'intérêt des travaux de l'exécutif dans ce secteur, nous tenons dès maintenant à insister d'accord en cela avec la commission des affaires sociales sur la nécessité de s'attaquer aux tâches à venir avec un personnel plus nombreux. On nous a rapporté en commission que ces importants travaux n'occupaient qu'à demi un fonctionnaire de la catégorie A, assisté d'un fonctionnaire de la catégorie B et d'un fonctionnaire de la catégorie C. Il me semble impossible de pouvoir déterminer ces monographies professionnelles dans le temps voulu si l'exécutif ne se décide pas à affecter plus de personnel à ces travaux.

Nous avons également, en commission, indiqué à l'exécutif — je me permets de l'ajouter ici — comment, à notre avis, les futurs travaux pourraient être organisés d'une façon plus rationnelle. La Commission — vous le trouverez également dans la résolution — a été priée de ne pas rechercher de solutions perfectionnistes. Cela signifie en d'autres termes que nous devrions avoir à nous occuper au courant de l'année prochaine d'environ 400 monographies professionnelles. C'est à peu près cet ordre de grandeur qu'atteint le nombre des professions. Nous avons en revanche déclaré que l'exécutif ne devrait élaborer des monographies que pour les professions de base qui font principalement l'objet d'une formation professionnelle. Selon les cas, et le nombre de professions de base choisi — on arrive à des taux qui varient entre 2/3 et 3/4 des débutants dans chaque profession. Si j'ai bien retenu ces chiffres, 15 professions de base déjà couvrent à elles seules les 3/4 de tous les apprentissages. On peut donc estimer que par un choix judicieux des monographies professionnelles on peut déjà atteindre une harmonisation pour de très nombreuses professions.

Nous voudrions encore souligner un deuxième point. Nous estimons que la voie dans laquelle l'exécutif s'est engagé est bonne, à savoir ne pas établir de distinction suivant la manière dont le but professionnel est atteint. L'exécutif a laissé complètement ouverte la question de savoir s'il s'agit d'une formation qui est essentiellement scolaire ou une formation qui est faite dans l'industrie et pour laquelle une formation scolaire supplémentaire est suivie une ou deux fois par semaine. Nous considérons cela comme exact. Nous pensons que de cette façon et en se limitant aux professions de base on peut très bien harmoniser le nombre de monographies nécessaire. Nous pensons en outre — et cela figure également dans la résolution — que l'exécutif doit tenir compte des mouvements migratoires pour en tirer des critères supplémentaires pour le choix des professions. Ces critères sont les points de repère, c'est-à-dire une indication supplémentaire d'un processus qui se manifestera à l'avenir. La commission des affaires sociales a donc avec raison — et d'accord en cela avec le groupe démocrate-chrétien — attiré l'attention sur le fait que la mise au point d'environ 10 à 15 professions de base permettra de fixer un nombre de critères fondamentaux tel qu'il permettra d'élaborer ensuite assez rapidement d'autres monographies pour d'autres professions.

Le groupe démocrate-chrétien souscrit également à la demande contenue dans le paragraphe 11 de la résolution et prie instamment le Conseil de faire sienne la recommandation de l'exécutif.

Nous espérons que ce processus sera désormais suivi dans les États membres et que chaque État, de lui même, établira les monographies à partir de critères tels que nous en arrivions un jour à disposer pour toutes les monographies de certains critères minimaux, déjà appliqués par les différentes administrations de travail ainsi que par les autorités compétentes avant que l'exécutif ait éventuellement mis au point, pour tous ou du moins pour les principales professions, les monographies professionnelles communes.

Je voudrais, pour finir, remercier sincèrement, au nom du groupe démocrate-chrétien, M. Liogier qui est intervenu en tant que rapporteur lorsqu'il s'est avéré que M. Jarrot ne pouvait pas assister à cette réunion. M. Liogier a, au nom de sa commission, fait un rapport très bref et très concis et soumis une résolution dont je voudrais encore une fois dire qu'elle est adoptée par le groupe démocrate-chrétien.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling, au nom du groupe socialiste.

**M<sup>lle</sup> Lulling.** — Je suis heureuse de pouvoir, au nom du groupe socialiste, prendre très brièvement la parole dans ce débat.

Nous sommes, en effet, en présence d'une première concrétisation d'un des dix principes généraux arrêtés en 1963 pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle. Cette monographie professionnelle européenne pour la formation d'ouvriers qualifiés sur machines-outils, qui fait l'objet de la recommandation aux États membres n'est qu'un modeste début de politique de formation professionnelle. Mais nous sommes si peu gâtés en politique sociale communautaire que nous nous réjouissons de la moindre réalisation.

En disant cela, je n'entends nullement minimiser la portée de cette première monographie qui constitue un modèle pour les travaux futurs. Au contraire, je regrette même que la Commission ne nous ait pas proposé autre chose qu'une recommandation. J'aurais préféré, pour ma part, une directive sur l'utilisation de cette monographie professionnelle, afin de réaliser l'harmonisation des programmes de formation professionnelle et des examens et la reconnaissance mutuelle des diplômes et certificats d'aptitude professionnelle.

Cette harmonisation est nécessaire dans un double but : elle l'est d'abord pour améliorer la formation professionnelle en s'inspirant des expériences dans les différents pays et pour l'adapter aux besoins résultant du progrès technique ; elle est nécessaire aussi pour permettre une véritable libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la Communauté, car l'harmonisation des niveaux de formation professionnelle et la reconnaissance des diplômes correspondant à des niveaux minima conditionnent en grande partie la mobilité professionnelle.

En ce qui concerne le système préconisé — dont vient de parler M. Müller — c'est-à-dire l'harmonisation des niveaux de qualifications et non des voies de formation qui y ont conduit, nous le trouvons très sage. Nous nous rallions d'ailleurs aux conclusions présentées quant au fond et quant à la méthode dans l'excellent rapport de M. Jarrot.

Pour ce qui est des travaux futurs, je suis assez surprise de la méthode proposée. La Commission européenne nous dit qu'elle n'est pas en mesure de répéter un travail de l'ampleur de celui qu'il a fallu accomplir pour mettre au point cette première monographie. Elle se tourne vers les organisations professionnelles en leur demandant d'élaborer des projets de monographies et de les transmettre à la Commission. Celle-ci les soumettra au Comité consultatif pour la formation professionnelle. Ensuite, comme le dit la Commission, seraient entreprises « les démarches nécessaires en vue de leur adoption ».

Après le débat que nous avons eu ici hier avec le Conseil de ministres, qui entend, en matière exécutive,

transférer certains pouvoirs de décision de la Commission au Conseil, je me demande ce que ce même Conseil pense d'une telle proposition, lui qui interdit même à la Commission de consulter les partenaires sociaux sans son autorisation expresse !

Au fond, la méthode proposée consiste à faire des organisations professionnelles des agents de l'administration communautaire, ce qui, en fin de compte, revient à faire financer ces travaux d'harmonisation au moyen des cotisations syndicales. Il ne peut en être question.

Nous sommes d'avis que les moyens nécessaires, tant en fonctionnaires qu'en argent, — et je me rallie à ce que vient de dire M. Müller — doivent être mis à la disposition de l'administration de la Commission pour que celle-ci puisse élaborer, en collaboration, certes, avec des experts nationaux tant des gouvernements que des employeurs et des travailleurs, des monographies analogues pour d'autres professions. Je pense ici à des professions clés ; celles-ci suffiraient, point n'est besoin d'étudier quatre cents professions. Après le premier modèle, les travaux ultérieurs seront plus simples. Mais, j'y insiste, c'est la Communauté — et non les organisations professionnelles — qui doit assumer les frais des travaux que fourniront les experts des organisations professionnelles. Celles-ci sont d'ailleurs, pour la plupart, incapables de financer elles-mêmes des travaux de ce genre ; il faut bien se rendre à l'évidence. Je songe, par exemple, aux syndicats de travailleurs agricoles que l'on mentionne dans le rapport. Ceux-ci éprouvent, dans tous les pays, des difficultés à financer leurs propres activités. Comment voulez-vous qu'ils paient un expert ou qu'ils libèrent un de leurs fonctionnaires pour faire un travail qu'ils n'ont d'ailleurs pas les moyens techniques d'effectuer ?

Je demande donc à la Commission de revoir cette méthode de travail, qui me semble inadéquate. Comme il est dit dans la proposition de résolution, la Commission devra préparer les monographies en s'assurant le concours des administrations nationales et des organisations professionnelles. Mais ce concours ne peut aller jusqu'à remplacer l'administration dans un travail, d'ailleurs largement technique, qu'elle doit pouvoir faire elle-même.

Tout ce qui concerne l'importance de la monographie a été dit — je l'ai signalé en commençant — par le rapporteur et par le président de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

J'ajouterai simplement que nous voterons la proposition de résolution avec l'espoir que le Conseil adoptera rapidement cette recommandation et la transmettra dans les meilleurs délais aux États membres. Il nous appartiendra alors de veiller à ce que nos gouvernements donnent suite à cet excellent début de concrétisation de la politique commune de formation professionnelle.

*(Applaudissements)*



**M. le Président.** — La parole est à M. Levi Sandri.

**M. Levi Sandri, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (1) Mon intervention, Monsieur le Président, pourra être relativement brève du fait qu'aussi bien le rapporteur, M. Jarrot, que M. Liogier, qui a présenté oralement le rapport, ont mis l'accent sur le contenu et l'importance que revêt la proposition de recommandation tant en ce qui concerne la politique commune en matière de formation professionnelle que la libre circulation des personnes et des travailleurs salariés à l'intérieur de la Communauté.

Les interventions de M. Müller et de M<sup>lle</sup> Lulling ont ensuite illustré certains aspects particuliers de cette disposition.

En réalité, même s'il s'agit d'une simple recommandation, la Commission exécutive lui attribue une importance particulière parce qu'elle constitue le premier résultat concret des efforts entrepris par la Commission en vue de rapprocher les niveaux de formation et de parvenir à la reconnaissance réciproque des diplômes, certificats et autres titres, comme le prévoit le sixième principe général sur la mise en œuvre d'une politique commune en matière de formation professionnelle.

Cette première réalisation communautaire présente également, comme je l'ai dit, un intérêt particulier du point de vue de la libre circulation des personnes. M. Liogier a particulièrement insisté sur cette question de la libre circulation des personnes et des travailleurs, qui est à présent entièrement réglementée dans le cadre des différents règlements sur la libre circulation et du règlement sur la sécurité sociale des travailleurs migrants, dont la révision a été approuvée hier même par le Conseil des ministres des affaires sociales.

M<sup>lle</sup> Lulling a fait observer que cette proposition de recommandation intervient en définitive un certain nombre d'années après que les principes généraux en matière de formation professionnelle ont été adoptés. C'est vrai, ces principes ont effectivement été adoptés en 1963, et il a donc fallu un certain temps pour parvenir à cette première réalisation dans ce domaine.

Je voudrais seulement faire observer qu'il a fallu effectuer des travaux préparatoires particulièrement approfondis. Il s'agissait, en définitive, de trouver un dénominateur commun qui permit de concilier les différences notables qui existaient entre les structures, les méthodes et les niveaux de formation dans les six pays de la Communauté. Je rappellerai seulement les difficultés, bien connues de cette Assemblée, rencontrées en matière de reconnaissance de l'équivalence des diplômes dans le cadre du droit d'établissement.

Or, je crois qu'en parvenant à un accord à la fois sur les connaissances, les aptitudes qui devront être acquises dans le cadre de la formation professionnelle, et les critères objectifs auxquels devront obéir les examens sanctionnant cette formation professionnelle, nous avons accompli un pas en avant.

M<sup>lle</sup> Lulling a également fait observer que plutôt qu'une recommandation elle aurait préféré une directive, c'est-à-dire une décision ayant force obligatoire.

La Commission l'aurait également préféré si le traité l'avait permis. M<sup>lle</sup> Lulling n'ignore pas que les directives, tout comme les règlements, ne sont prévus que par le traité que pour un certain nombre de cas bien déterminés. Or, le traité ne prévoit pas en l'espèce la possibilité d'arrêter une directive ; c'est pourquoi la Commission n'a pu proposer qu'une recommandation qui, si elle est adoptée par le Conseil, aura évidemment valeur d'engagement pour les six États membres.

Je pense, Monsieur le Président, que l'Assemblée aura pu constater à la lecture de l'exposé des motifs de la proposition de recommandation que les connaissances et les aptitudes qui devront être acquises au cours de la formation professionnelle et qui sont énumérées dans la première partie de la proposition de recommandation, représentent un minimum de connaissances, qui devra être atteint mais qui pourra être dépassé. Chaque État membre pourra évidemment élargir l'éventail des connaissances requises.

Je pense que l'Assemblée aura également pu constater que la proposition de la Commission tient largement compte de la nécessité pédagogique de la polyvalence dans la formation de base des jeunes.

La deuxième partie de la proposition concerne les éléments à prendre en considération pour l'organisation des examens d'aptitude professionnelle ; ces éléments constituent les lignes directrices de l'organisation des examens devant sanctionner la formation professionnelle, qui seront complétées, sur le plan national, par des directives plus approfondies et plus détaillées. Je pense que cette deuxième partie constitue en un certain sens la pierre angulaire de la monographie professionnelle européenne, dans la mesure où elle envisage le rapprochement des conditions objectives requises pour l'admission aux examens qui sanctionnent la formation professionnelle.

Je voudrais à présent souligner la valeur incontestablement exemplaire de cette proposition de recommandation. Je pense que s'il adopte cette proposition, le Conseil adoptera en définitive le modèle dont devront s'inspirer dans leur forme et dans leur structure les monographies professionnelles qui seront élaborées à l'avenir. Par conséquent, la décision du Conseil ouvrira dans un certain sens la voie à l'élaboration de monographies de base des grands secteurs économiques, de l'industrie, de l'agriculture et

**Levi Sandri**

des services. Ces monographies devront surtout tenir compte de la nécessité de la libre circulation des travailleurs, c'est-à-dire qu'elles devront prendre particulièrement en considération les professions que la libre circulation intéresse à premier chef.

Je voudrais enfin dire quelques mots au sujet de la méthode de travail qu'il conviendra de suivre à l'avenir. Il a fallu plusieurs années à la Commission, comme je viens de le dire, pour élaborer cette monographie ; et même si, selon toute vraisemblance, les projets futurs pourront être élaborés dans un laps de temps plus bref, je tiens à préciser que — dans la situation actuelle et compte tenu des effectifs actuellement disponibles la Commission n'est pas en mesure d'entreprendre dans un proche avenir un travail d'une telle ampleur. M. Müller a d'ailleurs précisé lui-même le nombre des effectifs disponibles dans ce secteur. Je suis heureux que cette précision ait été apportée peu après que nous avons entendu affirmer la nécessité de renforcer le secrétariat de l'Organe permanent, parce que cela prouve que le secteur des affaires sociales n'est pas le seul à manquer de personnel. Ce qui a été dit au sujet du manque de personnel au secrétariat de l'Organe permanent et ce que l'on peut dire à présent au sujet du manque de personnel dans le secteur de la formation professionnelle vaut également pour le secteur de l'emploi, qui constitue d'ailleurs un secteur prioritaire dans lequel nous devons intensifier, au cours des prochaines semaines et des prochains mois, les travaux en vue de préparer cette conférence tripartite sur l'emploi qui a été décidée l'autre jour par le Conseil. Je pourrais dire la même chose pour le secteur de la sécurité sociale des travailleurs migrants, dans lequel il s'agit d'appliquer des règlements particulièrement complexes qui intéressent un grand nombre de travailleurs. Je pourrais dire la même chose pour le secteur des relations professionnelles dans lequel il s'agit d'organiser, notamment, les secrétariats des différentes commissions paritaires que les organisations professionnelles aimeraient voir croître en nombre ; je pourrais également faire la même chose pour l'hygiène et la sécurité du travail. En somme, je pourrais, pour tous ces secteurs, démontrer au Parlement que les effectifs disponibles ne suffisent pas aux tâches qui nous incombent.

Par conséquent, je ne puis, en matière de formation professionnelle, prendre l'engagement d'élaborer de nouvelles monographies avec le personnel dont je dispose actuellement.

C'est pourquoi nous pensons que nous devons avoir recours à une collaboration plus étroite avec les partenaires sociaux et les organisations professionnelles, c'est-à-dire les employeurs et les travailleurs, sans pour autant avoir l'intention de leur faire supporter les coûts d'une opération que nous ne sommes pas en mesure d'accomplir avec notre personnel, car nous savons parfaitement que nous devons faire face aux dépenses que ces organisations seront contraintes

d'effectuer si nous leur confions une telle tâche. En fait, il est naturel que nous cherchions d'une manière ou d'une autre à les aider, ne fût-ce que parce que nous estimons qu'il sera moins difficile d'accomplir, avec l'aide des experts dont ils disposent, ces travaux complexes pour lesquels, je le répète, nous n'avons pas le personnel nécessaire.

Il ne s'agit là que d'une idée. Nous n'avons, en effet, encore aucun programme précis en la matière. Nous croyons cependant qu'en procédant ainsi, c'est-à-dire en établissant cette collaboration plus étroite avec les partenaires sociaux, il sera peut-être possible, comme nous le souhaiterions, de mettre en œuvre ce programme, pour l'élaboration duquel, toutefois, nous ne disposons pas d'un personnel suffisant.

Je crois avoir ainsi, Monsieur le Président, répondu aux principales questions qui ont été soulevées au cours de la discussion. Je tiens cependant encore à assurer le Parlement que les observations qui ont été formulées au cours de cette discussion seront portées à la connaissance du Conseil lors de l'examen et de l'adoption de cette proposition de recommandation.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je remercie M. Levi Sandri.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 11. *Règlement concernant les jus de fruits et produits similaires*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Ricci, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement concernant la fabrication et le commerce des jus de fruits et produits similaires (doc. 138/69).

La parole est à M. Ricci qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Ricci, rapporteur.** — (1) Monsieur le Président, mes chers collègues, la proposition de règlement soumise à notre examen constitue un complément au règlement n° 865 du 28 juin 1968 relatif à l'organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes. Son fondement juridique apparaît à la lecture de l'argumentation contenue dans l'exposé des motifs afférent à la proposition de résolution.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 43.

**Ricci**

Cette proposition de résolution, que j'ai l'honneur de présenter au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, est le fruit de débats, amples et approfondis, qui ont eu lieu, tant au sein de cette dernière, qu'au cours de réunions jointes avec la commission de l'agriculture. Après avoir une fois de plus déploré — nous nous trouvons ainsi dans la ligne des déclarations qui ont été faites ces jours-ci — le fait que la Commission continue à proposer la procédure des comités de gestion, elle propose un certain nombre de modifications au règlement (CEE) n° 865/68.

Les principales modifications dont je recommande l'adoption à l'Assemblée, sont les suivantes. Un certain nombre de membres de la commission des affaires sociales et de la santé publique ayant affirmé que, dans le cas des agrumes, la peau peut également être utilisée pour la fabrication des jus, et les opinions ayant divergé sur ce point, la commission a décidé de proposer la suppression de la dernière phrase de l'article 1, paragraphe 3 : « Dans le cas des agrumes, le jus de fruits provient de l'endocarpe ». En fait, on a pu constater que, dans la pratique, il peut également arriver qu'une partie de l'écorce soit pressée avec l'endocarpe.

En ce qui concerne le paragraphe 7 du même article 1, il a été jugé opportun de remplacer la dénomination « jus de fruits reconstitué » par l'expression « jus de fruits obtenu à partir de concentré », afin de ne pas induire en erreur les consommateurs, qui pourraient déduire de l'emploi du terme « reconstitué », que ce type de jus de fruits doit être considéré comme un produit de qualité inférieure ou de seconde catégorie et donc être éliminé de la consommation. Or, le jus de fruits visé au paragraphe 7 provient directement du jus de fruits concentré prévu au paragraphe 6. Comme il est question de jus de fruits concentré au paragraphe 6, il était logique de maintenir la même dénomination au paragraphe 7 entre autres, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire en commission parce que le terme « reconstitué » fait penser à un produit détérioré dont les caractéristiques originelles auraient été reconstituées par des procédés chimiques.

En ce qui concerne l'article 3, la commission des affaires sociales et de la santé publique, dérogeant ainsi à l'avis par elle maintes fois exprimé, selon lequel la teneur en anhydride sulfureux ne doit pas être supérieur à 20 mg par litre, a estimé pouvoir accepter pour le jus de raisin la limite de 50 mg, et cela parce que la fixation d'une teneur inférieure en anhydride sulfureux pour ce type de jus de fruits, pourrait entraîner sa détérioration, dans la mesure où l'anhydride sulfureux fait fonction d'agent conservateur et, d'autre part, parce que cette limite de 50 mg est très inférieure à celle qui est actuellement en vigueur dans un grand nombre de pays de la Communauté, et constitue donc une amélioration sensible par rapport à la situation actuelle.

Toutefois, la commission forte d'un avis de l'U.N.I.C.E. — Union des industries de la Communauté européenne — qui estime ce délai suffisant pour permettre aux producteurs de la C.E.E. de procéder aux transformations nécessaires de leur entreprises, a jugé opportun de n'autoriser la tolérance de 50 mg que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1972 au lieu du 1<sup>er</sup> janvier 1974, comme l'avait proposé la Commission.

A ce propos, je tiens à faire observer que je ne suis pas d'accord avec l'amendement de M. Merchiers visant à rétablir la date du 1<sup>er</sup> janvier 1974.

Une autre modification a trait à l'article 11 qui concerne les relations entre le Conseil de ministres et la Commission et les devoirs qui incombent à cette dernière dans les cas où le Conseil de ministres a pris une décision.

En ce qui concerne l'article 13, il a été proposé, conformément à ce qu'a suggéré la commission de l'agriculture, que les produits destinés à être exportés hors de la Communauté, aient un étiquetage différent de celui qui est utilisé pour l'intérieur et cela, d'une part, parce que les produits destinés à être exportés hors de la Communauté ne sont pas régis par le règlement en question et, d'autre part, afin d'éviter d'éventuelles fraudes à l'égard des consommateurs.

Ces quelques observations d'ordre général faites, je voudrais rappeler qu'un certain nombre de collègues, ainsi que les membres de la commission de l'agriculture, avaient envisagé la possibilité d'inclure également une disposition sur les boissons à base de jus de fruits dans ce règlement. Aucun accord n'a été réalisé à ce sujet car on a estimé que ces boissons et les jus de fruits sont deux choses différentes qui doivent donc être régies par des dispositions différentes. Ce point de vue a été approuvé par le représentant de la Commission, qui nous a affirmé qu'un règlement sur les boissons à base de jus de fruits était à l'étude.

Ayant ainsi passé en revue les principaux compléments et modifications que la commission des affaires sociales et de la santé publique a estimé devoir apporter au règlement proposé par la Commission, il me revient d'en recommander l'adoption par l'Assemblée, dans la forme proposée par la commission des affaires sociales et de la santé publique.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Liogier qui supplée M. Cointat et qui parlera au nom de la commission de l'agriculture.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, notre collègue Cointat, qui a dû quitter Strasbourg avant l'achèvement de nos travaux, m'a demandé de présenter très brièvement au Parlement — ce que je fais très volontiers d'ailleurs — le rap-

**Llogier**

port pour avis sur les jus de fruits, établi au nom de la commission de l'agriculture.

Cette commission a étudié avec beaucoup d'intérêt le texte soumis. Elle n'a pu que se réjouir, d'une part, du projet lui-même qui a pour but de mettre un peu d'ordre dans la définition des jus de fruits, dans la fabrication, le commerce et l'étiquetage de ces produits et, d'autre part, du fait que la Commission exécutive a proposé un règlement applicable immédiatement dans les six États membres, plutôt qu'une directive, moins contraignante et plus difficilement contrôlable.

Dans l'ensemble, la commission de l'agriculture a donc émis un avis favorable. Cependant, elle a présenté quelques observations sur des points particuliers. Comme la commission des affaires sociales et de la santé publique, elle s'est élevée contre la création et la multiplication de comités spécialisés, tels que le comité vétérinaire ou le comité des denrées alimentaires.

Les experts, les techniciens, les spécialistes ont toujours tendance à s'enfermer dans leur tour d'ivoire et à traiter en famille et entre eux des problèmes dont ils sont les spécialistes, les artisans, oubliant parfois qu'en réalité ils sont intégrés dans l'ensemble du monde moderne, et qu'ils n'ont pas le droit de négliger, dans le règlement d'affaires aussi compliquées que celles du domaine économique, d'autres aspects commerciaux, sociaux ou politiques qui parfois leur échappent.

Il existe une procédure générale, celle des « Comités de gestion ». Elle n'est peut-être pas parfaite, mais elle est maintenant bien connue et elle a le mérite de fonctionner normalement. Pourquoi donc créer d'autres procédures ? Pour compliquer à plaisir les problèmes ? Il suffira à la Commission exécutive de s'entourer de groupes d'experts « ad hoc », si elle le juge utile, afin de décider avec toutes les garanties nécessaires.

Il arrive des moments où les ministres doivent avoir le courage de bousculer leurs experts.

C'est pourquoi il est à notre sens regrettable, puisqu'elle est d'accord sur ce point, que la commission des affaires sociales et de la santé publique n'ait pas cru devoir modifier l'article 11 du présent règlement pour revenir au système des comités de gestion. Le Parlement européen a déjà pris position à ce sujet et il ne se serait sûrement pas déjugé.

La commission de l'agriculture a également présenté d'autres modifications sur les aspects techniques du projet. Là aussi, nous avons constaté, avec beaucoup de philosophie, mais cependant avec une pointe d'amertume, que la commission compétente au fond n'avait retenu aucune des suggestions faites par la commission saisie pour avis.

Laissant de côté les observations de détail, qui ne concernent que des modalités d'application, je souhaiterais simplement attirer l'attention de la Commission exécutive et du Parlement sur une idée présentée par la commission de l'agriculture.

Le présent règlement concerne les jus de fruits. Par ailleurs, un projet de directive est en cours d'étude en ce qui concerne les sodas, et autres boissons fruitées.

Mais il se trouve une catégorie de boissons à base de jus de fruits, qui ne sera couverte par aucun texte. Il s'agit des boissons obtenus à partir de jus de fruits déjà commercialisés en l'état, notamment jus d'orange, jus de pomme ou de raisin après addition d'eau et de sucre.

En effet, les sodas ne renferment qu'un infime pourcentage de jus de fruits, et cela seulement pour aromatiser la boisson.

Ils n'ont rien à voir avec ces boissons que l'on pourrait appeler « boissons au jus de fruits » et qui devraient comprendre au moins 30 % de jus de fruit. Ces « boissons au jus de fruits » pourraient présenter un intérêt non négligeable pour l'agriculture, en créant un débouché supplémentaire pour les jus de fruits.

La Commission des Communautés peut répondre que cette nouvelle catégorie de boissons sera comprise dans la directive sur les sodas. Une telle procédure serait regrettable et inopportune.

Dans les sodas et produits assimilés, le jus de fruits n'est qu'accessoire ; il apporte seulement un parfum. Il pourra d'ailleurs être remplacé par autre chose. Dans la « boisson au jus de fruits », ce dernier est le constituant principal du produit. Il serait donc inopportun de rattacher aux sodas une boisson qui s'apparente aux jus de fruits.

D'un autre côté, les sodas feront l'objet d'une directive et il serait regrettable que le marché des jus de fruits et produits comparables soit organisé et régi à la fois par un règlement et par une directive.

C'est pourquoi, j'insiste très amicalement et très fermement pour que la Commission exécutive prenne en considération cette remarque formulée par la commission de l'agriculture.

Telles sont les observations que votre rapporteur pour avis se devait de faire au nom de la commission de l'agriculture.

Sous ces réserves, il vous demande de donner un avis favorable au règlement soumis à votre examen.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le

**Mansholt**

Président, je serai très bref. Je remercie M. Ricci du bon rapport qu'il a établi et présenté.

Je comprends fort bien que le Parlement européen réitère sa proposition de modifier la procédure de l'article 11. A mon avis, il n'est pas souhaitable de procéder à un débat approfondi pour chaque règlement inscrit à l'ordre du jour. Nous connaissons les vœux du Parlement européen. Je ne prétends nullement non plus que le Parlement européen ait tort d'exprimer ce vœu. Mais, de l'avis de la Commission européenne, c'est un problème qui devrait être étudié plus avant dans sa généralité, pour tous les règlements.

Je passerai maintenant au cœur du sujet. Je dois pour cela revenir à l'article 1, paragraphe 3. Il me semble y avoir un malentendu entre la Commission européenne et votre commission, d'après la modification qui est proposée. La commission propose, en effet, que la dernière phrase de ce paragraphe : « Dans le cas des agrumes, le jus de fruits provient de l'endocarpe », soit supprimée.

Je ne veux pas entrer maintenant dans des détails techniques, mais je peux indiquer que les fabricants de jus de fruits voient des inconvénients à fabriquer ces jus de fruits en y incluant la partie que nous pourrions appeler l'écorce. Cela est possible techniquement, mais dans ce cas il doit s'agir d'un jus à destination toute différente de celle qui est prévue dans le présent règlement. En soi, ce procédé ne présente pas d'inconvénient, mais si l'on extrait le jus des agrumes en employant aussi l'écorce, il a, premièrement, un goût désagréable. Une autre conséquence est que s'introduisant dans le jus des matières oléagineuses qui ne se mélangeant pas au produit, ne se prêtent guère à la consommation, et que le produit final ne peut être utilisé qu'à des fins industrielles : conserves, confitures, etc.

Nous estimons donc très souhaitable de maintenir cette phrase, nous conformant ainsi aux vœux du secteur professionnel intéressé.

Je suis d'accord sur les observations faites à propos du paragraphe 7 de l'article 1 et du paragraphe 2 de l'article 3. La Commission ne voit pas d'objection majeure à ce que la date soit avancée. Je n'approuve cependant pas la modification proposée à l'article 13. A vrai dire, il s'agit plutôt d'une question de rédaction. Il est proposé de rédiger comme suit l'alinéa a) : « Le présent règlement ne s'applique pas aux produits : a) Destinés à être exportés hors de la Communauté et qui sont étiquetés de façon diverse. » L'adjonction de ces derniers mots est superflue, car les marchandises exportées ne le sont pas en détail, c'est-à-dire dans leur emballage définitif, mais en masse. Les mots « qui sont étiquetés de façon diverse » sont donc inutiles.

Il ne s'agit pas à mon avis d'un problème important. Si le Parlement tient particulièrement à ajouter ces

mots, la Commission examinera si elle doit modifier sa proposition en ce sens. Mais j'aimerais recevoir un supplément d'informations des experts qui nous conseillent ainsi que de certains milieux professionnels.

Monsieur le Président, je n'ai pas d'autres objections à l'encontre des observations de la commission parlementaire. Nous allons examiner la possibilité d'apporter à notre proposition au Conseil certaines des modifications proposées.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est au rapporteur.

**M. Ricci, rapporteur.** — (I) Monsieur le Président, en ce qui concerne la modification au paragraphe 3 de l'article 1, j'ai voté contre en commission, mais ne pouvant, en tant que rapporteur, exprimer une opinion personnelle, je me bornerai à confirmer l'opinion de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de règlement, l'examen de la proposition de résolution étant réservé jusqu'après l'examen de la proposition de règlement.

Sur le préambule et les considérants de la proposition de règlement, je n'ai ni amendement, ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur l'article 1, je suis saisi d'un amendement présenté par MM. Boersma et Berkhouver et dont voici le texte :

« Supprimer le paragraphe 7 de cet article.

En conséquence, à l'article 2, paragraphe 1, remplacer les mots :

paragraphe 3 à 7

par les mots :

paragraphe 3 à 6. »

La parole est à M. Boersma pour défendre cet amendement.

**M. Boersma.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais brièvement expliquer la raison de cet amendement. M. Ricci a déjà dit qu'au paragraphe 7 de l'article 1, il n'est plus question de « jus de fruits reconstitué », mais que la modification proposée

**Boersma**

parle de « jus de fruits obtenu à partir de concentré », ce qui est plus heureux du point de vue de la langue. Cependant je ne trouve pas cette formule entièrement satisfaisante. Je crains, en effet, que cette description ne donne, elle aussi, au consommateur l'impression qu'il s'agit en quelque sorte d'un produit de deuxième qualité, ce qui n'est pas du tout le cas. Compte tenu de l'évolution moderne, on pourrait plutôt affirmer le contraire. La technique moderne de concentration empêche certains processus chimiques — on me l'a assuré et je le crois volontiers — de sorte que, s'il y a une modification de la qualité, il s'agit plutôt d'une amélioration que d'une baisse de celle-ci.

De plus, ce processus est plus attrayant pour le consommateur, car les frais de stockage et de transport du produit concentré sont considérablement moins élevés.

C'est une première raison, et non dénuée d'importance à mon avis, d'éviter que les termes employés ne donnent une impression fautive. Un second argument, lui aussi important, est que l'on ne parvient pas, à ce jour, à déterminer si un jus de fruits est bien un jus au sens où nous l'entendons ou s'il a été reconstitué. On ne peut pas constater la différence. Il n'existe pas de méthode analytique permettant cette vérification, de sorte que le contrôle est insuffisant. Je pense qu'il s'agit là d'une objection importante à l'établissement d'une différence entre le jus de fruits visé au paragraphe 3 et le jus de fruits obtenu à partir de concentré au sens du paragraphe 7. Une fois l'eau ajoutée au concentré, on ne peut distinguer les deux types de jus.

Troisième argument, qui présente, lui aussi, de l'intérêt : dans la technique moderne de concentration, le recours aux agents conservateurs est moins important. Notre Parlement cherche constamment à limiter le plus possible l'emploi des agents conservateurs ; j'estime, pour des raisons sanitaires, qu'il doit adopter la même attitude en ce qui concerne la méthode moderne des concentrés.

Pour ces raisons, je vous recommanderai de supprimer le paragraphe 7 de l'article 1.

J'ajoute que les partisans de cette suppression sont nombreux dans presque tous les pays de la Communauté. De plus, le Comité économique et social s'est prononcé à une forte majorité dans ce sens. Ce paragraphe 7 est superflu ; aucun contrôle n'est possible. Il n'est ni dans l'intérêt du consommateur, ni dans celui de la santé publique. C'est pourquoi je recommande au Parlement d'adopter l'amendement qui lui est soumis.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann.** — (A) Monsieur le Président, je pourrais, si j'ai bien compté, avancer encore un

quatrième argument. On pourrait avoir l'impression à tort d'ailleurs, que cette manière de traiter les concentrés, qui est incontestablement considérée comme discriminatoire, concentrés que l'on réutilise en les diluant dans l'eau qui en avait été auparavant extraite, entraîne des difficultés en matière d'approvisionnement dans la mesure où il s'agit d'un approvisionnement à intervalles très espacés. Cela pourrait avoir des incidences involontaires sur la politique commerciale, ce qui serait fort désagréable. C'est pourquoi je me prononcerai personnellement en faveur de cet amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Müller.

**M. Müller,** *président de la commission des affaires sociales et de la santé publique.* — (A) Monsieur le Président, je voudrais également faire savoir que j'approuve cet amendement. Mais il se pose un problème : sous quelle rubrique est inséré le jus de fruits fabriqué à partir de concentrés ? Si nous supprimons le paragraphe 7 de l'article 1, il ne sera plus possible de vendre le produit ainsi fabriqué en tant que jus de fruits. Le paragraphe 3 devrait alors être précisé et dire qu'il s'agit de jus de fruits naturel ou de jus de fruits reconstitué par adjonction d'eau à des concentrés. Cette précision est nécessaire.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je crois que M. Müller a raison. Je pense que cet amendement constitue un complément technique et que la définition figurant au paragraphe 7 doit être insérée au paragraphe 3.

Je voudrais demander à M. Boersma s'il ne partage pas mon opinion.

**M. le Président.** — La parole est à M. Boersma.

**M. Boersma.** — (N) Monsieur le Président, si cette précision peut contribuer à l'adoption de l'amendement, je suis prêt à l'accepter. Je crois cependant qu'il n'est pas nécessaire car, comme je l'ai dit, il n'y a pas de différence, au niveau du consommateur, entre le jus de fruits mentionné au paragraphe 3 et le jus de fruits reconstitué. Personne ne peut les distinguer.

Si l'on a besoin d'ajouter ces mots au paragraphe 3 de l'article 10, je m'y rallierai volontiers.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, le problème est ainsi résolu.

**M. le Président.** — J'invite tous les collègues qui veulent introduire un amendement de le faire par

**Président**

écrit et de déposer leur texte à la présidence. C'est la seule façon de clarifier les votes.

La parole est à M. Ricci.

**M. Ricci, rapporteur.** — (I) Monsieur le Président, je ne suis pas d'accord avec l'amendement proposé par MM. Boersma et Berkhouwer et défendu par d'autres collègues qui — soit dit en passant — n'avaient pas soulevé le problème en commission.

Le paragraphe 6 de l'article 1 concerne les jus de fruits concentrés. Or, le jus de fruit reconstitué, qui est visé au paragraphe 7, n'est autre que le jus de fruits concentré auquel ses qualités de jus de fruits normal ont été restituées par addition d'eau.

Je ne comprends pas pour quel motif on souhaite supprimer le paragraphe 7 de l'article 1. Il faudrait, dans ces cas éliminer également la concentration. Or les sous-amendements proposés par M. Müller admettent les jus de fruits concentrés.

Le seul point ayant fait l'objet de controverses à la commission était celui de savoir s'il convenait de parler de jus de fruits reconstitués ou, ce qui serait plus logique, de jus de fruits concentrés. En effet, le verbe « reconstituer » s'applique par exemple au beurre rance qui après avoir subi certains traitements chimiques recouvre presque toutes ses qualités premières. On peut dire la même chose d'autres produits qui ont été avariés et sont reconstitués par la suite.

Par conséquent, le consommateur qui lira « reconstitué » pourra être tenté de croire qu'il s'agit d'un produit de mauvaise qualité, tandis que la dénomination « jus de fruits à partir de concentrés » indique clairement la nature du produit, c'est-à-dire un jus de fruits concentré dilué grâce à un processus de liophylisation.

Je ne vois donc pas la nécessité de soulever ce problème, et je dois dire que les arguments qui ont été invoqués ne m'ont pas convaincus.

Étant donné qu'en ce qui concerne le paragraphe 3 de l'article 1 j'ai défendu devant M. Mansholt l'avis de la commission des affaires sociales et de la santé publique, qui est d'ailleurs différent de mon avis personnel, je me permets d'insister pour que l'amendement proposé par notre commission soit également adopté dans le cas présent.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, je n'ai pas l'impression que cette discussion ait contribué à clarifier le problème. Pratiquement, un sous-amendement a été proposé à l'amendement. Se prononcer ne serait possible que si l'on en disposait par écrit.

C'est pourquoi, je me demande s'il ne serait pas opportun de reporter à demain le vote de cet amendement et d'attendre ainsi qu'il soit disponible par écrit. Chacun saura alors quelle attitude adopter.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mauk.

**M. Mauk.** — (A) Monsieur le Président, nous pourrions adopter la procédure qui vient d'être proposée par M. Richarts, mais je crois que le problème peut être résolu plus simplement.

Je crois qu'il est exact que les jus de fruits à partir de concentrés peuvent être d'une qualité presque supérieure à celle des jus de fruits naturels, car leur qualité peut être déterminée par des normes très différentes. La qualité des jus de fruits naturels varie en fonction des fruits à partir desquels ils ont été obtenus. En ce qui concerne les concentrés, la matière première est beaucoup plus homogène. Je tiens à le dire au rapporteur. On peut, en concentrant les jus de fruits, en extraire les arômes et les restituer aux produits concentrés lors de l'adjonction d'eau. C'est ainsi que les jus de fruits à partir de concentrés ont toujours un goût irréprochable et un arôme uniforme. Bien que cette évolution ne remonte qu'à quelques années, elle est aujourd'hui un fait, Monsieur Mansholt.

Je propose de supprimer tout simplement le paragraphe 7 et d'ajouter « ou... » au paragraphe 3 puis le texte du paragraphe 7. Le problème sera aussi résolu et le consommateur n'en sera certainement pas lésé.

**M. le Président.** — La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling.

**M<sup>lle</sup> Lulling.** — Monsieur le Président, je comprends les préoccupations de M. Boersma et de M. Kriedemann face à la difficulté qu'a soulevée M. Müller, qui est une difficulté réelle. En effet, si nous ne parlons plus dans les textes de ce jus de fruits qu'on obtient à partir du concentré, il ne sera plus commercialisable dans la Communauté. Il faut trouver une solution. Je ne sais pas si la solution indiquée par M. Mauk est la bonne; elle alourdirait considérablement la première définition qui est celle du jus de fruits proprement dit.

Personnellement, je crois que si l'amendement de la commission sociale était adopté, personne ne serait lésé, parce qu'il élimine le terme un peu péjoratif de « reconstitué ». Cela n'a rien de péjoratif de dire qu'un jus de fruits a été obtenu à partir de concentré.

Il ne s'agit pas là d'une question de doctrine, mais simplement de la clarté des textes. Il me semble difficile d'insérer, au paragraphe 3, cette longue définition du jus concentré. Cela d'autant plus que

**Lulling**

cette indication figurera sur l'emballage. Le but serait ainsi atteint.

Je crois donc que le plus simple serait de se rallier à la proposition de la commission sociale.

**M. le Président.** — La parole est à M. Merchiers.

**M. Merchiers.** — Monsieur le Président, il est difficile de voir clair dans la matière; le jus de fruits n'est jamais limpide !

Je voudrais tout de même essayer d'aider quelque peu à la reconstitution de la vérité. La proposition qui consisterait à faire remonter le paragraphe 7 et à le rejoindre au paragraphe 3, est à mon avis presque une hérésie. Bien que je ne sois pas spécialiste en la matière, je pense qu'il est évident que, puisque le jus de fruits reconstitué provient d'un concentré, ce n'est pas le jus de fruits ordinaire. Le jus de fruits et le jus de fruits concentré sont deux choses différentes. Lorsque le produit visé au paragraphe 7 provient du jus de fruits concentré, il ne faut pas les classer parmi les jus de fruits ordinaires.

Si l'on veut vraiment clarifier le problème, ou bien on doit fusionner dans un seul et même paragraphe le 6 et le 7, ou bien laisser les choses telles qu'elles sont, mise à part bien entendu la modification qui a été proposée par notre commission en ce qui concerne la dénomination qui, pour plus de clarté, deviendrait « jus de fruits obtenu à partir de concentré ». Je ne vois pas la raison pour laquelle il faudrait laisser tomber le paragraphe 7. Je propose de le fusionner avec le 6, — non pas aujourd'hui mais demain quand on aura bien réfléchi — pour la bonne raison que le jus de fruits reconstitué provient d'un concentré.

**M. le Président.** — Mes chers collègues, il est extrêmement difficile de remettre à demain la suite de cette discussion. En effet, l'ordre du jour prévu pour demain est déjà surchargé.

Demandons cependant au rapporteur ce qu'il en pense.

**M. Ricci, rapporteur.** — (I) Monsieur le Président, pour ma part, je demande que la discussion de cette question ne soit pas renvoyée mais soit poursuivie ce soir jusqu'à ce que nous parvenions à une conclusion. Je suis surpris de ce que la plupart des membres qui s'intéressent si vivement à ce problème aient défendu des thèses différentes en commission ou n'aient rien dit du tout.

Je trouve extrêmement désagréable des changements de ce genre qui mettent le rapporteur dans l'impossibilité d'exprimer la pensée de la commission dont il s'est fait fidèle interprète.

Différents textes ont été présentés en séance tant par la commission compétente que par différents parlementaires. Je vous prie donc, Monsieur le Président, de bien vouloir faire procéder au vote de ces textes écrits, conformément aux dispositions de notre règlement. Il est évident que je ne pourrai que m'incliner devant les résultats du vote.

**M. le Président.** — La parole est à M. Boersma.

**M. Boersma.** — (N) Monsieur le Président, je n'avais pas prévu que cela ferait naître tant d'émotion et surtout pas à cette heure et sur une question qui n'a pas l'importance que certains représentants veulent bien lui donner.

Je tiens à dire M. Ricci que, bien que membre de la commission sociale, je n'ai pu malheureusement prendre part au débat sur l'adoption de ce rapport. C'est pourquoi j'ai dû faire usage ici de mon droit parlementaire. Je pense que vous n'avez pas d'objection à cela.

Je dirai à l'intention de M<sup>lle</sup> Lulling que la dénomination « jus de fruit obtenu à partir de concentré » n'existe nulle part. On parle simplement de « jus de fruits ». On le vend sous cette dénomination dans presque tous les États membres et dans presque tous les pays du monde.

Je voudrais donc proposer, Monsieur le Président, de ne pas faire de nouveaux efforts rédactionnels.

J'ai présenté un amendement avec M. Berkhouwer, je l'ai exposé, bornons-nous à le voter tel qu'il est présenté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je regrette de devoir dire que, bien que je poursuive exactement le même but que M. Boersma, ce qu'il propose n'est cependant pas juste.

M. Müller a fait une remarque que l'on a généralement trouvée juste et qui pose le problème suivant : si vous supprimez ce paragraphe, il est interdit de reconstituer du jus de fruits, à partir de concentré, par addition d'eau. Cela est interdit par définition, parce que la définition du jus de fruits est la suivante : le jus obtenu à partir de fruits par des procédés mécaniques, non fermentés mais fermentable, trouble ou limpide, etc. Il n'y est pas dit que ce jus de fruits peut être du jus de fruits concentré, après addition d'eau.

Monsieur le Président, j'ai une proposition très simple, mais il sera peut-être difficile de l'accepter à cette heure et dans ces conditions.

On pourrait dire : le jus obtenu à partir de fruits par des procédés mécaniques, ou le produit obtenu à partir de jus de fruits concentré par addition d'eau, etc.



**Vredeling**

Je vois déjà que je n'échappe pas aux difficultés techniques.

C'est une question très simple, mais que nous ne pouvons résoudre en séance plénière. Comme il s'agit, du point de vue technique, d'une question très simple, je vous propose de renvoyer ce document à la commission des affaires sociales. Nous en aurons ainsi fini.

Il y a une session extraordinaire en décembre. Je proposerais à la commission des affaires sociales et de la santé publique de présenter alors ce rapport au Parlement sans débat.

**M. le Président.** — Monsieur Vredeling, je dois tout d'abord vous dire que la présidence n'a reçu aucun document écrit. Il m'est donc impossible de faire procéder à un vote. Par ailleurs, il s'agit d'une matière hautement technique pour laquelle il est indispensable de délibérer dans des conditions absolument claires.

Voulez-vous ajouter quelque chose, Monsieur Vredeling ?

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, j'avais demandé autre chose. Je ne voulais plus discuter des amendements, mais j'ai proposé de renvoyer la question à la commission des affaires sociales et de la santé publique.

**M. le Président.** — Je suis donc saisi d'une demande de renvoi en commission.

Conformément à l'article 32, paragraphe 3, du règlement, peuvent seuls être entendus sur cette demande un orateur « pour » et un orateur « contre ».

La parole est à M. Behrendt, qui parlera contre la demande de renvoi.

**M. Behrendt.** — (A) Monsieur le Président, j'estime qu'il est possible, dès maintenant, de décider de cette question ; j'invite l'Assemblée à rejeter la proposition de M. Vredeling et à procéder ensuite au vote sur les propositions d'amendement et l'ensemble du texte.

**M. le Président.** — La parole est à M. Müller qui parlera en faveur du renvoi.

**M. Müller, président de la commission des affaires sociales et de la santé publique.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais me prononcer en faveur de la proposition de renvoi en commission bien que cela me soit difficile en tant que président de la commission. Nous nous trouvons dans cette situation du fait que nous sommes confrontés à un amendement dont je dois dire qu'on n'y a pas suffisamment réfléchi et qu'il faut donc corriger. Or cela n'est pas possible

conformément à notre règlement. C'est pourquoi finalement, nous devons nous décider à régler définitivement cette question en commission. Nous pourrions ensuite appliquer la procédure proposée au cours de la prochaine réunion et adopter le rapport sans débat, celui-ci ayant lieu aujourd'hui.

**M. le Président.** — Je mets aux voix la demande de renvoi en commission.

Le renvoi est ordonné.

12. *Règlements concernant le transport en transit des viandes fraîches et des animaux des espèces bovinnes et porcines.*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Behrendt, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- un règlement relatif à des normes sanitaires concernant les viandes fraîches transportées à travers le territoire d'un État membre vers un autre État membre ;
- un règlement relatif à des normes de police sanitaire concernant les animaux des espèces bovine et porcine transportés à travers le territoire d'un État membre vers un autre État membre (doc. 149/68).

La parole est à M. Behrendt qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Behrendt, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, mon intervention sera très brève. Je suis chargé de vous présenter, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, le rapport n° 149 du 25 novembre portant sur deux règlements concernant le transport en transit de viandes fraîches et des animaux des espèces bovinnes et porcines transportés à travers le territoire d'un État membre vers un autre État membre.

Conformément à l'application de différentes dispositions du règlement, je voudrais renoncer à présenter le rapport de manière détaillée et appliquer la disposition selon laquelle il n'est pas indispensable de présenter le rapport oralement à moins que de nouveaux faits ne soient intervenus ou qu'une déclaration s'impose sur le fond du problème. Or aucune de ces conditions n'est donnée dans le cas présent.

C'est pourquoi j'invite l'Assemblée d'adopter le présent rapport.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt**, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, je ne veux que remercier le rapporteur et je n'ai pas d'autres observations à faire sur ces règlements.

**M. le Président**. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

### 13. *Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président**. — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 28 novembre 1969, à 9 h 30, avec l'ordre du jour suivant :

- rapport de M. Mauk sur six règlements du secteur des fruits et légumes ;
- rapport de M. Scardaccione sur l'amélioration de la production et de la commercialisation des agrumes ;
- rapport de M. Richarts sur les carcasses de porcs ;
- rapport de M. Klinker sur l'organisation des marchés du sucre ;
- rapport de M. Vredeling sur les conditions du concours du F.E.O.G.A. ;
- rapport de M. Mauk sur une modification du règlement n° 865 sur les fruits et légumes ;
- rapport de M. Dröscher sur les certificats d'importation, d'exportation ou de préfixation.

La séance est levée.

(La séance est levée à 19 h 30)

---

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 45.

# SEANCE DU VENDREDI 28 NOVEMBRE 1969

## Sommaire

1. Adoption du procès-verbal .....	200	Adoption de l'article 1 bis .....	214
2. Dépôt de documents .....	200	Adoption des autres articles de la proposition de règlement n° I .....	214
3. Modification de l'ordre du jour :		Adoption de l'ensemble de la proposition de règlement n° I .....	214
MM. Richarts, Metzger, Kriedemann, Richarts .....	201	Adoption de la proposition de règlement n° II .....	214
4. Règlement concernant le classement des carcasses de porcs. — Discussion d'un rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture :		Adoption de la proposition de règlement n° III .....	214
M. Richarts, rapporteur .....	201	Amendement n° 4 à l'annexe 1, MM. Scardaccione, Mansholt, Mauk, Scardaccione .....	214
Adoption de la proposition de résolution .....	201	Rejet de l'amendement n° 4 .....	215
5. Règlement sur l'organisation commune des marchés du sucre. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Klinker, fait au nom de la commission de l'agriculture :		Adoption de l'annexe 1 .....	215
M. Richarts, rapporteur suppléant .....	202	Adoption des annexes 2 et 3 .....	215
Adoption d'une proposition de résolution .....	202	Adoption de l'ensemble de la proposition de règlement n° III .....	215
6. Règlements concernant le secteur des fruits et légumes. — Discussion d'un rapport de M. Mauk, fait au nom de la commission de l'agriculture :		Adoption des propositions de règlement n° IV, V et VI .....	215
M. Mauk rapporteur .....	202	Examen de la proposition de résolution : Adoption du préambule, des considérants et des paragraphes 1 et 2 .....	215
MM. Cifarelli, Bading, au nom du groupe socialiste ; Richarts, Vredeling, au nom du groupe socialiste ; Cipolla, Liogier, au nom du groupe de l'U.D.E. ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Vredeling, Mansholt Mauk, Vredeling, Mansholt .....	204	Amendement n° 1 après le paragraphe 2 : MM. Scardaccione, Vredeling, Scardaccione, Mauk, Kriedemann .....	216
Examen de la proposition de règlement n° 1 :		Retrait de l'amendement n° 1 .....	217
Adoption du préambule, des considérants et de l'article 1 .....	213	Adoption des paragraphes 3 et 4 .....	217
Amendement n° 3 à l'article 1 bis, MM. Scardaccione, Mauk, rapporteur ; Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Scardaccione .....	213	Amendement n° 2 après le paragraphe 4 : MM. Scardaccione, Mauk, Scardaccione, Mauk, Scardaccione, Mauk, Vredeling, Mauk .....	217
Rejet de l'amendement n° 3 .....	214	Adoption d'une proposition de modification au paragraphe 4 .....	219
		Adoption des paragraphes 5 à 11 .....	219
		Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution .....	219

7. Règlement concernant le secteur des agrumes communautaires. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Scardaccione, fait au nom de la Commission de l'agriculture :		Adoption du paragraphe n° 5 .....	225
M. Scardaccione, rapporteur .....	219	Adoption de l'ensemble de la proposition de résolution .....	225
MM. Kriedemann, au nom du groupe socialiste ; Romeo, Cifarelli, Cipolla .....	219		
Examen de la proposition de règlement : Adoption du préambule, des considérants et de l'article 1 .....	222	8. Règlement relatif aux conditions de concours du F.E.O.G.A. — Discussion d'un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
Amendement n° 1 à l'article 2. MM. Vredeling, Cipolla, Scardaccione, Vredeling, Cifarelli, Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Cipolla .....	222	M. Vredeling, rapporteur .....	225
Rejet de l'amendement n° 1 et adoption de l'article 2 .....	224	Demande de renvoi, M. Vredeling .....	225
Adoption de l'article n° 3 .....	224	Renvoi du rapport, M. Dewulf .....	226
Amendement n° 2 à l'article 4. MM. Cipolla, Cifarelli .....	224	9. Règlement sur l'organisation commune des marchés des produits transformés à base de fruits et légumes. — Discussion d'urgence d'un rapport de M. Mauk, fait au nom de la commission de l'agriculture :	
Adoption de l'amendement n° 2 .....	224	M. Mauk, rapporteur .....	226
Adoption de l'article 4 modifié .....	224	Adoption de la proposition de résolution .....	226
Adoption des articles 5 à 11 .....	224	10. Règlement relatif aux certificats d'importation et d'exportation :	
M. Vredeling .....	224	Adoption d'une proposition de résolution contenue dans un rapport de M. Dröschner, fait au nom de la commission de l'agriculture .....	226
Examen de la proposition de résolution : Adoption du préambule et des paragraphes 1 à 4 .....	225	11. Calendrier des prochaines séances .....	226
Après le paragraphe 4 adoption d'une proposition de M. Vredeling .....	225	12. Adoption du procès-verbal .....	227
		13. Interruption de la session .....	227

## PRÉSIDENCE DE M. SCELBA

## 2. Dépôt de documents

(La séance est ouverte à 9 h 45)

**M. le Président.** — La séance est ouverte.

## 1. Adoption du procès-verbal

**M. le Président.** — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ? ...

Le procès-verbal est adopté.

**M. le Président.** — J'ai reçu des commissions parlementaires les rapports suivants :

— un rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur l'avis de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 91/69) sur la réforme du Fonds social européen (doc. 170/69) ;

— un rapport de M. Spénale, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil (doc. 183/68) relative à une décision sur les modalités permettant de

**Président**

constater et, le cas échéant, de compenser les détournements de recettes douanières (doc. 171/69).

**3. Modification de l'ordre du jour**

**M. le Président.** — Je constate que M. Mauk, dont le rapport figurait en tête de l'ordre du jour, est absent.

La parole est à M. Richarts qui a demandé à intervenir.

**M. Richarts.** — Monsieur le Président, je constate que le rapporteur n'est pas là. Étant donné que je ne puis me charger de présenter son rapport, je vous prierai de passer d'abord à l'examen des deux autres rapports, le mien et celui de M. Klinker, que je dois également présenter.

M. Mauk aura certainement cru que la séance devait commencer à 10 heures et je pense que d'ici-là, il sera parmi nous.

**M. le Président.** — La parole est à M. Metzger.

**M. Metzger.** — Je me demande s'il est bien nécessaire d'attendre. Souvent, nous ne présentons les rapports oralement que s'il y a une raison particulière de le faire, ce qui n'est manifestement pas le cas. Nous pouvons très bien examiner la question sur la base du rapport.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann.** — Dans ce cas, je proposerai que nous passions tout d'abord au rapport suivant, celui de M. Scardaccione, qui, lui, est présent. Cela ne poserait aucun problème.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — Si nos rapporteurs ne sont pas là, c'est qu'ils sont rentrés chez eux hier soir convaincus que la séance s'ouvrirait non pas à neuf heures trente, mais à dix heures. Dans ces conditions, ce serait un acte de courtoisie que d'attendre les deux rapporteurs au moins jusqu'à 10 heures.

**M. le Président.** — Il me semble que pour garantir à notre débat la clarté voulue mais aussi par courtoisie envers le rapporteur nous pourrions accéder à cette demande et reporter l'examen du rapport de M. Mauk jusqu'après l'examen des rapports de MM. Richarts et Klinker.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Il en est ainsi décidé.

**4. Règlement concernant le classement des carcasses de porcs**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Richarts, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant détermination de la grille communautaire des carcasses de porcs (doc. 140/69).

La parole est à M. Richarts qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Richarts, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je vous remercie et je voudrais souligner encore qu'il ne s'agissait pas de donner une quelconque priorité à ce petit rapport, qui n'a qu'une importance secondaire, mais seulement de faire un geste de courtoisie à l'égard des rapporteurs dont nous venons de constater l'absence.

La proposition de règlement dont j'ai ici à vous rendre compte complète le règlement n° 211 et concerne le classement communautaire des carcasses de porc.

Cette proposition a été approuvée par la commission de l'agriculture. Nous en approuvons le contenu, qui est de nature technique, mais qui procède aussi de l'expérience acquise par la Commission européenne au cours de ces dernières années. Cette proposition n'aura d'effets concrets qu'en 1972. Une période transitoire s'imposait et nous estimons que celle qui a été prévue est suffisamment longue.

En outre, cette proposition de règlement constituera au cours de cette période, pour les producteurs de viande de porc, une incitation à veiller davantage encore à la qualité de leurs produits.

Nous avons seulement regretté d'avoir été saisis si tardivement de la proposition de règlement. Suivant la proposition de la Commission, ce règlement devrait déjà entrer en vigueur, ce qui est évidemment exclu. Nous avons prévu une date qui soit vraiment applicable, à savoir le 1<sup>er</sup> janvier 1970. A ce moment, le règlement pourra effectivement entrer en vigueur.

Sous réserve de cette modification, la commission de l'agriculture n'a proposé aucun amendement à cette proposition. Je vous invite, au nom de la commission de l'agriculture, à adopter la proposition de résolution.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 50.

### 5. Règlement sur l'organisation commune des marchés du sucre

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Klinker, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement n° 1009/67/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur du sucre (doc. 167/69).

La parole est à M. Richarts qui supplée le rapporteur et qui l'a demandée pour présenter le rapport.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, M. Klinker, rapporteur, ne pouvant assister à la séance d'aujourd'hui, il m'a prié de présenter succinctement son rapport. Ici aussi, il s'agit de compléter, une fois de plus, les règlements en vigueur sur l'organisation commune des marchés du sucre. Toutes ces modifications sont dictées par l'expérience de l'organisation commune des marchés du sucre que la Commission a acquise au cours des années passées.

Ce qui justifie l'urgence de cette proposition de règlement, c'est que le régime d'intervention pour le sucre blanc n'est prévu que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier prochain, c'est-à-dire jusqu'au milieu de la campagne sucrière, ce qui est anormal. Aussi la Commission propose-t-elle de prendre pour base la campagne sucrière au lieu de l'année civile, et de proroger jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre de l'année prochaine la validité des dispositions prévues. La commission de l'agriculture se rallie à cette proposition.

D'autres dispositions encore ont été modifiées, également sur la base de l'expérience acquise jusqu'à présent en matière d'application du règlement. C'est ainsi que l'on a constaté que, si les betteraves sucrières et les produits tirés du sucre de betteraves pouvaient circuler librement dans la Communauté, il n'en allait pas de même pour les déchets de l'extraction du sucre des betteraves sucrières, c'est-à-dire pour les pulpes de betteraves. On a modifié cela.

En outre, le système de calcul du prix des betteraves sucrières est modifié. Jusqu'à présent, ce prix était fonction de la teneur en sucre. Or, cette teneur varie considérablement à l'intérieur de la Communauté ; elle dépend de la région dans laquelle sont cultivées les betteraves. Là où il y a beaucoup de soleil, on obtient beaucoup de sucre ; mais peu de soleil signifie peu de sucre. Désormais, on pourra définir par région la limite supérieure et la limite inférieure du barème communautaire.

On a tenu compte également de l'expérience acquise quant aux quotas. L'amélioration consiste dans un système prévoyant un prix minimum pour toutes les betteraves transformées en sucre dans la limite du quota de base, et un prix de 10 unités de compte pour les betteraves hors quota de base. On sait qu'en

règle générale, les betteraves supportent elles-mêmes une part des risques financiers inhérents à la surproduction.

Monsieur le Président, telles sont les principales modifications du règlement. La commission de l'agriculture s'est ralliée à la proposition de règlement sans suggérer aucune modification. J'invite l'Assemblée à faire de même.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution ? ...

La proposition de résolution est adoptée (\*).

### 6. Règlements concernant le secteur des fruits et légumes

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Mauk, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à six règlements concernant le secteur des fruits et légumes (doc. 159/69).

La parole est à M. Mauk qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je vous prie de m'excuser de ne m'être pas présenté plus tôt. Je croyais que la séance ne commencerait qu'à 10 heures.

J'ai l'honneur de soumettre au Parlement, au nom de la commission de l'agriculture, un rapport sur un ensemble de six propositions de règlement élaborées par la Commission, concernant le secteur des fruits et légumes. Ces derniers jours, quand nous est parvenue de Bruxelles la nouvelle que le Conseil de ministres avait statué dès lundi dernier sur ces règlements, je me suis tout d'abord demandé s'il convenait encore vraiment d'en discuter aujourd'hui, mais après avoir pris connaissance du communiqué du Conseil, il m'est apparu, Monsieur Mansholt, que je pouvais toujours dire un mot de ces six règlements. En effet, le comité agricole du Conseil est invité à élaborer de nouveaux textes sur la base des décisions qui ont été prises, l'exécutif étant appelé à présenter ensuite des textes appropriés, de sorte que je puis espérer que la Commission tiendra compte non seulement des discussions qui ont eu lieu au sein du Conseil de ministres et des textes présentés par les membres du comité agricole du Conseil, mais aussi des remarques qui seront formulées par le Parlement. Permettez-moi de le dire en toute netteté, Monsieur Mansholt, à mon avis, le Parlement ou sa commission de l'agriculture ont une vue des choses beaucoup plus objective

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 51.

**Mauk**

que le comité agricole du Conseil ; ce comité est en effet composé de fonctionnaires des différents gouvernements qui, faute d'être habilités à aller au delà de la défense d'intérêts étroitement nationaux, sont malheureusement souvent impuissants à sortir de ce cadre. Je n'ai pas à y insister : vous le savez aussi bien que moi.

Je dirai tout d'abord qu'il ne faut absolument pas voir dans les remarques présentées au Parlement par la commission de l'agriculture une critique des propositions de l'exécutif, mais ce que nous y voyons nous-mêmes, Monsieur Mansholt, une véritable contribution à l'amélioration des principes dont la Commission s'est inspirée pour formuler ces nouvelles propositions. La commission de l'agriculture estime que les six propositions améliorent très sensiblement les dispositions en vigueur jusqu'à présent. Il en va ainsi en particulier du règlement n° 159, mais aussi de certains autres. Nous sommes d'avis, nous aussi, que le moment est venu de tirer de l'expérience que l'on a actuellement de deux ou trois années d'application du règlement concernant le secteur des fruits et légumes, les conclusions qui s'imposent. Personnellement, je serais même allé encore un peu plus loin, mais ma qualité de rapporteur m'oblige à m'en tenir à ce que la commission a décidé.

Après cette introduction, je m'empresserai de vous dire, Monsieur le Président, que je n'ai pas l'intention, ce vendredi, d'examiner en détail les 86 pages du rapport, la proposition de résolution et les propositions de modification. Je tiens cependant à me référer formellement aux différents points de la proposition de résolution ainsi qu'à l'exposé des motifs et aux propositions de modification. Je pense qu'ils sont suffisamment éloquentes par eux-mêmes et qu'ils rendent bien compte de ce que votre commission veut dire à l'exécutif. Au nom de la commission de l'agriculture, je vous invite à y accorder toute votre attention.

Pour commencer, Monsieur le Président, je me référerai au rapport écrit, et si je n'entre pas maintenant dans les détails de ce rapport, je demande instamment à la Commission de tenir compte de ces textes. Un accord très large s'est fait au sein de la commission sur un point de vue que je partageais, quant à moi, je tiens à le souligner, à savoir la nécessité, si l'on veut résoudre le problème que posent les quantités ou les excédents de fruits et légumes, de faire en sorte qu'on ne puisse plus recourir aux interventions des pouvoirs publics pour maintenir des cultures dépassées, telles que la production de certaines catégories de fruits dans des plantations disséminées et non entretenues, qui subsistent encore dans beaucoup de régions de la Communauté.

Le système actuel d'intervention générale implique un risque de maintien de ces cultures. Les producteurs se gardent bien d'abattre les arbres. Ils se disent

que si la récolte est abondante, il y aura intervention et qu'ils toucheront quelque chose, si peu que ce soit.

D'un autre côté, ce mode d'intervention, qui est toujours appliqué dans certains États membres, a pour effet de maintenir certaines cultures maraîchères qui, à mon avis, ne sont pas toujours justifiées, notamment les cultures liées à la conjoncture. Certains producteurs se disent que si le marché est favorable, ils y trouveront leur compte et qu'en cas de crise sur le marché, ils bénéficieront de l'aide de la Communauté, qui achètera leurs produits à un prix d'intervention. Il ne faudrait cependant pas que ces pratiques persistent indéfiniment.

J'estime qu'après une brève période de transition — en attendant que tous les États membres aient eu l'occasion de créer des organisations de producteurs — il faudra mettre fin à ces interventions des pouvoirs publics. Tout au plus pourrait-on encore prévoir certaines aides par exemple pour les producteurs membres d'une organisation de producteurs, qui sont donc disposés à orienter leur production selon les besoins du marché, ou encore pour les producteurs qui, en tant que membres d'une association de producteurs, ont conclu des contrats de culture et de livraison avec des entreprises de transformation, par exemple, et dont la production est, en conséquence, conforme aux conditions du marché.

A mon avis, les interventions devraient, en outre, être subordonnées à une troisième condition, à savoir qu'elles ne devraient plus être accordées qu'aux producteurs qui se seraient déclarés disposés à fournir une contribution propre à un fonds de stabilisation du marché ou de commercialisation des produits.

L'objectif principal, Monsieur Mansholt, je ne l'ai jamais perdu de vue, c'est d'arriver à contrôler la capacité de production et à résoudre ainsi le problème des excédents. La solution la plus rapide consisterait dans la pratique des cultures sous contrat pour les produits de transformation des fruits et légumes, et des cultures sous quasi-contrats dans le cadre des organisations de producteurs, pour les produits frais du marché.

Cette remarque ne s'applique pas seulement aux fruits et légumes, mais aussi, je voudrais le noter en passant, à la plupart des autres produits agricoles, y compris les produits de transformation.

Pour terminer — je reviendrai tout à l'heure, si on me le demande, sur certains détails — je noterai avec satisfaction qu'un régime commun du commerce extérieur a, en principe, été adopté au cours de la réunion du Conseil des 24 et 25 novembre. Permettez-moi, Monsieur Mansholt, d'attirer votre attention sur le fait qu'à trois reprises déjà, nous avons, au sein de cette Assemblée, donné notre avis sur des dispositions applicables au commerce extérieur des produits transformés obtenus à partir des

**Mauk**

fruits et légumes, et que rien n'a été entrepris jusqu'à présent par le Conseil.

Au cours de la prochaine session de décembre, nous devons à nouveau donner notre avis sur cette question. Le rapport est presque terminé. Il sera soumis au Parlement lors de la session de décembre. Je vous engage à veiller à ce que les dispositions qui seront applicables aux échanges de conserves de fruits et de légumes avec les pays tiers entrent en vigueur au moment même où seront prises les décisions du Conseil relatives aux règlements concernant le secteur des fruits et légumes frais.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (1) Monsieur le Président, je voudrais, moi aussi, commencer mon exposé dans les mêmes termes que l'a fait le rapporteur, M. Mauk, parce que moi aussi j'ai eu l'impression que les récents accords entre les Six dont a parlé la presse rendent en somme inutile notre discussion. Cela dit, évidemment, je ne me place pas du point de vue juridique, puisque de ce point de vue, le Conseil ne peut approuver un règlement sans avoir entendu le Parlement, conformément aux dispositions du traité, mais du point de vue politique.

Un examen un peu plus approfondi tant des nouvelles données par la presse que de ce que vient de nous rappeler à l'instant avec une remarquable concision M. Mauk à propos du rapport dont notre Parlement est actuellement saisi, a modifié mon impression et me porte à confirmer le jugement que j'avais formulé au départ et pour lequel j'ai demandé la parole. Il s'agit d'un jugement positif sur ces mesures, sur ces six règlements qui sont destinés à améliorer la situation dans le secteur très complexe et très délicat des fruits et légumes de la Communauté.

En somme, les six règlements en question répondent eux aussi à cette nécessité de renouvellement de la politique agricole commune dont M. Mansholt lui-même s'est fait le défenseur en élaborant son fameux plan.

Je pense donc qu'en attendant de pouvoir disposer d'une réglementation meilleure, nous devons faire en sorte de favoriser ces rajustements, ces modifications nécessaires, et, en ce sens, il me semble que les six règlements méritent notre approbation et la méritent spécialement avec les améliorations apportées par la commission de l'agriculture.

Deux ou trois points me semble devoir retenir plus particulièrement l'attention.

Tout d'abord, l'uniformisation des conditions d'intervention. C'est là un point extrêmement important, puisqu'il conduit à soustraire à l'autorité des États membres le pouvoir de fixer ces conditions. Cependant lorsque, soit en raison de retards administratifs,

soit à la suite de situations conjoncturelles particulières ou encore pour des causes détournées et souvent très critiquables, en présence de règles d'ajustement introduites par d'autres pays, on intervient très tard ou d'une manière qui ne répond pas aux besoins, cette intervention n'a d'autre effet que d'aggraver la situation. Mais, à mes yeux, l'uniformisation au niveau communautaire des conditions d'intervention n'est pas simplement dictée par des nécessités pratiques ; elle est également conforme au principe qui, selon moi, doit toujours nous guider dans notre appréciation des mesures, à savoir favoriser ce qui nous fait passer des législations et des administrations nationales superficiellement rapprochées à l'affirmation de la méthode communautaire et des moyens et systèmes qui mènent à l'unification européenne.

J'aborderai maintenant un autre point sur lequel il me semble que les six règlements dans leur ensemble mettent particulièrement l'accent, et qui contribue tout spécialement à l'amélioration de l'agriculture européenne. Il s'agit du principe qui tend à conférer aux associations de producteurs le rôle principal pour le retrait immédiat des excédents. Ce principe implique le fonctionnement immédiat d'un organisme qui soit à même de limiter dans leurs effets les répercussions de la crise et de faciliter encore davantage sur le plan financier une intervention ayant pour objet d'éliminer les excédents de production, autrement dit les causes de la crise sur les marchés.

Pour ma part, je pense qu'il faut se féliciter tout particulièrement de ce que l'on ait retenu ce principe. Ce choix doit réjouir tout spécialement ceux qui, comme moi, appartiennent non seulement à la région de la Communauté, l'Italie, qui est la plus intéressée ou l'une des plus intéressées à ce problème, mais aussi et surtout à la partie méridionale de l'Italie, c'est-à-dire à une région où, si la production de fruits et légumes est importante, il n'existe pas en revanche d'associations de producteurs à la mesure de cette production, que ce soit par tradition ou grâce à l'impulsion des organisations existantes.

J'estime donc que la suggestion de la commission de l'agriculture d'augmenter le pourcentage en faveur des associations de producteurs des régions les plus faibles de la Communauté est d'une grande importance. Cela non pas parce qu'il faut multiplier les exceptions, mais parce qu'il faut favoriser l'organisation du marché par des interventions opportunes, spécialement là où elles se révèlent particulièrement nécessaires.

Je voudrais en outre prier la commission de l'agriculture d'aller au delà des suggestions actuelles en ce qui concerne l'établissement d'un cadastre européen des vergers.

Suivant la commission de l'agriculture, les difficultés et les retards qui se sont produits au moment



**Cifarelli**

de l'établissement du cadastre de la viticulture, difficultés et retards dont on a parlé longuement dans cette assemblée il y a quelques semaines, démontrent qu'il est préférable de ne pas renouveler cette entreprise dans d'autres secteurs. Monsieur le Président, je ne partage pas cette opinion. Je conçois qu'il y ait des difficultés, mais il est nécessaire, que dans ce secteur de l'agriculture également, on crée un système permettant d'intervenir en toute connaissance de cause. Par conviction politique et idéologique, je ne suis ni un partisan absolu de l'intervention de l'État ni un dirigiste autoritaire, mais j'estime que l'économie actuelle, surtout dans le secteur primaire — l'agriculture — exige un effort constant de rationalisation et que cette rationalisation ne peut se faire uniquement par des moyens permettant de remédier aux désastres provoqués par les excédents, ni uniquement à l'aide d'interventions destinées à améliorer les types des cultures ; il est nécessaire d'agir au stade antérieur, c'est-à-dire de choisir les régions qui, par la vocation des sols, en raison du climat particulier, de la localisation, etc., se prêtent mieux à une culture donnée. Voilà qui confirme la nécessité de promouvoir une politique régionale européenne. Je me limiterai donc à rappeler brièvement un fait dont on ne peut nier le lien étroit avec les problèmes dont nous sommes en train de débattre.

Lorsque nous lisons, dans l'exposé des motifs de la proposition de l'exécutif ou dans l'argumentation de notre commission de l'agriculture, qu'il faut accorder des primes à l'une ou l'autre région, comme l'a rappelé M. Mauk, non seulement pour que l'on n'introduise pas sur le marché certaines productions, mais pour que l'on arrache ou détruise des pêchers, des pommiers, etc., il est clair que nous nous trouvons en face de situations impérieuses. Cela est toutefois un impératif qui, si je puis m'exprimer ainsi, crie vengeance face au ciel et face aux hommes, en dépit de la nécessité manifeste d'éviter ces dangereux excédents que nous déplorons.

Durant les vingt années de dictature fasciste, un des arguments de propagande invoqué dans le pays dont je parle la langue et dont je suis citoyen consistait à opposer aux difficultés d'alimentation que connaissaient certaines régions et certains peuples des situations économiques qui contraignaient, par exemple, à brûler le café brésilien dans les chaudières des navires afin de détruire les excédents, ou à accorder des primes spéciales pour comprimer la production de blé des exploitations agricoles aux États-Unis.

Cet argument qui, à l'époque, nous était favorable, en tant que partie de l'Europe, sera à présent utilisé contre nous, en tant que pays d'une Communauté intensément productrice, par tous les peuples pauvres et sous-développés qui nous entourent. J' imagine difficilement que nous puissions poursuivre une politique irrationnelle du point de vue de la

production du marché, qui nous conduise, nous — Communauté européenne —, à apporter de l'eau au moulin des théories simplistes de Mao et de Lin Piao qui tendent à nous présenter comme la cité prospère que les citoyens affamés des autres continents assiègent pour passer ensuite à l'assaut.

Ce sont là des problèmes d'une portée incommensurable. Je conclurai sur ce point en souhaitant que l'exécutif se rende clairement compte qu'il est nécessaire — et si une voix du Parlement européen peut le souligner avec force, cette voix sera la mienne — de lier étroitement la nouvelle politique agricole commune et toute amélioration de la politique agricole européenne en vigueur, à l'élaboration et la mise en place d'une politique régionale dans la Communauté européenne.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bading, au nom du groupe socialiste.

**M. Bading.** — (A) Monsieur le Président, permettez-moi de faire quelques remarques générales. Une organisation de marché peut être considérée sous deux aspects et c'est notamment le cas du projet d'organisation de marché qui nous occupe. Lors de la discussion du règlement qu'il s'agit aujourd'hui de modifier, j'avais déclaré qu'une organisation de marché doit répondre à trois exigences.

Tout d'abord, on doit pouvoir la mettre en pratique, c'est-à-dire qu'elle doit être applicable. L'application des dispositions qu'elle renferme doit être contrôlable. On ne peut pas prévoir toutes sortes de dispositions et ne pas se préoccuper par la suite de savoir si elles sont respectées ou non.

En second lieu, une organisation de marché doit être conçue à la fois dans l'intérêt des producteurs et dans celui des consommateurs, c'est-à-dire qu'elle doit régulariser le marché. Si, à la suite d'une mauvaise récolte, les prix montent trop rapidement, les consommateurs doivent pouvoir escompter une baisse. Il ne faut pas voir exclusivement dans une organisation de marché un moyen d'assurer l'accroissement du revenu des producteurs : elle doit pouvoir fonctionner dans les deux sens.

La troisième exigence que j'avais formulée, c'est que le coût d'une organisation de marché doit pouvoir être évalué. Il ne s'agit certes pas de le calculer à un centime près, mais il faut qu'on puisse se faire une idée des dépenses. C'est ainsi que prévoir dans une proposition que certains fruits devront être transformés en alcool aux frais de la communauté, c'est s'engager à des dépenses absolument imprévisibles. En effet, l'alcool n'est pas un produit demandé partout dans le monde ; certains en réclament naturellement à grands cris, mais pour d'autres raisons. Il y a surabondance d'alcool. L'alcool fabriqué à partir de fruits est particulièrement coûteux parce qu'il est précieux. De nombreux besoins

**Bading**

en alcool peuvent être satisfaits également par l'utilisation d'alcool synthétique. Il est donc évident que les exigences auxquelles devrait répondre une organisation de marché ne sont pas satisfaites par la proposition à l'étude.

On peut aussi considérer les choses d'un tout autre point de vue. On pourrait dire, par exemple, que ce qui est bon pour les uns est bon pour tout le monde. Si l'on crée des organisations de marché pour certains producteurs, par exemple pour les producteurs de céréales, de lait, de viande ou de sucre, les producteurs de fruits et légumes, de tabac et de vin ont naturellement droit aussi à voir améliorer leurs revenus, par la création d'organisations de marché. Ce principe d'équité ne saurait être ignoré. Nous comprenons très bien que nos amis italiens et français pour qui ces derniers produits présentent un intérêt tout particulier, insistent pour que les mêmes conditions soient prévues en faveur de leur agriculture.

Ce sont là deux façons de voir les choses, pouvant mener à des résultats différents. On ne peut qu'opter pour l'une ou pour l'autre. Pour ma part, je choisirais plutôt la seconde si j'étais assuré que la proposition d'organisation de marché actuellement à l'étude implique effectivement une amélioration des dispositions existantes. Or, il ne me paraît pas qu'il y ait amélioration car si jusqu'à présent, on n'avait prévu d'intervenir pour les fruits, par exemple pour les oranges, que pour les fruits de première qualité, à l'exclusion des seconds choix, parce que ceux-ci avaient fait l'objet de fraudes, on fait désormais l'inverse, c'est-à-dire que l'on n'intervient que pour les qualités inférieures et non pas pour les qualités supérieures. Il n'y a là aucune amélioration. On ne fait que changer de méthode et ce n'est même pas pour aboutir à un meilleur résultat.

Il y a autre chose, c'est la possibilité de contrôler la mise en œuvre de ces dispositions. On prévoit que les pommes et les poires doivent avoir un certain calibre moyen. Très bien. Mais, ensuite, on énumère pour les poires une vingtaine de variétés qui échappent à ces dispositions. Peut-on imaginer qu'un contrôleur soit capable de reconnaître avec certitude les variétés auxquelles appartiennent les poires offertes sur le marché ? C'est absolument impossible. Ces dispositions ne sont pas applicables. Elles ne devraient donc pas figurer dans des règlements. A mon avis, la proposition de la Commission qui est également inscrite à l'ordre du jour et que va commenter notre collègue M. Scardaccione apporte une solution au problème de l'aide aux producteurs d'agrumes, solution que j'approuve pleinement. Mais la proposition que nous discutons pour l'instant et les interventions qu'elle implique m'inspirent tant de réserves que je ne pourrai pas l'adopter.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, j'ai eu hier soir un bref entretien avec le rapporteur, qui s'est donné beaucoup de peine pour élaborer un rapport solide. Je lui ai demandé s'il lui paraissait utile que nous discussions ce matin, a posteriori, d'une question sur laquelle le Conseil de ministres a déjà pris une décision. C'est pourquoi je dois commencer par une critique que j'adresserai au Conseil de ministres. Je ne me vois pas jouer le rôle d'un prêtre qui, sans avoir participé à la construction d'un édifice, lui consacre une prière et le bénit au moment de son inauguration. Ce n'est pas là le rôle de notre Parlement et nous devons le dire tout net au Conseil de ministres. Celui-ci aurait pu reporter sa décision jusqu'au moment de la présentation de notre rapport, lequel améliore du reste la proposition de la Commission.

Nous savons très bien, Monsieur le Président, que l'organisation du marché des fruits et légumes est une des plus difficiles qui soit. Aucune autre denrée ne présente des caractéristiques aussi hétérogènes que les fruits et les légumes. On ne peut les intégrer dans des organisations ou systèmes d'organisation de marché aussi facilement qu'on le ferait de produits homogènes tels que le lait, la viande, les céréales, etc. Il faut tenir compte aussi du fait que ces denrées sont périssables, qu'elles sont soumises à de fortes fluctuations saisonnières et régionales. Tout cela complique la mise en place d'une organisation de marché et il est absolument impossible de tout prévoir comme on l'a fait pour les autres organisations de marché.

Malgré ces réserves, mon groupe approuvera les propositions relatives à six règlements concernant les fruits et légumes ainsi que les amendements que la commission de l'agriculture a décidé de présenter sur l'initiative de M. Mauk et M. Scardaccione. Je ne partage pas, Monsieur Bading, les réserves que vous avez formulées au sujet de la transformation des fruits en alcool. Je sais que les eaux-de-vie de fruits sont coûteuses et qu'elles le resteront. Il en va ainsi pour le quetsch, le kirsch, la framboise et la mirabelle, de même que pour le calvados. Mais ce sont là des eaux-de-vie qui ont et qui garderont leur marché propre.

Il n'est pas certain que nous devons payer des indemnités pour des fruits qui ne seront même pas récoltés. Lors de la discussion du fameux article 7, g, j'ai émis un vote négatif parce que cet article ouvre des possibilités de fraude. Il est exclu qu'on puisse assurer le contrôle nécessaire, à moins — si vous me permettez de répéter une plaisanterie que j'ai déjà faite en commission — qu'on n'affecte au contrôle de cette mesure toutes les troupes de l'O.T.A.N. Mais même alors, il y aurait probablement encore des fraudes.

Cependant, la Commission a été chargée par le Conseil de ministres — c'est ce que je lis dans le

**Richarts**

texte — de présenter dès le 1<sup>er</sup> mai de l'an prochain un rapport sur l'expérience acquise en matière d'intervention. Monsieur le Président, la commission de l'agriculture et le Parlement s'intéressent également à ce rapport, car les mesures d'intervention de ces dernières années, qui ont abouti à des destructions massives de fruits, et même de fruits des catégories supérieures, ont eu des répercussions politiques très défavorables et n'ont guère rencontré de compréhension ni parmi les producteurs, ni parmi les consommateurs. Vous nous ferez rapport de l'expérience acquise et nous verrons si l'on peut améliorer la situation.

Nous voulons bien aussi, Monsieur le Président, que l'on essaie de contrôler la production en accordant des primes d'arrachage. Je suis d'accord avec tous ceux qui sont favorables à la création d'un cadastre arboricole. On ne peut, Monsieur Mansholt, avoir une vue d'ensemble du marché que si l'on a une vue d'ensemble de la production. Lorsqu'on ne contrôle pas la production, on ne contrôle pas non plus le marché, quel que soit le produit dont il s'agit. C'est d'autant plus vrai pour une production soumise à des fluctuations aussi fortes. Les primes d'arrachage que vous proposez d'accorder sont bien entendu une bonne chose. Il paraît que le Conseil envisage une prime d'arrachage de 500 unités de compte par hectare ce qui ferait environ 2 000 DM par hectare. Cette mesure stimulera certainement l'arrachage. Mais elle implique également un risque, c'est que d'anciennes surfaces cultivées soient défrichées pour faire place à de nouvelles plantations. Et l'on sait aussi qu'en règle générale, les nouvelles plantations produisent plus que les anciennes. Or il s'agit ici de veiller, en appliquant un système de contrôle rationnel, à ne pas enfermer le loup dans la bergerie et à éviter que cette prime d'arrachage n'ait des répercussions plus graves que l'absence totale de mesures.

Je le répète, en cette matière également, il importe d'être prudent. Nous nous rallions à l'amendement de nos amis italiens en ce sens que si nous sommes d'accord, en principe, pour qu'il ne soit plus versé de primes pour les nouvelles plantations — en particulier lorsqu'il s'agit de certaines sortes de fruits dont la production est déjà manifestement excédentaire — il faut cependant pouvoir faire quelques exceptions en faveur des régions bénéficiant de la mise en œuvre de programmes de développement. Je crois que nous pouvons nous rallier à cet amendement et que la Commission devrait en faire autant.

Monsieur le Président, malgré certaines réticences, qui me sont personnelles et non propres à mon groupe, le groupe démocrate-chrétien adoptera ce texte en marquant sa gratitude au rapporteur.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling, au nom du groupe socialiste.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, mon groupe m'a demandé de faire remarquer, à l'occasion de l'examen de cette question, que nous sommes consultés alors que les décisions ont déjà été prises.

Cette remarque s'applique tant au rapport que nous examinons actuellement qu'au rapport suivant, celui de M. Scardaccione, sur les mesures à prendre dans le secteur des agrumes, mesures dont le Conseil a déjà décidé également et au sujet desquelles on ne nous consulte que maintenant. Le traité de la C.E.E. stipule que le Conseil statue après consultation du Parlement européen. Je dirai simplement ceci. Nous pourrions bien entendu vouloir mettre l'affaire au point maintenant, à la fin de la période transitoire, sachant que cela aurait pour effet de « geler » l'important secteur des agrumes ainsi que tout le secteur des fruits et légumes, notamment en Italie. Nous avons estimé ne pas devoir le faire, parce que cela n'aurait pas permis de poser les problèmes en toute clarté. Le problème n'est pas nouveau ; nous avons déjà eu à nous en occuper. Et qui sait ce qui peut encore se passer en décembre ?

Nous comprenons que la Commission et le Conseil ne travaillent pas dans les meilleures conditions ; nous comprenons qu'il est énervant de devoir prendre des décisions dans des délais insuffisants. Il existe un dicton selon lequel tout comprendre, c'est tout pardonner. Mais chacun sait qu'au fond, pour le dicton lui-même, il ne s'agit pas de tout pardonner.

La question est si importante à nos yeux, Monsieur le Président, que nous voudrions nous adresser non pas à la Commission ou au Conseil, mais à vous-même. Nous voudrions vous demander si vous ne pourriez pas, au nom du Parlement européen, que l'on a ignoré à plusieurs reprises, soumettre ces problèmes à la commission juridique en l'invitant à les réexaminer d'une manière approfondie et dans les meilleurs délais. Elle l'a déjà fait une fois sur la base du rapport de M. Burger. J'estime que la commission juridique devrait également examiner les moyens dont nous disposons pour mettre un terme à cette situation.

A ce propos, je songe notamment à l'institution qui, dans notre Communauté, veille sur la bonne marche des affaires, à savoir la Cour de justice à Luxembourg.

Monsieur le Président, nous pourrions naturellement nous refuser à exprimer un avis. Il s'agit là d'un moyen négatif qui reste à la disposition du Parlement européen. Nous pourrions refuser de donner un avis parce que nous sommes consultés après coup, ce qui est tout à fait contraire au traité.

On pourrait aussi envisager les choses d'un point de vue strictement formel, et considérer que le Conseil doit encore statuer. Mais j'espère que personne

**Vredeling**

ne m'opposera cet argument fallacieux. Cependant, refuser d'émettre un avis, ce serait — je l'ai déjà dit — cantonner dans un seul secteur la discussion d'un problème qui, en principe, présente un intérêt général considérable. C'est pourquoi je renouvelle au nom de notre groupe, la demande que je vous ai faite d'inviter la commission juridique à émettre dans un délai aussi bref que possible un avis concernant non pas seulement le secteur des fruits et légumes, mais la question générale de savoir ce que doit faire le Parlement européen lorsqu'une ou plusieurs institutions de notre Communauté violent à plusieurs reprises le traité, c'est-à-dire ignorent purement et simplement, pas seulement occasionnellement, l'existence d'une autre institution de la Communauté.

**M. le Président.** — Je prends note de votre observation, Monsieur Vredeling, et j'attirerai l'attention de la commission juridique sur ce problème. Toutefois, je pense que le Conseil de ministres devra délibérer une nouvelle fois lorsque le Parlement européen aura donné son avis. Si la décision déjà prise devrait alors être modifiée, cette modification ne vaudrait pas *ex nunc* mais *ex tunc*. Cela serait à mon sens une application correcte du traité.

Néanmoins, j'ai pris note de votre observation et j'aurai soin d'attirer l'attention de la commission juridique sur le problème que vous avez soulevé fort opportunément.

La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, avant tout je tiens à dire que je partage moi aussi l'opinion de tous les orateurs, qui, d'une façon ou d'une autre, ont protesté contre les décisions qu'a pris le Conseil en la matière, passant outre à l'avis que devait émettre notre institution, avis dont le Conseil savait qu'il était en voie d'élaboration, spécialement dans le secteur des agrumes, et qu'il était en contradiction — sur certains points importants — avec les décisions qu'il avait prises et transmises à la presse de toute l'Europe, les présentant comme des décisions définitives, et non pas comme des décisions provisoirement adoptées en attendant l'avis du Parlement.

A mon collègue, M. Vredeling, je voudrais dire qu'il ne suffit pas que la commission juridique émette un avis. Et sans vouloir en faire une proposition formelle, j'inviterai mes collègues à méditer sur la proposition suivante : le fait pour le Conseil et parfois aussi pour l'exécutif de passer outre à l'avis de ce Parlement, quelquefois également pour des motifs d'urgence, est constant. Alors ayons une fois le courage de différer l'avis ; et nous verrons si, une fois l'avis suspendu, le Conseil pourra publier sa décision au Journal officiel de la Communauté. Je rappelle qu'en vertu du traité de Rome, notre consulta-

tion est obligatoire. Évidemment le Conseil peut en décider autrement mais ce faisant, il n'y a pas de doute qu'il violera non seulement l'esprit, mais également la lettre du traité de Rome.

Voilà pourquoi sur ce point, je pense que si nous devons élever une protestation et si vous êtes d'accord, nous devons commencer par suspendre dès ce matin la discussion sur ces deux problèmes et voir si le Conseil ne reviendra pas à de meilleurs sentiments et n'acceptera pas les propositions du Parlement et de ses commissions.

Si cela ne devait pas être le cas, il serait inutile de tenir autant de réunions de la commission de l'agriculture, de discuter à fond les problèmes, de visiter les zones intéressées, d'entendre les organisations syndicales et les avis des divers organismes communautaires. S'il devait en être ainsi, tout ce travail n'aurait été qu'un travail de pure forme et non pas un travail constructif influant réellement sur la vie de la Communauté.

Cela ne signifie pas que notre Assemblée doive procéder à un vote délibérant avant que l'institution responsable en ait aussi décidé. Mais nous devons nous en tenir pleinement à ce qui est notre droit et je dirai même notre devoir.

Cela dit, je ne m'attarderai pas à des considérations d'ordre général que nous avons déjà faites en d'autres occasions en ce qui concerne le traitement réservé aux fruits et légumes, je veux parler des différences que présente ce secteur par rapport à d'autres secteurs particulièrement protégés de l'agriculture communautaire. Je ne m'étendrai pas non plus sur l'étrange situation qui a surgi dans l'agriculture en Italie, agriculture basée en majeure partie sur la vigne, les fruits, les légumes et la culture du tabac.

A l'issue de cette première phase du fonctionnement du Marché commun, notre agriculture, j'entends l'agriculture italienne, s'est subitement trouvée à découvert, par exemple dans le secteur du vin ou du tabac, ou si mal protégée, par exemple dans le secteur des fruits et légumes, qu'elle était exposée à toutes les intempéries.

Nous avons déjà attiré l'attention sur ces points, mais nous tenions à le faire à nouveau. Je voudrais, moins en ce qui concerne l'ensemble de ces règlements, émettre une critique portant davantage sur le fond.

Nous sommes à la veille d'une réforme de structure — dans le domaine de la politique communautaire. Cette réforme offrira une occasion, Monsieur le président Mansholt, de se soustraire au système de la défense protectionniste.

Qu'est-ce que cela veut dire ?

Nous nous trouvons ici dans un secteur particulier dans lequel on constate une augmentation constante de la demande sur les marchés.

**Cipolla**

Dans tous les pays la demande de fruits et légumes tend à s'accroître, et cela non seulement en raison de l'augmentation de la population ou de la consommation, mais également en raison d'une amélioration de la demande, c'est-à-dire que de plus en plus on demande des produits de meilleure qualité et aussi des produits dont la valeur ne réside pas tant dans le fait qu'ils constituent une variété particulièrement qualifiée que dans le fait qu'ils sont présentés sur le marché avant la période normale de production et donc de consommation. C'est le cas des primeurs ou après, c'est le cas des produits tardifs. Cette modification de la demande a pour corollaire, — je l'ai constaté dans notre pays, principalement dans les régions méridionales — une amélioration des structures de l'entreprise. Par exemple, l'introduction du plastique dans l'agriculture, la construction des serres aussi bien fixes que mobiles ont entraîné une amélioration de la production.

Or, il est certain que nous devons tenir compte non seulement des réductions de la production, mais aussi de son orientation en suivant le fil de l'augmentation probable de la consommation. A ce propos, je voudrais faire une autre remarque : la demande est croissante bien que le niveau des prix des fruits et légumes à la consommation soit notablement perturbé par des pratiques mercantiles qui tendent à augmenter continuellement la différence entre le prix effectivement payé au producteur et le prix que le consommateur est contraint de payer. C'est sans doute dans ce secteur que la différence est la plus accusée et le coût de distribution le plus élevé, plus que dans tout autre secteur du marché. Cette année, dans notre pays, c'est dans les secteurs des denrées alimentaires en général et dans celui des fruits et légumes en particulier que s'est ouverte la série des hausses de prix ; et cela non seulement à la suite de fluctuations saisonnières, mais également en raison des éléments structurels dont je viens de parler en ce qui concerne la composition de la demande.

Dans l'ensemble, les règlements de la Commission ne traitent pas de problèmes de ce genre. Je constate en effet que dans les règlements que nous discutons prévaut toujours la considération du risque des stocks invendus et de la nécessité de limiter la production et de réduire les zones de culture. Il se peut que pour des produits déterminés, et plus spécialement pour les pêches, les poires et les pommes, fournies par des régions qui ne se prêtent pas à ces cultures, on ait commis des imprudences, mais en général, cela ne peut s'appliquer au secteur tout entier.

Et là encore, ce fut une occasion perdue. C'est pourquoi nous estimons qu'on ne peut considérer comme satisfaisant l'ensemble des mesures qui nous est présentement soumis. En outre, ces mesures soulèvent d'autres préoccupations qu'il est de notre devoir d'exposer à l'Assemblée : l'intervention des associations de producteurs dans la transformation des pro-

duits n'aura pas grande efficacité du fait que l'organisation de producteurs se heurte, dans ce secteur, à des difficultés réelles.

Quelles sont ces difficultés ? Vous savez qu'il existe une réalité interne en ce qui concerne l'organisation retardataire des marchés, comme je le disais à l'instant, et qu'il existe une réalité interne en ce qui concerne la tendance à faire place, notamment avec l'adoption des pratiques de la surgélation et de la vente par l'intermédiaire des supermarchés et par l'intermédiaire des formes modernes de structures commerciales, à l'intervention de forces monopolistiques dans l'agriculture. J'ai lu dans la presse qu'un accord avait été conclu entre Unilever et Nestlé pour intervenir en France, en Italie, en Autriche dans les secteurs de la surgélation. Il est clair dès lors qu'une association d'agriculteurs et de producteurs ne peut avoir aucun poids effectif ; et qu'entre la masse des consommateurs et celle des producteurs agricoles se dressera un géant qui dominera complètement le marché et la production. De surcroît, la production européenne des fruits et légumes est menacée par un autre facteur dont a également parlé M. Cifarelli, à savoir que l'industrie européenne des Six est liée aux nécessités de l'importation de produits agricoles en provenance des pays sous-développés. Ce qui veut dire que le sort des exploitations industrielles est lié à ces exigences.

Il y a quelques jours au Parlement italien, un ministre a dû répondre à un député qui l'interrogeait sur le scandale ou, si nous ne voulons pas parler de scandale, disons sur les pratiques de dumping que les monopoles du secteur des engrais chimiques mettent en œuvre à l'égard des pays concurrents de l'Italie, et en raison desquelles il arrive que les producteurs du Maroc, de l'Espagne et même d'Israël, des pays en somme concurrents de l'Italie, achètent des engrais chimiques produits en Italie à un prix plus bas que les cultivateurs de notre pays.

Il est donc évident que ces deux tendances devraient inciter plus que toute autre, à prêter un appui plus fort aux associations de producteurs. Les associations de producteurs et toutes les organisations ont estimé que les aides proposées ne sont pas suffisantes. Il faut dire à ce sujet, que l'erreur la plus grave contenue dans ce document consiste dans le fait d'avoir voulu donner un cadre uniforme au problème tandis que la situation de l'agriculture varie de pays à pays, de région à région. En Italie par exemple, il est difficile de faire appliquer une loi, celle qui concerne le plan vert, de la même façon en Lombardie, en Emilie, dans les Pouilles et en Sicile. Il faut en somme adapter les mesures et les modalités selon lesquelles ces mesures doivent être appliquées aux différentes régions en tenant compte des réalités particulières.

Donc pour ces motifs également nous avons de nombreuses critiques et réserves à faire. Nous voterons les amendements qui ont été présentés par notre

**Cipolla**

collègue Scardaccione et autres, non seulement parce qu'ils modifient la substance du document mais parce qu'en dépit de cette approbation, nous aurons toujours le moyen d'exprimer notre avis contraire à l'adoption de ces règlements, qui auraient pu constituer une occasion propice pour améliorer l'agriculture dans un secteur qui, sans aucun doute, est appelé à un avenir dans la Communauté.

Au contraire, à la suite des différents compromis qui ont été décidés, faute également de faire preuve du courage nécessaire et de se montrer pleinement disposés à appliquer une politique de réforme, les règlements se présentent sous la forme décevante que l'on sait, solution qui n'a donné satisfaction à aucune des différentes associations des agriculteurs italiens et qui par conséquent ne saurait non plus nous satisfaire.

**M. le Président.** — La parole est à M. Liogier, au nom du groupe de l'U.D.E.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le groupe de l'U.D.E. se félicite que de nouvelles dispositions aient été prises concernant les règlements dans le secteur des fruits et légumes. Il votera l'excellent rapport de notre collègue M. Mauk, mais il croit devoir faire très brièvement quelques remarques.

Il est d'accord sur le caractère obligatoire des interventions pour tous les États membres, lorsqu'un prix plancher sera atteint ou dépassé en baisse, comme sur le remboursement des groupements de producteurs pour leurs retraits. Ici, la suppression de la notion de crise présente en revanche quelques dangers, à moins d'obtenir l'assurance que les compensations octroyées aux groupements de producteurs ne puissent être accordées que lorsque le prix de marché se situera en dessous d'un certain niveau.

Il n'en reste pas moins que le retrait extrêmement souple et rapide des excédents est de nature à rétablir rapidement un marché perturbé.

En ce qui concerne la destination des produits retirés du marché, il y aurait beaucoup à dire. Ici, une surveillance très stricte s'impose. J'en dirai autant de la distillation. Il va sans dire cependant qu'il est au moins choquant de voir détruire des produits alors que tant de gens manquent du nécessaire.

Entre dans le même ordre d'idée, l'interdiction, lorsqu'il y a retrait, d'exercer ce retrait sur les catégories 1, cela afin de ne pas donner une prime aux qualités inférieures.

Quant à l'instauration d'un régime de restitution à l'exportation, un tel régime constitue, pour la France notamment, un élément très important des modifications devant être apportées à la réglementation actuelle.

En effet, afin de mieux résoudre le problème de la résorption des excédents ne pouvant être écoulés sur le marché intérieur, des groupements de producteurs et des coopératives fruitières ont fait de très gros efforts pour mettre à l'exportation, de façon régulière, des quantités importantes de fruits ou de légumes, assainissant ainsi le marché intérieur et permettant sur ce marché un net redressement des cours dont bénéficiaient généralement jusqu'ici les producteurs qui n'avaient pas fait preuve d'autant de dynamisme ou de désintéressement.

Le système prévu permettra de ne pas pénaliser ceux qui font l'impossible pour résorber les excédents en les écoulant à l'extérieur.

Quant aux primes d'arrachage, leur octroi devrait trouver place dans le cadre d'une politique de contrôle des plantations comportant l'établissement d'un cadastre « fruits et légumes » et la mise en place d'un contrôle efficace. A défaut de l'institution d'une telle politique dans l'immédiat, le versement des primes devrait revêtir un caractère expérimental et impliquer un contrôle efficace. L'engagement devrait en outre être pris par les bénéficiaires de ne pas utiliser les surfaces libérées à la culture de produits déjà excédentaires sur le marché.

Il me reste à présenter une suggestion concernant le cadastre fruitier à instaurer. Ne pourrait-on pas ici prévoir, pour l'avenir, des surfaces privilégiées de plantations, dans les régions sous-développées par exemple, dont les conditions de climat correspondent bien à des plantations d'arbres fruitiers ? Et, à l'opposé, déconseiller la plantation en des zones où elle ne semble pas particulièrement indiquée ?

Telles sont, mes chers collègues, les quelques brèves observations que j'avais à formuler.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, en raison de l'heure avancée, je me limiterai à quelques brèves remarques concernant les six règlements.

Je remercie vivement le rapporteur, M. Mauk, pour le rapport qu'il a présenté. M. Mauk, en particulier, et bien entendu aussi les autres membres de la commission de l'agriculture ont beaucoup travaillé pour élaborer un avis sur ces six règlements. Il s'agit, en l'occurrence, d'une matière extrêmement complexe et importante, qui comporte de multiples aspects techniques. Je comprends très bien qu'on ait formulé ce matin, au sein de cette Assemblée, un certain nombre d'observations justifiées au sujet du fait que le Conseil a pris des décisions réglant certains de ces problèmes — pas tous — alors que les textes, y compris la proposition que la Commission présentera au Conseil, peuvent encore très bien être modifiés.

**Mansholt**

Le Conseil devra donc encore statuer à titre définitif sur une proposition définitive que la Commission élaborera à la suite de l'avis du Parlement. C'est sur cette proposition définitive que le Conseil sera finalement appelé à prendre une décision.

Je puis donc vous assurer que l'exécutif s'attachera à examiner en quoi le Parlement européen voudra amender nos anciennes propositions, et qu'il s'efforcera d'insérer ces modifications dans la proposition qu'il présentera au Conseil, proposition sur laquelle le Conseil statuera définitivement au cours du mois de décembre. La Commission est donc parfaitement attentive aux difficultés actuelles.

Je voudrais également dire un mot de la proposition de M. Vredeling qui concerne, en fait, la procédure applicable au sein du Parlement européen, ainsi que des relations, évoquées par M. Cipolla, entre le Parlement, le Conseil et la Commission. A propos de ces remarques, je voudrais souligner que l'on pourrait peut-être se demander si les méthodes de travail actuelles du Parlement européen pourront être maintenues telles quelles. En effet, pendant de longues périodes, il n'y a guère de réunions du Parlement. Si je consulte le calendrier des réunions du Parlement durant l'année en cours, je constate que pendant la période du 7 juillet au 24 novembre — c'est-à-dire pendant vingt semaines, soit à peu près cinq mois — le Parlement ne s'est réuni qu'une seule fois. En outre, les vacances tombent dans une période s'écoulant entre deux sessions. Si je déduis les vacances, il reste douze semaines réservées aux activités normales, période durant laquelle le Parlement ne se réunit qu'une seule fois. Il arrive — et cela pourrait arriver plus fréquemment à l'avenir — que le Parlement soit invité à prendre des décisions dans un délai très court, cela se révélant parfois nécessaire pour des raisons politiques. Pour ce qui est de la question qui nous préoccupe, à savoir le secteur des fruits et légumes, l'adoption d'une décision rapide était, pour le Conseil, une nécessité d'ordre politique. Il faudra résoudre aussi les problèmes du vin et du tabac. Il est exclu que le gouvernement italien puisse discuter sérieusement du financement de la politique agricole et de la réduction des excédents agricoles s'il n'est pas satisfait tout au moins à son vœu parfaitement légitime de voir le Conseil prendre enfin les décisions voulues au sujet des fruits et légumes, ainsi que du vin et du tabac, produits qui revêtent pour lui une importance particulière.

Cela ne signifie pas que l'on ne puisse faire aucun reproche au Conseil et à la Commission sur le plan de la procédure. Il peut se poser de sérieux problèmes en la matière, mais comme je l'ai déjà dit, pour ce qui est des fruits et des légumes, nous examinerons soigneusement quels sont ceux des amendements proposés par le Parlement qui pourront être insérés dans la proposition finale de la Commission au Conseil.

**M. Vredeling.** — (N) Pourrait-on nous fournir, dans le courant de décembre, un relevé des points que le Conseil aura modifiés après les avoir mis à l'étude ? Je suis très curieux de voir ce que cela peut donner.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Je n'ai rien à objecter à cette demande, Monsieur le Président.

Il ne me reste plus beaucoup de temps pour traiter de tous les points qui ont été soulevés. Tout d'abord, je suis disposé à examiner, sur la base du rapport de M. Mauk, si un certain nombre de points, contre lesquels je n'ai aucune objection à formuler pour le moment, peuvent être inclus dans la proposition qui sera présentée au Conseil, de façon que M. Vredeling et le Parlement dans son ensemble obtiennent satisfaction quant à ce que nous pourrions faire. Il ne peut certes encore s'agir que d'une proposition que je ferai à la Commission. Je dois cependant faire une exception pour certains amendements très importants proposés par le rapporteur de la commission de l'agriculture. Il s'agit des articles 1 et 2 concernant les organisations de producteurs. En fait, la question n'était pas vraiment en discussion, il n'a pas été fait de propositions, mais je tiens à donner au Parlement l'assurance qu'à l'occasion de la prochaine modification de la procédure applicable aux organisations de producteurs, nous examinerons volontiers les possibilités d'adopter certains de ces amendements. Je puis vous dire — entre temps, vous aurez sans doute reçu ce document — que nous avons proposé au Conseil de prendre à bref délai une décision sur les organisations de producteurs en général. Le Conseil ne tardera certainement pas à en discuter et dans ces conditions, je pense que le mieux serait de tenir compte des observations concernant les articles 1 bis et 2, figurant à la page 11 du rapport, dans nos propositions relatives aux organisations de producteurs en général.

Parmi les amendements concernant la première proposition de règlement, je n'en vois à vrai dire aucun qui, pour moi, pose des problèmes. Je dois formuler une brève remarque au sujet de l'article 7 ter, paragraphe 2, de ce règlement, qui est conçu comme suit :

« Lorsque, en cas de retraits effectués dans le cadre des dispositions de l'article 6...

ne peut être assuré en temps voulu en ayant recours à l'une des options énumérées au paragraphe précédent, les États membres peuvent décider l'application du régime suivant : les exploitations agricoles, les producteurs de fruits et légumes... »

Ce libellé appelle une brève remarque. Il signifie, si j'ai bien compris, que les membres d'une organisation de producteurs ont droit à une indemnité. Je ne puis vous donner dès à présent l'assurance que je reprendrai ce texte, car nombreux sont les exploitants agricoles qui ne sont pas encore membres d'une orga-

**Mansholt**

nisation de producteurs, aucune initiative n'a encore été prise en la matière et le Conseil lui-même, comme vous le constatez, n'a encore arrêté aucune décision pour ce qui est des organisations de producteurs. Il me paraîtrait difficile d'adopter dès à présent un régime aussi rigide. Je concevrais très bien qu'une disposition en ce sens puisse être adoptée d'ici deux ou trois ans quand nous aurons vraiment le temps de créer des organisations de producteurs, mais cela me paraît prématuré à l'heure actuelle.

Quant au reste, ce règlement ne me paraît pas, pour le moment, devoir poser de problème pour ce qui est des propositions que nous pourrions présenter. Les autres règlements concernant les normes de qualité n'appellent aucune remarque particulière.

Monsieur le Président, je voudrais encore évoquer rapidement une question qui se pose à propos de la prime d'arrachage. Là aussi, j'estime inutile de formuler des observations particulières sur ce qui a été dit ici même au sujet du règlement concernant cette prime.

D'une manière générale, je puis donc affirmer que les avis du Parlement ne soulèvent pas, à nos yeux, de difficultés sérieuses. Aussi donnerai-je volontiers suite au souhait exprimé par M. Vredeling, visant à ce que soit donné au Parlement un aperçu des points que nous estimons pouvoir reprendre à notre compte.

Monsieur le Président, je puis me rallier, d'une manière générale, aux propos de M. Bading concernant les principes auxquels, selon lui, une organisation de marché doit satisfaire. En ce qui concerne les possibilités de contrôle, il a cité un exemple. Tout cela n'est pas si grave, Monsieur Bading, mais je ferai tout de même une remarque à ce sujet. On ne saurait bien entendu exiger des agents de douane qu'ils connaissent toutes les catégories de poires. Vous avez raison à cet égard, mais si nous pouvons procéder ainsi, c'est uniquement parce que ces catégories de poires sont exportées avant le 31 juillet, avant que ne le soient les poires des autres catégories, pour lesquelles aucune norme n'a été fixée. Il s'agit, en l'occurrence, des petites poires d'été, auxquelles les normes de qualité ne sauraient, bien entendu, s'appliquer. Il ne s'agit, en l'occurrence, que de l'application de ce régime après le 31 juillet, lorsque les poires arrivent effectivement sur le marché ; à ce moment, le contrôle douanier devient évidemment une affaire toute simple.

Monsieur le Président, en ce qui concerne les problèmes de procédure parlementaire, j'ai déjà répondu à M. Richarts ainsi qu'à MM. Vredeling, Cipolla et Liogier, dont les observations n'appellent plus de ma part aucun commentaire. Nous avons pris acte de ces interventions et je pense pouvoir en rester là pour le moment.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mauk.

M. Mauk, *rapporteur*. — (A) Monsieur le président Mansholt, permettez-moi de prendre d'emblée position sur l'une de vos observations. Vous avez évoqué le règlement concernant les interventions en faveur de certaines organisations de producteurs. Vous avez critiqué le fait que nous avons parlé, en commission, des « exploitants agricoles qui sont producteurs de fruits et légumes et membres d'une organisation de producteurs ». Vous avez estimé que c'était irréalisable, parce que de telles organisations de producteurs n'existent pas encore partout.

Au sein de la commission, nous avons commencé par discuter à fond de l'opportunité de supprimer purement et simplement cette partie de vos propositions, parce que nous estimons extrêmement risqué de prévoir des interventions indirectes, dès lors que le produit reste chez le producteur. Nous croyons que nous n'y serions autorisés qu'à condition de pouvoir exercer un contrôle réel ; sinon, nous courrions le risque sérieux que l'on commette des fraudes, je le dis sans ambages. C'est pourquoi nous avons estimé devoir limiter ce bénéfice aux producteurs membres d'une organisation. En effet, c'est en adhérant à une organisation de producteurs qu'ils confirment leur volonté de se conformer aux règles et aux conditions du marché. Ce que nous voulions éviter, c'est que les cultures conjoncturelles, les cultures pratiquées à titre d'appoint et les cultures d'amateurs puissent, elles aussi, bénéficier de ces aides versées par les pouvoirs publics.

Telles sont les considérations qui nous ont guidés. Je le répète, une bonne partie des membres de la commission de l'agriculture était sur le point de demander la suppression de cette partie de vos propositions. Je vous serais reconnaissant de comprendre notre point de vue.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

M. Vredeling. — (N) Monsieur le Président, je remercie vivement M. Mansholt d'avoir bien voulu nous promettre de donner un aperçu des points sur lesquels la Commission modifiera ses propositions, à la suite de notre avis. Pour éviter tout malentendu, je prierai M. Mansholt de faire dans cet aperçu une distinction entre, d'une part, les points ayant déjà fait l'objet d'une décision du Conseil et, d'autre part, ceux qui sont encore en discussion.

M. Mansholt peut-il en donner l'assurance ?

Sur certains points, le Conseil a déjà arrêté une décision, et notre avis ne ressemble que trop à la fameuse moutarde après dîner. M. Mansholt dit en effet : cette question est encore ouverte ; je proposerai encore un certain nombre de points, et vous aurez communication de la liste des points sur lesquels



**Vredeling**

nous suivons l'avis du Conseil. Quant aux autres questions, à propos desquelles le Conseil n'a pas encore pris de décision, c'est la procédure habituelle qui s'applique, procédure selon laquelle la Commission peut modifier ses propositions, notamment après que le Parlement européen a formulé son avis.

En tout cas, je saurais gré à M. Mansholt de nous confirmer l'intention qu'il vient d'exprimer, de faire cette distinction dans l'aperçu qu'il nous a promis.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Je n'ai aucune objection à formuler, Monsieur le Président.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ? ...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen des six propositions de règlement, l'examen de la proposition de résolution étant réservé jusqu'après l'examen des propositions de règlement.

Sur le préambule, les considérants et l'article 1 de la proposition de règlement n° I, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur l'article 1 bis, je suis saisi d'un amendement n° 3, présenté par MM. Scardaccione, Vetrone et Zaccari et dont voici le texte :

« Rédiger comme suit le texte modifié proposé pour l'article 2, paragraphe 1, troisième phrase :

Dans les régions défavorisées, où l'on peut constater un retard de l'organisation de la production, les pourcentages susmentionnés seront respectivement portés à 5 %, 4 %, 3 %, 2 % et 1 % pour une période transitoire dont la durée sera déterminée par voie de décision prise selon la procédure prévue à l'article 13 du règlement n° 23. »

La parole est à M. Scardaccione pour défendre cet amendement.

**M. Scardaccione.** — (I) Monsieur le Président, permettez-moi de préciser les motifs qui sont à l'origine de notre amendement. Voilà quelques instants, notre collègue Mauk et le vice-président Mansholt se sont livrés à un échange de réflexions sur le problème de l'organisation des producteurs et sur la nécessité d'attribuer certaines aides aux seuls producteurs membres d'associations.

Toute la commission de l'agriculture a été favorable à limiter l'octroi des aides à ceux qui font partie

d'associations de producteurs, en vue d'encourager la constitution de ces associations là où celles-ci n'existent pas.

C'est dans le même esprit, et pour le même motif, que nous demandons que ces aides soient accordées pour cinq ans aux zones où ces associations de producteurs n'existent pas encore, afin d'inciter à la constitution de telles associations et d'éliminer les inconvénients et les distorsions venant du fait que nous avons accordé des aides à toutes les autres catégories de commerçants et industriels qui sont intéressés par la distribution des produits agricoles et tout son circuit.

Je dirai au vice-président Mansholt — et j'aimerais qu'il me suive sur ce point — qu'il y a un certain temps, nous avons suggéré à la Commission européenne d'allouer le complément du prix de l'huile uniquement aux producteurs d'olive, en excluant ceux qui extraient l'huile du marc d'olives et les propriétaires d'huileries et de pressoirs, et ce pour empêcher une concurrence ruineuse par rapport aux associations des producteurs qui traitent eux-mêmes les olives.

J'insiste sur cette idée : nous devons absolument favoriser l'association des producteurs. C'est là une nécessité ressentie dans toute la Communauté dont le Parlement se fait l'interprète.

Et l'un des moyens de favoriser la formation de ces associations, c'est d'accorder, pour les premières cinq années, une aide plus élevée que celle qui est prévue par la Commission européenne.

Rappelez-vous d'ailleurs que la commission de l'agriculture a déjà revu le pourcentage que l'exécutif avait proposé.

En principe donc, la commission de l'agriculture avait accepté la nécessité de relever le pourcentage attribué aux différents producteurs.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, nous avons amplement discuté de la demande de M. Scardaccione et de ses collègues en commission de l'agriculture. Et la commission de l'agriculture a adopté ma proposition de compromis, qui consiste à accorder pendant la première année 3 %, la deuxième année 2 %, la troisième année 1 %, comme cela avait déjà été proposé par la Commission, mais le tout complété chaque fois de 1 % pour la quatrième et la cinquième année. Nous avons estimé qu'il était dangereux d'adopter la proposition de nos collègues italiens parce que l'on donnerait, en ce cas, trop d'avantages. Il se pourrait que, encouragé par des aides financières, qui ne seront pas nécessairement une mesure durable, on en vienne à créer des associations fictives. Nous tenons à nous limiter

**Mauk**

à ce que la commission parlementaire a proposé. Je vous saurais le plus grand gré de rejeter la proposition italienne.

Monsieur le Président, on vient justement d'attirer mon attention sur le fait que pour les régions défavorisées, les taux pourraient être relevés d'un demi pour cent ; je dirai simplement que cela, nous l'avons déjà dit dans notre rapport.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, comme je vous l'ai déjà dit, j'aurais préféré traiter lors de la discussion générale sur les organisations de producteurs les propositions faites par la commission de l'agriculture, et qui se retrouvent, en fin de compte, dans l'amendement de M. Scardaccione, car ces organisations ne sont pas, en tant que telles, à l'ordre du jour. Les propositions à ce sujet font à nouveau l'objet de discussions au Conseil.

En tout cas, je puis assurer le Parlement européen que les points exposés par la commission de l'agriculture aussi bien que les idées exposées dans l'amendement de M. Scardaccione seront pris en considération.

En ce qui concerne l'amendement de M. Scardaccione, je suis d'accord avec M. Mauk quant au risque, si je puis m'exprimer ainsi, de voir créer des organisations de producteurs fictives si le taux est trop élevé. C'est là un élément capital. C'est pourquoi je déconseille l'adoption de cet amendement. Je penche plutôt pour une augmentation de 0,5 % en faveur des régions en difficultés, conformément à la proposition de M. Mauk.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scardaccione.

**M. Scardaccione.** — (I) Monsieur le Président, je voudrais apporter une précision. Nous devons donner une réponse claire à cette question : voulons-nous, oui ou non, faire naître ces associations de producteurs ? Je pense que nous devons nous préoccuper du risque de voir se former des associations dans un but frauduleux. Actuellement, on se livre à des fraudes, bien sûr, mais c'est du côté des associations étrangères à l'agriculture, et non du côté des associations de producteurs agricoles. En conséquence, faisons donc ce petit effort et favorisons la formation de ces associations.

Donc, en principe, je remercie M. Mansholt pour l'assurance qu'il nous a donnée que le Conseil de ministres tiendra dûment compte de nos propositions.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 3.

L'amendement n° 3 est rejeté.

Je mets aux voix l'article 1 bis.

L'article 1 bis est adopté.

Sur les autres articles de la proposition de règlement n° I, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Ces articles sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de règlement n° I.

L'ensemble de la proposition de règlement n° I est adopté.

Sur la proposition de règlement n° II, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

La proposition de règlement n° II est adoptée.

Passons à la proposition de règlement n° III.

Sur le préambule, les considérants et les articles, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur l'annexe I je suis saisi d'un amendement n° 4 présenté par MM. Scardaccione, Vetrone et Zaccari et dont voici le texte :

« Reprendre le texte proposé par la Commission des Communautés européennes pour l'annexe 1, et ajouter le nouveau paragraphe suivant :

Par exception, durant une période de la campagne qu'il conviendra de définir, il n'est pas exigé de calibre minimum pour certaines variétés de pommes. La durée de la période ainsi que la liste des variétés seront fixées conformément à la procédure prévue à l'article 13 du règlement n° 23. »

La parole est à M. Scardaccione pour défendre cet amendement.

**M. Scardaccione.** — (I) Monsieur le Président, selon le texte actuel, on en viendrait à créer une situation préférentielle pour les pommes « cox orange », parce que l'on néglige le fait qu'il y a également d'autres variétés de pommes qui peuvent avoir des dimensions égales à celles des « cox orange ».

Et c'est pourquoi nous demandons la reprise du texte de la commission et proposons d'y ajouter un nouveau paragraphe.

En substance, nous proposons de prévoir pour les pommes le même traitement que celui qui a été prévu pour les poires, afin d'éviter de créer une situation qui ne serait préférentielle qu'à l'avantage d'une seule variété.

**Scardaccione**

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, la Commission n'a aucune objection à formuler contre l'adoption de cet amendement.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) La déclaration du président Mansholt m'a quelque peu surpris. Je dois défendre l'avis de la commission de l'agriculture qui a déjà rejeté à une grande majorité une demande analogue. Pour les producteurs de poires italiens, il existe effectivement des réglementations particulières. D'une part, on a maintenu pour les poires les grandeurs réellement minimales, et d'autre part, pour toutes les variétés intéressantes pour l'Italie — il y en a 12 au total qui sont énumérées au début — on a fait une exception, à savoir que jusqu'à un certain moment, et particulièrement pour les zones de cultures précoces, il ne sera tenu compte d'aucune grandeur minimale en Italie.

Monsieur Scardaccione, je trouve que vous faites preuve d'un manque de solidarité en affirmant que pour deux sortes, qui chez nous également tiennent un rôle important — il s'agit des « Goldparmäne », qui viennent dans les régions du Nord, et des « cox orange » — la grandeur prévue de 65 mm pour d'autres variétés doit être maintenue, alors que nous savons que, du point de vue de la qualité, les meilleures pommes sont justement celles qui ont cette dimension intermédiaire. Si, pour ces variétés-là, nous n'admettions pas la grandeur de 60 mm, cela équivaldrait à rejeter des fruits de première qualité. C'est pourquoi nous avons proposé ces 60 mm. Cela n'exclut pas que, s'il y a, dans d'autres zones de culture, des variétés analogues, présentant des qualités analogues, elles ne puissent être prises en considération, et à tout moment, par l'exécutif. C'est pourquoi je vous demande de vous en tenir à ce que la commission parlementaire a décidé à ce sujet.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scardaccione.

**M. Scardaccione.** — (I) Je tiens à préciser à mon collègue Mauk qu'il ne s'agit absolument pas de favoriser les producteurs de pommes « cox orange ». Nous disons simplement : réservons à ces producteurs le même traitement que celui que nous avons réservé aux producteurs de poires, autrement dit donnons la possibilité à l'exécutif de fixer la grandeur standard pour les variétés pour lesquelles on estime opportun de le faire.

Nous sommes des hommes politiques, et non des experts. Nous devons indiquer une ligne politique, nous n'avons pas à choisir entre différentes techniques. Notre proposition, je le répète, vise unique-

ment à donner à l'exécutif, c'est-à-dire aux techniciens et aux experts, la possibilité d'établir pour quelle variété il serait possible de déroger aux normes standard fixées à l'origine.

Voilà pourquoi je tiens à maintenir l'amendement. Et je le fais avec la conviction — je prie mon collègue Mauk de suivre mon raisonnement — de ne pas faire un acte qui risque de causer des dommages aux producteurs de « cox orange », mais justement de leur réserver le même traitement que celui qui est réservé aux producteurs de pommes et de poires des autres régions, qui se trouveraient dans les mêmes conditions si l'on donnait aux techniciens et aux experts la faculté de déterminer les variétés ainsi que les durées d'application de la dérogation.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 4 qui n'est pas accepté par le rapporteur mais contre lequel M. Mansholt n'a pas d'objection.

Le vote à main levée ayant été douteux, je mets aux voix l'amendement n° 4 par assis et levé.

L'amendement n° 4 est rejeté.

Je mets aux voix l'annexe 1

L'annexe 1 est adoptée.

Sur les annexes 2 et 3, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les annexes 2 et 3 sont adoptées.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de règlement n° III.

L'ensemble de la proposition de règlement n° III est adopté.

Sur les propositions de règlement n° IV, V et VI, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les propositions de règlement n° IV, V et VI sont adoptées.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution, qui avait été réservée.

Sur le préambule, les considérants et les paragraphes 1 et 2, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Après le paragraphe 2, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par MM. Scardaccione, Vetrone et Zaccari et dont voici le texte :

« Ajouter, à la suite du paragraphe 2, un paragraphe 2 bis ainsi libellé :

**Président**

2 bis. Demande que soit renforcée la préférence communautaire dans le secteur des fruits et légumes au moyen de dispositions qui permettent d'intégrer ces produits aussi au mécanisme de la politique agricole commune. »

La parole est à M. Scardaccione pour défendre cet amendement.

**M. Scardaccione.** — (I) Ce matin, j'ai vu dans un journal italien à grand tirage une annonce qui tient une page entière et qui dit : « Nous sommes venus en Italie pour faire déguster ». C'est la publicité que font en Italie les producteurs de fromage de la Communauté pour vendre leurs produits dans notre pays; c'est une chose que nous acceptons volontiers, parce que nous reconnaissons qu'il s'agit de bons produits. Toutefois, nous demandons à nos collègues qu'ils fassent en sorte que les producteurs de fruits et de légumes du Sud de l'Italie jouissent du même traitement, je veux dire que la Communauté donnant aux producteurs de fromage une garantie pour le prix du lait au producteur et qu'ainsi la vente de fromage et sa publicité se font en Europe dans des conditions de sérénité, pourquoi les producteurs de fruits et de légumes d'autres parties de l'Europe n'auraient-ils pas les mêmes avantages ?

Tel est l'objet de mon amendement dans lequel il est demandé, pour l'essentiel, que les producteurs de fruits et de légumes d'Europe aient le même traitement que les producteurs de lait et de fromage.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je ne vois pas le rapport qu'il y a entre cela et la publication d'une annonce, dont je me demande, Monsieur Scardaccione, si elle est de la firme Nestlé ou de Unilever. Je ne puis le voir clairement d'ici. Je ne comprends pas ce qu'en réalité, tout cela signifie. M. Scardaccione pourrait-il préciser quel est le rapport entre cette annonce, quel que soit son auteur, et cet amendement ? Celui-ci se ramène au fond, à renforcer la préférence ? Ce renforcement, vous l'assurez par la voie artificielle des prélèvements ou des réglementations des importations, etc. Libre à vous de faire de la publicité; mais c'est tout autre chose que la préférence en faveur de certains produits. Le lien entre ces deux choses ne me paraît pas clair du tout. C'est pourquoi je ne sais pas si, tout à l'heure, je vais devoir voter pour une annonce publicitaire ou pour une politique protectionniste, ce qui n'est tout de même pas pareil, Monsieur Scardaccione.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scardaccione.

**M. Scardaccione.** — (I) Peut-être n'ai-je pas été assez clair. La publicité est une chose que nous acceptons sans difficultés. A noter, en l'occurrence, que la pu-

blicité est faite dans un journal d'extrême gauche par une association de producteurs agricoles. Or, la Communauté assure le revenu des producteurs de fromage en garantissant le prix du lait, en accordant des restitutions pour la quantité de lait qui doit être exportée sous forme de beurre, de poudre etc. Ces garanties que nous donnons aux producteurs de fromage, nous devons les donner aussi bien aux producteurs d'agrumes, de fruits et de légumes, qui récoltent leurs produits dans le Sud de l'Europe pour les vendre dans le Nord et le Centre de l'Europe.

Et dès que nous serons en mesure d'avoir, nous aussi, des associations qui puissent payer des annonces publicitaires du prix de celle que je vous ai montrée, nous ferons sans aucun doute notre propagande dans la presse allemande, néerlandaise etc.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mauk.

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) J'ai suivi ces discussions avec grand intérêt, et je dois bien dire que ni les publicités dans les journaux, ni les déclarations de l'auteur de l'amendement n'ont quelque chose à voir avec ce que nous sommes en train d'examiner. Il n'y a absolument aucun rapport. Ce que vous dites relève du domaine des relations du commerce extérieur, des accords avec les États tiers. Dans cette affaire, on peut éventuellement prendre des mesures appropriées.

Vous avez pu lire dans le communiqué du Conseil que le Conseil de ministres a pris de très bonnes décisions lundi dernier. Je suis dans l'impossibilité de les apprécier dans le détail, car je ne dispose pas encore du texte officiel. Mais il y a déjà une certaine émotion parmi les consommateurs, qui croient que cela provoquera une augmentation du prix des fruits et des légumes dans la Communauté. Pour ma part, je ne le pense pas, car je suis persuadé que déjà la concurrence dans le Marché commun fera que les consommateurs ne paient pas trop cher. Malheureusement, les prix à la consommation sont élevés, du moins en certains cas, même lorsque les prix à la production sont tellement bas que le producteur n'y gagne pas grand-chose.

Je vous prie de rejeter l'amendement. La question a déjà été traitée dans notre avis du 16 mai 1968, dans lequel nous avons donné notre opinion sur les règlements concernant les importations, et encore une fois le 3 juillet 1969, quand le Parlement a également donné son avis sur les règlements relatifs aux importations. Ce que le Conseil a décidé maintenant se base sur notre ancien avis et sur l'intervention que nous avons faite à l'époque.

Je vous prie encore une fois, Monsieur le Président, de rejeter l'amendement, parce que celui-ci n'a rien à voir avec le présent règlement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann.** — (A) Je voterai contre l'amendement, mais je trouverais plus sympathique qu'on le retire. Je regrette qu'il ait été présenté, car il ne pourra provoquer que des malentendus et susciter l'impression que l'on pourrait et devrait faire quelque chose que l'on n'a pas fait jusqu'à présent pour les producteurs italiens. Personne n'empêche l'importation et la vente de fromages allemands en Italie, et personne n'empêche d'importer des produits italiens en Allemagne. Lorsque je constate avec quel plaisir, et en quelles quantités, le consommateur allemand consomme aujourd'hui des vins italiens et à quel point le Marché commun s'est avéré utile en Allemagne où il fonctionne réellement, j'ai la conviction que nous avons probablement fait tout ce que nous pouvions faire. Je voterai donc contre l'amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scardaccione.

**M. Scardaccione.** — (I) Je retire l'amendement, Monsieur le Président.

**M. le Président.** — L'amendement n° 1 est retiré.

Sur les paragraphes 3 et 4, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 3 et 4 sont adoptés.

Après le paragraphe 4, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par MM. Scardaccione, Vetrone et Zaccari et dont voici le texte :

« Ajouter, à la suite du paragraphe 4, un nouveau paragraphe 4 bis, ainsi rédigé :

4 bis. Demande par conséquent que soient promues et développées, les associations de producteurs, notamment par une amélioration des aides directes, qui prévoit une augmentation de leur montant et de leur durée, ainsi que des mesures d'encouragement particulières pour les régions défavorisées de la Communauté et pour celles qui sont en retard en matière d'organisation de la production. »

Monsieur Scardaccione, insistez-vous sur cet amendement ?

**M. Scardaccione.** — (I) Oui, Monsieur le Président, c'est la conséquence logique du raisonnement que j'ai fait tout à l'heure.

Nous demandons dans cet amendement qu'il soit fait mention des groupements de producteurs.

Je crois que cet amendement pourra être adopté, car il ne fixe aucune donnée ni aucun chiffre. C'est simplement l'indication d'un principe qui correspond également à ce qui a été accepté par le vice-président Mansholt dans ses déclarations.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, il a déjà été tenu compte des préoccupations des auteurs de l'amendement dans les propositions de modification de la commission de l'agriculture. On pourrait malgré tout l'ajouter dans la résolution. Cela ne peut pas faire de mal. Mais M. Scardaccione, il vaudrait mieux l'insérer en tant qu'alinéa 3 bis plutôt qu'en tant qu'alinéa 3 où il est dit : « approuve l'intention de la Commission de contribuer à l'intensification de l'activité des organisations de producteurs ». Cela cadrerait mieux avec l'ensemble, car dans l'alinéa 4, il est parlé d'autre chose. On pourrait aussi se demander si tout cela est nécessaire ou si l'on ne devrait pas se limiter à la deuxième partie de votre amendement. Je laisse la question ouverte. Mais je proposerais absolument de l'inclure en tant qu'alinéa 3 bis et non en tant qu'alinéa 4 bis.

**M. le Président.** — Êtes-vous d'accord avec M. Scardaccione ?

**M. Scardaccione.** — (I) Oui, Monsieur le Président.

**M. le Président.** — Le rapporteur voudrait encore dire quelques mots. Je lui donne la parole.

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je m'aperçois à l'instant qu'un point m'a échappé. La première partie de l'alinéa 4 bis proposé dans l'amendement figure déjà dans notre résolution encore que dans des termes différents. Il y est dit que les groupements de producteurs seront encouragés et renforcés. Sur ce point nous sommes d'accord.

Je proposerais donc d'adopter l'amendement en tant que complément à l'alinéa 3 et de l'insérer après la phrase : « En outre il y a lieu de prévoir la possibilité d'accorder une meilleure aide aux régions défavorisées dont l'organisation de la production accuse un retard ». Cela cadrerait parfaitement avec l'ensemble. Je demande à l'auteur de l'amendement de se déclarer d'accord avec cette suggestion.

Je suis tout disposé à la relire. L'alinéa 3 est pour l'instant, rédigé comme suit :

« approuve l'intention de la Commission de contribuer à l'intensification de l'activité des organisations de producteurs ;

à cela viendrait s'ajouter la deuxième partie de votre amendement rédigé de la façon suivante :

« et il y aurait lieu en outre de prévoir la possibilité de mesures d'encouragement particulières pour les régions défavorisées et pour celles qui sont en retard en matière d'organisation de la production. »

**Mauk**

Cela correspondrait exactement au texte de l'amendement de la commission de l'agriculture.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scardaccione.

**M. Scardaccione.** — (I) Je suis en principe d'accord avec le rapporteur ; toutefois, je tiens à faire observer qu'il convient d'ajouter le mot « développement » car le mot « intensification » se rapporte uniquement aux organisations qui existent déjà alors que nous souhaitons favoriser la formation d'autres organisations dans les régions où elles n'existent pas.

L'article 3 devrait donc être rédigé comme suit :

« approuve l'intention de la commission de l'agriculture de contribuer à l'intensification et au développement des groupements de producteurs, notamment par une amélioration des aides directes, qui prévoit une augmentation de leur montant et de leur durée ainsi que des mesures d'encouragement pour les régions défavorisées de la Communauté et pour celles qui sont en retard en matière d'organisation de la production. »

**M. le Président.** — Monsieur Scardaccione, je crois que vous faites erreur. Il convient de parler non pas de l'intention de la commission de l'agriculture, mais de celle de la Commission de la Communauté.

**M. Scardaccione.** — (I) Monsieur le Président, ce n'est pas la Commission exécutive qui a proposé une amélioration, mais la commission de l'agriculture, et nous devons le préciser.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mauk.

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président voilà que tout redevient confus. Sous cette forme je ne puis naturellement donner mon accord et j'insisterais alors pour que nous adoptions le texte de la commission.

J'ai cru pouvoir faire un geste et je me suis déclaré d'accord pour inclure à la deuxième proposition le terme « développement ». Mais nous ne pouvons laisser subsister la première phrase de l'amendement du fait qu'elle existe déjà. Il faut dire :

« approuve l'intention de la Commission — ce n'est pas l'intention de la commission de l'agriculture mais l'intention de l'exécutif que nous voulons appuyer — de contribuer à l'intensification et au développement de l'activité des organisations de producteurs. »

A cela s'ajoute en tant qu'alinéa 2 — il y correspond sensiblement — le deuxième alinéa de l'amendement :

« En outre, il y aurait lieu de prévoir l'amélioration des aides aux régions défavorisées qui sont

en retard en matière d'organisation de la production. »

Je crois que cela répond tout à fait à la préoccupation dont il est fait état dans l'amendement et cela cadre parfaitement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scardaccione.

**M. Scardaccione.** — (I) Monsieur le Président, la Commission exécutive n'ayant mentionné ni les organisations de producteurs ni les aides, il m'est impossible d'insérer mon amendement au paragraphe 3. Je voudrais proposer à M. Mauk d'insérer mon amendement non pas au paragraphe 3 mais au paragraphe 4.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Il faut que j'y réfléchisse Monsieur le Président ; on peut l'inclure à l'alinéa 4 tout à la fin. Cela sort un peu de l'ensemble mais je ne verrais pas d'inconvénient à ajouter la deuxième phrase de l'amendement après le point virgule :

« en outre, il y aurait lieu de prévoir des mesures d'encouragement particulières pour les régions défavorisées qui sont en retard en matière d'organisation de la production. »

Je pense que maintenant tout le monde peut se déclarer satisfait.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, à l'instant j'ai vraiment senti la colère monter en moi, car je me demandais si j'étais au Parlement, à l'école primaire ou au jardin d'enfants.

Je dois vous dire en toute franchise que je ne comprends pas pourquoi une question aussi simple devient tellement compliquée du fait que M. Scardaccione parle de l'intention de la commission de l'agriculture, alors qu'il est évident que c'est de la Commission européenne qu'il s'agit ici.

Le second point qui, je le reconnais, constitue un problème politique et qui porte sur les régions défavorisées, doit naturellement être inséré au paragraphe 3. M. Scardaccione a dit lui-même qu'il doit logiquement être ajouté au paragraphe 3. Nous y lisons ceci : « approuve l'intention de la Commission de contribuer à l'intensification de l'activité et « — c'est ainsi que je l'ai compris — » au développement des organisations de producteurs ». Et c'est alors qu'il doit ajouter que nous voulons accorder une attention particulière aux organisations de producteurs des régions défavorisées. Ce passage se rattache logiquement au paragraphe 4 où il est question du renforcement de la responsabilité propre des or-

**Vredeling**

ganisations de producteurs, ce qui, évidemment, est un tout autre problème.

Je prie M. Scardaccione de rester logique dans ses amendements et de ne pas embrouiller sans cesse leur mise au point en parlant tantôt de la commission de l'agriculture, tantôt de l'exécutif, tantôt du paragraphe 3 et tantôt du paragraphe 4. Si cela continue, je devrai proposer de renvoyer toute cette question à la commission de l'agriculture, ce qui, pour des raisons politiques, ne me semble guère opportun.

**M. le Président.** — Je suis donc saisi d'une proposition de modification de l'amendement n° 2 tendant à ajouter à la fin du paragraphe 4 le texte suivant :

« souhaite par ailleurs que soit créée la possibilité d'accorder des aides particulières pour les régions défavorisées de la Communauté et pour celles qui sont en retard en matière d'organisation de la production. »

Monsieur Mauk, êtes-vous d'accord sur ce texte ?

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, je dois dire que je n'arrive plus à comprendre la discussion. Je me range à l'avis de M. Vredeling et je m'abstiens.

**M. le Président.** — Je mets aux voix la proposition de modification dont je viens de donner lecture.

La proposition de modification est adoptée.

Je mets au voix le paragraphe 4 ainsi complété.

Le paragraphe 4 ainsi complété est adopté.

Sur les paragraphes 5 à 11, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 5 à 11 sont adoptés.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par les différents amendements qui ont été adoptés.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

**7. Règlement concernant le secteur des agrumes communautaires**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Scardaccione, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement por-

tant mesures spéciales en vue de l'amélioration de la production et de la commercialisation dans le secteur des agrumes communautaires (doc. 158/69).

La parole est à M. Scardaccione qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Scardaccione, rapporteur.** — (I) Monsieur le Président, je m'efforcerai d'être aussi bref que possible en raison de l'heure tardive, dans l'espoir que la proposition pourra être rapidement adoptée, aucun amendement important n'ayant été présenté, à l'exception de deux sur lesquels je me prononcerai de suite.

La production européenne d'agrumes a augmenté et est passée à 1 350 000 tonnes, alors que les importations se sont accrues à un rythme plus rapide et ont atteint 1 503 000 tonnes. D'une part donc, la production a augmenté, et, d'autre part, les importations ont également augmenté; il en résulte que la consommation d'agrumes a pratiquement doublé.

La production européenne n'a cependant pas bénéficié de cette expansion du marché, et dans les zones de production les stocks invendus ont atteint un niveau tel qu'il a fallu, au cours des années passées, recourir à la destruction d'une partie de la production, ce qui n'a pas manqué de soulever des critiques sévères à l'égard de la Communauté et des institutions du Marché commun.

En vue d'éviter de tels inconvénients, une réglementation provisoire devenait nécessaire. L'exécutif a donc présenté au Conseil une proposition de règlement qui a été transmise au Parlement européen pour avis.

Mais avant que je ne quitte Rome, hier, le ministre de mon pays m'a communiqué que le Conseil était parvenu à un accord qui me paraissait rendre inutile les travaux que nous avions accomplis et que je devais vous exposer ce matin. Je dois dire que les déclarations du président Mansholt m'ont réconforté et c'est pourquoi je m'associe à MM. Vredeling et Cipolla pour insister auprès du Conseil afin qu'avant de prendre une décision définitive, il adopte un certain nombre de propositions qui seront présentées aujourd'hui par la commission de l'agriculture et le Parlement européen et tendant à modifier le règlement proposé par l'exécutif.

Je ne m'attarderai pas sur le contenu du règlement. Je dirai seulement que la commission de l'agriculture a exprimé en principe un avis favorable à son sujet, mais qu'elle a suggéré un certain nombre de modifications portant essentiellement sur la durée d'application des mesures d'aide aux producteurs. La commission a suggéré de faire également bénéficier les citrons d'une aide en cas de crise et d'attribuer ces aides exclusivement aux producteurs d'agrumes indépendants ou associés.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 52.

**Scardaccione**

Je tiens à insister pour que les aides soient en particulier accordées aux producteurs associés en vue de promouvoir la formation d'organisations de producteurs, et je me permets donc de demander encore une fois que le terme de « producteurs » soit remplacé par celui de « producteurs associés » ou par les organismes en tenant lieu. Je crois ainsi avoir répondu aux préoccupations exprimées par M. Mansholt qui se demandait comment il serait possible d'octroyer les aides dans les régions n'ayant pas d'organisations de producteurs. Pendant la période de formation de ces organisations, les aides pourraient momentanément être octroyées par l'intermédiaire d'organismes publics. Nous éviterions ainsi toutes les spéculations privées.

Je m'en tiendrai là et j'ajouterai que les deux amendements présentés pourraient être, à mon avis, approuvés.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann, au nom du groupe socialiste.

**M. Kriedemann.** — (A) Monsieur le Président, le groupe socialiste approuve la proposition de résolution qui vient d'être présentée et motivée par M. Scardaccione. Après les discussions passées et les divergences qui se sont manifestées au sein de la commission de l'agriculture en ce qui concerne les fruits, les légumes et les agrumes, je suis heureux de pouvoir dire que j'approuve également cette proposition sans réserves.

Les quatre mesures qui sont proposées, et qui s'en tiennent pour l'essentiel aux propositions de l'exécutif, permettraient d'éviter que la situation ne se détériore encore une fois et que les dispositions en vigueur ne se changent en leur contraire. Nous estimons que ces mesures apportent une amélioration satisfaisante des structures. Les crédits qui sont prévus à cet effet sont, à mon avis, parfaitement justifiés.

Les débats en commission n'ont pas été simples. Il a fallu dissiper beaucoup de malentendus et plusieurs membres de la commission qui avaient présenté des propositions de modification ont dû faire preuve de plus de réalisme et se laisser convaincre qu'il était absurde de commettre de nouvelles erreurs en invoquant celles qui ont déjà été commises dans d'autres secteurs de l'organisation de marché dans l'espoir qu'elles pourront être également éliminées un jour ou l'autre. Voilà donc le résultat que nous avons atteint.

Un certain nombre de points présentent certainement une importance particulière pour les producteurs italiens d'agrumes. C'est ainsi par exemple que la commission de l'agriculture a décidé que les crédits destinés à la construction d'installations agricoles ne pourront être versés qu'aux organisations de producteurs. Nous estimons qu'il s'agit là d'une dé-

cision essentielle et considérons qu'il s'agit d'une aide directe aux producteurs qui comprendront qu'une telle mesure est nécessaire. Je répète que nous nous félicitons de cette évolution et que nous pouvons désormais adopter en toute conscience cette proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Romeo.

**M. Romeo.** — (I) Monsieur le Président, la proposition de la Commission des Communautés relative à un règlement visant à l'amélioration de la production et de la commercialisation des agrumes trouve notre approbation et celle du groupe des libéraux et apparentés dont je fais partie.

Tout en exprimant mon entière adhésion à cette proposition, je voudrais cependant revenir sur certains points sur lesquels il me semble que la commission de l'agriculture a déjà formulé certaines observations.

Les aides prévues ne devraient pas se limiter aux oranges, mais s'étendre également à l'ensemble du secteur des agrumes et notamment aux citrons. En ce qui concerne le versement des aides, je proposerais qu'il soit directement versé par le F.E.O.G.A. aux intéressés. En effet, si nous versions ces aides par l'intermédiaire des organisations compétentes des États membres, vous pouvez vous imaginer — et je m'adresse en particulier à mes collègues italiens — les difficultés que soulèverait dans notre pays l'adoption d'un texte législatif par le Parlement, et le temps que devraient attendre les agriculteurs pour bénéficier de cette aide.

En ce qui concerne les aides à la commercialisation, on peut se demander si ces aides profiteront effectivement aux agriculteurs ou, comme cela arrive fréquemment en Italie, aux accapareurs. Il importe donc d'établir des règles précises à cet égard, et il me semble que la commission de l'agriculture est d'accord sur ce point.

Ceci dit, Monsieur le Président, mes chers collègues, permettez-moi d'attirer votre attention sur une question de principe. Il est vrai que la crise que connaît actuellement la production d'agrumes, en particulier en Calabre, en Sicile et dans d'autres régions de l'Italie méridionale, peut être imputée au système de culture mais — reconnaissons-le — elle est due essentiellement à la non-application du principe de la préférence communautaire qui a été rappelé tout à l'heure par M. Scardaccione à propos des fruits et légumes.

Évidemment, lorsque M. Scardaccione nous a montré ce journal, il n'avait pas l'intention de dire qu'il fallait interdire la publicité, il voulait seulement préciser que, tout comme il existe une préférence communautaire pour le lait qui est reconnue par tous les États membres, il devrait également y avoir une



**Romeo**

préférence communautaire pour les produits plus spécifiquement italiens, et en particulier pour les agrumes.

Or, les discussions sur les accords conclus avec la Tunisie et le Maroc vous ont montré que l'Italie a effectivement augmenté sa production d'agrumes en prévision de l'augmentation de la consommation des pays de la Communauté.

Mais l'augmentation de la production italienne d'agrumes s'est accompagnée d'une augmentation des importations de ces produits en provenance des pays tiers par les pays de la Communauté. Je voudrais donc dire, me référant au contenu du rapport, que la crise italienne des agrumes peut être due en partie à l'attitude des producteurs d'agrumes, mais qu'elle tire également et essentiellement son origine de la non-application d'un principe fondamental du traité de Rome.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, les questions que je voudrais évoquer à propos de ce rapport sont, en substance les mêmes que celles que j'ai déjà soulevées à propos du rapport de M. Mauk. Ce rapport est remarquable dans la mesure où il tient compte de manière harmonieuse de trois nécessités : rénover les cultures, stimuler les producteurs et appliquer la préférence communautaire, et cela non pas sur une base théorique, mais concrète.

Ayant ainsi exprimé mon avis favorable, je voudrais pour gagner du temps apporter quelques brèves précisions sur les deux amendements que j'ai signés.

En ce qui concerne l'amendement que j'ai présenté avec M. Cipolla, je tiens à préciser que j'ai entendu hier le président du groupe socialiste, M. Vals, déclarer qu'il était personnellement d'accord à ce sujet.

Pour ce qui est de l'amendement n° 2, je me garderai d'intervenir pour ne pas nuire à l'exposé plein de clarté qu'a fait le rapporteur en se prononçant en sa faveur.

Je voudrais seulement ajouter — et cela uniquement en ce qui concerne le texte italien, à des fins de coordination linguistique — que l'adverbe « sempre » n'est pas nécessaire parce qu'il n'a aucune signification dans ce contexte.

Je pense pouvoir m'arrêter là ; je demeure cependant à la disposition de l'Assemblée pour d'éventuelles précisions.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) En ce qui concerne le problème de l'octroi des aides par le seul intermédiaire des

organisations de producteurs, je tiens à mettre l'Assemblée en garde contre ces organismes qui ont déjà nui au renforcement de la position des agrumes italiens sur les marchés européens, et que cela serait de nature à donner lieu une fois encore aux critiques qui ont déjà été formulées devant cette assemblée à l'occasion de l'examen du budget et qui ont entraîné les questions orales de M. Vredeling et d'autres membres sur les détournements et les désordres qui ont été constatés dans certains secteurs de la production communautaire.

En ce qui concerne l'intention de soumettre le plan de production à l'approbation de la Communauté, je tiens à dire que ni le Parlement italien, ni à ma connaissance le Parlement européen ne pourront l'accepter. Il est incontestable que la Commission doit être entendue ; mais une décision de cette nature ne saurait être transférée en raison des questions de fond et des questions juridiques qu'elle soulève, et elle ne saurait être jetée dans le chaudron des décisions communautaires.

L'amendement que nous présentons à cet égard vise pratiquement à prévoir pour les agrumes une situation identique à celle qui est prévue dans le règlement qui a été adopté hier en ce qui concerne les aides aux agriculteurs allemands. En ce qui concerne l'aspect procédure, nous ne demandons ni plus ni moins que ce qui a été prévu pour d'autres interventions.

Il demeure cependant que ce règlement ne résout pas le problème de fond qui est celui de la préférence communautaire, pas plus qu'il ne résout le problème du montant des crédits.

Il est grave que le gouvernement italien ait accepté un règlement aussi restrictif, d'une part, parce que la Chambre s'était déjà prononcée à la presque unanimité sur cette question en mai dernier et, d'autre part, parce que le règlement a été rejeté par l'Assemblée sicilienne, c'est-à-dire par la région qui écoule 75 % de la production nationale d'agrumes et, enfin, parce que le gouvernement italien avait adopté une politique différente en cette manière.

Bien que nous ne puissions pas approuver ce règlement, nous tenons cependant à motiver notre refus, car les modifications apportées par la commission — et, espérons-le, également par le Parlement — devront ainsi être prises en considération dans le règlement définitif qui sera adopté par le Conseil. Dans le cas contraire, il y aurait violation flagrante du principe de la consultation démocratique.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Nous passons à l'examen de la proposition de règlement, l'examen de la proposition de résolution étant réservé jusqu'après l'examen de la proposition de règlement.

**Président**

Sur le préambule, les considérants et l'article 1, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur l'article 2, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par MM. Cipolla, Parri et Cifarelli et dont voici le texte :

« Remplacer les deuxième et troisième alinéas par le texte suivant :

Sont applicables aux aides prévues par le plan visé à l'alinéa précédent, les dispositions de procédure de l'article 93 du traité. »

Cet amendement a déjà été défendu par son auteur et le rapporteur l'a accepté.

La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je m'oppose à cet amendement. Je regrette que ses auteurs aient jugé opportun de le présenter. La proposition initiale de la Commission, que la commission de l'agriculture accepterait telle quelle, habilite l'exécutif à porter un jugement sur les plans qui seront établis. L'exécutif européen pourrait donc se prononcer de façon autonome. La Commission va même jusqu'à proposer qu'elle puisse modifier elle-même ces plans. Cette proposition est une bonne chose. Substituer à cette procédure la procédure de l'article 93, ce serait n'accorder à la Commission que des attributions bien moindres que celles qu'elle propose elle-même. Les débats d'hier l'ont fait apparaître, la procédure de l'article 93 implique que c'est le Conseil qui doit prendre une décision.

Le Parlement européen a toujours estimé qu'en ces matières, il fallait accorder à la Commission européenne des pouvoirs aussi étendus que possible. Maintenant que la Commission elle-même demande ces pouvoirs, je ne vois pas pourquoi le Parlement les lui refuserait. Car telle est bien la portée politique de l'amendement. La Commission demande que certains pouvoirs lui soient accordés et en vertu de l'amendement il s'agirait, pour le Parlement, de les lui refuser pour y substituer une autre procédure.

Pour des raisons politiques, je ne puis me rallier à cet amendement. Il est contraire à tout ce qu'ont toujours revendiqué la commission politique, la commission juridique et, d'une façon générale, toutes les commissions du Parlement, à savoir que le Conseil s'efface de plus en plus pour céder le pas à la Commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) Monsieur le Président, j'ai demandé la parole parce que je voudrais préciser une

chose à l'intention de M. Vredeling. M. Vredeling nous a présenté hier soir son rapport élaboré au nom de la commission de l'agriculture, sur une proposition de règlement relative aux mesures à prendre dans le secteur agricole à la suite de la réévaluation du Mark.

Or, M. Vredeling n'a pas proposé, à cette occasion d'adopter la procédure prévue par le règlement relatif aux agrumes. Aussi, ai-je voulu, en présentant cet amendement, soulever une question politique très importante : peut-on traiter d'une certaine manière la république fédérale d'Allemagne lorsqu'elle doit décider d'aider ses agriculteurs, et d'une autre manière que je qualifierai de paternaliste, et qui consiste, en substance, à la priver de pouvoirs, la République italienne ?

J'ai soumis l'amendement que j'ai présenté, sur la base de ces considérations, à M. Cifarelli et au président du groupe socialiste, M. Vals. Ce dernier m'a donné toutes les assurances souhaitables en ce qui concerne le respect du principe de l'égalité de traitement.

Par conséquent, si M. Vredeling avait proposé hier soir un traitement analogue à celui qui est prévu dans le texte de la Commission, il aurait aujourd'hui raison, mais comme il ne l'a pas fait, il a tort de faire ces observations, du moins dans cette forme.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scardaccione.

**M. Scardaccione, rapporteur.** — (I) Monsieur le Président, M. Vredeling cherche pour la deuxième fois à nous donner une leçon sur la manière dont doivent agir les parlementaires européens. La première fois, lorsqu'il a parlé d'école maternelle, j'ai encaissé le coup sans répliquer. Cette fois cependant, je ne peux me taire.

En tant que rapporteur, je me suis rallié à l'amendement présenté par MM. Cipolla et Cifarelli parce que nous estimons qu'il est indispensable de modifier la procédure instaurée par la Commission en matière d'application des règlements et de distribution des crédits du F.E.O.G.A. D'une manière générale, on ne parvient pas à utiliser les crédits mis à disposition par la Communauté parce que la procédure est devenue trop pesante. La tentative qui a été faite — et réussie — de centraliser à Bruxelles les pouvoirs, sur l'ensemble de l'agriculture européenne n'est pas favorable pour l'Italie, surtout pas pour le Sud. Nous ne parvenons, en Italie du Sud, à obtenir aucun moyen financier pour le secteur des structures, par exemple. Nous devons donc assouplir les procédures et confier aux gouvernements la responsabilité de répartir les crédits octroyés par la Communauté.

Il n'y a de notre part ni mauvaise volonté, ni intention de réduire les pouvoirs de la Commission.

**Scardaccione**

Nous voulons seulement que cette dernière ne se perde pas dans de petits détails mais se limite à l'examen de chaque projet ou de chaque pratique. Mais, je le répète, loin de nous l'intention de réduire les pouvoirs de la Commission ou de réduire le contrôle qu'elle doit exercer pour veiller à l'application correcte des mesures adoptées.

**M. Cipolla.** — (I) Elle en a tous les moyens !

**M. le Président.** — La parole est à M. Vredeling.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais dire, en ma qualité de vice-président de la commission de l'agriculture, que notre commission a discuté cette proposition et que la majorité de ses membres a estimé ne pas pouvoir s'y rallier. La commission de l'agriculture l'a donc déjà rejetée.

Pour ce qui est du fond de l'affaire, je comprends très bien le sens de cet amendement. M. Cipolla est logique avec lui-même. Du point de vue de son groupe politique, il a raison. Les porte-parole de ce groupe et M. Cipolla lui-même ont toujours affirmé, en y insistant, qu'en ces matières, il fallait sauvegarder la souveraineté nationale. Cette façon qu'a le groupe communiste d'aborder le problème est très intéressante et je serais heureux de pouvoir en discuter à l'occasion avec M. Cipolla.

Tel est bien, en effet, le sens de l'amendement. Je regrette de devoir le dire, mais le groupe socialiste n'a pas discuté de cet amendement et s'il l'avait fait, il l'aurait rejeté.

Politiquement, l'amendement tend à ce qu'il ne soit donné à la Commission européenne que des pouvoirs moins étendus que ceux qu'elle demande elle-même.

Pour ce qui est des mesures relatives à la réévaluation du mark allemand, on nous a dit que ce qui se fait en Allemagne devrait se faire également en Italie. Nous en sommes ainsi, Monsieur le Président, aux précédents funestes inspirés par les progrès du nationalisme.

On fait ainsi des mesures de réévaluation, des concessions qui ont dû être faites à l'Allemagne parce que nous n'avions ni politique monétaire, ni politique économique communes, un précédent que l'on prétend invoquer pour la politique agricole commune dans le domaine des agrumes, parce que le hasard veut que ce secteur intéresse tout particulièrement l'Italie. Je voudrais vous mettre en garde contre le danger qu'implique l'orientation proposée par M. Cipolla. J'espère que les autres membres du Parlement comprendront que son raisonnement est à l'opposé de ce que nous avons toujours soutenu au sein de ce Parlement, au nom de tous les groupes politiques, à l'exception peut-être du groupe auquel appartient M. Cipolla et de l'U.D.E., qui n'est pas représentée aujourd'hui, mais qui lui aurait peut-être apporté son appui.

Ne nous engageons pas, en ce vendredi matin, dans la mauvaise voie !

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (I) Monsieur le Président, mon intervention vise essentiellement à préciser les deux points suivants :

En premier lieu, n'étant pas membre de la commission de l'agriculture, je ne suis pas au courant de ce qui s'est passé, au dire de M. Vredeling, au sein de cette dernière, et ne me sens donc pas engagé par ce qui a pu y être dit.

Le second point concerne le groupe socialiste. Cette question n'ayant pas été soulevée à l'occasion de la réunion du groupe — qui d'ailleurs s'est terminée avant que je n'arrive à Bruxelles —, j'estime m'être montré loyal envers son président, en lui posant cette question. Il est évident que, dans sa réponse, le président du groupe a tenu uniquement à exprimer son opinion personnelle.

Il me paraît d'ailleurs que l'argument invoqué par M. Vredeling est fort discutable. En effet, je ne vois pas pourquoi il faudrait agir avec prudence et circonspection, lorsqu'il s'agit d'aides concernant une petite région, et agir différemment lorsque des aides considérables sont en cause, cela est d'ailleurs contraire à une disposition du traité sur l'égalité de traitement.

Nous avons appris également hier que les dispositions qui ont été appliquées pour la dévaluation du franc français et pour la réévaluation du mark différaient. Interrogé à ce sujet, le représentant de la Commission a répondu avec diplomatie, et l'incident a été clos.

Nous entendons nous inspirer de critères strictement juridiques. L'article 2 de la proposition de règlement relative aux agrumes communautaires précise notamment que les travaux pour l'établissement du plan sont menés en liaison avec la Commission, qui peut adresser toute recommandation à l'État membre intéressé.

Certes, la Commission dispose d'un pouvoir normatif en matière de règlements, de recommandations et de directives. Mais une fois ce pouvoir exercé, il faut prendre des dispositions de caractère administratif ; or, on n'a jamais vu la Commission des Communautés adopter des mesures purement administratives ; en effet, elle peut tout au plus exercer un contrôle sur ces dernières, et seulement après qu'elles ont été adoptées par l'autorité compétente.

Sur le plan communautaire, le règlement acquiert, aussitôt adopté, force de loi à l'égard des États membres, mais les pouvoirs administratifs demeurent dans les mains des États membres. Lorsqu'il sera question de modifier la discipline juridique, je serai

**Cifarelli**

le premier à me prononcer en faveur du transfert du maximum de pouvoirs à l'autorité fédérale. Mais nous n'en sommes pas là.

**M. le Président.** — La parole est à M. Mansholt.

**M. Mansholt**, *vice-président de la Commission des Communautés européennes*. — Monsieur le Président, cet amendement me paraît superflu et condamnable.

L'article 93 a trait à des mesures nationales. Or, dans le cas qui nous occupe, il s'agit de financement communautaire, d'une subvention communautaire. L'article 93 est applicable aux mesures d'aide en faveur des agriculteurs allemands, car il s'agit de mesures nationales. Mais ici, il s'agit de subventions non pas nationales, mais communautaires.

J'estime donc que l'adoption de l'amendement ne pourrait être qu'une mesure de confusion. Cet amendement n'apporterait rien, il serait superflu et il est donc condamnable.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) Je voudrais seulement préciser que le règlement ne prévoit pas un financement exclusivement communautaire du plan. L'État italien peut y contribuer à concurrence de 50 %, voire même pour un pourcentage plus élevé. Cela est inscrit clairement dans le règlement.

Je demande donc à M. Mansholt de réviser sa position.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est rejeté.

Je mets aux voix l'article 2.

L'article 2 est adopté.

Sur l'article 3, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

L'article 3 est adopté.

Sur l'article 4, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Cifarelli et dont voici le texte :

« Au paragraphe 1, après les mots : exploitants agricoles directs insérer le mot : ou. »

Cet amendement a déjà été défendu par son auteur.

La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) Les fonds disponibles n'étant guère importants, nous courons le risque de les dis-

tribuer en partie aussi aux cultivateurs propriétaires. Je voudrais donc inviter M. Cifarelli à retirer son amendement, ou tout au moins à le modifier de façon à donner la préférence aux exploitants agricoles directs.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cifarelli.

**M. Cifarelli.** — (I) Il ne me semble pas opportun de retirer cet amendement, car il y a une réalité sociale, économique et humaine dont il faut tenir compte. En effet, l'amendement est fondé sur l'hypothèse fondamentale selon laquelle les aides sont octroyées aux cultivateurs directs. Les cultivateurs propriétaires ne viennent qu'ensuite, et de toute façon il s'agit de propriétaires de petites exploitations. C'est pourquoi je maintiens mon amendement tout en soulignant cette préférence pour les cultivateurs directs.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2 est adopté.

Je mets aux voix l'article 4 ainsi modifié.

L'article 4 ainsi modifié est adopté.

Sur les articles 5 à 11, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je les mets aux voix.

Les articles 5 à 11 sont adoptés.

La parole est à M. Vredeling qui a demandé à intervenir sur la proposition de résolution.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je crois qu'il y a eu une erreur ou un oubli, sans doute en raison de la hâte avec laquelle on a dû procéder.

Le paragraphe 4 est rédigé comme suit : « invite la Commission à faire siennes, les modifications suivantes, conformément à l'article 149 ». On a laissé tomber la clause usuelle qu'en l'occurrence, je voudrais voir maintenir et que nous venons d'ailleurs d'inclure dans le rapport de M. Mauk, à savoir : « invite sa commission compétente à contrôler attentivement si la Commission des Communautés européennes modifie ses propositions conformément aux modifications apportées par le Parlement européen et, le cas échéant, à lui faire rapport à ce sujet ».

C'est la clause habituelle que nous insérons toujours dans nos résolutions. Je propose d'en faire le paragraphe 4 bis de la résolution.

**M. le Président.** — Je prends acte de cette proposition, Monsieur Vredeling.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution qui avait été réservée.

**Président**

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 4, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Après le paragraphe 4, je suis saisi d'une proposition de M. Vredeling tendant à insérer un nouveau paragraphe prévoyant le contrôle habituel par la commission compétente de l'activité de la Commission des Communautés européennes.

Je mets aux voix la proposition de M. Vredeling.

Cette proposition est adoptée.

Sur le paragraphe 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Je le mets aux voix.

Le paragraphe 5 est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par les différents amendements qui ont été adoptés.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

*8. Règlement relatif aux conditions  
du concours du F.E.O.G.A.*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant prorogation pour l'année 1969 du délai prévu par l'article 20, paragraphe 1 du règlement n° 17/64/CEE relatif aux conditions du concours du F.E.O.G.A. (doc. 164/69).

La parole est à M. Vredeling qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais prendre la parole pour une question de procédure avant que vous passiez au point suivant de l'ordre du jour. La proposition de la Commission au sujet de laquelle je dois faire rapport n'est disponible qu'en français et en allemand. Les versions néerlandaise et italienne de la proposition de la Commission font toujours défaut.

Je voudrais, à ce propos, faire une remarque générale, à savoir que c'est la dixième fois que nous avons

à discuter d'une prorogation des délais de procédure de la section orientation du Fonds agricole.

Nous avons souligné à maintes reprises qu'il est absolument inadmissible que les délais prévus dans le règlement, et qui se fondent sur le règlement n° 17, n'aient pas pu être respectés une seule fois jusqu'à présent. Nous exprimons l'espoir, dans notre résolution, que la Commission fixera, dans ses nouvelles propositions de financement, des délais plus réalistes, afin que le Parlement n'ait pas constamment à connaître de reports de délais. Nous précisons en outre que nous donnons un avis favorable afin d'accélérer la procédure plutôt que de la bloquer, mais que c'est la dernière fois. Nous espérons que la prochaine fois, la Commission prévoira dans ses propositions de financement les délais réalistes qui s'imposent, aussi bien pour le délai de présentation des projets des États membres que pour le délai dans lequel il doit être statué sur les projets présentés.

La commission de l'agriculture approuve donc le règlement, mais pour des raisons de respect des formes, j'estime qu'il n'est pas souhaitable qu'il soit mis aux voix aujourd'hui. Je m'en voudrais de voter un texte qui n'est disponible qu'en français et en allemand. Nous devons garder la bonne habitude de reconnaître aux quatre langues la même importance et la même valeur juridique. Je vous demande donc de ne pas créer un précédent, et de faire imprimer la proposition de la Commission en italien et en néerlandais, moyennant quoi je puis vous assurer — je pense que mes collègues de la commission de l'agriculture seront d'accord avec moi — qu'au mois de décembre, lorsque nous serons en possession du document dans les quatre langues, nous pourrions adopter cette proposition sans discussion. Ainsi, au moins, nous aurons satisfait au principe de l'équivalence des quatre langues.

**M. le Président.** — Je suis donc saisi de la part du rapporteur d'une demande tendant à renvoyer l'examen de ce rapport du fait que les versions néerlandaise et italienne ne sont pas encore disponibles.

Monsieur Vredeling, s'agit-il là d'une demande faite à titre personnel ou au nom de la commission compétente ?...

**M. Vredeling.** — (N) Monsieur le Président, je ne pourrais pas faire cette demande au nom de la commission. Nous avons discuté le fond du problème en commission, mais nous n'avons pas fait cette réserve, car nous sommes habitués à improviser. Nous avions présumé que la proposition nous serait présentée aujourd'hui dans les quatre langues. Comme il n'en est rien, je me dois, en ma qualité de parlementaire de langue néerlandaise, de soulever la question. Nous ne pouvons pas adopter un document qui n'a pas été publié dans les quatre langues. Je pense que chacun, ici, approuvera ce point de vue personnel.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 64.

**M. le Président.** — Je mets donc aux voix la demande de renvoi présentée par M. Vredeling.

La demande est approuvée.

La parole est à M. Dewulf.

**M. Dewulf.** — (N) Monsieur le Président, j'ai voté contre la proposition de M. Vredeling, car il me semble difficile de nous prononcer, comme ça, à la fin d'un long débat, sur une question de principe aussi importante.

**M. le Président.** — Je donne acte à M. Dewulf de sa déclaration.

9. *Règlement sur l'organisation commune des marchés des produits transformés à base de fruits et légumes*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Mauk, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 865/68 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits transformés à base de fruits et légumes en ce qui concerne le calcul du prélèvement au titre des sucres divers d'addition (doc. 166/69).

La parole est à M. Mauk qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Mauk, rapporteur.** — (A) Selon l'ordre du jour, il s'agit d'une proposition de règlement sur les produits transformés à base de fruits et légumes en ce qui concerne le calcul du prélèvement au titre des sucres divers d'addition. Mais il ne s'agit que de l'amélioration d'un règlement existant et de questions exclusivement techniques. Au lieu de prévoir, comme cela se faisait jusqu'à présent, des calculs hebdomadaires, le nouveau règlement propose que les calculs soient effectués tous les trimestres environ, l'expérience ayant montré que cela suffisait amplement.

Je vous renvoie, pour le reste, à mon rapport écrit. Je recommande au Parlement l'adoption du rapport, qui approuve sans réserve la proposition de la Commission, à l'exception de la référence à la procédure de vote, qui devrait être une simple référence à la procédure de l'article 43.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

10. *Règlement relatif aux certificats d'importation et d'exportation*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion d'urgence du rapport de M. Dröschner, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement reportant la date d'extension du champ d'application des certificats d'importation, d'exportation ou de préfixation à toute la Communauté (doc. 168/69).

Le rapporteur m'a fait savoir qu'il s'en remettait à son rapport écrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

11. *Calendrier des prochaines séances*

**M. le Président.** — Le Parlement a épuisé son ordre du jour.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir ses prochaines séances dans la semaine du 8 au 12 décembre, avec l'ordre du jour suivant :

*Lundi 8 décembre, à partir de 15 h :*

Réunions des groupes politiques.

*Mardi 9 décembre 1969*

*Matin :*

Réunions des groupes politiques.

*15 h :*

— rapport de M. Achenbach sur le renouvellement de la Convention de Yaoundé ;

— rapport de M. Bersani sur le renouvellement de l'accord d'Arusha ;

— rapport de Mlle Lulling sur la réforme du Fonds social européen.

*Mercredi 10 décembre 1969*

*9 h à 10 h 30 :*

— Réunions des groupes politiques.

*10 h 30, 14 h 30 et, éventuellement, le soir :*

— rapport de M. Spénale sur les propositions de la Commission des Communautés européennes relatives :

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 69.

(\*) J.O. n° C 160 du 18 décembre 1969, p. 70.

**Président**

- I — aux dispositions concernant le remplacement des contributions financières des États membres par des ressources propres ;
- II — à la révision de l'article 20 du traité de fusion
- et sur la communication complémentaire relative à l'accroissement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen ;
- rapport de M. Cointat sur le financement de la politique agricole commune ;
- rapport de M. Spénale sur les détournements de recettes douanières.

*Jeudi 11 décembre 1969*

*10 h et 14 h 30 :*

- échange de vues entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission des Communautés sur la situation actuelle et l'avenir des Communautés européennes après la Conférence de La Haye ;
- rapport de M. Rossi sur des mesures particulières applicables aux fonctionnaires d'Euratom.

*Vendredi 12 décembre 1969*

*9 h :*

- question orale n° 11/69 avec débat au Conseil sur la réalisation d'une politique commune des transports ;

- éventuellement, rapport de M. Posthumus sur le budget de recherches et d'investissement d'Euratom pour 1970 ;
- rapport de M. Boersma sur la dénomination des textiles ;
- rapport de M. Blondelle sur les fibres textiles et les graines oléagineuses ;
- éventuellement, un rapport sur la communication de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à l'équilibre des marchés agricoles.

*12. Adoption du procès-verbal*

**M. le Président.** — Conformément à l'article 17, paragraphe 2, du règlement, je dois soumettre à l'adoption du Parlement européen le procès-verbal de la présente séance qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des débats.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

*13. Interruption de la session*

**M. le Président.** — Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

*(La séance est levée à 12 h 50)*

